



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

«Le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète»



M. Charles Goerens lors de son rapport

À la deuxième partie de la 51^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui a eu lieu à Paris du 5 au 7 décembre 2005, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, M. le Député Marcel Glesener, et M. le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par M. le Député Norbert Hauptert, Membre suppléant.

«Notre engagement vis-à-vis de la notion d'appropriation africaine sera vide de sens si nous ne donnons pas aux Africains les moyens d'agir par eux-mêmes.»

Avec ces mots, le rapporteur M. Charles Goerens a souligné dans son rapport intitulé «Le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète» la nécessité de la création d'un Fonds eurafricain de paix et de sécurité, auquel les pays européens et africains contribuent, augmentant la prévisibilité des activités de gestion de crise par l'Union africaine. M. Goerens a terminé son rapport très remarqué qu'il a présenté au nom de la commission politique en concluant: «Si nous ne parvenons pas à donner à l'Union africaine les moyens de régler maintenant les problèmes du continent, la facture et surtout le tribut en vies humaines seront encore plus lourds demain.»

Les principaux thèmes ayant figuré à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'avenir de la politique européenne de sécurité et de défense et de son contrôle démocratique – réponse au rapport annuel du Conseil;

- les débats parlementaires et l'orientation de l'opinion publique sur la construction européenne;

- le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète – rapporteur M. Charles Goerens, avec le discours de S.E. M. l'Ambassadeur Saïd Djinnit, Commissaire pour la paix et la sécurité de la Commission de l'Union africaine;

- le marché européen des équipements de défense: l'Article 296 du Traité instituant la Communauté européenne et le Livre Vert de la Commission européenne – réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'avenir de l'industrie navale européenne de défense;

- la surveillance de l'espace maritime et des zones côtières dans les pays européens;

- comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2004 – rapport du commissaire aux comptes;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2005;

- projet de budget de l'Assemblée pour 2006;

- l'Union européenne dans les Balkans: Althea et autres opérations;

- les parlements et la mission Althea;

- la coopération dans le domaine opérationnel entre l'UE et l'OTAN – réponse au rapport annuel du Conseil;

- élection du Président et des Vice-Présidents de l'Assemblée

pour la 52^e session – avec le discours du Président élu Masseret;

- la lutte contre le terrorisme international: un défi pour l'Europe.

Au cours de cette session, l'assistance a pu suivre entre autres:

- les discours de M. Stef Goris, Président de l'Assemblée, et de M. Günther Platter, Ministre de la Défense de l'Autriche, représentant la Présidence entrante de l'UE;

- la déclaration de Mme Lyubov K. Sliska, Première Vice-Présidente de la Douma, Présidente de la délégation russe;

- le discours de M. Vlado Bučkovski, Premier Ministre de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine;

- la déclaration de M. Nikolai Cherginets, Président de la délégation invitée du Belarus;

- l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale sortante de la République d'Azerbaïdjan;

- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président du Conseil de l'UEO, représentant la Présidence britannique de l'UEO/UE (discours prononcé par S.E. Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France).

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette deuxième partie de sa 51^e session une directive, une décision, trois résolutions et seize recommandations au Conseil.

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Rapport sur l'Union économique entre les trois États du Benelux

Le Conseil interparlementaire consultatif ou Parlement Benelux, qui, en 2005, a fêté le 50^e anniversaire de sa création, a tenu les 9 et 10 décembre 2005 à La Haye sa session d'hiver en présence de délégations de l'Assemblée balte et du Conseil nordique. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Roger Negri, Félix Braz, Xavier Bettel et Jean-Pierre Koepp.

En début de session, le Président du Parlement Benelux M. de Nérée tot Babberich a rendu hommage à la mémoire de Mme Nelly Stein, présidente de la délégation luxembourgeoise, décédée inopinément l'été dernier à l'âge de 67 ans.

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a ensuite examiné le 49^e rapport commun des Gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois sur la réalisation et le fonctionnement de l'Union économique entre les trois États. M. Eigeman (Pays-Bas), rapporteur des travaux de la commission de l'Environnement et de l'Énergie, a dénoncé le manque d'ambition qui, selon cette commission, transparaît dans le rapport, la question essentielle étant de savoir dans quels domaines le Benelux apporte une plus-value et comment il concrétise ses ambitions dans ces domaines. C'est ainsi par exemple que le rapport ne fait pas état de la Conférence sur l'énergie qui s'est tenue à Oslo fin 2004 alors que des parlementaires, ministres et experts des pays nordiques, des États baltes et des pays du Benelux ont reçu à ce sujet des informations qui soulignent la nécessité de coopérer dans certaines matières.

À ces critiques, le Ministre néerlandais des Affaires économiques, M. Brinkhorst, a répondu en affirmant que la priorité serait

accordée en 2006 à l'organisation d'un marché de l'énergie en Europe du Nord et en Europe de l'Ouest. Il faudra aussi, selon lui, mettre rapidement en place un marché intérieur des services et persuader la Belgique de l'opportunité d'une telle initiative. Enfin, M. Brinkhorst a mis en garde contre la menace d'une Europe aux ordres des seuls grands pays de l'UE.

Quelques orateurs ont tenu à s'opposer au climat actuel de repli sur soi. M. Doesburg (Pays-Bas) a estimé que Néerlandais, Belges et Luxembourgeois avaient énormément de points communs et a prôné un retour aux objectifs initiaux du Benelux. M. Van den Brande (Belgique) s'est opposé aux nouvelles formes de protectionnisme et M. Willems (Belgique) a souligné que le Benelux pouvait résoudre nombre de problèmes communs aux trois pays, par exemple en matière d'aménagement du territoire ou d'aide aux PME.

Au cours de la session, M. Xavier Bettel, député luxembourgeois, a présenté le rapport de la visite faite par la commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, le 6 juin dernier, du site des friches industrielles de Belval-Ouest au Grand-Duché de Luxembourg. Un projet-phare destiné à viabiliser et à développer les friches dans un sens favorable à l'intérêt général s'inscrit dans un contexte de développement durable en collaboration avec les communes concernées. À Belval-Ouest, quatre grands quartiers seront développés, dont des parties seront réservées à l'habitat, aux commerces et aux loisirs; la Dexia-BIL s'installera dans un important complexe et une gare de chemin de fer sera créée.



(de gauche à droite) MM. Félix Braz, Jean-Pierre Koepp, Roger Negri, Claude Frieseisen et Xavier Bettel



11^e Conférence des parties au protocole de Kyoto sur les changements climatiques

Près de 10.000 représentants des 189 pays ayant signé la convention de Rio en 1992, respectivement des 159 pays signataires du protocole de Kyoto, se sont réunis à cette Conférence mondiale à Montréal du 28 novembre au 10 décembre 2005. Le but primordial fut la définition des plans d'action pour l'après-Kyoto en 2012. Le président de la Conférence, M. Stéphane Dion, Ministre de l'Environnement du Canada, concentrait le travail à exécuter sur les trois points chauds: «Implementation – Improvement – Innovation».

Le protocole de Kyoto, ratifié après des années de négociations et entré en vigueur le 16 février 2005, a fixé pour objectif la réduction de 5,2% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2012 par rapport à leur niveau de 1990. Le Luxembourg s'étant engagé à une réduction de 28%, il s'agit de ne pas dépasser le montant de 12,56 millions de t de GES en 2012.

Neuf mois après l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, les États réunis à Montréal débattaient de même les conséquences néfastes du réchauffement pour notre environnement global, à savoir la fonte des glaciers, la hausse du niveau de la mer, l'inondation des côtes, la désertification et la migration de millions de démunis. Une catastrophe de portée globale commence à se manifester au littoral nord-ouest européen, à savoir la réduction, de 30%, depuis 1957 de la boucle du courant marin, le «Gulf Stream».

Bon nombre de scientifiques comparent les conséquences de ces événements extrêmes aux armes de destruction massive. Afin de remédier d'urgence à cette situation préoccupante, ils invoquent le principe du développement durable, nécessitant une interconnexion des trois volets: la croissance économique, la protection environnementale et la sécurité sociale.

Se basant sur le principe de précaution, on s'est fixé comme objectif de limiter l'augmentation de la température globale à 2°C par rapport au niveau préindustriel. Selon les recherches scientifiques, on devra parvenir à maîtriser les émissions des GES sur un niveau tolérable afin d'éviter des conséquences irréversibles.

Conséquences de la Conférence de Montréal

La lutte contre l'effet de serre ne représente pas seulement un défi énorme pour la conservation des écosystèmes de notre planète, mais en plus, elle constitue une formidable chance pour le développement de nouvelles technologies respectant davantage l'environnement et la biosphère. C'est dans cet esprit que la Conférence a retenu les conséquences suivantes:

1° l'application de l'article 3.9 du protocole de Kyoto prévoyant que les 36 pays de l'Annexe I s'engagent légalement à réduire leurs émissions et doivent commencer à discuter des réductions majeures pour l'après-2012.



(de gauche à droite) M. Emile Calmes, M. Nicolas Schmit et M. Marcel Oberweis

2° la Conférence a également donné feu vert à la mise en place des mécanismes flexibles permettant la mise en vigueur du marché des permis d'émission, du mécanisme pour un développement propre et de la mise en œuvre conjointe.

3° les délégués se sont aussi entendus sur les sanctions qui attendent les pays qui n'atteindront pas leurs cibles de réduction des émissions de GES durant la période 2008-2012. En plus des pénalités financières, ils verront leurs objectifs de réduction de l'après-

2012 considérablement revus à la hausse.

Suite à ces discussions, les députés Emile Calmes (DP) et Marcel Oberweis (CSV) sont d'avis «qu'il ne pourra exister confrontation entre les deux faces de la même médaille du développement durable: l'économie et l'écologie. Comme les changements climatiques touchent toute la planète, un plan d'action efficace pour réduire les GES doit inclure aussi les pays en transition, ainsi que les pays en voie de développement. Notamment pour les pays en voie de développement, l'éducation des jeunes et le transfert

des éco-technologies devront occuper la place centrale dans la démarche équitable de la lutte contre le changement climatique.»

M. Marcel Oberweis souligne «qu'il faut rassembler tous les citoyen(ne)s à s'investir dans la lutte contre les dégâts irréversibles infligés à notre planète, et ceci devant la toile de fond que la réduction de la pollution atmosphérique aura son prix.» Kyoto ne serait finalement pas un fardeau, mais une chance pour nous et les générations à venir.

NOUVELLES LOIS

5500 - Projet de loi

concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

Le projet de budget pour 2006 se caractérise par les chiffres essentiels ci-après:

(en milliers d'euros)	Budget définitif 2005	Projet de budget 2006	Variation	
			en euros	en %
Budget courant				
Recettes	6.828.678,0	7.223.692,0	395.014,0	5,78%
Dépenses	6.303.056,0	6.852.208,6	549.152,6	8,71%
Solde	525.622,0	371.483,4	-154.138,6	...
Budget en capital				
Recettes	73.789,0	104.342,8	30.553,8	+41,41%
Dépenses	706.124,0	777.121,6	70.997,6	+10,05%
Solde	-632.335,0	-672.778,8	-40.443,8	...
Budget total				
Recettes	6.902.467,0	7.328.034,8	425.567,8	+6,17%
Dépenses	7.009.180,0	7.629.330,2	620.150,2	+8,85%
Solde	-106.713,0	-301.295,4	-194.582,4	...

Source: Données IGF

Alors que le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 avait prévu que les recettes courantes projetées pour 2005 accuseraient une progression de 9,39%, les prévisions pour l'exercice 2006 s'avèrent plus modestes.

Le projet de budget table ainsi sur une croissance des recettes courantes de 5,78%. En faisant abstraction de certains éléments exceptionnels, notamment au niveau des recettes en capital, l'évolution du total des recettes entre 2005 et 2006 s'établirait à quelque 3%.

Le projet de budget 2006 se caractérise par ailleurs par une hausse importante des dépenses prévues. Les dépenses courantes devraient progresser de 8,71% et les dépenses en capital de 10,05%. En chiffres, il s'agit d'une augmentation de quelque 620 millions d'euros par rapport au budget définitif 2005 et de 740 millions d'euros par rapport au compte général provisoire de 2004. D'après les prévisions budgétaires pour 2006, les dépenses totales dépasseront ainsi les recettes totales de quelque 300 millions d'euros, ce qui entraînerait un déficit budgétaire de 4,1% (Administration centrale).

Au cours des années écoulées, les évolutions au niveau de la structure des dépenses de l'État ont abouti à un accroissement sensible de la rigidité budgétaire et dès lors également à une réduction des marges

de manœuvre dont dispose le Gouvernement pour mener son action politique. Une proportion de plus en plus élevée des dépenses publiques est en effet fixée par ou en vertu de dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

La rigidité découlant du caractère obligatoire et difficilement compressible de la plupart de ces dépenses est encore accentuée par la dynamique inhérente à leur évolution. D'une part, le volume de ces dépenses est animé d'un mouvement ascendant qui découle directement ou indirectement de leurs facteurs d'évolution respectifs. D'autre part, cette croissance réelle des dépenses publiques est renforcée par le fait qu'environ les deux tiers des dépenses courantes du budget de l'État sont liées directement, par le biais de l'échelle mobile des salaires, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Le tableau ci-après présente les postes de dépenses qui affichent les variations les plus significatives (en euros) entre 2005 et 2006:

- Participation dans le financement de l'assurance-pension (régime contributif) + 72,8 millions
- Participation dans le financement de l'assurance-maladie + 64,8 millions
- Participation des communes dans le produit de certains

impôts de l'État	+ 45,2 millions
- Forfait d'éducation	+ 40,0 millions
- Participation dans le financement de l'assurance-dépendance	+ 28,1 millions
- Aide au développement	+ 26,0 millions
- Fonds des pensions des agents publics	+ 21,5 millions
- Traitements et pensions des fonctionnaires	+ 21,4 millions
- Recherche publique	+ 18,9 millions
- Participation dans le financement des allocations familiales	+ 14,5 millions
- Versement du produit des impôts de solidarité	+ 10,4 millions
- Transport public routier et ferroviaire	+ 6,0 millions
Total	335,0 millions

Dépôt par M. Luc Frieden,
Ministre du Trésor et du
Budget, le 19.10.2005
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission
des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):	
20.10.2005	Organisation des travaux Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre du Trésor et du Budget
27.10.2005	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec l'Admin. des Contributions directes, l'Admin. de l'Enregistrement et des Domaines et l'Admin. des Douanes et Accises)
31.10.2005	Échange de vues avec le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports sur les projets infrastructure de l'État qui font l'objet d'un moratoire décidé par le Gouv. ainsi que sur les projets d'investissement dont la réalisation n'est pas tenue en suspens
09.11.2005	Échange de vues avec le Statec au sujet des dernières prévisions économiques
10.11.2005	Présentation du programme pluriannuel des dépenses en capital
14.11.2005	Échange de vues avec la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2006
17.11.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.11.2005	Examen de l'avis de la Cour des Comptes
22.11.2005	Échange de vues avec le Ministre de l'Environnement sur le budget de son département
	Examen et adoption d'une proposition d'amendement concernant l'article 11 de la loi budgétaire
02.12.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport
07.12.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport complémentaire
Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration	

(Président: M. Ben Fayot):	
07.11.2005	Échange de vues avec le Ministre de la Coopération sur le volet coopération au développement Échange de vues sur les volets affaires étrangères, affaires européennes, immigration et défense
Vote en séance publique: 14.12.2005	

5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003

Malgré le climat conjoncturel peu propice à la croissance, l'exercice 2003 a pu se solder par un excédent des recettes définitives de 79 millions d'euros.

Le projet de loi sous rubrique propose d'affecter cette plus-value aux fonds suivants:

Fonds pour l'emploi	+ 40 millions
Fonds de la dette publique	+ 39 millions

tandis que le solde de 333.493,57 euros est porté au crédit du compte «Report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital». L'ordonnance au bénéfice des deux fonds spéciaux mentionnés ci-dessus interviendra au cours de l'exercice 2005. Dès que cette affectation à charge de l'exercice 2003 est votée, le compte général reflétera intégralement la situation financière de cet exercice.

Le Conseil d'État approuve l'affectation proposée.

Le choix des fonds à affecter est motivé par des dépenses additionnelles auxquelles ces fonds devront faire face. Ainsi, afin de maintenir la marge de manœuvre en matière d'indemnisation du chômage par le Fonds pour l'emploi, une dotation supplémentaire de ce fonds s'avère nécessaire. D'autre part, la dotation au Fonds de la dette publique est destinée au remboursement des deux dernières tranches des obligations linéaires (OLUX) venant à échéance.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 15.11.2004	
Rapporteur: M. Lucien Thiel	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):	
24.02.2005	Désignation d'un rapporteur
02.05.2005	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.05.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2005	

4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants 5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

Le projet de loi 4843 et la proposition de loi 5106 entendent moderniser les modalités relatives à la dévolution du nom et des prénoms de l'enfant. Ces deux textes s'inscrivent dans un large mouvement de renforcement de l'égalité entre les hommes et les femmes en la matière. Ils confèrent également pour la première fois à la volonté individuelle des parents le pouvoir de déterminer le nom de leurs enfants mort-nés. Cette liberté de choix est néanmoins encadrée et ce afin de concilier les objectifs des deux textes sous rubrique avec le principe de la stabilité de l'état des personnes.

Les grandes lignes du projet de loi sous rubrique

1. Mise en place d'une triple option en matière de transmission du nom

Le projet de loi sous rubrique prévoit une règle de transmission du nom commune aux filiations légitimes et naturelles.

En vertu des nouvelles dispositions, les parents peuvent choisir de conférer à leur enfant commun soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux.

La liberté de choix est donc offerte à tous les parents, y compris ceux qui ne sont pas mariés, à la condition qu'ils parviennent à se mettre d'accord quant au nom à attribuer et que la filiation à l'égard de leur enfant ait été établie simultanément à l'égard de chacun d'eux au plus tard le jour de la déclaration de la naissance de l'enfant.

Lorsque la filiation est établie successivement à l'égard des deux parents, l'enfant acquiert en principe le nom de celui de ses parents à l'égard duquel sa filiation a été établie en premier lieu. Il s'agit en principe d'enfants naturels. Il est possible de modifier le nom de ceux-ci et d'exercer postérieurement à la déclaration de naissance la triple option reconnue aux parents par le projet de loi sous rubrique.

2. Attribution du nom des enfants en cas de désaccord par tirage au sort

En cas de désaccord entre les parents sur le nom à attribuer à leur enfant, celui-ci portera le nom ou le premier nom de son père et le nom ou le premier nom de sa mère, dans l'ordre défini par tirage au sort par l'officier de l'état civil, en présence de la personne qui déclare la naissance de l'enfant.

3. Préservation de l'unicité de nom d'une même fratrie

Il est apparu nécessaire d'encadrer le choix des parents quant au nom à attribuer à leurs enfants. Ce choix ne saurait en effet être totalement libre, alors qu'une totale liberté pourrait mettre à mal le principe de la stabilité de l'état des personnes. Il a ainsi été décidé que les enfants issus d'un même couple porteront tous un nom identique. Le nom dévolu au premier enfant vaut pour tous les autres enfants communs et ce afin de préserver l'unité de la fratrie.

4. Possibilité pour la mère de déclarer la naissance de son enfant

En vertu de l'actuel article 56 du Code civil, la naissance de l'enfant est déclarée par le père, ou à défaut de père, par les médecins, les sages-femmes ou autres personnes ayant assisté à l'accouchement. Cet article est adapté afin d'asseoir le traitement égalitaire entre le père et la mère, la mère pouvant désormais déclarer la naissance de son enfant à l'officier de l'état civil.

5. Reconnaissance officielle des enfants décédés avant que leur naissance n'ait pu être déclarée et des enfants mort-nés

Les auteurs du projet de loi sous examen ont voulu régler dans le cadre du projet de loi sous rubrique la question de la reconnaissance officielle de l'existence d'enfants décédés avant la déclaration de leur naissance et des enfants mort-nés en prévoyant d'une part, la possibilité pour les parents de nommer leurs enfants et d'autre part, l'établissement d'actes officiels pour ces enfants.

Le nouvel article a également pour objectif de permettre à des enfants décédés à leur naissance ou à des enfants mort-nés de se voir attribuer un nom et des prénoms, souhait exprimé par de nombreux parents, qui souffrent de l'absence d'une reconnaissance officielle de leur enfant, et par les associations travaillant dans le domaine de l'enfance. Il s'agit sinon d'atténuer du moins de ne pas ajouter au deuil des parents.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.09.2001	
Rapporteur: M. Laurent Mosar	
Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):	
25.09.2002	Désignation d'un rapporteur
01.10.2003	Présentation et examen du projet de loi
23.03.2005	Examen des propositions d'amendements
13.04.2005	Continuation de l'examen des propositions d'amendements
20.04.2005	Adoption définitive des propositions d'amendements
26.10.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

	Budget définitif 2003	Compte général 2003	Variations	
			en valeur	en %
Recettes - courantes - en capital	6.305.285.110 44.427.200	6.504.666.709,79 58.877.707,50	199.381.599,79 14.450.507,50	+ 3,2 + 32,5
Total recettes (1)	6.349.712.310	6.563.544.417,29	213.832.107,29	+ 3,4
Dépenses - courantes - en capital	5.521.484.773 827.833.639	5.616.432.132,44 867.778.791,28	94.947.359,44 39.945.152,28	+ 1,7 + 4,8
Total dépenses (2)	6.349.318.412	6.484.210.923,72	134.892.511,72	+ 2,1
Excédent de recettes (1) - (2)	393.898	79.333.493,57	78.939.595,57	

Les dépenses courantes et en capital dépassent de 2,1% le total des dépenses prévues. En valeur absolue, cet écart correspond à 134,89 millions d'euros. Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- aux dotations du fonds de réserve (+ 92.172.162 euros);

30.11.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2005	

5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003

Les comptes généraux de l'exercice 2003 peuvent, compte tenu de l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, être résumés comme suit:

A. - Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	6.563.544.417,29
II. Dépenses	6.563.210.923,72
III. Excédent de recettes	333.493,57
IV. Report du solde des recettes et dépenses	506.193.639,35

B. - Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.465.490.377,08
II. Dépenses pour ordre	3.465.959.883,32
III. Excédent de dépenses pour ordre	469.506,24
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	10.488.217,21

C. - Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	1.951.773.563,25
II. Dépenses	2.304.839.008,63
III. Excédent de dépenses	353.065.445,38
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.804.974.302,98

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2003, les variations peuvent être résumées comme suit:

- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 59.589.505 euros);

- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 16.609.912 euros);

- aux transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises (+ 16.526.268 euros);

- au remboursement de la dette publique (+ 15.000.000 euros);
- aux transferts en capital à l'administration centrale (+ 15.000.000 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 10.590.033 euros).

Par rapport aux comptes généraux de l'exercice 2002, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 5,59%.

Les **plus-values et moins-values de recettes** se présentent comme suit:

Impôts directs	57.916.741,22
Impôts indirects	1.702.514,34
Recettes d'exploitation, taxes et redevances	-9.439.456,01
Recettes de participation ou d'avances de l'État	4.821.357,44
Remboursements de dépenses	165.502,44
Douanes et accises	205.904.293,57
Impôts, droits et taxes	-67.070.750,66
Recettes domaniales	6.243.130,78
Recettes d'exploitation et autres	-7.615.653,90
Remboursements	-56.613,31
Recettes versées par les communes	274.912,62
Recettes versées par la sécurité sociale	-200.201,43
Recettes et bénéfices versés par les établissements publics	-919.897,12
Remboursements effectués par les sociétés	7.573.604,70
Recettes versées par les comptables extraordinaires	3.512.490,96
Participations dans les sociétés privées	-1.549.186,42
Recettes versées par les organisations internationales	7.891.544,92
Recettes d'exploitation	-9.772.734,35
Total	199.381.599,79

Selon l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, les dépenses inscrites aux comptes généraux de l'exercice 2003 sont majorées de 79 millions. Cet excédent est affecté à raison de 40 millions d'euros au Fonds pour l'emploi et à raison de 39 millions d'euros au Fonds de la dette publique. En conséquence, le résultat de l'exercice se trouve réduit à 333.493, 57 euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.06.2004	
Rapporteuse: Mme Colette Flesch	
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes (Président: M. Henri Grethen):	
13.12.2004	Désignation d'un rapporteur
Présentation du rapport de la Cour des Comptes	
21.11.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.12.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2005	

5465 - **Projet de loi modifiant**
a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics
b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le présent projet de loi se distingue de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics non seulement par la représentation des différents acteurs dans les structures de décision de la Communauté des Transports (CdT), dont certaines tâches ont été redéfinies, mais également par le renforcement de la dimension locale et régionale de l'organisation des transports publics. Afin de satisfaire tant sur le plan local que sur le plan ré-

gional aux besoins en matière de mobilité, les communes et syndicats de communes sont encouragés à élaborer avec le concours du Ministre des plans de déplacement locaux et régionaux.

En outre, des conférences régionales de transport sont instituées afin de coordonner les demandes émanant des communes d'une région déterminée. La mise en œuvre de la planification ainsi que de l'organisation régionales conformément au programme directeur d'aménagement du territoire et au concept intégré des transports et du développement spatial (IVL) s'en verra renforcée. En effet, la création de conférences régionales de transport dans le cadre du présent projet de loi peut servir de catalyseur afin de parvenir à une coopération accrue entre les différentes communes et les autorités nationales dans le domaine concret de l'organisation des transports publics.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 21.04.2005	
Rapporteur: M. Roland Schreiner	
Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):	
09.11.2005	Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État	
29.11.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 21.12.2005	

5504 - **Projet de loi portant**
1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;

3. **modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

Le projet de loi a pour objet, d'abord, l'introduction d'une retenue à la source libératoire de 10 pour cent sur les intérêts générés par les produits d'épargne des personnes physiques résidentes, à l'exception d'un certain montant exonéré sur des dépôts d'épargne et, ensuite, l'abrogation de l'impôt sur la fortune des personnes physiques tant résidentes que non résidentes.

Les auteurs du projet de loi renvoient à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui prévoit qu'un impôt libératoire de 10 pour cent retenu à la source sera prélevé, tout en exemptant les petits épargnants. En contrepartie, l'impôt sur la fortune sera aboli pour les particuliers.

Parmi les objectifs poursuivis par le Gouvernement, il y a lieu de citer:

- la simplification de l'imposition des produits d'épargne des personnes physiques résidentes;
- la préservation du secret bancaire par le biais du caractère libératoire de l'imposition à la source;
- la volonté d'encourager l'épargne grâce à la réduction de la charge fiscale pour tous les contribuables bénéficiaires de revenus d'intérêts;
- le recours à une infrastructure administrative pragmatique, déjà en place, par l'alignement sur le traitement et les procédés utilisés par les banques et autres agents payeurs dans le cadre de l'imposition des intérêts au niveau de l'Union européenne en exécution de la loi du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts, avec entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2005 et devant s'appliquer aux non-résidents;
- l'abrogation de l'impôt sur la fortune tant pour les résidents que pour les non-résidents;
- et l'encouragement de la place financière à développer de nouvelles activités internationales de gestion de patrimoine à la suite de l'effet combiné, d'une part, de l'introduction d'une retenue libératoire des revenus d'intérêts sans compromettre le traitement de faveur réservé aux revenus courants et les bénéfices de cession dans les OPC, et, d'autre part, de l'abrogation de l'impôt sur la fortune.

Les auteurs ont ainsi prévu l'instauration d'un système dualiste d'imposition, en ce sens que certains revenus de capitaux sont imposés, de façon libératoire, au taux forfaitaire de 10 pour cent, tandis que l'ensemble des revenus professionnels et autres revenus de patrimoine sont soumis à l'impôt sur le revenu par application du taux progressif, selon les considérations reprises à l'exposé des motifs. Par ailleurs, il convient de mentionner encore les revenus courants et les bénéfices de cession dans les OPC, de même que les plus-values sur les valeurs mobilières en cas de détention supérieure à six mois, qui sont exempts d'impôt sur le revenu et qui jusqu'à présent étaient soumis à l'impôt sur la fortune.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005	
Rapporteur: M. Lucien Thiel	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):	
07.12.2005	Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État	
12.12.2005	Examen et adoption de nouvelles propositions d'amendements
19.12.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport	
Vote en séance publique: 21.12.2005	
Loi du 23 décembre 2005	
Mémorial A, N° 214, p. 3366	



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live
Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)
(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Neen, Här President.

1. Communications

■ **M. le Président.** - Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 9 décembre 2005, le projet de loi 5521 portant approbation de l'Accord international sur la Meuse.

3) Par lettre du 7 décembre 2005, Monsieur Marco Schank a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpellier le Gouvernement au sujet du secteur touristique au Luxembourg.

4) À la deuxième partie de la 51^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui a eu lieu à Paris du 5 au 7 décembre 2005, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par le Député Monsieur Norbert Hauptert, Membre suppléant.

«Notre engagement vis-à-vis de la notion d'appropriation africaine sera vide de sens si nous ne donnons pas aux Africains les moyens d'agir par eux-mêmes.»

Avec ces mots, le rapporteur M. Charles Goerens a souligné dans son rapport intitulé «Le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète» la nécessité de la création d'un Fonds eurafricain de paix et de sécurité, auquel les pays européens et africains contribuent, augmentant la prévisibilité des activités de gestion de crise par l'Union africaine. Monsieur Goerens a terminé son rapport très remarqué qu'il a présenté au nom de la commission politique en concluant: «Si nous ne parvenons pas à donner à l'Union africaine les moyens de régler maintenant les problèmes du continent, la facture et surtout le tribut en vies humaines seront encore plus lourds demain.»

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'avenir de la politique européenne de sécurité et de défense et de son contrôle démocratique – réponse au rapport annuel du Conseil;

- les débats parlementaires et l'orientation de l'opinion publique sur la construction européenne;

- le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète – rapporteur M. Charles Goerens, avec le discours de S.E.M. l'Ambassadeur Saïd Djinnit, Commissaire pour la paix et la sécurité de la Commission de l'Union africaine;

- le marché européen des équipements de défense: l'Article 296 du Traité instituant la Communauté européenne et le Livre Vert de la Commission européenne – réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'avenir de l'industrie navale européenne de défense;

- la surveillance de l'espace maritime et des zones côtières dans les pays européens;

- comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2004 – rapport du commissaire aux comptes;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2005;

- projet de budget de l'Assemblée pour 2006;

- l'Union européenne dans les Balkans: Althea et autres opérations;

- les parlements et la mission Althea;

- la coopération dans le domaine opérationnel entre l'UE et l'OTAN – réponse au rapport annuel du Conseil;

- élection du Président et des Vice-Présidents de l'Assemblée pour la 52^e session – avec le discours du Président élu Masseret;

- la lutte contre le terrorisme international: un défi pour l'Europe.

En outre, l'assistance a pu suivre

- au cours de la sixième séance de lundi après-midi

- les discours de M. Stef Goris, Président de l'Assemblée, et de M. Günther Platter, Ministre de la Défense de l'Autriche, représentant la Présidence entrante de l'UE;

- au cours de la septième séance de mardi matin

- la déclaration de Mme Lyubov K. Sliska, Premier Vice-Président de la Douma, Présidente de la délégation russe;

- au cours de la huitième séance de mardi après-midi

- le discours de M. Vlado Bučovski, Premier Ministre de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine;

- au cours de la neuvième séance de mercredi matin

- la déclaration de M. Nikolai Cherginets, Président de la délégation invitée du Belarus;

- l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale sortante de la République d'Azerbaïdjan;

- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président du Conseil de l'UEO, représentant la Présidence britannique de l'UEO/UE (discours prononcé par S.E. Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France).

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette deuxième partie de sa 51^e session 1 directive, 1 décision, 3 résolutions et 16 recommandations au Conseil.

5) Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière à La Haye, les 9 et 10 décembre 2005. La Chambre des Députés y était représentée par Messieurs Roger Negri, Félix Braz, Xavier Bettel et Jean-Pierre Koepp.

2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- An deenen dräi Sitzunge vun haut de Mëtteg, vu muer de Moien a muer de Mëtteg féiere mer d'Debatten iwwert de Budget vum Joer 2006, nom Modell 7;

- en Donneschdeg steet de Projet de loi iwwert den Numm an de Virnumm vum Kand um Ordre du jour, zesumme mat der Proposition de loi 5106 vum Här Laurent Mosar. An deem Kontext presentéiert d'Madame Lydie Err de Missionsrapport iwwer hir Proposition de loi 3873. Dat Ganzt geschitt nom Modell 3. Duerno komme mer zum Projet de loi 5398 iwwert d'Afektatioun vum Resultat vun de Statskonten aus dem Joer 2003, nom Modell 1. A schliesslech zum Projet de loi 5350 iwwert d'Statskonte vum Joer 2003, nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir fänken haut de Mëtteg d'Budgetsdebatten un. D'Riedezäit ass wéi gesot nom Modell 7 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Michel Wolter, den Här Claude Meisch, den Här Ben Fayot, den Här François Bausch an den Här Gast Gibéryen. Des Weidere sinn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Lucien Thiel an den Här Lucien Clement. Wann nach Orateurs do sinn, déi d'Wuert zu dem Budget ergräife wëllen, da si se gebieden, sech beim Generalsekretär hei uewen ze mellen, fir dass mer se kënnen aschreiwien, dass mer ongeféier mam Zäittableau gesinn, wéi mer virukommen.

Als éischte Riedner ass den honorebelen Här Michel Wolter age droen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

Discussion générale

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass keng Insel, a mir hunn an deene leschte Joren eng Rei Illusiounen verluer, déi mer emol haten iwwer eist Land, well et e Land ass, wat am Kader vu méi engem grouse Kader, deen Europa an deen d'Welt ass, eng Rei vu Schwierigkeiten a Problematiken huet, déi et fréier net hat. Ech erënneren un de Geiseldrama vu Waasserbëlleg, ech erënneren un de Fliegeraccident vun der Luxair, déi, jiddferen op seng Aart a Weis, eis gewisen hunn, dass mer och zu Lëtzebuerg keng Insel méi sinn.

Ech géif awer och erënneren un den Doud vun engem Pompjee am Asaz d'lescht Woch zu Esch. Och

do hu mer eis jorelaang a Sécherheet gewogen, gemengt et kéint eis nâischt passéieren. Et ass besonnesch tragesch, well et sech bei de Pompjeeën, bei de Leit aus den zivilen Hëllefsdéngschter ëm Leit handelt, déi onentgeltlech den Asaz fir eis Gesellschaft aginn.

Duerfir wollt ech meng Ried haut dem Arthur Majerus widmen, deen d'lescht Woch am Asaz verscheet ass.

Ouni Iwwergank, mä well et och eng Illusioun ass, déi mer eis ganz oft gemaach hunn, kommen ech dann op de Lëtzebuerger Budget eriwuer. Och do, a bis haut en fin de compte, maache vill Leit sech d'Illusioun, dass dat, wat an Europa scho säit Jore gang und gäbe ass, iergendwéi laanscht Lëtzebuerg géif goen. Dat si Realitéiten, déi mer aus eisen Nopeschlänner kennen, déi eis Leit Dag fir Dag op der Televisioun an an de Medien novollzéien, dass déi duerch iergendee glécklechen Zoufall vun der Fügung net op Lëtzebuerg géifen iwwergoen.

Wien déi lescht Woche gesinn huet wat an Däitschland lass ass, wéi eng Regierung Aschnëtt muss huelen, zum Deel dramatesch Aschnëtt muss huelen; wann dee bedenkt, dass a Frankräich de véierten Null-Budget, wat d'Augmentatioun ubelaangt, hannertenee wäert gestëmmt ginn, an dass an der Belsch e ganz Land amgaangen ass, an der zweeter Generatioun d'Feeler vun enger Generatioun ze bezuelen, dee weess iwwer wat dass mer diskutéieren.

E Wuert zur Budgetsprozedur. Mir hunn d'lescht Joer eng nei Budgetsprozedur agefouert. Et ass eng Budgetsprozedur, déi méi stramm ass, eng Budgetsprozedur, déi engem manner Zäit léisst, eng Budgetsprozedur, déi annoncéiert ginn ass mat der Ausso, dass een do duerch méi verlässlech Chiffere géif kréien an dass een a méi enger geraffter Form d'Diskussioun kéint op bessere Chiffere féieren. D'Diskussiounen déi lescht 14 Deeg hei zu Lëtzebuerg hunn eis an der Budgetkommissioun, an der Finanzkommissioun zur Konklusioun komme gelooss, dass mer no der zweete Kéier, a besonnesch an engem Moment wou d'Ziffere méi komplizéiert ginn a wou een also méi e genau A op dat Ganzt muss halen, iwwert déi Budgetsprozedur do mussen diskutéieren.

Ech soen dat besonnesch dann, wann ech – wéi de Moien – nach en Tableau correctif vum Budgetsrapporteur, deen Der alleguerten och kritt hutt, kréien, deen eis weist, dass déi Chifferen, déi den 19. Oktober aus der deemoleger Siicht richteg der Chamber am Fong virgeluecht gi sinn, fir d'Begutachtung vum Budget, annerhallwe Mount drop, an zwar d'lescht Woch an enger Notifikatioun am Kader vun der siwenter Aktualiséierung vum Stabilitéitsprogramm, schonn net méi déiselwecht sinn.

Mir liewen an enger schneller Zäit, d'Chifferen ännere sech, si ännere sech Woch fir Woch, esou dass ee sech muss Froe stellen, ob een déi Prozedur do, déi d'ailleurs och a ganz villen Avisën als eng Prozedur ugesinn ass, déi extrem rapid muss verlafen an déi och der Chamber – dat muss ee ganz éierlech zouginn – kaum d'Méiglechkeet gétt, fir op iergendeng Aart a Weis eng Korrektur kënnen virzehuelen, net misst dee Moment diskutéieren.

En drëtt Wuert iwwert déi wirtschaftlech Perspektive vun eisem Land. Et ass richtig, an ech stëmme mam Budgetsminister honnertprozenteg op deem Punkt iwwereneen, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg besser ass wéi se ronderëm eis ass. Mir hu gutt wirtschaftlech Perspektive fir d'Joer 2006, mir gesinn e Wuesstum vu ronn 4% vum PIB fir dat Joer op eis zoukommen, woubäi dat ganz ver-

schiddenaarteg ass jee nodeem, dat geet vun 3,6 bis 4,4%, also an enger Fourchette vun iwwer 1% hin an hier. Mä et bleift, dass mer, wa mer eis am internationale Kontext kucken, wäit iwwert deem si wat fir d'Joer 2006 an der Eurozon prognostizéiert ginn ass, eng Eurozon, fir déi 1,8% virgesi gétt. Et gétt fir Frankräich 1,8%, fir Däitschland 1,6%, fir Lëtzebuerg – wéi gesot – 4% Wirtschaftswuesstum virausgesot, an enger Fourchette vun 3,6 bis 4,4%, e Budget, deen opgestallt ginn ass mat enger Progressioun vun 3,8%.

Eis Einnahmen am Budget gi weider erop. 6% steigen d'Einnahmen am Budget vum Joer 2006 zum Joer 2005. Allerdéngs – an de Budgetsminister huet et den 19. Oktober gesot – ass do en Deel Effet unique iwwer eng Steuer, déi am Joer 2006 vun engem Betrib soll bezuelt ginn, esou dass sech déi reell, déi wierklech Augmentatioun vum Budget, berengegt duerch dësen Effet, iergendwou bei 3,5% wäert usidelen.

Mir hunn déi klengste Verschëldung an der Europäescher Unioun. Eis Statsschold, konsolidéiert, ass bei 6% vum PIB, wann een alles dat, wat haut an der europäescher Aart a Weis ass fir d'Statsschold ze definéieren, mat a Betracht zitt. Et bleiwen eis och nach fir zwee Exercicer Reserven an de Fongen. Dëst ass d'Resultat vun enger virsiichterger Politik a gudden Zäiten, wou Suen op d'Säit geluecht gi sinn, do wou mer se konnten op d'Säit leeë fir déi manner gutt Zäiten, dat heescht déi Zäiten, wou mer manner Recettë wéi Ausgaben hunn, fir se op der Säit ze hunn.

Oh, wéi vill ass dat kritiséiert ginn an de Joren 2000, 2001, 2002, och hei an der Chamber, wou et verschiddene Leit net séier genuch gaangen ass mam Ausdeele vun den Excédenten, déi mer als Wirtschaft erspuert hunn! A wéi frou si mer en fin de compte haut, dass mer op jidde Fall fir d'Joren 2006-2007 an Deeler vum Joer 2008 nach Reserven hunn, déi eis et elo erlaben awer net eréischt am Joer 2008 déi Réadaptatiounen virzehuelen, déi noutwendeg sinn, fir dass eise Budget mëttelfristeg op der gesonder Schinn ka bleiwen.

Ech wëll d'Regierung an ech wëll virun allem de Minister Frieden dofir félicitéieren, datt hie sech net huele gelooss huet an deene Joren, dass hien haart bliwwen ass par rapport zu alle Velléitéiten, fir en fin de compte méi Suen an de Konsum ze stiechen an domadder auszeginn, an dass hien ëmmer dorop higewisen huet, dass et noutwendeg ass, dass mer als Lëtzebuerger Land eis déi Reserve schafen, wa mer eis se kënnen schafen, déi noutwendeg sinn, fir déi Situatioun ze iwwerbrécken, déi mer elo amgaange sinn iwwerbrécken ze mussen.

Wann een also de Fazit kuckt, da stellt ee fest, dass eis Finanzsituatioun besser do steet wéi déi vun eisen Nopeschlänner. Allerdéngs – an ech géing mengen, dat huet een déi lescht zwou, dräi Wochen awer och ganz dältlech héieren, net nëmmen an der Chamber an aus der Chamber, mä virun allem an enger ganzer Rei Kommentare ronderëm – heefe sech d'Wollegen um Himmel, ass eng schlächend Verschlechterung ze gesinn, ze spieren an eisem Budget, déi risquéiert eis a schlecht Gewässer ze féieren.

Eis mécht eng héich, eng ze héich Inflatioun ze schafen. Fir d'Joer 2006 huet de Budgetsminister vu 4% geschwat, vill Observateure schwätze vun 3% an enger Fourchette vun 2,5 bis 3,2; op jiddfer Fall eng wesentlech méi héich Inflatioun, wéi se an der Eurozon auszemaachen ass, déi sech bei 2 bis 2,2 % usidelt.

Wann ee weess, et sinn 3% Inflatioun, dann huele mer déi fir d'Joer

2006 emol als Grondbasis vun eisen Iwwerleeungen, an et weess een och, dass 3% Inflation also eng Indexbranche ausüben oder ausexerziere wäerten; a wann ee weess, dass eng Indexbranche am Lëtzebuerger Budget 125 Milliounen Euro Surcoût mat sech bréngt vu sech selwer; a wann ee weess, dass déi Inflationindexbranchen en Autoallumage nees vun Inflationindexbranché mat sech bréngen, da gesäit een dee ganzen Défi, deen op eis läit als Gesellschaft, fir ze probéieren, déi Fro vun Inflation an de Grëff ze kréien.

De Budget vum Joer 2005 ass mat engem Defizit vun 90 Milliounen presentéiert ginn. De Budget vum Joer 2006 gétt mat engem Defizit vun 300 Milliounen presentéiert. Et ass virgesinn, en Emprunt vu 500 Milliounen opzehuelen. Gëtt deen Emprunt vu 500 Milliounen opgeholl, deen zum Deel an de Fonds des routes, zum Deel an de Fonds des rails an zum Deel als Konsolidation vun dem Excédent vun den Dépenses ze gesinn ass, da wäert sech eis Statsschold op 9,6% konsolidéiert erhéijen.

Mir hoffen, an dat war een Deel vum But vun eiser Démarche, dass mer deen Emprunt net brauchen opzehuelen, dass mer duerch eng Exécution budgétaire, déi rigouréis ass, an déi d'Responsabilitéit vu jiddferengem no sech zitt, vläicht och nach am Joer 2006 op d'Ophuele vun deem Emprunt kënnen verzichten, an domadder ee Beitrag zur Gesondbleiwung vun eisen öffentleche Finanzen kënnen leeschten.

Well, eis Reserve ginn dem Enn zou. Enn 2008 si se op null, an da si mer, falls mer net nei Recettë schafen, wa mer net een neien, haut awer net sichtbare wirtschaftlechen Opschwonk erliewen, dee sech och duerch eng ganz substanzial Plus-value um Niveau vun de Recettë widderpigelt, wann dat net ermëknet, da musse mir wéi am Ausland eis Investitionspolitik an Zukunft iwwer Friemfinanzierung gestalten, mat all deem, wat dat mat sech bréngt.

Et kënn dobäi – a mäi Kollege, de Lucien Thiel, wäert a sengem Beitrag zum Budget op deen dote Phenomeen agoen -, dass eng Erhéijung vum PIB vu 4% net wéi an der Vergaangenheet automatesch an noutwendegerweis eng Erhéijung vu 4% vun de Recettë vum Stat no sech zéie wäert. Zum Beispill gesäit een an der Kierperschaftssteier, déi strukturell stagnéiert, héchstwahrscheinlech réckleefeg ass, dass eng Augmentatioun vum Wirtschaftswuesstum, déi zu Lëtzebuerg haaptsächlech duerch eng Rei vu Secteuren engendréiert gëtt, net méi eent zu eent och eng automatesch an an dārselwechter Héicht sech erzielend Augmentatioun vun de Recettë vum Stat wäert bréngen.

Et bleift, dass d'Ausgaben am Budget vum Joer 2006 méi héich sinn, e gutt Stéck méi héich si wéi d'Einnahmen, déi mer am Joer 2006 am Budget kréien. Mir kréie Méiausgaben, déi projetéiert sinn, vun 9% par rapport zum Joer 2005. Den Zentralstat gëtt a senger Gesamtheit an där neier Welt, wou mer de Budget musse kucken, 1,2 Milliarden Euro am Joer 2006 méi aus wéi mer erakréien.

Et bleift, dass de Wuesstum vun den Automatismen an eise Budget bedréckend ass. De Budgetminister huet eis d'lescht Woch hei nach eng Kéier bestätegt, dass de Budget vum Joer 2006 eleng duerch d'Automatismen ëm 5,1% steigt: 2,3% Inflation, 2% Cotisations, 0,8% Gehältermass. Domat si mer am Fong, wa mer eis selwer seriö huelen, um Enn vun eise Potenzialitéiten ukomm.

Domat misst een am Fong soen dat, wat den honorabelen – neen net méi honorabel, well hien elo an der Regierung ass, pardon –, de Minister Di Bartolomeo d'lescht Woch op enger Televisiounsusprooch, an engem Televisiouns-

Face-à-face gesot huet, domat wiere mer am Fong an der Situation, dass mer e Zero-based-Budget fir de ganze Rescht vun eise Budget misste presentéieren, well iwwert d'Automatismen eraus een am Fong keng zousätzlech, nei Dépenses am Budget méi dāerft tätengen, wa mer an deem bleiwen, wat mer eis selwer als Zil ginn hunn, nämlech dass mer mëttelfristeg d'Ausgabe vum Stat net iwwert dat uwuesse loosse, wat mer als Einnahmen dobäikréien.

Dës Diskussioun, Dir Dammen an Dir Härren, ass an deene leschte Jore gefouert ginn. Si hält haut un Intensitéit zou. An et ass dat, wat eng Reflexioun an der Fraktioun vun der CSV ausgeléist huet an deene leschte Wochen. Notamment d'Avisé vun de Beruffschamberen an d'Avisé vun deem, wat ech nennen – falsch – d'«Corps constitués», dat heescht d'Statrot, dat heescht d'Banque Centrale, dat heescht d'Cour des Comptes, dat heescht déi, déi net Vertrieeder si vum Salariat oder Patronat an déi eis hir Avisen zum Budget solle ginn.

Waren dës Avisen an deene leschte Jore warnend, da si se haut alarmant. A si net eleng. Och de Budgetsrapporteur huet souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mündlechen Avis eng ganz Rei vu Saachen gesot, déi, mengen ech, an där Däitlechkeit hei an der Chamber an deene leschte Joren nach net gesot si ginn.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Negri Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet. Well ech selwer zweemol Budgetsrapporteur war, am Joer 1994 a 1995, weess ech, dass Budgetsrapporteur ze sinn eng extrem interessant awer och schwéier Aufgab ass, dass et eng Aufgab ass, an där een extrem vill bäileiert. An ee Budgetsrapport an enger Situation ze presentéieren, déi sech net méi esou roseg duerstellt, wéi dat vläicht an deene vergaangene Joren war, dat bedéngt och e gewëssene Courage.

E gewëssene Courage, deen ech an enger Rei vun Ausserungen ermëfannen, déi Dir d'lescht Woch hei gemaach hutt, wéi Dir gesot hutt, notament, ech zitieren lech: „Mir musse méi kuerz trieden (...) Mir liewen iwwer eis Verhältnisser, net eréischt säit gëschter (...) Mir mussen e rigouréis Spuerkurs fueren (...) Mir brauche strukturell Reforme vun eise Statsfinanzen.“ – an, a virun allem – „Mir musse eng Culture de la contestabilité verinhaltechen; all Projet, all Acquis muss permanent a Fro gestallt ginn.“

Dat sinn Aussoen, deene sech eis Fraktioun honnertprozenteg kann uschlëssen, soss hätte se och net kënnen an där Form am Budgetsrapport vun der Finanzkommission eriwierkommen.

Mä et sinn, Dir Dammen an Dir Härren, awer och d'Aussoen, déi an deenen eenzelnen Avisé waren, déi sech dāitlech ofhiwe par rapport zu deem, wat mer déi lescht Joren héieren hunn: Souwuel beim Conseil d'État, deen der Meinung ass, dass d'Discipline budgétaire eleng net den Développement vum Land méi kéint garantéieren; der Cour des Comptes, déi seet, dass een eng Prudence budgétaire net nēme bei der Opstellung vum Budget, mä och virun allem an der Exekutioun vum Budget misst geltend maachen; der Banque Centrale, déi gesot huet, dass dee Budget, deen elo fir d'Joer 2006 déposiert ginn ass, net susceptibel wier, fir eng budgetär Amélioratioun vun der Administration centrale ze bréngen.

All déi Avisen, wéi déi vun der Chambre des Métiers, wéi déi vun der Chambre de Commerce, déi op eng Rei vu Problematiken hiweisen, hunn an eiser Fraktioun en Denkprocessus ausgeléist, en Denkprocessus, deen d'autant méi – Wéi soll ech soen? – heftig ginn ass, well ee festgestallt huet, dass

et op där anerer Säit Avisé gi sinn, an haaptsächlech vun de Salariatskummeren, déi exakt praktesch de Konträr vun deem gesot hunn, wat zum engen d'Patronatskummeren – dat ass en fin de compte manner gravéierend, well dat ass iergendwou am Spill normal – gesot hunn, mä virun allem déi extrem staark divergéiert hunn zu den Avisé vun der Cour des Comptes, vum Statrot an och vun der Banque Centrale.

Ech zitieren e Passage aus dem Avis vun der Chambre des Employés privés an hire Konklusiounen, wou se seet: «En ce qui concerne la situation budgétaire et financière de l'État, il est évident qu'elle n'est plus aussi favorable qu'il y a quelques années encore. Elle n'est toutefois en rien alarmante et ne justifie pas une politique d'austérité ou un recours aveugle à de nouveaux modes de financement. Par ailleurs, les avoirs des fonds de réserve restent considérables.»

Ech mengen, dat muss een den Aussoe géigeniwwerstellen, déi mer virun héieren hunn, déi an der Press hiren Nidderschlag fonnt hunn am Laf vum Mount November: „Warnung vor der Schuldenspirale“; «Peut mieux faire? Non, doit mieux faire!»; „Budget 2006: Rigorose Ratlosigkeit“; «Le budget à côté de la réalité»; „Kritische Analyse der Luxemburger Zentralbank“; „Das budgetäre Klima ist grau und kalt“; „Staat in der Indexfalle“; „Plädoyer für ein rigoroses Sparen“, an esou weider, an esou fort.

Mir hunn also an eiser Fraktioun festgestallt, dass et eng grouss Diskordanz gëtt tëschent de Meenungsäusserungen, wéi se an den Avisé komm sinn, an doriwwer eraus, dass och d'Beurteilung vun deenen engen an deenen aneren, déi se an der Öffentlechkeet duergestallt hunn, extrem verschidenaarteg sinn. Ech ginn zwee Beispiller.

Den Här Gramegna, Direkter vun der Handelskummer, huet an där Televisiounsemissioun, déi mer d'lescht Woch haten, gesot, dass an hiren Aen e ganz groussen Déphasage géif bestoen tëschent den Aussoe vum Statsminister vum 12. Oktober, wou en eng Rei vu Mesuren annoncéiert hätt wéi ee kuerz-, mëttel- a laangfristeg d'Gesondung vun eise Statsfinanzen kéint erbäiféieren, an der Realitéit vum Budget, wéi en den 19. Oktober déposiert gi wier.

Den Här Reding, President vun der Privatbeamtekummer an och nach President do derniewent vum OGB-L, deen huet exakt de Contraire gesot. Deen huet gesot: „Iwwer wat schwätzt Dir iwwerhaapt? Mir hunn dach 4% Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg. De Budget klëmmt weider ëm 6% an den Einnahmen an ëm 9% an den Dépenses. Iwwer wat musse mer iwwerhaapt hei diskutéieren?“

Mir wëllen – an dat soen ech nach eng Kéier, well dat eent jo dat ass, wat ee gären hätt, an dat anert ass dat, wat an der Berichterstattung doraus gemaach gëtt – zwou Saachen als Fraktioun total ausenaner halen: Dat eent ass de Budget 2006 – quitte dass ee se net 100%eg ausenaner hale kann – an dat anert ass d'Diskussioun iwwert d'Perspektiven, déi mer à moyen terme hunn.

D'CSV steet total hannert der Deklaratioun vum Statsminister vum 12. Oktober, wann hie seet, dass et noutwendeg ass am eischen Hallefjoer 2006 no Solutionen ze sichen, dat am Dialog mat de Sozialpartner an an der Concertatioun mat der Chamber, fir déi mëttelfristeg Erausforderung vun eise Land op budgetärer, wirtschaftlecher a sozialer Ebene kënnen ze

begoen. D'Regierung huet eng Obligation de résultats, well d'Regierung huet déi lescht Woch e Stabilitéitsprogramm op Bréssel notifizéiert, wou se sech bis 2008-2009 zu enger ganzer Rei Saachen engagéiert huet.

Dat Zweet, Dir Dammen an Dir Härren, ass de Budget vum Joer 2006. Et ass kloer, dass eng Prozedur, déi den 19. Oktober ugeet an déi Ufank Dezember am Vote vun der Chamber endegt, net no sech zéie kann, dass d'Chamber gréisser Ännerungen un engem Budget ka virhuelen. Dat ass och net de Sënn vun eiser Initiativ gewiescht. De Sënn vun eiser Initiativ war deen, fir sécherzestellen, dass sech dat géif an der Exekutioun vum Budget erëmispigelen, wat mer eis selwer an de Regierungsprogramm eragesat hunn, nämlech dass mer d'Ausgabe vum Lëtzebuerger Stat mëttelfristeg net iwwert de mëttelfristege Wirtschaftswuesstum vum Stat steige loosse.

Do gëtt et an eisen Aen eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, fir dat ze maachen. Do gëtt et eng ganz Rei vun Aspuerméiglechkeeten oder vun Netausgaben-Méiglechkeeten, déi een huet. Et ass net noutwendegerweis esou, dass wann een an engem Budget en Euro zur Verfügung gestallt kritt, dass een deen och muss voll ëmfänglech ausginn. Et ass d'Méiglechkeet, fir sech selwer an d'Flicht ze huelen an ze kucken, fir eng Exekutioun ze maachen, déi konform ass zu deem, wat ee mëttelfristeg och veräntwerte kann.

Et ass also e gemeinsame Reflexiounseffort vun enger gesamter Fraktioun, deen hei an deene leschte Woche stattfonnt huet, deen ausgaangen ass vun de Memberen an der Finanzkommission, deen en fin de compte amplifiéiert ginn ass – dat ginn ech zou – duerch d'Avisen, déi an deene leschte Woche komm sinn, a wou mer der Meinung waren, dass et net duergeet fir „A“ ze soen, mä dass wann een „A“ seet – wann een also gären hätt, dass een en Zil erreicht -, dass een och dee Moment „B“ muss soen.

D'Reaktiounen op dës Initiativ weisen alt nees op e puer Phenomeen hin:

Éischtens – dat wäert lech net erstaunen –, d'Schwierigkeeten am Lëtzebuerger politesche System fir eng Majoritéitsfraktioun, sech am politeschen Débat ze placéieren. E System, deen et mat sech bréngt oder deen an deene leschte Joren ëmmer méi an déi Richtung gaangen ass, dass et eng Opposition an der Chamber gëtt an eng Regierung an dass et relativ schwéier ass – doriwwer huet sech och de Jean-Paul Rippinger an engem Gespréich, wat ech rezent mat em hat, ganz staark beklot –, wann een eng Majoritéitsfraktioun ass, fir am Débat politique iwwerhaapt déi Plaz ze fannen, déi ee brauch, besonnesch dann, wann een emol eng Kéier eng Meinung äussert, déi vläicht net 100%eg op der Linn läit vun deem, wat aner Leit soen.

Wann s de also eppes sees, bass de an der Situation, dass gesot gëtt: Et ka jo net sinn! A wann s de näischt sees, da si mer an der typescher Kopfnickermajoritéit-Diskussioun, déi mer par ailleurs awer och ganz gären zu Lëtzebuerg féieren.

Zweetens, huet dës Diskussioun de Manktum u sachbezunnener Ausenanersetzung op en Neits gewisen, déi een an der Lëtzebuerger Politik kennt. Et gëtt mat ganz vill Freed iwwert déi sou genannte Form diskutéiert. Et gëtt sech ausenaner gesat mat all méigleche Punkten, déi sech niewent a laanscht dem Sujet ofspillen, an et gëtt ganz weenig en fin de compte sachbezunn iwwert de Fong vun der Problematik diskutéiert.

Drëtens, soen ech, dass viles eng Saach vun der Betreueung ass. Et ass jo hei heftegst kommentéiert ginn, ob oder ob net d'CSV-Frak-

tioun, ech weess net wiem an de Frack getratt wier, duerch de Fait, dass se dës oder déi Äusserung gemaach hätt. Et sinn awer och Leit a Meinungen am Land, déi soen, dass et noutwendeg ass vun Zäit zu Zäit, dass esou eng Äusserung kënn.

Ech géif et un engem oder zwee Beispiller aus der leschter Woch wëlle festmaachen, fir ze weisen, wéi schwierig déi Diskussiounen zu Lëtzebuerg sinn, wann een de Fong an d'Form net ausernee hält. D'lescht Woch huet de Mëttelstandsminister Boden, net aus Eegeninitiativ, mä am Kader vun enger Konferenz, no der Konferenz vun engem Participant d'Fro gestallt kritt, ob en dann net der Meinung wier, dass duerch de Fait, dass d'Ufanksgehälter am öffentlichen Dëngscht e gewëssenen Niveau hätten, eng Schwierigkeet an de mëttelstänneg Lëtzebuerger Betriber géif opdauchen.

Hien huet dat gesot, wat ganz vill Leit heibannen och soen, nämlech dat, dass dat e reelle Problem ass, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg d'Leit ausbilden, dass wann se hir Ausbildung hunn, dass se dann esou séier wéi méiglech kucke beim Stat oder de Gemengen – wat hiert gutt Recht ass – ënnerzekommen, wat awer als Konsequenz huet, dass an eise mëttelstännegen an an eisen industrielle Betriber ëmmer manner Lëtzebuerger, ëmmer manner zu Lëtzebuerg usāsseg Leit schaffen, an dass déi zentral Plazen, déi en fin de compte an deene Betriber decidéiere wien dann eng Plaz kritt, wann eng fräi gëtt, vun Auslänner besat ginn.

Et kann een et esou kommentéieren. Et kann een et allerdéngs och kommentéieren an eng Richtung, dass ee seet: Ma, dat ass e Schoss an de Knéi vum Minister vun der Fonction publique, well wéi kann dat da sinn, dass ee Minister deem anere Minister a säi Ressort erandiskutéiert? Wéi kann e Mëttelstandsminister iwwerhaapt eng Diskussioun iwwert deen dote Sujet ugoen? Esou einfach kann ee sech d'Liewe maachen.

Wann ech mer d'Ausenanersetzung dëser Deeg an an der leschter Woch tëschent de Ministere Lux a Krecké ukucken, da kann een och eng Betrachtung maachen, wou ee seet: Majo, wat ass da lass Här Bodry? Wat ass da lass an där LSAP, dass déi sech esou wéi Biischtebänner do zerklappen?

(*Interruption et hilarité*)

Et kann een allerdéngs – well Der d'lescht Woch jo déi Fro gestallt hutt, a well Der se nëmme zum Deel beäntwert hutt – sech awer och d'Fro stellen, ob an där Ausenanersetzung, déi et do offensichtlich ginn ass, en fin de compte net och eng Reflexioun um Fong ass tëschent zwou verschiddenen Aart a Weisen, wéi ee Politik gesäit, a wou selbstverständlech deen een an deen anere muss kucken, en fonction vun där Plaz op där en ass, ze probéieren, déi – wéi soll ech soen – Part de marché oder déi Positioun ze verteidegen an där en ass.

Wa mer also emol méi oft géife probéieren op de Fong vun der Diskussioun anzegoen, ouni dass mer permanent an heftegst ëmmer nēmen iwwert d'Form vun der Ausenanersetzung diskutéieren, mengen ech, géife mer och inhaltlech a ganz villen Domänen vun der Lëtzebuerger Politik e gutt Stéck méi wäit kommen.

Interessant ass et an deem Kontext, Dir Dammen an Dir Härren, och d'Reaktiounen dann ze gesi vun der parlamentarescher Opposition.

D'Demokratesch Partei zum Beispill – déi jo an enger ganz interessanter Situation ass, nodeem se en Drëttel vun hire Leit zur Gestioun vun hirer Bastioun Stad hei aus der Chamber ofgezunn huet, an en aneren Drëttel vun der Fraktioun schonn annoncéiert huet,

dass e sech am Stadium vun der Prêretraite en fin de compte befënn't – huet jo eng Erneierung duerchgesat.

Här Meisch, ech wollt lech soen – hors sujet hei –, dass, wann dat richtig ass, wat Dir am Gemengerot vun Déifferdeng der Deeg soisdisant gesot hutt, dass Dir probéiert am Déifferdenger Spidol, d'Schold op eng Fra ofzewälzen, déi elo e Joer – net méi wéi ee Joer! – an deem Spidol ass,...

(Interruption)

Ma, ech wollt him dat just soen, well ech direkt dorobber kommen.

...dann – soen ech – sidd Dir um falsche Wee. Well an deem Spidol begéine mir eis elo erëm, a mir musse kucken...

(Interruption)

...inhaltlech Politik ze maachen. Wann Är Strategie déi ass, fir jorelaang Politik mat anere Partner ze maachen, a wann déi bis den éischten Dag net méi do sinn, dann iwwert déi hierzefalen op eng Aart a Weis, déi net an der Rei ass – déi net an der Rei ass, Här Meisch! – da soen ech lech, da gitt Der schwéieren Zäiten entgéint.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ **Une voix.** - De Kapitän ass als Eischte vum Boot gaang!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP huet dunn op Grund vun eiser Interventioun e sou genannten Oppositionsbriefing age-ruff. De Punkt 1 vun deem Oppositionsbriefing war, datt se gesot hunn als DP net derlaanscht ze kommen, um Fong der CSV-Fraktioun Recht ze ginn, an deem, wat se seet.

Am Fong hätt domadder d'Diskussion jo kënnen eriwuer sinn. De Punkt hätt kënnen fäerdeg sinn an et hätt op en anere Punkt kënnen iwwergoen. Mä domat mécht ee jo keng Schlagzeilen! Et mécht ee jo keng Schlagzeilen domadder, dass ee seet, um Fong si mer mat enger anerer Fraktioun d'accord. D'Schlagzeil...

(Interruption)

D'Schlagzeil kann nëmme geschéien, wann ee seet, mä op der Form – op der Form, haha! –; de Fong war an der Rei, mä op der Form, do musse mer lech awer soen, do ass et...

An da kucke mer, Dir Dammen an Dir Hären, déi dräi Argumenter, déi de Parteipresident vun der DP bruecht huet. Fir d'éischt seet hien, am Numm vu senger Partei, et wier de falsche Moment gewiescht, fir déi Diskussion hei virzebréngen.

Ech froen lech: Wéini, wann net am Kader vun enger Budgetsdebatt, soll een iwwert de Budget vum Lëtzeburger Land diskutéieren?

■ **Une voix.** - Da kommt elo emol dozou!

(Interruption)

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Mir waren an enger Televisiounsdebatt d'lescht Woch mateneen. Dir hutt déi doten Argumentatioun an där Televisiounsdebatt keng zéng Minutte gepackt. Keng zéng Minutten! Well no zéng Minutte ware mer in medias res; no zéng Minutte ware mer an der Diskussion, wéi mer et fäerdeg bréngen, de Budget mëttelfristeg op eng gutt Linn ze bréngen.

D'zweet Argument, wat Der gesot hutt, ass, d'Aussoe vun der CSV an hirem Fraktiounsresident wieren eng Gefor fir de Konsum zu Lëtzebuerg, well duerch déi Aussoen, déi elo géife gemaach ginn, d'Leit manner géife consomméieren.

Dir sidd net méi spéit wéi de 7. Dezember vun der CLC, dat heescht der Confédération Luxembourgeoise de Commerce – dat ware Leit, déi an der Zäit der DP ganz no stoungen –, widdersprach ginn,

well déi hunn eng Pressekonferenz gemaach, andeem se gesot hunn, wat d'Grënn sinn, firwat mer en Abroch am Konsum hunn:

Éischtens, d'Saturatioun vun den Haushalter. Et kënnt an engem Land ewéi Lëtzebuerg de Punkt, wou ee bal alles huet a wou een net méi nach Progressiounsrate ka fueren, déi enorm sinn.

Zweetens, déi regional Akafstendenzen, dat heescht, duerch eng Politik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, hu sech an der Peripherie vum Lëtzeburger Land eng ganz Rei vun Akafszentren ugesidelt, an déi e ganzen Deel vun der Akafskraaft vun de Lëtzeburger amgaangen ass sech ze déplacéieren. Ech hunn d'lescht Woch gelies, dass zu Tréier en neien Akafszentrum vun zéngtausende vu Meter carréen an d'Zentrum soll kommen, an déi Haaptklientell, déi Haaptchalandise, vun där se ausginn, si Lëtzeburger Clienten, well se dovunner ausginn, dass bis zu 100.000 Lëtzeburger dohinner kafe ginn.

Déi drëtt Ursaach, déi d'CLC gesot huet, ass den Internethandel. Et ginn am Internethandel duerch Billiganbieter ëmmer méi Aktiounen, Transaktiounen iwwer Internet getäteg't, lafen also iwwerhaapt net méi duerch Lëtzeburger Anbieter a bréngen doduerch och keng Rentréeé méi fir de Lëtzeburger Stat.

Ech géif zu deenen dräi do nach eng véiert dobäifügen. Déi véiert ass déi, dass d'Leit en fin de compte eng ganz Rei vu Mouvementer anticipéieren. Wa während Joer an Dag iwwert d'Lëtzeburger Televisioun an iwwert de Lëtzeburger Radio Neiegkeeten aus dem Ausland erakommen, wann ee gesäit, wat an Däitschland, a Frankräich an an der Belsch lass ass, dann ass et dach net verwonnerlech, dass iergendwou den normale Lëtzeburger sech seet: „Dat do wäert och net bei eis virun der Dier stallhalen, a léiwer maachen ech dat, wat de Minister Frieden a sengem Budget ëmmer gäre mécht, nämlech, ech leeën e Frang op d'Säit, fir datt ech en hunn, wann et mer manner gutt geet, wéi wann ech deen och elo nach ausginn, vläicht fir eppes, wat ech net brauch.“

Leschtens – an elo komme mer awer nees e bësse méi an de Fong vun der Fro – seet d'DP: „Uh, déi Initiativ do vun der CSV, dat ass en Ausschalte vun der Chamber, wann et ëm d'Diskussion vun de Strukturreforme geet.“

Éischtens, Här President, wëll ech dem Här Meisch soen, dass dat eng falsch Duerstellung ass vun der Positioun vun der CSV, déi ech nach eng kéier duerleeën: Mir sinn der Meinung, dass dat, wat de Statsminister den 12. Oktober hei gesot huet, soll duerchgezu ginn.

Mä zweetens erkennen ech doranner eng Frontalattack vun der Demokratescher Partei op d'Tripartite. Wann dat esou ass, da froen ech mech, firwat d'DP net den 12. Oktober oder nom 12. Oktober, no den Äusserunge vum Statsminister hei an der Chamber gesot hutt, datt se net domat d'accord wär, dass ähnlech wéi déi lescht 30 Joer d'Diskussion mat de Sozialpartner an duerno an der Chamber soll gefouert ginn.

(Interruption)

Firwat waarden? Et ass op jiddfer Fall esou, wéi Der zitéiert gi sidd, datt Der gesot hutt, de Virschlag vun der CSV wär en fin de compte eng Aushielechung vun der Chamber an d'Chamber géif an deenen Diskussionen vun deenen nächste Joren ausgeschalt ginn.

Même son de cloche bei Äre Kollege vun der grénger Fraktioun. Och do fält, Dir Dammen an Dir Hären, lues a lues de Lack erof no de Gemengewahle vum Joer 2005, well déi Partei, déi déi lescht Joer ausgezunn ass, fir jiddferengem ze soen, dass, wa si eemol an der Ma-

joritéit wier, alles zu Lëtzebuerg ganz aneschtens géif ginn um Niveau vun der Demokratie, vun der Biergerbedeelegung an esou weider, déi weist jo elo dëser Deeg am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg, wéi séier, wa se an der Majoritéit ass,...

(Interruption)

...wéi séier se en fin de compte hir eege Prinzipien iwwer Bord werfe wëllt.

(Interruptions diverses)

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Gedëllegt lech, d'Opposition kënnt och nach un d'Pult, da wäert et héich hiergoen.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - D'Opposition kënnt un d'Pult an da musst Dir, Här Bausch, dem Land soen,...

■ **M. le Président.** - Här Wolter, adresséiert lech un d'Chamber!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - ...ob Der oder ob Der net der Meinung sidd, dat, wat Der gesot hutt, datt duerch de Vote vun dësem Budget an duerch déi Diskussionen, déi an deenen nächste Méint stattfannen, d'Chamber eng Kaz am Sak géif kafen, an Der am Fong der Meinung sidd, dass de Budget vum Joer 2006 kenger Realitéit géif entsprechen, well an der Tripartite eng Rei vun Diskussionen...

(Interruptions diverses)

Jo, doriwwer schwätze mer!

Och lech froen ech, Här Bausch: „Wou waart Dir den 12. Oktober?“

■ **M. le Président.** - Här Wolter!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, ech wëll dem Här Bausch soen...
■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Den 12. Oktober war ech hei an der Chamber.
■ **Une voix.** - Excellent!
■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, ech wëll dem Här Bausch soen, datt mir gären hätten, dass och déi gréng Fraktioun seet, kloer an däitlech, ob se am Kader vun deem, wat de Statsminister den 12. Oktober annoncéiert huet, deen Timing akzeptéiert oder net. Och Dir...

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Den 12. Oktober war ech hei an der Chamber.

■ **Une voix.** - Excellent!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, ech wëll dem Här Bausch soen, datt mir gären hätten, dass och déi gréng Fraktioun seet, kloer an däitlech, ob se am Kader vun deem, wat de Statsminister den 12. Oktober annoncéiert huet, deen Timing akzeptéiert oder net. Och Dir...

(Interruptions)

Och Dir maacht d'Vermischung, déi permanent Vermischung...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Kommt, den Här Wolter ass jo nach net fäerdeg. Loosst hien elo emol schwätzen, da komme mer derzou.

(Interruptions diverses et hilarité)

(Coups de cloche de la Présidence)

Lauschttert dem Riedner no! Här Wolter, fuert Dir weider.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, et ass net einfach, well et net einfach ass, mä et ass net einfach, Här Grethen...

(Interruptions et hilarité)

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Une autre voix.** - Loosst lech net aus der Rou bréngen!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Neen! Oh mei!

Et ass net einfach, well probéiert gëtt – ouni Succès! – zwou Saache mateneen ze vermëschen, déi net mateneen ze vermësche sinn. Dat eent ass d'Exekutioun vum

Budget vum Joer 2006, an dat anert sinn déi mëttelfristeg, laangfristeg an och zum Deel – wéi de Minister et gesot huet – scho vläicht fir d'Joer 2006 unzebréngend Korrekturen an der Grondausrichtung vum Lëtzeburger Budget. An et ass sécher net duerch déi Diskussionen vun de leschte Wochen, wou sech en neit Element an deem Punkt erabruecht huet.

Ech wollt soen, dass mer am System vun der classescher Reaktioun sinn. Mir hunn e Problème de fond a mir reagéieren op der Form. Op der Form ass et einfach ze reagéieren, well et kann ee vum Fong oflenken.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Firwat hutt Dir da gewaart bis et esou wäit war?

■ **Une voix.** - Jo! Elo ass hie schockéiert, virdru war net eng Spur vun deem do, net eng Spur!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Jo, mä da loosst hien emol virufueren a gedëllegt lech e bëssen!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Hie schwätzt elo scho 37 Minutten, et kënnt awer näischt!

■ **Une voix.** - Här Bausch, den Här Wolter huet awer méi Zäit zegutt gehat.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Da berouegt lech emol alleguerten. Et huet keen dem Här Wolter virzuschreiwen, wat en hei ze soen huet! Hie behandelt de Budget esou wéi hien dat gesäit.

(Brouhaha général et hilarité)

■ **Une voix.** - Dat do ass eng Excuse!

■ **M. le Président.** - Majo, natierlech! An duerfir géif ech lech bieten, lech ze berouegen an den Här Wolter schwätzen ze loossen!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech loosse d'Jongen an d'Meederderch...

(Hilarité)

■ **Une voix.** - Eng richtig Arroganz! Voilà!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Wann ech gelift, da berouegt lech dach elo emol, fir dass den Här Wolter ka seng Ried weiderféieren!

(Interruptions)

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, ech hunn absolut kee Problem, dass d'Kollegen aus deene verschiddene Fraktiounen sech nach fënnf Minutten hei excitéieren! Dat ännert näischt un der Grondausrichtung vun der Ausso, nämlech där, dass, wéi esou oft, an enger Situatioun, wou een iwwert de Fond soll diskutéieren, probéiert gëtt iwwer all méiglech Klippe vun der Form laanscht d'Diskussion ze kommen.

Ech hunn, wéi den Här Bausch richtig gesot huet, praktesch elo 39 Minutte gebraucht, fir op de Fong ze kommen. Dat ass d'Zäit, déi een, wann een déi gesammelt Stellungnahme vun deenen engen an deenen aneren, déi gesammelt Kommentaren an der geschrivwener, an der geschwatener, an der gewisener Press kuckt, brauch, fir en fin de compte op dat zréckzekommen, ëm wat dass et geet.

Mä et ass eng classescher Prozedur. Et muss een d'Klippe vun der Form ëmsegen, et muss een all méiglech Froen am Fong laanscht goe loosse, déi sech op der Form weisen, fir dann op dat ze kommen, ëm wat dass et geet. An et ass wéi esou oft an der Lëtzeburger Poli-

tik: Et kann ee sech dréinen a kéiere wéi ee wëllt, et kann ee sech diebele wéi een et gären hätt, laanscht de Fong vun der Diskussion kënnt een net.

Dee gesi mir en fin de compte an zwee Phenomeener:

Deen éischte Phenomeen ass d'Uwuesse vun den Ausgaben iwwert déi mëttelfristeg wirtschaftlech Entwécklung eraus. Mir kréie fir de Budget 2006 eng Augmentatioun vun den Dépensé vun 9%, bei enger Augmentatioun vun de Recetté vun nëmme 6%. Mir ginn am Joer 2006 am Zentralstat 1,2 Milliarde méi aus wéi mer era kréien, nodeem mer am Joer 2005 1,1 Milliarde méi ausginn hu wéi mer erakritt hunn. Mir stelle fest, dass d'Schéier tëschent den Ausgaben an den Einnahmen amgaangen ass méi grouss ze ginn, dass déi budgetär Reserv erofgeet an dass och d'Reserve vun de Fonds d'investissement am Joer 2008 op null tendéieren.

Et muss een also – an dat war den Ausgangspunkt vun eiser Démarche, an domat si mer total online mat deem, wat op anere Plaze gesot ginn ass – am Joer 2006 déi néideg Korrektur virhuelen, déi mer brauchen.

D'Regierung ass, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woch eng ganz Rei vun Engagementer agaangen, andeem se op Bréissel déi siwent Aktualiséierung vum Stabilitéitsprogramm geschéckt huet. Et ass dëst eng nei global Approche, déi niewent der traditioneller Budgets-presentatioun ëmmer méi an de Vierdergrond réckelt, well se niewent dem Zentralstat och d'Gemengen an och d'Sécurité sociale beinhalt, well se am Zentralstat net nëmme den Budget, mä och d'Friemfinanzéierung an och den Delta vun den Einnahmen an den Ausgaben an de Fonge beinhalt.

Ech erënnere mech drun, virun zwee, dräi Joer, wéi déi Berechnung fir d'éischt gemaach ginn ass, ass se nach vun alle Säite kritiséiert ginn. Si ass vun der deemo-leger Regierung, si ass an der Chamber kritiséiert ginn an huet sech elo lues a lues hire Wee gebahnt, à tel point, dass et an der Ried vum Budgetsminister am Fong deen Haapttableau war, deen Haaptkritär war, op deen eng mëttelfristeg Budgetspolitik achséiert gëtt.

Wann een dat kuckt, wat d'Regierung op Bréissel geschéckt huet, dann huet se sech engagéiert, fir d'Joer 2006 en Defizit vun 1,8%, fir d'Joer 2007 en Defizit vun 1,0% a fir d'Joer 2008 en Defizit vun 0,2% ze hunn. Dat heescht, dass mer am Zentralstat vum Joer 2007 u Reduktiounen vum Defizit vun 250 Millionen Euro pro Joer mussen tätege par rapport zu deene Budgeten, déi mer haut kennen.

2006 hu mer en Unhale vum Defizit. Mir ware bei 1,1, mir komme bei 1,150. Vum Joer 2007 u musse mer all Joer 250 Millionen à politique constante derbäileeën. Wann ech soen 250 Millionen, da sinn et 250 Millionen dat éischt Joer, 500 Millionen dat zweet Joer a 750 Millionen dat drëtt Joer. Et ass net 250 Millionen eng kéier an domadder wär de Problem geléist.

Ech hunn – dat ass richtig – viru 14 Deeg gesot, dass de Budget vum Joer 2006 op Bréissel notifizéiert gëtt mat engem Defizit vun 1,8%, deen en hallwe Prozent ënnert deem läit wat fir d'Joer 2005 prognostizéiert gëtt, ouni dass mer nei Engagementer an eiseem Budget fir d'Joer 2006 géifen tätegen. Ech hunn an deem Kontext op d'Eisenbunnstripartite higewisen, wou mer net géife wëssen, wat d'Engagementer wieren, a wann Engagementer géife kommen, da misst een en fin de compte de Budget vum Joer 2006 schonn an enger anerer Perspektiv liesen, wéi dat haut de Fall ass.

De Budgetsrapporteur huet dat an engem Interview de 6. Dezember

am „Wort“ als Populismus duergestallt. Hien huet gesot, et kéint jo absolut net sinn, dass déi Tripartite iergendwellech Influenz op de Budget vum Joer 2006 hätt. Abee, an enger Woch hu mer jo Rendez-vous hei, wa mer gewuer ginn, wat bei der Tripartite erauskénnt, an da kucke mer, ob sech aus der Eisebunnstripartite eraus Influenzen op d'Budgeten 2006, 2007 oder 2008 erginn. Et wär op jidde Fall an deenen 22 Joer, wou ech d'Éier hunn an der Lëtzebuerger Politik ze sinn, déi éischte Kéier, dass eng Tripartitesronn ouni Engagement fir de Statsbudget iwwert d'Bühn géif goen.

Duerfir soen ech nach eng Kéier dat, wat ech viru 14 Deeg gesot hunn – an ech hunn et dee Moment zu engem Moment gesot, wou nach gesot ginn ass, dass d'Tripartitesdiskussioun Eisebunn den 13. Dezember géif ofgeschloss ginn; et ass jo eréischt duerno wou se eng Woch no hanne geréckelt ginn ass -, dass mer net wéilten an eng Situatioun kommen, dass mer den 13. Dezember an der Tripartite en fin de compte de Budget, deen de 14. Dezember an der Chamber géif gestëmmt ginn, erëm aneschters missten duerleeën.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, wann Engagementer kommen – an et ass net un eiser Fraktioun wou dat wäert scheitern, fir de Fall wou dat zu enger propperer Solutioun mëttel- a laangfristeg am Intérêt vun der Eisebunn zu Lëtzebuerg féiert a wou mer doduerch eng Survie an eng mëttelfristeg Perspektiv kënne schafen –, dass dat net un eis wäert scheitern. Et bleift awer och op där anerer Säit, dass mer musse kucken, dass mer all Käschtepunkt, dee mer do generéieren am Budget vun 2006, an der Exekutioun vum Budget 2006, dann op enger anerer Plaz nees erakréien, fir dass mer déi Spiral, an där mer dra sinn, net weider eropdréieren. An dat ass, Dir Dammen an Dir Häre vun der grénge Fraktioun, den Enjeu vun der Politik, wéi mir se gesinn.

Zweetens: Um Niveau vun de Gemenge steet iwwert déi ganz Period an deem Bericht null – 0,0 iwwer all déi Joren, wéi wann d'Gemengen an engem total équilibréierten Zoustand wäeren. Ech stelle fest, mir stelle fest an den Diskussiounen, déi mer mat Kollegen hunn, heibannen, dobaussen, déi Buergermeeschter sinn, dass fir d'Joer 2006 e relativ massive Recours à l'emprunt am Gemengesecteur amgaangen ass sech unzekënnegen.

Wann déi Perspektiven, déi de Budgetminister d'lescht Joer hei annoncéiert huet, sech bewahrheiten, nämlech dass haaptsächlech déi Steieren, vun deenen d'Gemengen an deene leschte Joren esou gutt gelieft hunn, déi sinn, déi an deenen nächste Jore manner wäerten ausschëdden, wéi dat hat de Fall ass, da wäerte mer gesinn, dass am Budget vum Joer 2007 an am Budget vun 2008, well och d'Gemengen, net nëmmen de Stat, an deene leschte Jore massiv opgerüst hunn a sech nei Aufgaben och ginn hunn an zum Deel och vum Stat iwwerdroe kritt hunn, fir alleguerten déi Politiken ze finanzéieren, dass mer wäerten och do...

■ **Une voix.** - Déi wëllen et just net agestoën.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - ...an eng Friemfinanzéierungsspiral erakommen. Et kann ee sech dann, wéi esou oft, d'Fro stellen, firwat dass mer viru véier oder fënnf Joer, wéi mer do souzen a wéi mer eng Rei Saachen anticipéiert hunn a wéi Propose vun der Regierung um Dësch louchen, fir eng Reorganisatioun vun de Gemeengefinanzen ze maachen, an dat an enger Zäit, wou et méiglech gewiescht wier, ouni dass een ënner Drock geschafft hätt, firwat dass mer dat viru véier oder fënnf Joer net gemaach hunn.

Dat rejoignéiert eng Ausso, déi den Här Minister Lux d'lescht Woch op der Televisioun gemaach huet, déi ech héieren hunn a wou hie gesot huet: Wéi ass et méiglech, dass zu Lëtzebuerg en fin de compte ëmmer d'Dossieren, wa mer iwwert de Fong schwätzen, esou laang lafe gelooss ginn, bis dass een näischt méi um Fong ka maachen an dass een am allerleschte Moment muss reagéieren? Wéi ass et méiglech, dass mer Kyoto esou laang lafe gelooss hunn? Wéi ass et méiglech, dass mer d'Eisebunnstripartite esou laang lafe gelooss hunn?

Abee, ech mengen, dass ech mat deenen 39 Minutten, wou ech de Kollege vun der grénge Fraktioun hei e bëssen op den Nerv getrëpelt hunn, bewisen hunn...

(Interruption)

...wéi et zu Lëtzebuerg ass, wann een en fin de compte iwwert d'Problemer wëllt diskutéieren a wéi permanent probéiert gëtt laanscht Problemer ze diskutéieren. Dat ass vläicht eng vu villen Äntwerten, déi een dem Här Lux kann op déi richteg Aussoen, déi hien d'lescht Woch gemaach huet, ginn, dass et ganz schwéier ass, extrem schwéier ass an engem Land wéi eisem, wou ee mat ganz ville Lobbyen ze dinn huet, wou ee mat ganz ville Meenungen ze dinn huet, wou ee mat ganz ville Leit an Organismen ze dinn huet, fir Ännerungen an engem System virzehuelen, déi dann och nach ëmmer am Konsens solle sinn.

Well en drëtten Deel vun deem ganze System, nämlech dee vun der Sécurité sociale, Dir Dammen an Dir Hären, dee jo kuerzfristeg eis Duerstellung zu Bréissel gutt gestalt, ass deen, deen eis am Fong mëttelfristeg déi meeschte Suerge misst maachen.

Déi Diskussioun, déi mer 1995, 1996, 1997 an 1998 zu Lëtzebuerg gefouert hunn an déi déi Zäit jo och esou kommentéiert ginn ass, wéi se kommentéiert ginn ass, huet sech en fin de compte an alle BIT-Etuden hannendrun net ee Jota geännert. Dat wat haut an der europäescher Duerstellung eise gréissten Avantage ass, dat ass an zéng Joer eise gréissten Désavantage a wäert eis dozou bréngen, dass mer am Zentralstat an an den Ausgabe vum Zentralstat nach vill méi Mass musse schafen, vill méi Wach musse schafen, wéi mer mengen, dass dat haut ass, fir en fin de compte opzekomme fir déi Politiken, déi gestalt si ginn.

Et gëtt, well dat jo och dann zum Deel zu der politescher Gestaltung hei zu Lëtzebuerg gehéiert, gesot, gemengt, et géif elo hei den totalen Ugrëff op de Sozialstat statfannen. Et wär den Ugrëff – wéi huet den Här Bausch gesot? – vun deene vum Joseph Bech géint déi Verständeg, fir eppes ze verhënnern oder ze errechen.

(Interruption)

Ech wëll soen, dass et eng falsch Duerstellung ass, fir ze mengen, dass dës Majoritéit en Ugrëff op de Sozialstat wëllt féieren. Mä wat awer richteg ass, dat ass, dass, wa mer nei Politike wëlle maachen, wa mer Politike wëlle maachen, déi eis et erlaben e moderne Stat ze sinn an enger moderner Welt, mer dann – an ënnert de Parametere, déi de Statsminister definéiert huet, nämlech déi, dass de Sozialbudget net weider ka klammen – musse kucke goen, wou mer dann am Rescht vum Budget déi Sue fannen, fir déi dote Politike kënne ze maachen.

Ech denken un d'Schoulpolitik, eng vun deene gréissten Erausforderungen – ech denken, do si mer eis alleguerten eens –, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, wou eng ganz Rei fundamental Ännerungen an deenen nächste Jore musse kommen, wa mer iwwer Chancëgläichheet schwätzen, wa mer iwwer méi individuell Betreung schwätzen, wa mer driwwer diskutéieren, dass mer gären hätten, dass d'Kanner e méiglechst héije Potenzial kréien, fir kënne an d'Berufswelt ze

goen, dann dāerf ee sech kenger Illusioun hignn, dass dat näischt géif kaschten.

Eise Schoulsystem kascht par ailleurs – wann een dat am internationale Verglach haut kuckt – dat Duebelt wat a Finnland de Schoulsystem kascht. Et gëtt also net eng direkt Relatioun tëschent absolutem Käschtepunkt pro Kand a Resultat, dat een aus enger Schoul erausziit.

(Interruption)

Mir wëllen den Encadrement vun de Kanner an a ronderëm d'Schoul vergrësseren. Maison relais, dat ass dat, wat elo amgaangen ass ze kommen. Et sinn eng ganz Réi Gemengen, déi et hunn. Et kënnt mer zu Ouer, dass geschwat gëtt vun 30.000 Kanner, déi à terme an deene Maisons relais sollen opgefaange ginn.

Da mécht een eng ganz einfach Rechnung: Et hält een 30.000 Kanner, et hält een eng Stonn pro Dag, et hält een zéng Euro, déi d'Stonn kascht – obschonn et der eelef sinn, mä fir d'Rechebeispill ass et méi einfach – an et hält een 200 Deeg am Joer an da kënnt een op e Chiffer vu 60 Milliounen fir eng Stonn, bei deem dote Chiffer. Sinn et zwou Stonnen, dann ass et dat Duebelt, sinn et dräi Stonnen, dann ass et dat Dräifacht an et kënne also bei fënnf Stonnen den Dag bis zu 300 Milliounen Euro sinn.

Mir mussen also wëssen, dass wa mer am Kader vun der Kannerbetreuung deen do Wee wëlle goen a wa mer e Multiple vun enger Stonn fir 30.000 Kanner an de Maison-relais wëllen aféieren, da musse mer eis also d'Fro stellen, wou mer op anere Plazen – Kannergeld an aneres, wou mer zum Deel déiselwecht Saache mat finanzéieren – eis d'Fräiraum schafen, fir kënne esou eng Politik ze bestreiden.

Et ass eng Fro, Dir Dammen an Dir Hären, vu Prioritéiten, ob mer dat eent oder dat anert als Prioritéit gesinn.

D'Universitéit: Mir wëllen eng Universitéit opbauen, eng Recherche bezunnen Universitéit, eng Universitéit, déi eiser Wirtschaft hëllef mat der Konkurrenz eens ze ginn. Et ass also eng Universitéit, déi eppes kascht, well zum Nulltarif kritt ee keng Universitéit. Berechnungen, déi eis zougänglech sinn, schwätzen an deenen nächste fënnf a sechs Joer, bis mer op de Rythme de croisière kommen, vu 15 bis 20 Milliounen pro Joer, déi ee supplementar an all Budget muss erasetzen, fir déi Universitéit op en Niveau an op e Level ze kréien, dass se deenen Erausforderunge gerecht gëtt.

D'Regierung huet annoncéiert, wat mer ënnerstëtzen, dass se e Pacte „logement“ mécht – ech sinn nach ëmmer an de Kapitele vun der Sozialpolitik -, e Pacte „logement“, fir ze probéieren, dass déi jonk Leit hei zu Lëtzebuerg ënner anstännege Verhältnissen an zu engem Präis, dee räsounabel ass, kënne en Terrain kréien a sech en Haus leeschten; duerfir wëllt se mat enger Rei vu Gemengen dee sou genannte Pacte „logement“ maachen.

Et war mer net méiglech, fir dat ze budgétiséieren, ech weess awer, dass dat enorm vill Geld wäert kaschten, wann een dat um Terrain wëllt ëmsetzen.

D'Spideeler, eppes mat deem ech mech net gären awer leider muss entre-temps beschäftegen. Et gëtt mer an deenen éischten Ennerierungen, déi een dann do esou féiert, bericht, dass d'Käschte vun de Spideeler amgaange sinn all Joer ëm 15% ze klammen, dass mer also iwwer siwen, aacht Joer en Doublement vum Käschtepunkt am Spidolswiesen hunn.

Elo kann ee soen: D'Gesondheet huet kee Präis. Mä si kascht awer eppes a wa se mar dat Duebelt kascht vun deem wat se haut kascht, da musse mer iergendwou Sue fannen, da musse mer also am Budget Fräiraum schafen, fir kënne dee Käschtepunkt, deen do kënnt, opzehuelen.

A last but not least an der ganzer Sozialpolitik, eppes wat eis enorm um Häerz läit a wat eis Frëndin, d'Marie-Josée Jacobs, eis ëmmer erëm widderhëlt, dat ass d'Politik fir déi Leit, déi wirklech um ënneschte Bord vun eiser Gesellschaft liewen. Och do si ganz vill Moyenen noutwendeg, néideg an deenen nächste Joren, fir Sozialpolitik ze maachen, fir och do an deem Deel vun eiser Gesellschaft déi Politiken ze maachen, déi noutwendeg si fir Chancëgläichheet ze schafen.

A wann ech dat alles kucken – an ech kucke just den Deel Sozialpolitik –, nei sozialpolitesch Akzenter, déi musse geschafe ginn, da kann ee wirklech net dëser Regierung virwerfen, dass se Sozialofbau wëllt schafen, mä si muss dofir surgen – an zwar wa méiglech am Dialog –, fir déi Fräiraum ze schafen.

Ech hunn nach eng aner Rei vu Politikfelder notéiert: d'Dezentralisatioun, den IVL, d'Ëmsetzen also vun der Preparatioun, fir d'Land op 600.000 Leit ze bréngen.

Wa mer, Dir Dammen an Dir Hären, gären hätten, dass am Süden eppes geschitt. Wa mer gären hätten, dass Belval eppes gëtt. Wa mer gäre verhënnern, dass sech déi ganz Wirtschaftsaktivitéit weider exklusiv an a ronderëm d'Stad zu Lëtzebuerg développéiert, da muss voluntaristesche Politik gemaach ginn.

Déi Leit, déi den „paperJam“ gelies hu vum leschte Mount – dat ass eng Zeitung, déi sech méi u Spezialiste went –, hunn doranner gelies, dass Belval, dass also de Süden, nëmmen en Développement ka kréien, wann eng voluntaristesche Politik vun der Regierung kënnt. Do muss eng Virleeschung kommen, dass d'Wirtschaft eng Noleeschung bréngt. An dat ass déi total Differenz zur Stad Lëtzebuerg, wou d'Virleeschung net brauch bruecht ze ginn, well d'Noleeschung vun der Wirtschaft en fin de compte schonn do ass, well d'Demande do ass.

Dat kascht enorm vill Geld. Dat ass also eng Politik, déi ee wëllt oder déi een net wëllt. Dat ass eng Politik, déi ee prioritiséiere muss oder déi een hannendru setze muss. Mir hunn an der Zäit de Volet Virleeschung vum Stat op eng Milliard Euro geschat, dee misst geleescht ginn, ouni Centre de recherche an esou weider, fir dass déi Cité des Sciences géif fonctionnéieren.

Den IVL huet festgehalen, dass wann een déi Épine dorsale vun öffentliche Transport gären hätt, déi bluttnoutwendeg ass, fir iwwerhaupt eng Kéier an d'Géigend vun engem „modal split“ vu 25% ze kommen, da misst eng Linn vun Esch an d'Stad geluecht ginn: Esch-Stad-Ettelbréck als Réckgrat vun engem zukünftige Lëtzebuerger Land. Mir wëssen, oder mir mengen, dass esou eng Linn ronn 1 Milliard Euro wäert kaschten. Déi kënnt bei déi Milliard Euro vu Projeten, déi elo schonn zum Deel vun der Chamber gestëmmt sinn, déi um Instanzewee sinn.

Wa mer, Dir Dammen an Dir Hären, dann och nach en Tram duerch d'Stad wëlle fuere loosse, an deen och nach eng Kéier mat 1 Milliard Euro veranschlagen, da si mer eleng an deem doten Deel vun eiser Politik bei 4 Milliarden Euro, ouni dass mer fir Ettelbréck eppes gemaach hunn, wat och noutwendeg ass, well och do geet et net wou selwen.

Wa mer gären dem Norde strukturell eng Chance ginn, wa mer gären deen drëtte Pôle de dévelop-

pement hätten, a wa mer gären hätten, dass déi Nordstrooss eng Chance soll kréien, da muss gekuckt ginn, dass do en Investissement getätet gëtt. Da si mer also bei 4 Milliarden Euro eleng op deem doten Domän. Dat sinn, wann ech et mëttelfristeg kucken, ronn fënnf Investitiounsbudgete vum Stat, wann een et gesäit, wa mer net an d'Verschëldungsspiral wëlle goen, déi mer kënne ugoen.

Den Innenminister huet eis d'lescht Woch gesot, de Kläranlageprogramm fir déi nächst zéng Joer: 250 Milliounen Euro. Dat si 25 Milliounen Euro, déi all Joer mussen opbruecht ginn. Hien huet nach net gesot, wat d'Waasserwirtschaftsdi- rektiv eis wäert kaschten. Well et dāerf kee mengen, dass d'Ausweisung vu Quellschutzgebiddern, an esou weider, dass dat sech wäert zum Nulltarif maache loosse. Mir hunn also och do eng ganz Rei vun Ausgaben – déi absolut noutwendeg sinn –, déi op eis duerkomme wäerten.

Gradewéi mer d'lescht Woch an der Budgets- an an der Kontrollkommissioun gewuer si ginn, dass am Kader vun der Politique du siège eng ganz Rei vu Milliounen op eis laueren, op eis waarden, déi mer mussen ausginn, wa mer déi Politique du siège, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, wëlle viruféieren.

An zum Schluss, fir mat der Opzielung opzehalen, dann nach den Dossier „Kyoto“ – wou de Laurent Mosar sech muer am Numm vun eiser Fraktion wäert eingehend dom ophalen –, dee vum Minister Lux an enger rezenter Ëmweltkommissioun fir d'Period 2008 bis 2012 mat 650 Milliounen Euro definitiv chiffréiert ginn ass, wat also en Aschreiwen an de Lëtzebuerger Budget sous une forme ou une autre, ob mer dat am Ausland kafen oder wéi och ëmmer, vun 130 Milliounen Euro an der Moyenne wäert mat sech bréngen.

Wa mer déi Nouvelles héieren, déi eis vu Montréal aus errechen, wou ee gesäit, dass no 2012 d'Schrauf nach méi enk soll gezu ginn, da muss ee sech ganz zolidd d'Froe stellen, wéi een en fin de compte de Financement vun deene ganze Saachen do hikritt.

Déi zentral Fro, Dir Dammen an Dir Hären, a mer kommen net derlaanscht eis déi déi nächst Wochen ze stellen, dat ass déi, wat fir e Land, dass mer da fir d'Zukunft gären hätten. Ob et e Land ass, wat en fin de compte op deem, wat an deene leschte Joren a Jorzéngten opgebaut ginn ass, weiderfiert, a mer dann an der Situatioun sinn – ech hunn et virdru gesot –, dass mer keng nei Politike méi kënne gestalten, oder ob et e Land ass, wou mer Fräiraum musse schafen an deenen eenzelne Budgeten, fir dat ze maachen.

Mir si prett fir dës Diskussion als Fraktioun. D'CSV ass 2004 an d'Wahle gaangen, ouni dass se Versproche gemaach huet fir weider sozial Leeschtungen opzehuelen. Mat eis, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et kee brutalen an unilateralen Ofbroch vun de Sozialbudgeten. Mä et gëtt awer och mat eis keng Fokaliséierung op zwee Schlagwierder, déi, well et d'Leit nees arrangéiert, dann zoufälligerweis „Mammerent“ an „Index“ dee Moment heeschen.

Wa mer diskutéieren, dann diskutéiere mer iwwer eng ganz Rei vu Saachen. Ech wëll deene Sozialapostelen, déi duerch d'Land lafen, fir ze soen, elo géif de Schlag gemaach gi géint d'Sozialpolitik...

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Den Här Weber mengt Der?

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass den Här Spautz.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Deene wëll ech soen: Bei der Mammerent...

(Interruption)

Jo, dat ass eng Erfindung vun der CSV, zu där mer stinn,...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.**- Här Gira, soll ech lech als Riedner aschreiw-
wen?

■ **Une voix.**- Hie weess näischt ze soen.

■ **M. le Président.**- Ech schrei-
wen lech gären an. Et ass nach Riedezeit do.

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- ...well mer do an enger Pflicht sti virun enger ganzer Generatioun vu Mammen, déi opgrond vun enger ganzer Rei Evénementer net konn-
ten an d'Beruffsliewen anrieden an déi doduerch och um Niveau vun hire Pensiounen net op gewëssen Niveaue koumen. Well mir sinn der Meinung, dass mir an der Pflicht par rapport zu deene Leit an deene Mammen haaptsächlech bleiwe wëllen.

Ech erënneren awer och dorun, dass d'Regierung initialement eng Mammerent an de Circuit eraginn hat, déi eng aner war wéi déi, déi aus dem Circuit erausgaangen ass, well sech am Laf vun enger Dynamik, déi sech gemaach huet an op déi verschidde Leit jo ganz stolz sinn, op déi initial Mammerent eng ganz Rei aner Saache greféiert hunn, déi d'Mammerent zu eppes gi gelooss hunn, wat net méi deem entsprécht, wat initialement geduecht war.

(Interruption)

Wéi?

■ **Une voix.**- ...Majoritéit.

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen, ech soe just deene Leit...

(Interruption et hilarité)

Ech schléissen eis do aus der Responsabilitéit net aus.

■ **Plusieurs voix.**- Aaaahhh!

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen, neen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et war e Gemeinschaftswierk!

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, et war e Gemeinschaftswierk. Ech wëll just deenen dës le début soen, déi soen: „Et därer am Rescht vum Sozialbudget näischt geschéien, mä well dat doten eng CSV-Proposition war, muss d'Mammerent zu 100% ofgeschaf ginn“, dass mir mat esou enger Position net an déi Verhandlung wäerten eragoen. Mir wëllen an der Pflicht bleiwen. Mir gesinn eis och an der Pflicht par rapport zu enger Generatioun vu Leit, deene mer, wa mer hinnen de Genoss vun der Mammerent nees géifen ofhuelen a se domat an déi Situatioun géife bréngen an där se virdru waren, ganz vill Méiglechkeete géifen huelen.

Mir stinn, Dir Dammen an Dir Hären, als Fraktioun – well gefrot gëtt, Propositionen ze maachen – hannernt deem, wat de Statsminister am Numm vun der Regierung den 12. Oktober hei gesot huet. Mir brauchen – muss ech ganz éierlech soen, wann ech d'Lëscht vun deem, wat en am Numm vun der Regierung an och am Numm vun der CSV-Fraktioun domadder gesot huet den 12. Oktober hei –, wann ech déi Pistë kucken, zurzeit näischt weider op den Dësch ze leeën. Mir waarden dorop, dass déi aner, déi sech och an der Diskussioun wëlle matdeelen, och eppes op den Dësch wäerte leeën an deenen nächste Wochen, fir dass een da kann inhaltlech, Inhalt géint Inhalt, mateneen diskutéieren.

(Interruption)

Ech wetten awer, dass d'Politik vun deenen nächste Méint hei zu Lëtzebuerg, Här Calmes, déi wäert sinn, wéi mer se esou laang kennen, dass d'Opposition sech wäert hidden iergendeng Proposition ze maachen a waarden, wat bei der Tripartite erauskënnt, an all

eenzel Measure, déi da geholl gëtt, wäert eenzel kritiséieren, ouni jee-mools an d'Gefor ze kommen en iergendwellechen Alternativmodell op den Dësch ze leeën.

Dir Dammen an Dir Hären, eist Zil ass et en équilibréierte Pak vu Mesuren aus deenen Diskussiounen erauszekréien. E Pak vu Mesuren, déi gerecht verdeelt musse ginn, tëschent alle Leit an Acteuren, Betriber an eenzelne Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Et gëtt eng Rei vu Pisten niewent deenen, déi de Statsminister ugekënnegt huet. Et kann een driwwer nodenken, wou een um Niveau vun de Recetten Erhéijunge ka fannen. Et weess een awer, dass an deem Beräich net alles méiglech ass, wann een net op anere Pläng wëllt Schwie-regkeete kréien.

Et kann een an der Akommessteuer eng Rei Sue fannen. Ech mengen awer net, dass um Niveau vun de Betriebsbesteuerungen alles ze fannen ass. Wann ee gesäit, dass d'Ingénierie fiscale, dat heescht d'Abannung vun deenen Deeler vun eise Wirtschaftssegmenter, déi am meeschte Steiere bezuelen, en fin de compte an hiren internationale Gruppen esou wéi se ass, da mengen ech, maache mer eis do net allze vill Illusiounen, wat komme kann.

Et kann een zu enger Stabiliséierung vun den Dépenses kommen um Niveau vun den Investitiounen, vum Konsum a vun de Sozialausgaben. Dat sinn déi Budgeten, dat sinn déi Päck, déi zur Disposition stinn. Et gi keng aner Päck, et muss ee sech also um Niveau vun den Investissementer d'Fro stellen, wéi wäit dass ee ka goen. Och dat ass eng Proposition, déi de Statsminister gemaach huet, ob ee weider Joer fir Joer den Niveau vun den Investissementer unhiewe kann, dat d'autant plus, wann ee weess, dass een no 2008 déi Investissementer iwwer Friemfinanzierung muss bestreiden.

Et schéngt eis, wa gefrot gëtt konkret Propositionen op den Dësch ze leeën, dass mer iergendwou do op enger Limite ukommen iwwert déi een och am Nominell d'Investissementer pro Joer net ka steige loossen.

Et ass d'Méiglechkeet um Niveau vun de sou genannte Konsumausgabe vum Stat ze spueren. D'Regierung huet do am Budget vum Joer 2006 e ganz groussen Effort gemaach. D'Konsumausgabe vum Stat ginn ëm 6% fir d'Joer 2006 am Budget zréck. Et ginn eng Rei vu Pisten, wéi een um Niveau vun de Konsumausgabe weider Sue spueren kann. Där Illusion gi mer eis awer net hin, dass een dat net ka maachen, ouni dass ee mat de Sozialpartner virdrun doriwwer diskutiert huet, esou wéi och dee ganze Block vun de Sozialausgabe muss gekuckt gi par rapport zu deem, wat een un zousätzleche Politiken nach an deenen nächste Jore wëllt maachen.

Et gëtt also keng 100 Méiglechkeeten, wéi mer de Budget an den Equilibre kënnen kréien. Mä eppes sinn ech sécher, spéitstens an där Diskussioun wäerte mer gesinn, dass d'Ausgabe vum Stat och an de Joren 2007, 2008 an 2009 net iwwert de mëttelfristege Wirtschaftswuesstum vun der Lëtzebuerger Ekonomie erausgoe kënnen. An dann ass am Fong d'Boucle boucléiert, da wäerte mer den Ufank an d'Enn vun der Démarche, wéi mer se an deene leschten zwou, dräi Wochen diskutiert hunn, an der Diskussioun erëmfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, dass Lëtzebuerg keng Insel wier. Mir liewen an enger globaliséierter Welt an där et ëmmer méi schwéier gëtt sech géigengewier der internationaler Konkurrenz ze behapten. Och eise Budget muss sech der Decken no strecken. Och mir kënnen an enger mëttel- a laangfristeger Approche nëmmen déi Sue verdeelen, déi mer verdéngen.

D'Belsch huet eis bewise wat geschitt, wann eng Generatioun d'Sue vun deenen nächsten zwou Generatiounen ausgëtt. Frankräich steet haut mat enger Dette publique vu 65% vun hirem PIB do a muss 90% vun hirem Akommessteuer fir d'Joer 2006 dozou opbréngen fir d'Zësen op d'Schold ze bezuelen, fir déi Dette ze begläichen. A wéi déi budgetär Situation an Däitschland ass, konnt jo jiddereen an deene leschte Wochen an de Medien novollzéien.

Lëtzebuerg ass nach net do. Duerch eng intelligent Diversifikationspolitik, déi eis vill Einnahme bruecht huet, duerch eng intelligent Budgetpolitik, déi verhënnert huet, dass mer all Su ausginn hunn, dass mer Reserven an deene gudde Jore geschafen hunn, un deene mer haut nach kënnen zieren, sti mer am europäesche Verglach an enger besserer, an enger méi gënschter Situation do, wéi eis Noperen.

Mä d'Luuchte stinn op orange. Bréngen mer et net fäerdeg iwwer eise Schiet ze sprangen, bréngen mer et net fäerdeg de Geescht vu Solidaritéit erëm ze fannen, deen eis Politik zum Deel an den 80er Jore gekennzeechent huet, fanne mer keng ausgeglache Solutiounen, déi jiddereen no senger Méiglechkeeten an d'Flicht hält, da sprangen d'Luuchten och zu Lëtzebuerg ganz schnell op rout. Mir wëllen als CSV keng belsch, keng däitsch an och keng franséisch Verhältnisser, dat ass d'Zil vun eiser Démarche an et soll keen eis Determinatioun dobäi ënnerschätzen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Meisch ageschriwwen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer direkt op ee Punkt ze schwätzen ze kommen, an zwar sinn ech beoptraagt vu menger Fraktioun eisem Statsminister ganz härezech dofir ze félicitéieren, dass hien am Laf vun nächste Joer de „Karlspreis“ wäert verliehe kréien. Eng Eier mat Sécherheet fir hien, awer eng Eier och fir eist Land.

Nodeems d'Lëtzebuerger Vollek an och e fréiere Statsminister schonn dee Präis do verliehe kritt hunn a grad well mer oft heibannen un engem Strang zéien, wat déi europapolitesch Diskussiounen ubelaangt, wat déi aussepolitesch Prioritéite vun eisem Land ubelaangt, fille mer eis, mengen ech, e Stéckelche mat geéiert, wann him déi Eier vum „Karlspreis“ do zegutt kënn. Vun eis op jidde Fall ganz härezech Félicitatiounen, Här Statsminister.

(Applaudissements)

Da wëll ech soen, dass ech frou sinn, dass ech den 13. Juni 2004 net d'CSV gewielt hunn.

■ **Plusieurs voix.**- Oh!

(Interruptions)

■ **M. Claude Meisch (DP).**- Dat iwwerrascht lech elo net, mä stellt lech vir, ech hätt d'CSV gewielt, weinst deem Saz an hirem Wahlprogramm, d'Statsfinanze wäeren an der Rei, an ech hätt elo de Fraktionspresident vun der CSV hei héieren, no senger Opzielung vun deene groussen Erausforderungen a Risiken, déi op eis Statsfinanzen duerkommen, dann hätt ech mech e bëssen hannert d'Licht gefouert gefillt a géing op d'mannst d'Fauscht an der Täscher maachen a mer d'nächste Kéier

nach eng Kéier besser iwwerleeën, ob ech d'CSV da wierklech soll wielen.

D'Opposition kéint sech et eigentlech an deenen Diskussiounen recht einfach maachen. Wa mer net grad wëilten op déi vergëften Ambiance tëschent der CSV-Fraktioun an der CSV-Regierungsequipe agoen, déi zënter der hefteger Kritik vum CSV-Fraktiounspresident un dem Budget 2006 an de Reie vun deene Chrëschtlech-sozialen herrscht, da kéinte mer eis mat der LSAP beschäftegen, mat der Monaco-LSAP,...

(Interruptions)

...mat der Kritik vun eenzelnen LSAP-Deputéierten un der Regierungspolitik, mat der Aart a Weis wéi déi iwwermächtig CSV mat hirem Koalitionspartner ëmspréngt, domadder, dass de Budgetsrapporter no Méint vun haarder Aarbecht vun der CSV-Fraktioun d>Show gestuele krut, iwwert dem Tourismusminister säi Lapsus, wat déi künfteg Besoldung vun de Statsbeamten ubelaangt, doriwwer dass, währenddem d'Klimakonferenz zu Montreal no Ausweeër aus der Klimakatastroph sicht, de Wirtschaftsminister d'Kyoto-Ziler iwwer Bord gehäit an zum Schreck vum Umweltminister d'Atomenergie versicht hei am Land salonfäeg ze maachen, oder dem Här Krecké seng...

(Brouhaha général)

Firwat sidd Dir dann all esou opgereegt?

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll de Kollegen hei just soen, op wat ech net intensiv wëll agoen a menger Budgetried; an ech wäert duerfir keng 39 Minutte brauchen.

Ech kéint, wann ech wëllt, och op dem Här Krecké seng Défaillance agoen no senger Amerikarees, wou hien huet missen zouginn, dass d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie op sech wäert waarde loossen, well verschidden Administratiounen net amstand sinn ze soen, wéini se gedenken eng konkret Genehmegung bei deem engen oder anere Projet kënnen ausstellen.

Da kéint ee galant iwwerlenken op déi iwwer 10.000 Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, dat et der méi si wéi jee virdrun an eisem Land, dass der, wann d'Politik net wäert entgéintwierken, pro Joer wäerten 1.000 Leit bei déi Statistik do derbäikommen, dass d'OECD elo scho fir Lëtzebuerg mat enger Aarbechtslosequot vu 5,1 am Joer 2006 vu 5,6 am Joer 2007 rechent, an de Statec seet, dass mir eng Croissance vu 5 bis 6% brauchen, fir dass de Chômage zréckgeet, woubäi den Aarbechtsminister Mount fir Mount verspricht, dass keen hänke gelooss gëtt, a seng Mesuren elo endlech wäerte gräfen.

Datt d'Regierung esou hëlleflos ass, dass fir d'éischt an der Tripartite muss iwwert d'Aspuerungen am Budget diskutéiert ginn, dass d'Regierung hei e Budget wäert stëmme losse vun hire Majoritéit a gläichzäiteg seet, dee Budget misst aneschter exekutiert ginn. D'Chamber riskéiert domadder ee vun hire wichtigste Pouvoiren aus der Hand ze ginn, nämlech d'Recht der Regierung hire Finanzpillraum festzeleeën.

An et ass dorobber, wou sech eis Kritik vun der Demokratescher Partei bezunn huet, net op dat, wat den 12. Oktober hei vum Premierminister an d'Diskussioun bruecht ginn ass, wou mer et gutt fannen, wann dat an der Tripartite diskutiert ginn ass, mä mir fannen et net gutt, wann an der Tripartite d'Exekutioun vun engem Budget diskutiert gëtt; dat sinn zwou verschidde Saachen.

A wann den Här Wolter hei seet, d'Opposition géing dat eent mat deem anere vermëschen, da soll hie sech bei der eegener Nues

huelen, well do war hien nämlech deen, dee villes mateneen an een Dëppe gehäit huet an herno just dat erausgezunn huet, wat him an de Kapp komm ass.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. Claude Meisch (DP).**- Mir kéinten och driwwer schwätzen, dass der heibanne sinn, déi haart jäizen, et misst gespuert ginn, déi zwar soe wéi vill, awer net wou, dass déiselwecht Spuerappeller d'Konsumenten an d'Betriber vonsécheren – an dobäi bleiwe mer, dass d'Leit duerfir de Portmonni an der Täscher loossen an d'Betriber zécken ze investéieren.

A wéi wann dat net géing duergoen, da kéint een nach emol op d'Wahlprogrammer vun der LSAP an der CSV zréckkommen, op de Gratistransport, „Kommt, mir paken et un“, op déi versprache Baisse vum Chômage an déi an Aussicht gestallte bëlle Baupräsier. Am Wahlprogramm vun der CSV – an ech hunn et gesot – war näischt ze liese vun all deene Spuerappeller, do ass par conter behaupt ginn, d'Finanzsituatioun vum Stat Lëtzebuerg wär méi wéi gesond.

Zum Schluss kéint een dann de Premierminister zu engem groussen allëmaassende Machtwuert oprufen, fir esou erëm Uerdnung a seng Equipe ze kréien, fir dass déi béid Majoritéitsparteien op d'mannst erëm d'Ambitioun hunn, fir no baussen esou ze maachen, wéi wa se zesumme géngen un engem Strang zéien. D'Opposition hätt domadder eng vun hire Flichten erfüllt, an d'Hänn an d'Wonne vun der Regierungspolitik geluecht. Déi inkohärent Haltungen innerhalb vun der Majoritéit géinge kloer duergeluecht ginn. D'Regierung wär virgefouert, mä dem Land wär net vill gehollef!

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech méi wäit aushuelen, eng méi genee Analys vun der Situatioun maachen, der Situatioun heiheem an dobaussen. Ze behapten et géing eis zu Lëtzebuerg schlecht goen, wäert an aneren europäesche Länner nëmmen e liicht Kapprése provozéieren. 4% wäert eis Ekonomie dëst Joer wuessen. Z'joert waren et 4,5%, a fir 2006 gesäit de Programme de stabilité eng Croissance vu 4% viraus. Wann d'Regierung et schonn net fäerdeg bréngt, bei där Croissance de Statsbudget an den Equilibre ze kréien, da kann ee sech froen, wat eréischt lass wär, wann eis Ekonomie an engem fir Europa normale Mooss géing wuessen, oder mer eng handfest Rezessioun hei zu Lëtzebuerg hätten.

Mir musse wëssen, den duerch-schnëttleche Wirtschaftswuesstum an Europa läit bei 1,5%, also 2,5 Prozentpunkten ënnert der Croissance vu Lëtzebuerg. Eng europäesch Ekonomie, déi sech schwéier deet mat der Globaliséierung, wou déi westeuropäesch Länner d'Erweiterung elo um ekonomesche Plang ze spiere kréien. Eng Ekonomie, déi gewinnt war, Wueren ze produzéiere fir den europäeschen an den US-amerikanesche Marché, déi laang Zäit gemengt huet, d'Konkurrenz aus Fernost géing sech bis an all Zäiten op bëlle Imitatiounen beschränke loossen. Eng Ekonomie, déi elo erkenne muss, dass de weltwäiten Handel net nëmmen nei Mäert fir eis Betriber erschléisst, mä och eng nei Konkurrenz zouléisst.

Dobäi gëtt déi europäesch Ekonomie grad vun deene Länner gepuscht, déi nach net esou laang um weltwäiten Handel deelhuelen, déi Jorzéngten agespäréiert waren an engem kommunistesche Regime oder deenen d'Aarmut sämtlech Méiglechkeete geholl huet, fir um Welthandel deelzehuelen. Gepuscht, well de Wuesstum eben an deene Länner stattfënn, e Wuesstum, deen op Importer aus de bisheregen Industriestaten ugewisen ass.

Eis Wirtschaft leit ënnert der Globaliséierung an eis Wirtschaft profitéiert vun der Globaliséierung. D'Fro ass: Wat fir eng Tendenz wäert mëttel- a laangfristeg iwwerweien?

De Risiko besteet, datt Länner wéi China oder Indien lues a lues selwer zu Produzente ginn, an dat net nëmme fir bëlleg Imitatiounen, mä ëmmer méi fir déi modernsten Hightechprodukter. Besonnesch China huet oft mat Hëllef vu westleche Firmen en enormen technologesche Sprong no vir gemaach. Firmen, déi ugelackelt goufen, fir a China ze produzéieren, hunn hiren Know-how hierginn, fir esou op deem chinesesche Marché kënnen Fouss ze faassen.

Opbauend op deem Know-how, entwéckelen d'Chinesen déi nächst Generatioun vu Produiten oft ouni westlech Hëllef a ginn domadder an den Export. Haut schonn exportéiert China – d'Land also vun de Vëloen – méi Autoë wéi der a China verkaaft ginn. China bilt pro Joer 300.000 Ingenieuren aus. China wäert am Joer 2010 pro Joer 2,2% vu sengem PIB an d'Fuerschung investéieren. Dann ass China gläichop mat der Europäescher Unioun, déi 2010 deeselwechten Taux erreecht wäert hunn, amplaz vun deem ugestriefenen Taux vun 3%.

China verfügt nieft den Hightechzentre laanscht d'Küst iwwer e risegt Hannerland mat Milliounen vu bëllegen Aarbechtskräften, déi bereet si fir wéineg Geld hir Aarbechtskraaft zur Verfügung ze stellen. Eng op den Export fixéiert Währungspolitik vun der chinesescher Regierung gëtt där Entwécklung déi néideg Dynamik.

Europa kann natierlech net um Niveau vun de Lounkäschte mat engem Land wéi China konkurréieren. Also mussen mer besser ginn, wéi déi Länner. Mir müssen eng Nues vir behalen am Beräich vun der Fuerschung a vun der Entwécklung vun neie Produiten. Mä riskéiert Europa net och op deem Gebitt den Uschloss ze verléieren?

En anert Land, Südkorea, steet bei den Nanotechnologien op der véierter Plaz weltwäit. 2,7% vum PIB ginn haut schonn an d'Fuerschung investéiert, 80% privat an 20% öffentlech Fuerschung. Déi direkt Folleg: Südkorea läit weltwäit un drëtter Stell, wat d'Umlle vun neie Patenter ubelaangt.

Et kéint een des Rees iwwert den asiatesche Kontinent weiderféieren, mä de Fazit bleift deeselwechten. Mat neien Acteuren am Weltmarkt huet sech d'Ekonomie och heiheem dättelech geännert. Elo kritt dat besonnesch d'Schwéierindustrie ze spieren, well nei Produktionscapacitésen am Fernen Oste geschafe goufen. All anere produzéierende Betrib kënn enner Drock, well d'Aarbechtskräften an anere Länner bei wäitem méi bëlleg sinn, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir brauche mer net bis China ze kucken. Mä e Bléck an déi nei EU-Memberstate geet largement duer, fir ze verstoen, firwat et méi schwéier gëtt produzéierend Betriber, déi keng bedeitend Plus-value schafen, an eist Land ze kréien. E Betrib, wou de Prozentsaz vun der Main-d'œuvre am Verhältnis zum Gesamtgestehungspräis vum Produkt ze héich ass, huet et zu Lëtzebuerg net einfach konkurrenzfähig ze bleiwen.

Déi Erkenntnis huet jo och eise Wirtschaftsminister misse maachen, wéi hie festgestallt huet, datt hie seng grëffeg Versprechen aus den Oppositionszäiten net ëmsetze kann. Nei Acteuren an der Weltwirtschaft, e méi groussen europäesche Bannemaart, eng verluere gaangen Traditioun a Fuerschung an Entwécklung, alles dat dréit zu deenen aktuelle Schwierigkeete vun der europäescher Ekonomie bäi. An esou engem Kontext huet och Lëtzebuerg et net ganz einfach.

Mä trotz all deenen Ëmstänn huet Lëtzebuerg et bis ewell fäerdeg bruecht, sech vun där Entwécklung do ofzekoppelen. 4% Wuesstum, dausende vun nei geschafenen Aarbechtsplaze pro Joer. Mat esou Chiffere kënnen eis Nopeschlänner net mathalen. Dat läit natierlech zum groussen Deel un eiser Finanzplaz, déi ouni Zweifel de Moto vun eiser Ekonomie ass. Et läit un attraktive Steuersätz an un niddrege Lounniewekäschten. Elementer, déi eis e klengen Avantage ginn am direkte Verglach mat eisen Nopeschlänner.

Mä kee sollt mengen, déi international Entwécklung géng eist Land net beréieren. Esou mussen mer eis d'Fro stellen: Wéi kënnen also zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze geschafe respektiv erhale bleiwen, wann datselwecht net ganz wäit vun hei méi bëlleg ka produzéiert ginn?

An enger Branche, wou d'Käschten net einfach op de Client kënnen ofgewälzt ginn, well d'Konkurrenz grouss ass, muss de Patron den Index an de Mindestloun allze oft duerch Produktivitéitssteigerungen ausgläichen. A lounintensive Betriber heescht dat an der Regel Personalofbau. Op der Streck bleiwen allze oft déi, déi leider keng Formatioun a keen Ofschloss kënnen virweisen. Dëse Phänomene kombinéiert mat engem enorme Konkurrenzdruck um Aarbechtsmaart aus de Grenzregionen erkläert, firwat trotz gudder Konjunktur, trotz dausende vun nei geschafenen Aarbechtsplazen de Chômage Joer fir Joer wiisst.

Eis Nopeschlänner kennen nämlech eng vill méi héich Aarbechtslosegkeet, wéi de Grand-Duché. Déi oft strukturschwach Regione bidde kaum Aarbechtsplaze fir gutt forméiert Leit, déi et dann op de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart zitt. Iwwer 100.000 Frontaliere komme bekanntlech all Dag iwwert d'Grenz a ginn hei am Land enger Aarbecht no. Vun deenen nei geschafenen Aarbechtsplaze wäerten dann d'nächst Joer zwee Drëttel alt nees vu Frontaliere besat ginn. E Plus fir eis Ekonomie a fir eisen nationale Räichtum, e Problem fir eisen Aarbechtsmaart!

Nieft deene méi héije Salairen, spilt den Export vu Sozialleeschungen, wéi dem Kannergeld, eng net onwesentlech Roll, wann et ëm d'Attraktivitéit vum Lëtzeburger Aarbechtsmaart an der Groussregion geet. De Mindestloun an d'Kannergeld sinn hanner Diddenewen méi wäert, wéi hei am Land mat deene stänneg steigende Baupräisser respektiv Loyer. Duerfir brauche mer den Index an de Mindestloun, fir en eegestänneg Liewen hei am Land deem Eenzelne kënnen ze erméiglechen.

D'Resultat vun enger gréisserer weltwäiter Konkurrenz, den Aarbechtsmaartproblemer an eisen Nopeschlänner, deenen am europäesche Verglach besonnesch favorable Sozialleeschungen, dem Index an dem Mindestloun si Joer fir Joer méi Chômeuren. En Dilemma also? Net onbedéngt! Net onbedéngt, wa mir net esou eng passiv Aarbechtsmaartpolitik hätten, wéi déi, déi mer zënter Jorzéngte bedreiwen. Eis Aarbechtsmaartpolitik konzentréiert sech nämlech drop, de Problem ze verwalten an net fir en ze léisen.

Wat fir eng Aarbechtsmaartpolitik bräichte mer hei am Land? Fir d'éischt eng vernetzten Aarbechtsmaartspolitik, vernetzt mat Schoul a Weiterbildung. All Schoulofgänger ouni Diplom, all jonke Mënsch, deen d'Schoul verléisst oder verlosse muss ouni en Ofschloss, riskéiert spéiderhin e Fall fir d'ADEM ze ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et ass net esou, datt d'Grenzgänger generell besser ausgebildt wäeren, mä de Choix ass méi grouss, esou datt de Patron an deem Reservoir ëmmer ee fënnt, deen eng

gutt Formatioun huet, a bereet ass op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Mir sinn duerfir besonnesch zu Lëtzebuerg gefuerdert, fir där Quantitéit an der Groussregion eng gutt Qualitéit entgéintzesetzen. Hei ass et virun allem un deene Jonke selwer, fir alles drunzusetzen, esou vill Wëssen a Fäegkeete wéi méiglech ze beherrschen, wa se op den Aarbechtsmaart kommen.

Mir sollen eng éierlech Sprooch mat deene Jonke schwätzen, vun Ufank un. Deen awer, deen deene Jonken d'Illusioun mécht mat engem Certificat iwwert de Vakanzenjob oder iwwert d'Aarbecht am Veräin wäeren hir Aussichten op eng fest Aarbechtsplaz verbessert, dee schwätzt keng éierlech Sprooch, deen dréit vill méi derzou bäi, datt déi Efforten, déi jiddereen nëmme selwer maache kann, allze oft wäerten ausbleiwen.

Wann e jonke Mënsch vu 17 Joer bei mech op d'Gemeng kënnt a mer seet, hien hätt an dräi Wochen Noexamen, e géng deen awer mat Sécherheet net packen, an duerfir wéilt hie vun der Gemeng als CAT agestallt ginn, dann ass eppes falsch an eise System. Da leeft eppes falsch, well da gi mer esouguer Leit, déi d'Chance hätten eng Aarbechtsplaz herno ze fannen, eng Formatioun ze maachen, en Diplom ze kréien, da gi mer déi aus der Schoul an aus dem éischten Aarbechtsmaart ofzéien, fir se an d'Beschäftigungsmesuren um zweeten Aarbechtsmaart eranzedrainéieren.

Ech hat d'lescht Joer am Kader vun de Budgetsdebatten an enger Motioun proposéiert, eng Analys ze maache vun deene Mesuren, déi iwwert de Fonds pour l'Emploi finanzéiert ginn. D'Majoritéit huet se deemools ofgelehnt, obschonn den Aarbechtsminister e puer Woche méi spéit agesinn huet, datt hien op deen dote Wee misst goen. Elo am Hierscht hu mer héieren, datt d'OECD mat dëser Etüd beoptraagt gouf. Ech hoffen, datt et net an deem Rhythmus weidergeet, well soss ass ze fäerten, datt mer...

(Interruption)

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Dat stoung an der Regierungserklärung vun 2004.

M. Claude Meisch (DP). - Da froen ech mech awer wierklech, firwat dat Dir déi Motioun d'lescht Joer hei am Parlament ofgelehnt hutt, firwat d'Majoritéitsfraktiounen gesot hunn, si wieren domadder...

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Et ass net d'Regierung, déi eng Motioun oflehnt; et ass d'Chamber, déi eng Motioun oflehnt.

M. Claude Meisch (DP). - Et sinn d'Regierungsfraktiounen, déi déi Motioun do ofgelehnt hunn. Duerfir...

(Interruption)

Mä, dat wëllt näischt...

M. le Président. - Sou, den Här Meisch huet ganz eleng d'Wuert.

M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President. Mir fäerten nämlech, wa mer an deem doten Tempo weiderfueren vun Ukënnung vu Mesuren, bis mer da konkret dozou kommen eng Analys ze maachen, datt mer herno, bis d'Resultater um Dësch leien, de fofzéngtausendsten Aarbechtslosen hei kënnen zielen, ier de Minister weess, ob säin Arsenal vun Instrumenter, fir den Aarbechtsmaart ze guidéieren, eppes daagt oder net.

Wa sech d'Prognose bestätegen, a weiderhi pro Joer 1.000 Demandeurs d'emploi dobäikommen, da kënnen mer schnell ausrechnen, wat dat fir Ausgabe fir de Fonds pour l'Emploi an Zukunft wäert bedeiten. Duerfir mussen mer wëssen, datt déi Ausgabe méi zilgerecht müssen ugewant ginn.

Duerfir plädéiert d'Demokratesch Partei mat Vehemenz fir eng aner Aarbechtsmaartpolitik, déi sech méi op den éischten Aarbechtsmaart konzentréiert; a keng Politik, op Grond vun där d'Leit wäerten zwee Joer an de Beschäftigungsmesur verschwannen an esou aus der Statistik erausfalen, mä eng Politik, wou se eng reell Chance kréien, eng fest Plaz duerno ze fannen.

Duerfir plädéiert d'DP dofir, den Dogma vum Monopol vun der ADEM a Saachen Aarbechtsvermittlung opzeginn an och eng privat Aarbechtsvermittlung zouloossen. De Minister mécht sech et ze einfach, wann hie seet, eleng d'Patronë wäere Schold, wann d'ADEM net ka fonctionnéieren, well si déi fräi Posten net alleguete bei der ADEM géinge mellen. Nun, wann d'ADEM méi performant wär, wann d'ADEM e Service bei der Aarbechtsvermittlung géng ubidden, deen der Entreprise eng Plus-value kéint bréngen, da wär dat mat Sécherheet anescht, da géng all Betrib gäre seng fräi Plaze bei der ADEM mellen.

Wéi ass et och méiglech, datt e Secteur, dee sech déi lescht Joren zu Lëtzebuerg ganz dichteg entwéckelt huet, quasi ausschliesslech de Grenzgänger wäert virenthale bleiwen, nämlech dee vum Travail intérimaire? Oft ass et jo esou, datt, wann een am Interim beschäftigt ass, een duerno besser Chancen huet, eng fest Plaz ze kréien, virun allem, wann ee sech bewährt huet. Wa mir natierlech déi Chancen ausschliesslech de Frontalieren iwwerloossen, da brauche mer eis net ze wonneren, datt, wann hei am Land Aarbechtsplaze geschafe ginn, se herno och vun deene Frontaliere wäerten definitiv besat ginn.

Fir der Aarbechtslosegkeet vu muer virzebeugen, mussen mer den Échec scolaire vun haut évitéieren. An enger Welt, wou d'Uspréich méi héich ginn, wou déi einfach Aarbechten net méi an eise Länner gemaach wäerte ginn; an enger Welt, wou mir weiderhin um Index an um Mindestloun wëlle festhalen, geet et net duer, datt jiddereen en Diplom an de Grapp kritt.

Duerfir mussen mer ophalen, d'Lat stänneg méi niddreg ze leeën, fir datt mer der méi hunn, déi driwwer kënnen sprangen. Neen, mir mussen prioritär de Schüler hëllefen, fir datt déi héich Ufuhrderunge vu muer kënnen erreecht ginn. Mir brauchen duerfir weider Reformen an eise Enseignement – Reformen, mä keng Experimenten!

Duerfir hu mer Bedenken, wat den neie Lycée ubelaangt. Duerfir konnte mer net novollzéien, wat gutt dorunner soll sinn, datt d'Hausaufgaben zum Deel ofgeschaf ginn, wéi wann den Échec scolaire doduerjer ze erkläre wär, datt d'Kanner am éischten an am zweete Schouljoer hu missen Hausaufgabe schreiwen.

La politique du moindre effort, wéi déi nei Promotiounskritären am Avis zum Statsbudget vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics genannt ginn, wäert och net dozou bäidroen, datt d'Schüler besser op d'Erausforderunge vum Aarbechtsmaart wäerte virbereet sinn. Esou Reforme si mat der Demokratescher Partei net ze maachen, well se kontraproduktiv sinn, well se déi eigentlech Problemer net erfassen, well se engem ideologesche Schema, mä net der Realitéit entspriechen.

Mme Anne Brasseur (DP). - Ganz richtig, Här Meisch.

M. Claude Meisch (DP). - Merci, Madame Brasseur.

(Hilarité)

Ech hat mer geduecht, datt ech lech géng aus dem Härz schwätzen.

Mme Anne Brasseur (DP). - Et wär och net gutt, wa mer net enger Meinung wäeren.

M. Claude Meisch (DP). - Et wär gelungen. Mir si jo net esou wéi an der Majoritéit, gell Diert!

(Hilarité)

Duerch zousätzlech Investitiounen an d'Fuerschung soll d'Zukunftsfähgkeet vun eise Land ënner Beweis gestallt ginn. Zil soll et sinn, mëttelfristeg 3% vum PIB an d'Fuerschung ze investéieren, dovunner 1% an déi öffentlech Fuerschung an 2% an déi privat Fuerschung. Wann déi privat Fuerschung do scho ganz no un deem Zil dru läit, mat 1,6%, esou mussen mer dach wëssen, datt dat Zil fir déi öffentlech Fuerschung extrem ambitiéis ass. Do gëtt carrément vun enger Verdräifachung vun deem momentanen Undeel um PIB geschwat, déi noutwendeg ass, fir dat Zil vun 1% ze erreechen. An dee Montant misst dann och nach parallel zum Wirtschaftswuesstum Joer fir Joer an d'Luucht adaptéiert ginn, also hei zousätzlech Laaschten, fir d'Zukunft grouss Laaschten, fir d'Zukunft quasi en neien Automatismus.

Dës Investitiounen si gerechtfäerdig, wann, jo wann déi Fuerschung och zu konkreten Applikatiounen hei am Land féiert, wann d'Betriber nei Produkter kënnen entwéckelen, déi se duerno weltwäit vermaarten, wa se nei Produktverfahren entwéckelen, déi méi performant sinn an duerch déi se méi performant an domadder méi kompetitiv ginn. Nëmmen da kënnen Aarbechtsplazen hei am Land geschaf an ofgeséichert ginn. Jo, dann hu mer eis duerch eis Investitiounen an d'Fuerschung an an d'Entwécklung e gréissere Spillraum um internationale Marché verschaf, e Spillraum, dee mer dringend, wéi mer virdru gesinn hunn, brauchen.

Elo awer ze mengen, et géng eleng mat méi héijen Investitiounen an d'Fuerschung duergoen, wär net nëmmen en Iertum, mä et wär carrément geféierlech. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser sinn eng wichteg Viraussetzung fir de Wuelstand vu muer, awer nëmmen eng vun deene Viraussetzungen. Déi Rechnung geet nämlech nëmmen op, wann d'Resultater aus där Fuerschung och hei am Land vun den Entreprisë genotzt wäerte ginn. Mir müssen also eng Uwendungsnofuerschung bedreiwen, am beschte Fall an enker Zesummenaarbecht mat der Ekonomie.

Da muss eist Fuerschungsumfeld stëmmen. Do verstinn ech nach ëmmer net, wéi d'Regierung d'Biotechnologie als ee vun hire Fuerschungsschweierpunkten hei am Land erkläert, a gläichzäiteg awer eng Reglementatioun iwwert d'Stammszellefuerschung hei zu Lëtzebuerg vehement oflehnt. Wann dann duerch eis Ustrengungen an der Fuerschung effektiv nei Produkter entwéckelt ginn, Produkter, déi Chancen hunn um internationale Marché kënnen ze bestoen, dann ass et wichteg, datt déi Produkter och nach hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn. Och dann nëmmen hu sech déi Investitiounen schlussendlech gelount. Mä och dat wäert nëmmen de Fall sinn, wann d'Émfeld stëmmt, vum Aarbechtsrecht bis hin zur Steuerlandschaft.

Da brauche mer gutt forméiert Leit, déi net nëmmen an der Fuerschung tätég sinn, mä déi och an deene Betriber déi nei gewonnen Erkenntnisser hëllefen herno konkret ëmsetzen. D'Uni Lëtzebuerg kann do e wichtige Motor sinn. Se muss sech allerdéngs nach beweiisen.

Wann d'Regierung hir Hausaufgaben an aneren Domäner net mécht, da risquéieren och eis Investitiounen an d'Fuerschung ze verpuffen an esou just zu enger weiderer Belaaschtung fir de Statsbudget ze ginn – Belaaschtunge wéi der nach risquéieren eng Rei dozouzekommen.

Kyoto, zum Beispill! Do wäert sech jo keen Illusioun maachen, datt déi 10 Milliounen Euro, déi fir 2006 am Budget stinn, wäerten duergoen, fir eis jährlech Laascht ze schëlleren. Wann hei net e Wonner geschitt, da wäert Lëtzebuerg an deenen nächste Jore massiv a Certificatë mussen investéieren oder Strofe bezuelen; dat kënnt op datselwecht eraus fir de Budgetsminister.

D'Regierung awer huet kee Konzept, kee plausibelt Konzept, wéi eis Kyoto-Ziler ze erreeche wären; keng Strategie, wéi mir eis vun eiser Laascht duerch d'Engagement an anere Länner kéinte fräikafen, nach weess een, wéi dat Ganzt soll finanzéiert ginn.

Den Energieminister kämpft géint Wandmillen a fir den Atomstrom, a seng Ministerkolleegen an och déi Leit aus senger eegener Partei kënnen doriwwer nëmmen de Kapp rëselen.

Et ass och roueg ginn ëm d'Rentemauer. D'Rentemauer, déi de Premier Juncker an der Zäit opgebaut hat, fir Augmentatiounen bei de private Renten ze verhënneren, an déi vun de Statsbeamten ze kieren. Déi Rentemauer huet ausgedéngt; se schéngt hir Berechtigung verluer ze hunn.

Nu wësse mer awer, datt, och wa mir momentan erëm e kräfteg Wirtschaftswusstsein hu vun iwwer 4% a lafend Aarbechtsplaze schaffen, de System op Dauer alles aneschtens wéi ofgeséichert ass. All Aarbechtsplaz, déi nei geschafe gëtt, dréit zwar haut dozou bää, d'Reserven an de Rentekéieren nach e Stéckelche wuessen ze loossen, gläichzäiteg engagéiere mir eis domadder awer fir d'Zukunft, méi Renten auszebezuelen. An ewéi an all Industrienatioun bleift den demographesche Wandel och eis net erspuert, an esou wäerten och mir eise Pensiounssysteme mussen iwwerdenken, wa mer e wëlle fir d'Zukunft ofsécheren.

Fir d'DP steet och hei eng éierlech Sprooch mat deene Jonke vun haut am Vierdergrond. Mir brauchen Elementer vun eegener Virsuerg an eisem System, fir esou méi onofhängeg par rapport zur demographescher Entwécklung ze ginn.

Dëst sinn déi grouss Zukunftsthemmen, déi mer net däerfen aus den Ae verléieren. Nëmme wa mer haut déi richteg Décisiounen huelen, kënnen mer de Wuelstand an domadder och déi sozial Sécherheet fir muer ofsécheren. Et sinn dat e puer vun deene groussen Erausforderungen, déi am 21. Jorhonnert op eis wäerten duerkommen. Nëmmen deen, dee bereet ass, iwwert den Tellerrand erauszukucken, bréngt et fäerdeg, dës Erausforderungen mat Succès ze schëlleren.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Très bien!

M. Claude Meisch (DP). - Mir sinn eis eens, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Jo, jo.

(Interruption)

M. Claude Meisch (DP). - Oh, et ass nach e wäit Stéck dovunner ewech, an ech mengen et gëtt vun Dag zu Dag méi onprobabel.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Mir hunn nach véier Joer Zäit.

M. Claude Meisch (DP). - Dir hutt d'Chance mech ze iwwerzeegen, Här Premierminister.

Nun ass an deene leschte Woche vill iwwert d'Statsfinanzen, d'Kompetitivitéit vun eise Betriber an iwwert d'Prioritéit vun der Regierung hei am Haus an och op anere Plazen diskutéiert ginn. Leider ginn déi grouss, déi wichteg Theme vun de Majoritéitsparteien nëmme gesträift. Si si gefaangen an hiren Denkschemen aus dem 20. Jorhonnert a probéiere mat deenen ale Rezepten un nei Problemer erunzegoen.

Et ass dat kee Wonner, wann eng Regierung sech zesummesetzt aus eigentlech zwou strukturkonservative Parteien, zwou Parteien, wou d'Eenegkeet an deenen eegene Reien emol net ëmmer grouss geschriwwen gëtt, besonnesch wat d'CSV ubelaangt. Esou gëtt et jo ëmmer méi däitlech, datt d'Konzept vun der alles ëmfaassender Vollekspartei näischt méi daagt an dësen Zäiten.

An der Zäit waren d'Abannung vum Patronat bis zu de Gewerkschaften de Garant fir de Muechterhalt, haut éischer fir de Stéllstand. Wéi kéint ee besser vun dëser Konzeptlosigkeit oflenke wéi duerch zum Beispill d'Fuerderung vun der CSV-Fraktioun un den CSV-Budgetsminister, fir am Budget nach 150 Milliounen Euro anzespieren? Datt et domadder net eescht gemengt war, ass spéitstens kloer ginn, wéi sech erausgestallt huet, datt keen an der CSV-Fraktioun wousst, wou dann déi 150 Milliounen sollen hierkommen.

(Interruption)

Mir hunn opmierksam nogelauscht, mä leider hu mer et och haut net héieren.

(Interruption)

D'Fro konnt ee sech stellen, ob de Budgetsminister sech etwa eng Mouk vun 2% vun den Dépensen ugeluecht hätt, déi dann elo einfach kéinte reduzéiert ginn. Dat wier natierlech och en handfeste Skandal!

Une voix. - Oh, dat ass eriwuer.

M. Claude Meisch (DP). - Wëllt d'CSV dovunner oflenken, datt si zënter méi wéi 25 Joer onënerbrach de Premier-, de Finanz- an de Budgetsminister stellt,...

Une voix. - Aaaahh!

(Interruptions)

M. Claude Meisch (DP). - ...a wann d'Statsfinanzen elo aus dem Gläichgewicht kommen, si dat ze verantworten huet?! Datt si et war,...

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - ...da während 25 Joer! Merci!

M. Claude Meisch (DP). - Gelift?

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Dann hu mir duerfir déi lescht 25 Joer gebraucht.

M. Claude Meisch (DP). - Also wann ech mech richtig erënnere, da war et awer dee gréissten Deel vun deem leschte Jorhonnert.

(Interruption)

Jo, vum leschte Jorhonnert mat um Pouvoir.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Kuckt emol wéi laang dass et lech gutt gaangen ass!

M. Claude Meisch (DP). - Dat ass awer keng Excuse wann et eis elo net méi esou gutt geet.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Jo, jo.

M. Claude Meisch (DP). - Dat wäert d'Leit am Land net berouegen, wann et eis an der Vergaangenheet besser gaangen ass wéi an der Zukunft.

Une voix. - Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Jo.

Une autre voix. - Ganz recht.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Passt op, et geet eis nach gutt esou!

M. Claude Meisch (DP). - D'CSV wëllt also dovunner oflenken, datt si d'Responsabilitéit hat iwwert d'Statsfinanzen, a wa se elo net méi am Gläichgewicht sinn, dann ass dat hir Responsabilitéit a si hunn et ze verantworten! Datt si et waren, déi nach virun deene leschte Wahlen dorop gedrängt hunn, de Forfait d'éducation anzeféieren, ouni datt kloer ass, wéi en iwwert déi nächst Jorzéngte ka finanzéiert ginn, dat ass och hir Verantwortung! Datt si hiert Versprieche vum „séchere Wee“ an der Finanzpolitik net kënnen halen, dat hu si ze verantworten!

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Waart Dir déi lescht fënnef Joer an der Mongolei oder déi aner Sait?

M. Claude Meisch (DP). - Déi aner Sait.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Regierungsquartier?

M. Claude Meisch (DP). - Ech souz opmierksam hei an der Chamber an ech hu gekuckt wat géing geschéien.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Beleidegt Är Kolleegen net, déi an der Regierung waren!

M. Claude Meisch (DP). - Oh, dat kënnt mer net an de Sënn, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Et wier net fir d'éischt!

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch (DP). - Ech ka mech u kee Beispill erënnere.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Jo, jo.

M. Claude Meisch (DP). - D'CSV probéiert wéi esou oft dat eent a gläichzäiteg de Contraire ze verrieden. Et ass awer elo esou, de Moment wou muss Faarf bekannt ginn, datt net nëmmen esou Spillereien, wéi mer se déi lescht Wochen hei erlieft hunn, näischt bréngen, mä si schueden op där anerer Sait.

Wann ee mat den Acteuren aus dem Commerce schwätzt, da kritt een ze héieren, datt déi Spuerrhetorik ganz kloer Répéressiounen op de Konsum hei am Land huet, datt déi Spuerrhetorik dozou féiert, datt net nëmmen d'Chrëschtvente, mä doriwwer eraus, wäert net dat halen, wat se vläicht versprach huet, dat an engem schwierigen Ëmfeld, dat gi mer zou.

E schwieregt Ëmfeld, well d'Konkurrenz ronderëm d'Land fir de Commerce méi grouss gëtt, e schwieregt Ëmfeld, well et zum Beispill kloer ass, datt an deene siven éischte Méint vum Joer de Chiffre d'affaires am Commerce hei am Land ëm 1,1% erofgaangen ass.

Och wann d'CSV-Fraktioun an engem Communiqué all Schold vu sech wëllt weisen, esou ass dat dach eng Realitéit. Spéitstens zënter dem Ludwig Erhardt ass gewosst, datt Economie eppes mat Psychologie ze dinn huet. Wann d'Politik dann dauernd eng Kris versicht erbäizerieden, ëmmer erëm d'Konsumenten dorun erënnert, datt de Rimm misst méi enk geschnallt ginn, da brauch ee sech net ze wonnere, datt d'Bierger am Endeffekt och hiert Vertraue verléieren, virsichteg sinn,...

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Jo.

M. Claude Meisch (DP). - ...d'Sue léiwer op d'Sait leeën am-plaz se an de Wirtschaftskreeslaf ze reintegréieren.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Firwat zitéiert Der da lauter Sozialisten hei?

M. Claude Meisch (DP). - Ech weess net, ob dat e Sozialist war.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Wie war dat dann?

M. Claude Meisch (DP). - E Chrëscht demokrat.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Voilà!

(Interruption)

M. Claude Meisch (DP). - Grad duerfir...

Une voix. - Deen hat sech dohinner veriert!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Jo, jo!

Une autre voix. - Dat ass net deen Eenzege, dee sech veriert huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Claude Meisch (DP). - Grad duerfir misst d'Warnung lech besonnesch um Häerz leien.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Ah jo?!

(Interruption)

Eng gutt Lecture.

M. Claude Meisch (DP). - An et ass an der Demokratescher Partei net nei, datt mer plädéiere fir eng seriö Ausgabepolitik, an et soll och keen hei de Contraire behaupten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir nach emol zrëckzekommen op de Commerce: Et ass jo net esou wéi wann nëmmen d'Spuerrhetorik dorop eng Influenz hätt. Par contre ass et jo mëttlerweil esou, datt een an d'Geschäfte geet a Plakater gesäit, wou d'Leit gewart gi fir ze konsuméieren. Ech hunn emol esou eent matbruecht. Et schéngt also éischer eng concertéiert Aktioun ze sinn: Hei Spuerrhetorik an der Chamber, vun der Fraktioun, a soss anzwousch.

Hei steet eigentlech den Opruff drop, datt d'Leit solle manner konsuméieren, an dat an enger Zäit,...

Une voix. - Wat ass dat dann? Weist et emol!

M. Claude Meisch (DP). - ...wou mer eigentlech de Konsum hei am Land erëm misste stäerken.

(Interruptions diverses)

Ech huelen awer un, hei ass de Logo vun der Regierung...

(Interruptions diverses)

Dat ass de Logo vun der Regierung, deen ass drop. «Revenons à l'équilibre», «Achats hors contrôle»: Dat hänkt momentan fir d'Chrëschtvente an eise Geschäfte, fir de Leit ze soen: Kaaft manner, sidd virsichteg, et komme schlecht Zäiten, schnallt de Rimm e Stéckelche méi enk.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Klärt mech emol iwwert dat Stéck Regierungspolitik op! Dat ass mer net bekannt.

M. Claude Meisch (DP). - Ech ginn lech et herno ganz gäre mat. Et ass op jidde Fall de Logo vun der Regierung drop. Et dierft also der Ministerriege, déi present ass, net entgaange sinn, datt Der esou eng Initiativ geholl hutt. Ech ka mech also nëmme wonnere, datt esou Saachen an de Geschäfte hanken, an d'Regierung, déi weess hei net Bescheid.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Neen, weess ech och net!

(Interruptions)

M. Claude Meisch (DP). - Et schéngt also éischer eng concertéiert Aktioun ze sinn, fir de Konsum ofzebremsen, fir d'Leit ze warnen, Suen an de Wirtschaftskreeslaf zrëckzeginn. Ech fäerten do si mer amgaangen den Aascht ofze-seeën op deem mer alleguerten zesummen dropsëtzen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances. - Ech mengen, ech kontrolléieren dës Regierung nach manner wéi déi lescht.

Une voix. - Dat ka sinn! Dat ka sinn!

M. Claude Meisch (DP). - Dat ass eis och net verstoppt bliwwen.

D'Demokratesch Partei ass net eréischt zënter e puer Wochen der Meinung, datt e virsichtegen Ëmgang mat de Steiergelder eng Selbstverständlechkeet misst sinn. Lëtzebuerg därfer net an eng Scholdespiral erageroden, wou eleng d'Zënslaascht herno dem Stat sämtlech Marge de manoeuvre wäert huelen. De Stat därfer net systematesch iwwer seng Verhältnisser liewen. Wien haut méi ausgëtt wéi en erakritt, leeft op Käschte vun der künftiger Generatioun. Duerfir ass Rigueur an de Statsfinanzen ugesot.

Ech wëll hei nach emol op déi däitlech Steiererlichterunge vun 2001 an 2002 agoen. Et gëtt der jo déi behaupten, datt den Defizit am Statsbudget d'Konsequenz vun deene Steierreduktiounen fir d'Betriber an d'Privatpersounen ass. Deem ass eiser Meinung no net esou.

Trotz däitleche Reduktiounen iwwert dee ganzen Tarif bei der Akommessteuer, sinn d'Recetten haut méi héich wéi virun der Reform. D'Reduktioun vun de Betribssteieren ass jo och eng vun den Ursaachen firwat mer haut, trotz engem ongëschtegen europäeschen Ëmfeld, nach ëmmer eng dynamesch Economie hunn. D'Deduktioun, méi héich Steiersätz heescht méi héich Recetten am Statsbudget, geet haut an enger globaliséierter Welt net méi op. Eng responsabel Finanzpolitik an eng dynamesch Economie sinn d'Voraussetzung fir e funktionéierende Stat, an net eng héich Steuerlaascht.

Une voix. - Här Meisch, wien ass dann dofir responsabel? De Finanzminister, oder wien?

M. Claude Meisch (DP). - Ech huelen awer emol un, datt fir déi Reformen, déi 2001/2002 gemaach si ginn, d'Demokratesch Partei en Deel vun der Responsabilitéit duerfir mat kann droen.

Une autre voix. - Elo op ee-mol?

■ **M. Claude Meisch (DP).**- Elo op eemol, jo.

■ **La même voix.**- Elo si mer mat derbäi.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.**- Et ass wéi bei der Mammerent.

■ **Une troisième voix.**- Jo.

(Hilarité et interruption)

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.**- Jo, jo!

■ **M. Claude Meisch (DP).**- D'DP gesäit ganz kloer d'Noutwendegkeet, de Budget esou séier wéi méiglech ze equilibréieren. Fir dat Aspueerpotenzial am Statsbudget kënnen ze notzen, muss d'Regierung awer fir d'éischt eng Rei vun Hausaufgaben erfüllen.

Eng vun deenen Hausaufgabe wär de Prinzip vum „zero-base budgeting“, deen ënner anerem vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Emile Calmes, schonn 2003 a sengem Budgetsrapport proposéiert gouf. Duerno sollen d'Dépenses net einfach vu Joer zu Joer fortgeschriwwen ginn, mä se sollen all Joer op en Neits op de Préifstand kommen. Joer fir Joer misst gekuckt ginn, ob eng Dépense nach noutwendeg ass, ob et nach aner – méittlerweil méi wichteg – Prioritéite gëtt. Dëst ass allerdéngs keen Exercice, deen een an e puer Woche maache kann, mä eng Approche, déi vun Ufank u bei der Opstellung vun engem Budget misst ëmgesat ginn.

Da misst een nach emol op déi an der leschter Legislaturperiod gemachten Etüd iwwert d'Aufgabenopdeelung tëschent Stat, Gemengen a konventionéiertem Secteur zrëckkommen. Hei soll gekuckt ginn, awéiwäit double emploi gemaach gëtt an awéiwäit et net besser wär eng kloer Trennung tëschent den Zoustännegkeeten ze definéieren.

De Budgetsdefizit war jo net dat eenzegst Thema déi lescht Wochen. Eigentlech huet eis och beschäftegt, datt falsch Prognose gemaach gi si fir den Defizit vum Joer 2004 – also en Exercice, dee schonn eng Zäitchen hannert eis läit.

(Brouhaha général)

Dëst Beispill weist, datt eng Noutwendegkeet...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.**- Neen, Dir kennt net nolauschten, wann déi ganzen Zäit hei Gespréicher gefouert ginn.

■ **M. Henri Grethen (DP).**- Den Här Meisch kennt net duerjerneen. Macht lech keng Gedanken.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Grethen. Et geet hei awer net drëm, ob hien duerjernee gëtt, et ass eng Fro vun Héiflechkeet, fir dem Orateur nolauschten.

(Interruptions)

■ **M. Claude Meisch (DP).**- Merci, Här President.

■ **Une voix.**- Ech sinn zumindest hei, Här President!

■ **Une autre voix.**- Dat ass eppes aneres.

(Interruptions diverses)

■ **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, falls d'Kolleege vun der grénger Fraktioun net sollte matkritt hunn, wat ech amgaang war ze développéieren, ma ech war grad bei de falsche Prognose fir den Defizit vun 2004. An ech wollt duerfir soen, datt mer eigentlech Instrumenter brauchen, fir esou Pro-

gnose besser ze maachen, grade-sou wéi mer Instrumenter brauchen, fir och an Zukunft Recettë vum Stat besser a méi genee kënnen anzeschätzen an duerfir mus-sen eis Steierverwaltungen deem-entsprechend och outilléiert gi mat Instrumenter a mat Personal.

An Zäiten, wou de Stat muss ufänken den Euro zweemol ëmzedréien, kann et och net méi sinn, datt mer et einfach hinhuelen, datt Bau-projeten 30% méi deier gi wéi dat, wat der Chamber eigentlech hei virgeluecht ginn ass. D'Demokra-tesch Partei begréisst an deem Ze-summenhang, déi de Budgetsrap-porter Roger Negri – deem ech vun dëser Plaz ganz häerzlech wëll Merci soe fir seng Efforten, seng Fläissaarbecht, déi hie gemaach huet fir säi Rapport – op een Thema agaangen ass – an ech wëll dat ganz besonnesch ervirsträichen –, datt vum Public private partnership.

Mir si scho laang der Meenung, datt déi öffentlech privat Zesum-menarbecht e grousst Potenzial bitt, fir Investitiounsprojeten an Zu-kunft méi schnell a méi käsch-tegëschteg kënnen ze realiséieren. Mir hoffen, datt dank deem pri-vatwirtschaftlechen Know-how déi üblech Devisiwwerschreidungen endgültig der Vergaangenheet kënnen ugehéieren.

Och brauche mir nach méi prezis Prognosen, wat d'Folgekäschte vu groussen Infrastrukturprojeten ubelaangt. Eng Coque, e Pei-Musée, eng Philharmonie kaschten net nëmme während dem Bau vun deenen Infrastrukturen, mä oft nach vill méi während deene Joren duerno. De Stat muss wëssen, datt hie sech duerch all neit Gebai iwwer Jorzéngten ewech zu weideren Dépenses an de Fonctionne-mentskäschten engagéiert. Esou verschlénkt d'Coque pro Joer nach emol 7,1 Milliounen Euro, d'Philhar-monie gëtt sech mat 7 Milliounen Euro zefridden an et däerf ee ge-spaant sinn, wat mam Fonctionne-ment vum Pei-Musée nach op de Stat wäert an Zukunft, déi nächst Joren zoukommen.

Hei muss mer wëssen, datt de Statsbudget esou zousätzlech Dé-penses, déi all Joer erëmkommen, net méi wäert verkraaften, wa mer op där enger Säit wëllen eis Inves-titiounsfäegkeet erhalen a wa mer op där anerer Säit och net bereet sinn an d'Sozialausgaben drama-tesch wëllen aschneiden ze goen.

Da stellt sech d'Fro, ob een net och déi allze oft üblech Subsidepolitik misst iwwerdenken a probéieren d'Ziler, déi de Stat sech an dem Land gëtt, op aner Weeër ze erreechen, zum Beispill duerch recht-lech Virgaben amplaz duerch fi-nanziellen Ureiz. Mä och dat wäert net duergoe fir eise Sozialsystem fir d'Zukunft ofzesécheren, ouni den Equiliber vun de Statsfinanzen dauerhaft ze stéieren.

Eiser Meenung no muss d'Verdee-lungsmaschinerie eemol grëndlech op de Leescht geholl ginn. Déi Rei-wungsverloschter, déi entsti wann de Stat dem Bierger fir d'éischt Suen ofhëlt an him se duerno op eng aner Aart a Weis erëmgëtt, sol-len op e Minimum reduzéiert ginn. Duerfir ass fir eis d'Iddi vun enger Negativsteuer net gestuerwen, well grad eng Negativsteuer bitt näm-lech d'Chance deem Eenzelnen ze hëllefen an dat ouni en onnéidegen an deieren administrativen Op-wand.

Eng Analys iwwer sozial Trans-ferten an d'Ausland drängt sech gradesou op. Mat enger steigen-der Zuel vu Frontaliere geet de Montant u Sozialleeschungen, deen all Joer an eis Nopeschlänner fléisst, rasant erop. An en net on-beträchtlechen Deel vun der Kaf-kraaft geet domadder dem Grand-Duché verluer. Dëst misst am Kon-text vun der IVL-Diskussioun be-truecht ginn, wou jo de Pender-zeenario an den Awunnerzeenario am Raum als Alternativë stinn.

An dann ass et fir eis als Demokra-tesch Partei och kee Feeler, fir dem Bierger e Stéck Responsabilitéit fir seng eege Virsuerg zrëckzeginn. Mir sollen net waarde bis e Pheno-meen, deen all Industrienatioun an deenen nächste Jorzéngte viru grouss Erausfuenderunge wäert stellen, eis akut Problemer mécht. Mir ginn ëmmer méi al, schaffen awer ëmmer manner laang, kréie manner Kanner a kënnen dat och duerch eng Augmentatioun vun der Zouwanderung net ausgläichen. Spéitstens wann all déi an d'Pensioun ginn, déi elo duerch hir Cotisatiounen de Pensiounskeesen e Plus bescheren, dann ass et ze spéit fir virzebeugen.

De Statsminister huet jo subtil ugekënnegt oder duerchblécke gelooss, datt d'Étude actuarielle seet, datt mir bis 2012 kee Problem wäerte kréien an duerno de Ren-tenalter mussen lues a lues no ue-wen upassen. Mä firwat eigentlech mussen mer nach siwe Joer mat deem Exercice do waarden. Wann et esou ass, datt mer wëssen, datt mer a siwe Joer Problemer kréien, da kommt, mir reagéiere schonn haut.

Duerfir plädéiert d'Demokratesch Partei nach wie vor, weider Ele-menter vun engem Kapitalde-ckungsverfahren an eise Rentesy-tem anzubauen, amplaz elo, wéi vun der Majoritéit geplangt, zousätzlech Laaschten iwwert d'Reserven an de Rentekeesen ze finanzéieren. Domadder ginn déi aktuell Finanzproblemer net ge-léist, mä just deenen zukünftege Generatiounen als Ierfschaft han-nerlooss. Dëst si Pisten, déi eis méttel – a laangfristeg géinge weiderbréngen – an net déi Kakopho-nie vun deene leschte Wochen.

Mä esou eng zukunftsorientéiert Politik ass net emol nëmmen am Usaz ze erkennen. Dës Majoritéit gleef nach wie vor un d'Rezepten aus dem 20. Jorhonnert fir d'Pro-blemer vun haut ze léisen. Mä aus-ser engem Placebo-Effekt brauche mer eis duerch déi Rezepten, duerch déi Medikamenter, näischt ze erwaarden.

Dës Regierung huet keng Kraaft fir déi Reformen unzegoen, déi si sech virgeholl huet, well si keen Optrag vun de Leit kritt huet, fir déi Reformen unzegoen, well si sech net eens ass, well si kee gemein-same Programm huet, well deen een haut eng Iddi lancéiert a gläich drop en aneren se dementéiert, well d'Gewerkschaftsvertrieder an de Fraktiounen vun CSV an LSAP op der Brems stinn an hir Parteispëtzen am Ree stoe loossen.

Nodeems wat mir déi lescht Woche vun der Majoritéit hei opgedëscht kritt hunn, misst eigentlech jidder-een heibannen, deen d'Aarbecht vun der Chamber nach e Stéckel-chen eescht hält, dësem Budget seng Zoustëmmung verweigere, engem Budget, wou d'Majoritéit di-rekt ukënnegt, datt en net esou exekutéiert soll ginn, wéi d'Cham-ber e gestëmmt huet. An eisen Aen e virtuelle Budget an dorops änt-wert d'Demokratesch Partei mat engem reellen Neen.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschten.

Ech hunn am Laf vu menger Inter-ventioun eng Rei vu Sujeten déve-loppéiert, wou mer nach gäre Mo-tiounen wëllen abréngen. Si sinn nach net ënnerschriften. Wann deen een oder deen anere Kolleg heibanen sech nach beruff fillt se ze ënnerstëtzen, also et besteet nach d'Méiglechkeet fir Ënner-schrëften drop ze maachen.

Eng zu deenen Initiativen, déi ech entwéckelt hunn, fir um Aarbechts-maart méi a weider Efforté kënnen ze maachen, fir de Problem an de Grëff ze kréien, eng iwwert d'Fuer-schungsausgaben an eng iwwert

déi Spuermoossnamen, déi ech a menger Interventioun proposéiert hunn. Wann ech gelift, Här Presi-dent.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *inquiète du nombre croissant de demandeurs d'emploi inscrits au-près de l'ADEM, faisant en sorte que les prévisions prévoient une évolution du taux de chômage de 4,2% en 2004 à 5,3% en 2008;*

- *considérant que les entreprises créent chaque année plusieurs mil-liers de nouveaux emplois, ce qui a produit en 2005 une création nette d'emplois de 9.000 unités respecti-vement une augmentation de l'em-ploi intérieur de 2,9%;*

- *relevant qu'il est du devoir des instances publiques de créer au ni-veau de la formation une offre se distinguant par la qualité tout en mettant l'accent sur la flexibilité afin de donner aux élèves et aux adultes un bagage leur permettant de faire face aux défis du marché de l'emploi;*

invite le Gouvernement

- *à doter l'ADEM des moyens né-cessaires pour assurer une orien-tation plus ciblée et un placement plus efficace et mieux adapté aux besoins des entreprises et des de-mandeurs d'emploi;*

- *à permettre au secteur privé de servir comme intermédiaire entre demandeurs d'emploi et entre-prises et à promouvoir les échanges et la collaboration entre l'ADEM et les sociétés intérimaires;*

- *à se concentrer davantage sur l'orientation des demandeurs d'emploi vers le premier marché du travail au lieu de les guider vers le deuxième marché du travail et à re-voir sur cette toile de fond le projet de loi N°5144 relative à la lutte contre le chômage social;*

- *à promouvoir une réforme de l'en-seignement primaire et secondaire mieux ciblée sur les besoins du marché du travail tout en veillant, dans la mesure du possible, à ce que les jeunes ne quittent pas l'École sans diplôme;*

- *à encourager les preneurs d'em-plois à suivre une formation conti-nue et à l'organiser de façon à améliorer l'employabilité de ces derniers.*

(s.) Claude Meisch.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant la volonté de consoli-der les finances publiques en ré-duisant le déficit structurel de 0,5% du PIB en 2007 et en 2008;*

- *constatant que les prévisions conjoncturelles pour les années suivantes prévoient une croissance du PIB de 4% en 2005 et de 4,4% en 2006 et un taux d'inflation large-ment supérieur à 2%;*

- *notant que la croissance de la consommation privée vient de dé-célérer de 1,5% en 2004 à 1,2% en 2005 tandis que la demande exté-rieure continue à être le principal moteur de la croissance écono-mique;*

- *estimant qu'une politique budgé-taire permettant une exécution ri-goureuse du budget de l'État et que le rapport coût/efficacité des dépenses publiques devra davan-tage être recherché;*

- *relevant que les dépenses cou-rantes engendrées par notre sys-tème social constituent la part du lion du budget de l'État;*

- *soulignant que les défis à relever par le Luxembourg en matière de politique de développement du-rable demandent une approche réaliste et cohérente;*

invite le Gouvernement

- *à veiller à ne pas susciter de ré-action psychologique négative des consommateurs par un discours public insistant exagérément sur un resserrement de la politique fi-nancière et budgétaire de l'État;*

- *à procéder d'urgence à une ap-proche du «zero-base budgeting» fonctionnant selon le principe que rien n'est jamais acquis, ce qui veut dire que la reconduction d'un budget d'une année sur l'autre est exclue par principe et que chaque dépense doit être justifiée;*

- *à améliorer les procédures d'al-lo-cation des ressources budgétaires dans le cadre des budgets sociaux et familiaux et à procéder à une analyse fondée des demandes et besoins des citoyens en la matière;*

- *à définir une nouvelle politique fiscale tenant compte des ré-pponses à donner aujourd'hui aux questions économiques, familiales, écologiques et sociales;*

- *à réfléchir dans ce contexte à une éventuelle introduction d'un impôt négatif;*

- *à répondre aux exigences des engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto en exami-nant tous les moyens permettant de rencontrer au mieux ce défi;*

- *à prendre les mesures néces-saires afin d'acquérir dès aujour-d'hui des quotas pour les années 2008 à 2012;*

- *à doter les administrations fis-cales des moyens nécessaires afin d'éviter les retards dans la percep-tion des impôts;*

- *à avoir davantage recours aux Partenariats Publics Privés (PPP) lors de la réalisation de projets d'investissements publics d'enver-gure;*

- *à procéder à des études rensei-gnant sur les coûts engendrés par les frais de fonctionnement des grands projets d'infrastructure.*

(s.) Claude Meisch.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant qu'il importe de doter le Luxembourg de tous les atouts afin de le rendre plus performant et compétitif;*

- *soulignant que les efforts tendant à continuer de créer aux niveaux fiscal, social, écologique, éducatif et administratif des conditions fa-vorables à l'établissement de nou-velles activités doivent être pour-suivies avec détermination;*

- *notant qu'il importe de concourir de manière significative à un allè-gement des charges administra-tives;*

- *notant que la recherche constitue indubitablement un levier important pour atteindre cet objectif;*

- *prenant acte de la volonté du Gouvernement de continuer à in-vestir dans la recherche publique afin d'atteindre l'objectif d'1% du PIB;*

- *constatant que le Gouvernement entend dépasser d'ici 2010 les 3% du PIB qui seront prévus pour la dépense intérieure en recherche et développement (recherche pu-blique et recherche privée);*

- *rendant attentif au fait que les crédits alloués à la recherche né-cessitent un cadre bien défini et des projets ciblés sur lesquels la recherche devra s'effectuer;*

- *soulignant que l'Université de Luxembourg constitue une pierre angulaire de ce cadre permettant d'organiser la recherche au Luxembourg;*

invite le Gouvernement

- *à adapter continuellement les cadres fiscal, social, écologique, éducatif et administratif de manière à améliorer la compétitivité du Luxembourg et à attirer de nou-velles activités économiques s'in-tégrant dans une approche de dé-veloppement durable du Luxem-bourg;*

- *à se donner chaque année un programme ambitieux pour la ré-duction de la charge administrative et la révision des procédures afin de refaire du Luxembourg une*

place des chemins de décision et d'administration courts et rapides;

- à définir les sites définitifs de l'Université au cours de la première moitié de l'année 2006 et de prendre en considération lors de la définition des sites tous les aspects créant des conditions propices à l'éclosion d'une recherche de pointe;

- à mettre en place un cadre permettant à l'Université de Luxembourg de jouer le rôle qui lui est dévolu par la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université de Luxembourg;

- à envisager des synergies entre les entreprises privées et la recherche publique.

(s.) Claude Meisch.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Hâr Meisch. Den nächste Riedner ass den Hâr Ben Fayot. Hâr Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, fir d'éischt wollt ech dem Budgetsrapporteur, mengem Kolleeg Roger Negri, meng Unerkennung ausdrécke fir säi Budgetsrapport.

Et gëtt hei oft gesot, et ass eng Fläissaarbecht. Et ass sécher eng fläisseg Aarbecht, mä et ass virun allem och eng intelligent an interessant Analys vun der Finanzsituation. An och eng Partie Pisten, déi doranner enthalte si fir déi Finanzsituation an Zukunft an de Grëff ze kréien, sinn interessant. An ech mengen, duerfir muss een déi gutt parlamentaresch Aarbecht, déi do geleescht ginn ass, unerkennen an him Merci soen.

Hâr President, de Budget 2006 ass boucléiert – esou gutt wéi – an dach werft e méi Froen op, wéi déi Jore virdrun. Dëst ass allerdéngs net spezifesch fir Lëtzebuerg, ech mengen an all Land kommen dës Froen op: Defizit vum Budget, Chômage, Erausfuerderunge fir d'Betriber an enger oppener Welt, Konkurrenz, d'Roll vum Stat als Entrepreneur, Délocalisation, an esou weider.

Zu Lëtzebuerg elo dominéiert dëst Joer d'Fro, ob et ons gutt geet oder ob et ons schlecht geet. An doriwwer waren d'Meenungen nach ni esou verschidden. Den 12. Oktober huet de Statsminister hei gesot, d'Joren 2004, 2005 an 2006 wären déi schwéierst, budgetär gesinn, säit Mëtt den 80er Joren. D'Banque Centrale an d'Cour des Comptes bestätegen, dass d'Finanze vum Lëtzebuerger Stat elo an och nach weider mëttelfristeg an den Defizit driften.

All Salariatschamberen a Salariatsgewerkschafte soen awer, dass mat iwwer 4% Wuesstum et misst méiglech sinn, fir gutt ze fueren, de Sozialstat ze erhalen an de Budget am Gläichgewiicht ze halen. D'Patronat dergéint verlaangt einschneidend Mesuren, fir d'Konkurrenzfähigkeit vun de Betriber erëm hierzustellen. D'Indexupassung soll drastesch reduzéiert ginn. Sozial Automatismen sollen ofgebaut ginn. Dat ass ongeféier den Tableau, deen een dobaussen an der interesséierter Öffentlechkeet fënnt.

Hâr President, d'LSAP huet säit Joren an dëser Chamber op d'Finanzproblemer vum Stat higewisen. Si huet gewisen, wéi d'Fongen u Substanz verluer hunn. Si huet och d'Steierschätzunge kritiséiert, si huet entgéint deem, wat och ënnert der viregter Regierung behaapt gouf, vun engem strukturelle Problem geschwat. Wann de Wuesstum natierlech bei 4% läit, kann een effektiv net méi vun engem konjunkturelle Problem schwätzen.

D'LSAP brauch also keng kéier ze huelen, fir an där Linn och haut e Budget ze verlaangen, dee rigouréis a senge Mëttelen an un d'Wirt-

schafts- an d'Finanzlag vum Land ugepasst ass. Eng rigouréis Politik, dat heescht eng straff Finanzföderung. D'LSAP schwätzt net vu Kris a vun Austéritéit. De Wirtschaftswuesstum erlaabt net vu Kris ze schwätzen. D'Austéritéit wär an där Situation onverständlech, mä dass mer Problemer hunn, dat ass bekannt.

De Chômage klëmmt. No de Berechnunge vun den Expertë klëmmt en an den nächste Joren nach weider. Dat ass e strukturelle Chômage, dee manifestement net ewechgeet, och wann all Joer e puer dausend nei Aarbechtsplaze geschaf ginn. Woubäi ee sech ëmmer muss froen, wéi vill virtuell Aarbechtsplazen derbäi sinn. Trotz ville Mesurë brénge mer et net fäerdeg, de Chômage an de Grëff ze kréien.

Mir hunn och e Problem vu Kompetitivitéit vun de Betriber an engem héich konkurrenzierenden Ëmfeld. Onse Stat ass deier. Seng Ausgaben explodéieren dëst Joer, wéi d'lescht Joer an d'nächst Joer héchstwahrscheinlech. Kee kann augenblécklech aus der Héft eraus einschneidend Spuermesuren definéieren. Kee ka soen, wéi esou Mesuren ze huele sinn. Duerfir gëtt et nach kee politeschen an och kee soziale Konsens.

D'LSAP gesäit ganz sécher d'Problemer an de Betriber. Hir Kompetitivitéit definéiert sech mat villen Elementer, net nëmme mat Léin, mä och mat Produktivitéit, mat Loun- a Sozialkäschte selbstverständlech a mat dem géeeegenten, gutt forméierte Personal. Villes deit och drop hin, dass d'Aarbecht evoluéiert an der moderner Welt. Si gëtt méi anspruchsvoll. A wann de Stress esou klëmmt, wéi eng rezent Etüd dat jo och gewisen huet, dann ass dat en Zeechen duerfir, dass den Eenzelne sech op senger Aarbecht eleng spiert, dass do nei Problemer an der Aarbechtswelt entstinn.

De Stat kann do hëllefen, awer net alles maachen. E kann d'Sozialkäschte fir d'Betriber niddreg halen. Zu Lëtzebuerg, wësse mer, sinn d'Sozialkäschte mat am niddregsten an Europa, well se zu engem gudden Deel fiscaliséiert sinn. An och d'Léin sinn net ëmmer déi héchst, wéi eng rezent Etüd vun der Chambre des Employés privés gewisen huet. Et gëtt keen Allheilmittel, wéi zum Beispill den Index ofschafen, fir mat engem Schlag all Problem ze léisen. Et geet awer op där anerer Säit och net duer, näischt ze maachen, oder ze maachen, wéi wann et ëmmer un deenen anere wär ze bougéieren.

Hâr President, et ass bekannt, d'LSAP wëllt kee Sozialofbau. Si wëllt keng Aschnëtter an den Investitiounen. Si wëllt anstänneg a performant öffentlech Déngschter. Si wëllt virun allem, dass de Reformprogramm, deen dës Regierung sech ginn huet, zilstrebeg exekutéiert gëtt. Déi Reforme sollen de Grondstee fir en neit Lëtzebuerg leeën.

D'LSAP wëllt och gesond öffentlech Finanzen. Duerfir muss sécher de Budgetsdefizit ofgebaut ginn, well de Budgetsdefizit féiert zur Verschëldung. Schold mëcht d'Marge de manoeuvre vum Stat nach méi kleng, ze kleng fir d'Zukunft richtig ze preparéieren. Si ënnergrueft op laang Siicht d'Vetrauen. Si schuet och der Stabilitéit vun der Währung. Dat ass d'Équation, déi mer meeschtere müssen. Gesond öffentlech Finanzen an e positive Reformkurs fir déi nächst Jore müssen zesumme goen.

Hâr President, wou sti mer haut mat den öffentleche Finanzen? D'Zuele si bekannt. Ganz kuerz: Mir wëssen, 2003 war de Boni op 116 Milliounen Euro gefall, 79 Milliounen ginn der schlussendlech afektéiert – mir schwätzen dovunner en Donneschdeg Nomëtten. 2001 war de Boni nach 1,36 Milliarden, 2002 waren et der nach 523 Milliounen, a säit 2004 sinn d'Dé-

pensë méi héich wéi d'Recetten. Säit 2004 liewe mer iwwer ons Mëtelen. D'Reserven an d'Fongen huelen of a wäerten 2007-2008 eidel sinn. 2006 sti sech 9% méi Ausgaben a 6% méi Einnahme géigeniwwer, wann dann d'Steierschätzung stëmmen. Dem eigentleche Stat feelen 300 Milliounen Euro.

Wann d'Gesamtfinanzsituation schliesslech nëmmen en Defizit vun 1,8% opweist, dann ass dat weinst der gudder Situation vun der Sécurité sociale an dem Gläichgewicht vun de Gemengen. An ob dat 1,8% bleiwen, dat muss een um Enn vun 2006 gesinn. D'Banque Centrale hirersäits huet d'lescht Woch en Defizit vun 2,3% fir 2006 annoncéiert, an 2,5% fir 2007, wat natierlech eng seriö Divergenz mat der siwenter Aktualisation vum Stabilitéitsprogramm vun der Lëtzebuerger Regierung ass.

Bei de Gemenge muss een och d'Fro stellen, wéi d'Budgeten ausgesinn, déi elo ausgeschafft ginn. Den Innenminister – ech mengen, dat wär gutt fir d'Chamber – soll der Chamber méiglechst schnell Bescheed ginn, wann déi Budgeten iwwert déi global Situation vun de Gemengen dann ënner Dach a Fach sinn.

Hâr President, de Budgetsminister huet d'lescht Woch hei gesot d'Finanzsituation vum Lëtzebuerger Stat wär gesond, de Budget wär strikt opgestallt ginn. De Statsminister huet dem Budgetsminister den 12. Oktober hei bescheinegt, de Budget mat enger, ech zitéieren: „penetranter Rigueur“ opgestallt ze hunn.

Et gëtt och eng rigouréis Exekution versprach. Wann een déi verschidden Deklarationen a Versprieche aus der leschter Vergaangenheet kuckt, da kann dee Budget, deen ons hei virläit, natierlech keng Mogelpackung sinn, wéi dat vun enger Fraktion hei gesot ginn ass. Wann et eng wär, géif natierlech d'Kredibilitéit vun der Regierung, a besonnesch vum Finanz- wéi vum Budgetsminister, staark dorënner leiden.

Dëse Budget huet en héijen Defizit. Dat war säit 2004 an 2005 ze erwaarden. Et ass den 19. Oktober hei kloer gemaach ginn; jiddferen huet spëtstens do den Eescht vun der Lag erkannt.

Nun huet och d'Regierung net wëles en Amendement oder e rektifizéierte Budget ze maachen. Et wär eigentlech erstaunlech, wa se dat géif maachen, well et ass unzuehuelen, dass dem Hâr Frieden seng „penetrant Rigueur“ bei der Budgetopstellung all Spuermëttele ausgeschafft huet. An et ass unzuehuelen, dass d'Recetten dës kéier endlech och mat akribescher Präzision geschat goufen.

Gradesou kloer ass et, dass wann nach weider gespuert ka ginn, dat soll gemaach ginn. Mir dierfen net iwwer ons Mëttele liewen. Dat heescht, datt onsen Train de vie mat der wirtschaftlecher Entwécklung Schrott hale muss. Mir kënnen ons keng Verschëldung leeschten, fir de Fonctionnement vum Stat ze bezuelen. Mir sinn eis och eens, dass mer eng Verschëldung nëmme fir Investissementer akzeptéieren, déi d'Zukunft vum Land virebereeden. Spëtstens wann d'Budgetsreserv eidel ass, gëtt et akuten Handlungsbedarf.

Wou gi mer elo hin? D'LSAP ass der Meenung, dass och elo schonn Handlungsbedarf an onser Budgets- a Finanzpolitik besteet. Och wann dann d'Steiere méi kräfteg géinge sprudelen, wéi dat elo ausgesäit. Et besteet Bedarf no méi Rigueur am Ausgi vu Suen am Stat, wéi dat an de leschten 20, 30 Joer eventuell de Fall war. Et besteet sécher och Bedarf no neie

Methoden an Instrumenter, fir d'Finanze besser virauszegesinn. Et besteet Bedarf no enger neier Politik op deem Gebitt.

Interessant ass, wat d'Banque Centrale an hirem Avis seet, nämlech dass mer politesch onofhängeg Budgetsinstitutione bräichten. Déi mussen déi national Budgetspolitik mat der Budgetsiwwerwaachung um europäesche Plang am Kader vum Pacte de stabilité et de croissance kompatibel maachen. Si müssen objektiv Analyse vun der Budgetsituation virleeën, déi net ufechtbar sinn. Si kënnen esou d'Kohärenz an d'Soutenabilitéit vun den öffentleche Finanzen iwwer Joren eraus an iwwer politesch Konstellationen an der Regierung eraus verbessern.

Wichtig bei där mëttelfristeger Finanzplanung ass d'Analys vun allen Engagementer vum Stat a vun der öffentlecher Hand an der Gesellschaft. Mir begrëissen an deem Zesummenhang ausdrécklech d'Aarbecht vun der Cour des Comptes, déi eng Datebank vun deene villen Établissements publics – 70 oder 80 – opstelle wëllt. Domat kann een de finanziellen a personalpoliteschen Impakt vun deenen Etablissementer iwwerkucken, deen elo an där Kloeerheet net ze erfaassen ass.

De Stat huet sech an de vergaangene Jorzéngte villen Obligationen ugehall, déi en oft net mat de besteende Strukturen erfëlle konnt. Hien huet dann all kéiers Établissements publics, Fondationen oder Gesellschafte geschaf. Si ware Mëttel vu Flexibilitéit, während soss beim Stat eigentlech net vill changéiert huet. Vill vun deenen dréit de Stat à bout de bras. Si brauchen Dotationen, Investitiounen, virun allem awer och Leit, déi ouni gréisser Kontroll agestallt ginn an de Statsapparat indirekt opblähen.

D'Zentralbank wënscht sech och méi e präzise legale Kader fir d'Budgetspolitik, an deem mëttelfristeg Objektiv festgeluecht géifen.

A schliesslech muss ee jo och an deem Zesummenhang erwähnen, dass de Rapporteur e grëssert Kapitel iwwert d'Fro geschriwwen huet, wéi een d'Objektiv vum Stat an d'Adéquation vun de Finanzen domat besser festleeë kann.

Haut zielt de Budget all Joers d'Finanzmëttelen op. Mir kennen och d'Effets pervers dovunner. Wann um Enn vum Joer Kreditter net erschöpft sinn, da gëtt nach schnell eng Dépense gemaach, souguer wa se net absolut néideg ass.

Elo stellt d'Regierung hir Objektiv kuerz an enger Einleitung duer. Seele gi prezis Objektiv fir dat Joer am Zesummenhang mat den Zuele genannt, oder mëttelfristeg Objektiv. Dofir schléit de Budgetsrapporteur vir, sech eng aner Grille de lecture ze ginn, sech eng Grille de lecture mat Objektiv, Missiounen a Programmer ze ginn, déi mëttelfristeg ugeluecht sinn.

Ech wënsche mer, dass d'Regierung op déi Propositione reagiert. D'LSAP-Fraktion wëllt se op jidde Fall am Verlaf vun nächste Joer fir de Lëtzebuerger Budget preziséieren.

Hâr President, d'Politik, mat där d'öffentlech Finanzen an d'Rei bruecht solle ginn, gouf vum Premierminister a senger Ried vum 12. Oktober am Numm vun der Regierung duergeluecht. Säit Woche gëtt säithier der Regierung vu verschiddene Säite virgeworf, si wëilt de Sozialstat ofbauen. Bis elo ass nach näischt geschitt. Et geet kengem Arbeitnehmer méi schlecht.

Wat huet d'Regierung gesot?

Éischtens, d'Indexéierung vu Léin a Gehälter bleift. Dat ass exakt de Wuertlaut aus dem Statsminister senger Ried. De Wuerekerf gëtt net geännert, ausser dass Tubak an Alkohol kënnen erausgehall

ginn. Domat kéinten d'Gewerkschafte liewen, wann dann d'Resultat dovunner zweckbestëmmt wär.

Et gëtt iwwer eng maximal Indextranche geschwat; kee weess fir den Abléck, wou si unzesetzen ass. D'Gewerkschafte sinn dogéint an d'Patronat wëllt den Index op Léin vun annerhallefmol dem Mindestloun beschränken.

Ech erënneren dorun, fir mäin Deel, dass meng Partei jorzéngtelaang am Sënn vu verdeelender Gerechtkeet vu Mindest- an Héchstindextranche geschwat huet, fir deene klunge Lounempfänger méi an deenen décke manner ze ginn.

D'Mëttelschicht ass an der Zwëschenzäit vill méi grouss ginn – d'Mëttelschicht vun den Atomkessen –, an dat ass natierlech d'Schwieregkeet vun enger Modulierung vum Index duerch eng maximal Indextranche – dat huet een och an der Erklärung vum Statsminister gesinn –, iwwert déi mer och gären hätten, dass d'Sozialpartner sech géifen ausschwätzen.

Zweetens gëtt och am Statsminister senger Ried gesot, dass d'Gesetzgebung iwwert de Mindestloun net ofgeschaf gëtt. Et gëtt vun engem Formationsmindestloun geschwat – och eng Pist, déi soll an der Tripartite diskutéiert ginn.

Drëttens, et gëtt net un de Steiere geréckelt: Et gëtt keng Steiere méi, et gëtt och keng Steiere manner.

Véiertens, mat de Sozialpartner soll och iwwert d'Finanzéierung vun der sozialer Sécherheet geschwat ginn, besonnesch d'Indexéierung vun alle Sozialleeschungen, déi iwwert de Budget lafen, soll Thema sinn.

A fënneftens, et kann an et soll och bei de Sozialleeschunge gespuert ginn. Dat ass keen Tabu – och net fir ons. De Gesondheets- a Sozialminister huet bei der Krankenversicherung eng etlech Milliounen gespuert, an zwar ouni Verschlechterung fir d'Assuréeën.

An dann huet den 12. Oktober de Statsminister gesot, dass d'Regierung eventuell Reformen a Changementer net mat „brachialer Rambo-Logik“ – ech zitéieren de Statsminister – duerchsetze wëllt. Si wëllt mat Moderation a mat Nolauschteren dorunner goen.

Hâr President, dofir ass de Wee vun der Tripartite gewielt ginn. Den 12. Oktober gouf och hei annoncéiert, dass d'Tripartite bis zum Mee 2006 géif diskutéieren. Mir mengen, et ass eng gutt Method, fir fir d'éischt mat de Sozialpartner ze schwätzen. Mir hunn déi Method den 12. Oktober hei akzeptéiert. Si läit an der Geschicht vu Lëtzebuerg. Si huet sech virun 30 Joer an enger schwiereger Lag fir d'Land, fir de Süden a fir d'Leit, déi bei der ARBED geschafft hunn, bewährt. Ech hu kee gehéiert, deen hei géint déi Method geschwat hätt. Ech ginn dovun aus, dass déi Leit, déi an der Tripartite setzen, sachkundeg a responsabel sinn. Si gesinn, dass ee Stat net egal wéi ka wirtschaften. Et si Leit, déi déi sozial a wirtschaftlech Realitéiten an d'Besoiné vun de Leit kennen. Ech verspieche mer also wichtig Erkenntnisser doraus.

Ech fanne mech als Politiker do duerch net bevormundet, wa mat de Sozialpartner e Konsens fonnt géif ginn. Ech weess awer och, dass ech als Politiker enges Dags meng Responsabilitéit muss huelen. Duerfir hätt ech gär, dass d'Chamber zu engem nätzlechen Zäitpunkt, also mat Zäit, ier d'Décisionen gefall sinn, an déi Diskusioun mat agebonne gëtt.

Dëst ass, wat d'Method an d'Organisation vum Dialog ugeet, op eng exemplaresch Manéier mat der CFL-Tripartite geschitt. Do ass e breeden Dialog an eng ëmfaassend Informatioun vun allen Interesséierte gesécher. Mir hoffen, dass dat och an der grousser Tripartite geschitt.

Här President, d'Tripartite soll awer keng Excuse fir de Stat sinn, net emol bei sech selwer ze kucken a méi Rigueur durchzesetzen. Ech si mat deenen d'accord, déi sech géint Spuermoosssnamen am Sozialen ausschwätzen, soulaang de Stat net selwer Effortë mécht.

Am Stat selwer ka villes reorganiséiert a gestrafft ginn, an de Verwaltungen an zwëschent de Verwaltungen. Ons Verwaltung schaffen net ëmmer esou zesummen, wéi se sollen; Verwaltungen sinn oft Festungen u sech. Mir ënnerstëtzen dofir ganz besonnesch, wat ënnerholl gëtt fir Steierverwaltung, Enregistrement an Douane, also d'Finanzverwaltung vum Stat, besser ze koordinéieren an ze vernetzen. Dat muss op jidde Fall geléngen a bréngt och ganz sécher méi Effikassitéit fir d'Finanze vum Stat.

Ech mengen och, dass eng Mentalitéitsännerung misst kommen, besonnesch do, wou öffentlech Gelder verwalt ginn, beim Stat an och bei de Gemengen. Et muss net ëmmer dat Schéinst an dat Beschtt sinn. Mir sinn duerch den Iwwerfloss vun de leschte Jorzéngte verwinnt.

Et ass sécher net einfach de Stat ze pilotéieren. Et ass e schwéieren Tanker, dee ganz lues reagéiert. Wann ee gesäit, mat wat fir Retarden oder guer net op konkret Opfuerderunge vun der Cour des Comptes am Stat a ronderëm de Stat reagéiert gëtt, da seet ee sech, dass villes duerch méi Rigueur schonns besser kéint ginn.

Ons öffentlech Investissementer sinn oft ze grouss an ze deier. Dat gëllt och fir d'Gemengen. D'Bauzäit ass meeschtens ze laang. Si musse besser virbereet ginn. Et ass net normal, dass mer aacht Joer fir de Bau vun engem Lycée brauchen, zéng Joer fir ee Centre de conférences um Kirchbiereg, fofzéng Joer a méi fir d'Nordstrooss. Et ass net normal, an et ass och net normal, dass systematesch Devisën iwwerschratt ginn.

Ons Prozedure sinn oft komplizéiert, d'Verwaltungsreform léisst nach ëmmer op sech waarden. Den eGovernment ass nach ëmmer net dat, wat e soll sinn, an de Service um Bierger och net ëmmer.

Här President, ech mengen, och d'Chamber ass hei gefuerdert. Si, déi zum Beispill d'Bauprojekte fir ofzestëmme kritt, misst vill méi sec doranner sinn an net alles schlécken, wat deen een oder deen anere Bauteminister virleet. Dat huet näischt mam Här Wiseler ze dinn. Ech schwätzen hei natierlech vun der Vergaangenheet. Den Här Wiseler mécht vill Effortë fir dat, wéi een esou schéi seet, an de Grëff ze kréien. Mir hoffen, dass hie Succès domat huet a mir wënschen him et!

Fir d'Exekutioun vum Budget, Här President, an enger schneller Zäit nozeverfollegen, ass et och noutwendeg, d'Zuele vu Mount zu Mount ze analyséieren: Wat u Steieren erakënn, wou d'Dépensé leien, besonnesch och an den Investissementer, fir keng Iwwerrasschung ze kréien, d'Engagementer mat Zäit ze kennen a mat Zäit kënnen entgéintzesteieren, wann et dann néideg wär. Dat ass en Exercice, dee mer ons an der Comexbu solle virhuelen, zesumme mat der Cour des Comptes.

Här President, dat wat ech elo gesot hunn, ass sécher näischt extraordinär Neies, villes dovunner ass scho gesot ginn. Ech si mer och bewosst, dass de Ruff no Spueren einfach, vläicht och ze einfach ass. D'Ëmsetzung ass ëmsou méi schwéier. Wann et esou einfach wär ze spueren, wär et scho laang gemaach ginn.

Wa 65% vun den Ausgaben duerch sou genannt Automatismen, dat heescht duerch legal Obligatiounen festgeluecht sinn, da gëtt d'Diskussioun iwwert d'Spueren net eng praktesch, mä eng héich politesch Fro. Duerfir huet al-

lerdéngs och bis elo nach kee richteg gesot, wou a wat prezis agepuert ka ginn.

Et geet nämlech net duer, einfach e Budgetartikel zum Beispill iwwer Etüden erauszehuelen an ze soen: Do kënnen 30 Milliounen gespuert ginn. Mir wëssen net, firwat déi Etüde sinn. Vlächtt si se néideg, fir ze wësse wou spueren. Waren dann zum Beispill d'Etüden iwwert den IVL iwwerflësseg? Wou kréie mer dann d'Wëssen hier hei zu Lëtzebuerg, fir komplex Décisiounen ze huelen, wann net iwwer Etüden. Ech mengen also, esou einfach ass dat net.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass mer wéineg sou genannt „coupes sombres“ vun haut op muer maache kënnen. Et muss villes an der Déift vun der Statspraxis geschéien. Villes wäert op grouss Widderstand stoussen, deen ech souguer heiansdo verstoe kann.

Ee Beispill: Et läit e Gesetz vir, fir Chargés de cours am Secondaire ze regulariséieren. E puer honnert Chargéë goufe säit 1998 ageallt, well net genuch Proffen do waren. D'Gewerkschaften an deem Secteur reege sech doriwwer op. Dat ass och vlächtt berechtigt. Mä et geet net duer mat opreegen, et muss ee weiderdenken. Mir wëllen d'Qualitéit vun der Schoul halen a wa méiglech verbessern. Wann een an deem Sënn d'Tâchë vun Titularen iwwerdenke géif, kënnst ee mat Lichtegeet honnerte vu Chargéë spueren an zugläich eppes fir d'Qualitéit vun der Schoul maachen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, de Budget 2006 ass den zweete vun der CSV-LSAP-Regierung. D'Reforme vum Koalitionsprogramm an d'Erausfuerderunge vun der Zäit muss sech an deem Budget erëmfannen. Besonnesch an enger Zäit vu knappe Mëttele muss d'Politik fir hir eege Consommationsausgaben esou spuersam sinn, dass genuch Mëttele fir d'Investissementer an d'Virbereedung vun der Zukunft bliwen.

Et muss eng Solidaritéit mat de kommende Generatiounen sinn.

Ech wëll och duerfir e puer Erausfuerderungen ervirhiewen, un deenen dës Regierung sécher gemooss gëtt.

Eng grouss Erausfuerderung ass de ganze Komplex vum öffentlichen Transport, eigentlech d'Reckgrat vun der Mobilitéit am Land a mam Ausland. Do si Mutatiounen amgaangen, deene Lëtzebuerg sech net entzéie kann. An och ouni d'Europäesch Unioun – dat wëll ech hei soen, well dat jo ëmmer alles op d'Europäesch Unioun getässelt gëtt – wäeren déi Mutatiounen an der Gesellschaft néideg! Ganz einfach, well d'Wirtschaft iwwert d'national Grenzen eraus grouss Mäert brauch, fir sech ze entwéckelen. Och well d'Mobilitéit haut vill Mëttelen, ganz aner Mëttele wéi fréier zur Verfügung huet, an net nëmmen d'Schinn. An och well all Entreprise, och d'CFL, och d'Bussen an aner Verkéiersmëttele sech andauernd upasse mussen.

Fir de Fret vun der CFL ze retten an e profitabel ze maachen, huet de Transportminister sech vill Méi ginn. Eng Solutioun ass a Siicht, fir der Eisebunn en neien Optrag, eng nei Zukunft ze ginn. D'Regierung wëllt, dass déi Solutioun sozial gerecht a wirtschaftlech räsonnabel ass. Dat kritt d'Allgemengheet natierlech net zum Nulltarif.

Derniewent brauche mer natierlech an onsem Land fir seng Entwécklung nei Investissementer an nei Servicier op der Schinn. All Plannunge verlaangen dat, well dëst ass ëmweltfrëndlech, gutt fir d'Liewensqualitéit a wirtschaftlech interessant. Déi Investissementer si virgesinn, si sinn onëmgängelech. Derniewent kënn natierlech och dat wat fir de Busservice ausgi gëtt, deen och d'nächst Joer 7,3%

méi Sue vum Stat kritt, fir den „modal split“ vu 25/75 ze erreechen.

Här President, an deem Zesummenhang muss een och d'Landesplanung ervirhiewen. D'Regiounen sollen entwéckelt ginn. Onsen Transportsystem muss natierlech deem och ugepasst ginn. Op Belval soll en neie Pôle de développement kommen, dee fir d'Zukunft vum ganze Süden entscheidend ass. D'Cité des Sciences kënn dohin, et soll endlech domat virgoen. Et sollen endlech dofir Neel mat Käpp gemaach ginn, dat heescht, et soll endlech mat bauen ugefaange ginn. Ech hunn an der Zeitung gelies, dass elo endlech dee Concours d'architectes lancéiert ass.

Eng nei territorial Struktur op där anerer Säit kann och méi Effikassitéit um kommunale Plang bréngen. Si kann hëllefen, d'Sue méi rationell anzesetzen, wa mer et da fäerdeg bréngen, dat hinzekréien, ouni erëm en neie bürokratesche Waasserkapp ze schafen.

Eng aner grouss Erausfuerderung ass d'Ëmwelt. De Kyoto-Vertrag soll déi global Erwärmung duerch CO₂-Emissiounen stoppen. Mir sinn an där Hisiicht erëm op den Niveau vun 1990 zrëckgefall. Schold dorunner ass an der Haaptsaach den Transport, dee fir 54% vun den Emissiounen zu Lëtzebuerg responsabel ass. Dovunner komme 75% op den Tanktourismus. 2010 si mer bei 14 Milliounen Tonne pro Joer. Dat sinn der fënnf ze vill, well mer der nëmmen néng zegutt hunn. Dëst ass eng onëmgängelech Obligatioun och fir Lëtzebuerg. Et ass net sécher ob déi Suen, déi de Budget virgesäit, duerginn, fir dass mer ons international Verflichtungen anhale kënnen.

Här President, mir sinn och e Land, deem seng Bevölkerung stänneg wissst. All Joer komme 700 Kanner méi an de Secondaire, dat heescht, all zwee Joer en neie Lycée. Mir brauche méi Gebaier, och anescht konzipiéiert, méi a besser forméiert Enseignanten a méi Encadrement, nei Methoden, pedagogesch Recherche a Reformen. Mir brauche Léisunge fir déi vill ënnerschiddlech Situatiounen vun de Kanner a sproochlecher, sozialer a kultureller Hisiicht. Dëst alles dréit zur Entwécklung vum Land bäi, mécht ons Kanner prett fir d'Erausfuerderunge vu muer.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Och dat gëtt et net zum Nulltarif. De Budget 2006 gesäit 11% méi Sue fir d'Éducation nationale vir. Schoulneibaute kréien eng absolut Prioritéit. Mir begreissen dee Choix vun der Regierung, fir der Erzéiung déi Prioritéit ze ginn.

An deem Zesummenhang wëll ech och e Wuert iwwert d'Initiative vum Ministère de la Famille soen, fir den Encadrement vun de Schoukanner dagsiwwer ze assuréieren. Dat soll an de Maisons relais geschéien. Dobäi muss menger Usiicht no kloer definéiert ginn, méi kloer wéi dat elo ass, wat Schoul a wat auserschoulesch ass. Et mussen Iwwerlappunge verhënnert ginn. Et muss ee sech och bewosst sinn, dass op deem Plang erëm eng Kéier e konventionéierte Secteur entsteet, deen de Stat indirekt weider ausbaut, deen en awer net onbedéngt bis zum Schluss maîtresiert.

Här President, mir hunn ons och eng Uni ginn. Mir wëllen d'Fuerschung ausbauen, mir wëllen zu deene Beschte gehéieren. De Stat huet fir 2006 48 Milliounen Euro fir d'Uni prettgestallt, 2004 waren et der 25, 2005 36. D'Uni kritt lues a lues hir Vitesse de croisière. D'Recherche kritt 2006 10 Milliounen méi, geet vu 45 Milliounen am Joer 2003, 53 Milliounen am Joer 2005 op 63,7 Milliounen am Joer 2006 erop.

Et ass Opbroch do. Mir brauchen déi Uni fir ons wirtschaftlech Zukunft ze preparéieren. Awer net nëmmen dat. Mir brauche se och fir méi reflexiv a wa méiglech méi intelligent ze ginn; als Land, fir Expertise ze kréien, déi mer dann net méi importéiere mussen. Nach musse mer, wëll ech awer och soen, déi Entwécklung virsiichteg begleeden. Mir wëllen och do kee Waasserkapp opbauen. Duerfir brauche mer déi Etüd zum Beispill vun der OCDE iwwert d'Innovationen zu Lëtzebuerg. De Spiegel, deen ee vu bausse virgehale kritt, erlaabt sécher, Feeler virzebeugen.

Här President, de Logement ass fir vill Leit ze deier an ze schwéier ze fannen. Trotz ville Beméiunge kréie mer d'Situatioun net an de Grëff. Et ass sécher, dass d'Gemengen hei eng wichteg Roll ze spillen hunn. Am Regierungsprogramm geet vun enger gemeinsamer Plattform vu Stat a Gemenge Rieds. Wunnengen an Infrastrukture ginn zesummen.

D'Statsautoritéit muss de Gemenge Mëttele gi fir nei Weeër ze goen. Zum Beispill fir de Bail emphytéotique méi breet anzesetzen oder géint d'Baulandspekulationen virzegoen, fir eidel Wunnengen a Bürotséierung an de Stied ze penaliséieren.

Den Innenminister huet mer an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro mengersäits geäntwert, d'Gemengen hätte genuch Instrumenter fir dat ze maachen. Ech mengen dat net. Mir brauchen Instrumenter fir eng Modulation vun der Grondsteuer a Sanktiounen oder Taxen, wann de Bebauungsplang net respektéiert gëtt.

De Stadkär zum Beispill vun der Hauptstadt huet an de leschte Joren dausende vun Awunner verluer. Vill Haiser stinn eidel, sinn désaffectéiert oder hunn net déi Bestimmung, déi se am Bebauungsplang hunn, nämlech d'Wunnen. De Stat därerf do d'Gemengen net eleng loossen, wann et heescht d'Bebauungsplang respektéieren ze doen.

Et gëtt dobäi och Mesuren, déi net vill kaschten. Wann de Stat d'Garantie fir d'Prêt fir eng Eegewunneng bei de Banken iwwerhëlt, da kascht dat net vill, kann awer fir vill eng wichteg Erlichterung sinn.

Här President, an der Sécurité sociale gesäit ee wéi d'Fleegeversécherung lues awer sécher un hiren éischten Defizit erukënn. 2004 waren et schon 22,3 Milliounen, 2005 gouf de Bäitrag vum Stat erëm op 45% eropgesat – wat anscheinend bis elo nach net jidderee bemierkt huet – an och 2006 geet de Kredit an d'Luucht.

De Minister léisst elo eng Evaluation vum Fonctionnement vun der Fleegeversécherung maachen. D'Gesetz vun 1998 huet eng järelech Bilanzéierung virgesinn. Dëst ass just eemol ënnert der vieregter Regierung geschitt. Et ass awer gutt, dass dat elo geschitt an zwar regelméisseg. Et ass gutt, dass domat eng Qualitätskontroll verbounne gëtt, Abusé solle verhënnert ginn, déi bescht Leeschtungen sollen erhalte bliwen an ausgebaut ginn.

Här President, dat sinn nëmmen e puer wichteg Aspekter vum Budget 2006. Si weisen, dass nei Aufgaben op ons duerkommen, déi d'Zukunft preparéieren. Wa mer also vu spueren a vu Rigueur schwätzen, musse mer direkt dobäi soen: Dat ass fir d'Zukunftsaufgabe kënnen ze meeschteren, net fir de Stat oder fir d'öffentlech Déngschter ofzebauen.

Mir sinn och net mat der DP d'accord, fir zum Beispill d'ADEM ze privatiséieren an op déi Manéier op e wichtigen öffentlichen Déngscht ze verzichten. Et handelt sech villméi ëm eng Ëmverdeelung an den Aufgabe vun der öffentlecher Hand. Amplaz, wéi an der Vergaangenheet, ëmmer Neies op dat Bestehend dropzesetzen,

musse mer mat de méi knappe Suen Neies schafen, dat Besteheend ofspecken, wou et geet, an esou en neit Gläichgewicht an den öffentleche Finanzen schafen. Dat musse mer fäerdeg bréngen, doru gi mer gemooss.

Här President, mir hu Vertrauen an d'Regierung fir dat ze maachen, ouni dat, wat an de Jorzéngten opgebaut ginn ass, vun haut op mar ëmzwerfen, ouni de soziale Friden a Geför ze bréngen an ouni deene Schwächsten an onser Gesellschaft déi Sécherheeten ewechzehuelen, déi se fir hiert Liewe brauchen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech hu mer laang iwwerluecht, nodeem ech den Här Wolter de Mëtten héieren hunn, ob ech dat, wat ech op mengem Notizblatt hei op der Säit eelef stoen hunn, elo op d'Säit eent virzéien, well d'Attentioun natierlech am Ufank vun enger Ried méi grouss ass, wéi wann ee scho bei der Säit eelef ass. Ech hunn awer decidéiert ze waarde bis d'Säit eelef, bis ech dorunner kommen.

An duerfir wëll ech fir d'éischt ufänke mat enger méi genereller Analys iwwert d'ekonomesch Situatioun an Europa, den internationale Kontext definéieren, woubäi ech direkt wëll virausschécken, dass ech hei eng Rei Konkusiounen wäert zéien, déi net esou nei sinn, well dat sinn déiselwecht Konkusiounen, déi ech eigentlech schonn ëmmer gezunn hunn tëschent 2001 an 2004 – dat heescht, zu Jore wou de wirtschaftleche Wuesstum manner héich war wéi haut –, nämlech déi, fir ze soen, dass ee sech emol erëm eng Kéier misst mat zwee Féiss op de Buedem vun der Realitéit setzen, wann een iwwer ekonomesch Wuesstum zum Beispill diskutéiert, fir feststellen, wat dann elo e gudden, e schlechten oder e mëttlere Wuesstum vum PIB ass.

An ech mengen, dass wann een d'Zuele kuckt, déi de Rapportier och relativ gutt a sengem Rapport, fir deen ech hien och wëll hei vun eiser Fraktioun aus félicitéieren, erëmginn huet, da kann een elo scho virausschécken a feststellen, dass mer hei zu Lëtzebuerg de loin an engem Zeenario sinn de crise économique an de loin an engem Zeenario sinn – op jidde Fall fir eis Begrëffer –, dass ee misst soen, mir hätten e Wirtschaftswuesstum, dee schlecht wär.

Mir hunn – an dat huet de Rapportier, wéi gesot, gutt skizzéiert a sengem Rapport –, wann een d'weltwäit Situatioun kuckt, d'Zuele vum FMI, déi hien och hei a sengem Rapport iwwerholl huet, kënnen feststellen, dass mer weltwäit 2004 eng Croissance économique hate vu 5% an dat war 2004 weltwäit déi beschte Performance zënter 1973 – dat muss ee sech emol eng Kéier virstellen – an 2005 an 2006, dat heescht fir d'nächst Joer, gëtt och vum FMI viraugesot, dass d'Croissance à peu près och tésche 4 a 5% wär.

Dat heescht, mir leie weltwäit an enger Phas net vun ekonomeschem Ofschwung, mä éischter vun ekonomeschem Opschwung. Zumools – wann dat déi beschte Performancé sinn zënter 1973 – wann ee bedenkt, wat weltwäit ekonomesch haaptsächlech tëschent 1973 an 1982 beispillsweis geschitt ass, wou mer duerch e Choc pétrolier an aner Saache relativ schlecht Situatiounen hate mat souguer negativem Wirtschaftswuesstum zum Deel weltwäit.

Deen eenzege Problem, dee mer natierlech hunn, och wa weltwäit de Wuesstum effektiv tëschent 4 a

5% läit, ass, dass ee leider muss feststellen, dass an der Eurozon d'Croissance insgesamt nëmme bei ongeféier 1,5% an der Moyenne läit.

Dat huet e puer Grënn. Et huet ee Grond, dee sech haaptsächlech d'lescht Joer erëmgespigelt huet, an dat ass dee vun der Entwécklung vun de Pétrolspräisser. Mä ech géing awer mengen, et huet awer och nach eng ganz Rei aner Grënn an der Europäescher Unioun, méi strukturell Grënn.

Éischtens emol muss mer awer vläicht drun erënneren, dass mer an den 90er Joren eppes déci-déiert hunn, nämlech eng EU-Erweiterung, déi eis nach kräfteg ze schafe mécht um Ufank vum 21. Jorhonnert. Dat heescht, wou mer enorm strukturell Defizitter hunn, wou mer carrément hu missen eng ganz Rei national Economien integréieren an d'Europäesch Unioun, mat all hire Schwächen – duerch deem ekonomesche System, dee si virdu kannt hunn –, déi se matbruecht hunn. Virun allem natierlech dat ekonomesch gréisst Land an der Europäescher Unioun, nämlech d'Bundesrepublik Däitschland, op dat jo scho vill Referenz gemaach ginn ass. An et muss een awer hei emol nach eng Kéier betounen, dass déi Schwieeregkeeten, déi Däitschland am Moment huet, eigentlech och gréisstendeels ze dinn hu mam Fait, dass se hu missen e ganzt Land quasi iwwerhuelen, wat um Rand vun der Faillite stoung, an nach haut dorënner leiden.

Et war leider zwar e Bundeskanzler an den 90er Joren, dee versprach huet, dass wann een déi Wiedervereinigung an Däitschland géing maachen, a kierzester Zäit do iwwerall géinge blühende Landschaften entstoan an duerfir huet hien och deemools natierlech aus elektoralen Iwwerleeungen eraus de Wieler a Wielerinnen an Däitschland eng ganz Rei Saache virgetäuscht an eng ganz Rei Décisionen och net geholl, déi en eigentlech hätt schonn deemools missen huelen, wat zu deene Konsequenze gefouert huet, déi Däitschland kennt, a wat d'Situatioun sécherlech net verbessert huet.

An all déi Saachen zesummen, fir d'éischt Däitschland engersäits, mä iwwerhaupt d'Schwieeregkeeten, déi mer an deenen neie Memberstaten hunn, si sécherlech och zu engem groussen Deel dru schold, dass mer effektiv eng Croissance an Europa hunn, déi awer e gudde Krack ënnert deem läit, wat mer weltwäit eigentlech u Croissance hunn.

Mä dovun emol ofgesinn, och wann d'Europäesch Unioun mat 1,5% wäit ënnert dem Weltduerschchnitt läit, wann een d'Lëtzebuurger Situatioun kuckt: 2005 eng Croissance vu 4%, nodeems se korrigéiert ginn ass, nodeems mer déi definitiv Chiffere kannt hunn. 2005 hate mer an der Europäescher Unioun 1,5% Wuesstum, dat heescht mir louche bal um Dräifachen, also méi wéi dat Duebelt vun deem, wat mer an der Europäescher Unioun hunn. Mir louchen éischer méi no bei der Croissance, esou wéi se weltwäit geherrscht huet. Fir 2006 gëtt 4,4% viraugesot a fir 2007 respektiv 2008 geet de Statec dovun aus – woubäi een natierlech déi Chiffere mat Virsiicht muss genéissen, well jo awer do nach vill Inconnuen dra leien –, mä ëmmerhi geet de Statec dovunner aus, dass mer bei 4,9% Wuesstum géinge leien.

Dat heescht also am Kloertext: Mir hunn eng héich Croissance hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn och nach ëmmer eng héich Croissance vum Emploi, an zwar 3% plus au moins pro Joer. De Budgetsrapporteur huet hei geschriwwen, dass dat tëschent 7.000 an 8.000 Aarbechtsplazen d'Joer ausmaachen, och dat gëtt gerechent vum Statec, dass dat déi nächst Jore wäert weidergoen.

Deen eenzege Schwaachpunkt, dee mer effektiv an eise Zuelematerial hunn, wat d'Innenkonjunktur ubelaangt, dat ass de Chômage, deem trotz enger Croissance vum Wuesstem vu bal 5% an trotz enger Croissance vum Emploi net vun 3% d'Joer, wahrscheinlech oder zimlech sécher, d'nächst Joer d'Barre vu 5% wäert iwwersteigen, an éischer d'Tendenz huet bis 2008 – loosse mer soen – no bei 6% ze leien, wann dann déi Chiffere solle stëmmen, déi de Statec eis hei presentéiert huet.

Dat heescht, d'Konklusioun: Mir sollen net no baussen diskutéieren, wa mer iwwer eng Rei Reforme schwätzen – dat wëll ech awer och gläich virausschécken, an ech kommen herno nach dorobber zrëck –, déi mer sécherlech muss maachen. Da solle mer de Leit net verkafen, dass mer déi missten de Moment maachen, well mer eng ekonomesch Situatioun hätten, déi desastréi a schlecht wär. Dat ass einfach net richtig! Ech soen lech, dat huelen d'Leit eis och net of, well entre-temps kënnen d'Leit liessen a schreiwen a si verstinn och d'Wirtschaftssäiten an den Zeitungen. Si kënnen sech natierlech och selwer ukucken, wéi héich d'Benefisser vun de Betriber zum Beispill si respektiv wéi héich d'Croissance ass.

Duerfir solle mer wann ech gelift de Leit déi Reform, déi mer sécherlech muss maachen, net verkafen an hinne wëlle weismaachen, mir wären an enger grousser Kris a mir missten duerfir mat zwee Féiss op d'Brems trëppelen a maachen, wéi wa Lëtzebuerg virum Ofgrond stéing. Dat ass och e bësselchen deem Discours, dee mer awer an deene leschte Wochen – ech kommen herno nach dorobber zrëck –, als Fraktioun stigmatiséiert hunn. Natierlech huet deem Discours, dee vun enger Fraktioun hei gemaach ginn ass – an dat wäert ech herno beweisen –, e gewëssene Grond. Nämlech soll deem oflenke vun anere Feeler, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, déi dozou gefouert hunn, dass mer bei den Dépensen am Stat zu där Situatioun komm sinn, wou mer haut sinn, awer och bei de Recetten – do wäert ech och nach drop ze schwätze kommen. Ech wëll awer fir d'éischt weiderfuere mat der Analys.

Am éischte Block kommen ech dann zu de Recetten. Mir hunn eng Situatioun, dass d'Recettes courantes 2006 effektiv ëm 5,78% klammen. Dat ass en zolitten Abroch par rapport zu 2005, wou se nach ëm 9,39% geklomme sinn. Mir wëssen natierlech och, dass hei, haaptsächlech bei der TVA, zum Beispill bei der Moins-value, eng Rei Problemer dra leien, déi net onbedéngt ze dinn hu mat strukturelle Problemer am Stat oder mat der Konjunktur, mä mat anere Saachen. Mä ëmmerhi muss ee feststellen, dass d'Recettes courantes insgesamt beim Stat an deene leschte Joren – net nëmme wann een dat vergläicht par rapport zu 2005, mä wann ee generell d'Recettë kuckt – éischer stagnéieren, voire souguer zrëckginn.

Déi direkt Steieren hunn nach eng Progressioun vun 13,92% a leie bei 3,65 Milliarden Euro. Déi indirekt Steieren hunn eng Moins-recette vu 7,05% fir bei 2,057 Milliarden Euro ze leien. D'Droits de douane an d'Accisé leie bei 1,15 Milliarden Euro, wat nach ëmmerhin eng Progressioun vun 1,32% ausmécht.

An ech kommen dann direkt zu der Analys iwwert déi wichtegst Recettë fir de Stat. Déi éischt ass natierlech d'Kierperschaftssteuer bei den direkte Steieren. 2005 war am Budget ageschriwwen ginn, dass mer eis do géingen eng Recette erwaarde vun 1,125 Milliarden Euro. D'Cour des Comptes seet awer an hirem Rapport, dass se fest dervun iwwerzeegt ass, dass mer net wäerten op dee Montant kommen, dass mer wahrscheinlech éischer bei 1,064 Milliarden Euro leien. Dat heescht, do wäert manner era komme wéi virgesinn.

Dann ass dat och net esou iwwerraschend, well, ech mengen, et ass relativ kloer, mir hunn tëschent 2001 an 2004 bei der Kierperschaftssteuer nach ëmmer eng Progressioun gehat. Mir konnten déi nach op engem gewëssenen Niveau halen, well mer eben déi Solden, déi ausstoung vun deene fënnef fette Joren – géing ech mol soen haaptsächlech 1998 bis 2001, déi véier, fënnef fett Joren do –, relativ séier agedriwwen hunn. Dat huet et eis erlaabt, dass effektiv bis 2004 d'Kierperschaftssteuer nach op engem héijen Niveau louch. Dat ass allerdéngs iwwerhaapt keng Iwwerraschung, well all déi Saachen do hu mer hei an de Budgetsdebatten, zumindest d'Opposition, schonn 2002 an 2003 ëmmer opgeworf.

Wat awer méi wichteg ass, dat ass, dass et effektiv relativ kloer ass respektiv et zimlech sécher ass, dass een ab 2005 muss dovun ausgoen, dass mer bei der Kierperschaftssteuer, wat eng vun deene wichtigste Recetten ass, eng Stagnatioun hunn, voire eng Regressioun hunn. Dat heescht, dass mer mussen feststellen, dass mer trotz engem Wirtschaftswuesstem vu bal 5% bei där doter Steuer, keng méi héich Recettë wäerte kréien.

Ech kommen herno och nach eng Kéier dorop zrëck, zumools well ech mat Interessi héieren hunn, dass anscheinend muer den Här Thiel hei op d'Tribün wäert eropkommen – an dorobber sinn ech wierklech gespaant, wat hien eis hei wäert zum Beschte ginn –, fir eis ze beweisen, dass dann elo an deenen nächste Joren, trotz engem Wuesstem vu 4,4% bis 5% vum PIB, ee sech keng Illusiounen bräicht ze maachen, dass mer bei den direkte Steieren nach gréisser Progressioun wäerte kréien. Dat wäert mech besonnesch interesséieren, wat hien eis hei erzielt, well ech wëll drun erënneren, dass ech tëschent 2001 an 2004 méi wéi eng Kéier drop higewisen hunn, dass dat, wat 2000 décidéiert ginn ass, keng iwwerluechten Décisionen waren, an dass déi Erwaardungen, déi do erageluecht gi sinn, net wäerten erfüllt ginn.

Et muss een awer och nach bei der Kierperschaftssteuer betounen, dass d'Ofhängegkeet vum Secteur financier enorm an deem Beräich ass. Vun deem, wat 2004 – wou mer schonn déi definitiv Chiffre jo hunn – erakomm ass, sinn 72% direkt vum Secteur financier komm. Och muss ee feststellen, dass mer zënter den 90er Joren hei an deem Parlament lamentéieren iwwert déi Ofhängegkeet vum Finanzsektor, iwwert dee wirtschaftleche Monolithismus, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn a wat dat fir e Risiko bedeit. Mir hunn et bis elo net fäerdeg bruecht, wéi gesot, fir eis do méi ze diversifizéieren, fir dass déi Ofhängegkeet manner grouss gëtt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass dann natierlech esou, vu dass bei den direkte Steieren d'Kierperschaftssteuer kaum nach an d'Luucht geet, mä éischer Tendenz huet zrëckzegoen, et do entre-temps esou ass, dass déi direkt Steieren, déi bei deene Leit erhuewe ginn, déi géint Loun a Gehalt schaffen, deem dëckste Batz ausmaachen. Am Budget 2006 sinn 1,570 Milliarden Euro virgesinn, dass heescht nach eng Kéier eng Progressioun par rapport zu 2005. Woubäi een awer och do muss soen, dass déi enorm Progressioun, déi mer an deene leschte Jore bei den direkte Steieren op Léin a Gehälter haten, haaptsächlech op zwee Aspekter zrëckzeféieren ass:

Dat Éischt ass, well mer effektiv dass ëmmer eng enorm héich Augmentatioun vum Emploi haten. Trotz der schlechter konjunktureller

Situatioun tëschent 2001 an 2004, wou de Wuesstem jo zum Deel largement ënner 3% war, souguer ee Joer ënner 2% louch, hate mer nach ëmmer eng Progressioun vum Emploi, déi ëm déi 3% louch.

Dat Zweet ass, dass mer eng Evolutioun vun de Salären haten zwëschent 2001 an 2005, déi relativ substanzial war. Engersäits natierlech duerch Accord-salarialen, déi ofgeschlossen gi sinn, sief et beim Stat, mä och duerch Kollektivverträge, déi awer nach relativ an der Rei waren, an deene grousser Secteuren, zumindest am Privatsektor, mä awer och duerch d'Indexupassungen – dat solle mer och bedenken –, déi mer an deene leschte Joren haten.

Wa mer natierlech elo op dee Wee ginn, dee sech jo awer wäert ofzeeche fir déi nächst Joren, nämlech dass mer sollen éischtens, Modération salariale un den Dag leeën, esou gutt beim Stat wéi och am Privatsektor, respektiv wa mer un der Modulation vum Index fréckele ginn an deenen nächste Joren, da muss mer eis op alle Fall och bewosst sinn, dass dat eng Incidence op d'Recettë vum Stat wäert hunn. Da wäert mat Sécherheet déi héchste Kategorie vun den direkte Steiere beim Stat, nämlech déi vun den Traitements et salaires, net méi deemstspriechend klammen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, oder och vläicht wéi mer et eis erwaarde fir déi nächst Joren.

Iwwregens eng interessant Feststellung, déi een entre-temps maache muss, ass déi – an dat ass eng Tendenz generell an Europa, mä zu Lëtzebuerg ganz krass entre-temps, an eng Mesure, déi mer fir d'nächst Joer wäerten huelen a mer wäerten dat och net verschéineren –, dass mer ëmmer méi ee Mëssverhältnis kréien tëschent der Besteuerung vun Aarbecht par rapport zu der Besteuerung vu Kapital insgesamt. Jiddferree ka sech selwer emol eng Kéier a sengem Kapp fir sech ausdenken, éischens, ob dat gerecht ass – mir als Gréng mengen, dass ass net gerecht –, an zweetens, ob eng Gesellschaft, wa se esou weiderfiert wéi dat doten, kuerz- bis mëttelfristeg iwwerliewensfäeg ass.

Ech wëll lech drun erënneren, dass dat Verhältnis vu Besteuerung tëschent Aarbecht a Kapital, wat mer an der Nokrichszäit obgebaut hunn, eigentlech opgebaut ginn ass, op Léieren, déi mer aus enger Situatioun vu virun 1945 gezunn hu. Duerfir muss ee sech vläicht emol d'Fro stellen, wann dat Mëssverhältnis do esou weidergeet, ob dat op eng Gesellschaft opbaut, déi kuerz- oder mëttelfristeg iwwerliewensfäeg ass.

Da kommen ech zu engem Punkt, deem eis natierlech besonnesch dëst Joer stéiert, en huet zwar keen direkte risegen Impact – géing ech soen – op d'Recetten d'nächst Joer am Budget, mä et stéiert eis besonnesch, wéi dat Ganzt ugaange ginn ass, an dat ass d'Ofschaffung vun der Verméigenssteuer. Firwat stéiert dat eis? Net, well mer der Meinung sinn, dass d'Verméigenssteuer, esou wéi se haut agencéiert ass, eppes terribel Effikasses ass oder eppes terribel Guddes wär. Mir mengen als Gréng effektiv, dass d'Verméigenssteuer – also ech schwätzen natierlech vun der Verméigenssteuer vun de Privatpersounen – esou wéi se haut ass, eigentlech net méi vill abréngt, an dass et net de Problem ass, dass déi elo ofgeschaf gëtt.

Mir mengen awer, dass et ee Problem ass, dass ee sech de Kapp zerbrécht wéi een d'Verméige vu Privatpersounen erëm besser erugezu krit fir engersäits de Finanzement vum Stat a vun der Gesellschaft insgesamt, och an engem Sënn vu gesellschaftspolitescher Gerechtegkeet, vu gerechter Ëmverdeelung vu Räichtum, wéi en an der Gesellschaft erschafft gëtt. Well, wann ech virdu gesot hunn, dass mer e Wuesstem hunn të-

schent 4 a 5%, dat heescht eng Steigerung vum gesellschaftleche Räichtum vu 4 bis 5% d'Joer, da sinn do Leit – dat weess ee jo awer –, déi dorunner verdéngen.

An da muss ee sech d'Fro stellen, wann een natierlech eng Steierverteilung huet, wéi se haut an deene meeschten europäesche Länner d'Tendenz huet ze ginn, nämlech wéi gesot keng Besteuerung méi quasi vu Kapital, an nëmmen nach Besteuerung op Aarbecht, da muss ee feststellen, dass mer do no an no an eng Situatioun erakommen, wou eng ganz Rei Leit an eiser Gesellschaft ëmmer méi räch ginn, ëmmer méi kréien an de Rescht vun der Gesellschaft iergendwéi muss kucken, dass en eens gëtt.

An dat, wat mer eigentlech maachen d'nächst Joer – dat gëtt jo am Kader vun dese Budgetsdebatten decidéiert –, ass nämlech d'Ofschaffung vun der Verméigenssteuer an d'Ersetze vun der Verméigenssteuer duerch eng 10%eg libératoire – muss ee jo soen – Quellesteier fir Résidenten. Do hätt ee kënnen driwwer diskutéieren, insofern dass natierlech déi 10%eg libératoire – ech wëll betounen: libératoire – Quellesteier fir Résidenten och eng gewëssen Effizienz gehat hätt, awer och nëmme gehat hätt!

Well, wann ech awer gesinn, wat mer hei reell decidéieren, da kann een awer doriwwer nëmmen – wéi soll ech soen? –, da kann ee bal nëmmen de Kapp doriwwer rësele. Wat fällt eigentlech ënnert d'Base impossible bei där 10%eger Quellesteier fir Résidenten? Do fällt quasiment näischt drënner! Et ass quasi alles ausgeklammert, ausser normale Spuerbicher oder Compte-à-termen. Iwwer Gelder, déi placéiert sinn an OPCen an esou weider, iwwert déi schwätze mer iwwerhaapt net!

Mir hunn et souguer fäerdeg bruecht, bei den Exonérationen, bei de classesche Méiglecheete fir ze spueren, och nach do, wou een hätt kënnen eng Recette kréien, dat och nach alles erausgeheien. Zum Beispill wëll ech dat nëmmen eraushuelen, well dat besonnesch schéin ass: Assurance-viën op zéng Joer, wou ee jo scho muss wëssen, dass, wann ee se ofschléisst, ee jo schonn en Abatement fiscal kritt, wann ee se mécht, dat heescht, do bezilt de Stat jo schonn iwwert de Steuerwee deenen eenzelne Leit, déi dat maachen, en Deel.

An da gi mer och nach hin herno a verzichten, wann d'Assurance vie no zéng Joer ausbezuelt gëtt, dat heescht op deenen Zësen, déi do ufalen op deem Kapital, op eng Retenue. Do bezilt ee kee Frang Steieren. Mir hu quasi alles ausgeklammert bei där 10%eger Quellesteier fir Résidenten, déi mer hei geschafen hunn.

Dat ass eiser Meinung no effektiv a puncto SteiERGerechtgkeet eng Farce. Dat ass einfach ridicule. Mir wësse jo, dass dat hei net gemaach gëtt weinst de Lëtzebuurger insgesamt. Duerfir huet eis perséinlech och natierlech deem Oflenkungskampf, deem elo déi lescht Deeg gefouert ginn ass, wou jo nëmmen iwwert deem Abatement do geschwat ginn ass, opgereegt. Natierlech kann een doriwwer laang philosophéieren, ob dat gerecht ass oder net gerecht ass.

Mä eigentlech ass dat net déi fundamental Ongerechtgkeet bei deem Gesetzestext, dee mer d'nächst Woch hei wäerte stëmmen. Déi fundamental Ongerechtgkeet ass, dass hei effektiv Leit mat grousssem Verméigen eigentlech zu Lëtzebuerg sech kënnen usetzen a keen eenzege Frang Steiere bezuelen!

An do si mir als Gréng der Meinung, dass dat genau dee falsche Wee ass, dee mer hei ginn. Mir wëssen zwar, dass dat hei gemaach gëtt, well gehofft gëtt, dass mer eng nei Nisch fir d'Finanzplaz hei kënnen erausschloen. Éischtens muss

dat emol nach bewise ginn, mä zweetens, souguer wann een dat hätt wëllen, si mir der Iwwerzeegung, datt hei de Stat mindestens hätt misse kucken, e gewëssene Prozentsaz drun ze verdéngen un där neier Nisch, an net wéi dat de Moment de Fall ass, einfach eng Dier opzemaache fir eng Nisch. Dat ass och, muss ee soen, Neiland an der Ausgestaltung vun eiser Finanzplaz. Dat ass absolut nei, datt mer hei en neie Créneau schafen, wou mer d'office als Stat soen: Mir wëlle kee Frang dru verdéngen.

An dat muss een elo emol hei daitlech soen, datt dat eppes ass, wat mir op alle Fall net kënne matdroen. Ech sinn och gespaant, wéi verschidde Leit sech heibannen d'nächst Woch wäerte verhole beim Vote vum Gesetz.

Ech wäert och nach zrëckkommen op eng Diskussioun, déi mer d'lescht Joer hate bei de Budgetsdebatten, wou mir eng Motioun eraginn haten en fonctioun heivunner, respektiv wäert ech hei eng Fraktioun erënneren un dat, wat se gesot huet nach am Kader vum leschte Wahlkampf, an/oder zum Beispill der Madame Vera Spautz, déi elo leider net hei sëtzt, déi hei nach Lektionen ausgedeelt huet beim Second vote constitutionnel vun der Konstitioun, wou se grouss iwwer Ongerechtegkeeten an Europa philosophéiert huet a gemengt huet, se misst eis Lektionen ausdeelen, an nach behaapt huet, bei de Budgetsdebatte géing sech jo da beweisen dëst Joer, wien hei de Courage hätt fir oder géint eppes ze stëmmen, wat da mat deenen Ongerechtegkeeten ze dinn huet. Mir si gespaant d'nächst Woch, wa mer déi Diskussioun hei féieren, wéi déi eenzel Leit sech wäerte verhalen.

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Dir eng Zwëscherfro vum Här Minister Frieden?

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Selbstverständlech.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Här President, ech wëll just zwou Saache preziséieren. Mir schwätze jo d'nächst Woch iwwert dëse Projet, duerfir wëll ech hei net an den Detail goen. Éischstens wollt ech awer soen, datt villes vun deem, wat elo grad gesot ginn ass, falsch ass, well all déi Produkter, déi net ënnert d'Quellesteier falen, fale selbstverständlech weider ënnert déi normal Regele vun der Imposition des capitaux, esou wéi déi Regeln haut bestinn. Et ass also falsch. An duerfir ass et wichteg, datt een dat hei seet,...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, a wéi vill mécht dat aus am Statsbudget?

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- ...net datt d'Leit den Owend mengen, all déi aner Produkter géingen net méi besteiert ginn. Mir hu just gemäss der europäescher Regelung, déi mer verhandelt hunn, a schwierege Verhandlungen, deen nämlechte Champ d'application gemaach fir eng Rei Produkter,...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen, dat hutt Dir net gemaach.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- ...all aner Produkter falen ënnert déi bestehend steierlech Regelungen. Zweetens, an dann halen ech op, well déi Diskussioun féiere mer jo d'nächst Woch, mä den Här Bausch huet elo 20 Minuten iwwert dëse Projet geschwat...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, mä dat ass e wichtegen Deel am Kader vun de Recetten!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Jo, ech soe just, mä duerfir misst een dann all

d'Fraktiounen zu deem Projet schwätze loossen. Duerfir froen ech, Här President, ob mer déi Debatt elo féieren?

(Interruption)

Zum Impôt sur la fortune wollt ech just soen, och fir d'Bild komplett ze maachen: Den Impôt sur la fortune des personnes physiques hätt misen theoretesch an dësem Land op Grond vun all deem, wat den Här Bausch gesot huet, och vill méi abréngen, wéi e fir de Moment abruecht huet. En huet fir de Moment 22 Milliounen Euro abruecht, dat ass ëmmerhin déi Zomm. Et sinn alt déi.

Ech wëll awer just soen, datt mer heimadder eis erwaarden, datt mer nei Aarbechtsplazen, nei Aktivitéit an duerfir indirekt Recetten am Stat erwaarden an en neien Développement vun den ekonomeschen Aktivitéite maachen. An an der Steierpolitik muss ee ganz oft den indirekten Effet kucken. Duerfir hu mer och eng ganz Rei Steieren,...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech kommen nach dorop.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- ...och d'Kierperschaftsteier, erofgesat, wou déi Gréng Partei dergéint war. Dat hu mer eis gutt verhalen. Dir kënnt jo elo an der Stad Lëtzebuerg d'Steier erëm eropsetzen. Mir hu se erofgesat.

(Interruptions)

Mir hu se erofgesat, well mer der Meinung sinn, datt d'Activité-économiquen domadder stimuléiert ginn, datt domadder Aarbechtsplaze geschafe ginn, an dat ass och geschitt. Duerfir ass d'Gehältersteier och wéinst der Steierreform vun 2001 gestiegen.

M. le Président.- Gutt. Här Bausch, fuert virun.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Et war zwar net vill vun enger Fro dran, mä ech wëll awer dem Här Wolter éischstens soen, datt dat hei net zur Form gehéiert. Dat hei huet mat de Recettë vum Statsbudget ze dinn. Duerfir ass et ganz kloer e ganz wichtegen Deel vum Volet, well au contraire zu lech – dat wëll ech lech soen –, wa mir iwwert d'Problemer vun de Finance vum Stat schwätzen, da schwätze mer net nëmmen iwwert d'Dépenses. Mir wëllen och iwwert d'Recettë schwätzen. Mir sinn der Meinung, datt och e Problem bei de Recetten ass an net nëmme bei den Dépenses. An duerfir ass et e ganz wichtegen Deel vum Statsbudget.

(Interruptions)

An zweetens wëll ech natierlech dem Minister soen, datt dat net wouer ass, datt Dir lech ugelehnt hutt – ganz kloer – an der Zënsbesteuerung fir Non-résidenten un dat, wat op europäeschem Niveau ofgemaach ginn ass, well eng ganz Rei OPCe falen dodrënner, dat hätt Dir net gestatt kritt, fir déi allegueren auszeklammern, wéi Dir dat hei gemaach hutt, dat wësst Dir och ganz genau.

An drëttens wëll ech lech soen, ech hunn lech virdrun opgezielt, wéi vill erakënnst iwwert déi aner Form vu Besteiere vu Verméigen, iwwert déi aner Revenuen, dat ass eigentlech rose wéineg. Mir wësse jo allegueren, datt dat effektiv net ganz vill ass. Virun allem hu mir e Problem domadder, datt mer entretemps ëmmer méi e Mëssverhältnis kréien zwëschent deene Steieren, déi erhuewe ginn u Verdéngschter op Kapital, par rapport zu de Steieren, déi op der Aarbecht erhuewe ginn.

An dat ass eng berechtigt Fro, déi ee sech am Moment muss stellen a vun där mir fannen, datt et derwäert ass, déi an Europa de Moment ze thematiséieren.

Doriwwer eraus wëll ech lech soen, dass ech op d'Kierperschaftsteier

nach ze schwätze kommen an datt ech dann dozu iwwerginn dem Här Wolter op eng ganz Rei Saachen ze äntwerten, déi hie virdu gesot huet. En ass zwar leider net do, soudatt ech awer da weider vun deenen indirekten...

(Interruption)

Wat sot Dir, Här Clement?

(Interruption)

Wat hat Dir gesot?

M. Lucien Clement (CSV).- Dat kënnt Der dem Här Henckes äntworten!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ma firwat soll ech dann dem Här Henckes äntworten op Froen, déi den Här Wolter gestallt huet, Här Clement? Kënnt Dir mir dat vläicht soen?

Une voix.- Et gëtt ëmmer versicht ofzelenken.

M. le Président.- Neen, et versicht keen ofzelenken. Här Bausch, féiert Dir Är interessant Ausféierung weider.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, neen, Här President, Dir verstitt jo, datt ech mat enger Päerdsgedold Stonnen hei all Méiglech, wat hei gesot ginn ass, hu missen nolauschten. Ech wär dann natierlech och frou, wann déijéineg, déi esou vill behaapt hunn, och am Sall wäeren, wann een hinnen d'Äntwert gëtt.

Ech kommen da bei déi indirekt Steieren, Här President. Bei deenen indirekte Steieren hu mer natierlech e Problem bei der TVA. Dee Problem vun der TVA kënnt haaptsächlech aus där Ursach, well mer 2005 en décke Problem haten, dee beschriwwe ginn ass: Mer hunn nämlech un eng Entreprise en décke Batz missen zrëckbezuelen.

Mä ech mengen, wa mer fir 2006 déi Regressioun vun der TVA kucken, da muss ee soen, datt dat wahrscheinlech entre-temps och vun enger Baisse vun der Consommation verursaacht gëtt, wéi et schonn hei gesot ginn ass, mä e ganz groussen Deel vun der Ursach ass och ze siche bei engem Deel, deen den Här Rapporteur zu Recht hei relativ laang behandelt huet a sengem Rapport, nämlech deem vun der Fraude bei der TVA, déi gemaach gëtt. Ech muss soen, datt eng ganz Rei Saachen, déi hien hei rappeléiert huet, ganz gutt waren. Hien huet sech natierlech vill op de Rapport vum Här Krecké referéiert, dee jo an den 90er Joren hei eng Kéier...

M. Ben Fayot (LSAP).- Deen nach ëmmer gutt ass.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Gelift?

M. Ben Fayot (LSAP).- Deen nach ëmmer gutt ass!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- A ganz gutt, excellent! Déi Zäit huet e souguer nach ganz gutt Saache gesot, Här Fayot.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass awer net besser ginn déi lescht Joren!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Hien huet do e ganz gudde Rapport gemaach an en huet och hei...

Une voix.- Frot den Här Lux!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Den Här Rapporteur huet eng ganz Rei gutt Ureegunge gemaach a sengem Rapport, par rapport zu deem Rapport, deen den Här Krecké jo ëmmerhin och am Opdrag vun der Regierung dee-

mools gemaach huet, dat heescht am Opdrag vum deemolege Finanzminister, deen nach ëmmer deen nämlechten ass wéi haut.

Hien huet eng Partie Saachen hei opgezielt, wou hie gesot huet, datt eng ganz Rei Reformen – zum Beispill déi Cellule commune anti-fraude, déi hätt missen agefouert ginn, wat e wichtege Bestanddeel gewiescht wär fir d'Fraude ze bekämpfen – net richtig ëmgemat gi wäeren. Hie schreift och zu Recht, datt dee ganzen Domän vun der Simplificatioun a vun dem Zesumefaasse vun de Steiergesetzgebungen net richtig fonctionnéiert huet.

Ech fannen, wann een déi Saachen do esou flott rappeléiert an engem Rapport, dann ass dat eng ganz gutt Saach, dat ass luefsam vum Rapporteur, mä de Rapport, deen hie gemaach huet, ass net verbindlech fir d'Regierung. Ech fannen, wann esou vill gutt Saachen an deem Rapport drastinn, da soll een och versichen als Parlament, eppes Verbindlech doraus ze maachen, Här President.

Duerfir hu mir eis erlaabt, natierlech, eng Motioun ze schreiwen, wou mer all déi Saachen, déi am Här Negri sengem Rapport stinn, déi gutt Ureegungen doran erfaasst hunn, sou datt d'Regierung opgefuerdert gëtt, déi och elo schnellstens ëmzesetzen an deenen nächste Joren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le respect des principes d'égalité devant les charges publiques, de même que devant les aides publiques, est un véritable impératif, et que le combat contre la fraude fiscale revêt donc une grande importance;

- considérant que la fraude en matière de TVA et notamment la fraude carrousel constituent la pratique la plus typique des fraudes affectant le domaine des recettes;

- considérant que pour combattre efficacement cette fraude fiscale, il faudra améliorer la collaboration entre les administrations concernées;

- rappelant l'engagement du Gouvernement de renforcer la coopération entre les administrations fiscales;

- considérant qu'une plus grande cohérence en matière de la législation et du code de procédure des administrations fiscales pourrait limiter les possibilités de la fraude;

- considérant l'importance de mettre en œuvre une simplification des procédures dans le domaine fiscal;

invite le Gouvernement

- à développer un projet d'harmonisation des procédures administratives fiscales;

- à élaborer un projet de loi régissant toutes les procédures se rapportant à l'ensemble de tous les impôts;

- à créer un service commun anti-fraude regroupant l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, l'Administration des Contributions directes et l'Administration des Douanes et Accises.

(s.) François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Eng aner wichteg indirekt Steuer ass d'Taxe d'abonnement. Natierlech ass déi 2005 schonn erëm staark gewuess, 2006 wiißt se nach eng Kéier. An och do ass dat erëm e gutt Beispill par rapport zu deem wat ech virdu beschriwwen hunn. Firwat geet déi esou erop? Mä si geet erop well natierlech d'Bourse, d'Geschäfte op der Bourse erëm absolut gutt lafen, well wierklech do substanzuell akasséiert gëtt an der leschter Zäit.

Et muss een natierlech och do soen, datt et zwar gutt ass, datt mer déi do Recette hunn, mä déi

weist och erëm eng Kéier, virun allem d'Augmentatioun oder d'Progressioun vun där Recette, wéi gesot, op dat Mëssverhältnis hin, wat op där enger Sait vu Geld verdéngt gëtt par rapport zu deem, wat mer hei am Moment gepriedegt kréien, wat vun Austéritéit alles néideg wär, fir d'Statsfinanzen an Uerdnung ze bréngen, a wie sollt, de part et d'autre, dann zu verschiddene Saache bäidroen.

Beim Droit d'enregistrement wëll ech mech net laang ophalen. Dat ass natierlech eng Steuer, déi bei den Indexsteiere keng gréisser Bedeutung huet, déi awer och eng Progressioun huet d'nächst Joer.

D'Konklusioun bei de Recetten, Här President: D'Kierperschaftsteier, wéi gesot, konnt bis 2004 héich gehale ginn duerch de Fait, datt mer d'Solden agedriwwen hu vun deene gudde Jore vu virdrun, well een do ëmmer souwisou e gréissere Retard huet am Andreiwe vun där Steuer insgesamt. Mä fir 2006 bis 2009 ass eng Stagnatioun, voire e Recul festzustellen. Bon, do gëtt et elo ënnerschiedlech Meenungen.

D'Steierverwaltung war an der Kommissioun éischter ganz alarmistesche, virun allem ab 2007, wat d'Kierperschaftsteier ubelaangt. D'Steierverwaltung ass éischter dovunner ausgaangen, datt souguer e staarke Réckgang kéint do kommen. Plus ou moins muss een awer soen, wann ee liest wat d'Cour des Comptes schreift, déi seet, datt ee misst domat rechnen, datt mindestens d'Stagnatioun och kënnt, dat heescht, datt se sech plus ou moins bei de Recettë bei enger Milliard Euro pro Joer am Statsbudget wäert aschreiwen, datt dat heescht, datt mer natierlech bei där Steuer wäit, wäit ënnert deem leien, wat an den 90er Joren zum Beispill bis d'Joer 2000 vu Recettë komm sinn, an dat huet och eng Rei Ursachen.

Zweete Punkt ass, wéi gesot, den Impôt sur les traitements et salaires. Et ass entre-temps bei den direkte Steieren de loin déi wichtigst Steuer, mä wéi gesot do gëtt et och gewësse Risiken. Wa mer méi eng lues Augmentatioun vun der Masse salariale an den nächste Jore kréien, duerch de Fait, datt mer Modération salariale maachen oder den Index géinge modeléieren, da musse mer eis däers bewosst sinn, datt dat en Impakt op déi Steuer hätt.

Drëtte Punkt, d'TVA. Mir hunn do zwee Problemer. Dat eent ass d'Consommation, déi aus gewëssen Ängschten eraus net méi esou gutt leeft, an deen zweeten, dat ass d'Fraude dann, an do muss effektiv eppes geschéien. Derbäi kënnt awer och nach e Risiko, deen de Rapporteur natierlech och a sengem Rapport ugedeit huet, dat ass, datt den 20. Juli dëst Joer d'Kommissioun eng nei Proposition de directive eraginn huet, am Zusammenhang mam Commerce électronique, déi, wann déi esou ëmgemat gëtt wéi et de Moment ausgesäit, och net immens glécklech oder lëschtég Konsequenze fir Lëtzebuerg wäert hunn, well da wäerten d'Recetten, déi mer haut bei der TVA hunn, déi eis gewëssermoossen iwwert d'Ronne gehollef hunn, nämlech déi vun esou Gesellschaften wéi AOL oder Amazon, relativ séier verschwannen oder zumindest zrëckgoen, och wann een de Secteur hei zu Lëtzebuerg nach gehale kritt.

Dann, véierte Punkt: Um Niveau vun neie Recettë loosse mer eis glat näischt afalen, au contraire, mir ginn an d'Richtung, wéi gesot duerch awer en neien Deel Steuerreform, wou mer eng Recette, och wa se niddreg war, op null schrauwen, an eng aner Recette, déi am Statsbudget steet, nämlech déi vun de Retenues non libératoires fir Non-Résidenten, dat heescht dat ass dann natierlech den europäesche Charakter vun der Quellesteier, do hu mer e grousst Fragezeichen do stoen. Do steet e fiktive

Montant de Moment, géing ee bal soen, am Budget, mä et weess bis haut nach keen, wat, wéi vill an ob iwwerhaupt eppes do an Zukunft wäert erakommen.

Duerfir, wa mer an deenen nächste Wochen a Méint, Här President, esou vill iwwert de Statsbudget an iwwert den Déséquiliber am Statsbudget schwätzen, dann hätte mir och gär, dass iwwert d'Recettë geschwat gëtt an net nëmmen iwwert d'Dépenses. Mir mussen natierlech bei den Dépense-couranten eppes maachen. Effektiv ass et richteg wa gesot gëtt hei, wa mer eng Croissance hu vum PIB vun 3,8% an dann, hors Inflation, eng Augmentation vum PIB um 5,89%, dass dat en Déséquiliber ass, dass do eppes muss passéieren, dass et duerfir Grënn gëtt. Mir müssen effektiv um Niveau vum PIB um 4% pro Joer.

Mä mir sollen eis awer näischt virmaachen! Och wa mer d'Dépenses 3 bis 4% elo kierz ginn oder reduzéieren an den nächste Joren duerch verschidde Mesuren, da solle mer net mengen, dass mer dann iwwert d'Ronne kommen, dass dat géing duergoe bei deenen héijen Investitionsprogrammen respektiv deenen héijen Investitionsbesoinen, déi mer hunn. Et ass relativ kloer, wann d'Recettë weider stagnéieren oder souguer nach zrëckginn, da kënne mer bei deene strukturellen Defiziter, déi mer hunn, déi grouss zukünfteg Investitiounen verlaangen, net iwwert d'Ronne kommen, souguer net wa mer e Wuesstem hu vum PIB um 4% pro Joer.

A wann e Wuesstem vu 4% oder vu 4 bis 5% pro Joer keng gréisser Recettë generéiert, dann ass dat relativ kloer, dann huet dat domat ze dinn, dass déi Ëmverdeelungsmechanismen, déi de Stat nun emol huet, net méi gräifen an net méi funktionnéieren! A wat sinn dann d'Ëmverdeelungsmechanismen, déi e Stat huet? Mä dat sinn d'Steierinstrumenter, déi en huet.

Dat ass esou einfach wéi Bonjour. Hien huet keng aner Méiglechkeeten, fir duerfir ze suergen, dass bei héijem Wuesstem méi Recetten erakommen. Duerfir ass et och relativ bedauerlech, dass d'Regierung de Moment grouss Fantasie weist, schonn entre-temps iert d'Diskussionen ugin, wann et dorëms geet, d'Dépenses anzuschänken, mä wéineg bis guer keng Fantasie weist, wann et dorëms geet, doriwwer ze diskutéieren, fir ze kucke wéi ee méi Recettë misst erakriegen.

Da kommen ech zu deem, wat den Här Wolter hei de Mëtteg zum Beschte ginn huet, wou hie gemengt huet, d'Oppositionsparteien ze kritiséieren. Ech wëll nach eng Kéier soen, dass...

(Interruption)

...éischters, mir als Gréng net iwwerrascht sinn doriwwer, an et kann ee jo meng Budgetsriede vun deene leschte Joren noliessen, dass deen Déséquiliber tëschent Recetten an Dépenses beim Stat besteet. Mir hu schonn 2000 an 2001 gesot, dass mer der fester Iwwerzeegung sinn, dass duerch eng Rei Décisionen, déi geholl gi sinn, d'mëttel- a laangfristeg Finanzcapacitéit vum Stat wäert a Gefor geroden. Duerfir ass et fir eis keng gréisser Iwwerraschung. Mir hunn dat all Joers duerno widderholl.

Mir hunn awer zur Kenntnis geholl, dass hei den 12. Oktober no der Présidence eng Deklaratioun gemaach ginn ass vum Premier- a Finanzminister, dee gesot huet, et misst een nodenken iwwert deen Déséquiliber am Statsbudget. Hien huet en Timing proposéiert, dee géing dra bestoen, dass déi Nodenkphas am Joer 2006 géing stattfannen, mat enger Debatt souwuel no bause mat de Sozialpartner an der Tripartite wéi no bannen an de politeschen Institutionen, dass heescht och hei mat der Chamber. Mir haten am Fong geduecht,

dass dat den Zeenario wär, dee virgezeecht wär fir déi nächst Joren.

Natierlech muss ee soen, dass dat, wat hei den Här Wolter a seng Fraktioun zum Beschte ginn hunn déi lescht Wochen, och ganz kloer e politeschen Hannergrond huet. Ech hunn nach net esou richteg matkritt, ob deen esou genau ofgeschwat ass innerhalb vu senger Partei oder Fraktioun. Ech hunn éischter de Verdacht, dass awer, och an der CSV, ëmmer méi sech eraus wäert stellen an deenen nächste Joren – an dat wäert sech jo dann an der Praxis eraustellen –, dass mer an der CSV mindestens zwee gréisser Fligelen entre-temps hunn, déi de Moment do agéieren.

Mä wat awer e Fait ass, dass ass, dass deen Oflenkungsmanöver, deen hei organiséiert ginn ass déi lescht zwou Wochen, einfach en Oflenkungsmanöver war, fir doriwwer kënne ewechzetäuschen, dass eigentlech fir déi Situatioun, déi den 12. Oktober hei beschriwwen ginn ass, dass heescht fir déi anscheinend desastréis Situatioun, dee schrecklechen Déséquiliber an de Statsfinanzen, awer ee muss responsabel sinn, well alles dat, wat mer am Statsbudget haut drastoen hunn, dat si jo awer keng Saachen, déi vum Himmel gefall komm sinn, déi sech vum selwe gemaach hunn. Dat si Saachen, déi déi Regierunge virdu respektiv dat Parlament hei decidéiert hunn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Bei deenen Dépenses, also do gëtt et nëmmen zwou Méiglechkeeten: Entweder huet een dat eréischt dëst Joer festgestallt – awer da muss ech soen, dann ass dat net ganz wäitsichteg vun dëser Regierung oder vum Finanzminister, wa si dat eréischt dëst Joer festgestallt hunn. Mä ech schätzen awer an, dass dat net de Fall ass, dass de Finanzminister dat eréischt dëst Joer festgestallt huet, mä da muss ee soen, dann huet een einfach gewaart bis gewëssen Echéancen eriwuer waren, ier een dem Vollek déi Saachen do matgedeelt huet – an dat ass dee Verdacht, deen ech jo scho virun engem Joer hat.

D'Ursaache si sécherlech villfälteg, mä wat awer ganz kloer ass, dass ass dass sech tëschent 1999 an 2004 déi Situatioun um Niveau vun de Recetten an och um Niveau vun den Dépenses duerch eng ganz Rei Décisionen verschlechtert huet. Ech muss dem Här Wolter soen, wann hien hei seet: Wou kënnt dat Ganzt hier?, dass déi Décisionen, déi geholl gi sinn, zum Beispill ronderëm d'Mammerent, Décisionen sinn, déi net déi Gréng geholl hunn.

A wann hien hei seet, d'CSV stéing dozou, well dat wär eng wichteg Mesure mat groussem sozialpolitesche Charakter, da wëll ech him d'Fro stellen, ob dann d'Regierung sech schonn d'Méi gemaach huet, souwuel bei der Aféierung wéi och duerno, fir emol eng Kéier erauszuventiléieren, wat fir eng Kategorië vu Leit dann zum Beispill vun där dote Mesure profitéieren, wéi d'Revenussituatioun dann ass vun deene Leit, déi all Joers elo iwwert de Statsbudget 80 Milliounen Euro ausbezuelt kriegen.

Ech behaupten, dass et déi Etüd net gëtt. Ech behaupten, dass do de Selektivitéitskritt nach ni gespillt huet. Duerfir hu mir als Gréng och géint déi Mesure deemools gestëmmt, well mer gesot hunn, dass dote ass eng Mesure, dass ass mat der Géisskan d'Geld verdeelt. Do gëtt net gekuckt wat fir eng Personnen déi Mesure do wierklech brauchen, mä do gëtt einfach Elektoralismus bedriwwen. Do gëtt d'Geld mat der Géisskan verdeelt.

Dann, zu der Steuerreform, déi 2000 decidéiert ginn ass, wëll ech nach eng Kéier soen: Si ass zwar exekutiert ginn 2001 an 2002, mä si ass am Summer 2000, dass wëll

ech nach eng Kéier widderhuelen, decidéiert ginn um Hannergrond vun engem wirtschaftleche Wuesstem, dee sech ofgezeecht huet, deen zwëscht 9 an 10% vum PIB dat Joer louch a wou sech 40 Milliarde Plus-valuen an der Statskeess ofgezeecht hunn.

Dann ass et awer esou, dass, wann een eng Steuerreform mécht – ech wëll emol guer net beuerteelen, ob se eppes elo bruecht huet oder näischt bruecht huet –, da muss ee sech bewosst sinn, da muss ee mindestens an där Héicht wou een d'Steuerreform decidéiert eng Géifinanzéierung arechnen, fir de Fall wou se net esou sollt gräifen, wéi ee sech et virgestallt huet. Dass ass dat Elementaarst, menger Meinung no, wann een eng seriö Budgetpolitik wëllt maachen.

Déi Regierung huet déi net gemaach, well se 2000 – an ech behaupten dass nach eng Kéier – ëmmer dovunner ausgegangen ass, dass déi konjunkturrell Situatioun net an deem Mooss géing abrieche, wéi se déi Joren duerno agebrach ass. An ech hunn ëmmer deemools schonn hei am Numm vu menger Fraktioun gesot, dass dat immens waghalseg wär, well dat kënnt engem méi séier passéiere wéi et engem léif wär. A vun 2000 op 2001, Här Wolter, ass de Wuesstem vun iwwer 9% op 1% agebrach.

An duerfir, wann een diskutéiert iwwert déi schlecht Situatioun engersäits vun den Dépenses an anerersäits vun de Recetten, an iwwer all déi Mesuren, déi dat beinhalt huet, déi gemaach hunn, Här Wolter, dass mer dozou komm sinn, dass mer esou schlecht Recetten oder Dépenses hunn, da gëtt et Parteien, déi duerfir responsabel sinn, da gëtt et duerfir e Parlament, dass Décisionen geholl huet, an ech behaupten emol, dass Är Fraktioun do eng gréisser Responsabilitéit huet, wa mer doriwwer diskutéieren.

Duerfir sinn ech och gespaant, wat den Här Thiel eis muer de Moien hei wäert verziele kommen, wann en eis eng Theorie zum Beschte gëtt, déi seng Erklärung ass, firwat dass trotz engem Wuesstem vu 4% oder 4 bis 5% vum PIB an deenen nächste Joren d'Recettë vum Stat net wäerten eropgoen, wéi hien dat mécht, a wat hie sech da virstellt dorausser vu Konklusionen ze zéien. Ech behaupten, dass ech schonn eng Rei Äntwerte weess, dass hien d'Konklusionen och do éischter bei den Dépenses wäert siche goe wéi sech méi Gedanken ze maachen iwwert d'Recetten.

Da kommen ech zu der Fro vun der Form, Här President. Natierlech stéiert et eis net fir fënnf Sou, souguer au Contraire si mer der Meinung, dass et eng gutt Saach ass, wann e Parlament Selbstbewusstsein huet. Mir géingen och nimools den Här Wolter oder seng Fraktioun hei kritiséieren, wa se Courage beweist an effektiv, hauptsächlech wann et ëm de Budget geet vum Stat, am Kader vu Budgetsdebatten, couragéiert Saachen opwerft an déi diskutéiert. Mä ech muss awer soen, hei ass d'Form awer hannerneer ugepaakt ginn! Et ka jo awer net sinn, dass den 12. Oktober hei eng Deklaratioun gemaach gëtt, wou en Zeenario virgezeecht gëtt. All Fraktiounen, och Är Fraktioun, Här Wolter, Dir am Numm vun Ärer Fraktioun hei um Pult...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Här Bausch, Dir musst lech un d'Chamber wenden!

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Här President, ech wëll dann der Chamber soen, si soll dem Här Wolter matdeelen,...

(Hilarité)

...dass och seng Fraktioun an hien hei sech un dat gehalten hunn, wat den 12. Oktober ofgemaach ginn ass, nämlech fir déi Denkphas do ze notzen. Da kann et jo awer net sinn, dass ee mécht wéi wa véier Wochen nom 12. Oktober elo esou eng komplett aner Situatioun wär oder d'Situatioun esou méi alarmistesche gi wär, wéi se den 12. Oktober gewiescht wär. D'Zuele ware jo awer trotzdem, mat natierlech enger Rei Variatiounen, wou een och net frou doriwwer ass, plus ou moins bekannt.

Dass een dann awer muss 5 vir 12, dass heescht just iert d'Budgetsbatte quasi ofgeschloss sinn, op d'Tribün klammen, fir dann do e bëssen e Brouhaha ze veranstalten, ouni dass een awer seet, wou ee wëllt herno kierz goen, et setzt ee Chifferen an d'Welt an et veranstalt een all Méiglechens an et seet een awer net, wou ee wëllt spueren! An dann, wann ee sech herno zefridde gëtt mat engem Passus, deen een an de Rapport drasetze léisst, dass een dann am Kader vun der Exekutioun vum Budget fir 2006 der Regierung quasi e Fräibrëif gëtt, fir de Budget och vun 2006, d'Exekutioun vun den Dépenses fir 2006, mat de Sozialpartner schonn auszuhandelen! Ech muss lech awer soen, dass ass eng Aart a Weis, déi awer eemoleg an der Geschicht vum Parlamentarismus ass!

Mir hunn näischt géint de Sozialdialog, mä mir mengen et misst ëmgedréit funktionnéieren. An dat war eigentlech och dat wat eis hei den 12. Oktober proposéiert ginn ass, fir ze soen, fir d'éischt diskutéiere mer mat de Sozialpartner am Kader vun der Tripartite respektiv mam Parlament, a wa mer den Diskussionsprozess ofgeschloss hunn, entweder gi mer eis eens alleguerten oder, wann dat net de Fall ass, d'Regierung respektiv d'Majoritéit iwwerhëlt, esou wéi si et wëllt, hir Responsabilitéit a bréngt d'Gesetzter nom Ofschloss vun deem Prozess hei an d'Parlament, wou dann all Fraktioun Faarf bekenne muss.

Dir hätt besser gehat, Här Wolter, oder ech géing lech vläicht e gudde Tuyau ginn: Lauschtert Ärem Schutzel an Zukunft e bësse manner no. Ech mengen dass ass heiansdo och net esou schlecht, dass Der dat maacht, wéi dass Der lech ëmmer iwwerstierzt a Saachen dralancéiere wëllt. Ech wëll lech awer soen, Dir hutt eis hei gefrot, wat eis Meinung dann zu deene Reforme wär, déi annonciéiert gi sinn, oder deene vermeintleche Reformen, déi Der annonciéiert hutt.

Ech wëll lech soen, dass Der spéits den 2. Abrëll d'Positioun vun där Grénger Partei zu deenen dotten Themen alleguerten um Dësch leien hutt. Mir drécken eis net laanscht déi Fro!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Mir hunn déi lescht Méint scho längstens en internen Diskussionsprozess an d'Wee geleet. Mir hunn eng Rei intern Reflexiounseminären a mir hunn en ausseruerdentleche Kongress elo scho fixéiert op den 2. Abrëll, wou mer zu den Themen Finanzen, Steuern, Sécurité sociale, dem Sozialstat insgesamt, Ausbildung an och Diversification économique wäerten e Pabeier verofschiden, wou klipp a kloer drasteet wat eis Positioun ass, well mir hunn e verdammten Intérêt, soen ech lech...

■ **Une voix.** - Dir och!

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Neen, dass ass net den Här Bausch, dee schwätzt, dass ass einfach well een als Partei, zumools an esou engem heikele Prozess an dee mer ons jo elo erabeginn, deen d'Regierung elo virgezunn huet, ee verdammten Intérêt huet, och als Oppositionspartei,

dass een eng kloer Positioun um Dësch leien huet, a wa méiglech iert d'Regierung mat hiner kënnt, fir dass herno Äppel a Bire kënne vunene getrennt ginn.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Hat Der déi dann net scho bei de Wahlen?

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Bei de Wahlen hate mir och schonn eigentlech eng kloer Positioun, mä mir wëllen déi just verdéieren a méi mat konkrete Propositionen ausformuléieren, Här Mehlen. Ech gi jo dann dovun aus – Dir hutt jo och elo e Reflexiounsprozess an Ärer Partei iwwer eng Neiorientéierung –, dass Dir dann och an deenen nächste Méint wäert soen, dass Dir wëllt maachen.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Mir bleiwen an eise Wahlprogramm.

■ **M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).** - En neien Numm geet net duer!

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - En neien Numm geet net duer.

Här President, ech kommen dann awer och zu den Dépenses. Et ass esou, dass een effektiv muss feststellen, dass mer och e gréissere Problem bei den Dépenses hunn. Dee grouse Problem, dee mer hunn, dee kënnt duerch zwee Elementer: Engersäits natierlech duerch d'Transferte bei d'Sécurité sociale, 2,6 Milliarden Euro, an anerersäits leien d'Salaire vum Stat respektiv d'Charges salariales, déi de Stat huet, bei 1,4 Milliarden Euro. Dass heescht, vum Total vun den Dépenses vu 6,85 Milliarden Euro sinn eleng zwou Kategoriën bei den Dépenses, déi 58,63% ausmaachen.

An, Här President, et ass relativ kloer, dass een do muss diskutéieren iwwert d'Sécurité sociale, well eleng do, wann ech do nëmmen dee Volet eraushuelen, deen den Här Negri a sengem Rapport geschriwwen huet, eng Progressioun vun 11,55% bei de Beräicher Maladie, Maternité an Dépendance besteet, dann ass et relativ kloer, dass déi dote Progressiounen eng Rei strukturell Problemer mat sech bréngen, déi fir d'Dépenses vum Stat net méi tragbar sinn, a wou mer och mussen Décisionen huelen.

D'Fro, déi sech natierlech just stellt: Do gëtt et zwee Modeller, an ech hoffen, dass dat sech klarifizéiert an deenen nächste Méint a wat fir eng Richtung een do wëllt goen. Wëllt ee bei de Leeschtungen spueren, insgesamt am Beräich vun der Sécurité sociale, respektiv wëllt een dann iwwert dee Wee do lues a lues ëmmer méi zu deem kommen, wat ëmmer esou schéin ënnert dem Schaf verstoppt gëtt, vun der méi grousser Eegeverantwortung vun deem Eenzelnen am Stat? Wat awer näischt anschters ass, wéi ze soen, de Stat soll sech méiglechst zrëckzéien aus deem Ganzen an dee ganze Beräich do privatiséieren.

Nëmmen niewebäi bemierkt, entre-temps ass och vill Geld ze verdéngen mat dem Volet «Sécurité sociale». Dass ass och e Grund, firwat esou vill Drock gemaach gëtt, dass soll éischter d'Eegeverantwortung an de Vierdergrond gestallt ginn an net méi esou d'Allgemengwuel. Wann et an déi Richtung geet, dann ass et relativ kloer: Da gi mir net mat!

Ech muss awer soen, et huet een hei eng Rei Suergen an déi Richtung. Well, wann ech de Budgetminister fir d'xte Kéier hei héiere soen, dass eigentlech souwisou, wann ech elo d'Pensiounen eraushuelen, wann en deen Drëttel, deen de Stat bei de Cotisations bället – obschonn dat jo eng Ofmaachung an och e Choix ass, deen eng Kéier getraff ginn ass fir iwwert dee Wee ze goen, fir en Drëttel ze fiscaliséieren vun de Pen-

siounen zum Beispill –, wann hien dann awer de Wee geet, fir ze soen, dat wiere Gelder, déi iergendwou dem Stat nach géinge gehéieren – bei der Mammerent hu mer dat jo besonnesch oft verkaaft kritt, datt een duerfir do kënnt an deen Drëttel eragräifen an heiansdo erëm e bësse Suen eraushuelen –, da muss ech soen, dat ass e Choix, dee getraff ginn ass an deen ass net vun ongeféier getraff ginn.

Deen ass getraff ginn, well mer iwwert dee Wee hei zu Lëtzebuerg trotz héije Léin natierlech ëmmer e grouse Standuertvirdeel haten, well mer d'Lounniewekäschten insgesamt an deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg niddereg konnten halen duerch de Fait, datt mer en Drëttel fiscaliséiert haten. A mir fannen nach ëmmer, datt dat de richtige Wee ass.

Et soll een net ufänken deen einfach vum Prinzip hier a Fro ze stellen. Duerfir hu mer e bësse Suerge, datt wa sech ëmmer erëm dorobber referéiert gëtt a gemaach gëtt, wéi wann dat Geld dann awer nach dem Stat géing gehéieren, dat eng luesschläichend Afrostelung dovunner ass. Mä ech hoffen, datt dat sech an deenen nächste Méint wäert clarifiéieren.

Wann Der op de Wee vum Spuere gitt an dee mat Abusën am System bekämpft, si mir total d'accord. Mir wäerten duerfir och an deenen nächste Méint eng ganz Rei Propose maachen, wou mir der Meenung sinn, datt ee wirklech massiv Geld ka spueren, well et effektiv entre-temps massiv Abusën och am System gëtt.

Dann de Volet Familljepolitik, deen dozou gehéiert. Och do gëtt et zwee Weeër, déi ee ka wien. Wann et einfach drëms geet, nëmmen aus deem Grond eraus, fir ze spueren, fir elo ënner all méiglechen Argumentationsschinnen ze soen: Mir schafen einfach Leeschtungen of. Da gi mir net mat! Wann et awer drëms geet, fir ze soen: Ma komm, mir analyséieren allegueren d'Leeschungen. Éischstens froe mer se emol iwwerhaapt: Wat war iwwerhaapt d'Zil wéi mer d'Leeschung agefouert hunn? Wat wollte mer domadder erreechen?

An zweetens, wa mer eis dann eens sinn, wat d'Zilsetzung vun enger Familljeleeschung war, da froe mer eis: Mécht déi haut nach an deem Aspekt Sënn? Erfëlle mer dat Zil? Musse mer net vläicht méi selektiv virgoen? Och do gëtt et eng ganz Rei Pisten, déi een duerchweegs ka goen an déi wäerten derzou féieren, datt ee beim Stat ka Geld aspueren. Dir wäert sécherlech, wann Der op dee Wee gitt, bei eis Allianz fannen. Och do hoffen ech, datt mer dann an deenen Diskussiounen, déi mer déi nächst Méint wäerte kréien, méi Kloecheit kréien.

Här President, ech kommen dann op ee Punkt, deen eis natierlech och besonnesch um Mo läit, an deen zu Recht och am Rapport vum Här Negri e gréissere Beräich ageholl huert, dat ass dee vun der Entwécklung vun de Fonds d'investissement. Effektiv ass dat zimlech erschreckend, wann ee gesäit wéi rapid elo d'Fonds d'investissement, trotz dem Speise vun engem Emprunt, bis 2009 an de Keller ginn. Dat ass natierlech och d'Resultat dervunner, datt mer an de Joren, wou et gutt gaangen ass, ëmmer konnten d'Fonds d'investissement iwwer lwwerschëss speisen, déi mer am Budget haten an déi natierlech elo feelen. Mä Fakt ass, datt mer natierlech elo all zesumme mussen kucken, wa mer wëssen, datt mer do bis 2009 am Minus sinn, wat fir eng Choixen, datt mer wëllen treffen, weéni mer wou, wat wëllen investéieren.

Do ass et nun awer emol esou, datt mer och erëm eng kéier mussen e Bilan iwwer Saachen zéien, déi mer an den 90er Jore gemaach hunn. Ech wëll dat berühmtend Stéchuert vun der „Duebelgleisegkeet“ beim Ugoe vun de Pro-

blemer am Verkéier eraushuelen. Mir kënnen eis et effektiv an Zukunft net méi leeschten, fir ze soen, mir bauen am nämlechte Mooss weider Stroossen an awer gläichzäiteg investéiere mer Milliarden an den öffentlechen Transport. Dat heescht, wa mer an deenen nächste Joren Décisiounen mussen huelen, da mussen mer politesch Choixen treffen, well soss geet hanner a vir näischt méi op, en fonctioun vun deem Zoustand vun den Investitiounsfongen, déi mer haut hunn.

Dat ass natierlech Neiland fir eis. Mir als Gréng hunn an den 90er Jore schon oft dorobber higewisen, mä bis elo war et ni méiglech en fonctioun vu wirkleche politesch Choixen hei iwwert déi do Dépensen ze diskutéieren. Ech hoffen dann, datt mer am Intérêt vun der Entwécklung vu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren endlech déi Diskussiounen och anescht kënne féieren, wéi mer se nach an den 90er Jore gefouert hunn. Mir si gespaant dorobber.

Op alle Fall, wann et soll drëms goe Choixen ze treffen, si mir gär bereet doriwwer ze diskutéieren. Mä se sollen awer getraff ginn en fonctioun vu rationellen Donnéeën, déi um Dësch leien, an Etüden an lwwerleungen. Net wéi mer dat haaptsächlech an den 90er Jore gemaach hunn, wou mer ganz oft Décisiounen geholl hunn, éischer aus dem Bauch eraus iwwert den emotionale Wee, well d'Geld eben esou flësseg do war. Dat ass haut eben net méi de Fall.

Här President, ech wëll dann ofschléissend awer och nach e puer Wuert verléieren iwwert déi ganz Problematik „Kyoto“ an de finanziellen Impact vu Kyoto, haaptsächlech zwar och iwwert den Aspekt Kyoto a wirtschaftlech Entwécklung insgesamt. Ech mengen, mir mussen endlech ophalen an engem Mooss iwwert déi ganz Fro ze diskutéieren, déi awer nu wirklech eiser Meenung no dem 21. Jorhonnert net méi würdeg ass.

Egal wéi den Här Krecké seng Aussoen am „Kéisecker“ gemengt huert oder a wat fir ee Kontext hie se wollt setzen, ech fannen dat ass einfach eng Aart a Weis, fir un dee Problem do erunzegoen, deen der Realitéit net méi entsprécht.

Firwat? Majo éischstens, wa mer iwwer Kyoto a Klima schwätzen, da schwätze mer jo iwwer fossil Energieträger. Da muss ee jo wëssen, datt een, onofhängeg vun der Klimaproblematik, do souwisou en décke Problem huert. Deen décke Problem gëtt och vum Budgetsrapporter net bei dem Aspekt Ëmwelt, mä ganz vir a sengem Rapport en long et en large beschriwwen, an zu Recht. Nämlech, wou en d'Zuele vum Wuesstem analyséiert an och dann d'Zuelematerial dozou liwwert, a wou e seet, datt effektiv de Wuesstem duerch d'Entwécklung vun de Pétrolspräisser gebremst ginn ass. Virun allem, wann ee sech emol eng kéier virun Ae féiert, wat en do beschreift, nämlech d'Evolutioun vun de Pétrolspräisser eleng vun 2004 oder 2005 respektiv dat, wat fir 2006 virausgesot gëtt: Déi enorm Progressioun vum Pétrolspräis.

Eleng 2005 si mer eropgaange vu 40 Dollar de Barrel Pétrol op 55 Dollar de Barrel. Et kann een dovun ausgoen, datt d'Moyenne fir 2006 éischer bei 60 Dollar wäert leien. Dat heescht, datt dee Präis weider wäert an d'Luucht goen. Dat huert eng ganz Rei Ursaachen. D'Ursaache leien – déi sinn och am Rapport bei der Entwécklung vu China an Indien zum Beispill respektiv Südostasien beschriwwen – an deem leschte Joer och un der Steigerung bei den Naturkatastrophen. Mä dat ass eigentlech och am Endeffekt irrelevant.

Relevant ass, dass mer effektiv ekonomesch vun de fossilen Energieträger an enger Ofhängegkeet sinn, déi enorm ass, an déi eis entre-temps beim klengste Problem, deen entsteet, esou gravéie-

rend ekonomesch Problemer ka bréngen, datt mer risikéieren – obsocho mer an enger eigentlech ekonomescher Opschwonkphas duerch d'Präissteigerung an d'Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger sinn – doduerjer direkte Wuesstem anzebëissen.

Mir sollen eis näischt virmaachen. Déi Ressourcen, egal wat fir eng Zeenarien een de Moment hält, déi entre-temps um Dësch leien, ob et déi vun de Pétrolsfirmen selwer sinn, déi e bësse méi gönschteg sinn, oder déi vun den onofhängege Wëssenschaftler, déi e bësse méi kritesch sinn, mir mussen eis bewosst sinn, datt de Pétrolspräis, an dorunner hängen och déi meescht aner fossil Energieträger, wäert massiv an d'Luucht goen an deenen nächste Joren. Och duerfir ass déi ganz Energiefro déi wichtegst, déi mer mussen am 21. Jorhonnert léisen, well den Afloss op eis Ekonomie wirklech enorm ginn ass!

Et ass relativ kloer: Iwwert d'Energiefro hu mer eng absolut Verknäpfung kritt tëschent der Ëmwelt- an der Wirtschaftsfro, déi eis eigentlech net iwwerrascht, mä déi vill méi däitlech ginn ass duerch deen doten Aspekt. Mir sollen duerfir och, wa mer an der Zukunft iwwert déi ganz Fro Kyoto a Klima diskutéieren, deen Aspekt ni vergiessen an där Diskussioun, well deen huert enk domadder ze dinn. Mir sollen eis och keng Illusiounen maachen. Do gëtt et keng 26 Weeër, fir sech aus där Situatioun erauszubefreien am Beräich vun den Alternativen – ech zielen déi net méi hei op, dat hu mer schonn oft genuch gemaach –, mä et gëtt e groussen Défi déi unzegoen.

Da kommen ech awer zum zweeten Aspekt, an dat ass de finanziellen Impact op de Budget. An och do muss ee soen, mir kënnen elo laang doriwwer philosophéieren, wéi vill mer eis kënne fräikafen an deenen nächste Joren. Och do si mir éischer skeptesch, datt et no 2012 wäert méi méiglech ginn, wann ee kuckt, wat zu Montreal diskutéiert gëtt, wann een och kuckt, souguer wéi entre-temps awer d'Diskussioun ronderëm déi ganz Problematik an den USA sech ufänkt um Terrain ze entwéckelen, och wann d'Regierung nach meilwäit ewech ass vun deem, wat an de Vereenegte Staten um Terrain passéiert.

Ech mengen haut oder gëschter war am „Wort“ en interessanten Artikel iwwert d'Realitéit an de Vereenegte Staten um Niveau vun deenen eenzelne State respektiv souguer Regiounen an an der Bevölkerung an deem, wat d'Regierung mécht an denkt. Do soe mer ons: Mir wäerte gesinn a mir wëssen, wann d'Vereenegt State bis eng kéier décidéieren, wann et bis uewen ukomm ass, datt och do e Paradigmewissel kënnt, da wäert d'Maschinn do relativ séier an eng aner Richtung geworf ginn, an da solle mer eis bewosst sinn, datt da vläicht déi Diskussiounen nach vill méi haart op eis wäerten zoukommen, wéi dat eis léif ass.

An eigentlech ass et e bësse schued, datt mer an Europa verpassen, dee Virsprong, dee mer haten, esougutt an der Approche wéi am Wëssen, ze notze bis haut, fir méi wäit ze sinn. Ech muss soen, mir als Gréng kënnen do den Transportminister nëmmen ënnerstëtzen an deem, wat hien och gëschter gesot huert, datt, wa mer an der Zukunft diskutéieren iwwer Investissementer am Beräich Verkéier, de Verkéier, deen e grouse Problem ass, eng absolut Prioritéit muss ginn.

Mir sollen ons och do näischt selwer virmaachen. Wa mer iwwert den Aspekt Verkéier am Beräich vu Kyoto diskutéieren oder iwwert den Tanktourismus, da maache mer ëmmer, wéi wann dat nëmmen e

Problem wär vun onméiglech ville Leit, déi op Lëtzebuerg géingen, well se heihinner tanke wëlle kommen, an da géinge se erëm heemfuere, iergendwou an Europa.

Mir mussen jo awer wëssen duerch de Fait, datt mer entre-temps en Emploi hunn, dee sech entwéckelt, an datt 80% vun deem Emploi vu Frontaliere besat gëtt, datt deen Tanktourismus, dee richtig explo-déiert ass an deene leschte fënnf bis sechs Joer, net explodéiert ass duerch de Fait, datt Leit vun all méigleche Plazen hierkommen, fir op Lëtzebuerg bëlleg tanken ze kommen, mä well mir se als Lëtzebuerger Ekonomie geruff hunn. Well se duerch de Fait, dass se fir eis heihinner schaffe kommen, dann natierlech och hei logescherweis méi bëlleg zu Lëtzebuerg tanken.

Dat heescht, datt e gudden Deel vun deem, wat menger oder eiser Usicht no och zu Onrecht entre-temps Tanktourismus genannt gëtt, wirklech e Problem ass vun eiser Ekonomie. Mir kënnen duerfir och net maachen op internationalem Plang, wéi wa mer dat kéinten iergendwellechen, ech weess net, auslännesche Kräften zouschreien, déi elo wirklech alleguer esou ongerecht géingen op Lëtzebuerg tanke kommen, well et hei esou bëlleg wär, a fir de Rescht mat eis näischt ze dinn hätten.

Dat ass net esou! All déi dausenden Aarbechtsplazen, déi mer pro Joer wäerte schafen och an Zukunft nach, wann dat stëmmt, wäerten och nach weider – esouguer wa mer vill Efforté wäerte maachen, fir ëmmer méi och Leit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart op déi Aarbechtsplazen ze kréien – eng laang Zäit vu Frontaliere besat ginn.

Duerfir ass et relativ kloer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt een deen dote Käschtepunkt, well dee villfältig Facetten – wat de Statsbudget ugeet – huert, och aus deem Bléckwénkel muss gesinn.

Här President, als Konklusioun wëll ech soen, datt mir als Gréng effektiv der Meenung sinn, datt ee muss reforméieren, mä reforméiere fir ze

erhalen. Reforméieren, net fir alles füttzeschloen a fir ze mengen, datt alles dat, wat an der Vergaangenheet richtig war, elo op eemol haut falsch wär. A wann et an déi Richtung geet, wann dee Slogan eescht geholl gëtt an deenen nächste Méint a Joren, da wäerte mir eis Responsabilitéit huelen am Sënn vun der nohalteger Entwécklung och fir déi zukünfteg Generatiounen, fir Reformen och matzedroen.

Mir wäerten awer och gradesou gutt net als Gréng d'Geleeënheet verpassen, fir mam Fanger drop ze weisen, wann ënnert dem Deckmäntelche vun de Reformen einfach mam Ofbauhammer verschidde Saachen zertrümmert solle ginn.

A mir wäerten och net verpassen, Här President, fir mam Fanger drop ze weisen, wa Säbelgerassel entsteet, eng innerparteilch Palastrevolutioun kënnt, déi eigentlech zwar vläicht no baussen duergestallt gëtt, wéi wa se gutt gemengt wär an am Intérêt vun der Saach wär, mä eigentlech virun allem den Zweck huert, fir vun enger Rei Saachen ofzelenken.

Här President, Dir verstitt och natierlech dowéinst, vu datt mer net nëmmen eng Rei Prioritéiten, déi des Regierung gesat huert, anescht gesinn, mä virun allem och, well mer um Niveau vun der Dépensésäit vum Budget an der Exekutioun vum Budget net esou richtig wëssen, wou mer dru sinn, dëst Joer – wéi ech et schonn am Virfeld gesot hunn – dës Budget net zu honnert Prozent net kënne stëmmen, mä zu zweehonnert Prozent net kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Bausch. Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Mir fuere mat den Debatte muer de Moien um néng Auer weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 MHZ*

.

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

.

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Ordre du jour

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

(Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dann huele mer Akt dovun.

Mir fueren da weider mat de Budgetsdebatten. Als éischte Riedner fir haut de Moien ass den honorabelen Här Gast Gibéryen age-schriwwen. Här Gibéryen!

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll extra deene Kollegeinnen a Kollege Merci soen, déi de Moie schonn esou mat Zäiten hei sinn...

Une voix.- Sou wéi Dir.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci. ...fir déi Debatt.

Une voix.- Mir wëllen lech net enttäuschen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dir wësst, datt et ëmmer schwéier ass ze schwätzen, wann de Sall eidel ass, an duerfir wierklech e Merci un déi, déi awer de Moie schonn esou fréi heihinner komm sinn, fir déi Debatt direkt mat ze animéieren.

Ech wëll virop, Här President, an eise Numm dem Kolleg Roger Negri Merci soen als Rapporteur fir dese Rapport, deen hie gemaach huet. Ech mengen et ass eng Fläissaarbecht, déi de Kolleg Negri gemaach huet, wou eng ganz Rei vun intelligenten Iwwerleeungen a Propositionen dra sinn, an et ass ëmsou méi eng Fläissaarbecht wann ee weess, datt dat en neien Deputéierten ass, deen nach net esou laang hei am Parlament ass. Fir dann awer esou e Rapport ze maachen, dat muss een, mengen ech, fairerweis dann awer ervirhiewen, datt mer dat apprécieieren, och – dat ass zwar och verständlech – wa mer mat de Konkusiounen net averstane sinn a wäerte géint de Budget stëmmen.

Duerfir hu mir och déi Praxis vun der CSV onfair fonnt, fir a leschter Minutt e Rapport nach wëllen ze amendéieren, e Rapport, an deem am Fong dat, wat an der CSV hirem Amendement stoung, schonn alles drastoung. Et war am Fong e bëssen onfair, datt de Koalitionspartner a leschter Minutt higeeet an dann de Rapport nach amendéiert. Ech ka mech net erënneren, datt an där laanger Geschicht vun der Chamber iergendwéi eng Kéier en anere Koalitionspartner dat mat engem Rapporteur gemaach huet, wéi dat dës Kéier d'CSV gemaach huet. Mä ech kommen nach dorobber zrëck, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dës Kéier déi véierte Kéier hannereneen, datt eng Regierung der Chamber e Budget presentéiert, deen defizitär ass. Et ass fir d'véierte Kéier hannereneen, wou de Stat méi Geld ausgëtt wéi en an deem Joer verdéngt. Wann

d'Regierung an deene vergaangene Joren konnt defizitär Budgete presentéieren, déi dann awer konnten im Nachhinein opgoen, da war dat virun allem op dräi Punkten, dräi Reserven, dräi Mouken zrëckzeféieren:

Engersäits hate mer Fongen a Milliardenhéicht, mir haten, wat d'Steierverwaltung ubelaangt, Retarde bei den Ofrechnunge vun de Steiere vun de Betriber, a mir haten d'Avancé fir d'Betriber relativ niddreg gehalen. Dat waren also dräi Mouken, déi mer haten, dräi Reserven, déi eis och dee Spillraum ginn hunn, fir eben ze iwwerbrécken.

Nodeem datt den Abroch komm ass 2001, nodeem mer am Fong iwwer Jore gewinnt waren, héich Budgeten ze maachen, ganz héich Plus-valuen ze maachen an och héich Reserven haten, ass et normal, datt, wann et ee Joer zrëckgeet, eng Regierung net direkt reagiert an Austeritéit priedegt, mä datt se kann dovun ausgoen, datt dat eng Kuerzzäiterscheinung war an datt d'Ekonomie an d'Finanze vum Stat sech duerno géifen erëm erkréien.

Dat war awer dës Kéier net de Fall. Et ass net no engem Joer erëm ugezunn, et ass net no zwee, et ass net no dräi, et ass net no véier Joer ugezunn. An do ass am Fong dee Reproche, deen ee schonn där viregter Regierung muss maachen, datt si net schonn, wéi et no zwee Joer schonn net méi ugezunn ass, no zwee Joer ugefaangen huet ëmzedenken, ze reagéieren. Et hätt missen 2003 reagiert ginn, 2004, 2005 an och elo 2006. Et ass ni geschitt, an duerfir ass et dee gréisste Reproche, deen een der viregter Regierung, der CSV-DP-wéi awer och deser CSV-LSAP-Regierung mécht, datt se einfach net op déi Situatioun reagiert hunn.

Mir müssen nämlech wëssen, datt mer déi dräi Reserven, déi ech virdrun opgezielt hunn, d'Fongen, d'Retarde bei den Dekonte respektiv d'Avancen, elo allen dräi opgeschafft hunn. D'Recettë bestinn elo nëmme méi aus deem Deel, dee mer wierklech an engem Joer erwirtschaften, a mir kënnen net méi op Reserven zrëckgräifen. Ech ernimmen hei d'Circulaire, déi den Innenminister, Här President, ëmmer un d'Gemege schéckt, wann d'Gemengen hir Budgete mussen opstellen, wou hien draschreift iwwert de Budget: «Les budgets doivent être présentés en équilibre réel.»

Dat heescht, de Stat schreift de Gemege vir, datt d'ordinär Budgete mussen opgoen. Si müssen am Equiliber sinn, wat och richtig ass, datt dat esou virgeschriwwé gëtt an datt sech och dorunner gehale gëtt. Mä et ass eng gelunge Prozedur wann e Stat de Gemege virschreift, si missten hire Budget an den Equiliber bréngen, soss géif en net vum Innenminister approvéiert ginn, an déiselwecht Regierung leet dem Parlament awer e Budget vir, deen net am Equiliber ass, deen defizitär ass. Et ass also net a senger eegener Logik an et ass och net dat wat een ënner enger gudder Finanzgestioun versteet.

Ech hunn all Kéiers am Numm vum ADR hei souwuel bei de Budgetsdebatten, Här President, wéi och bei den Debatten zur Lag vun der Natioun op dës Evolutioun vun de Statsfinanzen higewisen, datt

d'Wourecht eréischt géif no de Chamberswahlen an no de Mengewahlen un d'Dageslicht kommen. Mir hunn ëmmer gesot, datt d'Kaz géif eréischt no de Mengengerotswahlen aus dem Sak gelooss ginn.

Mir hunn dat och gesot bei der Diskussioun iwwert d'Entwécklung vun de Fongen, ëmmer erëm dorop higewisen, datt 2006, 2007 spéitstens d'Reserven an de Fongen eidel wieren. Mir hunn dorop higewise bei deene Projekte mat Prunkbauten, de Pei-Musée an esou virun, wou mer gesot hunn, datt déi lescht Regierungen déi falsch Prioritéite gesat hunn an déi néideg Investitiounen, déi d'Land fir d'Zukunft brauch, net géife realiséieren, an datt dann eng Kéier den Zäitpunkt géif kommen, wou mer net méi déi finanziell Moyenen hätten, fir déi Investitiounen ze maachen, déi d'Land bluttnoutwendeg bräicht. Haut si mer an där Situatioun.

Déi Regierungen hunn net reagiert, d'Majoritéitsverrieder vun der Regierung vun der CSV-DP virun de Chamberswahlen a vun der CSV-LSAP elo virun de Mengengerotswahlen. Et ass eis dann ëmmer, wa mer op déi finanziell Entwécklung vum Stat higewisen hunn, Panikmache virgeworf ginn; d'CSV huet gesot, „de séchere Wee“, an d'LSAP, „mir paken et un“. Leider, géif ech soen, hu mir als ADR Recht kritt. Mir hätten dës Kéier léiwer gehat, déi aner Parteien hätte Recht kritt an d'Finanzsituatioun vum Land wär besser, mä si ass leider elo esou wéi mir se an deene leschte véier Joer hei ëmmer bei den Debatte vum Budget an zur Lag vun der Natioun virgeschéckt hunn.

Dräi Deeg no de Mengengerotswahlen, den 12. Oktober, huet den Här Statsminister hei bei senger Deklaratioun ugefaangen, d'Kaz esou lues aus dem Sak ze loossen. Niewent der Erhéijung um Stroumpräis, den Accisen um Diesel, méi héije Participatiounen bei de Krankeessen, hunn ech emol esou opgeschriwwen, wat vum 12. Oktober u bis haut déi eenzel Regierungsmemberen esou an d'Diskussioun geworf hunn, wat een alles kéint änneren, an ech sinn do op 22 Propositionen komm, déi vu Regierungsmembere gemaach si ginn.

Den Här Juncker huet den 12. Oktober ugefaangen. Hien huet gesot:

1. D'Sozialtransfertë vum Stat missten allgemeng gebremst ginn.
2. Déi automatesch Indexéierung vun de Sozialausgabe beim Stat misst iwwerduecht ginn.
3. Iwwer eng maximal Indextranche misst nogeduecht ginn.
4. D'Chômageindemnisiatioun géif zur Diskussioun stoen.
5. E mindest Mindestloun kéint agefouert ginn.
6. Iwwer en Eropsetze vum Pensiounsalter vun 2012 u misst nogeduecht ginn.
7. Den öffentlechen Transport géif méi deier ginn.
8. D'Finanzéierung an d'Participatioun bei de Kannerbetreieungsinfrastrukture misst ugepasst ginn.
9. D'Waasserpräisser missten ugepasst ginn.
10. D'Grundsteuer misst eropgesat ginn.
11. Automatesch Avancementer bei de Statsbeamtegehälter missten iwwerduecht ginn.
12. Iwwert d'Tâche bei den Enseignantë misst diskutéiert ginn.
13. D'Subventiounen un d'Gemege fir Kultur- a Sportinfrastrukture géife gestoppt ginn.

14. D'Subventiounen fir de Bau vu Kläranlage missten no ënne revidéiert ginn.

15. Et misst mat de Gemengen iwwert d'Finanzéierung vun de Gehälter vun Léierpersonal geschwat ginn.

16. Den Här Budgetsminister huet beim Dépôt gesot, d'Steiartabell gëtt eng weider Kéier net un d'Inflatioun ugepasst.

17. Deen Deel, deen de Stat bei de Gehälter vun de Beamte bei de Pensiounskeese bis elo bäigeluecht huet, misst an Zukunft vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsektor selwer gedroe ginn.

18. De Gesondheitsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, huet d'Mammerent zur Diskussioun gestallt.

19. De Mëttelstandsminister Fernand Boden huet méi niddreg Ufanksgehälter beim Stat ugekënnegt. Iwwregens am „Wort“ vum 9. Dezember stoung ënnert dem Artikel mam Titel „Kürzung der Einstiegsgehälter“ ze liesen: „...ließ Mittelstandsminister Fernand Boden die Katze aus dem Sack.“ Also wa mir gesot hunn, no de Wahle géif d'Kaz aus dem Sak gelooss ginn, dann ass gesot ginn, mä dat ass net wouer. D'„Wort“ schreift elo souguer selwer, d'Regierungsmembere géifen d'Kaz aus dem Sak loossen: „Die Gehälterstruktur beim Staat soll punktuell angepasst werden, sagte der CSV-Politiker, nach unten, versteht sich.“ Sou stoung et am „Wort“ vum 9. Dezember, do kann een dat liesen.

(Interruptions)

20. De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Finanzéierung vun eise Kyoto-Engagementen a Fro gestallt.

21. D'Regierung huet de Fräibeitrag op Zënse bei Klengspuerer bei der Quellesteuer ofgeschafft an dunn erëm zum Deel agefouert.

22. Den Här Wolter huet gëschter d'Kannergeld an d'Diskussioun bruecht.

A fir deem Ganzen d'Kroun opzesetzen, huet d'CSV-Fraktioun du 5 vir 12 dem Budgetsrapporteur och nach en Amendement zum Budget ënnergejubelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Amendement zum Rapport, deen d'CSV-Fraktioun do mat vill Helau duergesat huet, soll d'Regierung invitéieren, e rigouréist Spueren anzeféieren. Et ass geschwat gi vun 150 Milliounen, et ass geschwat gi vun „de Budget an den Equiliber ze bréngen“ – da schwätze mer vun e puer honnert Milliounen – an datt am Budget d'Dépensen an den Aklang mam Wirtschaftswuesstem misste kommen, ouni awer ze soen, wou géif gespuert ginn, ouni awer konkret ze soen, wéi dat ze maache wier.

Den CSV-Fraktiounspräsident Michel Wolter huet d'lescht Woch op enger Table ronde op RTL-Tëlee gesot, hie wär frou, datt d'Leit elo endlech duerg hir Initiativ bekäppt hätten, wéi schlecht et ëm d'Finanzsituatioun hei am Land bestallt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Culot muss een hunn, fir jorelaang de Leit hei ze priedegen, dank der CSV géif et gutt goen, fir virun de Chamberswahlen, virun de Mengengerotswahlen de Leit ëmmer ze soen, „de séchere Wee“, mir, d'CSV, mir hunn d'Finanzen am Grëff, et geschitt lech nâischt, an dann no de Wahlen ze soen, dank eis hunn d'Leit elo emol endlech bekäppt, datt et dem Land hei schlecht geet!

Une voix.- Si hätten et virun dräi Joer scho gesinn.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Den Här Wolter, Här President, huet de 7. Dezember bei de Budgetsdebatten d'lescht Joer hei an der Chamber gesot: Mir hu fir déi nächst Joren, wann et dann noutwendeg wier, déi néideg Mëttele parat, fir eng concertéiert zukunftsorientéiert Politik ze maachen. Mä, wéi gesot, dat war d'lescht Joer am Dezember, dat war virun de Mengengerotswahlen. A souguer dës Joer nach den 12. Mee, dat war och virun de Mengengerotswahlen, stoung an engem Interview mam Här Wolter: „Das dicke Ende nach den Wahlen, das Kritiker damals an die Wand malten, ist nicht eingetreten.“

Dat heescht also, virun de Mengengerotswahlen ass et net agetratt, an elo, no de Mengengerotswahlen, ass et agetratt, an dank der CSV, déi bis den 9. Oktober d'Land an d'Leit ëmmer wësse gelooss huet, hei, soulaang wéi mir do sinn, mir hunn d'Saach fest am Grapp, et ass alles a Botter, ginn d'Leit elo no dem 9. Oktober dann emol wierklech gewuer, wéi schlecht datt et dem Land hei geet. Dem Här Wolter ass elo e regelrechte Sënnswandel agefall.

Jorelaang hunn d'CSV-Finanzspezialisten ëmmer gesot, si hätten alles am Grëff. De Rapporteur, den Här Negri, huet et am Fong an engem Interview am „Wort“ d'lescht Woch och op de Punkt bruecht, wéi hie gesot huet: „Für eine Partei, die seit Jahren das Finanzressort innehat, ist das schon ein merkwürdiges Verhalten.“ Wou hie Recht huet, huet hie Recht.

Wéi et gutt gaangen ass, du war dat exklusiv de Verdéngscht vun der CSV. A wa mir als ADR oder och aner Oppositionspolitiker op déi negativ Entwécklung higewisen hunn a gesot hunn, datt eréischt no de Wahlen d'Kaz aus dem Sak gelooss géif ginn an datt déckt Enn géif kommen, dann hu mer Panikmacherei an Demagogie a Gott weess wat net alles virgeworf kritt.

Här President, kënnt Dir lech erënnere, wat hei an der Vergaangeneheet dann all Kéiers d'Stëmmung am Sall war, wann ech dorop higewisen hunn, datt et no de Wahle géif schlecht goen? A fir e weidert Zitat ze maachen, bréngen ech en Zitat vum Här Wolter sengem Virgänger an der Fonctioun als Fraktiounspräsident, deen den 9. Dezember hei an der Chamber gesot huet: „Mir mengen net – et ass dat wat eis hei ënnerstallt gëtt –, dass no de Wahlen dat déckt Enn kënnt. Mir mengen dat ganz sécher net, an d'Donnéeën, déi mer hunn, weisen et aus, dass dat fundamental net stëmmt. Mä wann een där Meeenung wier, qu'om vienne ici,“ – stoung deen deemools hei ze soen – „an da soll en eis hei soen, wat en domat mengt a wat dann do géif op eis zoukommen. Op jidde Fall, mir soen lech hei, dat geschitt net.“

Wéi gesot, Här President, dat war dem Här Wolter säi Virgänger an der Fonctioun als Fraktiounspräsident, deen dat den 9. Dezember 2003 hei gesot huet. An dat wat hie gesot huet, wat mer hinnen da solle soen, wat géif kommen, Här President, dat ass genau dat, wat elo antrëtt, nämlech datt no de Wahlen d'Wourecht erauskënnt an datt dee séchere Wee, deen d'CSV de Wierler virun de Wahle versprach huet, sécher géif an d'Sakgaass goen. Dat hate se vergiess de Leit ze soen.

Keen aneren hat de Verdéngscht drun, weder d'Banken nach déi Leit, déi op de Banke schaffen, nach iergendwéi e Betrib am Privatsektor, nach iergendwéi een am Land, nach an der Politik, wéi d'Dëppen iwwergelaf ass. Dat war ëmmer nëmme der CSV hire Finanzspezialisten hiren exklusive Verdéngscht. An elo wou et op eemol méi schlecht geet, elo triede se schéi gemittlech an d'zweet Rei zrëck, an all déi aner dāerfen elo

an d'éischt Rei erakommen a si däerfe Propositione maachen, a si ginn hei opgefuerdert, Propositionen ze maachen, wou een da kéint aspueren a wou ee kéint sozialen Ofbau bedreiwen.

Wa mer kucken, wat deen Amendement, deen d'CSV do an de Budgetsrapport erabruecht huet, dann nach bedeite kann: Am Prinzip ass et e Mësstraue vis-à-vis vun der Regierung. Et ass e Mësstraue vis-à-vis vum Finanzminister, dem Här Juncker, et ass e Mësstraue vis-à-vis vum Budgetsminister, dem Här Frieden. Well wann eng Fraktioun seet: Mir kënnen dee Budget do net esou akzeptéieren, mä dee muss emol an Aklang bruecht gi mam Koalitionsprogramm, dee muss emol an Aklang bruecht gi mam wirtschaftleche Wuesstem, do muss agespuert ginn, dann ass dat an alleréischter Stell e Mësstraue vis-à-vis vun hiren eegene Ministeren, e Mësstraue, wat mir kënnen zu honnert Prozent deelen, Här President.

Da kennt de Budgetsminister heihinner an hie seet eis dann, ma si géife rigouréis spueren, dee Budget wier mat alle klengen Detailer iwwerduecht an opgesat, do wier praktesch och nâischt méi ze spueren dran. Da stelle mer eis d'Fro, firwat datt dann awer hei d'CSV elo esou mécht, wéi wann duerch deen Amendement erëm alles a Botter wier.

Dann huet den Här Statsminister d'lescht Woch nom Regierungsrot um Pressebriefing gesot, hie bréicht sech vu kengem Lektoune erdeelen ze loossen. Mir wëssen, datt domadder den Här Wolter an d'CSV-Fraktioun gemengt ass. Mä, Här President, wann den Här Juncker sech emol vu senger eegener Partei keng Lektoune wëllt erdeele loossen, da wäert hie jo awer net kënnen bei eis kommen a mir sollen him da soen, wéi hien et soll maachen, fir ze spueren. Da wäert e jo och sécher keng Lektoune vun engem aneren akzeptéieren.

Wann den Här Juncker keng Lektoune wëllt erdeelt kréien, bon, da soll hien d'Responsabilitéit, hien an den Här Frieden, huelen, an da solle si dem Land hei konkret Propositione maachen, amplatz datt all...

(Interruption)

Neen, Dir hutt bis haut nach keng konkret gemaach. Ech hunn lech der 22 opgezielt. Et gëtt all Dag en anere Minister erausgeschéckt, deen eppes kann doruechter zielen,...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Jo, da sot eis Är Meenung zu deenen 22 Propositionen!

M. Gast Gibéryen (ADR).- ...an dann den Dag drop demontéiert deen anere Minister et erëm, da seet de Statsminister erëm...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Sidd Dir mat deenen 22 Propositionen d'accord, jo oder neen? Dat ass deen Débat politique, dee mer brauchen!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här Frieden, Dir hutt mir net nogelauschert! Et ass jo nach net eriwier. Ech weess nach net ob mer den Owend net schonn op 23 oder 24 sinn, well et komme jo nach CSV-Politiker wahrscheinlech de Moien eraus.

(Interruption)

An all Kéiers wann elo an deene leschten Deeg een d'Wuert ergraff huet, ass erëm eng Proposition...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Sidd Dir mat deenen d'accord oder net? Dat ass d'Fro!

M. Gast Gibéryen (ADR).- ...bäikomm, an dann huet den Dag drop deen anere Minister deem

enge Minister seng widderruff. De Statsminister huet gesot, ech muss awer elo emol mam Wirtschaftsminister schwätzen; et sinn Neutraliséierungen, mä si bréngen et emol an d'Gespréich, awer ouni konkret ze sinn.

Dir sidd do fir ze regéieren, Här Frieden! An esou wéi Der virun de Wahle gesot hutt,...

(Interruption)

...Dir wiert de Spezialist an de Finanzen, Dir géift d'Saach an d'Rei bréngen, Dir hutt de Leit de séchere Wee versprach,...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Jo, jo.

M. Gast Gibéryen (ADR).- ...ma da kommt elo heihinner a sot: Mir proposéiere konkret dat doten an deem dote Punkt, a konkret dat doten an deem Punkt, an dann huele mir och Stellung dozou, an ech wäert och herno...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Da sidd Der géint dat Ganzt, da sidd Der géint alles, dat wësse mer elo schonn.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, neen, neen, Dir maacht lech et ze liicht. Dir géift hei gären deenen aneren Är Responsabilitéit zouschousteren.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Neen, neen, neen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat gléckt lech net, dat gléckt lech bei kenger Partei hei. Dir sidd hei gefuerdert. Dir hutt de Leit de séchere Wee versprach an Dir musst de Leit och soe wou dee séchere Wee higeet. Esou wéi et elo ausgesäit geet dee riicht d'Baach erof. Mir wäerten dat nach gesinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

An dann, wann hei elo d'CSV higeet a si mécht deen Amendement a si seet, et misst rigouréis gespuert ginn an de Budget misst an Aklang mam wirtschaftleche Wuesstem bruecht ginn, Här President, ech hu mer dunn emol e Joer méi spéit hei virgestallt, wa mer d'nächst Joer hei sinn de Budget vun 2007 ze maachen a mer hunn dann d'Resultater vun 2006 do leien. An nu stellt lech emol vir, déi Regierung huet dee Budget, d'Dépenses, net an Aklang mam Wirtschaftswuesstem bruecht. Oder stellt lech emol nach Schlëmmeres vir, den Defizit wier nach méi grouss ginn, wéi en elo schonn hei am Budget ass.

Wat wieren dann d'Konsequenzen? Da misst op Grund vun dem Amendement vun der CSV-Fraktioun dës Regierung logescherweis demissionéieren. Well dann hu si jo net gefollegt. Mat deem Elan, mat deem Éclat, deen elo hei gemaach ginn ass, kann et dach net sinn, datt d'Regierung sech géif doriwwer ewechsetzen, da misst konsequenterweis hinnen d'Vertrauen entzu ginn.

An den Här Frieden huet mech elo grad hei ënnerbrach wéi ech gesot hunn, dass bei dëser Regierung am Fong ëmmer een nom aneren all Dag mat enger neier Hiobsbotschaft erauskënnt. D'„Tageblatt“, wat jo awer och eng Zeitung ass, déi dëser Regierung, géif ech mengen, no steet, huet et d'lescht Woch nom Pressebriefing op den Titel bruecht a geschriwwen: „Et brennt an allen Ecken.“

Här President, an elo sti mir eréischt um Ufank vun der Situatioun an et brennt elo schonn an allen Ecken an der Regierung hei, ech fäerte ganz mir mussen hëllefe se stäipen, well soss fonctionnéiert se net méi laang. Well wann et elo scho brennt an allen Ecken – an et geet eréischt un –, et ass jo nach nâischt geschitt.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dat heite soen, well

den Här Wolter och gëschter hei esou gemaach huet, wéi wann op der CSV-Bänk d'Wouerecht elo géif erkläert ginn. Déi aner Parteien – a mir speziell – hu während dräi, véier Joer dorop higewisen an et ass all Kéiers gesot ginn, et wier net wouer. An elo no de Gemeinderotswahle kënn d'CSV dohinner a seet et. An dat Schlëmmst ass, datt si elo op d'Kuerzzäitgediechtnis vun de Leit gräift a mengt wa si elo géing esou en Éclat maachen, dann hätten d'Leit alles dat vu virun de Wahle vergiess an d'Leit géife mengen, si hätten dat och scho virun de Wahle gesot. Neen, si hunn et eréischt nom 9. Oktober ugefaangen ze soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verschidden Eckwäerter vum Budget weisen, datt d'Recettë 6,17% vis-à-vis vun 2005 an d'Luucht ginn, d'Dépenses ëm 8,85 – en Defizit vun 300 Milliounen. Mir huelen 2006 en Emprunt op vu 500 Milliounen, dat sinn 20 Milliarden aler Frang. Dovunner ginn 200 Milliounen direkt an d'Fongen. D'wirtschaftlech Situatioun ass am internationale Verglach mat 4% gutt, awer de Budget ass net am Aklang mam Wirtschaftswuesstem.

An den Här Juncker selwer huet den 3. Dezember 2003 hei bei de Budgetsdebatte gesot: „Och an deenen nächste Jore muss eise Budget sech un de mëttelfristege Wuesstem vun der Wirtschaft upassen. A wann déi méi lues wisst, da muss de Budget och méi lues wuessen.“ A genau datselwecht hu mer dëst Joer erëm eng Kéier héieren. Obscho mer also elo dräi Joer hannerneen e Budget hunn, dee sech net un de mëttelfristege Wuesstem vun der Ekonomie ugepasst huet, bréngt d'Regierung et fäerdeg a si kënn eis dëst Joer erëm genau datselwecht ziele wéi virun dräi Joer a presentéiert eis erëm genau wéi virdrun en defizitäre Budget.

D'Inflatioun ass zu Lëtzebuerg leider e Rekord, dat heescht 3% fir 2006, déi héchst Inflatioun an der Eurozon, wou d'Moyenne bei 2 bis 2,3% läit. Da ginn d'Pétrolspräisser ugefouert, déi wieren dorunner schold. Mä d'Pétrolspräisser sinn och an deenen anere Länner genau d'selwecht geklomme wéi hei zu Lëtzebuerg. An dee Plus, dee mir un Inflatioun hunn, dat ass eng hausgemaachten Inflatioun. A wann eng Rei vun deenen Iwwerleeungen – wann déi da sollte verwierklecht ginn, déi ech virdru genannt hunn, déi 22 – géifen ëmgesat ginn, hätten déi och erëm d'Beitung, datt d'Inflatioun, duerch verschidde Moosnamen, déi hei vir ugekënnegt si ginn, och erëm géif hausgemaach an d'Luucht gedriwwen ginn.

Chômage. Zu Lëtzebuerg klëmmt de Chômage weider – lues op 14.000 zou. An deene meeschten aneren europäesche State geet de Chômage an deene leschte Méint a Joren erof. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg wuel 9.000 netto Aarbechtsplazen dëst Joer an eppes iwwer 7.000 d'lescht Joer geschaf. Dat heescht, datt eis national Ekonomiesituatioun fir d'Betriber trotzdeem gutt ass, fir eben Aarbechtsplazen ze schafen; de steierleche Revers dovun – do kommen ech herno drop ze schwätzen – wërft dat allerdéngs net of.

A mir mussen hei wëssen, datt mer also net de Problem hu vun Aarbechtsplaze schafen hei zu Lëtzebuerg. Well wa mer d'lescht Joer vun iwwer 7.000 an dëst Joer vun iwwer 9.000 netto Aarbechtsplaze schwätzen – well ech gi jo dovun aus, datt dat keng fiktiv Aarbechtsplaze sinn –, dann ass et sécher, datt bei deene 14.000, déi eng Aarbecht sichen, net jidderee kann déi Plazen do besetzen, déi ugebuede ginn. Mä et ass awer genau

sou richtig, datt e groussen Deel vun deene Leit do awer kéint eng Aarbechtsplaz fannen. An hei ass et och un der Regierung mat de Patronatsorganisationen a mat de Gewerkschaftsorganisationen doriwwer ze diskutéieren, a virun allem och d'Patronatsorganisatione virun hir national Responsabilitéit ze stellen.

Mir sinn dat Land, wat fir d'Betriber déi nidderegst Steieren huet, mir sinn dat Land, wat fir d'Betriber déi nidderegst Lounniewekäschten huet. Dann ass et och eng Responsabilitéit vun de Betriber, fir a priori déi Leit anzustellen, déi hei bei der Administration de l'Emploi gemellt sinn, well mir hunn alleguer en Intérêt drun, fir déi Leit op den Aarbechtsmaart ze kréien.

Well mir kennen d'Chifferen, déi am Budget stinn, wat de Chômage eis kascht, a mir wëssen, wann déi Leit eng sécher Aarbechtsplaz, e séchere Revenu kréien, dovunner profitéiert dann och eise Commerce. Mir hunn also alleguer en Intérêt drun.

An et muss een d'Betriber virun hir Responsabilitéit stellen, datt et net duergeet, datt een hei vum Standuert Lëtzebuerg, vun de fiskaleschen an Niewelounprodukter ka profitéieren, awer net seng Responsabilitéit vis-à-vis vum Land hält.

Selbstverständlech muss och d'Salariat ëmdenken an higoen a sech den neie Situatiounen stellen an en Émdenke vläicht vis-à-vis vun der Vergaangenheet mat sech bréngen.

Här President, e weidere Punkt, deen ech nach wëll uschneiden, sinn d'Fongen. Den Här Wolter huet gëschter hei gemengt missen ze soen, dass all Kéiers wann d'Gelder op Fonge placéiert gi wieren, heibannen d'Opposition sech doriwwer opgereegt hätt. Ech géif den Här Wolter invitéieren, vu datt jo alles, wat mer hei soen, niddergeschriwwen gëtt, hie soll eis emol eppes bréngen, wou ee vun den Oppositionspolitiker heibanne sech jeemools opgereegt huet, well mer Geld ze vill haten a mer et op Fonge placéiert hunn.

Et ass emol doriwwer diskutéiert ginn op wat fir ee Fong, datt si sollte goen, mä et war ni een dogéint, datt mer Reserven ugeluecht hunn an et huet och ni ee sech driwwer opgereegt, datt mer déi Fongen haten. All Mënsch heibannen huet ëmmer déi Politik ënnerstëtzt, datt an deenen Zäiten, wou d'Déppen iwwergelaf ass, ee sollt d'Geld sënnvoll op Fonge leeën. Et ass also och hei eng falsch Behauptung gemaach gi gëschter an duerfir wollt ech déi haut hei korrigéieren.

D'Fongen hu vun 2002 op 2005 ëm 33% ofgehall. D'Zréckgoe vun de Fongen erkläert sech, datt éischter manner Plus-Valuë gespeist si ginn; 2000 waren dat nach 760 Milliounen, déi mer konnten op Fongen iwwerweisen, 2003 sinn et der nach 79 an duerno ass et eriwier mat där schéiner Zäit.

Zweetens, sinn d'Projeten – grouss Projeten, déi hei gestëmmt gi sinn – an d'Exekutiounsphase komm, wat da bedeit, datt d'Fongen ofhuelen an duerfir wësse mir och, datt d'Fongen no 2007 eidel sinn.

Si wiere schonns no 2006 eidel, Här President, wa mer net 2005 an 2006 all Kéiers en Emprunt vun 200 Milliounen Euro opgehall hätten, deen direkt an d'Fonge gaangen ass – 100 an de Fonds des routes an 100 an de Fonds du rail.

Verschidde Fonge ginn awer schonn am Joer 2006 net nëmmen zu Enn, mä souguer an de Mali. Do muss ee sech och e puer Froe stellen: Wéi kann e Fong, wat e Reservofong ass, an de Mali goen? Am Fonds pour l'Emploi hu mer 32 Milliounen, wou de Fong an de Keller geet, déi budgetär, eisen Informatiounen no, net ofgedeckt sinn. Et ass iwwerhaupt formidabel, Här President, wann ee ka soen, mir

hunn e Fong fir de Chômage ze bezuelen an deen ass 32 Milliounen am Keller! Dat ass e staarkt Stéck!

An nach méi staark gëtt dat Stéck, Här President: Mir hu souguer hei zu Lëtzebuerg – an et gëtt warscheinlech kee Land op der ganzer Welt, wat sech dee Luxus ka leeschten, do sinn ech iwwerzeegt – e Fonds pour la Dette publique mat 79 Milliounen am Keller! Also, eis kann nâischt méi geschéien elo. Eis kann nâischt méi geschéien. Wa guer nâischt méi geet, wa mer d'Schold guer net méi zréckbezuelt kréien, da gi mer einfach an eise Fonds pour la Dette publique, well do hu mer och nach 79 Milliounen Schold dran, an dann ass de Problem geléist.

Also, dat ass awer formidabel, wann d'Joer erëm ass, si mer 79 Milliounen an deem Fong am Keller. Dat ass d'Garantie fir datt an Zukunft kënnen d'Scholde bezuelt ginn. Zesumme sinn dat 111 Milliounen, déi net budgetär ofgedeckt sinn!

Vum Speise vun de Fongen ass eis e Plan pluriannuel virgeluecht ginn. Mä et ass eis net gewise ginn, wéi déi Kreditter, déi an déi Fonge ginn, iwwert de Budget hierkommen. Mir hu gefrot, fir datt een eis sollt och e pluriannuellé Plang iwwert d'Evolution vun den normale Recetten an Dépenses presentéieren; deen hu mer net kritt. Well dorausser hätt ee jo da gesinn, ob do Spillraum wier, fir déi Fongen esou ze speisen, wéi d'Regierung se an hirem Plan pluriannuel virgeluecht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Statsschold mécht am Abléck 6% vum PIB aus. Den Defizit gëtt mat 1,8% fir d'Joer 2006 virausgesot. D'Banque Centrale setzt e méi héich an a schwätzt vun 2,3% fir 2006 an 2,5% fir 2007. Dësen Defizit géif, wa mer eleng den Zentralstat géife kucken, wäit iwwert deenen 3% leien, déi eis an de Stabilitéits-Maastricht-Kritäre virgeschriwwen sinn, mä nëmmen duerch d'Zesummeffonctionnéieren, well och do d'Situatioun vun de Gemengen, déi praktesch op null ass, sech ausgläicht, mat erageholl gëtt. Well d'Reserve vun der Sécurité sociale, virun allem vun de Pensionskeesen aus dem Privatssektor, mat an d'Berechnung erageholl ginn, si mer net iwwert déi 3%, mä komme mer op 1,8 bis 2% zréck.

Firwat datt grad den Zentralstat déi Situatioun mat sech bruecht huet, datt en esou staark defizitär ass, geet och aus dem Rapport vum Rapporteur ervir, wou d'Soldes budgétaires eng Evolution hunn, vun 2001 op 2004, wou Lëtzebuerg vun allen europäesche Staten déi negativst Entwécklung huet, an zwar ass Lëtzebuerg do mat engem Minus vu 7% opgefouert. Frankräich, minus 2%, Däitschland, minus 1%, Belsch, minus 0,7%, fir nëmmen eis dräi Nopeschlänner an de Verglach ze huelen.

Wann d'Regierung eis dann haut hei seet, si wier der Meenung, et géif 1,8% Defizit ginn, Här President, da géif ech heibanne jidderengem recommandéieren, déi Chiffere mat äusserster Virsicht ze genëssen. Well dës Regierung huet eis och beim Dépôt vum Budget 2006 am Oktober en Defizit fir 2004 – dat ass jo schonn e Joer hannerun eis – virgedroen, vun 0,6%. Dat war am Oktober, an ee Mount méi spéit, am November, wéi de Programme de stabilité no Bréissel gaangen ass, dunn ass aus deenen 0,6% op eemol 1,2% ginn. Si hu sech also bannent engem Mount verduebelt, d'Chifferen, déi vun darselwechter Regierung geliwwert si ginn.

Et ass eis do gesot ginn, datt wier drop zréckzeféieren, well verschiden Dépenses op en aneren Exercice gebucht gi wieren, vun der Sécurité sociale zum Beispill. Mä, wann déi op en aneren Exercice gebucht waren a si sinn elo op 2004 ëmgebucht ginn, an do-

duerch geet den Defizit 2004 vun 0,6 op 1,2% erop, dann hätt e logescherweis missen op deenen aneren Exercicen erofgoen, mä en ass och net do erofgaangen, en ass do stoe bliwwen. Duerfir, wéi gesot, soll ee sech ganz virsiichteg mat deene Chifferen do äusseren, déi mer hei vun der Regierung virgedroe kritt hunn.

D'Zentralbank seet eis, wa mer net géife Korrekturen an der Administration centrale virhuelen, da géif d'Statsschold bis d'Joer 2015 op 31% vum PIB eropgoen, bäi gläichem wirtschaftlech Wuesstem vu 4%, bäi gläichen Zënse. Wa mer dat net realiséieren, da geet d'Schold op déi 31% erop.

Da gëtt eis gesot, an de Fonge géifen iwwer fënnef Joer eng Milliard Scholden opgehoen. Och Chifferen, déi mer soen, et soll ee se mat Virsiicht genéissen. Well mir sinn der Meenung, dass een net op fënnef Joer eng Milliard Fonge brauch. Ech kommen herno drop zréck. Mir ginn dovun aus, dass vun 2007 un de Finanzéierungsbedarf am Statsbudget tëschent enger an annerhallwer Milliard Euro pro Joer wäert leien. Den Defizit vun der Administration centrale hunn ech lech elo erkläert.

Här President, d'Regierung huet, wéi gesot, elo am November de Programme de stabilité no Bréssel geschéckt an domadder festgeluecht, wéi se op déi negativ Tendenz, wéi d'Finanze sech hei am Land entwéckelen, wëllt reagéieren. A si féiert dann op, dass am Programme de stabilité zum Beispill d'Transferts sociaux en espèce, déi 2005 15,8% vum PIB uitgemaach hunn, 2006 15,6%, 2007 15,4% an 2008 15,2% géifen ausmaachen.

Dat heescht also, och wann de PIB klëmmt, weider wéi elo, an de Prozentsaz vis-à-vis vum PIB erfroget, da bedeit dat, dass et net nëmme kee Wuesstem méi an den Dépenses, wat d'Sozialpolitik ubelaangt, gëtt, mä dass d'Transferten an d'Sozialpolitik zréckginn. Dat heescht – ech wëll dat just deene Kolleegen hei vun der Majoritéit soen –, dass d'Regierung an hirem Programm, dee se op Bréssel geschéckt huet, schonn eng Senkung vun de sozialen Transferten an deenen nächste véier Joer decidéiert huet. Déi steet do dran! Déi steet do dran, soss kéinte se dat jo net maachen.

An: Net nëmme bei Sozialtransferen, och bei der Rémunération vun de Salarié vum der Fonction publique ass deen ugekënnegte Réckgang hei festgeschriwwen. Rémunération des salariés 2005 8,7%, 2006 8,6%, 2007 8,4% an 2008 8,2%. Dat heescht, dem Här Boden seng Deklaratioun, déi hie gemaach huet, ass heiranner berücksichtegt. An net nëmmen dem Här Boden seng Deklaratioun, och dem Här Juncker seng Deklaratioun. Ech wëll och hei, Här President, emol erméi e kleng Réckbléck maachen, wat d'Fonction publique ubelaangt.

Dir wësst, dass mer alleguer am Juli den Accord salarial gestëmmt hunn. An ech weess, dass mer deen an der Kommissioun vun der Fonction publique diskutéiert hunn. An ech weess, dass an der Kommissioun vun der Fonction publique eng eenzeg Suerg bestoung, an zwar well deen Accord salarial réckwierkend op den 1. Januar gaangen ass, also misst nobezuelt ginn. Déi eenzeg Suerg, déi an der Kommissioun war, dat war, dass am September misst nobezuelt ginn op den 1. Januar. Dass dat elo zoufälleg dräi Woche virun de Gemengerotswahle war, ech huelen un, dass dat einfach en Hasard war.

Mä et ass op jidde Fall drop gehale ginn, et misst ausgangs September nobezuelt ginn. Fir dass awer och all Fonctionnaire gesäit, wat de séchere Wee hei am Land bedeit, huet en dann eben nach 14 Deeg virun de Gemengerotswahlen nobezuelt kritt, fir dass se wierklech iwwerzeegt sinn, mat der CSV ass

de séchere Wee hei zu Lëtzebuerg garantéiert.

An dräi Deeg no de Gemengerotswahlen, den 12. Oktober, kënn dann de Premier heihinner a seet: Elo missten awer emol méi moderat Lounverhandlungen an der Fonction publique gemaach ginn, déi automatesch Avancementer, domadder misst et emol eriwuer sinn. Et misst iwwert d'Tache vun den Enseignanten nogeduecht ginn. Et misst iwwer eng maximal Indextranche nogeduecht ginn, wat virun allem fir d'Fonction publique ass. An den Här Boden seet, dass och nach d'Ufanksgelälter missten elo emol gekierzt ginn. Dass ass also vorher/nachher, virun de Wahlen an no de Wahlen.

Wann een dann hei kuckt, wat d'Regierung elo op Bréssel geschéckt huet, da gesäit een, dass dat och schonn do verankert ass an de Kritären, déi se op Bréssel geschéckt huet.

Eng aner Proposition, déi déi lescht Zäit hei an d'Diskussioun komm ass, dat ass, fir iwwer privat Partnerschaften Projeten ze finanzéieren, déi sou genannte Konzessions-Verträge. Bis elo hu mer Projekte finanziéiert iwwer Reserven, déi mer an de Fongen haten, iwwer Iwwerschëss aus de Budgeten, iwwer Emprunten oder iwwert d'Garantiegesetz, wat och am Prinzip en Emprunt ass.

Elo kënn déi heiten Iddi mat bäi, an et soll ee Projet iwwer e Lycée eventuell esou finanziéiert ginn. Et ass wuel keng Schold, wat mer dann hei als Stat ophuelen, mä dass gëtt awer e Loyer, e permanente Loyer, deen awer och wäert an Zukunft de Budget permanent belaschten. Mir kënnen wuel da soen, et ass keng Schold, mä et ass awer eng permanent Belaschtung, woubäi ee weess, dass eng Schold an der Regel no 20 Joer ophält, an dee Loyer hei och iwwer 20 Joer eraus geet.

Mer fale wahrscheinlech mat der Regelung net ënnert d'Stabilitétskritären. Dat ass och wahrscheinlech den Haapthannergrond, firwat dass mer op dee Wee ginn, well et dann nämlech net als Emprunt gesi gëtt.

De Kolleeg Negri huet hei eng Iwwerleeung erabruucht, fir den Tram iwwert dëse Wee ze finanzéieren – ouni d'CFL. Dat wär e bësse wéi a Frankräich, wou d'Autobunnen och esou finanziéiert ginn, a wou d'Leit dann eben, wa se an de Péage fueren, de Finanzement esou maachen.

Mir wëssen awer, dass dat bei engem öffentliche Transport net méiglech ass. Am öffentlichen Transport misst – och wann dat iwwert dee Wee geet – de Stat selbstverständlech subventionéieren. Anerefalls kann ech mer net virstellen, dass ee bereet wier an den öffentlichen Transport esou eranzeen. Mä et ass eng Iddi, déi hei opkomm ass an déi mer esou enregistrieren.

Mir schwätzen eis och net prinzipiell géint déi Léisung aus, well mer soen: D'Privatwirtschaft kann och do e Plus bréngen fir de Stat, och vläicht doduerch, dass et méi séier geet. Et kann och méi bëlleg ginn an domadder kann och de Loyer eventuell méi bëlleg ginn.

Mä mir müssen op de Wee, dee mer ginn, oppassen, fir dass mer do net grouss Gesellschaften kréien, an – deemno wéi dat gemaach gëtt – op eemol auslännesch Gesellschaften, déi vläicht eis mëttelstänneg Betriber als Sous-traitants huelen, an déi dann, wéi mer dat scho bei esou grouse Projekte gesinn hunn, déi Sous-traitanté bis op de leschte Frang ausquetschen, esou dass déi am Fong dann ouni Benefisser schaffen, an d'Entreprise générale stécht d'Benefisser an d'Täsch. Et muss een och kucken, wéi d'Qualitéit ass. Mä wéi gesot, mer sinn net prinzipiell dogéint, dass een an déi Richtung do emol iwwerleet.

Ech kommen dann op verschidden Artikelen, Här President, déi d'Steieren ubelaangen.

Zur TVA: Am Budget 2005 hate mer Recetté virgesi vun 1,6 Milliarden. Elo gi mer dovun aus, dass mer 1,15 Milliarden erakréien, also e Minus vu 430 Milliounen Euro oder 13 Milliarden aler Frang manner TVA erakréien, wéi mer virgesinn haten.

Mir wëssen, dass ee Betrib eleng 300 Milliounen TVA zréckfreet. Dass sinn 12 Milliarden. Et ass also net de Bäcker douewen um Eck, deen déi 300 Milliounen zréckgefrot huet. Ech hätt hei eng konkret Fro un den Här Budgetsminister, ob hien nämlech déi 300 Milliounen, déi deen ee Betrib huet, ob hien déi an de Chiffere vum Budget – ech ginn dovun aus, dass hie se op den Exercice 2005 oder 2004 gebucht huet –, mä ob déi 300 Milliounen an de Chiffere vum Budget berücksichtegt sinn, ob hien also déi 300 Milliounen am Budget, dee mer hei virleien hunn, berücksichtegt huet.

An der TVA hu mer e Phänomeen, Här President, nämlech dass 42% vun den Dossieren vun der TVA e Recht hunn op Remboursement. A mer hunn nach een anere Phänomeen, dat ass, dass mer méi wéi 50% vun där encaisséierter TVA erméi mussen remboursséieren. Et ass also u sech e verréckte System, wann een 100 Euro encaisséiert, an et bezilt een der erméi iwwer 50 zréck. Dass Remboursséieren ass iwwer 50%. 2000 war dat een Drëttel. Mir gesinn also, dass déi Tendenz, dass méi muss remboursséiert ginn, klëmmt.

Mir wëssen och, dass op Grund vun engem Arrêt vun der Cour administrative d'Steierverwaltung elo Délaïé gesat kritt huet, duerch déi si muss remboursséieren, well soss de Stat Zënse muss bezuelen. Also müssen elo geschwënn am Enregistrement méi Leit op den Dossieren sëtzen, fir déi Dossieren auszurechnen, fir Remboursement ze maachen, wéi där, déi op Dossieren sëtzen, duerch déi Steieren an d'Verwaltung erakommen. An dat féiert dann elo schonn dozou, dass d'Verwaltung eis gesot huet, dass am Fong nëmme méi 5% vun den Dossieren kontrolléiert ginn.

E weidere Punkt, dee mer feststellen, dass ass dee grouse Verloscht, dee mer duerch d'Faillité kréien. Wa mer den Dossier kucken, deen eis vum Enregistrement virgeluecht ginn ass an deen ongeféier 15 Joer zréckgeet, da gesi mer, dass am Enregistrement nach 1,1 Milliarden Euro TVA ausstinn. Dass si 44 Milliarden aler Frang TVA, déi nach austinn. A si soen eis dann, dass vun deem Montant der nach héchstens 439 Milliounen Euro, dass ass manner wéi d'Halschent, kéinten encaisséiert ginn, an déi aner géife praktesch alleguer verluer goen. Déi aner, dass si 660 Milliounen Euro oder 27 Milliarden aler Frang TVA, déi iwwert déi lescht 15 Joer verdeelt duerch Failliten net erakomm sinn.

Wa mer dann nach wëssen, dass mer bei de Faillité sinn, da wësse mer: Dass do sinn nëmmen Déchetten, déi mer hu bei der TVA. Da schwätze mer net vun Déchetten, déi mer hu bei den anere Steieren, a mer schwätzen net vun Déchetten, déi mer hu bei de Sozialversicherungen, wou dat och Risemontanté gëtt. Et gëtt vu 5% geschwat vun der ganzer Mass, déi iwwert de Wee vun de Failliten net remboursséiert ginn.

A wa mer herno, Här Minister, dorop ze schwätze kommen, wat ee maache kann, fir de Budget besser finanziell an Aklang ze kréien, dann ass dat net nëmmen op der Ausgabesäit, mä dann ass et och op der Recettésäit. Et ass virun allem op deem dote Punkt, dass déi heiteg Regierung an déi Regierung vir-

drun elo all déi Joren näischt gemaach hunn. Déi Chiffere klamme vu Joer zu Joer, an et ass d'Algemengheet, déi dofir muss opkommen.

Zur Kierperschaftssteier. D'Kierperschaftssteier war am Budget 2005 mat 1.125.000.000 ageschriwwen, an et kommen elo ongeféier 50 Milliounen Euro manner eran. Fir 2006 hu mer am Budget 1.250.000.000 ageschriwwen. An d'Steierverwaltung seet – dass ass am Rapport nozeliesen –, dass een dann awer muss wëssen, dass dann alles agezunn ass, déi ganz Retarden, alles ass dann agezunn. Dann ass wierklech alles erschöpft.

An et muss ee wëssen, dass d'Steierverwaltung eis gesot huet, dass ee kann dovun ausgoen, dass d'Betriber, wat d'Benefisser ubelaangt, haut ongeféier nach 70% vun deem Benefiss hunn, besteierbare Benefiss hunn, wéi et am Joer 2000 war. Esou dass d'Steierverwaltung eis gesot huet – an et schéngt mer enorm wichteg ze sinn, dass dat net vergiess gëtt –, dass ee kann domat rechnen, dass vun 2006 op 2007 d'Kierperschaftssteier ëm 300 Milliounen Euro zréckgeet. Dass sinn 12 Milliarden aler Frang. Si fält vun 1.250.000.000 ënner eng Milliard vum Joer 2007 un. Si hunn eis gesot, si hätte souguer mat Experté geschwat, déi hätte gesot, se kéint souguer bis op 800 erfalle. Si hunn 950 geschat, well si géife mengen, dass d'Kierperschaftssteier sech géif apendelen. Trotz engem wirtschaftleche Wuesstem vu 4%!

An dat ass dat, wat ech virdu gesot hunn: De wirtschaftleche Wuesstem ass net alles. De wirtschaftleche Wuesstem ass net alles! Wa mir och e wirtschaftleche Wuesstem hunn, deen iwwert der Moyenne vun deenen anere Länner läit, da gesi mer awer, dass d'Kierperschaftssteier trotz engem Wirtschaftswuesstem vu 4% massiv wäert zréckgoen.

Wa mer da wëssen, dass 2007 d'Fongen eidel sinn, an dann esou eng grouss Steuer esou ee groussen Abroch huet, da wësse mer, wou mer dru sinn. Vun 1999 u bis haut ass d'Kierperschaftssteier schonn 30% zréckgaangen. A wann ee weess, dass déi Steier, déi eng soen zu 50% – de Kolleeg Bausch huet gescher zu 70% geschwat – vun der Bankeplaz kënn, dann heescht dat, dass mer e Sec-teur hunn, deen am Fong de Gros dovun duerstellt. An da gesäit een, wéi grouss dass d'Ofhängegkeet och vis-à-vis vun esou engem Sec-teur ass, an da muss mer wëssen, wéi fragile dass d'Finanzsituatioun hei am Land fir d'Zukunft opgebaut ass.

Well mer muss wëssen, dass vun alle Betriber, déi mer hei am Land hunn, vun iwwer 40.000, déi ënnert déi Steier falen, 4.000, dass heescht also 10%, nach Kierperschaftssteier bezuelen. 90% vun de Betriber bezuele keng Kierperschaftssteier méi.

Wann ee Kierperschaftssteier seet, dann ass een och direkt bei der Gewerbesteier, well d'Gewerbesteier un der Kierperschaftssteier drunhänkt. A wa mer wëssen, dass d'Kierperschaftssteier 30% vun 2006 op 2007 zréckgeet – an ech gesinn de Frënd Jempi Klein, President vum Syvicol –, dann denke mer un d'Gemengen, wat dann 2007 mat de Gemenge geschitt, wann dann och den Impôt commercial ëm 30% vun engem Joer op dat anert zréckgeet.

Den Impôt commercial, deen an de Gemengen an der Moyenne een Drëttel vun hire Revenuen duerstellt, deen elo schonn e puer Joer stagnéiert huet a souguer liicht zréckgeet, souguer bei verschidene Gemenge méi staark zréckgeet, da wësse mer wat fir eng Konsequenzen dat fir d'Gemengen huet. Mir wëssen a wat fir eng Situatiounen d'Gemengen da spéits-tens 2007 kommen.

Da kënn doudsécher e Stop an den Investitiounen. Wa mer da wëssen, dass keng Subventiounen méi fir Sport- a Kulturinfrastrukture vum Stat kommen. Wa mer wëssen, dass de Stat seng Subventiounéierung vun 90% un de Kläranlagen, Kollektoren a Réckstaubecke wëllt reduzéieren. Wa mer wëssen, dass de Stat wëllt de Gemenge méi eng héich Charge beim Bezuele vun de Gehälter vun den Enseignanten opdroen.

Wa mer wëssen, dass de Stat sech am Pompeeswiese lues a lues zréckleet an de Gemengen ëmmer méi Chargen dohinner mécht, wat elo souguer esou wäit geet, dass op nationalem Plang an de Prioritéiten d'Pompeeschoul gestrach ginn ass, wat ech fir eng Katastroph halen, dass mer emol net amstand sinn, fir deene Leit, déi sech hei am Land fräiwëlleg fir eis Sécherheet asetzen, eng optimal Formatioun ze ginn, da gesäit een, wéi wäit dass mer komm sinn. D'Sécherheet spillt also keng Roll. Da wësse mer, dass d'Gemengen net méi laanscht massiv Taxen- a Steiererhéijunge kommen.

Et ass dat, Här President, wat ech och schonn e puer Joer gesot hunn: Wann d'Gemenge manner Geld kréien, da bleift hinnen näischt anescht iwwereg wéi massiv Taxen- a Steiererhéijungen ze maachen.

Wann een dat a Verbindung bréngt mat der Steuerreform, déi mer 2001 gemaach hunn, wou e gudden Deel vun eis alleguer massiv bis manner massiv Steiererliichtunge kritt hunn, mä awer och e groussen Deel vu Leit hei am Land keen Euro Steiererliichterung kritt hunn – déi Leit, déi kee Frang Steiererliichterung kritt hunn an deene leschte Joren, müssen awer alleguer iwwert déi negativ Sozialpolitik, déi elo vun der Regierung hei ugekënnegt ginn ass, iwwert déi Taxen- a Steiererhéijungen, déi d'Gemengen elo maache müssen, weider bezuelen –, wann een dann d'Kombinatioun vun deenen zwou Politike mécht, der Steiererliichterung 2001 an der Erhéijung vun de Steieren an Taxé vun haut um Niveau vun de Gemengen, da gëtt et global gesinn sozialpolitesch onverantwortlech fir déi Politik ze maachen.

Une voix.- De séchere Wee an den Aarbechtsmaart!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dass ass de séchere Wee. Wann déi Politik hei esou virugemaach gëtt, esou wéi dës Regierung se ugekënnegt huet, Här President, da kréie mer hei am Land eng kleng Grupp vu Leit, där et wierklech ëmmer besser geet – ech kommen herno bei der Vermögenssteuer drop zréck –, an där grousser Mass vun de Leit, där geet et ëmmer méi schlecht.

Wéi d'Sprachwuert et seet, da ginn hei am Land geschwënn erméi eng gutt Partie vun de Leit mat der Geess. Mir hunn allerdéngs, Här President, de Virdeel, dass déi Leit mat de Geessen dann hei kënnen laanscht de Pei-Musée spadséiere goen, a si kënnen laanscht d'Coque spadséiere goen. Déi am Süde kënnen mat hire Geesse laanscht...

(Interruption)

...d'Héichiewe spadséiere goen, kënnen de Geesse weisen, firwat dass d'Leit mussen mat de Geessen hei am Land trëppele goen, well eben déi Regierung hei eng falsch Prioritéit gesat huet.

Une voix.- Egal wat!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Gelift?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well ech weess, dass den Impôt commercial bei de Gemengen d'nächst Joer kënn ëm een Drëttel zréckgoen, hunn ech mer emol där leschter Deeg déi Gemengen, déi schonn hir Budgeten an der Zeitung presentéiert hunn – ech wëll se elo net mam Numm nennen – ugekuckt, wat se nach

esou vun lwwerschoss an hiren ordinäre Budgeten hunn. 4,39%; 3,02%; 7,03%; 3,76%; 6,77%, an et ass eng Gemeng, Rouspert – déi kann ech da mam Numm nennen –, déi huet 21% lwwerschoss an hirem ordinäre Budget. All déi aner Gemenge leien ënner 5% lwwerschoss am ordinäre Budget.

Elo stellt lech vir, wat d'Steierverwaltung eis ugekënnegt huet: Den Impôt commercial geet d'nächst Joer ëm 30% zréck. Dat ass een Drëttel vun de Gemengebudgeten. Da ginn d'Gemengen 10% an hire Recetten an der Moyenne zréck. Da kréien déi Gemengen do alleguer hiren ordinäre Budget net méi op. Ech héieren d'Echoen – mir schwätze jo och ënner eis – vun anere Gemengen, bei deenen et net besser ass. Déi meescht Gemenge wäerte spéitstens 2007 hir Budgeten net méi opkréien.

Här President,...

(Interruption)

Gelif?

M. Norbert Hauptert (CSV). – Äre Budget geet scho laang net méi op, an d'Gemeng fonctionnéiert awer.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Ech si ganz frou, datt de Vertrieeder vum Monnerecher Gemengerot mer dat hei seet, well ech hu mer nämlech och de Monnerecher Budget ugekuckt.

(Hilarité)

An déi Monnerecher Gemeng, déi war schonn esou wäit, datt se schonn huet misse virun de Wahlen eng ganz Rëtsch vun Taxë massiv erhéijen, fir hire Budget an den Equilibre ze bréngen, a well meng Informatiounen gutt...

(Interruption)

Ech wollt dem Här Hauptert awer wierklech Merci soen, datt e mer déi Geleeënheet hei ginn huet. Wann ech elo gutt informéiert sinn, läit d'Gemeng Monnerech dëst Joer och bei deenen ënner 5%, wat den lwwerschoss am ordinäre Budget ugeet.

Ech wëll lech just soen, Här Hauptert, datt d'Gemeng Fréiseng – vun där ech bis elo d'Eier hat Buergermeeschter ze sinn – an hirem Kont vun 2004 25% lwwerschoss am ordinäre Budget hat, a si wäert 2005 20% hunn. Wann ech elo gutt informéiert sinn, wéi den ordinäre Budget elo soll fir 2006 presentéiert ginn, sinn 18% lwwerschoss virgesinn. An ech kann lech garantéieren, et si siwen, aacht grouss Projeten, déi do lafen. Déi ginn alleguer gemaach a finanzéiert. D'Gemeng Fréiseng huet och iwer 2007 souguer, wann den Abroch hei erakënn, d'Méiglechkeet nach weider Politik ze maachen an ze investéieren.

Ech wëll lech, wéi gesot, nach eng Kéier Merci soen, datt Dir mir d'Geleeënheet ginn hutt, fir dat och emol nach eng Kéier hei offiziell dokumentéieren ze loossen.

(Interruption)

Op jidde Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech all deene Gemengen, déi manner wéi 10% lwwerschoss hunn, soen: Ech fannen et onverantwortlech vum Innenminister, datt hien d'Gemengen net op déi Evoloutioun hiweist. Virun dräi, véier Joer si mer als Gemengen eng Kéier drop higewise ginn, datt gesot ginn ass, den Impôt commercial géif abriechechen a mir sollte Reserven uleeën.

Elo wësse mer, datt mer vun der Steierverwaltung gesot kritt hunn, datt een dervu kann ausgoen, datt en 2006-2007 géif ëm 30% eventuell zréckgoen, d'selwecht wéi d'Kierperschaftsteier. Wann dann d'Gemengen elo net gesot kréien, datt dat kënn an, wa virun allem nei Gemengen, elo an enger Euphorie och nach wëlle Projeten ugoen, a si wëssen net, wéi se déi dann herno bezuelt kréien, dann ass dat onverantwortlech. Ech kann nëmmen all d'Gemengen do

invitéieren ganz, ganz virsiichteg ze sinn. Si sollen déi Projeten, déi elo lafen, fäerdeg maachen. Si sollen 2007 ofwaarderen, wéi d'Finanze sech entwéckelen, ier se nei Engagementer huelen. Ech sinn och iwerzeegt, datt de Gros vun de Gemengen dat esou wäert maachen.

Dat huet natierlech zur Konsequenz – an dat muss een dann och wëssen –, datt mer am Bausecteur, virun allem an deene klengen Entreprises, flächendeckend duerch d'Land – well et sinn d'Gemengen, déi am Fong d'Entreprisé flächendeckend beschäftegen – wäerten en Abroch kréien. Mä ech gesi keen aneren Auswee, wéi datt d'Gemengen elo op d'Brems klammen, fir net no 2007 wierklech voll widder ze lafen.

Eng Steuer, déi an d'Luucht geet, Här President – ech hunn der elo zwou oder dräi genannt, déi erofginn –, dat ass d'Lounsteuer. D'Lounsteuer geet d'nächst Joer 175 Milliounen Euro an d'Luucht, laut den Aussoe vun der Steierverwaltung. An et ass gesot ginn, dat wier well d'Gehälter géifen eropgoen, an et ass gesot ginn, well méi Leit hei am Land beschäftegt ginn.

Et ass an der Finanzkommissioun d'Fro un d'Steierverwaltung gestallt ginn, wat dat ausmécht, datt d'Steiertabell elo zwee Joer net un d'Inflatioun ugepasst ginn ass. D'Steierverwaltung huet eis gesot, well d'Steiertabell net ugepasst ginn ass un d'Inflatioun, hätt dat dem Stat 2005 90 Milliounen Euro weider erabruecht, an 2006 hätt dat dem Stat op den Exercice eleng 100 Milliounen Euro erabruecht, also cumuléiert bréngt dat Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun 2005-2006 dem Stat 2006 190 Milliounen Euro weider an d'Keess. A wann dann am Budget 175 Milliounen weider stinn, da gesi mer, wa mer d'Steiertabell déi lescht zwee Joer un d'Inflatioun ugepasst hätten, da wier déi Steuer net geklommen, mä da wier se souguer ëm 15 Milliounen zréckgang.

An da muss ech och d'Fro stellen: Wéi ass et da méiglech, datt eng Lounsteuer ëm 15 Milliounen Euro zréckgeet, obscho mer an deenen zwee Joer 17.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn? Da weess een also, datt mer hei am Land ëmmer méi Leit astellen a beschäftegen, déi op engem Lounniveau leien, deen net méi steierflichteg ass. Et gëtt also méi Mindestloun-bezéier oder Leit, déi liicht driwwer leien, déi keng Steiere méi bezuelen. Och dat sollt ee bei der Analys vun deem Artikel vun der Lounsteuer mat berücksichtegen.

Da komme mer, Här President, un d'Quellesteier.

Une voix. – D'Verméigenssteuer.

M. Gast Gibéryen (ADR). – An d'Verméigenssteuer.

Et géif ee mengen, datt een an engem Land, wou d'Zäiten esou schlecht sinn, wou wierklech dat antrëtt, wat mir zënter Jore soen, datt d'Enner vir an hannen net méi zesumme ginn, dann net bréicht hinzegoen an och nach Steiersenkungen maachen.

An dann eis Regierung, déi all Dag mat Hiobsbotschaften kënnt, wou all Dag een anere Minister seet, wou misst sozial ofgebaut ginn, wou misst gespuert ginn, an an Däitschland, wou elo déi nei schwaarz-rout Regierung d'Reichensteuer aféiert, do gi mir Lëtzebuerger hin a mir schafen nach séier, ier mer d'Austeritéitspolitik richteg fonctionnéieren an alaude loosse, d'Verméigenssteuer hei am Land of. 22 Milliounen Euro, dat ass bal eng Milliard aler Frang, Steiercadeauen u Leit, déi vermiegend sinn, a gläichzäiteg féiere mer d'Quellesteier op de Spuerbicher an.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschten aacht

Deeg ass vill doriwwer geschwat a geschriwwen ginn a wa mir als ADR net no där Finanzkommissioun ee Communiqué gemaach hätten an et public gemaach hätten, da wier dat stillschweigend d'nächst Woch hei esou gestëmmt ginn. An do duerch datt mer ee Communiqué gemaach hunn...

(Interruption)

Här Thiel, Dir hutt kee Communiqué gemaach, mir hunn de Communiqué no der Finanzkommissioun gemaach an dunn ass d'Press drop gesprongen a si huet déi Saach emol ventiléiert. Du sinn d'Gewerkschaften komm an dunn ass et un d'Rulle komm. Dir hutt näischt public gemaach an Dir hätt och näischt public gemaach, wa mir et net gemaach hätten. Dunn ass et zur d'Diskussioun komm...

(Interruption)

Dir hutt just um Radio gesot, schwéieren Häerzens hätt Dir dat dote gemaach. Also ech hu gesi wou d'Häerzer gegluckst hunn an der Finanzkommissioun. Op jidde Fall net bei de Klengspuerer, si hunn do gegluckt bei deenen, déi...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Dat ass jo falsch! Am Bréif vum 7. Dezember...

M. Gast Gibéryen (ADR). – Oh, Här Frieden, ech kommen och nach op lech.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – De Bréif vum 7. Dezember, Här President,...

M. Gast Gibéryen (ADR). – Neen, Här Frieden, leet Äre Kapp a Rou...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Här President, am Bréif vum 7. Dezember un de Chamberspräsident steet, datt d'Regierung...

M. Gast Gibéryen (ADR). – Neen, Här President, ech erluben dem Här Frieden elo keng Zwëschefro. Ech fieren elo heimadder virun an da ginn ech gären dem Här Frieden...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Wann dat awer falsch ass, wat Dir sot!

M. Gast Gibéryen (ADR). – Neen, et ass net falsch.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Well et awer falsch ass, wat Der sot!

M. Gast Gibéryen (ADR). – Neen, et ass net falsch! Op jidde Fall hei kréien déi Verméigend 22 Milliounen Euro geschenkt an d'Klengspuerer müssen elo d'Quellesteier bezuelen.

Une voix. – Dat ass komplett falsch!

M. Gast Gibéryen (ADR). – Elo leet emol Äre Kapp a Rou, ech hu mer relativ...

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). – Et ass awer wouer.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Loosst mech dach schwätzen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. – Loosst den Här Gibéryen elo schwätzen.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Här President, ech hu mech esou gutt an deem dote Punkt preparéiert. Also si hunn einfach keng Rou. Et ass keng Gedold do, fir nozelauschteren.

Här President, d'Kommissioun huet de Fräibetrag bei der Quellesteier ofgeschaaft. Dat war déi éischt Décisioun. Mir hunn et public gemaach. Dunn ass eng Revolutioun lassgaangen.

Une voix. – Oh!

M. Gast Gibéryen (ADR). – Oh, ech ka mer dat awer esou virstellen.

Awer dat Schéinst war, de Statsminister huet freides owes, Här President, nom Regierungspressebriefing gesot, hien hätt Versteesdemech fir d'Décisioun vun der Finanzkommissioun. Also hien hätt Versteesdemech fir d'Décisioun vun der Finanzkommissioun, datt de Fräibetrag ofgeschaaft ginn ass.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Wéinst dem Verwaltungssopwand.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Ech war an där Finanzkommissioun an den Här Thiel, deen d'Hand ausstreckt, och.

M. le Président. – Erlaabt Der dann eng Zwëschefro vum Här Thiel?

M. Gast Gibéryen (ADR). – Ech fieren elo schéi gemitterlech virun an ech ginn hinnen dann all déi Zäit, déi si brauchen.

M. le Président. – Dir vergitt d'Zäit hei net, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Jo sécher, Här President. Wann Dir hinnen dann Zäit gitt, da kënnt Dir hinne se selbstverständlech ginn, mä elo leeft meng Zäit an ech...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – An de Projet steet d'nächst Woch um Ordre du jour.

Une voix. – Jo, d'nächst Woch.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Hei, den Här Frieden seet: De Projet steet net um Ordre du jour.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – D'nächst Woch! Ech hu gesot d'nächst Woch steet en um Ordre du jour

M. Gast Gibéryen (ADR). – Majo, d'nächst Woch komme mer nach eng Kéier drop zréck.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Mir kënnen awer och haut, Här President...

M. Gast Gibéryen (ADR). – D'nächst Woch komme mer nach eng Kéier drop zréck.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Mir kënnen awer och haut...

M. Gast Gibéryen (ADR). – D'nächst Woch kënnen mer nach eng Kéier drop zréckkommen.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Mir kënnen och dës Woch driwwer diskutéieren.

M. Gast Gibéryen (ADR). – D'nächst Woch komme mer nach eng Kéier drop zréck.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). – Keng Angscht!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. – Här Henckes, ënnerbriecht den Här Gibéryen net ëmmer.

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). – Ech ënnerbriechen hien net, mä ech ënnerstëtzen hien.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Jo, voilà.

Also den Här Statsminister, deen hat Versteesdemech fir d'Déci-

sioun, déi d'Finanzkommissioun geholl hat.

M. Lucien Thiel (CSV). – Wat huet hien dann nach gesot?

(Interruptions)

Une voix. – Den Aly ass net do.

M. Gast Gibéryen (ADR). – An dunn ass dann an der Finanzkommissioun...

(Interruptions diverses)

Virgëschter ass dat dunn awer kloergestallt ginn. An et ass kloergestallt gi vu kengem anere wéi vum Fraktiounspräsident vun der CSV. Well deen hat déiselwecht lwerleegung wéi ech, hie wier an där falscher Sitzung gewiescht. An dunn hu mer dann do emol gefrot: Wien huet dann déi Proposition an der Finanzkommissioun gemaach? Ma dat war de Budgetsminister, den Här Frieden, dee se gemaach huet. An den Här Frieden huet an der Finanzkommissioun gesot, se wier am Regierungsrot ofgestëmmt, ofgesehnt ginn.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Majo selbstverständlech wéinst dem Verwaltungssopwand, deen de Statsrot an anerer opgeworf hunn. An duerfir hu mer gesot, an duerfir steet am Bréif vum Chamberspräsident Weiler un de President vum Statsrot – an deemselwechte vum 7. Dezember, deen Der net matgedeelt hutt –, datt d'Regierung sech géing engagéieren eng Alternativ ze fannen zu deem Abatement, deen ze vill Verwaltungssopwand mat sech bruecht hätt.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Jo!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Da muss een awer och alles dem Vollek hei soen an net nëmmen dee Saz, deen lech interesséiert.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Dat ass net an der Kommissioun...

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – De President Weiler schreift dat, well d'Regierung dat gesot huet.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Ech wëll hei just eppes...

(Interruption)

Neen, neen, Här President, den Här Statsminister huet...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. – Sout, kommt, loosse mer den Här Gibéryen elo schwätzen.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Voilà. Merci, Här President.

Ech verstinn, datt den Här Frieden elo nervös ass, well hei huet hien net grad déi beschten Impressioun ofginn.

Une voix. – Et ass scho gutt!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. – Ech si guer net nervös, mä ech hätt just gären, datt een de Leit alles seet an net litt.

M. Gast Gibéryen (ADR). – Här Frieden, wann ech gelif. Wann de Statsminister seet, hien hätt Versteesdemech fir d'Kommissioun, dann huet hien d'Wouerecht net gesot. Wann hie gesot hätt, ech hu Versteesdemech, datt d'Kommissioun eis Proposition ugehall huet, dann hätt hien et richtig gesot. Mä hien huet net gesot, datt d'Regierung d'Proposition gemaach huet, et war d'Kommissioun, déi d'Proposition gemaach huet an hien hat dofir Versteesdemech.

An dann, Här President, muss een och op eis sozialistesche Kleege kucken. Ech muss mech nach e bësse mat deene beschäftegen.

(Hilarité)

An ech gesinn do de Kolleeg Lux, Member vun der groussherzog-lecher Regierung vun haut, fréiere Generalsekretär vun der LSAP, deen do vun der Monaco-DP ge-schwat huet...

(Brouhaha général)

..., deen d'Quellesteier, déi Rei-chensteuer, d'Verméigenssteier...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lausch-tert dach elo no.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Den Här President ass ëmmer frou, wann ech mech méi mat de Sozia-liste beschäftegen, duerfir seet hien dann, Dir sollt extrem gutt no-lauschteren. A wann ech mech mat der CSV beschäftegen, da freet hien ëmmer: Loosst Der dann net gären eng Fro vun deenen zou?

(Hilarité)

M. le Président.- De Presi-dent versicht säin Job neutral ze maachen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Voilà, an ech ënnerstëtzen Iech och voll doranner, wann Der Ären Job neutral maacht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sozialisten hu vun der Monaco-DP geschwat an haut kéint een am Fong vun der Mo-naco-LSAP schwätzen.

Ech hunn dat elo e bëssen an Däitschland verfollegt, wann do esou Koalitionsverhandlungen sinn – hei gëtt ee jo net vill gewuer. An Däitschland zum Beispill sot d'CDU bei der TVA 2% an d'Sozia-liste soten 0%. An du hu se gesot elo gi mer an d'Verhandlung, elo maache mer e Kompromiss, an do hu se de Kompromiss gemaach 3%.

An ech hu sou d'Gefill, wéi wann hei an dësem Dossier de Kompro-miss d'selwecht war. D'Sozialiste waren dogéint, datt d'Verméi-genssteier soll ofgeschaaft ginn, d'CSV war dofir, a si hunn elo ee Kompromiss gemaach, deen net ass, dass d'Verméigenssteier e bësse géif ofgeschaaft ginn oder e bësse géif bäibehal ginn – dat wier de Kompromiss – neen, si sinn elo dofir, datt se ofgeschaaft gëtt a si sinn dobäi nach dofir, datt eng Am-nistie fiscale gemaach gëtt fir d'Steierhannerzéier a si sinn och nach domat averstanen, datt d'Klengspuerer elo och eng Quel-lesteier kréien. Dat ass de Kompro-miss, wéi d'Sozialisten e mat der CSV hei gemaach hunn.

M. Lucien Thiel (CSV).- Och dat do ass falsch, Här Gibéryen, haalt dach op ze léien hei!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Also, Här Thiel, wann Dir dat doten elo nach eng Kéier wëllt widder-huelen, da schëdden ech mäin Häerz emol e bëssen aus iwwer Äre Lobbying, deen Dir fir eng gewësse Klass hei am Land maacht.

(Interruption)

M. le Président.- Kommt, loosse mer eis elo...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Haalt Äre Mond elo wann ech ge-lift, Här Frieden, well soss soen ech dem Här Frieden, wat fir eng Roll, datt hien hei am Parlament spillt.

M. le Président.- Loosse mer eis elo alleguerten e bësse berouegen a jidderee weit seng Wiederder of.

M. Lucien Thiel (CSV).- Ech heeschen Thiel an net Frieden.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Entschëllegt, net dem Här Frieden, mä dem Här Thiel soen ech da wat fir eng Roll, datt hien hei am Parla-ment spillt. An da soen ech him och, wou säin Häerz geknuppt huet...

M. Lucien Thiel (CSV).- Ma da sot mer dat emoll!

M. Gast Gibéryen (ADR).- ...an der Finanzkommissioun, wéi mer d'Quellesteier fir déi Kleng agefouert hunn oder d'Verméi-genssteier fir déi Grouss ofge-schaaft hunn. Da schwätze mer emol driwwer, Här Thiel.

M. Lucien Thiel (CSV).- Schwätzt d'nächst Woch driwwer, net...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo, jo! Neen, ech schwätzen hei wann ech dat wëll, an Dir hutt elo ënnerbrach, an ech warnen Iech, passt op!

(Interruptions diverses)

Neen, neen, ech loosse mer dat doten net gefallen!

M. Ben Fayot (LSAP).- Dir sidd awer gutt preparéiert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Majo sécher sinn ech gutt prepa-réiert. An duerfir, well ech esou gutt preparéiert sinn, kommen ech dann op den Här Fayot.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruption)

M. le Président.- Jo, kommt, loosse mer elo hei net méi provo-zéieren a loosse mer den Här Gi-béryen seng Ried a Rou hei fäer-deg maachen.

Une voix.- Elo geet et awer duer!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Am „Tageblatt“ vum 10. Dezember stoung ze liesen, Titel „Beschwich-tigung“, vun de Sozialisten: „Der Eindruck sei vermittelt worden, ab sofort ging es den Kleinsparern an den Kragen, sprich an das Er-sparte. Nun wird die Quellensteuer gestrichen. Die LSAP kann gut damit leben.“ Et misst am Fong sinn, net d'Quellensteuer gëtt gestrach, mä den Abatement gëtt gestrach. „Die LSAP kann gut damit leben. Durch die vorgenommene Textän-derung würden Kleinsparer nicht geschädigt. Beispill gefällig: Eine Person mit einem Sparguthaben von 100.000 Euro müsste bei ei-nem Zinssatz von 2% bei der ak-tuellen Gesetzesvorlage rund 200 Euro an den Fiskus abführen, rech-net die LSAP vor. Ein Betrag, der erträglich ist.“

Also ech sinn dovun iwwerzeegt, datt d'Sozialisten an der Regierung net an Euphorie gefall sinn, wéi d'CSV dat dote proposéiert huet. Mä datt d'Sozialisten awer higinn a si sinn dann déi, déi nach e Com-muniqué maachen a soen, si hätte Versteedsdemech an dat wier erträ-gleich, also esou eng politesch Nai-vitéit hätt ech awer nu wierklech net bei hinne vermut!

Dat Ganzt stoung ënner engem Ar-tikel vum OGB-L, deen als Titel hat, „Der Kleinsparer muss es richten“: „...seien hier in erster Linie Klein-sparer visiert, die nun verstärkt zur Sanierung des Staatshaushaltes beitragen müssten, klagt der OGB-L. Diese unsoziale Maß-nahme sei umso unverständlicher, da die Reichensteuer für das Bud-get 2006 abgeschafft werden soll.“ Här President, déi zwee Artikele stoungen ënnereneen.

Also d'Sozialiste ginn hin a si ver-teidegen der CSV hir onsozial Poli-tik, si verteidegen!

(Interruption)

D'CSV huet et net gemaach! Si hu Versteedsdemech.

(Interruption)

„Ein Betrag, der erträglich ist.“ Also wann déi kleng Leit musse méi be-zuelen, dat ass fir si e Betrag, deen erträglech ass! An da gesitt Der – ech wëll Iech e gudde Rot ginn, Här Fayot, Iech an Äre Genossen, well...

(Coups de cloche de la Prési-dence)

M. le Président.- Här Gibé-ryen, nennt Iech un d'Chamber!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, wann Der dann haut d'„Wort“ liest, do gëtt dann erëm iwwert d'Quellesteier geschwat: „Die steuerliche Belastung der Kleinsparer war allerdings dem Premier ein Dorn im Auge.“ An duerfir huet d'Finanzkommissioun erëm eng Kéier du missen ëmswit-chen an huet erëm en Abatement agefouert.

Dat heescht, d'Sozialisten, déi hunn dat erträglech fonnt, datt déi kleng Leit musse méi bezuelen, an eise soziale Statsminister, deen huet gesot: Neen, dat ass mir en Dar am A; dat dote muss erëm geännert ginn!

Ech wollt Iech dat just als Rotschlo ginn: Wann Der mat deene Schwaarzen an d'Bett gitt, da musst Der ganz gutt oppassen. Si hu keng Gutt hannert den Oueren, passt op!

Also Dir misst dat awer aus der Vergaangenheet jo wëssen, datt Der ëmmer do erageluecht gitt. Hei hutt Der e klengt Beispill wéi si et mat Iech maachen. Si schécken Iech vir, Dir sot, dat ass erträglech, an da kënnt de Premier a seet: Ah neen, dat doten, dat geet net. Si stinn elo erëm gutt do, an Dir sidd déi virun deene klenge Leit, déi erëm domat averstane waren!

Dann hunn ech mer d'Fro gestallt, Här President, mir hu jo awer och hei an deem Parlament Sozialpoliti-ker. Den Här Wolter huet se gësch-ter Sozialapostel genannt. Sozial-apostelen, déi duerch d'Land zéien. Ech denken un den Här Castegnaro.

M. John Castegnaro (LSAP).- Présent!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech denken un d'Madame Vera Spautz, ech denken un den Här Roland Schreiner, ech denken un den Här Marc Spautz, un den Här Ali Kaes, un den Här Marcel Glese-ner, déi alleguerten, mengen ech, am Sënn vum Wuert vum Här Wol-ter Sozialapostele sinn. Da muss ech mer awer d'Fro stellen: Wou waren déi dann elo? Ech hu keen héieren. An ech hunn och bis elo nach net gesinn, datt ee sech an dës Debatt ageschriwwen huet. Ech hat gemengt, do sinn der jo vill dobäi, déi ech aus menger ge-werkschafterlecher Vergaangenheet an och, wéi all gudde Lëtzebuer-ger, vun de Rieden den 1. Mee kennen. De Kolleeg Castegnaro, deen huet eng formidabel Stëmm den 1. Mee gehat! Deen huet dach esou haart geschwat, Schaum riets a lénks an den Ecken...

M. John Castegnaro (LSAP).- Dat bass du, dat sinn ech net!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, Här Castegnaro, Dir hat ëm-mer Schaum, ech hat ni Schaum, ech hat domadder ni Problemer.

(Interruptions diverses)

D'Mammen hunn doheem de Ra-dio an d'Televisioun méi lues ge-maach – esou haart huet hie gejaut –, fir datt d'Kanner net solle waa-kreg ginn.

(Hilarité)

An elo hei am Parlament, also wann ech hien net do géif gesi sët-zen, ech hätt gemengt hie wier net gewielt ginn an d'Parlament! Den Här Castegnaro, muss ech Iech soen, Här President, e Stëmmche mécht méi Kaméidi heibanne wéi den Här Castegnaro! An all déi aner sozialpolitesch Apostelen hei-bannen, vun deenen héieren ech keen! Ech héiere keen! Wat stinn déi ënnert der Fuchtel vun hire Fraktiounen, vum Statsminister...

M. John Castegnaro (LSAP).- Här Gibéryen! Här Presi-dent!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Also dem Här Castegnaro erlaben ech awer eng Zwëschefro.

(Coups de cloche de la Prési-dence)

M. le Président.- Den Här Gibéryen erlaabt eng Zwëschefro.

M. John Castegnaro (LSAP).- Ech wollt just soen, dass den Här Castegnaro, esou wéi Der en nennt, während 40 Joer eng grouss Gewerkschaft opgebaut huet an dass Dir während e puer Joer eng kleng Gewerkschaft futti-gemaach hutt,...

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. John Castegnaro (LSAP).- ...fir politesch Carrière ze maachen. Passt also op an de Ver-gläicher a botzt de Schaum wann ech gelift vun Äre Lépsen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här Castegnaro, déi kleng Gewerk-schaft ass net futti, an Dir kënnt elo hei ziele wat Der wëllt,...

(Interruption)

...Realitéit ass, datt Dir heiban-nen...

(Interruption)

Neen, neen, neen, déi kleng Ge-werkschaft, déi bléit nach genau-sou gutt wéi se virdru gebléit huet. Déi ass nach ëmmer do an déi wäert och schonn hire Wee fanne mat deenen aneren zesummen. Dat mécht Iech och vläicht...

M. John Castegnaro (LSAP).- Et héiert an et gesäit ee se just net, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Mä d'Realitéit ass, datt d'Leit alle-guert erwaart hunn, datt Dir als dee grouss Gewerkschaftspräsident, deen Der waart, hei am Parlament och elo géift optrieden an hei géift déi Cause verteidegen, déi Der déi Jore virdru ëmmer esou gutt ver-teidegt hutt. Awer dat hutt Der bis elo nach net gemaach.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Elo muss de änt-werten!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, mir hunn also elo neierdéngs hei am Land zwou Zorte vu Sozialisten. Déi eng, déi un d'Sozialiste gleewen an déi se och duerfir stëmmen an elo duerfir mussen d'Quellesteier op hire Spuerbicher bezuelen, an dann déi Sozialisten, déi d'Sozialisten hei an der Politik vertrieden, Kaviarsozia-listen nenne mer déi, déi elo keng Verméigenssteier méi brauchen ze bezuelen.

Une voix.- Oh Mamm, oh Mamm!

Une autre voix.- Ma dach!

M. Gast Gibéryen (ADR).- An uewendrop gëtt dann och nach d'Quellesteier op de Bauspuerver-träg agefouert, wou mer hei vum Statsminister selwer gesot kritt hu virun e puer Wochen, datt dat dee gréissten Echec wier, de Wun-nengsbau! Also wann elo Leit hi-ginn, si wëllen och nach spueren a si wëllen hire Kanner Spuerbicher uleeën, fir Bauspuervertrág ze maachen, déi falen dann elo inte-gral ënnert d'Quellesteier.

Här President, dann nach e Wuert zu de Reserve vun de Pensiouns-keesen. Ech mengen, d'Pensiouns-keesen am Privatsektor, dat wësse mer alleguer, hu gutt Reser-ven, dräimol d'Joresdépensen, wat och wichteg ass, datt mer domad-der eng laangfristeg Ofsécherung kréien. Déi Reserve sinn awer virun allem an de leschte Jore geklom-

men, virun allem well mer eben nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn. Ech hu virdru gesot, datt mer 17.000 Aarbechtsplazen an zwee Joer geschaaft hunn. Dat huet wuel um Niveau vun de Lounsteieren net weider erabruecht, mä et bréngt awer um Niveau vun de Cotisa-tioune weider an d'Keesen eran, an duerfir sinn och déi Reserven esou flott an deene leschte Joren uge-klommen.

Mä déi Reserven, déi musse be-stoe bleiwen, well mer jo wëssen, opgrond vun de Berechnungen, datt mer mussen och an Zukunft 24% cotiséieren, fir datt déi Re-serve bleiwen a fir datt d'Pen-sioun laangfristeg och garantéiert sinn. Hei muss jidderee seng Res-ponsabilitéit, säin Engagement, wat en huet, d'Salariat, d'Patronat an de Stat mussen hiert Engage-ment respektéieren, well soss geet déi Rechnung mëttelfristeg net méi op. An et kann een duerfir kee Grëff an d'Pensiounskeese maa-chen.

Mir hu scho Grëffer an d'Pen-siounskeese gemaach mat der Préretraite, mir hunn e Grëff an d'Pensiounskeese gemaach, wéi mer d'Krankekeesen doriwwer sa-néiert hunn. Den Här Juncker léisst net no fir och e Grëff an d'Pen-siounskeesen ze maache fir d'Mammerenten, wou ech awer do-vun iwwerzeegt sinn, datt dat ni wäert glécken. Well den Här Jun-cker huet nach en aneren Hanner-gedanken: Hie géif doduerch net nëmmen de Statsbudget ent-lascht kréien ëm déi 80 Milliounen Euro, déi de Forfait d'éducation kascht, mä hie géif souguer nach méi an d'Keess erakréien, well wann d'Pensiounskeese géifen deen ausbezuelen, vu datt dee jo ënnert d'Steiere fält, krit en iwwert de Wee vun de Steiere souguer en Transfert vun de Pensiounskeesen iwwert d'Mammerent an d'Stats-keess eran. Hien hätt also net nëm-men déi Dépensé manner, mä hien hätt Recetté weider.

Mä ech menge mir sinn eis heiban-nen eens, datt mer net dee Wee goen däerfen.

Am Budget vun 2006, Här Presi-dent, ass virgesinn, datt de Stat vum 1. Januar 2006 un net méi bei de Frais administratifs an der Partici-patioun un de Gehälter vun de Beamte bei de Pensiounskeesen am Privatsektor participéiert. Dat ass e Montant vu 17 Milliounen, déi soss am Statsbudget stoungen, déi elo net méi an d'Pensiounskeese ginn, mä déi d'Pensiounskeese selwer mussen droen. Och dat ass – doriwwer hunn der vill geschwat – erëm ee Grëff an d'Pensiouns-keess vu 17 Milliounen Euro d'Joer.

Ech hunn duerfir, Här President, Amendementer preparéiert, fir déi Artikelen, déi am Budget alleguer op null stinn, erëm op dee Kredit eropzesetzen. Dat sinn 48 Amen-dementer, a wa mer wëssen, datt all Amendement muss eenzel of-gestëmmt ginn, da wësse mer, datt mer dräi Stonnen iwwert déi 48 Amendementer heibanne missten ofstëmmen. Ech wëll Iech awer soen, datt ech Iech an eis dat er-spueren. Mä ech wëll awer just soen, datt dat 48 Artikele sinn, déi am Budget op null erofgesat sinn, fir déi 17 Milliounen Euro, déi de Stat elo net méi iwwerhëlt, an elo an Zukunft d'Pensiounskeesen iw-erhuelen. Mä eleng dat misst fir all Sozialpolitikter heibanne schonn eng Ursach sinn, fir géint dese Budget ze stëmmen.

Am Géigendeel zum Privatsektor, Här President, hu mer am öffent-leche Secteur keng Pensiouns-keess. An ech erënnern dorun, wéi mer 1999 hei dat Gesetz – iw-vert dat vill Kaméidi gemaach ginn ass an duerch dat mer am Secteur public den neien öffentleche Pen-siounsregime agefouert hu fir all Fonctionnaires, déi nom 1. Januar 1999 agestallt gi sinn – a wéi mer aus der 3^eeger Péréquation iw-wer fënnep Joer eng Cotisation vun 8% agefouert hunn, datt mir deemools hei schonn dofir plä-

déiert hunn, well mer dunnen a finanziell ganz gudden Zäite waren, datt dunnen d'Geleeënheet gewiescht wier, fir déi Cotisationsounen op e Pensionsfong fir de Secteur public ze déviéieren, amplaz si erëm an de Statsbudget zréckgoen ze loossen.

Well wa mer am Privatsecteur dräi Joer Reserven hu bei de Pensionsunen, wat anscheinend ze vill ass, well soss hätt de Premier net ëmmer d'Tendenz, fir dranzegräifen – mä déi muss mer wéi gesot behalen –, dann hu mer am öffentleche Secteur keng Reserven! Et ass am Fong do, wou och eng Zäitbomm tickt, well de Stat do een Engagement huet, wat am Fong eng Schold ass, déi hien iwwer Gesetz iwwerholl huet, wou mer awer keng Reserven ugeluecht hunn.

An duerfir maache mer nach eng Kéier een Appel hei, fir datt mer eis solle wierklech iwwerleeën, fir och an der Fonction publique eng Pensionskeess mat Reserven unzeleeën, fir och do deene Leit eng Pension ze sécheren, déi haut schaffen an déi an d'Fonction publique erakommen. Well, et muss ee jo elo wëssen, datt all déi Leit, déi no 1999 an d'Fonction publique erakomm sinn – wéi och iwwregens déi virdrun –, déiselwecht Cotisation wéi am Privatsecteur bezuelen. Déi am Privatsecteur kënne soen, doduerch datt ech haut eng Cotisation bezuelen, schafen ech Reserven, fir datt ech muer och eng Pension kréien. An dat kënnen déi Leit an der Fonction publique net soen. Duerfir, wéi gesot, maache mer nach eng Kéier een Appel, fir datt eng Pensionskeess an der Fonction publique soll geschaf ginn, fir och deene Leit Garantien ze ginn.

Här President, dann eng Rei vu Propositionen, déi ech nach wëll maachen, déi mer kënne maachen, fir de Budget an den Equilibre ze kréien. Et ass ëmmer hei geschwat ginn, déi 22 Moossnamen, déi ech virdrun opgezielt hunn, sinn der lauter, wou d'Regierung manner Geld wëllt ausginn a sozialen Ofbau gréisstendeels wëllt bedriewen. Mä et kann een och eppes op der Recettësäit maachen. An et kann een och manner Ausgabe maachen, andeem datt ee spuert. An d'Regierung soll emol mam gudden Beispill virgoen a wierklech weisen, datt iwwerall ka gespuert ginn.

Ech géif och emol mengen, d'Regierung misst de Message an hir Verwaltung weiderginn. Well, et héiert een an et gesäit een, datt trotzdeem och nach Leit an de Verwaltungen am Fong esou um Terrain agéieren, wéi mer dat an de gudden Zäite konnte maachen, an Engagementer huelen an nach net wëssen, datt een Émdenke verlaangt ass.

Och um Terrain, an der praktescher Exekutioun vum Budget ka vill Geld gespuert ginn, mä da muss een de Message awer och un déi Leit vun de Verwaltungen weiderginn, fir datt een Émdenke kënnt. Ech kéint eng Rei vu Beispiller do nennen; aus Respekt vun der Zäit wëll ech awer och do e bësse spueren.

Mir erënnere och dorun, datt mer de Fong fir d'Militärdépenden ëm 33 Milliounen Euro gehéicht hunn. Och do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer richteg leien, elo nach insgesamt d'Militärdépenden ëm 33 Milliounen Euro vun engem Joer op dat anert an d'Luucht ze setzen.

Ech erënnere un eis Fuerderung no Steiergerechtegkeet, no der Negativsteuer, dem Crédit d'impôt, fir méi eng einfach, méi eng gerecht Steuer hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Mir hu keng gerecht Steuer; a mat där Politik, déi momentan leeft, hu mer de Risiko, datt eng Partie vu Leit ëmmer méi räich ginn an ee groussen Deel vun de Leit ëmmer méi aarm. Duerfir ass et wichteg, datt mer Steiergerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg aféieren.

D'Steierhannerzéiung, Steierbedruch. Et ass doudsécher falsch,

datt mer elo eng Amnistie fiscale d'nächst Woch hei wäerte stëmme fir déi Leit, déi d'Steieren net bezuelt hunn, Steierbedruch an -hannerzéiung gemaach hunn. Déi Leit kréien elo eng Amnistie, an alleguerten déi Leit, déi hir Steieren éierlech a brav bezuelt hunn, déi waren dann am Fong domm, datt si dat iwwer all déi Jore gemaach hunn.

Da muss mer och an deene Verwaltungen d'Personal opstocken, fir datt si à même sinn, déi Fraude fiscale do ze iwwerféieren, fir datt si à même sinn, fir d'Steieren anzezielen, wou dach eis Verwaltungen haut net méi à même sinn, fir déi grouss Steiere richteg kënnen anzedriewen, well se och mat engem Informatikmaterial aus de 60er a 70er Jore muss schaffen. Wat blamabel ass fir ee Land wéi Lëtzebuerg, dat esou räich ass, dat ass, datt et seng Verwaltungen net en mesure setzt, fir datt si hirer Aufgab gerecht kënne ginn, déi mir als Gesetzgeber hir virschreien, nämlech d'Steieren anzezielen. Si ginn der Aufgab net méi gerecht, well mir si net en mesure setzen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An dat gëtt scho während Joren hei an der Chamber ugeprangert. Et kritt een haut jo scho bal de Verdacht, datt verschidde Leit sech wëllen zum Kompliz vun deene maachen, déi Steierbedruch maachen, well si einfach d'Verwaltungen net en mesure setzen, fir déi Steieren anzedriewen.

Mir hunn och den 8. Dezember 2004 eng Motioun hei eraginn, an där mer eng Spezialkommission fir d'Fraude fiscale verlaangen, esou wéi iwwregens den Här Krecké se och a sengem Rapport deemools verlaangt huet. Ech wëll dorun erënnere, datt den ADR, d'DP an DÉI GRÉNG deemools duerfir gestëmmt hunn an d'CSV an d'LSAP dogéint gestëmmt hunn, datt esou ee Service soll kommen, fir d'Fraude fiscale hei am Land ze bekämpfen.

D'Faillite frauduleuse. Ech hunn lech virdu gesot, datt mer eleng bei der TVA a 15 Joer 27 Milliarden aler Frang duerch d'Faillite verluer hunn – niewent de Steieren, déi d'Steierverwaltung net erakritt, niewent deem, wat fir d'Sécurité sociale verlaangt gëtt. Mä näischt, näischt ass geschitt! Ech hat viru fënnf Joer eng Interpellation hei an der Chamber gemaach iwwer eng Reorganisation vun de Verwaltungen, fir d'Faillites frauduleuses kënnen ze bekämpfen. Näischt ass geschitt!

Och do mengt een hätte verschidde Leit Intérêt drun, datt näischt geschitt, datt déi Faillite monter kënnen esou weidergoen an d'Allgemengheet bezuele muss.

Also, d'Regierung huet do e ganze Koup vu Punkten, wou si emol fir d'éischt muss beweisen, datt et hir eescht gemengt ass ze spueren. Si muss emol fir d'éischt beweisen, datt dat Geld muss agedriwwe ginn, wat de Stat zegutt huet, amplaz datt si dat lafe léisst, an dann op där anerer Säit elo higeet a mengt, si misst iwwerall sozialen Ofbau bedriewen.

An och muss mer wëssen, datt déi Asylpolitik, déi mer an de leschte Jore bedriwwen hunn, eiser Meinung no eng falsch verstanen Asylpolitik ass, datt déi – ech wëll elo net ze vill dragoen, net datt do gemengt gëtt, et géif ee wëllen eppes do opbauschen – och ze vill kascht. Et gëtt do geschwat vun zwou Milliarden aler Frang d'Joer. Och do hu mer net deen néidege Courage gehat an deene leschte Joren, fir eng richteg Asylpolitik ze maachen, déi de Statsbudget och bezuele kann.

Mir hunn och eng Kéier proposéiert, datt een d'Kannergeld souwéi d'Mammerent och besteiere kéint. Et kéint een och d'Kannergeld de Steieren ënnerwerfen, andeem datt een et esou géif upassen, datt déi Kleng net

manner krite, mä déi, déi méi verméigend sinn, kéinte jo och eventuell dann do e bësse Steieren drop bezuelen. Also, och do si mer bereet, an esou eng Richtung matzediskutéieren.

Mir hunn och hei proposéiert an enger Motioun als ADR, den Index-Wuerekuurf ze änneren, an den Tubak an den Alkohol aus dem Wuerekuurf erauszehuelen. Dat war an der leschter Regierung. Déi Motioun ass gestëmmt gi mat de Stëmme vun der LSAP, de Gréngen a vum ADR, d'CSV an d'DP hunn deemools dogéint gestëmmt.

Mir hunn och eng Motioun schonn erabruecht gehat, datt ee sollt eng Cotisation sociale um Alkohol an um Tubak aféieren, déi awer dann an d'Krankekeese géif fléissen, déi Cotisation an och déi Motioun sinn heibannen ofgelehnt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un deenen zwielef Propositionen, déi ech elo gemaach hunn, gesäit een, datt villes ze maachen ass, ouni datt ee muss direkt higoen a sozialpolitesch Aschnëtter maachen, oder d'Leit hei an do weider participéieren. D'Regierung soll hir Aarbecht maachen. Mir hunn elo eng Rei vu Propositionen gemaach.

Wichteg ass, datt mer elo wëssen, datt d'Situation alarméierend ass. Dat soll kee verschéieren. D'Situation ass alarméierend, awer d'Schold ass net bei de Leit am Land, d'Schold ass net bei de Betriber, d'Schold ass net bei dem Salariat ze sichen. Schold huet d'Regierung. Schold hunn déi CSV-Finanzministere, déi CSV-Budgetsministere, déi iwwer Joren dem Land eppes virgegaukelt hunn, wat laanscht der Realität war. Déi de Leit gesot hunn, et geet esou virun de séchere Wee. Dat ass awer falsch gewiescht, fir de Leit dat ze soen. Si hunn hir Responsabilitéit net geholl, an duerfir muss mer dem Land soen, datt d'Situation alarméierend ass. D'Fong sinn eidel, mir kréie bei deene grouss Steieren e Réckgang, a mer wëssen, datt den Nohuelbedarf, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft, grouss ass.

Et sinn an deene leschte Jore falsch Prioritéite gesat ginn. Ech hu se schon opgezielt. Et geet dann net duer, wa mer hei soen: Ma, d'CSV huet déi responsabel Ministeren elo op Bréissel a Stroossbuerg an d'Altersheim geschéckt. Neen, et ass d'CSV, déi responsabel war! Et geet net duer, datt se e Minister auswiesselt, an dann esou mécht, wéi wa se sech hei kéint d'Hänn an der Onschold wäschen. D'CSV muss riichtstoe fir déi falsch Investitionspolitik, déi ënnert där leschter Regierung gemaach gouf.

D'Land huet en Nohuelbedarf un de Schoulinfrastrukturen, de Gesondheitsinfrastrukturen, öffentlechem Transport a Strukture fir Kannerbetreiung. Mir hunn eis Engagementer vis-à-vis vu Kyoto anzehalen. Mir hunn en Noutstand am Wunnengsbau. Mir mussen den IVL ëmsetzen. Mir hunn eng Zentralisation ze maachen. A mir hunn an der Prioritéitelésch scho muss villes sträichen, wat awer wichteg gewiescht wier, datt et gemaach gi wier. Och wann d'Regierung elo och do erëm esou eng Ausso gemaach huet, datt se gesot huet: Wat an der Prioritéitelésch gestrach ginn ass, gëtt net virun 2008 gemaach.

Här President, se hätt och kënnen soen: Et gëtt dann no 2008 gemaach. An 2015, 2020, dat ass och alles no 2008. Et dierf also kee mengen, wann elo gesot gëtt, et ass vun der Prioritéitelésch, et gëtt net virun 2008 gemaach, dat géif dann 2009 gemaach ginn. An där Finanzsituation, wou elo de Stat erageet, gëtt et eng ganz Rei Projete, déi mir heibanne wahr-

scheinlech net méi wäerten erliewen.

Da muss ee sech d'Fro stellen, wann esou e groussen Nohuelbedarf do ass: Wou war dann déi Wäitsicht vun enger CSV, déi praktesch onënnerbrach an der Regierung war, déi gesot huet, si wier déi eenzeg, déi amstand wier, fir datt d'Land hei an Zukunft virugeet? Wa mer elo virun eidele Keese stinn, an ech héieren dann de Fraktionspresident vun der CSV gëschter hei eng riseg Lëscht opzielen, wat alles nach muss gemaach ginn, datt ass en Aarmutszeugnis, wat ee sech selwer ausgestallt huet. Well wann ee weess, datt an deenen nächste Joren eis pro Exercise tëschent enger an annerhallwer Milliard wäerte feelen, da weess een, datt dat dote gréisstendeels wäerte Wënsch bleiwen.

Och an dësem Budget vun 2006, Här President, ass keng Spur vun Émdenken. De politesche Courage feelt an dësem Budget. Et ass e Budget, dee schon a senger Presentation defizitär ass. Et ass e Budget, wou mer wëssen, datt eng Rei vun Dépenses iwwerhaapt net dra berücksichtegt gi sinn. Et ass also, wéi scho gesot ginn ass, eng Mogelpackung. Et ass e Phantombudget, wou mer eréischt no engem Joer wëssen, wat mer am Fong haut wäerte gestëmmt hunn.

An duerfir wonnert et mech, datt Leit heibanne wierklech dee Courage hunn. Et muss ee scho Courage hunn, fir deem dote Budget zouzestëmme, Här President. Ech kann lech op jidde Fall soen, ech an eis Fraktioun, mir hunn nach ni mat esou enger Iwwerzeegung géint ee Budget gestëmmt, wéi dat dëst Joer de Fall wäert sinn.

Ech soen Iech Merci.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- *considérant que le projet de budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 est caractérisé par une progression des recettes plus faible que la progression des dépenses;*

- *considérant que le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 s'est soldé par un déficit de 106.713,0 euros;*

- *considérant que le projet de budget pour 2006 prévoit un déficit de 301.295,4 euros;*

- *considérant la volonté du Gouvernement d'appliquer dans l'exécution du budget pour l'exercice 2006 une «discipline budgétaire rigoureuse» et «de réduire les dépenses dans les normes acceptées dans l'accord de coalition»;*

- *considérant la nécessité d'agir également sur le côté des recettes fiscales;*

- *considérant l'inexistence au sein des administrations fiscales d'un département spécialisé dans la lutte contre la fraude fiscale;*

- *considérant que «l'inégalité devant la fraude est la source fondamentale de l'inégalité devant l'impôt»;*

invite le Gouvernement

- *à créer un service spécialisé commun aux administrations fiscales chargé de lutter contre la fraude fiscale.*

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- *considérant le déficit se creusant du budget de l'État;*

- *considérant que les fonctionnaires contribuent à l'instar des salariés du secteur privé à leur pension vieillesse;*

- *considérant que les cotisations des fonctionnaires alimentent un «Fonds de pension» faisant partie intégrante du budget de l'État;*

- *considérant que le «Fonds de pension» n'offre pas les mêmes*

garanties qu'un organisme de pension ayant une personnalité juridique propre;

- *considérant l'absolue nécessité de garantir durablement la sécurité des pensions du secteur public;*

invite le Gouvernement

- *à transformer le «Fonds de Pension» en un organisme distinct du budget de l'État ayant sa propre personnalité juridique et chargé de la gestion des pensions du secteur public.*

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- *considérant que la capacité de financement future de l'État est à garantir durablement;*

- *considérant l'absence d'information sur les engagements financiers à long terme résultant des pensions du secteur public;*

- *considérant l'inexistence de toute projection à court, moyen et à long terme du coût salarial total que l'État s'est engagé à supporter dans les années à venir;*

- *considérant qu'il y a lieu d'établir une étude prévisionnelle permettant de renseigner le législateur sur l'impact financier futur du régime des pensions du secteur public;*

invite le Gouvernement

- *à faire réaliser une étude sur le régime des pensions du secteur public fournissant aux décideurs politiques les mêmes renseignements que l'étude sur le régime des pensions contributives du secteur privé réalisée en l'an 2000 par le Bureau International du Travail;*

- *à remettre à la Chambre des Députés une information complète et transparente sur la masse des salaires du secteur public grevant annuellement le budget de l'État et de lui fournir les projections y relatives.*

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Amendement 1

Le paragraphe 2 de l'article «18.- Dispositions concernant la sécurité sociale» du «Chapitre D – Dispositions concernant le budget des dépenses» du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006, prévoyant que dorénavant les frais administratifs soient intégralement à charge des institutions sociales, est rayé.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, "The end of the world as we know it?", mat där Fro hat ech d'Konklusioun vu mengem schrëftleche Rapport zum leschtjährege Budget iwwertitelt. A mengem mëndleche Rapport war meng Konklusioun folgend, an ech zitéieren: „Mir kënnen net méi alles. Mir sollen och net esou maachen, wéi wa mer et kéinten. En éierlechen, onverklärten a schounungslose Bléck op de Budget fir 2005 weist eis, datt Choix bei de staatlechen Ausgaben ustinn, an datt mer déi besser hätten ze preparéieren esou laang mer net ënner absolutem Zuchzwang stinn.“

Den dësjährege Rapporteur Roger Negri huet a senger schrëftlecher Konklusioun zu sengem Budgetsrapport Folgendes gesot, an ech zitieren en: «En déduire pour autant que nous pouvons poursuivre allégrement notre train de vie serait toutefois quelque peu hardi et réducteur. Nous l'avons dit et nous le

répétons: à la source des problèmes de soutenabilité des finances publiques on trouve des engagements de dépenses publiques futures, qui dépassent les montants susceptibles d'être financés par la base de recettes. Et le Luxembourg ne fait pas exception. (...) Mais nous avons encore le choix de prendre la bonne option pour assurer et pérenniser notre modèle de société, nous avons le choix de nous engager résolument sur la voie d'une politique budgétaire soutenable.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Konklusioun vum Här Roger Negri sengem Rapport a meng Konklusioun vum mengem Rapport vum leschte Joer vergläicht, kënn een net derlaanscht, fir feststellen, datt schonn d'lescht Joer, d'Finanz- a Budgetskommissioun d'Alarmglacke schelle gelooss huet, dëst vläicht a méi engem moderéierten Toun, wéi den Här Roger Negri dëst zu Recht a sengem Rapport gemaach huet.

Ech wëll dann och vun der Geleeënheet profitéieren, dem Här Rapporteur e ganz grouse Merci auszerlichten, fir déi virbildlech Fläissaarbecht, déi hien an deene leschte Wochen ofgeliiwwert huet, an déi ee souwuel a sengem schrëftleche wéi mëndleche Rapport ermëfënt, deen iwwregens och eng Rei vu ganz interessanten innovative Propositione beinhalt wat d'parlamentaresch Budgets-prozedur ubetrëfft.

Wann ech lech elo nach eng Kéier déi Konklusioun vum dësem an deem leschtjährege Budgetsrapport virgelies hunn, da fir drop hincweisen, datt déi Problemer, iwwert déi mer ganz intensiv, besonnesch dëst Joer, diskutéieren och schonn hilänglech d'lescht Joer bekannt waren. Vläch sinn do déi Warnungen net mat darselwechter Intensitéit, souwuel an dësem Haus wéi awer och an der Regierung, erhéiert ginn. D'Deklaratioun, déi de Statsminister de leschten 12. Oktober an dësem Haus gemaach huet, war dann och fir mech an der Logik vun der Evolution vun där Situatioun, déi sech schonn am Budget fir d'Joer 2005 ugekënnegt hat.

Ech wëll duerfir och nach eng Kéier déi Manéier begrëssen, wéi de Premier mat kloer Wierder dës Situatioun geschildert huet an déi Moosnamen ugedeit huet, déi an deenen nächste Méint mussen diskutéiert a geholl ginn. Fir meng Fraktioun a mech selwer war et och vun deem Moment evident, datt missten am Budget fir d'Joer 2006 souwuel déi sou genannte budgetär Norm wéi d'Kritär vum Stabilitéitspakt respektéiert ginn. Mir waren duerfir och e bësselchen erstaunt, wéi mer bei der Virstellung vum Budget festgestallt hunn, datt d'Schéier zwëschen der Progressioun vun den Ausgaben an der Progressioun vun de Recetten an dësem Budget géif praktesch 3% bedroen.

Et ass allerdéngs richtig – an dat wëll ech hei och nach eng Kéier ënnersträichen –, datt déi strukturell Reformen, déi noutwendeg sinn, fir an de budgetären Equiliber ze kommen, sollten dem Statsminister no am Laf vum Joer 2006 mat de Sozialpartner am Kader vun der Tripartite diskutéiert ginn, well jo sécherlech bei enger ganzer Rei vu Strukturreform mussen Gesetzer geännert ginn. Et ass awer och gradesou richtig, datt an enger ganzer Rei vun Ausgabe beim Stat, déi net eng direkt legal Basis hunn, sécherlech Aspuerunge méiglech sinn. Ech denken do zum Beispill un de Posté vun den Etüden.

An der Analys um Fong gëtt et also keen Ënnerschied zwëschen deenen Aussoe vum Premier, den 12. Oktober, an der Positioun vun der CSV-Fraktioun, déi sech eens sinn, fir ze soen, datt d'Gravitéit vun der budgetärer Situatioun et absolut noutwendeg mécht, fir esou schnell wéi méiglech a virum Opstelle vum Budget fir d'Joer 2007,

déi néideg Mesuren ze huelen. Dee Message, deen de Statsminister den 12. Oktober ginn huet, huet sech dann och ermëfënt an enger ganzer Rei vun Avisën zu dësem Budget, fir hei nëmmen d'Avisë vun der Chambre de Commerce, der Zentralbank an der Cour des Comptes ze nennen, déi allegueren drop higewisen hunn, datt et eng Minutt virun zwielef wär, an datt mer missten onbedéngt d'Progressioun vun eisen Ausgaben an de Grëff kréien.

Leider Gottes ass de Message bei anere Berufsskummeren awer net eriiwwerkomm. Verschidden Exponeente vun der Gewerkschaftsseen sinn net midd ginn an deene leschten Deeg a Wochen op déi a sech fir si exzellent Situatioun vun eise Finanzen ëmmer erëm hincweisen. Wéi mäi Fraktiounskolleg Michel Wolter dëst schonn a senger Ried ënnerstrach huet, kënnen mir eis mat esou enger Politik „vum Kapp an de Sand stiechen“ net zefridde ginn. An duerfir wollt mir och nach eng Kéier duerch en Zousaz am Budgetsrapport vum Här Negri daitlech op d'Onweigerlechkeet vu strukturelle Reformen hiweisen.

Datt d'Finanz- a Budgetskommissioun nach eng Kéier expressément dorobber hiweist, schéngt mir keen aussergewöhnleche Virgang ze sinn. Datt de Budget an enger Fraktioun kontrovers diskutéiert gëtt, soll a sech d'Normalitéit sinn. D'Meenungsverschiddenheeten zwëschen CSV-Fraktioun a Regierung kann ech hei beim beschte Wëllen net erkennen, dat ëmsou méi, wéi de Budgetsrapporteur Roger Negri genau déiselwecht Analys wéi d'CSV-Fraktioun gemaach huet, dat an deelweis méi daitleche Wierder.

(Interruptions)

Bei den Dissonanzen zwëschen CSV-Fraktioun a Regierung, déi vu verschiddene Kollegen, besonnesch aus Oppositionsreien, erbäigieret ginn, do schéngt mer éischter de Wunsch de Papp vum Gedanken ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech a menge weideren Ausféierungen haapt-sächlech mat der Kompetitivitéit vun eise Wirtschaftsstanduert befaassen, dëst ganz besonnesch och virum Hannergrond vun der Strategie vu Lissabon, an dëst och am Kontext vun deenen dach stagnéierende Recetten um Niveau vun der Kollektivitéitssteuer belichten.

Ech hat schonn d'lescht Joer am Kontext vu mengem Budgetsrapport drop higewisen, datt d'Schéier zwëschen der Loun- an der Kollektivitéitssteuer ëmmer méi wäit géif ausernee goen, an dës Tendenz muss ee leider och erëm am Budget 2006 feststellen.

Esou geet d'Lounsteuer vun 2.000. 996.500 Euro op 3.000.346.500 Euro erop, während d'Kollektivitéitssteuer vun 1.000.125.000 op 1.000.250.000 Euro progresséiert, also quasiment stagnéiert. An eiser Entrevue mat der Direktioun vun der Steierverwaltung ass eis gesot ginn, datt méi wéi wahrscheinlech d'Kollektivitéitssteuer fir d'Joer 2007 géif ënert d'Grenz vun der Milliard falen, woubäi mer dann erëm ënnert dem Niveau vum Compte général vum Joer 2004 ukomm wären. Ech hat mech d'lescht Joer relativ pessimistesche gewisen, wat d'Evolution vun der Kollektivitéitssteuer ugeet, an ech gesi mech leider a mengem Pessimismus bestätegt.

Wann dann déi Pronosticë vun der Steierverwaltung sech géifen als richtig erweisen, datt mir fir de Budget 2007 ënnert déi ominéis Grenz vun der Milliard géife falen, kréie mer och e seriöse Problem um Niveau vun der Gewerbesteier, déi jo enk un d'Kollektivitéitssteuer ugebonden ass.

Ech wëll hei och eng Klamer opmaache fir ze soen, datt ech genau wéi d'Zentralbank befierchten, datt d'Situatioun vun de Gemengen am

Budget ze vill positiv bewäert gëtt, well d'Gewerbesteier och éischter d'Tendenz huet ze stagnéieren, wéi nach substanzuell an d'Luucht ze goen. Och um internationale Plang steet Lëtzebuerg mat 30,38% Gesamtbesteuerung manner gutt do wéi déi lescht Joren, well mer entre-temps net nëmmen iwwert der Moyenne vun der OECD vun 28,99%, mä och iwwert der Moyenne vun der Europäescher Unioun, déi bei 29,36% ass, leien. Mir si mat dësem Taux wesentlech méi no bei eisen direkten Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch, wéi bei Länner wéi Irland oder der Slowakei, fir emol déi ze huelen, déi en niddregen Impositionstaux fir Gesellschaften hunn.

Et kënn allerdéngs dobäi – an do widerhuelen ech dat wat ech schonns gesot hat –, datt eise Steiersystem äusserst schwéierfällig ass. Et kéint ee sech virstellen, datt een zum Beispill den Taux vun der Kollektivitéitssteuer géif erfsetzen, mat méi enger breeder Assiette, esou datt en fin de compte d'Recettë géifen déiselwecht bliwen. Dëst wär awer sécherlech méi eng laangfristeg Léisung, déi ee sech misst iwwerleeën. Mä ech bleiwen och do bei der Meenung, déi ech schonn d'lescht Joer am Kontext vun deene Budgetsdebatten geäussert hat, datt een eng Kéier muss déi ganz Steiergesetzgebung en vue vun enger Vereinfachung op de Leescht huelen.

Kuerzfristeg an am Kontext vun enger méi attraktiver Fiscalitéit vun den Entreprisë gesinn ech direkt zwou Mesuren, déi ee kënn envisagéieren:

Éischstens, mir mussen onbedéngt déi europäesch Législatioun iwwert d'Sociétés européennes ëmsetzen, mä och eis am Kontext vun deenen neie Gesellschaften onbedéngt par rapport zu deene Solutiounen positionéieren, déi vun aneren europäesche Memberlänner adoptéiert gi sinn, fir och e méi attraktive fiskaleschen a reglementareschen Environnement ze schafen.

Zweetens, ech widerhuelen nach eng Kéier meng Invitatioun un d'Regierung, fir ganz seriö iwwert d'Ofschafe vun dem Droit d'apport nozedenken. Den Droit d'apport ass net nëmmen eng antiwirtschaftlech Steuer, déi eigentlech contraire ass zu deene Mesuren, déi mer mussen huelen, fir den Esprit d'entreprise zu Lëtzebuerg ze verbessern. Mä deenen Droit d'apport léisst eis och am direkte Vergleich mat anere Memberlänner schlecht do stoen, well Frankräich an Däitschland deenen Droit d'apport scho laang ofgeschaaft hunn an och an der Belsch an an Holland vum 1. Januar 2006 un deenen Droit d'apport net méi wäert bestoen.

Ech hu virdru vun de Sociétés européennes geschwat, an och hei gëtt et schwéier, eis als Terre d'accueil fir esou Sociétés unbaussen ze profiléieren, wa mir ganz eleng nach deenen Droit d'apport unweisen, deen an allen Nopeschlänner längstens ofgeschaaft ass.

Informationshallwer wëll ech nach drop hiweisen, datt deenen Droit d'apport ongeféier d'Halschent vun deene gesamten Droits d'enregistrement duerstellt, also ronn 75 Milliounen Euro. Duerch d'Ofschafe géif also keen esou en enormt Lach hei entstoën, mä op där anerer Säit wäerte sécherlech eng Rei zousätzlech Aktivitéiten domadder op Lëtzebuerg ugezu ginn, déi domadder och erëm nei Steiere géife generéieren.

Schlussendlech géif ech och nach eng Kéier an dësem Kontext dofir plädéieren, datt am Sënn vun enger méi einfacher Steierprozedur een onbedéngt soll d'Fusioun vu Steier- an Enregistrementsverwaltung an d'A faassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vu Kompetitivitéit vun eise Wirtschaftsstanduert schwätzt, kënn een net derlaanscht och e puer Wuert iwwert d'Zukunft vun eise Flughafen ze verléieren, ouni deem säin Ausbau mir d'Chancë vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg net wäerte verbessern. Fir datt dës Flughafen eng Zukunft huet, muss een natierlech virun allem d'Gewicht op den Ausbau vum Passagéierverkéier leeën, mä net eleng. Och den Ausbau vum Freight ass net onwesentlech wann ee weess, datt eis Nationalgesellschaft Luxair zum gréissten Deel vum Handling, vu genau dësem Freight-Verkéier leeft oder besser gesot iwwerlieft.

Ech weess, datt de viregten an och den heitegen Transportminister dës Politik um Niveau vum Flughafen ëmmer verteidegt huet an och elo verteidegt. Grouss war dofir, Dir Dammen an Dir Hären, mäin Erstaunen, wéi ech an der Schäfte-rotserklärung vun där neier blogrénger Koalition hei an der Stad gelies hunn, datt een op kee Fall kéint...

Une voix. - Si mer hei am Gemengerot?

M. Laurent Mosar (CSV). - ...iergendwéi nach en Ausbau vun de Freight-Aktivitéiten op dësem Flughafen akzeptéieren.

Fir datt ech hei net falsch verstane ginn: Et geet hei net ëm d'Weiderbestoe vum Nuetsflugverbuet, hantert deem meng Partei, wéi ech selwer, weiderhi stinn, mä ëm déi Ausso, datt iwwerhaapt net méi soll iwwer en Ausbau vun de Fret-Aktivitéiten um Flughafen nogeduecht ginn. Wann een nämlech gläichzäiteg weess, datt d'Cargolux aacht nei Fligere bestallt huet, esou muss ee sech dach ufänken hei ganz seriö Froen ze stellen, wéi da soll évitéiert ginn, datt mer riskéieren, ëmmer méi Fret op Hahn ze verléieren, wat sécherlech net am Interesse vum Flughafen iwwerhaapt an och am Interesse vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg wär. Mir sinn op jidde Fall als Fraktioun der Meenung, datt e moderéierten Ausbau vum Freight weiderhi muss um Flughafé méiglech sinn.

Mme Colette Flesch (DP). - Mir och!

M. Laurent Mosar (CSV). - Ech brauch lech hei net ze ënnersträichen, wéi vill Aarbechtsplazen direkt an indirekt vun dësem Ausbau vum Freight ofhängeg sinn, an ech wär dofir och frau, eng kloer Positioun vun de Kollegeinnen an de Kollegee vun der DP-Fraktioun heizou ze kréien, well et ka jo net sinn, datt een op där enger Säit mat frommem Mond hei fir eng besser Kompetitivitéit vum Wirtschaftsstanduert plädéiere kënn, wéi ech geschter den Här Meisch verstanen hunn, an der Regierung nach d'Lektioun mécht, an op där anerer Säit um lokale Plang just géint déi Mesurë wiedert.

M. le Président. - Erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Flesch, Här Mosar? Madame Flesch, wann ech gelift!

Mme Colette Flesch (DP). - Merci, Här President. Vu dass meng Fraktioun direkt ugesprach ass, wëll ech dem Här Mosar soen, dass mer der CSV-Fraktioun an der Sitzung vum Gemengerot eng kloer Äntwert op hir Harangue ginn hunn an dass mer se also net brauchen hei an der Chamber nach eng Kéier ze widerhuelen. Ne mélangons pas les genres! Féiere mer d'Debatten am Gemengerot, déi an de Gemengerot gehéieren, an déi an der Chamber, déi an d'Chamber gehéieren.

Merci, Här President.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV). - Ech wëll der Madame Flesch äntwerten, datt een net op där enger Säit hei kann...

(Interruption)

...ëmmer erëm plädéiere fir Kompetitivitéit, fir d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit, an dann um lokale Plang einfach deelweis do de Contraire seet. Dëst eis einfach en doppelte Langage, Madame Flesch,...

Mme Colette Flesch (DP). - Mir hunn de Contraire net gesot!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV). - ...an ech mengen, datt d'Land hei en Urecht huet ze wëssen, wat fir eng Positioun dann elo hei vun der DP-Fraktioun gedroen ass, entweder déi vum Fraktiounschef an ehemolegen Transportminister Henri Grethen oder déi vum stater Schäferot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Volet vun den Ausgaben, déi an dëser Debatt vill Riedner ganz besonnesch beweegt hunn. Ech wëll och elo net nach eng Kéier all dat widerhuelen, wat geschter hei vu mengem Fraktiounschef Michel Wolter mat Recht ënnerstrach ginn ass. Ech wëll trotzdem kuerz op dräi Punkte vun dëser Diskussioun agoen, déi mir wesentlech erschéngen.

Ech denke fir d'alleréischte un dat neit, et kann een et scho bal nennen, Zauberwuert, wat omnipresent ass, net nëmmen an der Budgetsried, mä awer och am Rapport vum Här Roger Negri, an zwar dat vum Public private partnership. Ech sinn e bësselchen erstaunt driwwer, datt dee System vu Finanzeement, deen eigentlech scho laang a verschiddene vun eisen Nopeschlänner praktizéiert gëtt, ganz besonnesch an England, an deen eigentlech och an enger licht aneschtens gefierfter Versioun och hei schonn zu Lëtzebuerg fonctionnéiert, nämlech iwwert d'Garantiegesetz, elo op eemol als dat grousst Allheilmëttel soll duergestallt ginn.

Fir datt ech hei net mëssverstane ginn: Fir eng Rei vu Projeten ass et sécherlech net verkéiert, fir op dës Aart vu Finanzéierung zrëckzegräifen. Ech wëll awer heizou véier Bemerkunge maachen:

Éischstens muss ee wëssen, datt den Advantage vun enger PPP net onbedéngt am Präis läit. E Projet, deen iwwer PPP finanzéiert gëtt, ass sécherlech net méi bëlleg wéi en traditionell finanzéierte Projet, well jo hei eng Rei Leit wëllen dru verdéngen, vun den Investisseuren, déi de finanzielle Risiko droen, bis op déi Entrepreneuren an Exécuteurs, déi den technesche Risiko mussen assuméieren.

Zweetens schéngt et mir kloer ze sinn, datt de Virdeel vun esou PPPen ass, datt hei Projeten an engem wesentlech méi kuerzen Zäitraum kënnen realiséiert ginn, wéi dat de Fall ass, wann d'öffentlech Hand selwer baut. Dobäi kënn, datt sécherlech och wäert aneschtens gebaut ginn, well jo de Privatpromoteur all Intérêt drun huet, d'Fonctionnementskäschte méiglechst niddreg ze halen, fir och säi Projet ze rentabiliséieren.

Drëttens, Dir Dammen an Dir Hären, muss ofgeséichert ginn, datt déi Projeten, déi wäerten iwwer PPP realiséiert ginn, net an d'öffentlech Schold falen. Hei erënnerech nach eng Kéier un d'Décisioun Eurostat, déi jo kloer definiert, wat fir eng Kritären a Konditiounen e PPP muss erfëllen, fir eben net an där öffentlecher Schold opzedauchen, an do ass primordial déi Fro, wien de gréissten Deel vum Risiko dréit, fir d'alleréischte ze klären, an dat dierf, wann een also wëllt konform mat där Décisioun Eurostat sinn, net d'öffentlech Hand sinn.

Véiert a lescht Bemerkung heizou: Ech hu mer d'Fro gestallt, ob net ähnlech wéi an eisen Nopeschlänner Frankräich an England, zum Beispill, mer fir d'éischt emol missten deene PPPen e gesetzleche

Kader ginn. Ech hunn nämlech meng Zweifel, ob den Interessi, fir esou PPPen hei zu Lëtzebuerg ofzeschléissen, schrecklech grouss wäert sinn, wann net déi Risikoen, déi privat Promoteuren hei mussen droen, och juristisch duerch e legale Kader ofgeséichert sinn. Ech hu gewëssen Zweifel an ech wär och frou, do vun deenen zoustänneg Ministeren hir Positioun ze kréien, ob si der Meenung sinn, datt eis aktuell Gesetzgebung schonn erlaabt, esou PPPen ofzeschléissen.

Dat gesot, schléissen ech awer net aus, datt bei verschiddene punktuelle Konstruktionsprojeten de PPP sécherlech eng interessant Alternativ zum klassesche Finanzierungsmodell ka sinn. Fir mech läit op jidde Fall dee gréissten Avantage vun dëse PPPen am Fait, datt d'Exploitation, den Entretien vu privater Hand wäert gëréiert ginn an datt virun allem d'Fonctionnementskäschtchen an d'Berechnung vum Präis musse mat afléissen, esou datt sech eigentlech negativ Erfahrungen, wéi mer se bei der Coque a bei der Philharmonie gemaach hunn, wat d'Fonctionnementskäschtchen ubetrëfft, bei esou engem PPP net méi dierfte widderhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu engem anere wichtege Punkt wat déi öffentlech Ausgaben an deenen nächste Joren ugeet, an dat sinn d'Konsequenze vum Kyoto-Protokoll op eise Budget.

Et muss ee wëssen, datt mer an deenen nächste Jore musse ronn 650 Milliounen Euro respektiv 19 Milliounen Tonnen iwwert déi nächst fénnef Joer finanzéieren. Dëst wäert sécherlech déi nächst Budgete staark belastschen, an ech hat op dësem Punkt am Kader vu menger leschtjähreger Budgetsried op déi absolut Nécessitéit higewisen, den Tanktourismus, deen zu engem groussen Deel fir déi staark CO₂-Belaaschtung responsabel ass, a Fro ze stellen. Déi Fro, wéi mer an Zukunft mat de budgetäre Konsequenze vum Kyoto-Protokoll ëmginn, muss och d'Politik virrangeg beschäftegen.

Trotzdem muss ech awer hei mäin Erstaunen iwwert d'Deklaration vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké am „Kéisecker“ ausdrécken, deen d'Uwendung vum Kyoto-Protokoll schéngt a Fro ze stellen an domadder och op Konfrontationskurs mat sengem Parteikolleg an Ëmweltminister Lucien Lux schéngt wëllen ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschten Deeg ass oft iwwer Dissonanzen an der CSV spekuléiert ginn, an ech hunn et virdu gesot, et gëtt déiselwecht Analys vun der Budgetssituatioun souwuel um Niveau vun der Regierung wéi vu menger Fraktioun gemaach, wat een allerdéngs bei der Kyoto-Problematik net ka constatieren. Ech muss lech dann och soen, datt ech et net gutt fanne fir eng Cohésion vun enger Regierung, wann et op engem esou wesentleche Punkt wéi der Kyoto-Problematik divergent Meenunge gëtt, dëst zwëschen zwee sozialistesche Ministeren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat gesot, kommen ech allerdéngs net derlaanscht, mer och eng Rei Froen ze stellen, déi de Wirtschaftsminister an dësem virgenannten Interview gestallt huet, an dat wäre folgend:

Éischstens, déi Engagementer, déi deemools vu sozialisteschen Ëmweltministeren zu Kyoto geholl gi sinn,...

(*Interruptions diverses*)

...an déi mat 28% manner Emissionen vun CO₂ méi wéi dräimol iwwert der Moyenne vun den Engagementer vun all deenen aneren EU-Memberstate leien, sinn déi deemools net total irrealistesche ge-

wiescht? Muss et net och erlaabt sinn,...

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wou war dann d'CSV déi Zäit?!

(*Interruptions et coups de cloche de la Présidence*)

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...Här Bodry, sech haut déi Fro doriwwer ze stellen?

■ **M. le Président.** - Psssst!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Hat net d'Madame Flesch...

(*Brouhaha général*)

■ **M. le Président.** - Wann ech gelift, den Här Bodry wollt eng Fro stellen.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo.

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wollt dem honorabelen Här Mosar d'Fro stellen, wou d'CSV dann déi ganzen Zäit war, wéi déi Positioun festgeluecht gi sinn, déi deemools d'Ministeren op Konferenz vertratt hunn? Ob hie mer kënnt soen, wou seng Partei während där Zäit do war, ob déi eng Positioun hat an deenen dote Froen?

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Här Bodry, ech weess, datt déi dote Froe fir lech net einfach ze beäntwerte sinn, ech verstinn...

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Äntwert nëmmen op meng Fro, déi ass jo ganz einfach ze beäntworten!!!

(*Interruptions et coups de cloche de la Présidence*)

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech verstinn och, Här Bodry, do eng gewëssen Opreegung. Loosst mech awer vläicht emol viru mat mengen Développemententer fueren,...

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ass dat doten Är Äntwert?!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...da wäert Der sécherlech...

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ass dat Är Äntwert?! Ass d'Politik ewell esou einfach, jo?!

■ **M. le Président.** - Roueg, wann ech gelift, Här Bodry!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här Bodry, ech versti jo, wéi gesot, Är Nervositéit, mä loosst mech awer emol hei wann ech gelift viru fueren.

■ **Une voix.** - Hie provozéiert hei!

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass net ganz seriö, dat do!

■ **M. le Président.** - Här Mosar, Dir hutt d'Wuert!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Zweetens,...

■ **M. le Président.** - Ech géif déi aner bieden,...

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech verstinn déi stater Bierger elo vill besser!

■ **M. le Président.** - Här Bodry, och fir lech, wann ech gelift!

(*Interruptions et hilarité*)

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Zweetens: Och wann een der Meenung ass, datt déi Engagementer, déi deemools zu Kyoto geholl gi sinn, nach ëmmer realistesch sinn, esou muss et dach erlaabt sinn, sech d'Fro ze stellen, ob et normal ass, datt mir eleng de gesamten Tanktourismus als CO₂-Emissionen opgeschriww kréien, ob schonn – an ech mengen et ass keen, deen dat an dësem Haus contestéiert – deen allergréissten Deel vun dësen CO₂-Emissionen an der Groussregioun ausgestouss ginn.

■ **Une voix.** - Oh dach, Här Mosar!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - An deemselwechte Kontext muss een dann nach weider hannerfroen, wat dat der Situatioun notzt, wa mer da géifen op dee Wee goen, fir den Tanktourismus ofzeschaffen, d'Autofuerer hire Bensin net méi op eisen Tankstelle wäerten tanken, mä dat dann erëm hannerter der Grenz maachen. Gëtt vläicht domadder eisen CO₂-Bilan och wesentlech verbessert, esou ännert dat dach awer de facto absolut näischt um generellen Niveau vun den CO₂-Emissionen.

Drëttens: Ass et normal, datt zum Beispill déi ganz Kogenerationsanlagen, déi op eng ëmweltfrëndlech Manéier Energie produzéieren, trotzdeem an de Passiv vun eise energetesche Bilan geschriww ginn?

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hunn näischt verstanen!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Véiertens: Ass et logesch, datt en Deel vun där Energie, déi mir importéieren, eis net verrechent gëtt, an awer all déi Energie, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, eis integral ugerechent gëtt, egal ob se ëmwelttechnesche Kritären entsprécht oder net?

Fënneftens: Si mir bereet, déi Konsequenzen, déi sech sécherlech net onbedéngt wäerte positiv op eis wirtschaftlech Entwécklung a ganz besonnesch op eisen Aarbechtsmaart auswirken, zumindest kuerz- a mëttelfristeg – an do deelen ech d'Meenung vum Wirtschaftsminister –, a Kaf ze huelen?

Sechstens: Wa mer dann zur Konklusioun kommen, datt mer egal wéi déi Engagementer vu Kyoto musse respektéieren, musse mer dann net schonn haut an elo d'Politik vum Tanktourismus a Fro stellen, quitte datt mer do dem Statsbudget an deenen nächste Jore wäerten zousätzlech budgetär Mëttele virenthalen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dës Froen muss d'Politik sech stellen, an dat net muer oder iwwermuer, mä schonn haut, wa mer net wëllen den Zuch och hei verpassen an déi noutwendeg Adaptatiounen wëlle virhuelen.

Ofschléissend zu dësem Punkt wëll ech dann nach eng kéier soen, datt et muss erlaabt sinn, doriwwer nozedenken, ob déi Objektivier, esou wéi se am Kyoto-Protokoll zrëckbehale gi sinn, realistesch an ëmsetzbar sinn a wesentlech zu enger Reduktioun vun den CO₂-Emissionen an eise Land bäidroen.

Perséinlech, Här Minister, géif ech et eigentlech éischter mat den Ausféierungen halen, déi de fréieren US-President Bill Clinton kierzlech zu Montreal gemaach huet, an dee gemengt huet, et wier méi sënnvoll, amplaz sech iwwer Objektivier vun CO₂-Emissionen eens ze maachen, sech op konkret Projeten eens ze maachen. An deem Kontext géif ech lech och vläicht, Här Ëmweltminister, d'Iddi mat op de Wee ginn, doriwwer nozedenken, ob een net kéint gemeinsam Projeten och um Niveau vun der Groussregioun ugoen.

Här President, ech kéim domadder zu mengem leschte Punkt, deen ech kuerz wëll uschneiden, nämlech dee vum öffentlechen Transport. Och do hat ech am Kader vu mengem leschtjährege Budgetsrapport verschidde Froen gestallt, ganz besonnesch wat d'Participation vun den Usageren um Käschtapunkt vun dësem öffentlechen Transport ugeet.

Ech hunn dann och festgestallt, datt d'Präisser fir den öffentlechen Transport ëm 10% wäerten erop-

goen, wat awer sécherlech net wäert duergoen, fir déi enorm Progressioun vun den Ausgaben, besonnesch an dësem Domän, ze couvréieren.

Ech hat awer och d'lescht Joer d'Fro gestallt, déi ech hei nach eng kéier wëllt widderhuelen, nämlech déi, ob et a budgetär méi onsécheren Zäiten normal ass, datt et e puer dausend Usageren an dësem Land gëtt, déi dësen öffentlechen Transport gratis dierfe benotzen, dëst ouni datt hei déi geréngste sozial Komponent matspillt.

Wär et hei net méi logesch, wann all d'Bierger an dësem Land géife mindestens fir hiert Abonnement e gewëssene Minimumbetrag entriichten, deen op deem géif baséieren, wat jo och déi Jugendlech an d'Studente bezuelen? Ech fanne et nämlech net normal, dass all dës jonk Leit hiren öffentlechen Transport musse bezuelen a vill eeler Matbierger, déi finanziell wesentlech besser dostinn, vu Fräifahrtsschäiner profitéieren.

Mir wäerten op jidde Fall kuerzfristig net derlaanschtkommen, déi gesamt Tarificatioun am öffentlechen Transport ze iwwerdenken, dëst ganz besonnesch virun deenen enormen Investissementen, déi speziell an dësem Domän déi nächst Joren de Budget wäerte weider belastschen.

Domadder sinn ech dann och bei der Fro vun der Moderniséierung vun eisen Infrastruktur bei der Eisebunn ukomm. An do wär ech frou vum Transportminister Lucien Lux emol e puer klärend Wieder ze héieren, wat d'Ëmsetze vum Konzept „mobilitéit.lu“ ubetrëfft.

Ech hunn nämlech, wéi sécherlech eng Rei aner Kolleeginnen a Kolleegen an dësem Haus, mat Erstaune seng Ukënnegungen héieren, datt de Konzept Train-tram net kéint virun 2017 oder 2018 realiséiert ginn, well et net méiglech wär, dat Material op deem Schin-

nennetz anzesetzen.

Ech weess net, ob dëst elo een definitive Constat vum Minister respektiv vun deene Verantwortleche vun der CFL ass, mä sollt dat wierklech esou sinn, kommen ech dach net derlaanscht mer d'Fro ze stellen, firwat no méi wéi zéng Joer Planung an Ausschaffe vu Projeten een elo op eemol zu där méi wéi iwwerraschender Konklusioun dach kënnt.

Et ass haut an hei net de Moment, fir am Detail op d'Konzept vun engem Train-tram, Tram oder normalen Zuch anzegoen, nach kann ech awer net, och vum budgetäre Standpunkt aus, akzeptéieren, datt mer vill Geld an Etüden a Planunge fir en Train-tram an deene leschte Joren investéiert hunn, fir elo op eemol festzustellen, datt dat Konzept iwwerhaupt net, oder héchstens a freistens an zwielef oder 13 Joer méiglech wär.

Sollt dat de Fall sinn, Här Minister, da sinn ech der Meenung, dass ee sech hei muss d'Fro vun der politescher Responsabilitéit stellen, wat den Émgang mat Steiergelder ugeet.

Onverständlech ass mer och an dësem Kontext awer dat, wat ech rezent vun der Presidentin vum Mouvement écologique héieren hunn, déi nämlech gemengt huet, et soll een elo d'Ubannung vun der Gare iwwert de Findel op de Kierchbiere net méi iwwert d'Schinn realiséieren, mä et soll een elo emol virun allem déi direkt Ubannung mam Tram an de Stadzentrum maachen.

Fir meng Fraktioun a mech selwer ass et absolut noutwendeg, datt elo emol dee Projet, dee vun dëser Chamber gestëmmt ginn ass, an deen dee Quartier vun dëser Stad ubënn, wou nach am meeschte Potenzial och um Niveau vun den Aarbechtsplaze besteet, endlech soll realiséiert ginn. Ech kann dofir och mam allerbeschte Wëllen net dee Volte-face do vun der Madame Blanche Weber novollzéien.

Nach, Här Transportminister, bleiwen awer an dësem Beräich eng Rei vu Froen, op déi ech nawell gären eng Äntwert an deenen nächsten Deeg hätt – wann ech se haut net ka kréien –, well et mer dach schéngt, datt an dësem ganze Beräich e bësse Gewulls besteet.

Ech géif mer dann och erlaben, lech do e puer Froen ze stellen. Éischstens wär ech frou ze wëssen, wéi et dann elo mat der Ubannung Gare-Findel-Kierchbiere steet. Gëtt déi realiséiert? A mat wat fir engem Material gëtt déi Zuchstreck befuer?

Zweetens, wéi ass et mat der Ubannung Gare-Esch, déi esou wesentlech fir d'Entwécklung vum Süde vun eise Land ass?

Drëttens, wéi steet mat der Ubannung un d'Schinnennetz vum ganze Südweste vun der Stad? A véiertens, wéi steet et mat der Ubannung un d'Schinnennetz vum Stadzentrum?

Dozou awer eng Bemierkung: Wann ech de Käschtapunkt vun dëse véier genannte Projeten zesammenzielen, da kommen ech ongeféier op een Ausgabepunkt vu véier bis fénnef Milliarden Euro.

Här President, wann ech dann d'budgetär Situatioun, wéi se vun deenen allermeeschte Riedner gëschter an haut hei opgezeechent ginn ass, kucken, stellen ech mer wierklech d'Fro, wéi mer dës Investitiounen an deenen nächste Jore wëlle finanzéieren ouni eis an eng Verscholdungspolitik eranzebeginnen, déi weder d'Regierung nach déi meescht Riedner hei wëllen.

Duerfir schéngt et fir meng Fraktioun a fir mech wesentlech, datt mer och an dësem wichtege Beräich eis realistesch Ziler fir déi nächste Jore setzen. Fir eis, d'CSV-Fraktioun, ass et virun allem wichtig, datt mer elo emol d'Ubannung vun der Gare iwwert de Findel an de Kierchbiere realiséieren an duerno d'Verbindung Gare-Esch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zu menger Konklusioun, déi u sech nach ëmmer déiselwecht ass wéi déi virun engem Joer, nämlech datt mer an dësem Land an Zukunft eis net méi alles kënnen erlaben, an datt d'Choixen iwwer ganz besonnesch strukturell Reforme mussen esou schnell wéi méiglech net nëmmen diskutéiert, mä och ëmgesat ginn.

Mir kënnen net gläichzäiteg all Engagementer aus dem Kyoto-Protokoll ëmsetzen, ouni mindestens mëttelfristeg den Tanktourismus a Fro ze stellen, esou wéi mer net kënnen milliardeschwéier Investitiounen am öffentlechen Transport realiséieren, ouni gläichzäiteg an anere Beräicher Aspuerunge virhuelen.

Mir wäerten och net illimitéiert de Wuesstem vun eiser Wirtschaft virunderiwe kënnen, ouni gläichzäiteg mussen den Aménagement vun eise Land ze iwwerdenken an domadder esou schnell wéi méiglech och un d'Ëmsetzung vum IVL-Konzept ze kommen.

Här President, op all dës Froen muss net eréischt muer, mä haut eng Äntwert gi ginn, fir dass mer och muer d'Iwwerliewe vun eise Land a vun deenen, déi no eis kommen, séchere kënnen.

An ech géif ofschléisse mat engem Zitat vum Schrëftsteller Lampe-dusa: „Wa mer gär hätten, datt alles esou bleift wéi et ass, da muss alles änneren.“

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Debatte iwwert de Statsbudget dëst Joer ass een Thema bis elo net besonnesch ugeschnidde ginn. Een Thema, dat enk mam Budget vum Stat verknäppt ass a wat d'lescht Joer nach am Mëttelpunkt vum deemolege Rapporteur sengen Iwwerleeungen an Ausféierungestoung: Dat sinn d'Gemengefinanzen.

Just an engem ganz prezise Kontext huet de Budgetsminister vun de Gemenge geschwat, an zwar dass bei deenen ugekënnegte Spuermoosnamen och een Débat iwwert déi staatlech Subventiounen un d'Gemenge misst gefouert ginn. Ähnlech Téin konnt een an deene Méint och vu Säite vum Statsminister héieren, deen a senger Ried zur Lag vun der Natioun ënner anerem dovun geschwat huet, dass d'Finanzierungsrelationen tëschtent Stat a Gemenge missten iwwerpréift ginn, an do weess een net a wat fir eng Richtung.

Une voix.- Ech ka mer et virstellen.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Et wär zudéifst bedauerlech, wa sech d'Problematik vun de Gemengefinanzen nach haut just drop beschränke géing, fir ze kucken, wéi een déi finanziell Transferte vum Stat un d'Gemengen am beschte reduzéiere kënn.

Eppes sief virewech gesot, fir dass ech elo hei net mëssverstane ginn: Ech sinn der Meenung, dass wann de Stat spueren soll, d'Gemengen dat och solle maachen. Och de Gemengen hir Ausgabe sinn an deene leschte Joren, souwuel déi ordinär wéi déi extraordinär, staark geklommen. Parallell dozou ass hir Gesamtverschëldung stänneg gewuess, well se mat hiren eegene Mëttelen hire Verflüchtunge géigeniwwer de Bierger, ouni Scholden opzehuelen, net hätte kënnen kommen.

Och d'Gemenge sollen also eng responsabel Finanzpolitik bedriewen, dat Wichtegt vum Iwwerflésegeng ënnerscheeden, fir hir finanziell Situatioun mëttel- a laangfristeg ofzesécheren. Ech hunn allerdéngs genuch Vertrauen an Zouversicht an eis Gemengeverrieder, fir ze gleewen, dass si dës Situatioun erkannt hunn an och deementspriedend responsabel a virsiichteg handele wäerten.

Et kann awer net sinn, nëmme well de Finanzpillraum vum Stat méi kleng ginn ass, dass mer refuséieren iwwer eng Reform vum System vun de Gemengefinanzen ze schwätzen, wéi et elo schonn zënter Jore vun de Gemenge verlaangt gëtt. Et geet de Gemengen net dréms, wéi et hinnen heiansdo ënnerstallt gëtt, fir einfach prinzipiell ëmmer méi ze kréien. Wat d'Gemenge virun allem wëllen, ass e besseren, dat heescht, e méi gerechten, méi stabilen a méi transparente Finanzéierungssystem am Kader vun den un d'Zäit an hir vill nei Missiounen ugepassten Zouwendungen .

Wat kënne mer feststellen? D'Evolutioun vun de Recettë vun de Gemenge war an deene leschte Jore vill manner dynamesch, wéi déi vun de Recettë vum Stat. D'Recettë vum Stat sollen 2006 ëm 6,2% klammen, déi wichtegst Recettë vun de Gemengen, d'Gewerbesteier an de Fonds communal de dotation financière, awer nëmme ëm 2,9%. Iwwert d'Period 2002/2006 - also fënnef Joer gekuckt - huet de Stat eng Progressioun ze verzeechne vun 18,2% géigeniwwer vu 4,6% fir déi net zweckgebundene Revenuë vun de Gemengen, dat heescht véiermol manner.

Den Ecart tëschtent der Progressioun vun de Recettë vum Stat an där vun de Gemenge gëtt also offensichtlech ëmmer méi grouss. Dëst heescht natierlech, dass déi staatlech Steieren, un déi d'Ge-

mengen ugebundene sinn, an engem Rhythmus progresséieren, dee wäit ënnert deem vun de gesamte Steiere vum Stat läit. Ech géif mer wirklech wënschen, dass dës Realitéit emol endlech unerkannt gëtt, an déi wäitverbreete Meenung ophéiert, d'Gemenge géifen ze vill kréien.

Ech erlabe mer fir eng Kéier kuerz op déi eenzel Recettë vun de Gemengen anzegoen:

1. D'Gewerbesteier. Si mécht ongeféier een Drëttel vun de Gemengen hire Revenuen aus a wäert, wéi et ausgesäit, an deenen nächste Joren erofgoen.

Ech zitéieren an deem Zesammenhang de Budgetsrapporteur: „Et ass bekannt, dass zënter de Joren 2002 massiv de Banken hir Steierscholden agedriwwen goufen, fir d'Recetten aus der Kollektivitéitssteier héichzehalen, an dat dës Soldë quasi all agezu sinn, weisen d'Expertë vun der Steierverwaltung an der Cour des Comptes drop hin, datt dermat ze rechnen ass, dat den IRC, den Impôt sur le Revenu des Collectivités, an deenen nächste Jore sech knapp ënner enger Milliard Euro appendele wäert, wat een net kann optimistesches stëmmen, d'autant plus well d'Effekter vun der Steierreform vun 2002 sech elo eréischt voll ausweisen.“

Dat stëmmt d'Gemengen net grad optimistesches, wann ee weess, dass d'Gewerbesteier déiselwecht Base d'assiette huet, wéi d'Kierperschaftssteier. Dës Mannerrecettë kënnen net ouni Weideres vun de Gemengen a Kaf geholl ginn. 2001 hu si an engem Accord mat der Regierung akzeptéiert, den Taux d'assiette vu 4% op 3% erfzesetzen; dat fir der Kompetitivitéit vun der Wirtschaft ze hëllefen. Si hunn an deem Moment versprach kritt, dass dësen Obolus mëttel- a laangfristeg seng Friichten droe géif an hir Recettë vun der Gewerbesteier an Zukunft nees géife klammen. Bis elo ass dëst awer net agetraff. 2004 louchen d'Recettë vun der Gewerbesteier ënnert deene vun 2001. 2005 an 2006 wäerte se beschtefalls stagnéiere par rapport zu 2001.

Mir wëssen, dass 75%, dräi Véierel, vun der Gewerbesteier an der Stad Lëtzebuerg erschafft ginn, vun deenen dann e groussen Deel an e Fong gespeist gëtt an iwwert de System vun der Péréquation financière un déi aner Gemenge weiderverdeelt gëtt. Wéi vill an dee Fong geet, hänkt ënner anerem vum Hiewesaz of, deen de Gemengerot an der Stad festleet. Dëst Joer huet d'Stad decidéiert vun hirer fiskaler Autonomie Gebrauch ze maachen an huet hiren Taux multiplicateur vun 250 op 225 erfogesaat, mat der Konsequenz, dass all Gemengen domat rechne musen 2006 an der Moyenne eng 6% manner Recetten um Niveau vun der Gewerbesteier encaisséieren ze kënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann also ëmmer gesot gëtt, bei der Gewerbesteier géif d'Autonomie communale voll spillen, da muss ech awer feststellen, dass, wann eng Gemeng d'Recettë vun all deenen aneren esou beaflosse kann, et sech hei nëmme ëm eng Scheinautonomie handelt. Et ass a mengem Aen e perverse System, dee keng Previsibilitéit a Stabilitéit an de Revenuë vun de Gemenge garantéiert, an duerfir misst reforméiert ginn.

2. De Fonds communal de dotation financière. Duerch dës Fong sinn d'Gemengen un dräi Steiere vum Stat ugebonnen a kréien 18% vum Impôt sur le revenu des personnes physiques, 10% vun der TVA an 20% vun der Automobilssteier. Dës Tauxe sinn 1967 festgeluecht ginn a sinn zënterhier net méi ugepasst ginn, dat trotz der massiver Entwécklung an dësem Zäitraum vun de Missiounen vun de Gemengen, siefen et Missiounen, déi de Stat de Gemengen octroyéiert huet oder déi aus de Bierger hire Be-

soinen an Uspréch erausgewuess sinn.

Et soll een net vergiessen, dass, wann d'Gemengen dës Aufgaben net géifen iwwerhuelen, de Stat se an hirer Plaz ausféiere misst. Wéi zum Beispill elo bei der Gestiou vun de Structures d'accueil. Et wier also nëmme normal, wann dëser Situatioun Rechnung géif gedroe ginn, an all Kéiers, wann nei Aufgaben op d'Gemengen duerkommen, dëst sech och misst erëmispigelen um Niveau vun der Participatioun vun de Gemengen un de Statssteieren.

Wat méi speziell d'TVA ubelaangt, hu mer all misse feststellen, dass d'Recetten dëst Joer wäit ënnert deem leien, wat am Budget festgehale ginn ass. Och d'nächst Joer gëtt nach eng Kéier mat enger Baisse vun der TVA gerechent. Et ass nach ze kucken, ob déi positiv Evolutioun vun der Akommessteier dëst wäert ausgläichen. Ech sinn do éischter skeptesch.

3. D'Grundsteier. Op d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun der Grundsteier wëll ech net weider agoen. Mir hunn dat schonn oft genuch an dëser Enceinte gemaach. Loosst mech just eng Kéier drun erënneren, dass dëst net nëmme eng positiv Inzidenz op d'Gemengerecettë kënn hunn, mä dass eng reforméiert Grundsteier och en Instrument an der Wunnungsbaupolitik kënn ginn, an zwar notament fir d'Spekulatioun op den Terrainen ze ënnerbannen. Leider si vun der Regierung nach ëmmer keng konkret Schrëtt ënnerholl ginn, fir esou eng Reform unzuekuerbelen, fir d'Valeur-unitairen ze aktualiséieren, fir de Grundsteiersaz A vum B lasszekoppelen, ob schonn e Konsens dozou an dësem Haus besteet.

4. D'Subsiden. Ech kann net iwwert d'Gemengefinanze schwätzen, ouni op d'Thema Subsidien anzegoen. D'Aussoe vum Premierminister a vum Budgetsminister, déi ech uganks ernimmt hunn - och wann een nëmme vun Undeitung schwätze kann -, si fir mech Grund genuch zur Beonrouegung, besonnesch déi Gemengen, déi am Kader vun engem Plan quinquennal regional oder interkommunal Infrastruktur geplangt haten, wëssen elo net méi, ob se op déi staatlech Zouwendungen fir dës Projeten, déi hinne scho versprach gi waren, nach ziele kënnen oder net. A wa si se kréien, mussen se wëssen a wat fir engem Zäitraum, dass se ausbezuelet ginn. Déi concernéiert Gemenge misste jiddefalls esou séier wéi méiglech iwwer hiert definitiivt Lous informéiert ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, wann d'Regierung vun deenen neien Aufgabe schwätzt, déi op de Stat zoukommen, dat ass zum Beispill am Beräich vun der Kannerbetreung, et d'Gemenge sinn, déi déi gréisste finanziell Laascht ze droen hunn. Fir déi eenzel Gemeng bedeit de Fait, eng komplett Offer am Beräich vun der Kannerbetreung an enger sou genannter Maison relais unzuebidden, dass dee finanziellen Impact op hire Budget vill méi grouss ass wéi dee vum Stat.

Déi Zuelen, déi ech éinescht genannt hunn, beweisen eendeiteg, dass d'Recettë vun de Gemenge contrairement zu deene vum Stat stagnéieren. Et kann dofir net sinn, dass zousätzlech heizou d'Gemengen elo och nach misste Kierzungen um Niveau vun de staatleche Subsidien abéissen a si esou dubel bestrooft géinge ginn.

E Préalabel fir eng besser Subsidiepolitik ass a mengem Aen emol fir d'éischt eng méi transparent a méi effikass Gestiou vun de Subsidien, eng Revendicatioun, déi

schonn zënter Jore vun de Gemengen an och an eiser Enceinte gemaach gëtt, déi de Laurent Mosar iwwregens d'lescht Joer a sengem Rapport extra ervirgestrach huet, mä déi gradesou onberéiert bliwwen ass wéi all déi aner Virschléi am Kader vun enger Reform vun de Gemengefinanzen.

(Interruption)

Als Konklusioun kann ee soen: D'Aussichte fir d'Gemengefinanze sinn also net roseg. Dofir mussen de Stat an d'Gemengen zesammen duerno kucken, wéi si dës Situatioun an de Grëff kréien. Sécher, d'Gemenge mussen och Effortë maachen, fir hir Taxëpolitik unzepassen an d'Gemengeservicer an enger ganzer Rei vu Beräicher käschtedeckend unzuebidden.

Mä wann d'Regierung gären hätt, dass d'Gemenge sech a ville Beräicher sollen engagéieren - de Statsminister huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun ënner anere d'Opfang- an d'Begleetstrukture fir d'Kanner, ee Wunnungsbaupark, fir d'Offer um Wunnengsmaat ze stäerken, an héich öffentlech Investitiounen mentionnéiert -, da mussen hinnen och déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn.

Aner Länner hu Mechanismen, déi dës Prinzipien vun der Connexitéit garantéieren. Et gëtt héich Zäit, dass dës Prinzip och endlech zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt, amplaz dass de Finanzéierungsmodus vun eise Gemengen nach ëmmer gréisstendeels op Realitéiten aus de 60er Jore fousst.

Fir d'Situatioun nach eng Kéier zesammenzefaassen a fir ze weisen, dass dëst net nëmme d'Meenung vun de Gemenge selwer ass, wëilt ech e puer vun den Observatiounen zitéieren, déi de Congrès des pouvoirs locaux et régionaux vum Conseil de l'Europe a Saache Gemengefinanzen zu Lëtzebuerg gemaach huet, an dat rezent:

1. «Le partage des ressources publiques entre les communes et l'État semble se dégrader et, de plus, les dépenses publiques locales apparaissent relativement faibles en comparaison avec les différents chiffres européens.»

2. «L'impôt commercial communal représente une part importante des revenus des communes. Assis sur les bénéfices des entreprises, cet impôt fait l'objet d'une péréquation considérée opaque. De plus, cet impôt est sensible à la conjoncture économique et ne permet pas bien une gestion communale volontaire et prévisionnelle.»

3. «L'importance de l'impôt foncier ne cesse de diminuer, alors qu'il pourrait constituer un élément intéressant de diversification des ressources fiscales.»

Och de Budgetsrapporteur vum leschte Joer hat op d'Vulnérabilitéit vun de Gemengerecetten higewisen. D'Gemenge selwer hunn am Conseil supérieur des finances communales ëmmer nees insistéiert, dass déi staark Schwankungen, deenen d'Gemengen ausgesetzt sinn, doduerch dass hir Recetten nëmme un e puer Steiere gekoppelt sinn, net déi néideg Planungssécherheet garantéieren, déi si awer brauchen, fir eng responsabel Politik ze maachen.

Ech rappeléieren duerfir hei nach eng Kéier d'Fuerderung vum Syvicol, dass d'Gemengen an Zukunft solle méi enk un d'Gesamtrecettë vum Stat ugebundene ginn; wéi dat iwwregens och an aneren europäesche Länner gemaach gëtt. Et ass an dës Richtung, dass eis Iwwerleeunge goe mussen, wa mer wirklech méi Stabilitéit a Gerechtegkeet an de System vun de Gemengefinanze kréie wëllen.

Ech si frou, dass den Innenminister an enger rezenter Réunioun vum Conseil supérieur des finances communales och fir d'éischt eng Ouverture an deem Sënn gemaach huet, andeems hie sech bereet erkläert huet, iwwert dës Iddi noze-

denken. Ech ginn dovun aus, dass et net beim Nodenke bleiwe wäert.

Ech appelléieren un d'Regierung, d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun de Gemengefinanzen endlech unzuerkennen an Iwwerleeungen ze féieren, wéi een d'Gemengen un d'Gesamtrecettë vum Stat ubanne kéint. Wa mer an deenen nächste Méint hei iwwert d'Gemengefinanzen am Kader vun enger Réforme administrative et territoriale vu Lëtzebuerg diskutéieren, kënne mer et eis menger Meenung no jiddefalls net erlaben, eis just op kosmetesch Verännerungen ze beschränken, déi beschtefalls nëmme eng Ëmverdeelung vun de Ressourcen tëschtent de Gemenge mat sech bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein.

Ier ech dem honorabelen Här Thiel d'Wuert ginn, wollt ech mat Iech kucken, wéi mer mam Ordre du jour do stinn. Mir hunn elo nach Riedner fir praktesch annerhallef Stonn, déi ageschriwwen sinn. Et sinn nach ageschriwwen den Här Thiel, den Här Clement, an dann nei kënn dobäi den Här Gira an den Här Castegnaro. Sou dass ech géif proposéieren, dass mer elo nach géifen den Här Thiel, den Här Clement an den Här Gira héieren, an dann ass et Véierel op Zwielf, an dass mer da géife Schluss maachen an haut de Mëtte géife weiterfuere mam Här Castegnaro, mam Här Minister Frieden an dann un d'Motiounen an duerno un de Vote kéimen.

Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

(Interruption)

Jo, den Här Gira schwätzt nach als Leschten haut de Moien.

Voilà, dann huet elo den Här Lucien Thiel d'Wuert.

M. Lucien Thiel (CSV).- Här President, Kolleeginnen a Kollegen, d'Statistiker kréien der och bei eis nawell dacks laanscht d'Läffelen, well hir Analysen a Prognose sech nodréiglech als net ëmmer ganz zuverlässigseg erausstellen. Meeschtens awer sinn déi Feeler net op de Statistiker hir Rechentalenter zrëckzuféieren, mä op dat, wat een d'Methodologie nennt, also d'Aart a Weis, wéi gerechent gëtt. Do feelt et nach dacks un der néideger Harmoniséierung, wat da mat sech bréngt, dat mir Lëtzebuerger zum Beispill eis eege Method hunn, fir den Index ze berechnen, déi net déiselwecht ass wéi déi, mat där den Eurostat d'Präisentwécklung miesst.

Oder en anert Beispill: Dës Budget, iwwert dee mer elo diskutéieren. Hie weist offiziell en Defizit vun 301 Milliounen Euro aus. Zu Bréissel komme si awer op e Minus vu 531 Milliounen oder 1,8% vum PIB. A wann een d'Konten vun der Sécurité sociale, déi hei mat dra sinn, op der Säit géif loossen, da kéim een esouguer op ee Lach vun 1,2 Milliarden Euro, oder 4,1% vum PIB, wat dann no de Maastrichter Kritäre schonn eng Datz wär.

Bei all deenen Onzoulänglechekeeten vun der Statistik a besonnesch vun den internationale Vergleichsstatistiken muss een awer soen, dat et ouni Statistiken och net geet. Si sinn d'Voraussetzung dofir, dat een Entwécklungen erkennen, dat een Trends däitlech maache kann, op déi sech dann d'Politik anzustellen huet. Si sinn - an dat net nëmme fir de Politiker - de Kompass, nodeem ee sech riicht, fir de richtege Wee ze fannen.

Och mir kommen net laanscht d'Statistik, wa mir gär eng Äntwert op déi Froe fannen, déi esou munchere sech am Zesammenhang mat dësem Budget a mat där méi

laangfristeger Entwécklung vun eise Statsfinanze stellt. Datt d'Rechnung net méi esou richtig opgoe wëllt, huet jo esou lues elo jiddfreee matkritt, och deen, deen d'Saach net grad esou eescht geholl huet wéi eise Premier versicht huet, eis op déi méi schwéier Zäiten anzestëmmen, déi elo op eis zoukommen.

Elo, wou mer dann ufänken tatsächlech rout Zuelen ze schreiwen, wat dës Politikergeneratioun net gewinnt ass, gi sech op eemol Froe gestallt.

Wéi ass et méiglech, datt mir, d'Wirtschaftschampionë vun der EU, op eemol Budgetsproblemmer hunn? Wisou gëtt d'Schéier tëscht de Recetten an den Dépensen ëmmer méi grouss, a schmëlzen eis Reserven elo wéi d'Glace am Summer? Wéi ass dat gaangen, datt mir, déi éiweg Musterschüler vun der europäescher Klass, eis elo soe musse loosser, mir géifen iwwer eis Verhältnisser liewen?

Dat Rätsel, virun deem mer stinn, ass dee scheinbare Widdersproch tëscht eisem unhalende Wirtschaftswuesstem – an nach ëmmer leie mer esou ëm déi 4% – op där enger Säit an deem dättelech méi luese Wuesstem vun eise Recetten op där anerer Säit. Dee Widdersproch ass zwar net den Hauptgrond fir eisen Defizit, dee virun allem dorobber zrëckzeféieren ass, datt eis Ausgaben op där anerer Säit fortlafen, mä en huet dach awer mat deem Defizit ze dinn. Well, wann eis Recetten am selwechte Rhythmus wéi eis Wirtschaft wuesse géingen, dann hätte mer eis Budgetsproblemmer schonn op d'mannst hallef am Grëff.

D'Akommes vun eisem Stat besteet zu iwwer 80% aus Steieren. Da läit et op der Hand, datt déi Steuerreform, déi vun där viregter Regierung viru véier Joer gemaach ginn ass, net ganz onschëlleg um Ralentissement, wéi een esou schéin op Lëtzebuergesch seet, vun de Recetten ass, ob et sech elo ëm d'Kierperschaftssteuer handelt, déi ronn 10% vun de Gesamtsteieren ausmécht, oder ëm d'Lounsteuer, déi op 23% vum totale Steueropkommes kënnt an déi virun allem duerfir nach wissst, well den Emploi weiderhin nach an d'Luucht geet.

Allerdéngs ass et schwéier ze soen, ob ouni déi Steuererliichtung vun deemools eis Wirtschaft gradesou gutt an de leschte Jore gedréit hätt, an ob d'Konsumfreed am Land déiselwecht gewiescht wär, déi sech ëmmerhin an enger kräfteger Steigerung vun der TVA néiergeschloen huet. Woubäi een, wat d'TVA ubelaangt, berücksichtete muss, datt déi international Dëngschtleeschtingen, déi grad weinst eisem niddregen TVAs-Saz iwwer Lëtzebuerg ofgewéckelt ginn, och hiren Deel dozou bäidroen.

E Stéck Äntwert op eis Fro, firwat de Wirtschaftswuesstem an dem Stat säin Akommes op eemol auserneen driften, ka wuel dee Secteur liwweren, deen nach ëmmer d'Schwéiergewiicht vun eiser Ekonomie ass, ech mengen d'Banken a méi generell de Finanzsektor. Och wann den Undeel vum Finanzsektor un eiser Valeur ajoutée, also un der nationaler Wäertschöpfung, tëscht 2000 an 2004 liicht zrëckgaangen ass – vu 37 op 32% –, spillt de Secteur dach nach ëmmer d'Roll vun eiser Wirtschaftslokomotiv, déi der Regierung ëmsou méi un d'Häerz gewuess ass, well si dem Stat iwwer ee Véierel vu senger Recettë bréngt.

Doriwwer eraus eegent sech de Finanzsektor ganz besonnesch wann et ëm Steierfroen geet, well hien ass deen eenzeg, dee statistesch vergläichbar Donnéeë liwwert. Déi Steierchifferen, déi d'CSSF, d'Kontrollorgan vum Finanzsektor, liwwert, bezéie sech nämlech op deen Exercice, an deem d'Steieren ufalen, an net, wéi an der Statskontabilität, op dat Joer, wou se akasséiert ginn. Hei wär am Computer-Zäitalter wuel

eng kleng Reform ubruecht, déi da fir e bësse méi Steiertransparenz a méi Transparenz an eise Statsfinanze suerge géif.

Wat soen eis dann elo d'Statistiken iwwert d'Entwécklung am Finanzsektor? Si stelle fest, datt trotz deem engen oder anere Konjunkturknéck – oder hei misst een éischter soen, deem engen oder anere Boursenhick – an deene leschten zéng Joer de Banken hiert Bruttoresultat – dat wat d'CSSF den „produit bancaire“ nennt – ëm 65% an hiert Nettoresultat viru Provisionsou souguer nach eng Grëtz méi, nämlech ëm 69% geklomme sinn. Deemno hätte logescherweis dann och de Banken hir Steieren, hiert Steueropkommes, méi oder weíneger an deemselwechte Rhythmus wuesse misse.

A wat gesi mer? D'Steieren, déi d'Banken bezuelt hunn, sinn an deeneselwechten zéng Joer grad emol ëm 22% geklommen, jo, si sinn zwëschenuewer souguer eng Kéier ëm eng Véierelmilliard vun engem Joer op dat anert Joer agesackt. Hei huet sech d'Schéier tëscht Geschäftsresultat a Steiere geféierlech opgemaach, wat sech, ugesiichts vum Iwwergewicht vum Finanzsektor, entspiechend op d'Gesamtrecettë vum Stat auswirkt.

Wat kann d'Erklärung fir dat Ausenanerdrifte vu Geschäftsvolume a Steueropkommes sinn?

Eng vun den Ursaachen ass ouni Zweifel déi, datt eis Banken vun hire Mammenhaiser ëmmer méi un der kuerzer Léngt gehale ginn an ëmmer méi kräfteg vun hire Mammen zur Oder gelooss ginn.

Et dierf een net vergiessen, datt mir hei an engem Secteur sinn, deem seng Acteuren hei am Land zu iwwer 95% un auslännesche Konzernzentralen hängen, déi deemno no frieme Päifen danze mussen. A well mat där fortschreitender Integratioun vun de Mäert, inklusiv vun de Finanzmäert, d'Konkurrenz vill méi haart ginn ass, sinn och d'Exigenze vun de Mammen vis-à-vis vun den Duechtere vill méi schaarf ginn. Déi ginn elo bis op déi lescht Drëps gestrach, wou hinne fréier beispillsweis erlaabt ginn ass, selwer Kapitalpolsteren ze bilden, mat deene se dann och schaffe konnten.

Et ass en offensichtlech Geheimnis, datt 15% Rendite haut de Minimum sinn, deen d'Mamme fir hir Täscher verlaangen. Duerch d'Bänk leien eis Banken iwwert deem Minimum, liicht driwwer. Si kommen an der Moyenne op 16,5%. Mä wie garantiert eis, datt dee Minimum weiderhi géllt, wann déi gréissten däitsch Bank, d'Deutsche Bank, dës Joer op 25% Rendite kënnt? Da kënnt se jo och emol op d'Iddi kommen, datt se deeselwechten Taux vun hiren Auslandsduechtere verlaange kënnt. Da géife mer wahrscheinlech e bësse schlecht aus der Wäsch kucken.

Do ginn engem schonn d'Dronkenellen aus, wann een drun denkt, wéi vill Drock esou Zouwuesszuelen op d'Duechterbanken ausléise kënnten, déi ëmmer méi an d'Quëtsch tëscht dem Dividendenappetit vun hire Mammen op där enger an der Steiergespräch vum Gaaschtland, deem legitime Steueranspruch vum Gaaschtland, op där anerer Säit geroden. Et läit op der Hand, datt versicht gëtt, dann den Drock op d'Gaaschtland ze verlagere. Dat heescht, datt d'Duechtere selbstverständlech probéieren, datt den Appetit vun der Mamm net si ze vill an d'Quëtsch bréngt, mä datt si et weiderreechen un d'Gaaschtland, wat dann ëmmer méi Konzessiounen um steierleche Plang maache muss, fir datt d'Banken bei der Staang bleiwen. Mä iergendwou ass déi Steierspiral och no ënnen um Enn, an da kann ee beim beschte Wëllen net méi an der Steierkompetitioun mathalen.

Datt mir – och a steierlecher Hisiicht – bis elo nach gutt am Renne

leien oder louchen, ass net fir d'lescht der Reduktioun, viru véier Joer, vum Kierperschaftsteiersaz erof op 22% ze verdanken, mat der kommunaler Steuer, soe mer, iwwer 30%. An der Stad Lëtzebuerg si mer awer dank enger Décisioun vun dem fréiere Schäfferot ënner 30% insgesamt erofgaangen. Den Hebesaz ass erofgesat ginn, an doduerch si mer liicht ënner 30% insgesamt fir d'Banken komm. Mä wéi laang dat nach unhält an nowierkt, steet op engem anere Blat.

Bis elo huet eise gréisste Konkurrent Dublin geheescht, well do d'Kierperschaftssteuer nach e Krack méi niddreg ass wéi bei eis, a well déi wibbelech Iren alles drusetzen, fir op alle Pläng mat eiser Finanzplaz gläichzezielen a se souguer ze iwwerhuelen.

Dat Bild huet sech elo grëndlech geännert mat der Erweiterung vun der Europäescher Unioun no Osten hin. Do gëtt et elo nei Memberlänner, déi hir eege Finanzplazambitiounen entwéckelen an net vun ongeféier op eist Land an op sã Succès luussen. A schonns hu mer et net nëmmen, wéi bis elo, mat engem oder zwee, mä gläich mat enger Dose Konkurrente beieneen ze dinn.

Och wa mir, gradesou wéi d'Iren an d'Schwäizer, där neier Konkurrenz nach e sëllegechen a puncto Know-how a Vertrauenskapital viraus hunn, sollte mir eis net verheeschen. Némeng vun deenen zéng neien EU-Memberen, déi elo mat eis an darselwechter Liga spillen, hunn eng effektiv Entreprisesteuerung, déi méi niddreg ass wéi bei eis. Dat fänkt bei den Tschechen mat 22% un an hält bei de Litauer op, déi op knapp 13% kommen.

Mir, deenen éiweg d'Steierparadäis ugehaange gouf, leien elo mat eiser Steuerlaascht iergendwou an der Mëtt. No där leschter Erhiewung beleet mir ënnert 33 ausgewielte Standuerter déi 24. Plaz wat d'Besteuerung vun den Entrepreneuren ubelaangt. Wat d'Besteuerung vun der héich qualifizierter Aarbechtskraaft ubelaangt, leie mer op der 18. Plaz. Op déi Aart a Weis, mat deene Plazen, verschwanne mir lues a lues aus de Consultanten hire Standuert-Rankingleschten, wat natierlech eiser Attraktivitéit als international Finanzplaz alles aneschtens wéi zegutt kënnt.

Domat dierft feststoen, datt mir amgaange sinn, ee vun eise wichtegsten Atouten anzëbëssen, an dat net nëmmen an eisem am Moment nach ëmmer wichtigste Wirtschaftssektor, dem Finanzsektor, mä allgemeng an eiser Ekonomie, well d'Besteuerung ass fir all d'Entreprisé gläich. Wa mir dann och nach a Betruecht zielen, datt mir net grad zu de Niddreglounlänner gehéieren, da kann ee sech scho Froen stellen, firwat auslännesch Firmaen – ob am Finanzberäich oder och soss – grad op Lëtzebuerg kommen oder hei bleiwe sollten.

An da gëtt et Leit bei eis, déi nach ëmmer mengen, eis Budgetsproblemmer wäeren op ee vun deene konjunkturelle Ralentissementer zrëckzeféieren, wéi mer se fréier an der Stolindustrie kannt hunn. Dobäi huet dat, wat mir am Ablack erliwen, séier weíneg mat de klassesche Konjunkturzyklen ze dinn, duerfir awer e sëllegechen mat strukturellen Onzoulängechkeeten, déi net vun engem Konjunkturopschwonk ewechgezaubert kënnen ginn. Soss wier dat iwwerengs grad elo de Fall, well mir sinn, mir mierken et vläicht net, mä mir sinn am Moment an enger Héichkonjunktur.

Et géif eis net wäit bréngen, wa mir elo d'Hänn an de Schouss leeë géifen an op dat Wonner waarde géifen, dat eis déi schéin Zäiten erëmbrengt, un déi mer eis esou gare gewinnt haten. Wa mir als

Klengstat weiderhi mat deene grouss Länner op Aenhéicht diskutéieren an eis ekonomesch wéi politesch an der internationaler Compétioun behaapte wëllen, da bleift eis nâscht aneschtens iwwreg, wéi eis där Erausforderung duerch eis strukturell Déficiëncen ze stellen. Well et sief gläich gesot, mat Spueren eleng ass et dës Kéier net godoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am groussen Ganzen hu mer eis bis elo relativ gutt gehalen, a rangéieren nach ëmmer ganz uewen an der Hitparad vum PIB pro Kapp, dat heescht vun der wirtschaftlech erfollegräichste Länner. Zwar si mer net déi Beschot op der Welt, wéi ëmmer behaupt gëtt – och dat ass esou eng statistesch Flauterei, op déi ech hei net wëll weider agoen –, mä ëmmerhi gehéiere mer nach zum Spëtzepeloton.

Dat verdanke mer net nëmmen eise bis elo am internationale Verglach gönschtege Steuerëmfeld, mä enger ganzer Rei vun Ëmstänn. Wår dat net de Fall, dann dierft ee sech wuel net ënnert deene verännerte Konditiounen, mat deene mir elo konfrontéiert sinn, allze vill Hoffnung nach maachen.

Mä Gott sei Dank hânt eist Schicksal net eleng vu steierleche Parametere an och net eleng vun der Lounkonditiounen a -considérations of. Mir hunn nach e puer Stärken op eiser Säit, mat deene mer eis kënnen iwwer Waasser halen, allerdéngs ënnert der Viraussetzung, datt mir dës Stärken elo voll a ganz asetzen a si doriwwer eraus esou trainéieren, datt si d'Roll vun eise verblatztenen Atoutë vu göschter iwwerhuele kënnen.

Ech gesinn do virun allem dräi Punkten, bei deene mer usetze sollten:

Éischters, eis Gewiewechkeet als Klengstat mat senger kuerze Verwaltungsweeër a senger Upassungsfäegkeet.

Zweetens, eise Vertrauenskredit, dee mir an deene vergaangene Jorzénge bei den auslänneschen Investisseuren a bei eise Clienten ugesammelt hunn.

An drëtters, eis fachlech Kompetenz, déi mer an där Zäit opgebaut hunn.

D'Gewiewechkeet ass eng Eeegenschaft, déi besonnesch déi kleng Länner auszeechent. Déi sinn a jiddfer Hisiicht Lichtgewiichter a kommen ouni schwéierfällge Verwaltungstrukturen an ouni eng hënnerlech Bürokratie aus, schonn eleng, well si sech dat guer net leeschte kënnen.

(Interruption)

Ech weess, Här Grethen, datt Dir do vläicht e Problem hutt.

(Hilarité)

Déi kleng Dimensioun huet gewëss munch Nodeeler, mä si huet awer op där anerer Säit dee Virdeel vun den direkte Kontakter an der kuerzer Entscheedungsweeër; an déi erlaben engem méi séier op Verännerungen am Ëmfeld ze reagéieren.

Lëtzebuerg huet déi Upassungsfäegkeet bal bis zur Perfektioun gedriwwen, an huet duerch si déi eng oder aner Nisch besat, an där mir haut richtig Sue verdéngen. Ech denken do un d'Satellitenkommunikatioun, an där eis SES eng Haaptroll um Weltplang spillt, an dat nëmmen, well mir am richtege Moment op dat richteg Pärder, an deem Fall op dee richtege Satellittentyp, gesat haten.

Ech denken un eis Flugfracht-Transportgesellschaft Cargolux, déi amgaangen ass Lëtzebuerg zum Zentrum vun engem groussen kontinentaleuropäesche Logistiknetz ze maachen, an dat net fir d'lescht dank der Bereitschaft vun der Regierung ëmmer erëm nei Landerechter fir si uechtert d'Welt auszuhandelen.

An ech denken natierlech un d'Paradebeispill vun den Investmentfongen. Datt mir haut weltwäit deen zweetgréisste Player – esou nennt een dat esou schéin an der Sprooch vun de Banquieren – am Fongegeschäft sinn, verdanke mir eenzeg an eleng – eenzeg an eleng! – dem Ëmstand, datt mir 1988 als alleréischte Land an der Communautéit déi Direktiv ëmgesat hunn, mat där den europäesche Pass fir d'Fongen agefouert gouf. Ouni déi rapid Reaktioun – si war esou rapid, datt d'Direktiv nach net verabschiedet war, wéi d'Gesetz gemaach ginn ass – hätte mir haut net déi iwwer 2.000 Fongen, déi elo bal – haalt lech un! – 1.500 Milliarden Euro hei zu Lëtzebuerg verwalten, an déi zum Réckgrat vun eiser Finanzplaz gi sinn, an, net ze vergiessen, dës Joer no bei 400 Milliounen un Abonnementstax un d'Statskeess ofliwweren.

Grad dat leschte Beispill sollte mir ëmmer virun Aen halen, wa mir de Reguléierungsäifer vu Bréssel als Prétexte benotzen, fir bei der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven net ze vill presséiert ze sinn.

Et ass e Fait, datt mir net méi déi Allerséierst sinn, wann et ëm d'Ëmsetzung vun deenen Direktive geet, a mir si jo och schonn dofir bei den Quere geholl ginn. Ech gi gär zou, datt eis do eis kleng Dimensioun an eis noutgedrongen ze knapp bemiesse mënschlech Ressourcen am Wee stinn. Mä deen Nodeel kann een doduerch opweien, datt ee selektiv virgeet a sech prioritär op déi Direktive konzentréiert, vun deenen ee sech eppes fir d'Land a seng Ekonomie erwaarde kann. Mir müssen net all Direktive mateneen ëmsetzen, mä déi, op déi et fir eis ukënnt, musse mir esou séier wéi méiglech an am allerbeschten als Éischt transposéieren. Dat nennt een dann erëm an der Bankesprooch de „first mover“-Effekt, wéi en eben am Fall vun den OPCen voll gespillt huet.

Deen zweeten Atout, deen ech genannt hunn, ass de Ruff, dee Lëtzebuerg dobaussen an der Welt genéisst als Industriestanduert, als Dëngschtleeschtingensland an och als politesch Vermëttler tëscht Groussen.

Wann een e Premier un der Spëtzt huet, deen a ganz Europa geschat ass wéi nëmme weíneg Politiker, an deen net vun ongeféier een Eiertitel no deem aneren akasséiert, dann ass domat de Beweis erbruecht, datt een net onbedéngt physisch grouss muss sinn, fir vun der internationaler Communautéit eescht geholl a respektéiert ze ginn. Esou eppes verhëlleft dem Land zu engem Image, deen och op déi nohaltig wierkt, déi mir gären op Lëtzebuerg zielen, sief et als Investisseuren am Industrieberäich oder als Clientë fir eis Finanzplaz.

Wa mir dann op där anerer Säit och nach dofir suergen, datt deen Image do méiglechst positiv a méiglechst breet uechtert d'Welt gestreet gëtt, nämlech duerch eng cibléiert, koordinéiert a konsequent Promotioun, da si mir schonn e gudde Krack weider an eise Beméiungen, fir dës Land optimal op seng Zukunft virzubereeden.

An da schliesslech eis drëtt Stärkt, déi, déi fir mech déi wichtigst ass, a mat där mir eis duerfir sollen am intensivsten ofginn: Ech schwätze vun der Kompetenz, där Kompetenz, deem Kënnen a Wëssen, wat mir an der Vergaangeneheet a gewëssen Nischen opgebaut hunn, a mat deene mir eis weiderhin un der Spëtzt hale kënnen, wa mir eis nëmme richtig uleeën.

Göschter war eis Kompetenz am Stol, an déi huet eis zu enge vun den zéng gréisste Stolproduzenten vun der Welt gemaach. Haut ass et eis Kompetenz am Finanzberäich, déi eis ënnert déi zéng gréisste Bankplaze vun der Welt hieft. A well nach keen esou richtig weess, op wat mir eis muer stäipe

sollen – vläicht ass et den E-Commerce, vläicht ass et och eppes ganz aneschters –, well mer dat nach net wëssen, musse mer weiderhin op eise momentanen Erfolgsréneau setzen an alles maachen, fir datt eis Finanzplaz sech weider gutt opdeet.

D'Kompetenz, dat Wëssen, wéi een eppes besser mécht wéi déi aner, muss zu eisem Haaptatout ginn, nodeem eis Steier- an aner Standuertvirdeeler ënnert d'Harmoniséierungswalz gerode sinn. Mä, wéi gétt een oder wéi bleift ee besser wéi déi aner?

D'Virussetzung duerfir ass, datt een déi besser Produkter huet an déi besser Leit, fir déi Produkter ze entwéckelen a se duerno un de Mann oder un d'Fra ze bréngen. Besser Leit, besser ausgebilt an op héchst Qualitéit getrimmte Personal, a besser Produkter, dat heescht, Déngschtleeschungen a Wueren, déi op dem Client seng Besoinen zougeschnidde sinn a permanent u seng Besoinen ugepasst ginn. Dat eent setzt eng excellent Formatioun viraus, dat aner eng intensiv Recherche. A béides kritt een nëmmen op enger Plaz gebueden, nämlech op der Uni.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem mir eis generatiounelaang mat alle méiglechen Argumenter géint eng eegen Uni gestriift hunn, hu mer eis jo elo zu esou eppes duerchgerongen. A wann déi Uni am Moment nach op wackelege Bee steet, well si hin- an hiergerappt gétt tëschent enger Wald- a Wiesenuni, wat garantéiert an d'Box geet, an enger héich spezialiséierter Nischenuni, als dat si jo eigentlech geduecht war, verdicht sech d'Hoffnung, datt si, deen néidege politesche Verstand a Courage virausgesat, dach nach hire Wee fénnt.

An deem Zesummenhang wier et och ze wënschen, datt endlech eng Décisioun iwwert deen oder déi Sitë vun der Uni Lëtzebuerg geholl géif. Déi Uni ass nun definitiv ze wichteg an ze schued, fir als Spillball tëschent lokalen Interessen hierhalen ze missen.

An eisem Fahrplang fir d'Zukunft muss d'Uni eng absolut Prioritéit kréien, an deem an och an de Budgeten, déi duerno kommen. Si ass et wäert, datt mir op anere Plaze spueren, an datt mir eis vun elo un och erëm un de Corset vun enger Budgetsnorm gewinnen, an eis an deen zwängen. Jo, si ass et souguer derwäert, datt mir op deen een oder aneren Acquis verzichten, wann et dann net esou mat eisem Wirtschaftswesstem klappe sollt, wéi mir dat hoffen. Well déi Uni ass e wesentleche Bestanddeel vun deem Fëllement, op dat mir d'Zukunft vun deem Land an de Wuelstand vun eise Kanner opbaue kënnen, an déi op d'mannst deeselewichte Wuelstand verdéngen, wéi deen, dee mir am Moment nach genéissen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budgetsminister Luc Frieden hat am Dezember 2004 a senger Ried zum Budget 2005 gesot, datt de Vote vun deem Budget net dierft zu enger Routine verfallen, ëmmerhi géif et ëm d'Entscheidung goen iwwert dat, wat de Stat wëllt, wat de Stat soll a wat de Stat ka maachen. D'Diskussiounen ronderëm de Budget vum nächste Joer an deene leschten zwou Woche ware sécherlech alles anescht wéi eng Routine. Et war éischter den Ausdruck vun engem Reflexiounsprozess op alle Säiten iwwert déi wesentlech Fro, wéi een de Budget fir déi kommend Jore konsolidéiere kann a gläichzäiteg awer d'Zukunftsinvestitiounen, déi

Lëtzebuerg dréngend an engem globaliséierten Ëmfeld brauch, kann tätigen.

Wéi dës Regierung an hir parlamentaresch Majoritéit am August 2004 hir Aarbecht an Ugrëff geholl huet, war scho bekannt, datt déi kommend Jore finanzpolitesch an ekonomesch méi turbulent géife ginn. Déi méi däischter Wolleken hate sech an de Budgetsexercicë vu virdru schonns ugekënnegt a souwuel de Premier Jean-Claude Juncker wéi och de Budgetsminister Luc Frieden hate schonns zu deem Zäitpunkt drop opmierksam gemaach, datt de Rimm an den nächste Jore méi enk geschnallt misst ginn.

Dat ass aus där enger oder anerer Budgetsried och vun CSV-Mandatieren nozeliesen. Vun där Linn ass am Moment och net ofzeréckelen. Par contre, et gétt héich Zäit fir drop ze reagéieren. De Koalitionsaccord vum August 2004 stellt de Kader an d'Richtlinn duer, no där d'Regierung hir Investitiounspolitik weiderhin ausrichte soll, an ech wëll do kuerz zitieren: «le Gouvernement (...) continuera à mener une politique budgétaire prudente (...) Tous les projets d'investissements directs et indirects de l'État seront soumis à une analyse et procédure plus détaillées ayant pour objectif de réduire le coût des investissements publics.» Dat steet do nozeliesen.

De Premier Jean-Claude Juncker sot den 12. Oktober 2005 a senger Deklaratioun iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung, an do zitieren ech nach eng Kéier: „Zur Effizienz vun enger Ekonomie gehéieren effikass Infrastrukturen. Trotz enker Finanzlag wäerten d'Investissementskreditter sech am Joer 2006 op engem héijen Niveau bewegen. Dat géllt fir all Infrastrukturberäicher.“

(Interruptions)

De Budget 2006 läit elo vir an en zeechent sech duerch eng héich Investitiounspolitik aus. Dat beleen d'Zuelen. D'Dépensë fir Investitiounen klamme vu 610 Milliounen Euro am Joer 2005 op 775 Milliounen Euro am Joer 2006. Dat entsprécht enger prozentualer Augmentatioun vu 27%. Par rapport zu de Gesamtdépensë vum Stat klammen d'Investissementen ëm ronn 10%. Dës Steigerung loun am Budget vu virdru bei 8,4%.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Datt et awer méi lues geet, ass Realitéit. Mir wëssen et all, och wann der e puer et nach net wësse wëllen. Et muss een awer kee grouse Wirtschaftsexpert sinn, fir feststellen, datt et zweifelouni e séier negatiivt Signal fir eis Wirtschaft wier, wa mir a méi schwielege konjunkturrellen Zäite vun eisen Investitiounen a grouss Projeten ofréckele géifen. Virun allem de Bausecteur an déi nogelagerten Handwierksbetreiber si vun enger aktiver staatlecher Investitiounspolitik ofhängeg. Se brauchen nun emol dës Politik, an e positivt Resultat fénnt sech dogéint an anere Beräicher wéi de Steieren, der Beschäftegung an der Konsolidéierung vu Sozialsystemer erëm.

Den Exercice, Här President, fir d'Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen, trotz enger méi ugespaantener Finanzlag, ass mat Sécherheet awer keen einfachen. Well et géllt hei e gesonden Equilibre ze fannen tëschent de Spuerzwang vun der Regierung engersäits an enger Investitiounspolitik, déi sech op engem konstant héijen Niveau fir déi kommend Joren appendele soll. Hei musse Prioritéiten an och Prioritéitsberäicher, déi fir d'Land a seng Leit eng vital Noutwendegkeet duerstellen, festgeluecht ginn.

Dës Schwierigkeet gétt ëmsou méi dättelech am Licht vun den Investissementsfongen, déi sech Enn 2006, spéitstens 2008, esou lues awer sécher épuiséiere wäerten,

ebe grad well d'Regierung bestreift ass, déi Investissementer op engem héijen Niveau ze halen. D'Reserven, déi an de vergaangene Jore konnten op d'Säit geluecht ginn, erlaben et der Regierung haut hire pluriannuellen Investitionsplang och ëmzesetzen. Den Emprunt vu 500 Milliounen Euro gétt jeweils opgedeelt fir de Fonds du rail respektiv de Fonds des routes mat 100 Milliounen ze speisen, esou wéi d'Investissementer vum Stat selwer, déi duerch eng Sprëtzt vun 300 Milliounen Euro realiséiert kënnen ginn.

Esou vill elo, Dir Dammen an Dir Hären, zu de plakegen Zuelen an zum Finanzkader vun der Investitiounspolitik. Eng Investitiounspolitik, déi mir an de kommende Joren esou gestalten mussen an esou ausrichte mussen, datt mer awer no 2008, dann nämlech wann d'Reserven an de Fongen esou wäit opgebraucht sinn, net an e Lach fallen. Dat heescht awer zugläich, datt mer nei Weeër bei dem Investissementen mussen aschloen, fir an de kommende Joren Aspierungen och an deem Domän op der Dépensësäit realiséieren ze kënnen. Et muss beispillsweis gekuckt ginn, wéi ee méi effizient baue kann, andeems d'Fonctionnalitéit vu Stroossen a Gebaier méi wéi bis elo an de Vierdergrond gestallt gétt.

An do sinn ech mam Budgetsrapport ganz enger Meenung, dee sot et soll ee beim Bauen net nëmmen en terme de volume et de prestige denken. Eng Rei Virschléi hu mir an där zoustänneger Bautekommission scho beschwat a verschide Pistë sinn do och zesumme mam Bauminister Claude Wiseler opgezeechent ginn.

Mir mussen, sinn ech perséinlech der Meenung, net iwwerall noutwendegerweis déi deiersten Tunnelen bauen, wou eng breet Strooss lagement och géif duergoen. E Rond-point zum Beispill ass fir mech en Outil fir de Verkéier ze berouegen, oder vläicht och fir e méi flësseg ze gestalten, mä e muss net onbedéngt duerfir do sinn, fir e Monument oder e Kulturdenkmol dropzesetzen. Duerfir gétt et sécherlech aner Plazen, fir esou Saachen opzerichten.

Et muss een och net, sinn ech der Meenung, all Maierchen an all Mauer, déi duerch e Bësch, laanscht eng Vëlospist fiert oder laanscht eng Strooss muss gebaut ginn, onbedéngt mat Hastee versinn. Och do géif e ganz normale Bëton, wann een do eng Begrünnung géif dropsetzen, an deene meeschte Fäll gutt duergoen.

Ech sinn och der Meenung, datt d'Altepolitik, wat d'Baue vun Altersheimer ugeet, onbedéngt weidergedriwwen muss ginn. Datselwecht géllt selbstverständlech och fir d'Crëchen oder aner Opfangstrukture fir Kanner. Mä d'Fro, déi ee sech stelle muss, ass déi hei: Muss dat alles esou pompös, an dacks bal net méi realistesch, wat de Volume an de Prestige ugeet, gebaut ginn? Ech soen hei ganz kloer: Neen! Ech sinn och der Meenung, datt mer e Spuerpotenzial vu weinstens 15 bis 20% bei e bëselche guddem Wëlle kënnen dekteieren.

Doriwwer eraus musse mir eis Infrastrukturen op méi eng nohalteg Aart a Weis konzipéieren, esou dass déi wesentlech méi moderat Ënnerhalts- a Fonctionskäsche generéieren.

D'Fro vun de Folgekäsche vu gréisseren Infrastrukturen ass eng aner Problematik, déi mir bei potenziellen Aspierungen musse verstärkt berücksichtegen, a wou ee sech och verstärkt Gedanken driwwer maache muss. Eng méi previsible Opstellung vun de Fonctionnements- an Entretienkäsche wier beispillsweis eng vu méig-

leche Pisten, déi an de kommende Jore misste verfolgegt ginn. Steigend Dépensë sinn net ausschliesslech, awer zu engem groussen Deel, op déi steigend Ënnerhaltskäsche vun de Gebaier zrëckzeféieren. Dat ass e manifest Problem, dee bei deem groussen Investitionsvolume, deen an den nächste Joren usteet, mat Sécherheet och net méi kleng wäert ginn.

D'Gebaier sinn ëmmer méi käschtenopwändeg, méi grouss, méi gigantesque ginn an duerfir och ëmmer méi deier am Bauen, ergo och ëmmer méi deier wat den Ënnerhalt ubelaangt. Doriwwer eraus bestinn och nach eng ganz Rei vu Gebaier, déi sech an engem relativ schlechten, fir net ze soen desolaten Zoustand befannen.

Aus därer Ursach eraus musse mer nei Weeër goen. Weeër, déi op en nohalteg Bauen, op e gedroselten Energieverbrauch an op reduziéiert Ënnerhalts- an Instandsetzungskäschen ausgeriicht sinn.

Ech wëll elo awer hei op zwou Iddien zrëckkommen, déi mer an deene leschte Jore schonns e puermol hei an der Diskussioun hatten an déi och net nei sinn.

Zum Beispill den Audit énergétique vun den öffentlechen Infrastrukturen. Esou en Audit ass eng vital Noutwendegkeet a géif e wichtege éischte Schrëtt duerstelle fir d'Käschen ze evaluéieren an an hirer zweeter Phas och ze drosselen.

Ech wëll doriwwer eraus och d'Iddi vun deem Fong fir Folgekäsche vun den öffentleche Gebaier an d'Spill bréngen. Et wier eng aner méiglech positiv Démarche, déi op Nohaltegkeet ausgeriicht wier. D'Ausgaben allerdéngs vun esou engem Fong missten natierlech duerch eng fundéiert Bestandsopnahm vun de Gebaier gestäipt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun net manner wéi engem Mount hunn déi zwee zoustänneg Ministeren, Claude Wiseler a Lucien Lux, Stellung zu de Prioritéiten am Bauwiese vun der Regierung geholl. Dat hu se souwuel öffentlech, wéi och an der Budgets- a Finanzkommission vun der Chamber gemaach.

Wat elo den öffentleche Verkéier ugeet, huet mäi Fraktiounskolleeg, de Laurent Mosar, schonns op d'Prioritéiten an och op deen enorme Käschtepunkt higewisen. Wichteg bleift awer, datt dës Zilsetzung vun engem „modal split“ vu 25/75 weider ugepeilt gétt.

Net anescht verhält et sech bei Projeten am öffentleche Bauwesen, wou weiderhin d'Akzenter op d'Schoulwiese geluecht ginn, déi sech ënner anerem och aus dem sektorielle Plang vun de Lycéien erginn hunn. Un der Ëmsetzung vun deem Plang wëlle mer natierlech festhalen. Den neie Lycée zu Jonglënster, den technesche Lycée fir Gesondheitsberuffer, d'Annex Jencker vun Lycée technique Mathias Adam, sollen hei nëmmen als Beispiller zitéiert ginn, déi de finanzielle Volume vun den Investitiounen am Schoulberäich verdäitlechen.

Fir d'Joer 2006 belafe sech déi viraussichtlech Dépensen op ronn 100 Milliounen Euro, déi iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires ofgedeckt ginn. Am Budget 2006 gétt dës Fong mat 50 Milliounen Euro gespeist. Enn 2006 wäerten nach ronn 166 Milliounen Euro am Fong dra sinn, dat sinn der 50 manner wéi ufanks vun deem Joer. Dës Zuele verdäitlechen, dass sech d'Avoiren, wéi schonns gesot, och an deem Fong lues awer sécher épuiséiere wäerten.

Ähnlech verhält et sech mam Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux. An deem Beräich wëllt d'Regierung weiderhin eng Partie Projete virundreiwen. Mä och hei ass feststellen, datt ee sech seriö Gedanken maache

muss, wann d'Enn vun der Fändelstaang Enn 2007-2008 erreecht ass.

Bei all dëse Fonge wäerte mir, wa mer de Programm, dee mer eis jo awer selwer ginn hunn, anhalen a realiséiere wëllen, wéi schonns gesot, 2008 mat Sécherheet op Friemfinanzéierung zrëckgräife mussen. Dat kann iwwer Emprunt geschéien, mä och de Public private partnership, deen den Här Meisch gëschter ugeschwat huet an och den Här Gibéryen an den Här Mosar hunn de Moien doriwwer geschwat, ass mat Sécherheet eng Méiglechkeet. Eng Méiglechkeet, wou menger Meenung no de Modell awer genee definéiert gi muss.

Et muss een zum Beispill d'Maintenance vun deem Gebai, dat iwwert dee Modell gebaut gétt, wann een op esou e Wee geet, iwwer 15 bis 20 Joer mat ausschreiwen an déi muss och garantéiert sinn, fir datt ee ka sécher sinn, datt déi Entreprise, déi de Marché kritt, och no Qualitéitsnorme baut.

Des Weideren, mengen ech, misst awer och drop geuecht ginn – an dat ass och de Moie scho gesot ginn –, datt déi kleng Lëtzeburgergesch Mëtzelhandwierksbetreiber net ausse vor bleiwe bei esou engem Modell.

Niewent alle Virdeeler, wat d'Baue mat enger Entreprise générale mat deene Virfinanzéierungen och kann hunn, besteet d'Gefor bei deem Modell einfach doranner, datt déi méi kleng handwierklech Tätigkeeten, déi a Sous-traitance prestéiert ginn, prioritär entweder vun auslännesche Fimaen gemaach ginn oder datt déi kleng Lëtzeburger Fimaen esou geknebelt ginn, datt si praktesch ouni Benefiss musse schaffen, wa si an dee Marché do wëllen erakommen.

D'Zrëckgräifen awer op esou Finanzéierungsmodeller ass u sech, menger Meenung no, net weider tragesch, well et jo an deem heite Fall haaptsächlech ëm Investissementer geet fir d'Zukunft an do sinn ech der Meenung, datt ergo och déi zukünfteg Generatioun hire Baitrag do leeschte muss oder wéinstens kann.

Ech gesinn ausser deene Moossnamen, déi ech schonns elo opgezielt hunn, nach e gewëssent Spuerpotenzial bei groussen Infrastrukturprojeten, duerch déi Neierungen an der parlamentarescher Prozedur, deene sech d'Regierung an d'Chamber bei der Adoptioun vu Bauprojeten ënnerzéie wëllt.

Et geet dorëm fir duerch eng méi genau a besser gestaffelt Planifikatioun, de Käschtepunkt vu Projete besser a virun allem och méi prezis ze evaluéieren.

Budgetär Dépassementer vu grouse Bauprojeten hunn an der Vergaangenheet ëmmer dozou gefouert, datt mir hei an deem Haus zousätzlech finanziell Rallongen hu misse stëmmen,...

(Interruption)

...fir déi zousätzlech an dacks scho getätegt Ausgaben am Nachhinein och ze autoriséieren. Fairerweise muss een awer och soen – an elo lauschtert Här Gira –, datt deesen Exercice net d'Majoritéit vun de Bauprojete beträff huet oder betrëfft. Déi allermeescht Bauprojete si ganz korrekt an där dofir virgesinnener Finanzrumm ofgewéckelt ginn.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Déi kleng.

M. Lucien Clement (CSV). - Oh, net nëmmen déi kleng, Här Gibéryen.

Dat ass eng Tatsaach, déi awer deemno wou ee sëtzt – an dat wëll ech elo betounen – ëmmer gären iwwersi gétt oder guer net zur Kenntnis geholl gétt. D'Schold fir dës Evolutioun a fir den Ëmstand, datt mer bei verschiddene Projeten hu missen ëmdisponéieren, läit

sécherlech net eleng am Bauteminstère a bei senger Verwaltung.

Och d'Chamber muss hei eng gewësse Verantwortung iwwerhuele wat d'Vergaangenheet ugeet a muss sech och d'Fro stellen: Hat d'Chamber keng aner Prozedur, wéi déi finanziell Rallongen, déi da gefrot gi sinn, ze stëmmen, fir deem entgéintzewierken? Déi parlamentaresch Begleedung vun Investissementer, déi déi initial budgetär Enveloppe iwwerschreiden, huet sech bis haut nëmmen op d'Zoustëmmung vun esou Rallongë beschränkt. D'Comexbu ass awer zum Schluss komm, datt d'Chamber méi fréi a méi aktiv an den Entstehungsprozess vun engem Infrastrukturprojet misst agebonne ginn.

Doriwwer eraus soll d'Chamber och d'Méiglechkeet kréien, fir en cours de route de Projet kënnen am A ze behalen. D'Aufgab ass also eng duebel, et muss op där enger Säit dorëms goe fir mat Zäit op eventuell Dépassementer kënnen anzegoen an op där anerer Säit esou Dépassementer generell anzeschänken oder besser nach ganz ze vermeiden.

Den Artikel 99 aus eiser Verfassung beseet, datt all gréisser Ausgab vum Stat parlamentaresch muss autoriséiert ginn. Deemno muss d'Chamber sech mat all eenzelnem Bauprojet, dee méi wéi 7,5 Milliounen Euro no aktuellem Stand kascht, ausernee setzen. An all Kéiers, wann déi ursprénglech Fi-

nanzrumm gesprengt gëtt oder eng substanzuell Ëmännerung vum Projet virgeholl gi muss, kënnt de Bauteminister zrëck an d'Chamber fir den Dépassement oder d'Ursachen, déi zum Dépassement gefouert hunn, ze erklären a gegebenefalls och autoriséiert ze kréien.

De politesche Message no bausse war an der Vergaangenheet an der Zäit vun esou engem Dépassement sécherlech net ëmmer dee beschten. D'Leit dobaussen haten éischter d'Gefill, wéi wann d'Regierung, d'Chamber an déi zoustänneg Verwaltungen net ëmmer hir Aarbecht richtig gemaach hätten. Aus dëser Optik eraus hunn d'Budgetskontrollkommissioun, an Zesummenaarbecht och mat deem zoustänneg Bauteminister Claude Wiseler, eng nei Prozedur ausgeschafft mat där mer eis an Zukunft erhoffen, de Problem vun den Dépassementer vu Baukreditte spierbar an de Grëff ze kréien. Um Prinzip vum parlamentareschen Accord zu groussen Ausgabe gëtt net gefréckelt, wat awer ännert ass d'Aart a Weis wéi ee Projet virbereet an och duerchgezu gëtt.

Am Hierscht huet den Här Minister eis eng Lëscht virgeluecht mat deene Projeten, déi de Käschtepunkt vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschreiden an déi dat Joer drop iwer Gesetz autoriséiert solle ginn. Déi opgefouerte Projekte sinn all déi, déi de Stat an Eegeregie duerchféiere wëllt. Dat heescht, net déi zu deenen de Stat just e Subsidi gëtt a wou de Bauhär dann och en

aneren ass wéi de Stat selwer. Op dëser Lëscht soll de Präis vun deene verschiddenen Investissementer just summaresch berechent ginn.

Bei der Analys an der Prüfung vun de Projeten op dëser Lëscht geet et der Chamber ëm de Prinzip a virun allem awer och ëm d'Opportunitéit vun de geplangten Investitiounen, an net ëm déi definitiv finanziell Envergure. D'Bautekommissioun examinéiert dës Lëscht an hält Avisë vun deene parlamentaresche Kommissiounen an, déi vun deenen eenzelne Projekte be-traff sinn.

Mir sinn an der Bautekommissioun u sech ëmmer dovun ausgaang, datt mer doropshin och en Débat hei an der Chamber iwwert d'Opportunitéit vun dëse Projekte féiere sollten, mat uschlëssendem Vote vun enger oder méi Motiounen, déi de Minister iwwert d'Budgets-gesetz autoriséiere géifen, mat de Preparativen zu den eenzelne Projekte weiderzefueren an en Avant-projet détaillé auszeschaffen, en APD also, deen dann och där finanzieller Envergure a vill méi engem groussen a virun allem awer vill méi engem genaue Mooss Rechnung géif droen.

Ech ginn dovun aus, datt mer dës Prozedur am nächste Joer an hirer Integralitéit duerchzéie wäerten an och kënnen. Selbstverständlech ginn der Chamber, wéi bis elo och, déi eenzel Gesetzesprojete virgeluecht, déi all Investissement pre-

zis erfassen, dokumentéieren an och ëmräissen. Wann d'Chamber esou Gesetzter gestëmmt huet, da muss se nodréiglech allerdéngs och mat all gréisserem Dépassement vun der Kreditrumm oder Ännerung vum Konzept vum Bau befaasst ginn.

En neie Gesetzesprojet gëtt eréischt néideg, wann den Dépassement vun deem Projet 5% vun deenen urspréngleche virgesinnene Kreditte iwwerschreit. D'Dépassementer, déi manner héich si wéi 5%, ginn am Kader vum Statskont regulariséiert, an zwar an deem Joer wou den Décompte final vun deem Projet dann och virgeluecht gëtt. Dës nei Prozedur soll et der Chamber erlaben, all Joer e geneeën Iwwerbléck iwwert déi geplangte gréisser Investissementer vum Stat ze kréien an de Bauteminister iwwert d'Budgets-gesetz fir all Projet eenzel ze autoriséieren, eng détailléiert Planung ze maachen an och duerchzeféieren.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mat dëser Prozedur an Zukunft éischters méi prezis geplangt wäert ginn, zweetens, datt et dowéinst och zu manner finanziellen Dépassementer kënnt, an drëttsen, datt do-duerch mat Sécherheet awer kee Bauprojet onnéideg an Zäitdrock geréit. D'Chamber kritt ausserdeem d'Méiglechkeet, fir ganz am Ufank vun der Planung vun deem Projet dësen u sech – wann een et streng hält – ze refuséieren, wa se deeselwechten net fir opportun hält. Domat ginn onnéideg Pla-

nungsausgabe verhënnert an am Bauteminstère gëtt sech am Detail just mat deene Projekte beschäftegt, déi jo scho prinzipiell d'parlamentaresch Zoustëmmung kritt hunn.

D'CSV-Fraktioun an ech selwer sinn iwwerzeegt, datt dës e puer gangbar Pistë sinn, déi och an där géigewäerteger Diskussioun iwwer a ronderëm de Budget Sënn maachen, a mir hoffen, datt mer un den Zilvirgafe vun där neier Prozedur kënnen festhalen. Mir mussen an de kommende Joren – an dat als Konklusioun – méi effizient a méi zilorientéiert plangen a bauen hei zu Lëtzebuerg. Dat spuert Käschten, et spuert och Zäit an et dréit sécherlech och zu méi Transparenz bei de grouse staatlechen Investitiounen bái.

Dat gesot, Här President, Dir Damen an Dir Hären, soen ech lech zum Schluss awer och nach Merci fir d'Nolauschteren a wënschen lech e gudden Appetit.

Den Här Gira kënnt awer nach.

M. le Président.- Neen. Merci, Här Clement.

Domadder wär d'Sëtzung fir haut de Moien zu Enn. Haut de Mëtteg fuere mer da weider mam Här Gira an duerno mam Här Castegnaro.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.16 heures)

Ordre du jour

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

(Discussion générale – suite – Amendement – Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel – Motions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Mir fuere weider mat den Debatten iwwert de Budget fir d'Joer 2006. Et sinn nach zwee Riedner ageschriwwen: den Här Gira an den Här Castegnaro. Als éischte Riedner huet d'Wuert den honorabelen Här Camille Gira.

Une voix.- Très bien.

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech hat eigentlech net geplangt, am Kader vun dësen Debatten d'Wuert ze ergräfen, mä wéi ech de Moien hei den Här Mosar héieren hunn zu Kyoto schwätzen, dunnt huet et mech awer net méi um Stull gehalen!

Wann een hei muss nolauschteren, wéi d'Geschicht verfälscht gëtt, wann ee muss héieren, wéi d'Tat-saache verdréit ginn, a wann ee muss nokucken, wéi Realitéiten net richteg duergestallt ginn, da kann een awer net sëtze bleiwen, dann ass et awer engem seng Pflicht, heihin ze kommen an duerfir ze suergen, dass am Analyteschen dem Här Mosar seng Aussoen awer richteg gestallt ginn.

Ech ginn de Verdacht net lass, dass den Här Mosar wierklech Problemer huet mat sengem Laangzäitgediechnis, well esou wéi hien hei op eng ganz einfach Manéier déi ganz Problematik Kyoto duergestallt huet, géif ee mengen, hie wier gëscht eréischt Member vun dësem Parlament ginn. Hie war selwer dobäi, wéi mer 1997 iwwer Kyoto diskutéiert hunn. Hie misst jo eigentlech wëssen, dass deemools och d'CSV an der Regierung war, an dass dat Engagement, wat déi deemoleg Regierung zu Kyoto geholl huet, net nëmmen eng Affär war vun engem sozialisteschen Ëmweltminister, mä vun enger Lëtzebuurger Regierung.

Mä, Här President, Dir Damen an Dir Hären, et geet nach vill méi wäit! Mir hunn des Laangen an des Breeden am Virfeld, ier den Här Lahure op Kyoto gaangen ass, hei iwer Klimaschutz an déi néideg Moossnamen diskutéiert a mir hunn hei Motiounen ofgestëmmt, an zwar unanime! An, Här President, et mécht mer duerfir awer eng Freed, an et ass och eng Pflicht drop hinzeweisen, dass ënnert deenen éirewäerte Kolleegen a Kolleeginnen, déi deemools zwou Motiounen, déi vum Här Kollwelter preparéiert waren, ofgestëmmt hunn, och e gewëssenen Här Laurent Mosar war! Ech huelen an, dass et deeselwechten ass, deen de Moien hei geschwat huet.

An enger vun deene Motiounen gëtt d'Regierung opgefuerdert, sech anzesetze fir 30% CO₂-Reduktioun. An da mengt een et kéint net sinn, wann een de Moien den Här Mosar nogelauschert huet an dann an d'Archive geet – glécklecherweis hu mer jo en effikassen elektronesche System, dass een dat ganz séier ermëfennt – an et fënnt een eng Motioun, déi – ech wëll et nach eng Kéier betounen – unanime hei ofgestëmmt ginn ass, an do steet dran: «Par ailleurs la Chambre des Députés soutient l'objectif déclaré du Gouvernement consistant à réduire de quelque 30% les émissions de CO₂ sur le plan national d'ici l'an 2010 et l'invite à se donner les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif une fois la stratégie nationale de réduction arrêtée.»

Dat wëll ech awer nach eng Kéier hei kloer an daitlech soen, fir awer déi gemeinsam Responsabilitéiten ze ënnersträchen, Här President, déi mer alleguerten an deem Land hei hunn, wat dat Engagement ubelaangt.

Dann ass et awer e bëssen einfach, heihin ze kommen an ze soen: Dat wat do e sozialisteschen Ëmweltminister iergendwéi eng Kéier a Japan ënnerschriwwen huet, domat hu mer haut Schwierigkeiten.

Mä net nëmmen domat, Här President, huet den Här Mosar et sech einfach gemaach, och mat aneren Aussoen zu Kyoto. Ech wëll der eng Rei hei opzielen:

Déi éischt, wann ëmmer erëm dat ambitiëst Zil dohigestallt gëtt. Natierlech ass et richtig: Wann ee reng proportionell kuckt, si mir déi an Europa, déi sech dat héchsten

Zil virgeholl hunn, nämlech minus 28%. Wann een awer weess, dass mir natierlech Weltmeeschter sinn am CO₂-Ausstooss pro Kapp, dann ass awer dat absolut Zil, wat mer eis gesat hunn, guer net esou ambitiëst, well souguer wa mer et fäerdeg géinge bréngen, bis 2010 minus 28% ze reduzéieren, da géinge mer nach ëmmer zu de Weltmeeschtere gehéieren, wat den CO₂-Ausstooss pro Kapp ugeet.

Dir spiert jo elo schonn an den Diskussiounen, déi zu Montréal waren: Iergendwéi eng Kéier – a mir alleguerte wäerten dat nach erliewen – wäerte mir net méi iwwer prozentual Reduktiounen schwätzen, mä da wäert all Mënsch op der Welt – an da si mer endlech bei enger Gerechtegkeet – e gewëssene Montant pro CO₂ pro Kapp pro Joer zegutt hunn, an dorop musse mer och zu Lëtzebuerg endlech histeieren. Also proportionell selbstverständlech relativ ambitiëst, mä absolut war et net esou bedeutend.

Zweetens, Här President, 1997, wéi déi deemoleg Lëtzebuurger Regierung am Numm vun dëser Chamber dat Engagement agaangen ass, du ware mer bei minus 30% par rapport zu 1990. Dat gëtt jo ëmmer erëm an deenen Diskussiounen vergiess:

Duerch den Ëmbau vun der Stolindustrie vun der Kuel op d'Elektresch war Lëtzebuerg de facto 1997 bei 30 oder minus 32% par rapport zu 1990. An dat ambitiëst Reduktiounszil, wéi et ëmmer duergestallt ginn ass, war eigentlech e Stabilisatiounszil.

Wann deemools d'Bewosstsinn an de Käpp vun de Verantwortlechen do gewiescht wär, a mir hätten eis ugestrengt, da wier et duergaangen, wa mer eis Emissiounen vun 1997 stabiliséiert gehat hätten, da géinge mer et labber fäerdeg bréngen, am Joer 2010 eis 28% par rapport zu 1990 anzehalen.

Den zweete Punkt, dat ass déi berühmt Berechnungsmethod. Ëm-

merhi gëtt et jo esou duergestallt, wéi wa Lëtzebuerg, dat aarmt Lëtzebuerg, immens schlecht bei Kyoto géing ewechkommen, well dann all dee Bensin an deen Diesel, deen zu Lëtzebuerg getankt gëtt, eis géing ugerechent ginn an awer anzwousch anescht verbraucht géing ginn.

Dozou muss ee Folgendes soen: Et ass richtig, dee Bensin an deen Diesel, deen zu Lëtzebuerg getankt gëtt, déi kréie mer ugerechent, mä, Här President, dat ganz Elektresch, wat mer importéieren – de Moment nach virun allem aus Däitschland, mä wa mer den Här Krecké nach e bësse gewäerde loossen, haaptsächlech aus Frankräich –, dat kréie mer net ugerechent. Dee ganze Stroum fir d'Elektrostolwierker vun der ARBED kréie mer net ugerechent. Dee ganze Stroum, deen Dir an ech verbrauchen, kréie mer net ugerechent. Also ass et...

(Interruption)

Gelif?

Une voix.- Den TGV, dee kréie mer elo ugerechent.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech kommen nach zum TGV. Ech wëll awer soen, wann een hei seet, de Problem vu Lëtzebuerg mat Kyoto ass de Berechnungssystem, dann ass dat net richtig. Mir hunn eng Kéier en Désavantage an deem Berechnungssystem, dat ass eisen Tanktourismus, mä mir hunn deen immensen Avantage, dass d'Produktioun vum Stroum deem Land ugerechent gëtt, wou de Stroum produziert gëtt.

Da kënnt dee wichtege Moment. 1997, wéi mer Kyoto ënnerschriwwen hunn, du waren ongeféier déi Emissiounen, déi den Tanktourismus produzéiert huet, praktesch equivalent zu deem vun deem Stroum, dee mer deemools aus dem Ausland importéiert hunn. Och dat war gewosst 1997. A wann

duerno déi jeeweileg Regierung et gewäerde gelooss huet, dass den Tanktourismus eis fortgelaft ass, dann ass dat awer net dem Mechanismus vu Kyoto seng Schold, mä dann ass dat engem Manktum u Bewusstsein vun de jeeweilege Regierungen hir Schold. Ech mengen, an deem Sënn ass de Kyoto-Mechanismus scho gerecht, dass einfach alles gerechent gëtt an deem Land, wou et produzéiert gëtt.

Drëttens: Et gëtt ëmmer erëm duergestellt, dass mer Kyoto net géingen erreechen, just wéinst dem Tanktourismus an dem GuD zu Esch. Zum GuD zu Esch muss een zwou Saache soen: Éischtens war och dat gewosst, wéi déi ganz Planung mat deem GuD gemaach ginn ass, wat mat Kyoto géing op eis duerkommen; dat ass déi éischt Geschicht.

Zweetens waren, wéi de GuD geplangt ginn ass, deemools scho Greenpeace an aner Associatiounen, déi drop higewisen hunn, dass dat do eigentlech gesamtenergiepolitesch gesinn net déi beschte Léisung wier, mä dass een amplaz vun engem Mammut-GuD op enger Plaz besser hätt, eng Multitude vu kleng Wärmekraftkopplungen doruechter iwwer Lëtzebuerg ze verdeelen, dass dat eigentlech vill méi sënnavoll wier, well een do nämlech net all Kéiers just géing Elektresch produzéieren, mä och nach d'Wäermt kéint auskopplen an dann deene jeeweilegen Utilisateuren zegutt komme loosse an domat d'klassem fossil Energieträger wéi Mazout an esou weider kéint ersetzen.

Do war e gewëssenen Här Goebels, dee sech awer wierklech guer näischt soe gelooss huet a contre vents et marées dee Projet do duerchgesat huet. Och dat ass, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, en pleine connaissance de cause geschitt.

Mä wa mer d'Analys vun de Milliounen Tonne vu Kyoto weider analyséieren, da muss een och feststellen, dass mer natierlech e gravé Problem duerch den Tanktourismus an duerch de GuD kréien, mä, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och an deenen anere Secteuren, mat Ausnahme vun der Industrie, sinn eis ganz Wäerter fortgelaft.

Deen eenheemesche Verkéier huet sech och praktesch verduebelt vun 1990 un, an och bei den Haushalter geet et weiderhin erop, well de Wunnungsbauminister schonn zéng Joer drun doktert, fir nach ëmmer kee Reglement fäerdeg bruecht ze hunn iwwer Albausanéierung. Mir hunn eng Wärmeschutzverordnung vun 1993, déi deemools scho jenseits von Gut und Böse war, déi mer nach net fäerdeg bruecht hunn unzepassen. Et geet net duer, ëmmer nëmme op den Tanktourismus an de GuD zu Esch ze verweisen. Mir hunn och néierens an deem ganze Beräich eis Hausaufgabe gemaach.

A véierten a leschte Punkt, wou ech e bëssen iwwerrascht war, wou ech och emol awer wëll duerstellen, wien dann hei wat ugekierbelt huet: Ech war iwwerrascht de Moien, wéi ech den Här Mosar héieren hu praktesch hei duerstellen, wéi wann hien d'Problematik um Tanktourismus hei entdeckt hätt a sengem Rapport zum Budget. Här President, muss ech drun erënneren, datt ech mer an der leschter Legislaturperiod hei d'Fangere wond geschriwwen hunn an de Mond fusseleg geriet hunn, fir endlech hei eng Motioun duerchzekréien, dass mer eis emol géinge mat deem Phenomeen Tanktourismus beschäftegen?

Keen – och déi Gréng net – huet deemools gesot, mir misste vun haut op muer den Tanktourismus ofschafen. Mir hu gesot, et gëtt héich Zäit, dass mer eis mat deem Phenomeen Tanktourismus beschäftegen, well en net nëmme positiv Auswierkungen huet, mä eng ganz Rei negativer. An et ass

schued, dass mäi Kolleeg Emile Calmes net hei ass, dee kënnt mer bestätegen, dass mer an der Émweltkommissioun praktesch um Punkt waren, dass déi Motioun sollt uegholl ginn, an dass mer an der leschter Legislaturperiod scho Leit dropgesat haten, fir emol ze studéieren, wat dann dobäi Positives an Negatives géing erauskommen.

Muss ech drun erënneren, dass dunn an der Travaux-publics-Kommissioun, ënnert dem Impuls notamment vum Här Néckel Strotz, déi Motioun blockéiert ginn ass, an dass se am Tirang verschwonnen ass, an dass ech se eréischt bei där neier Regierung d'lescht Joer am Dezember erëm eng Kéier konnt ervirbréngen, fir dass mer eis endlech – well den Här Lux zumindest verstanen huet, wéi den Enjeu vu Kyoto ass, well hien d'accord war an der Regierung och geschwat huet, fir dass déi soll uegholl ginn – mat deem Thema beschäftegen?

Hei ware Leit, déi schonn zënter dass Kyoto existéiert drop higewisen hunn, dass mer missten opasse mat deem Phenomeen Tanktourismus, well deen eis eventuell deier kënnt zu stoe kommen. Mir hunn ëmmer drop higewisen, et ass eis net nogelauschtert ginn.

Am Géigendeel, Här President, ass vun darselwechter Säit a praktesch zu darselwechter Zäit hei eng Motioun duerchgebaatscht ginn, fir nach eng Tankstell op der Saaraubunn ze kréien. Wann Der haut am Dag op déi Saaraubunn fuert, da frot Der lech éischstens, firwat dass se gebaut ginn ass, well kee Mënsch wäit a breet ass, an zweetens...

M. Lucien Clement (CSV). - Oh, Här Gira, da fuert emol...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här Clement, solle mer moies um zéng Auer emol kucke goen, wéi vill Autoen dass do fueren?

M. Lucien Clement (CSV). - Jo, jo.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dann ass et relativ dënn. Et ass relativ dënn!

(Brouhaha général)

Et ass relativ dënn, Här Clement.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Kommt, keng Opreegungen! Här Gira, fuert Dir weider.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President.

(Interruption)

Mä souguer wann dann e gewëssenen Undeel un Autoe géingen op där Strooss do fueren, mengen ech, ass absolut kee Besoin do eng Mammut-Tankstell opzeriichten, a wann een dat muer mécht, da si mer eis eens, dann zéie mer nach méi Leit aus dem Saarland un, fir tanken ze kommen, well déi dann och emol net méi brauchen erfroezefueren.

Zur selwechter Zäit, wou mir hei probéiert hunn drop opmierksam ze maachen, dass den Tanktourismus eis géing op de Kapp falen, si Leit aus der CSV-Fraktioun, déi mordicus hei eng Motioun duerchgedréckt hunn, fir eng Tankstell op der Saarstrooss ze bauen. Et freet ee sech iwwregens, wou an Tëschenzäit déi Motioun drun ass.

D'Konklusioun, Här President: Aus eiser Siicht wëll ech soen, dass wann hei eng Partei den Dossier Kyoto verschlof an ënnerschat huet, wann eng Fraktioun wesentlech dozou bäigedroen huet, an deene leschten zéng Joer Décisiounen ze huelen, déi kontraproduktiv sinn am Kontext zur Kyoto-Philosophie, dann ass et ganz sécherlech d'CSV, a wann hei de Jean-Claude Juncker...

(Brouhaha général)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Frot emol Äre Papp, dee kann lech dat berichtegeen.

M. Marc Spautz (CSV). - Ech weess op alle Fall eppes, dass d'CSV nach ni zoustänneg war fir den Émweltministère an nach ni zoustänneg war fir déi Verhandlungen, déi Kyoto ubelaangen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Also mir sinn elo, Här Spautz,...

(Brouhaha général)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - D'CSV war nach ni an enger Regierung!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Voilà!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Wéisou reegt Der lech dann esou op? Loost den Här Gira schwätzen, an da komme mer zu engem proppeeren Enn.

(Interruption)

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Also, mir hu jo gëschter an haut wierklech e puermol eng praktesch Illustratioun hei kritt, dass et jo anscheinend esou ass: Wann d'CSV an enger Regierung ass, déi Saachen, déi gutt gelaft sinn, duerfir si si responsabel, mä alles wat schif gelaft ass – dat kréie mer elo erëm bestätegt –, duerfir ass de Koalitionspartner responsabel.

Mir sinn net där Meinung. Ech bleiwen dobäi, dass déi Fraktioun, déi deen doten Dossier am meeschte verschlof huet, dat ass a bleibt d'CSV-Fraktioun, a wann den Här Juncker am Kontext vum Wunnengsbau gesot huet, et wier e perséinlechen Échec, dass do an zéng, 15 Joer näischt geschitt ass, esou maache mir d'Analys, dass Kyoto e kollektiven Échec vun de CSV-Regierungsmemberen a vun der CSV-Fraktioun ass.

Duerfir géing ech, Här President, den Här Mosar bieten, dass hien, ier en deemnächst hei am Kontext anere Leit wëllt Lektionen erdeelen, fir d'éischt emol soll dräimol ganz déif duerchhootmen a sech erënneren, wat an deene leschten zéng Joer hei geschitt ass, an da fäerten ech, da kann hien zu deem Dossier net méi ganz vill soen.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den honorablen Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

Une voix. - Jäiz net, wann dech eppes iergert!

M. John Castegnaro (LSAP). - Neen, ech weess.

Här President, Kollegeinnen a Kollegen, Madame Minister, Här Minister, et sinn net d'Provocateurs, déi mech provoziéiere fir d'Wuert ze ergräifen – dat brauch ech net –, mä meng Fraktioun war gëschter schonn der Meinung, dass et net schlecht wier, wann e weidere Parlamentarier vun eis géing haut de Moien oder haut de Mëtten d'Wuert ergräifen.

Ech wëllt awer och direkt mech un d'Tounregie wenden a soen: Steiert den Toun, wann ech gelift, wann en ze haart gëtt, an d'Elteren hu jo verstanen, dass se d'Kanner a Sécherheet solle bréngen,...

(Hilarité)

...wéinstens soulaang wéi ech dann hei um Riednerpult stinn.

(Hilarité)

M. le Président. - Et war net esou eescht gemengt, Här Castegnaro.

M. John Castegnaro (LSAP). - Ech hunn et och net esou eescht geholl.

Mir sinn elo zënter ville Stonnen amgaang, iwwert de Budget 2006 ze diskutéieren. Et ass jo dat wichtegst Gesetz vum Joer. Et soll een et dann och esou behandeln. Ech stelle fest, no all deene Stonnen an och am Virfeld, dass eigentlech keen nach esou richtig Faarf bekannt huet, bei wem a wéi vill da soll gespuert ginn, wann et da wierklech esou ass, dass muss gespuert ginn. Do versicht hei jiddferen ëmmer erëm seng Wahlklientell ze befriddegen oder awer eng vläicht zukünfteg Klientell net ze veriergeren.

D'Fro bleibt also gestallt, och no deene villen Diskussiounen, wéi eescht d'Lag dann ass, wéi schwiereng d'finanziell Situatioun vum Stat am Joer 2006 an och an den nächste Jore sech schlussendlech wäert presentéieren. D'Fro ass jo gestallt ginn, ob d'Zukunft vum Land um Spill steet, well mer dann net méi an der Lag wieren, all deenen Aussoen no oder verschiddeenen Aussoen no, de Sozialstat ze finanzéieren, well en ze deier wier, obwuel just dee Sozialstat den Atout vu Lëtzebuerg duerstellt, den éischen Atout, de soziale Friden, bis elo jiddefalls garantéiert huet a Lëtzebuerg zu engem attraktive Standuert gemaach huet.

Wa mer also Aschnëtter sollte misse rihuelen, wat fir eng sollten dat sinn, a wéi vill Onrou wëlle mer schafen, a wéi vill wëlle mer dee soziale Friden à la rigueur op d'Spill setzen?

Geet d'Geld aus – och dat ass eng Fro, déi opgeworf ginn ass – fir déi noutwendeg Investitiounen, déi hei des Öfteren opgezeechent gi sinn, sief et an d'Schoulen, sief et insgesamt an d'Infrastrukturen, mä ëmmer och nach an déi sozial Infrastrukturen?

Bréng mir et da fäerdeg als Parlament – an dat ass eng Fro, déi ech mer als relativ neie Parlamentarier nach ëmmer stellen dierf –, no all deenen Debatte vun de leschte Stonnen, déi richtig Décisiounen ze treffen oder nëmme hallwer oder souguer falscher? Setze mer eis dem Risiko aus, esou Entscheedungen ze treffen, déi kéinte fatal fir d'Zukunft a besonnesch fir zukünfteg Generatiounen sinn, an deem Sënn, dass si dann nach just bezuelen awer kaum nach vum System profitéiere kënnten?

Wann déi vu verschiddeene Säiten ugekënnegt an ugemellten Zeenarié méi wéi Nachhutsgefechter sinn a méi wéi Rechthaberei ass, mä den Eescht vun der Situatioun sollen duerstellen, da wier et endlech un der Zäit, eng tief schürfend an eng längst iwwerfälleng Analys iwwert d'Stärkten an d'Schwächen, iwwert d'Risiken an d'Chancé vun dësem Land auszeschaffen.

Déi Gewerkschaft, déi ech laang presidéiert hunn, huet vun 1995 u systematesch gefuerdert, e Weisenrat anzusetzen, deen déi Rechnungen do géing maachen, an zwar an enger Zäit, wou ee Suen huet, well et da méi einfach ass wéi dann, wann ee mengt, et géing een an Nout geroden. Wichteg ass et also, dass een an der Analys, an deem, wat een duerstellt, glafwürdeg bleibt, glafwürdeg ass an iwwerzeegend wierkt, an dann och Ausléiser ka si fir déi Reformen, déi dann noutwendeg wieren, an déi ee jo am moderne Jargon zënter enger Rei vu Jore Moderniséierung vun allem nennt, ouni ëmmer au départ ze wëssen ëm wat et da wierklech soll goen.

Wann een esou eng Moderniséierung wëllt ugoen – a si schéngt mer schonn noutwendeg a richtig ze sinn –, da brauch een eng breet Basis un Zoustëmmung, an dat besonnesch an engem kleng Land, wou et nëmme méiglech ass rich-

teg ze moderniséieren, wann e breede Konsens méiglech ass, a wann all déi Acteuren an deem Land, déi Responsabilitéit droen oder Responsabilitéit iwwerhuele wëllen, dëst och maachen oder maache wëllen. Duerzou gehéieren d'Parlament, d'Regierung, d'Gewerkschaften, d'Patronat awer och déi, déi mer Zivilgesellschaft nennen, vun deene mer oft schwätzen, mä déi mer ëmmer nach net esou richtig an den Dialog, an den Diskussiounsprozess mat ageschalt hunn. Et géing do och esou lues Zäit ginn.

All, déi ech genannt hunn, hunn e Mandat, fir iwwer all dat, wat d'Zukunft vun deem Land ubelaangt, matzeschwätzen a souguer matzebestëmmen. Déi eng opgrond vun der Verfassung, wéi d'Parlament, mä och eng Institutioun, wéi d'Tripartite – fir déi emol ze nennen –, mä och all déi aner, déi als Spriecher oder Verrieder vu breede Bevölkerungsschichten, duerch Mitglieder, déi se hunn, dat Mandat kritt hunn, fir an der Öffentlichkeet an a Gremien de Mond opzemaachen, Interesseverrieder ze sinn a sech mat Gedanken a Suergen ze maachen.

D'Fro ass vu ganz gescheite Käpp an Europa gestallt ginn a gëtt ëmmer méi gestallt, ob mer, besonnesch a Westeuropa, en Epoche wiessel erliewen, dat heescht, eis definitiv vun der Industriegesellschaft verabschieden an eis an déi breet Déngschtleeschtungsgesellschaft géinge bewegen. Wann dat esou ass, an deelweis ass et amgaang, da muss endlech doriwwer nodgeduecht ginn an et muss gehandelt ginn, an dat net eréischt iwwermuer.

Ech soen awer direkt derbäi, Kollegeinnen a Kollegen, dass een och zu Lëtzebuerg keng Politik dierf bedriwen, déi dee geréngen Undeel un Industrie, dee mer nach hunn, géing duerch eng falsch Politik a Fro stellen, an dass een duerch eng falsch Politik och dee Potenzial géif zerstéieren, deen déi Industrie huet, fir sech ze konsolidéieren, fir sech auszubauen oder am Zuch vu weiderer Diversifikation an Industriepolitik nei Betriber an d'Land ze kréien, well dat e wichtige Facteur wier, fir Vollbeschäftegung ze erreechen respektiv d'Aarbechtslosegkeet mat Erfolleg ze bekämpfen. An dat gëllt esou gutt fir d'Handwerk wéi fir d'Industrie, mä et gëllt natierlech och – an dat soll ee jo net verstoppen – fir d'Finanzplaz a fir den Déngschtleeschungsberäich, deen natierlech permanent ze konsolidéieren ass.

Mä mir sollten, an dovir wëllt ech warnen, eis och net erëm – a mir si schonn erëm amgaang – ze vill op d'Nischepolitik verlossen, déi kuerzfristeg natierlech ganz vill Geld ka bréngen, mä déi gradesou schnell en dramatescht Enn ka fanen. Där Beweiser gëtt et, déi brauch een net extra ze ernimmen. Mir sollten also Kloerheet driwwer schafen. Dat ass eng weider Iwwerleeung, wéi eisen Aarbechtsmaart sech dann an der Realitéit wierklech duerstellt.

Mir operéieren an dësem Land zënter Jore mat Steigerungsraten, déi aner Leit ronderëm schwindeleg maachen. Ech hunn et hei schonn op der Tribün gesot, dass et endlech noutwendeg wier, déi Analys esou wäit ze driewen, dass ee weess wéi vill Aarbechtsplazen, wéi vill Vollzäitaarbechtsplazen, wéi vill Hallefzäitaarbechtsplazen a wéi vill Stonnenaarbechtsplazen dann hei geschaf gi respektiv existéieren. Sot eis endlech, wann ech gelift: Wéi héich ass d'Zuel vun de sou genannte virtuellen Aarbechtsplazen? Also, déi Betriber, déi an eist Land kommen, fir vun eiser Steier- a Sozialgesetzgebung ze profitéieren, an déi leider och esou endeg kennen, wéi dat am Kralowetz-Skandal jo bemierkbar ginn ass.

Mir müssen eis also ustrengen, léif Frënn, permanent iwwer méi Be-

schäftegung an och Vollbeschäftegung ze schwätzen a se ze realiséieren. Do brauch een eng Villfalt un Initiativen, an net nëmmen – an ech wëll et emol salopp formuléieren – Strofaktiounen géint déi Betrafen, also géint d'Chômeuren, déi souwisou scho genuch gestrooft sinn, doduerch dass se keng Aarbecht hunn.

Mir brauche Beschäftegungspolitik méi wéi jee. Mir musse Vollbeschäftegung och a besonnesch iwwert d'Arbeitsamt, iwwert d'ADEM, kënne realiséieren. Duerfir sinn ech guer net d'accord mat deem, wat d'DP, oder hire Spriecher, gëschter hei gesot huet, dass ee misst un d'Privatiséierung vun der ADEM denken, oder un eng Zerschlung vun der ADEM. Neen! De Monopol vun der ADEM muss erhale bliwen, hiren Aktiounsradius muss ausgebaut ginn. D'ADEM muss kënne konkurrenzféeg sinn zu de privaten Interimgesellschaften. Si muss och deenen d'Stir kënne bidden an aktiv ginn, dat am Sënn vun engem gesonden Aarbechtsmaart an am Interessi vun den Demandeurs d'emploi.

Et kann een iwwert d'Arbeitsamt diskutéieren wéi ee wëllt, et gëtt ganz vill Kritiken, déi ech selwer oft formuléiert hunn, si ass eng staatelech Institutioun. Si huet ee Monopol an et kann net esou ausgoen, dass se esou géing reduzéiert a restrukturiéiert ginn, dass si nach d'Grimmelen an d'Suerge géing bearbechten, an dass déi privat Jobzentren d'Roséngen hätten a gutt domat op Käscht vum de Leit kënnte liewen.

Et sinn och an deem Krees hei ëmmer erëm Kritiken un de sou genannte Beschäftegungsiniciativen ausgedréckt ginn. Dat verwonnert ee scho bal net méi. Mä, et wonnert een duerfir awer, well et dann oft Buergermeeschter sinn, déi an hire Gemengen op déi Beschäftegungsiniciativen zrëckgräifen, a mat deene Beschäftegungsiniciative gutt an unerkannten Aarbechte maachen, an de Mënschen an hire Gemengen Déngschter leeschten, déi si soss net hätte leeschte kënne. Et sollt een also déi Doppelzüngegkeet do wann ech gelift op der Säit loossen.

Et sollt een an deene sou genannte Beschäftegungsiniciativen dat gesinn, wat se sinn: De Leit eng nei Chance ginn aus dem Misär erauszekommen, aus der Ausgrenzung erauszekommen an op den Aarbechtsmaart kënne ze stoussen. Da wëll ech just derbäi soen, dass et jo eng Tatsaach ass, dass dee sou genannten eischten Aarbechtsmaart, also dee richtegen Aarbechtsmaart, wéi dat a formuléiert gëtt, déi néideg sozial Responsabilitéit a Solidaritéit nach ëmmer net opbréngt, fir deene Mënschen, déi Demandeur oder Chômeur sinn, eng Aarbechtsplaz unzbidden an hinnen domat eng Chance ze ginn.

Da wëll ech eppes anescht ersinnen: Mir schwätzen hei iwwer Chômage social. Mir missten eigentlech vill méi iwwert d'Économie solidaire schwätzen, déi am Familljeminstère laut dem Regierungsprogramm ugesidelt ass, an dass déi Économie solidaire eigentlech déi dauerhaft Betriber an domat och dauerhaft Aarbechtsplaze kéint schafen. Dat och am Sënn vun engem Entrepreneuriat innovatif. Dat sinn déi üblech Schlagwierder, déi oft benotzt ginn.

Wann ech gelift: Kommt mer strengen eis un, kommt mer maachen déi Base légale, souwuel fir de Chômage social op där enger Säit beim Aarbechtsminister, wéi fir d'Économie solidaire op där anerer Säit, fir kënne offensiv un d'Problematik vum Chômage erunzen, an definitiv och aus der Defensiv erauszekommen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Léif Frënn, et ass vill och hei während deenen Debatten direkt oder indirekt iwwert de Sënn oder den

Onsënn vun der Tripartite geschwat ginn. Dierft ech dorun erënnern, dass de Lëtzebuerger Modell jo 1977 seng Kréinung erlieft huet duerch dat gesetzlech Schafe vum Comité de coordination, also dat, wat mer schlicht d'„national Tripartite“ nennen. An et war déi Tripartite, déi 1977 mat engem Aktionsplang fir Wirtschaftswuesstem a Vollbeschäftegung ganz vill Erfolleg opzeweisen hat.

Et wier net richtig, wéi Verschidder dat maachen, déi Tripartite zum Spillball vun eisen Auseinandersetzungen an deem héijen Haus ze maachen. D'Tripartite ass eng Institutioun mat klere Spillregelen a si behält an eise System déi Plaz, déi hir zousteet – ech schwätze vun der Demokratiséierung vun der Wirtschaft, ech schwätze vun der Demokratiséierung vun der Politik –, an an deem Sënn huet déi Tripartite eng Plaz, fir tëschent de Wahlterminer, fir d'Parlament, och hir Aufgab kënne ze erfëllen, an als e staarken Deel vun der Zivilgesellschaft, déi do vertrauen ass, selwer Initiativen anzebréngen a virun allem awer iwwer Problemer mat ze diskutéieren. Iwwegens huet keng eenzeg Regierungspartei zënter 1977 jee déi Tripartite eeschtaft a Fro gestallt.

(Interruption)

Jo, kritiséiert schonn, mä am Géigendeel hu se alleguer an där Tripartite matgeschafft, matgestriden a Resultater gemaach, well ee feststelle konnt, dass dat e Gremium wier, wou ee munches kéint virbereeden, ob dat déi national, d'Stol- oder d'CFL-Tripartite ass.

An ech wollt och dat emol kloerstellen vis-à-vis vu menge Kolleginnen a Kollege vun der Grénger Partei, well ech e bëssen erfëiert war an enger Pressekonferenz ze héieren, dass gesot ginn ass, do wieren iergendwellech Acteuren, déi méi Responsabilitéit krite, wéi se zegutt hätten, an d'Parlament géing désavouéiert ginn.

Ech wëll do nëmme soen: Ech gesinn dat net esou. Ech weess aus menger Erfahrung op där anerer Säit, dass duerch eng éierlech Zesummenaarbecht an der Tripartite oft gutt Viraarbecht konnt leescht ginn, déi wichteg war fir déi parlamentaresch a besonnesch déi politesch Décisiounen, déi schlussendlech ëmmer nach hei geholl ginn an och an Zukunft wäerten a musse geholl ginn. Ech wëll domat just soen: Déi lescht Décisioun louch, läit a wäert och an Zukunft ëmmer an deem héijen Haus leien a mir stinn an der Pflicht eis och der Responsabilitéit net kënne ze entzéien. A mir sollte wëssen, dass wann d'Sozialpartner mathëllefen un engem Strack ze zéien, dat eis Aarbecht ka vereinfachen an do wou dat net de Fall ass, si mir natierlech déi, déi d'Responsabilitéit ganz eleng ze iwwerhuelen hunn. Dat wësse mer och an dat ass och hei esou gehandhaabt ginn, mä dann hu mer et an deem Haus natierlech vill méi schwéier.

D'Tripartite ass 1977 vun enger DP-LSAP-Regierung an d'Liewe geruff ginn a si ass vun der CSV deemools bekämpft ginn. An 1979 huet d'CSV trotz aller Kritik un der Tripartite, mam Accord vun der DP, déiselwecht als Instrument an als Institutioun iwwerholl, mat där Ausnahm, dass deemools d'Vetorecht fir d'Gewerkschaften a Saachen Index erausgeholl ginn ass.

An ech hu selwer erlieft, wéi den Här Pierre Werner mat ganz vill Zäertlechkeet a Rücksicht awer och mat Determinatioun mat där Institutioun Tripartite zesummege-schafft huet a si ni mëssbraucht huet. An ech erënnern un 1982, wou déi sou genannten Index-Modulationen, déi mir schlicht an einfach Manipulation genannt hunn, well et dat och war, géint de Wëlle vun de Gewerkschaften an der Tripartite hei an deem héijen Haus vun der deemooleger CSV-DP-Majoritéit politesch décidéiert gi sinn an och veräntwert gi sinn.

Dat ënnersträicht iwwegens eemol méi – an duerfir soen ech et – d'Eegestännegkeet vum Parlament, seng Responsabilitéit, seng Pflicht, seng Méiglechkeet fir an der Politik schlussendlech dann awer ëmmer dat lescht Wuert ze hunn.

Ech wëll och zu der Tripartite soen, dass si eigentlech ganz wéineg Eegendynamik huet, mä dass an der Regel d'Regierung den Ordre du jour, den Émfang, den Inhalt vun den Themen, déi do diskutéiert ginn, bestëmmt an dat dann och an deem Kader do duerchzett.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech soen dat nëmme fir ze ënnersträichen, dass mir am Endeffekt an deem Land e staarkt Potenzial u Krisebewältigungsinstrumenter hunn, déi iwwert déi eigentlech Kris, déi mer mat der Stolkris kannt hunn, och aner ähnlech Krisensituatiounen oder schwierig Situatiounen, wéi d'Diskussion iwwert d'Zukunft vum Land, kann uschwätzen. Ech wëll ëmmer nëmmen ënnersträichen, dass dat op eng offensiv Aart a Weis muss stattfannen. A wann een offensiv un d'Erausforderungen erugeet, dann huet ee schonn e gutt Stéck Wee gewonnen a gemaach.

Mir sollten also mat esou enger Institutioun net spillen, mä mir sollten se notzen am positive Sënn, mir sollten se eescht huelen a mir sollte virun allem – an dat wollt ech och de Mëtten hei lassginn – ophale mat enger gewësser Ennerganksstimmung, déi bedriwwegëtt. Well eng Ennerganksstimmung, Kolleginnen a Kollegen, motivéiert net, a wann déi och nach begleet ass vu falsche Signaler, da gëtt d'Saach net besser.

De Mueren, mä virun allem gëschter, war Rieds vun de sou genannte Sozialapostelen an der -apostelin – et ass jo och där eng dobäi –, fir dat emol esou ze formuléieren. Mä d'Fro ass nach anescht gestallt: Si mer net alleguer, alle 60, Apostelen an hu mer net och nach 15 Apostelen an der Regierung mat engem ieweschten Hiert derbäi, deen – hunn ech ëmmer d'Gefill – eng duebel Stëmm huet?

Mir sinn also 76 Apostelen, déi e Mandat kritt hu vum Vollek fir d'Interesse vum Vollek a vum Land ze vertiedegen. Virun 2.000 Joer gouf et 12 Apostelen a mir schwätzen nach haut, 2.000 Joer duerno, dovun; an déi haten net déi Moyenen, déi mir hunn. Mä loosse mer se als Virbild huelen a vläicht...

(Interruptions)

Si hu sech vermehrt, si hu gewise wéi et geet.

A loosse mer déi Zäit, wou vun eis geschwat gëtt, notzen, fir eis Responsabilitéit am Interesse vun deem Land a senger Bierger ze iwwerhuelen, si ze vertiedegen. An duerfir brauch een eigentlech keng falsch Signaler, mä duerfir brauch een eng kloer Sprooch. Déi falsch Signaler hunn an de leschte Woche fir vill Irritatiounen an de Parteien, an de Parteigremien an doriwwer eraus bei der Bevölkerung gesuergt.

Dat Virpreschen, wat mer kannt hu vun Deeler vun de Kollege vun der CSV – an dat ouni iergendwellech Ofsprooch – irritéiert, dat mécht onsécher, dat riskéiert och d'Vertrauen ze ënnergruuen. Dat si falsch Signaler.

An aner falsch Signaler – an ech soen se einfach esou – waren déi iwwert d'Chômediskussion mam Zil fir 40 Milliounen anzespuewen an net mam Zil, wéi kann ech Vollbeschäftegung hierstellen. Dat irritéiert, dat mécht nervös.

D'Mammerent ass elo genee erëm esou en Thema. Wéi gesäit dann hir Zukunft aus? Ech weess et net.

Ech hunn et net verstanen déi lescht Deeg a Stonnen.

(Hilarité)

Ech weess zwar, dass iwwer hir zukünfteg Finanzéierung diskutéiert gëtt an ech gehéieren zu deenen, déi soen, mat Sécherheet net iwwert d'Reserve vun de Pensionskeesen; duerfir sinn déi Suen net do an esou ass d'Mammerent och net geduecht gewiescht. Ech soen awer d'Mammerent kann eng schéin Zukunft behalen, Kolleginnen a Kollegen, wa mer se selektiv gestalten an deenen, déi se wierklech brauchen, méi gi wéi dat, wat se haut kréien. Dat wier vill méi sozial gerecht an dat wier en Déngscht un de Mammen, déi eppes fir dëst Land gelescht a geschaf hunn.

(Interruptions)

Léif Frënn, wann ech dat Beispill genannt hunn, da wëll ech och dat vun der Verméigens- oder Quellesteier nennen an och den Hott an Har, deen do stattfonnt huet an dee jo riskéiert d'nächst Woch nach zu ville Welle bäizedroen.

Ech hu jo och d'Gefill – ech soen dat ganz bescheiden –, wéi wa mer jiddefalls fir vill ënner eis eng Phantomregelung geschafen hätten, déi fir déi eng wéi eng Ofstufung ass, well si elo d'Quellesteier wierklech musse mat engem ganz minimale Fräibetrag entrichten, an dass anerer esou vill „Schlupflöcher“, soen d'Preisen, opgemaach kréien, dass si d'Chance hunn, laanscht déi Quellesteier ze kommen.

Dat si Saachen, déi ginn am Vollek eigentlech net verstanen. Dat kann een och kengem erklären an duerfir ass et scho wichteg, dass een dat Signal, wat elo entstanden ass, dass hei eppes op Käscht vum klengen Spuerer negativ gemaach gëtt, an deenen nächsten Deeg muss kënne riichtbéien. Soss hu mer net gutt geschafft, soss hu mer eigentlech och dozou bäigedroen, ech soen dat, dass mer mat esou engem Signal kéinten dozou bäidroen, dass de Konsum trotz enger ëmmer nach staarker Kafkraaft géing a Matleedenschaft gezu ginn, oder dass et ëmgedrënt geet, dass manner gespuert gëtt, well et sech mat där Quellesteier, déi dann do ze entrichten ass, vläicht net méi rentéiert ze spuen.

Dir hutt also do e puer Bewegungen, déi méiglech sinn, mä am Endeffekt bleift d'Décisioun beim eenzelne klengen a mëttlere Spuerer, wat hien dann elo mat sengem Geld maache soll: Soll hien et ausginn, soll hien et op d'héich Kant leeën oder wat soll hie maachen?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et géing mech jiddefalls och interesséieren, ob déi 22 Milliounen Euro, vun deene geschwat gëtt, duerch déi nei Quellesteier kompenséiert ginn. Mä vu wem gi se dann – an dat ass déi aner Fro – kompenséiert? An dat géing am Endeffekt d'Diskussion zu Lëtzebuerg net méi einfach maachen.

Ech kënnt mer awer virstellen, dass d'Regierung, well se an der Pflicht steet, elo eppes mussen ze maachen, dee Schantjen do net definitiv zomécht, mä dass ee misst d'Rou hunn, ab Januar nach eng Kéier iwwert dat do ze diskutéieren an ze kucken, ob een dann net awer eng Léisung mat anere Fräibeträgg fënn, déi dem klengen a mëttlere Spuerer entgéintkommen an déi och op Verständnis bei eise Mënschen dobausse kënnte stousen.

D'Beispill Ëmwelt- a Wirtschaftspolitik, do gëtt et all déi Schlagwierder: „Net géinteneen, mä mateneen“. Et ass fir mech ëmmer schwierig erauszefannen, wéi dat dann ausgesäit.

D'Uni Lëtzebuerg, déi hei ugeklungen ass, Kolleginnen a Kollegen, vun där mer soen, dass déi zu Lëtzebuerg soll geschaf ginn, ass e

wesentleche Bestanddeel vun der Zukunftsgestaltung vun deem Land. Domat kann een d'accord sinn an dat bejoen. Da muss een awer och d'Präisfro stellen. An et muss een awer och d'Fro stellen: Wéi laang soll dat dann alles daueren? An ass et egal, wou se gebaut gëtt, mä ass et virun allem egal, wéini dat alles gebaut gëtt? A gëtt d'Eeschthaftegkeet vun där Debatt iwwert d'Uni Lëtzebuerg net a Fro gestallt duerch dee lokalpolitischen Deel, dat Geplänkel, wat ufängt iwwerhand ze kréien?

Wa mer esou weiterfueren, dann hu mer d'Uni an enger Rei vu Joren net, dann hu mer d'Zukunft vläicht an hoffentlech gestalt, mä dann ouni Uni. Mir missten eis also do selwer bei eiser Responsabilitéit huelen a soen, mir mussen nach eng Rei Saache vläicht méi rapid ofwëckelen an aneschtens ofwëckelen, wéi dat leider an eenzelne Punkte geschitt.

Ech wëll elo net nach aner Punkten hei behandelen. Et sinn der vill opgezielt ginn. Mä et läit mer awer um Häerz nach de konventionéierte Secteur ze nennen, wou ech net méi richtig derduerch gesinn, ob mer da méi konventionéierte Secteur brauchen, dee méi deier muss si fir déi, déi e benotzen, deen awer méi bëlleg muss si fir déi, déi dra schaffen, déi also an d'Précari-téit da géinge geroden. Dat sinn awer Froen, déi och mat der Gestaltung vun der Zukunft ze dinn hunn, well et ëm d'Liewensqualitéit an deem Land geet.

An dann déi ganz Diskussion iwwert d'Sozialtransferten, engersäits iwwert d'Eegeninitiativ, anersäits – oder fir et op Lëtzebuergesch ze nennen – iwwert d'Privatiséierungsdebatt. Wéi vill vun eiser Sozialversicherung musse mer da privatiséieren an där neier Politik? Dat ass déi falsch Richtung, dat kann net dat sinn, wat mer eis virstellen, an dat wier konträr zu deem, wat mer och versprach hunn, net nëmmen déi eng Partei, mä alleguer, am Zesummenhang mat der sozialer Ofsécherung an der Liewensqualitéit an deem Land.

D'Diskussionen ëm de Budget weisen allerdéngs dorop hin, dat ass meng bescheide Feststellung, dass déi berühmt-berüchtigt Zäertlechkeet, vun där ëmmer geschwat gëtt, kënnt opweeche, an datt am Émgang ënnereneen et zu enger méi haarder Auseinandersetzung kéint kommen. Dat wier net de richtige Wee, scho guer net de séchere Wee, mä et wier mat Sécherheet net de richtige Wee.

Et kënnt awer an där Gesamtdébat sech eng Chance bidden, déi vun der Selektivitéitsdebatt och an der Sozialpolitik, statt der Indexierungsdebatt vun den Akommesse respektiv vun de Sozialleeschungen. Et kann een iwwer villes diskutéieren. Et muss ee mat Sécherheet iwwer villes diskutéieren. Et ass awer wichteg, de Wee ze fannen. A mir brauche Rou a keng Onrou.

A mir mussen ëmmer wëssen, an dat wollt ech de Mëtten och nach eng Kéier lassginn, dass mer d'Budgetsdebatt jo net lassgeléist kënne gesi vun enger anerer Débat, déi mer zënter Méint féieren an déi laang net um Enn ukomm ass, nämlech där sou genannter Lissabon-Strategie, an den Ziler, déi do sollen erreecht ginn.

An dann nennen ech nëmmen a Klammeren de Bolkestein, fir alles Schlechtes vun Europa an engem Wuert ze nennen. Mä do si mer jo, oder déi Mënschen iwwert déi mer hei esou vill schwätzen, do si mer jo domadder konfrontéiert, oder si virun allem, méi mussen ze schaffen, méi laang mussen ze schaffen an och domadder méi Fraen op den Aarbechtsmaart ze bréngen!

Da stellt d'Fro sech eben erëm: Stëmmen dann d'Rahmenbedingungen? Wéi ass de Präis, wéi ass d'Ugebu, wéi ass et mat der Kanerbetreuer? An de Fazit sinn eigentlech dee Budget, mat deem mer nëmme wëlle spueren, an

d’Kompetitivitéit, déi mer nëmme wëllen op Käschte vun de Leit, déi schaffen, an d’Luucht driewen. Dat ass eppes, wat riskéiert sozialen Zündstoff ze provoziéieren, wat also dee berüchtigten a berühmte soziale Fridden, dee mer kennen, kënn a Fro stellen.

An duerfir mengen ech, dass déi Erausforderungen, déi tatsächlech bestinn, verlaangen, dass een déi richteg politesch Äntwerte sicht an och fënn a dass een dat – wéi ech et schonn e puermol gesot hunn – an Zesummenaarbecht mat allen Acteuren hei am Haus an iwwert d’Haus eraus, organiséiert, well ee jo net dat Richteg géng maachen, wa mer an eng Situatioun géngen erakommen, wou Leit op eng Kéier sech d’Fro an dësem Land misste stellen, ob et nach e Sënn huet, eng Famill ze grënnen, ob et nach e Sënn huet, léieren ze goen, ob et e Sënn huet ze schaffen, wann ee keng Perspektiv och dono huet, an déi Perspektiv ass d’Liewensqualitéit an alle Liewenslagen, sinn anständeg Loun- an Aarbechtsbedingungen, sinn d’Sozialleeschungen an eng breet sozial Ofsécherung an alle Liewenslagen.

A wann een dat erhält an do verbessert, wou et Verbesserungsfäeg ass, dann ass déi Kompetitivitéitsdebatte och vill méi einfach. Zefridde Leit si produktiv, onzefridde Leit, déi Angscht hunn, déi mat Ofbau konfrontéiert ginn, sinn net produktiv an droen näischt zur Kompetitivitéit bäi.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, mir sinn hei scho staark erausgefuerdert mat Problemer, déi mat Sécherheet bestinn, mat Ännerungen, déi mat Sécherheet noutwendeg sinn. Mir wëssen, dass der vill, déi eng mat Recht, déi aner mat weiniger Recht, eis Rotschléi ginn oder eis an d’Handwierk erarieden.

Et ass de Moien, mengen ech, gesot gi vum „Wort“, et géng nach ëmmer bestëmmen, wat hei am Land géng passéieren. Ech gesinn dat e bëssen anescht. Ech fannen, dass „d’Wort“ vläicht nach heiansdo d’Hannergrondmusek spillt, mä längst net méi den Afloss huet, deen et vläicht eng Kéier hat. Den Afloss läit hei bei eis, a mir sollten eis ustrengen eppes doraus ze maachen. D’Erausforderunge si grouss, eis Responsabilitéit nach vill méi.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Castegnaro. Domat ass d’Generaldebatte ofgeschloss. Den Här Budgetminister Luc Frieden huet am Numm vun der Regierung elo d’Wuert, fir d’Diskussioun ofzerënen. Här Minister!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, zum Ofschloss vun dësen Debatte géng ech gäre kuerz am Numm vun der Regierung Merci soe fir déi Kontributiounen vun der Chamber, deenen eenzelnen Deputéierten hir, déi zum Budget geschwat hunn, mä och deenen hir, déi an der Finanz- a Budgetskommissioun un deem Budget hei an der Analys geschafft hunn. Merci!

Et ass viles gesot ginn an dësen Debatten, op wat et alles sécherlech elo onméiglech ass zrëckzekommen. Déi eng Saache kann een deelen, déi aner Saachen deelt een aus der Siicht vun der Regierung sécherlech manner.

Ech géng awer mengen, dass een Element an dëser Debatte eis eent, an dat Element ass dat, dass am Fong kee richteg contestéiert huet, dass mer e strukturelle Problem hunn, wat zwee Elementer huet: Engersäits datt d’Dépensé méi schnell klamme wéi d’Recetten, an anersäits datt mer Automatismen hunn, déi dozou féieren.

D’Ursachen dovunner analyséiert sécherlech deen een oder deen aneren heibannen anescht. Mä hei konnt keen a Fro stellen, och wa

Verschiddener dat gemaach hunn, dass de Bilan vun där Finanzpolitik am Fong positiv ass. An duerfir géng ech hei nach eng Kéier wëllen ënnersträichen, wat weineng an dëser Debatte gesot ginn ass a wat eemoleg an Europa ass, nämlech datt mer Avoiren op d’Säit geluecht hunn, déi mer och elo nach hunn.

Et ass x-mol gesot ginn: Dir wäert gesinn, no de Wahlen – fir d’éischt ass gesot ginn no de Chamberswahlen, duerno no de Gemeengewahlen – da gesitt Der d’reell Situatioun. Duerfir läit mer vill drun haut nach eng Kéier hei ze widderhuelen, datt mer fir de Moment 1,5 Milliarden Euro als Avoiré vun den Investitiounsfongen hunn. 1999, um Ufank vun där leschter Legislaturperiod, hate mer 1,3 Milliarden Euro. Dat ass an Europa eemoleg. Wann een dat kombinéiert mam Niveau vun der Statsschuld, déi fir de Moment op 0,7% vum PIB ass, da gesäit een d’Gesondheet vun de Statsfinanzen.

Sécherlech ass dat am normale Spill vun der Oppositioun, fir ze soen, déi, déi d’Finanzpolitik gemaach hunn, déi hunn déi Problemer ze verantworten. Dat ass selbstverständlech. Mä déi hunn och dat Resultat ze verantworten, op dat mer stolz sinn, datt mer et no jorelaanger Responsabilitéit fir de Statsbudget fäerdeg bruecht hunn, datt mer héich Avoiren hunn, datt mer eng niddreg Statsschuld hunn, déi et eis elo erlaabt, mat rouegem Kapp déi strukturell Problemer unzegoen.

Zu deene strukturelle Problemer géng ech gäre soen, wou de Moie gesot ginn ass, déi hätte mir fir d’éischt no de Gemengewahle mentionnéiert. Also et freet ee sech zwar wierklech, wou déi Leit déi lescht Jore waren! Ech schécken un déi Leit Kapié vun all deene Budgetrieden, ech schécken Extrakte vun dem Stabilitéitsprogramm, dee mer zënter véier Joer op Bréssel schécken, deen op Internet steet, deen der Chamber matgedeelt gëtt. Do steet dran, datt mer zënter 2002 en Defizit hunn, nämlech datt d’Dépensé méi grouss si wéi d’Recetté vun deem selwechte Joer, wat mer awer konnte finanzéieren via d’Reserven, dat ass dat op d’Säit geluecht Geld.

Duerfir ass et strictement falsch – an dat wëssen och d’Leit dobaussen –, wann een hei behaupt, wéi de Vetrieder vum ADR, datt mer fir d’éischte Kéier dräi Deeg no de Gemengewahle vun deem Problem geschwat hätten. Ech mengen, dass een den Internet net ka fälschen an datt ee ka Stabilitéitspakete vu virun dräi Joer liesen. Dee strukturelle Problem, dee kréie mer och an de Grëff. Dee strukturelle Problem, deen hu mer ugeschnidden, deen ass bekannt, an duerfir muss ee Courage och hunn, fir eng Rei Transformatiounen ze maachen. D’Regierung huet déi Transformatiounen an déi Reflexiounspisté proposéiert.

Ech muss soen, dass ech am Fong e bëssen erstaunt sinn, dass an dëser Debatte weineng Deputéierten zu där Abberzuel vu Reflexiounspisten, déi d’Regierung virgezeent huet, Stellung geholl hunn. De Statsminister huet den 12. Oktober gesot, hie géng gären doriwwer an der Tripartite schwätzen, an hie géng och gären doriwwer an der Chamber schwätzen. Also hat ech mer erwaart, dass déi eenzel Fraktiounen – a besonnesch och d’Oppositiounsfraktiounen – géinge während dëse Budgetsdebatte soen: Mat deem dote Punkt si mer net d’accord, mat deem dote si mer net d’accord a vläicht si mer mat deem doten d’accord.

Wann d’Chamber déi Offer net wëllt unhuelen, dann ass et kloer, dass d’Regierung spéitstens am Mee wäert hir Projet-de-loien abringen, no den Diskussiounen an der Tripartite, an da wäert et esou sinn, dass déi, déi Verantwortungsgefill hunn, déi Projekte wäerte stëmmen, an déi aner wäerten se

net stëmmen, déi mussen dann dozou hir Argumenter bréngen.

Mir mengen et wär flott, wann an deenen nächste Wochen, och wann een dat elo net gemaach huet, zu deene Pisten, déi de Statsminister opgezeent huet, och all Partei géif soen, wéi si dat gesinn, a wa se net mat deene Pisten d’accord sinn, wéi si géinge proposéieren, déi Problemer ze léisen. Dat ass eng Offer!

D’Regierung – soen ech nach eng Kéier –, esou ass de Moie gesot ginn, géng net wëllen hir Verantwortung iwwerhuelen. Selbstverständlech iwwerhëlt se hir Verantwortung! D’Regierung seet da wéi si mengt, dass een et soll maachen, a biet dann do a wäert sech dann duerfir asetzen, fir eng Majoritéit am Parlament ze kréien.

Et ass awer fir eis ganz kloer, an dat wëll ech virun allem dem Vetrieder vun där Grénger Partei soen: Contrairement zu deene Gréngen, si mir net fir Steiererhéijungen, well mir mengen, dass dat souwuel fir de Konsum wéi fir d’Investissementer schlecht wär. Sécherlech ass et eng normal Reaktioun wann ee seet, et huet ee Finanzproblemer, da gi mer emol kucken, dass mer méi Suen erakriegen, dann héije mer einfach d’Steieren, da gi mer vun 22% Kierperschaftssteuer op ech weess net 25% oder 30% a mir héijen d’Steiere vun de Privatpersounen op déi Niveauen, déi mer viru fënnf oder sechs Joer haten.

D’Regierung ass der Meenung, dass dat mëttelfristeg schlecht wär fir d’Kompetitivitéit vun eisem Land, well mir hu schlussendlech mat der Konkurrenz ze dinn, an an enger Rei Länner an Europa sinn et och an deene leschte Jore Steierreduktiounen ginn. Wa mir also géinge mat de Steieren eropgoen, esou wéi déi Gréng dat zënter Joren heibanne fuerderen, da géng eis Ekonomie manner kompetitiv ginn, d’Betriber an d’Leit géingen eis fortwanderen a mir hätte méi grouss Problemer. Duerfir gi mer net op dee Wee.

Sécherlech kann a muss een och iwwer Recetten diskutéieren a muss een och kucken, wéi verschide Leeschtungen vum Stat – Sozialleeschungen, Familieleeschungen, Dingschtleeschungen – bezuelt ginn. Doriwwer hu mer och Pisten indiqüiert an doriwwer wëlle mer schwätzen.

Et ass – obschonn es dat net um Ordre du jour vun der Chamber gelies hunn an dëse Budgetsdebatten – e puermol iwwert d’Quellesteier fir Résidenté geschwat ginn. Ech weess duerfir net, Här President, ob haut de Moment ass, fir doriwwer ze schwätzen, mä vu datt eng Rei Kollegen doriwwer geschwat hunn, ass e gewëssent Onverständnis opkomm, an ech géng just haut wëllen, ouni an den Detail ze goen, e puer Punkte preziséieren.

Dee System, deen d’Regierung proposéiert fir d’Zësen, ass e System, deen einfach an effikass ass an deen d’Spueren encouragéiert. En ass einfach, well et ass eng Quellesteier, eng Abgeltungssteuer. D’Bank hieft eppes op, iwwerweist et an domadder ass d’Bir geschielt. Et ass also vill méi en einfache System wéi dee vun haut.

Zweetens ass et en extrem steiergënschtege System. Ech géng soen, dass bal all Mënsch am Land vun dëser Mesure profitéiert, well déi ganz kleng Spuerbicher mam aktuellen Zënssaz bis 500.000 Frang – eng Koppel eng Millioun, a wa se zwee Konten ophuet, da kann et och nach 1,5 oder zwou Milliounen Lëtzebuerger Frang sinn –, déi falen iwwerhaapt net ënnert d’Besteuerung. Déi, déi doriwwer sinn, do ginn 10% opgehewen op den Zësen. Ech invi-

tiéieren d’Leit emol eng Kéier hir Spuerbicher ze kucken an dann auszurechnen, wat 10% sinn.

Haut bezuelen, ech géng bal soen, 90% vun de Leit, wann net 99% vun de Leit vill méi, well den Agangssteiersaz – an haut gëtt dat besteiert mam gesamte Revenu – geet eréischt bei 10% un. De Gros, all d’Leit bal sinn doriwwer, an déi kleng Spuerer, déi fale selbstverständlech ënnert dee Montant, déi hu seele méi wéi eng oder zwou Milliounen, an, wéi ech elo grad gesot hunn, mat véier Konten huet een zwou Milliounen steierfräi, déi falen also net dodrënner. Also huet fir d’Leit näischt geännert, an déi aner bezuelen 10%.

Et ass also e groussen Avantage, eng grouss Simplification administrative och par rapport zu haut, an duerfir ass et eppes wat ee muss gesinn als eng Verbesserung vun der Steiersituatioun hei zu Lëtzebuerg. Mir wäerten an deenen nächsten Deeg unhand vu ville Beispiller, vu ganz ville Situatiounen, vu ganz ville Lëtzebuerger berechnen, wéi dat doten an Zukunft ausgesäit.

Firwat sinn...

(Coups de cloche de la Présidence)

Une voix. - Schhhhhh!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Firwat falen nëmme d’Zësen drënner? Do géng ech och nach gären eng Kéier soen: Mä fir all déi aner Produkter, a contrairement zu deem, wat de Mëtten och nach hei gesot ginn ass, do ännere mer guer näischt un der Besteuerung. Sécher kann een doriwwer och eng Kéier diskutéieren. Wann elo op eemol gesot gëtt, d’Sicav de capitalisation géinge jo net drënner falen, mä déi sinn haut och net ënnert déi Regele vun der Impositioun vun de Capitaux gefall. An aner Produkter, Loyerer an Dividenden, deenen hir Besteuerung ännere mer jo heimadder guer net.

Mir hunn eis hei esou wäit wéi méiglech orientéiert un der europäescher Direktiv iwwert d’Zënsbesteuerung. Firwat hu mer dat gemaach? Mir hunn dat gemaach, well et soss informatesch enorm komplizéiert gi wär, fir an de Banken erëm Programmer ze maachen, fir verschide Konten anescht ze behandle wéi déi, déi mer fir d’Nonrésidenté behandlelen.

Zur Ofschaffung vun der Verméigenssteuer géng ech soen, dass et eist Zil ass, eng Aktivitéit op der Finanzplaz, nämlech d’Gestion de patrimoine oder de „private banking“, ze verstärken an domadder mëttelfristeg nei Aarbechtsplazen ze schafen zu Lëtzebuerg, déi Finanzplaz ze stärken. Vill Moosnamen an deene leschte Joren hu mer gemaach, fir dass nei Aktivitéiten op der Finanzplaz entstinn. Duerfir schaffen haut dausenden an dausende vu Leit direkt an indirekt op där Finanzplaz, duerfir kréie mer de Gros vun eise Steierrecetten iwwert déi Finanzplaz eran.

Duerfir muss een dat hei woen, fir dass mir och an Zukunft eng zolidd international Finanzplaz zu Lëtzebuerg hunn, op där och fir d’Lëtzebuerger Spueren en Avantage ass. An dës Moosnam féiert dozou, dass d’Lëtzebuerger zu Lëtzebuerg déi beschte Plaz fanne fir ze spueren, besser wéi wa si op Tréier oder op Zürich oder soss anzwousch mat hire Sue fueren.

Mä déi Debatte kréie mer d’nächst Woch an ech mengen da kann een, Här President, méi am Detail dorobber nach eng Kéier agoen.

D’Situatioun vun de Statsfinanzen ass gutt op Grond vun enger viisichteger Finanzpolitik, mä mir hunn e graven, seriöse Problem. Mir sinn net an der Kris, mä mir wëllen net an zwee Joer, wann d’Reserven opgebraucht sinn, duerch déi Bauprojeten, déi mer hunn, dann an

enger grousser Kris sinn an duerfir gëllt et haut ze kucken, déi Problemer seriö unzepaken.

Mir wëllen domadder kee Pessimismus maachen, mir wëllen de Leit op Grond vun de Chifferen erklären, wat d’Situatioun ass, wat eise Risendéfi ass. Dem Stat feele pro Joer op enger annueller Basis gekuckt – Recetten/Dépenses – 1,2 Milliarden; dass ass also eisen Défi.

Mir sinn der Meenung, dass een dat packt. D’Leit brauche keng Angscht ze hunn, mä si mussen akzeptéieren, dass – wat mer bei enger Budgetsried schonn eng Kéier gesot hunn – een heiansdo op Verschiddenes verzichte muss fir Neies kënnen amplat ze setzen.

Mir hunn nei Politikfelder, déi mer musse begoen, mir hunn nei Ambitiounen an der Politik, déi mer wëlle bedéngen. D’Gesellschaft huet sech geännert.

Loosse mer de Mutt hunn a loosse mer och mat positivem Mutt déi Reformen ugoen, déi d’Regierung virgezeent huet, a fir déi mer hoffen, dass dëst Parlament och hiert Verantwortungsgefill weist.

Ech sinn dankbar, dass dëse Budget als Plattform gedéngt huet, fir déi Diskussioun unzeféieren, quitte dass et nach u villen Detailer sécherlech feelt, mä dës Regierung wëllt dës Froen an der Diskussioun mam Parlament a mat der Tripartite. Et kann een net dat eent ouni dat anert an dëser Diskussioun maachen.

Mir hunn eis e Kalenner ginn a bis de Mee – dass ass net laang – d’nächst Joer leien eis Propositiounen um Dësch, mä si bleiwen en ligne mat deene Reflexiounspisten, déi d’Regierung den 12. Oktober schonn tracéiert huet. An duerfir soen ech all deene Merci, déi zu dësem Budget geschwat hunn, a virun allem och deenen, déi dësem Budget wäerten an e puer Minutten hir Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Den Här Bausch freet d’Parole après ministre.

M. François Bausch (Déi GRÉNG). - Här President, ech muss nach eng Kéier Stellung bezéien zu där Fro vun de Steieren, déi den Här Budgetminister elo opgeworf huet. Well déi Kritiken, déi ech gëschter hei gemaach hunn, do hunn ech net hannendru gesot, mir wäeren elo a ce stade der Meenung, et soll een elo massiv d’Steieren héijen. Ech hu gëschter gesot, dass déi Regierung oder dee Finanzminister a Budgetminister, deen haut do ass – dass war jo och deen, deen an der leschter Legislaturperiod déi dote Fonctiounen hat – am Joer 2000 e massiven, gewaltege Steierreduktiounsprogramm décidéiert huet.

Mir hunn – an ech wëll nach eng Kéier dorun erënneren an dat viru Ae féieren – de Spëttesteiersaz massiv erofgesat op 38%, mir hunn d’Kierperschaftssteuer ëm 8% gesenkt op 22%. An deemools an der Diskussioun hunn ech am Numm vu menger Fraktioun hei gesot, dass dat doten, esou massiv abrupt erfogoe mat de Recetté vum Stat, immens riskant wier, well mer net sécher wäeren, dass deen immens héije Wuesstem, dee mer am Joer 2000 haten, esou kéint fortgeschriwwen ginn. An dass mir iwwerhaapt géngen a Fro stellen, ob et mëttelfristeg realistesch wär, fir e Wuesstem unzepellen – wéi déi Zäit ëmmer gesot ginn ass –, deen iwwer 4% léich.

An ech hunn deemools schonn am Numm vu menger Fraktioun gesot, dass, wann dat da sollt anrieden, deen héijen Undeel u Finanzéierungsbedarf, deen de Lëtzebuerger Stat huet angesichts deem héijen Undeel u Sozialstat, dee mer hunn – dass ass jo dat Thema, wat mer amgaange sinn ze diskutéieren –, respektiv bei deem héijen Undeel un öffentlecher Finanz-

capacitéit, déi mer bräichte fir déi grouss Infrastrukturprojeten, déi mer jo deemools schonn decidéiert haten ze finanzéieren, wann dann ee Konjunkturabroch kënnt respektiv mer net an deene Paragë leien, mer grouss Finanzéierungsschwieregkeeten am Lëtzebuerger Statsbudget géinge kréien.

Deemools krut ech geäntwert, ech léich falsch oder mir léiche falsch mat eiser Meenung. An ech kéint lech hei x Zitater bréngen, wou gesot gëtt, dat wär mat grousser Sécherheet esou, datt obscho mer esou massiv géinge mat de Steieren erofgoen, wat d'Recettë vum Stat ubelaangt, herno méi géing erakommen, well duerch de Fait, datt mer géingen esou massiv erofgoen, wär de Wirtschaftsstanduert esou massiv méi attraktiv an dat hätt als Konsequenz, datt am Endeffekt d'Recettë vum Stat weider méi héich wäre wéi zu deem Zäitpunkt – ech wëll erënneren am Joer 2000 – vun do wou mer ausgaange sinn.

Or, wat hu mer festgestallt? Genau de Contraire ass passéiert. Mir sinn déi zwee, dräi Joren duerno an der Konjunktur déif gerätscht. Doduerjer ass eigentlech scho bei der Kierperschaftsteier e massiven Abroch komm, dee mer iwwerbréckt hunn, well mer du Recours geholl hunn zu engem méi séieren Andreiwe vun de Solden, déi nach do ware vun deene fette Joren, well soss wäre mer jo schonn zwëscht 2001 an 2004 an zolidd Schwierigkeete beim Opstelle vum Budget komm. Mir konnten dat nëmme verhënnere dank dem Fait, datt nach héich Solden austoung vun deene sou genannene fette Joren: 1998, 1999 an 2000 virun allem.

A wat stelle mer elo fest? Mir sinn elo jo emol net méi an engem Konjunkturdéif, dat heescht, mir sinn effektiv erëm an enger Situatioun – wou den Här Thiel de Moien och nach zu Recht drop higewise ginn huet –, an enger Phas vun Héichkonjunktur, an och an deenen nächste Jore wäerte mer wahrscheinlech dra bliwen, an dat, wat d'Regierung sech 2000 erwaart huet, wéi si déi Reform gemaach huet, trëtt net an.

Dat heescht, wat hunn ech gëschter hei gesot? Déi Regierung, déi déi Décisiounen do deemools geholl huet, hätt sech mindestens scho missen en Zeenario ausdenke vu Géigefinanzéierung, wann deen Zeenario dann net sollt antrieden, dee si sech erwaart hat, nämlech duerch de Fait, dass d'Steieren esou massiv géingen erofgesat ginn, d'Aktivitéiten esou massiv géinge klammen, wat automatesch méi Recettë géing generéiere fir de Stat; an eigentlech ass dat de sprangende Punkt.

Här Minister, et deet mer Leed, dat ass d'Schold vun deem Budgets- a Finanzminister, deen 2000 déi Décisioun geholl huet. An dat waart Dir, deen nämlechte Finanzminister, dee mer haut hunn. An et notzt näischt, fir fir d'Honnertst hei ze widderhuelen, datt eigentlech elo an deem Stadium Steiererhéijunge schlecht wäeren.

An do wëll ech lech soen, och dat hu mer deemools hei als Fraktioun gesot an ech wëll iwwregens dobäisoen, datt ech deemools souguer vun lech selwer geäntwert kritt hunn: Ma wat ass da wann et net sollt opgoen, dann – hutt Dir souguer deemools gesot – wäerte mer d'Steiere vun deem Moment un erëm erhéijen, wann et dann esou ass. Do hunn ech lech geäntwert, dass dat net esou einfach wäert sinn, wa mer an enger finanziell schwiereger Situatioun sinn; eigentlech déi Argumenter, déi Dir elo benotzt, déi Dir eis wëllt ënnere jubelen. Mir wëilten do d'Steieren erhéijen, dat sinn déi Argumenter, déi mir deemools gebraucht hunn an Dir hutt ganz anescht argumentéiert.

Donc, musst Dir lech de Feeler, de Virwurf gefale loossen, datt Dir um Niveau vun der Recettësäit e gud-

den Deel Responsabilitéit hutt, an dann ass et och net, fir elo einfach esou ze maachen, wéi wann elo nëmme op der Dépensësäit de Problem léich.

An da wëll ech awer soen: Natierlech geet et elo net dorëms einfach massiv d'Steieren ze erhéijen, mä ech muss awer feststellen, datt an deenen Diskussiounen, déi mer am Moment hunn, relativ grouss Fantasie un den Dag geluecht gëtt, wat ee bei den Dépensen alles kéint maachen. E gudden Deel vu Saachen, Pisten, déi ugezeechent sinn, si sécherlech berechtigt an et kann een doriwwer diskutéieren, mä awer rose wéineg Fantasie gëtt un den Dag geluecht, fir ze kucke wéi mer da méi Recettë sollen era kréien.

An duerfir verlaange mir awer nach eng Kéier, datt zumindest an deenen nächsten zwee, dräi Joer um Niveau vun de Steiere ganz grondsätzlich iwwerluecht gëtt, ob een net eng verdéifte Steuerreform misst maachen, fir ze kucken, datt een eng Rei nei Instrumenter aféiert, déi och dem Stat erëm méi Recetten erabréngen. Well mir kënnen hei eis dréinen a kéiere wéi mer wëllen a spueren esou vill wéi mer wëllen, wann d'Recettë weider esou stagnéieren, wéi dat de Moment de Fall ass, da wäert dat villt spueren, da wäerten déi gutt Virsätz, déi hei geholl gi sinn an deene leschten zwee Deeg, sécherlech net duergoen, fir alles dat ze finanzéieren, wat mer musen an Zukunft finanzéieren an da kréie mer e grouse Konflikt.

Ausser natierlech dës Regierung decidéiert fir sech ze soen: Majo, loosse mer emol kucken, mir si jo elo am Fong gewielt bis 2009 a mir kucken elo emol fir d'Boot iwwert d'Ronnen ze kréie bis 2009. Dat ass sécherlech méiglech, well effektiv d'Finanzlag vum Stat am Moment nach net esou dramatesch ass, datt mer bis 2009 an total Schwierigkeete geroden, mä dann hu mer natierlech e Wee gewielt, deen eis effektiv bis 2009 iwwert d'Ronne rett an da schiebe mer där nächster Regierung déi Aarbecht dohinner oder eventuell souguer nach enger nächster Generatioun weider. Dat ass natierlech och e Wee, deen ee ka wíelen, mä dorober si mer...

M. Alex Bodry (LSAP).- Dorunner hat awer kee geduecht.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Oh, also Dir musst verstoen, Här Bodry, datt ech an där do Hisiicht wéineg Vertrauen hunn, bei deem wat ech bis elo hei matkritt hunn.

An da wëll ech och soen, wann hei vun deene Pistë geschwat gëtt, wou mer all dozou sollte Stellung huelen. Jo, mä ech hoffen awer och, muss ech lech soen, Här Minister, datt déi Pisten, déi opgezeechent gi sinn, och nach e bësse prezisiéiert ginn, well Dir musst awer éierlech zouginn, och wa gesot gëtt, mir musse bei de Kranke-keesen eppes maachen oder bei de Familljen, beim Kannergeld eppes maachen, esou ass dat awer och vun der Säit vun der Exekutiv relativ vag bliwwen, scho guer net ze schwätze vun Ärer eegener Fraktioun, déi zwar och dauernd vu spuere schwätzt, ouni dann awer prezis ze soen, wou se wäert spueren.

(Interruption)

Mä mir wéilten awer och gare wësen – a wa mer solle konstruktiv zesummen hei diskutéieren an deenen nächste Méint –, e bësse méi prezis, wéi d'Spueren da genau soll gestalt ginn, soss gëtt d'Diskussioun ganz schwéier.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Minister kritt d'Wuert nach eng Kéier kuerz.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Här President, ech géing just wëllen...

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Dir kënnt och nach eng Kéier schwätzen, Här Bodry, well Dir hutt derzwëscht net ganz vill...

M. le Président.- Kommt, loosse mer elo net méi polemiséieren. Den Här Minister mécht elo den Ofschloss, an da komme mer zu de Voten.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Ech wollt...

Une voix.- Esou héiflech sidd Dir hei!

M. le Président.- Här...

Une autre voix.- Fir d'éischt nach den Här Gibéryen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Wolter, kommt. Loosse mer elo dem Här Minister d'Wuert ginn. Här Minister Frieden!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Ech wollt dem Här Bausch, Här President, just äntwerten op deem Punkt vun der Responsabilitéit vun där Steuerreduktioun. Mir iwwerhuelen déi Responsabilitéit gären. Mir hunn déi zesumme mat de Kollegen, déi do an der Regierung waren, gemaach a mir haten d'Responsabilitéit am Finanzministère. Mä, ech soen haut, datt déi Iwwerleeung an eisen Aen net déi richtig ass, fir ze soen: Wa mer d'Steieren deemools net gesenkt hätten... Da misst ee sech haut d'Fro stellen, wéi wéineg wirtschaftlech Aktivitéit mer da vläicht hätten, well et ass ganz kloer, an dat ass aus ganz ville Gespréicher mat Betriber ervirgaangen, datt déi dann op eng aner Plaz gaange wäeren.

An datt mer méi wirtschaftlech Aktivitéit kréien, dat beweisen ech als Zweet, an duerfir wollt ech zwou Saache prezisiéieren. Bei der Gehältersteier – wéi hat Dir elo grad gesot? –, déi hutt Dir massiv gesenkt, iergendesou ee Wuert hat Der gebraucht, an déi ass do-derch massiv eropgaangen. Ech hu leider nëmme nach de Kont 2004 matbruecht.

Am Kont 2004 ass d'Gehältersteier, déi mer jo massiv gesenkt hunn, 1,33 Milliarden. Am Kont vun deem Joer wäert se 1,450 Milliarde ginn, esouguer 50 Milliounen méi wéi mer am Budget stoen hunn. D'nächst Joer gi mer dervun aus, datt se op 1,57 Milliarden ass. Dat ass tëscht dem Projet de budget an dem Budget voté vum leschte Joer eng Augmentatioun vun 12,1%. Do gesitt Der, datt déi Reduktioun, duerch nei wirtschaftlech Aktivitéit, zu méi Steuerrecettë gefouert huet.

Déi Analys muss een net deelen, ech wollt dat just soen: Ech mengen, datt dat eng gutt Steuerreform war, déi eben déi gemaach an ze verantwerthen hunn, déi se gemaach hunn. Ech mengen nach, datt se ekonomesch gesi richtig war. Datt se vläicht nach méi Aktivitéit hätt solle bréngen, dat kann een ëmmer hoffen, dat kann ee sech och erwaarden, mä dat kann een herno net als e Feeler dohinnerstellen. Bien an contraire. An duerfir mengen ech och, datt se richtig war a richtig bleift.

M. le Président.- Sout, ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen: vum Här Bausch a vum Här Gibéryen.

Une voix.- Aaahhh!

M. le Président.- An da géif ech awer bieten ofzeschléissen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Et gëtt awer Zäit, Här President.

(Interruptions)

M. le Président.- Mir hu jo d'Debatt gefouert. Den Här Bausch huet fir d'éischt d'Wuert an duerno den Här Gibéryen.

(Interruptions)

Jo, mä dann, Här Mehlen, da loosse mer elo zu der Debatt kommen, wann et brennt. Da loosst eis net ophalen! Den Här Bausch huet elo d'Wuert!

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Merci, Här President. Ech kann och net verstoen, datt ech déi Seufzere hei vu riets héieren. Ech hunn awer geduecht, dat wär esou eng wichteg Debatt fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg, duerfir fannen ech, da solle mer déi Saache sachlech diskutéieren, wéi dat elo hei stattfënn. Ech géing dann och hoffen, datt meng Kollegen hei vu riets an Zukunft och géingen e bësse méi rasonnéieren a méi sachlech diskutéieren iwwert déi eescht Themen, ëm déi et hei geet. Well schlussendlech geet et jo awer ëm d'Zukunft vu ville Mënschen hei an deem Land.

Här President, ech kann net mat där doten Interpretatioun averstane sinn, well um Niveau vun der Lounsteier musse mer jo awer wësen – an dat ass jo och ee Grond deen oft hei monéiert gëtt –, datt d'Léin an deem leschte Joer ze vill séier geklomme wäeren. Wann een d'Indextranché rechent, wéi vill datt d'Masse salariale an d'Luucht gaangen ass, da gesäit ee schonn – an dat huet jo dann och ëmmer direkt eng Inzidenz op d'Steieren, wann d'Léin an d'Luucht ginn –, da weess ee schonn, datt eleng iwwert dee Wee e gudden Deel méi erakomm ass.

Dann ass et natierlech kloer, mir hu glécklecherweis – muss ee soen – hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer en Usteige vum Emploi vun ëm déi 7.000 bis 8.000 an der Moyenne vun deene leschte Jore gehat. Och dat, dass d'Masse salariale an d'Luucht gaangen ass, huet gemaach, dass doduerjer d'Steieren an d'Luucht gaange sinn. Ech woen awer ze bezweifelen, datt zum Beispill deen Akt, fir de Spëtzezteiersaz op ee Coup op 38% esou drastesch erfzesetzen, eng gréisser Inzidenz op den insgesamten Konsum hei zu Lëtzebuerg gehat huet.

Au contraire, mir hu souguer entretemps Zuelen do leie vun der Banque Centrale, déi festgestallt huet, datt d'Spuerguthaben hei zu Lëtzebuerg selwer enorm ugewuess ass, esou datt dat wahrscheinlech éischter ageetratt ass, wat mir och deemools gesot hunn. Dat ass: Duerch de Fait, datt de Spëtzezteiersaz esou massiv erofgesat ginn ass, éischter Leit dat haten, déi souwisoen schonn a Gehaltskategorïë waren, déi héich waren. Dat heescht, datt déi déi Suen net zousätzlech ausginn hunn, mä éischter...

Une voix.- ...gespuert...

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- ...gënschteg weider placéiert hunn. Duerfir, déi Theorien do, déi ginn hannen a vir net op.

Da bleift nach dee leschte Saz, op deen ech nach ëmmer keng Äntwert krut, ob de Finanzminister dann nach net der Meenung ass, datt wann een esou een Zeenario wéi deen doten opstellt, wann een d'Steieren esou massiv senkt, ob ee sech dann net muss e Reservzeenarion scho vu vireran ausdenken, wann dat dann net déi Recetten aspult, déi ee sech duerch d'Attraktivitéit vun der Steigerung fir de Wirtschaftsstanduert erwaart huet. Datt een da seet: Wéi wëll ech géigefinanzéieren? Dir kënnt am Ausland kucken. Wann eng Diskussioun am Ausland...

(Interruption)

Här President, ech wär frou wann den Här Wolter sech wirklech géing fënnef Minutte gedéllegen, da wär ech wirklech fäerdeg.

Une voix.- Dat si keng Ma- néieren.

M. le Président.- Jo, mä et ass net nëmme een hei! Et sinn der permanent vun alle Borden, déi hei an d'Diskussioun agräifen, duerfir...

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Ech hunn awer elo nëmme een héieren.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosst elo an aller Rou den Här Bausch seng Ausféierungen hei maachen! Duerno kënnt den Här Gibéryen, an da schlësse mer d'Debatt of!

M. Michel Wolter (CSV).- Normalerweis hëlt een eemol den Tour an enger Debatt.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Här President, éisch- tens,...

M. le Président.- Mir hunn e Reglement. Jiddfer Deputéierte ka sech hei op d'Reglement beruffen.

M. Michel Wolter (CSV).- Ech fannen dat scho schlëmm, datt hei keng Debatt méi an der Cham- ber ka stattfannen, ouni dass den Här Bausch dat lescht Wuert huet.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Also, Här President, ech stelle wirklech fest, datt den Här Wolter amgaangen ass säi richtig Gesiicht ze weisen, an...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- ...wat hien ënnert demokratesche Verhältnissen versteet. Meng Fraktioun huet nach large- ment Riedezäit an dëser Debatt. Ech fannen, datt ech bis elo keen ee polemische Saz hei gesot hunn, mä sachlech diskutéiert hunn. An ech muss soen, ech kann net novollzéien, datt an esou enger wichtiger Debatt de Fraktiouns- president vun der CSV esou e kan- neregte Verhalen un den Dag leet, wéi dat heiten.

(Interruption)

Ech wëll awer soen, Här President, wann een am Ausland kuckt wéi Steuerreformen do decidéiert ginn – an ech wëll mech elo guer net hei ausloossen, ob ee fir oder géint eng Steuerreform ass –, mä da muss ee feststellen, datt déi éischt Fro, déi ëmmer gestallt gëtt, ass: Wéi gëtt dee Steierreduktiounspro- gramm géigefinanzéiert? Wat ass de Modell vun der Géigefinanzéierung?

Dann huet een effektiv nëmme zwou Méiglechkeeten. Entweder et seet een: Mir ginn dovun aus, datt d'office duerch dat, wat mer herno duerch d'Ukuerbele vun der Eko- nomie erfoginn, esou vill méi erakënn. Dat ass hei échouéiert an deem Zeenario. Dat muss een awer agesinn. A wann dat engem net geléngt, da muss ee soen, wéi ee géigefinanzéiert andeem een da seet, wou een op anere Plaze bei den Dépensë kierzee geet.

An dat ass de Reproche, dee mir maachen, datt 2000 iwwerhaapt net iwwerluecht ginn ass, wat een dann an där Situatioun mécht, wann déi Rechnung, déi jo deemo- ols d'Regierung an de Finanz- minister sech gemaach hunn, wann déi net géing opgoen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Gibéryen!

M. Michel Wolter (CSV).- Et dærf ee just net soen, dass et Quatsch ass.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ech wëll mech fir d'éischt beim Här Wolter...

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Här President, ech wëll lech awer soen, ech fannen et wierklech onméiglech. Den Här Wolter seet hei carrément, wat een Deputéierten hei seet, dat dierft ee just net soen, datt dat alles totale Quatsch wär.

M. Michel Wolter (CSV).- Jo.

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Ech weess net, ob den Här Wolter sech dem Eescht vun der Situatioun, déi mer am Moment amgaange sinn ze diskutéieren, bewusst ass. Hien huet eis gëschter hei eng Moralpriedegt gehale vun enger ganzer Stonn, datt d'Situatioun eescht wär. Mir versichen hei konstruktiv als Oppositionspartei an där eeschter Situatioun matzediskutéieren. Ech géing mer wierklech wënschen, wa mer gär ee Meter weiderkommen an där Diskussioun hei, am Intérêt vum Lëtzebuurger Land, datt den Här Wolter hei net esou e kannereschte Verhale wéi dat doten un den Dag leet an deenen nächste Méint.

Plusieurs voix.- Très bien.

(*Interruption*)

M. le Président.- Jo, wa kee sech géif esou séier heibanne provozéiere loossen, da kéim et net zu esou Diskussiounen. Loosse mer dann emol eis Rou behalen.

Ech wëll dem Här Gibéryen soen: Mir hunn e Reglement, dat gesäit vir, wann eng Debatt ofgeschloss ass, ass se ofgeschloss – dat wëll ech och dem Här Bausch soen. Dann ass se ofgeschloss, egal wéi vill Riedezäit, datt een huet. Et ass awer esou, datt Deputéierten, wann d'Ministeren intervenéiert sinn, fënnef Minutten Zäit hunn, fir op dat ze reagéieren, wat de Minister gesot huet, esou datt den Här Bausch opgrond vum Reglement vollkommen en règle war, fir hei d'Wuert ze froen, an och den Här Gibéryen. D'Zäit, laut Reglement, ass awer op fënnef Minutte limitéiert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ech brauch och keng fënnef Minutten. Ech wëll mech fir d'éischt beim Här Wolter dann entschëllegen, datt ech nach nom Här Bausch schwätzen.

(*Hilarité*)

Här President, de Kolleeg Bausch huet hei mat Recht gesot, datt bei der Steuerreform deemools gesot ginn ass, datt mer duerch déi Steuerreform géife méi Steieren erakréien. Mir hunn da festgestallt, datt mer bei der Kierperschaftssteuer männer erakritt hunn. 30%, mengen ech, hu mer elo männer wéi am Joer 2000. Den Här Minister huet elo hei ugefuert, datt mer am Fong bei der Lounsteuer méi erakritt hunn. Hien huet d'Chifferen ugefuert.

Ech wollt awer soen, datt ech dat de Moien och schonn hei gesot hunn, datt d'Steierverwaltung eis an der Kommissioun gesot huet, datt doduerch, datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn, mer 2005 90 Milliounen méi Steieren erakritt hunn, an 2006 nach eng Kéier 100 Milliounen derbäi, also cumuléiert 2006 190 Milliounen méi erakréien, doduerch datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn. Dat si Chifferen, déi d'Steierverwaltung eis an der Finanzkommissioun ginn huet.

Wa mer déi Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun gemaach hätten, da wieren se erofgaangen. Et kann een also elo net soen, datt dat een Effet wier vun der Steuerreform oder doduerch datt méi Leit hei géife schaffen. Et ass just en Effet, well mer déi zwee lescht Joren d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn.

M. Robert Mehlen (ADR).- Très bien.

M. le Président.- Esou, ech gesinn et si keng Wuertmeldunge méi do. Da kënne mer elo an aller Serenitéit zu den Ofstëmmunge kommen. Mir stëmmen fir d'éischt of iwwert den Amendement 1. Et ass nëmmen een abruucht ginn, vum Här Gibéryen, iwwert den Artikel 18. Den Här Gibéryen freet d'Wuert zu sengem Amendement.

Amendement 1

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ech hat de Moie gesot, datt mer guer net kéinten domat averstane sinn, datt de Stat sech aus senger Responsabilitéit zrëckzitt, datt e sech net méi un den Administratiounskäschten an un de Personalkäschte vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsektor bedeelegt. Duerfir sinn déi eenzel Kreditter an deenen eenzelnen Artikelen op null erofgesat ginn, dat sinn insgesamt 48 Artikelen.

Ech hunn och de Moie gesot, ech wollt eis erspueren, datt mer elo 48 Amendementer géifen erabréngen, déi mer da missten eenzel ofstëmmen, duerfir hu mer just een Amendement erabruucht, deen den Artikel vum Code vun der Sécurité sociale ofännert. Duerfir géinge mer dee symbolesch zur Ofstëmmung bréngen, fir alleguer déi 48, déi mer dann net brauchen zur Ofstëmmung ze bréngen.

M. le Président.- Bon, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert den Amendement vum Här Gibéryen.

Vote

Den Amendement 1 vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen a 17 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Fernand Diederich), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Den Artikel 18 bleift also an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi selwer, de Projet de loi 5500 iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2006.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Statsbudget fir d'Joer 2006 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Jo!

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

Une autre voix.- Musse mer e Vote électronique maachen?

M. le Président.- Proposéiert Der iwwert d'Dispens e Vote électronique?

(*Hilarité*)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Da komme mer elo zu de Motiounen. Siwe Motioun goufen déposéiert am Kader vun dësen Debatten.

Motion 1

D'Motioun 1 vum Här Meisch iwwert den Aarbechtsmaart. Freet nach een dozou d'Wuert? Den Här Bausch.

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Jo, Här President, ganz kuerz. Mir wäerten eis bei där Motioun enthalten, weinst deem zweeten Turet mat der ADEM, well fir eis net kloer genuch ass, wat fir ee Modell hei proposéiert gëtt, a wéi eng Richtung et genau hei goe soll.

M. le Président.- Gutt. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, et sinn an där Motioun Saachen, déi ech gutt fannen, et sinn awer och Saachen, déi ech net kann deelen. Am Considérant fänt dat un: «création nette d'emplois de 9.000 unités», dat kléngt esou, wéi wa mer 9.000 Aarbechtsplazen hätten a mir bräichte just eis 10.000 oder 13.000 – wéi een et wëllt rechnen – Demandeurs d'emploi dohinner ze schécken.

Wann een eng Feinanalys mécht, déi mer leider nach ni am Detail hatten, vun der Création nette d'emplois, muss een einfach wëssen, dass eng ganz Partie Emploië wuel kreéiert goufen zu Lëtzebuerg – ech schwätzen net vu fiktiven, mä vu reellen –, déi awer net der ADEM zur Verfügung stinn, well et sech ëm Transferts d'entreprises handelt. Déi Ziffer bréngt een also do duercherneen.

Da sinn zwee Problemer, déi ech hunn, am Dispositif. Grad wéi den Här Bausch hunn ech e bësse Problemer mat deem Saz: «permettre au secteur privé...», ech verstinn deen net richtig. Wann et dat ass, wat den Här Bausch fäert, wat et ass, kann ech et net akzeptéieren.

An dann: «se concentrer davantage sur l'orientation des demandeurs d'emploi vers le premier marché du travail au lieu de les guider vers le deuxième marché du travail». Dat ass absolut richtig. Natierlech hätte mer se gären um éischte Marché. Mir stellen awer fest, dass mer ëmmer méi Leit hunn, déi mer net méi dohinner kréien. Mäi Problem ass e bëssechen, dass mer déi Leit total an den Abseits schieben, well d'Betriber, wat ech verstinn, soen, mir hätte gär déi Bescht, an dann huelen se der léiwer aus der Grenzgroun, an all déi, déi fragiliséiert sinn, déi kréie mer net ënnerdaach.

Duerfir musse mer och op där anerer Voie do schaffen an duerfir hunn ech weinst deene Saache Problemer, woubäi ech awer eng ganz Partie aner Aussoe vun där Motioun total deelen.

M. le Président.- Dës Motioun, op där nëmmen eng Ënnerschrëft stoung, gouf nach vun der Madame Flesch an den Häre Bettendorf, Calmes a Wagner ënnerschriwwen.

Da komme mer zur Ofstëmmung. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(*Négation*)

Da stëmmen mer par vote électronique of.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 2

Déi zweet Motioun, och vum Här Claude Meisch, iwwert d'öffentlech

Finanzen. Den Här Bausch freet d'Wuert dozou.

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Jo, Här President, do géinge mir eis och enthalten, an zwar virun allem weinst deem Passus iwwert d'„public private partnerships“, well hei eigentlech steet, „avoir davantage recours aux partenariats“. Also mir sinn natierlech net géint déi Form vu Finanzéierung, mä mir mengen awer, datt een dat misst vu Fall zu Fall kucken, wat méi interessant ass. Dat hei ass eis eigentlech awer e bessen ze vill, loosse mer soen, nëmmen en faveur vun de „public private partnerships“.

(*Interruptions diverses*)

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert dozou? Den Här Budgetsminister Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, d'Regierung biet d'Chamber, déi Motioun ofzelehnen, weinst enger Rei vu Punkte wou mer a) net wësse wat et genee heescht, a b), déi net machbar sinn. Ech ginn lech e puer Beispiller:

Den zweete Punkt seet, et soll een «procéder d'urgence à une approche du „zero-base budgeting“». Ech sinn erstaunt, datt déi Motioun vun de Kollege vun der Demokratescher Partei abruucht ginn ass. Déi Kollege wëssen, datt, wann e Budget opgestallt gëtt – an dat hu mer och an där leschter Legislaturperiod esou gemaach –, all Dépense selbstverständlech vun A bis Z gekuckt gëtt an och muss justifiéiert ginn. Dat ass also eppes wat mer maachen a mir maachen et esou wéi dat iwwerhaapt méiglech ass, an dat hu mer och bis elo ëmmer gemaach. Duerfir kann een dat net elo anescht maachen, wéi an der Vergaangenheet.

Da steet do: «définir une nouvelle politique fiscale tenant compte des réponses à donner aujourd'hui aux questions économiques, familiales, écologiques et sociales». Dat ass alles an engem Saz beschriwwen, an näischt zur gläicher Zäit. Ech weess net, awéifern een dat do alles anescht soll maache wéi mer dat fir de Moment an eiser Steuerpolitik maachen. Sécher kann een deen een oder aneren Aspekt vun der Steuerpolitik verbesseren, mä «définir une nouvelle politique fiscale», also d'Regierung weess net wat dat an deem dote breede Saz alles heesche soll.

An dann: «introduction d'un impôt négatif». Déi viregt Regierung huet laang dorunner och geschafft, huet de Conseil économique et social mat där Saach chargéiert; déi koumen net richtig do weider, duerfir kënn ech, och wa mer déi géingen unhuelen, net hei versprechen, datt mer séier do eng Solutioun kréichen, an duerfir, aus all deenen dote Punkten, och wann aner Punkten drastinn, déi mer selbstverständlech kënnnten deelen, géing ech d'Chamber bieden, dës Motioun ofzelehnen.

M. le Président.- Och dës Motioun, op där nëmmen eng Ënnerschrëft stoung, gouf nach vun der Madame Flesch an den Häre Bettendorf, Calmes a Wagner ënnerschriwwen. Ech denken, dass de Vote électronique gefrot ass. Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM.

Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 3

D'Motioun 3, ebenfalls abruecht vum Här Claude Meisch, iwwert d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg. Freet nach een d'Wuert do derzou? Den Här Bausch, dann den Här Fayot.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, Här President, mir géingen déi als Fraktioun mat ënnerschreien. Den Här Meisch hat jo gefrot, wann nach eng Ënnerschrëft feelt.

M. le Président.- Très bien. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt soe firwat dass mir déi Motioun do net unhuelen. Et si sécher eng Partie Considérations dran, déi een alleguerten hei an deem Haus deelt, wat d'Kompetitivitéit vum Land ugeet, d'Modernisation vum Land. Ech constatieren awer, dass et an der Haapt-saach eng Motioun iwwert d'Recherche ass. Dat zitt sech wéi e roude Fuedem duerch dee ganzen Text do, an ech muss soen, ech gesinn am Fong geholl net richteg, wat fir eng Zort, wat fir eng Definition vun där Recherche do gemaach gëtt.

Et gëtt zum Beispill gesot am drëtten Considérant, dass ee misst en «allègement des charges administratives» kréien an da gëtt notéiert, dass d'Recherche – mat engem groussen R – «indubitablement un levier important pour atteindre cet objectif» wär. Also, ech muss éierlech soen, dat schéngt mer net onbedéngt esou an dat Gebitt vun der Recherche eranzegoen.

An dann zum Schluss gëtt natierlech am Dispositif vun der Recherche de pointe geschwat. Ech gesi wierklech net richteg a wéi eng Richtung, dass mer do ginn. An ech wollt och drun erënneren, dass mer den Här Tarrach, de Recteur vun der Uni, an der zoustänneger Kommissioun haten an dass den Här Tarrach eis säin Text virgeleucht huet iwwert déi Reflexiounen,

den, déi hie fir d'Recherche zu Lëtzebuerg gemaach huet. An hien huet do ganz kloer dräi Zorte Recherchen duergeluecht.

Natierlech déi Recherche, déi zilorientéiert ass, zum Beispill op wirtschaftlech Ziler, wat d'Finanzplaz ugeet; dat ass jo och kee Problem, dass dat eng wichteg Komponent vun der Ekonomie ass. Natierlech och eng Recherche, déi méi zum Transfert de technologies higeet. An dann huet hien awer och geschwat, wann e vu Recherche de pointe schwätzt, vun enger – wann ech mech dat elo gutt erënneren – "blue-sky research", dat heescht eng Recherche, déi wierklech awer och méi op muss sinn, déi méi fräi muss sinn, déi net elo direkt orientéiert ass op prezis wirtschaftlech Orientatiounen, an ech fannen dat hei net erëm.

An duerfir muss ech soen, fir een, dee sech awer relativ laang mat deem Sujet beschäftigt huet, fannen ech dat hei wierklech e bëssen enk, fir dat, wat mer op der Uni, an deenen CRPen, déi mer geschaf hunn, an deene Strukturen vum Fonds national de la Recherche, déi mer do opbauen, gemaach hunn. An duerfir ass meng Fraktioun net mat dëser Motioun d'accord.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dir hutt awer laang gesicht, fir eppes ze fannen, fir net d'accord ze si mat dëser Motioun.

M. le Président.- Gutt, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun, déi nach vum Här Bausch, der Madame Flesch an den Häre Bettendorf, Calmes a Wagner ënnerschriwwen ass.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider).

Motion 4

D'Motioun 4 vum Här François Bausch iwwert d'Harmoniséierung vun de Fiskalprozeduren.

Freet een d'Wuert dozou?

(Négation)

Da komme mer direkt zur Ofstëmmung.

Par main levée?

(Interruption)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote

D'Motioun 4 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider).

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Motion 5

Dann d'Motioun 5 vum Här Gibéryen iwwert d'Fraude fiscale.

Par vote électronique?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 5 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider).

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Motion 6

D'Motioun 6 vum Här Gibéryen iwwert de Fonds de pension.

Freet een d'Wuert?

(Négation)

Par vote électronique?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 6 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Motion 7

Dann d'Motioun 7 iwwert d'Gehälter an d'Pensiounen am öffentlichen Déngscht.

Ech ginn emol dovun aus, dass hei och de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 7 ass ofgelehnt, och dës Keier mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.05 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

1. 4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants

5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants

(Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi N°4843 et sur la proposition de loi N°5106 – Discussion générale – Vote sur l’ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

2. 5398 - Projet de loi relative à l’affectation du résultat du compte général de l’exercice 2003

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget – Discussion générale – Vote sur l’ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l’exercice 2003

(Rapport de la Commission du Contrôle de l’exécution budgétaire et des Comptes – Discussion générale – Vote sur l’ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

4. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président. - D’Sitzung ass op.

Ech kann d’Regierung net froen, ob se eis eng Kommunikatioun ze maachen huet, well se de Moment nach net hei ass.

Mir kommen dann zur Diskussioun vun deem éischte Projet, deem haut de Mëtten um Ordre du jour steet, dat ass de Projet 4843 iwwert den Numm an de Virnumm vun de Kanner. An deem Kader ginn ebenfalls zwou Propositions de loi behandelt: d’Nummer 5106 vum Här Laurent Mosar an d’Nummer 3873 vun der Madame Lydie Err, déi de Kommissiounsrapport iwwer hir Proposition de loi exposéiert.

D’Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d’Madame Frank, d’Madame Flesch, d’Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes. D’Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi a gläichzäitegen Auteur vun der Proposition de loi 5106, den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d’Wuert.

1. 4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants

5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi N°4843 et sur la proposition de loi N°5106

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d’Virnumm an d’Nimm vun de Kanner, deem ech haut d’Éier hunn lech ze presentéieren, ass e wichtege Meilesteen an der Unerkennung vun der Gläichheet zwësche Mann a Fra a besonnesch vun der Gläichheet zwësche Papp a Mamm.

Den Numm an de Virnumm vun enger Persoun ass dat wesentlecht Element aus dem État civil, wat erlaabt dës Persoun ze identifizéieren an ze individualiséieren. Bis elo ass et esou gewiescht, dass säit deem spéide Mëttelelter an eisem Land d’Kanner automatesch den Numm vun hirem Papp kritt hunn.

Dës Regel huet awer keng gesetzlech Basis, mä d’Geschicht vum Numm seet eis, dass se op en ale Brauch zréckgeet, wou am Ursprung eigentlech d’Leit deem Numm vun deem Haff oder deem Haus haten, wou se op d’Welt komm sinn a gelieft hunn. Eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt hunn d’Kanner net méi den Numm vun hirem Haff oder hirem Haus kritt, mä dee vun hirem Papp.

Während Jorhonnerten, an dëst ass eigentlech méi wéi erstaunlech, huet weder d’Jurisprudenz nach d’Doktrin de Prinzip vun der Prééminence vum Papp, wat d’Iwwerdroung vum Numm ubelaangt, a Fro gestallt. Dës Prééminence ass esou ausgeprägt gewiescht, dass d’Auteure vun eisem Code civil et emol net fir néideg betruecht hunn dës Brauch definitiv an och formaljuristeschem Code civil festzeschreien.

Et ass eigentlech fir d’éischt an de 70er Joren, wou besonnesch déi europäesch Jurisprudenz, mä awer och de Conseil de l’Europe iwwert de Wee vun enger Rei vu Resolutiounen a Recommandatiounen dësen ale Brauch a Fro gestallt hunn an drop gepocht hunn, dass d’Gläichheet zwësche Mann a Fra och misst beim Choix vum Numm vum Kand respektéiert ginn.

Mä och d’Evolutioun vun där soziologescher Realitéit, wou ëmmer méi nei familiär Formen a Modellen opdauchen, huet e Changement vun de Regele vun der Iwwerdroung vum Numm néideg gemaach. An enger schnellieweger Zäit, wou ëmmer méi Koppele sech trennen, huet et sech erausgestallt, dass et absolut noutwendeg wär, dass d’Kanner aus deene Koppele géifen hir Wuerzelen a Lienë par rapport zu deenen zwee Elteren-deeler behalen.

Eis Nopeschlänner hu sech dësen neie Realitéite scho wesentlich méi fréi ugepasst an hir Législatiounen och ugepasst. Bei eis huet et e bësselche méi laang gedauert, wat awer net muss en Nodeel sinn, wann ee sech nämlech méi Zäit léisst, fir duerfir awer e gutt duerchduchtene Gesetzestext ze presentéieren. Ech wäert lech duerfir haut am Numm vun der juristescher Kommissioun e Projet presentéieren, dee méi innovativ ass wéi d’Législatiounen an deene meeschte vun eisen Nopeschlänner, an deen och vill besser deene vir beschriwwene soziologesche Realitéiten um Terrain Rechnung dréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op déi grouss Prinzipie vun dësem Projet aginn, eng Virbemierkung: Dee Projet, deem ech lech haut an hei presentéieren, berout op engem dräifache Fundament. Fir d’éischt op deem Projet, deem de Justizminister Luc Frieden den 13. September 2001 iwwert den Numm vun de Kanner déposéiert huet. Dann, der Proposition de loi vun der honorabeller Madame Lydie Err vum 20. Januar 1994, och iwwert den Numm vun de Kanner, a schlussendlech menger eegener Proposition de loi iwwert d’Virnumm vun de Kanner vum 12. Mäerz 2003.

Ech wéilt bei dëser Geleeënheet nach eng Kéier drun erënneren, dass den initiale Projet vum Justizminister praktesch mat enger globaler Opposition formelle vum Statsrot beluecht gi war. Mä net nëmmen aus deem Grond huet d’juristesche Kommissioun eng Rei vu prinzipiellen Ännerungen um initiale Projet virgeholl an doduerch och d’Philosophie vum ursprénglechen Text ëmgeännert. Ech wäert a menge spéideren Ausféierungen op dës eenzel Ëmännerungen nach zréckkommen.

Här President, ier ech mech am Detail mam Projet befaassen, erlaabt mer awer nach eng Rei vu Mercien hei auszudrécken. Fir d’alleréischt natierlech un d’Kolleegeinnen an d’Kolleegeen aus der Commission juridique, déi engagéiert an aktiv un der Formulatioun vun dësem Text matgeschafft hunn, deem dann och d’Unanimitéit fonnt huet. Doniewent awer och e Merci un de Statsrot, deem duerch seng fundamental Iwwerleeungen den Text mat an eng aner Richtung orientéiert huet; der Madame Lydie Err, déi sech als Éischt 1994 mat dëser wichtiger Problematik an hirer Propositionen beschäftegt huet, an och eng Rei vun hiren Iwwerleeungen sinn an dës Projet mat eragefloss.

Ee ganz besonnesche Merci geet awer och u meng Mataarbechterin an der Fraktioun, un d’Madame Nadia Rangan, a last but not least och un de Justizminister Luc Frieden, deem déi Ëmännerungen u sengem initiale Projet ëmmer positiv begleet huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn elo déi grouss Prinzipie vum Projet de loi? Éischtens, wäerten also an Zukunft d’Elteren eng dräifach Optioun kréien. Si kënnen weider hirem Kand den Numm vum Papp ginn, si hunn awer och elo d’Méiglechkeet him den Numm vun der Mamm ze ginn, oder awer en zesummegeatenen Numm aus dem Numm vun der Mamm a vum Papp, wou si da selwer d’Reiefolleg decidéieren. Dës dräifach Optioun géllt fir all Elteren, entweder bestuet oder onbestuet.

Am urspréngleche Projet vum Justizminister war d’Optioun vun engem zesummegeatenen oder duebelen Numm net virgesinn. Ech muss lech dann och agestoen, dass ech perséinlech am Ufank eng gewësse Réticence par rapport zu esou engem duebelen Numm hat. Ech hu mech dann d’selwecht wéi awer och aner Kolleegeinnen a Kolleegeen aus der juristescher Kommissioun iwwerzeege gelooss duerch den Ëmstand, dass mer elo schonn an eisem Land vill auslännesch Matbiurger hunn, déi een duebelen Numm hunn, an déi deen och kënnen am État civil androen. Et wär also schwéier gewiescht eise lëtzebuergeresche Matbiurgerinnen a Matbiurger dës Méiglechkeet virzëenthallen, déi elo also schonn en Deel vun eisen auslännesche Matbiurger huet.

Aus dësen Iwwerleeungen eraus huet dann och déi zoustänneg Kommissioun decidéiert, d’Optioun vum duebelen Numm an d’Gesetz anzeschreien. Ech si mer bewosst, an ech mengen, d’Kolleegeinnen an d’Kolleegeen aus der Commission juridique deelen déi Meenung, dass d’Androung vun engem zesummegeatenen Numm um Niveau vun den offiziellen Dokumenter, wéi zum Beispill der Identitéitskaart, an der Praxis net ëmmer wäert einfach ginn, well ganz besonnesch d’Identitéitskaarten net genuch Plaz virgesinn, fir en duebelen Numm mat eventuell och nach e puer Virnumm anzedroen. Ech géif also elo schonn hei en Appel maachen un déi zoustänneg Autoritéiten, dass an Zukunft op all offiziellen Dokumenter genuch Plaz virgesi gëtt, fir och zesummegeatenen Nimm dorobber opzehuelen.

Zweete grouss Prinzip vun deem neien Text, de Choix vum Numm gëtt net, wéi am urspréngleche Projet virgesi war, beim Bestietnis getraff, mä bei der Umeldung vun deem éischte Kand um État civil vun der Gemeng. D’juristesche Kommissioun ass nämlech der Meenung gewiescht, dass de Choix iwwer en Numm vun engem Kand net ka bei engem Bestietnis getraff ginn, mä dann, wann d’Kand effektiv gebuer ginn ass, an dat aus der prinzipieller Iwwerleeung eraus, dass ee Bestietnis jo net eleng muss als Finalitéit hunn, dass bestuete Leit kënnen Kanner kréien.

Drëtte grouss Prinzip ass dee vun der Unicitéit vum Numm. All Kand vun deeneselwechten Eltere muss also och deeselwechten Numm droen. Am Kloertext heescht dat, dass de Choix um éischtgebuerene Kand automatesch den Numm vun allen duerno gebuerene Kanner vun där Koppel bestëmmt.

Véierte grouss Prinzip: Wann d’Eltere vum Kand sech net eens sinn iwwer en Numm, dee si hirem Kand wëlle ginn, esou kritt dat Kand automatesch den zesummegeatenen Numm vu Mamm a vu Papp, woubäi d’Reiefolleg duerch d’Lous vum Beamte vum État civil bestëmmt gëtt.

Fënneften a leschte grouss Prinzip: An Zukunft wäert och d’Mamm duerch deen nei formulierten Artikel 56 vum Code civil d’Méiglechkeet kréien, d’Gebuert vun hirem Kand selwer ze deklaréieren.

Här President, an dësem Projet de loi ginn awer och nach zwee aner Volete geregelt, an zwar d’Situatioun vun den dout gebuerene Kanner souwéi de Virnumm vun de Kanner. De Projet gesäit eng offiziell Unerkennung vun deene Kanner vir, déi stierwen ier se offiziell um État civil kënnen agedroe ginn. Bis elo ass et esou gewiescht, dass d’Kanner, déi dout gebuer gi sinn, weder en Urecht op en Numm nach op e Virnumm haten. D’Situatioun vun deene Kanner ass duerch en Dekret vum 4. Juli 1806 geregelt ginn an huet an der Praxis dozou gefouert, dass Eltere vun dout gebuerene Kanner emol net d’Méiglechkeet haten, hire Kanner e Virnumm respektiv en Numm ze ginn, wat sécherlech net zu der Trauerbewältegung vun deenen Eltere bäigedroen huet a wat si souwisou psychologesch schwéier konnten akzeptéieren.

D’Gesetz gesäit also elo eng offiziell Unerkennung och vun dëse Kanner vir an ënnerscheet a sech zwëschent zwou Hypotheesen: Fir d’alleréischt déi Kanner, déi zwëschent deem Moment wou se op d’Welt kommen an deem wou se kënnen am État civil agedroe ginn, stierwen, an déi Kanner, déi dout gebuer op d’Welt kommen.

Wat déi éischt Kategorie ubetrëft, gëtt fir dës Kanner an Zukunft fir d’éischt en Acte de naissance vum Officier de l’État civil ausgestallt an duerno en Acte de décès.

Bei där zweeter Kategorie, där vun deenen dout gebuerene Kanner, wäert den Officier de l’État civil just en Acte sans vie ausstellen, mä an deenen zwou Hypotheesen hunn d’Elteren e Recht drop, hire Kanner souwuel e Virnumm wéi en Numm ze ginn, an d’Kanner kënnen och normal begruewe ginn.

Ech wëll direkt betounen, dass dës offiziell Unerkennung vun dout gebuerene Kanner mat engem Virnumm an engem Numm keng Obligatioun, mä just eng Facultéit fir d’Elteren ass, dass heescht, dass d’Eltere vun dout gebuerene Kanner och kënnen op dës Unerkennung verzichten. Déi eenzeg Bedéngung, déi d’Eltere vum dout gebuerene Kanner müssen erfëllen, fir eng Androung am État civil ze kréien, ass e Certificat vum Dokter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir proposéieren dann och d’Gesetzgebung iwwert d’Virnumm vun de Kanner ze adaptéieren.

Bis elo ass et esou gewiescht, dass d’Eltere just konnten e Virnumm fir hir Kanner welen, deen an engem vun deenen décke Bicher, déi an all Gemeng opleien, och virgesinn ass. D’Fro, ob e Virnumm fir e Kand vun deem jeeweilige Beamten akzeptéiert gëtt, ass awer net ëmmer d’selwecht beäntwert ginn, an esou konnt et emol virkommen, dass an der Gemeng X e Virnumm akzeptéiert ginn ass, deen an der Gemeng Y vum zoustännegen Beamte refuséiert ginn ass.

En anere Problem, dee sech an deene leschte Joren ëmmer erëm méi gestallt huet, ass, dass haut vill Elteren hire Meedercher e Jongennumm an hire Jongen e Meederchersnumm wëlle ginn, wat dann awer systematesch vun deenen zoustännegen Beamte refuséiert ginn ass.

Doniewent sinn et ëmmer nees Problemer gi mat der Androung vun auslännesche Virnumm. Eist aktuellt Gesetz ass also net méi zäitgeméiss, wann een et mat deenen an eisen Nopeschlänner vergläicht, well et jo eigentlech keen objektive Grond gëtt, fir den Elteren ze vill Virschrëften an Oplagen ze maachen, wat de fräie Choix vun de Virnumm vun hire Kanner ugeet. An Zukunft wäerten also d’Elteren hire Kanner dee Virnumm ginn, dee si wëllen, allerdéngs mat enger duebeler Oplag: Dee Virnumm dierf net dem Kand schuede respektiv dierf net géint d’öffentlech Uerdnung verstoussen. Fir hei zwee konkret Beispiller ze ginn: An Zukunft wäert also kee sengem Kand kënnen de Virnumm Hitler oder zum Beispill Bin Laden ginn.

Här President, ech kommen domadder zu mengem nächste Punkt, an zwar zu deem vun den Iwwergangsbestëmmungen an där Méiglechkeet also fir Elteren, och den Numm vun hire Kanner ze änneren. An der zoustänneger Kommissioun hate mer heiriwwer eng länger Diskussioun a mir sinn eis eens ginn, fir d’alleréischt eng laang Iwwergangszäit virzugesinn, nämlech 18 Méint, an awer och eng Date d’entrée en vigueur virzugesinn, den 1. Mee d’nächst Joer, déi deene betreffende Leit – an dat sinn an éischer Linn d’Beamten op deene verschiddenen État-civilen – och d’Méiglechkeet ze ginn, sech mat deem neien Text ze familiariséieren.

Wat sinn an Zukunft also elo d’Bedéngungen ënnert deenen Eltere kënnen eng Ännerung vum Numm vun hire Kanner virhuelen?

Éischt Bedéngung: Eng Ännerung ass nëmme méiglech bei männerjährege Kanner. Dat heescht also implizit, wann eng Koppel méi Kanner huet an do ass ee groussjähreg Kand dobäi, dass dann automatesch eng Ännerung vum Numm net méi méiglech ass.

Zweetens muss d’Averständnis vun deenen zwee Elterendeeler vir-

leien. Ech wëll hei betounen, datt am Fall vun enger Scheedung also och deen Elterendeel muss mat der Ännerung vum Numm averstane sinn, deen net d'Garde zum Beispill vun de gemeinsame Kanner huet.

Drëttens: D'Kanner, déi 13 Joer oder méi al sinn, müssen hiert Averständnis zu där Ännerung vum Numm ginn.

Véiertens: Wéinst dem Prinzip vun der Unicitéit vum Numm müssen also all mannerjähreg Kanner vun enger Koppel bei enger Ännerung deeselwechten neien Numm kréien. Hei ass et natierlech esou, datt Elteren och kënnen den Numm vun der Mamm einfach nëmme bäisetzen, esou datt d'Kanner oder d'Kand dann automatesch en zesummegeatene Numm wäerte kréien.

Betoune wëll ech awer och nach, datt déi Iwwerganksbestëmmungen nëmme fir eng Ännerung vum Numm gëllen, an net fir eng Ännerung vum Virnumm.

Wat elo déi dout gebuere Kanner ubetrëfft, huet d'zoustänneg Kommissioun sech et net einfach gemaach ier se sech duerchgerongen huet, fir déiselwecht Iwwerganksbestëmmungen, déi bei liewege Kanner spillen, och op doudeg Kanner ze iwwerdreen. Heizou kann een zwou Attitüden hunn, déi jiddfereng op hir Manéier verständlech sinn.

Déi éischt ass déi vum Statsrot, deen a sengem Avis mengt, datt esou Iwwerganksbestëmmungen bei doudege Kanner net glécklech wäeren, well Eltere vun dout gebuere Kanner sech eventuell erëm misste mat deem traurege Kapitel beschäftegen, dëst nodeem si hir Trauerbewältigung scho längst ofgeschloss hätten.

Déi aner Positioun, déi a sech d'Zoustëmmung vun der Kommissioun fonnt huet, ass déi fir ze soen, datt am Sënn vun enger Gläichheet zwëschent Kanner, een dout gebuere Kanner déiselwecht Unerkennung muss zougestoe wéi liewegen an datt si och e Recht op e Virnumm an op en Numm hunn.

Et kënnt dann och dobäi, datt an de vergangene Wochen ech perséinlech vun enger Rei vun Eltere vun dout gebuere Kanner kontaktéiert gi sinn, déi mer ëmmer erëm gesot hunn a mer verséichert hunn, si kéinten hir Trauerbewältigung net ofschléissen ier si hirem verstuerwene Kand kéinten e Virnumm an en Numm ginn.

Aus all deene genannte Grënn huet dann och d'juristesche Kommissioun decidéiert, bei den dout gebuere Kanner déiselwecht large Iwwerganksbestëmmungen spillen ze loosse wéi bei all deenen anere Kanner.

Här President, zum Schluss nach zwou ofschléissend Bemierkungen: Éischtsen wäerte mer mat dësem Gesetz – an ech hunn et virdu scho gesot – e wichtige Meilesteen an der Gläichheet zwëschent Mann a Fra a Papp a Mamm setzen. Domadder ass et awer net geden. Et bleiwe fir d'juristesche Kommissioun a fir hire Rapporteur nach ëmmer zwou grouss Ongelechkeeten am Kontext vun de Kanner, déi onbedéngt müssen aus der Welt geschaf ginn.

Déi eng ass d'Autorité parentale conjointe, déi am Moment nëmmen nach bei bestuetenen Elteren zielt, a wou ech selwer eng Proposition de loi deponéiert hunn, déi leider Gottes nach ëmmer net vun der Regierung aviséiert ginn ass. Ech wëll dann och nach dorun erënnere, datt en Arrêt vun der Cour constitutionnelle virläit, deen d'Netverfassungsméissegkeet vun der aktueller Regelung vun der Autorité parentale festhält.

Ech wär also wierklech frou, Madame Familljeminister, Här Justizminister, wann d'Regierung endlech géif meng Gesetzesproposition aviséieren, fir datt mer éisch-

tens emol erëm op dësem wesentleche Punkt eis Verfassung géife respektéieren an doniewent och, als eent vun deenen eenzege Länner, nach d'Autorité parentale conjointe aféieren, dëst net nëmmen am Interessi vun deenen zwee Elterendeeler, mä ganz besonnesch am Interessi vun de Kanner.

Déi aner Suerg, déi d'juristesche Kommissioun mat mir deelt, ass déi onsäglech Différenciatioun, déi nach ëmmer an eise Code civil zwëschent deene sou genannte Enfants légitimes an Enfants naturels besteet. Mir sinn eis hei alleguerten, och an dësem Haus, eens fir ze soen, datt esou eng Différenciatioun an engem Code civil an engem 21. Jorhonnert näischt méi verluer huet. Et gétt wierklech hei Zäit, datt dës zwou Notiounen definitiv aus eise Code civil verschwannen.

■ **Une voix**.- Ganz richtig!

(Interruptions)

■ **M. Laurent Mosar** (CSV), *rapporteur*.- Fir hei nach eng Kéier mat Nodrock d'Nécessitéit vun esou enger Adaptatioun vun eise Code civil ze ënnersträichen, géif ech am Numm vun alle Fraktiounen eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung optuerdert, endlech Neel mat Kapp ze maachen an hei e Projet de loi op den Instanzewee ze schécken.

Motion 1

La Chambre des Députés,

constatant:

- que le nombre de naissances hors mariage progresse, alors que le phénomène des familles recomposées est en plein essor;

- que ces événements ont fait évoluer les mœurs de la société luxembourgeoise, ainsi que la législation, du moins en partie;

- qu'au quotidien on ne distingue plus entre les enfants nés de parents mariés et ceux nés en dehors du mariage;

- que notre droit devrait refléter cette évolution, et ceci d'autant plus que le principe de l'égalité de tous les enfants s'y trouve inscrit depuis une série de réformes commencées à la fin des années '70;

- qu'il existe malgré tout un décalage entre l'affirmation de ce principe et notamment les règles régissant le régime de la filiation;

- qu'en effet, notre législation continue d'une part à se référer aux notions de filiation légitime et naturelle, et d'autre part à déterminer tant le régime de l'établissement de la filiation que celui des éventuelles actions en contestation de la filiation selon la situation matrimoniale des parents, opérant de ce fait une différenciation dépassée entre les enfants selon qu'ils sont nés dans ou en dehors du mariage;

- que le Code civil fait encore une distinction notamment quant à l'exercice de l'autorité parentale selon la situation matrimoniale des parents et les conséquences qui en découlent pour les enfants;

- que notre droit ne traite pas non plus toujours les enfants adoptés ainsi que les enfants nés ou conçus pendant le mariage ou légitimés lors de celui-ci sur un pied d'égalité, notamment au niveau des dispositions du Code des Assurances sociales ayant trait au versement d'une pension de survie soit au conjoint soit aux enfants du de cujus;

- qu'il échet d'achever l'œuvre de réforme de notre droit initiée à la fin des années '70, œuvre que le projet de loi N°4843 soumis aujourd'hui au vote de la Chambre des Députés vient compléter;

invite le Gouvernement

(1) de manière générale, à asseoir définitivement le principe de l'égalité de tous les enfants dans notre droit en opérant les aménage-

ments et modifications nécessaires au niveau de tous les textes de loi, règlements et autres;

(2) de manière particulière, à reformer notre droit de la filiation, entre autres:

- en abandonnant les notions de filiation légitime et naturelle et en supprimant en conséquence toute différence terminologique dans les textes législatifs, réglementaires ou autres;

- en procédant à une harmonisation et uniformisation des conditions d'établissement et de contestation des filiations.

(s.) Laurent Mosar, Félix Braz, Lydie Err, Colette Flesch, Jacques-Yves Henckes.

Schlussendlech e lescht Wuert, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Informatioun iwwert dëse Projet ubetrëfft, dee sécherlech ganz vill Leit dobausse wäert interesséieren. D'Commission juridique ass der Meenung gewiescht, datt hei eng vaste Informatiounscampagne misst gestart ginn, an d'Chamber soll och hei mam gudden Beispill virgoen, andeem se wäert eng Broschür erausginn, déi a méiglechst einfache Wieder wäert versichen, de Projet de Bierger dobausse méi no ze bréngen.

Doniewent ass awer och wichtig, datt déi Beamten, déi muer musse mat dësem Gesetz schaffen, heirobber virbereet ginn. Ech géif dofir och am Numm vun der Kommissioun en Appel un den Innenminister an un de Justizminister lancéieren, fir esou schnell wéi méiglech dëse Beamten déi noutwendeg Informatiounen zu dësem neien Text zoukommen ze loosse.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech lech bidden, dësem Projet de loi eng méiglechst breet Zoustëmmung ze ginn an et net méi schlecht ze maache wéi d'Commission juridique, déi de Rapport nämlech eestëmmeg ugeholl huet. Äre Rapporteur seet lech am Virus Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien.

■ **M. le Président**.- Merci, Här Mosar. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydie Err** (LSAP).- Neen, neen. Et ass u mir.

■ **M. le Président**.- Ah, Pardon.

(Interruption)

Jo, dat ass richtig, Madame Err.

D'Madame Err, als Auteur vun hirer Proposition de loi, huet nom Rapporteur d'Wuert fir hir Proposition de loi ze exposéieren respektiv fir och direkt Stellung ze huelen zu deem Projet, deen den Här Mosar presentéiert huet. Madame Err!

■ **Mme Lydie Err** (LSAP), *autteure*.- Merci, Här President. Ob et dann elo gär oder net gär geschitt ass, sief dann dohinnergestallt. Ech wollt lech just eppes net virenthalen, wat mech elo hei virun e puer Minutten an dësem Haus – an dësem Haus! – amüséiert huet, wéi de Félix Braz bei mech kënnt an e seet mir, wéi de Rapporteur seet, mir hunn eng Unanimitéit hei am Haus, du freet den Här Braz: Mä ass hei am Haus niewendrun déi Unanimitéit och ginn, well mir wësse jo, dass eis Reserv wat d'Ierffolleg ubelaangt am Haus niewendrun net onbedéngt eppes mam Numm ze dinn huet, mä mam Numm awer ganz enk verbonnen ass.

A fir bei de Fait-diversen ze bleiwen, wëll ech ufänken an lech eng kleng Geschichtchen zielen, an zwar déi vun enger Berufskolleegein, loosse mer se d'Madame Schmitt nennen, déi als Juristin evi-

dent ënnert hirem Numm an net ënnert dem Numm vun hirem Mann praktizéiert huet, déi also och an hirem Privatliwen, fir net selwer schizopren ze ginn, hiren Numm weider benotzt huet, déi, wat och normal war, Kommissioun fir de Stot gemaach huet an ënner anere Schong bei de Schouster gedroen huet ënnert hirem Numm an den Ticket weiderginn huet.

Hire Mann ass se sich gaangen, a wéi de Mann, deen Här Weber geheescht huet, dunn op eemol vum Schouster Här Schmitt genannt ginn ass, dunn huet deen och op eemol verstanen, firwat seng Fra, net nëmme well se Juristin war, mä iwwerhaupt hiren Numm wollt behalen.

Ech mengen, dass dat relativ bezechnend ass, well et gétt ganz oft gesot, mir géifen eis hei iwwer Detailfro jorelaang streiden. Ech denke just, dass et eng Detailfro ass, déi relativ wichtig ass, soss hätt se wahrscheinlech net esou laang gedauert, fir un en Enn ze kommen.

Well dass mam Numm – wéi de Rapporteur virduen hei gesot huet – d'Identifikatioun vun de Leit ginn ass an dass et also ganz enk mat der Sprooch a mam Sproochgebrauch verbonnen ass, ass relativ kloer. An d'Sprooch ass – an dat wësse mer alleguerten – eppes wat Wäerter véhiculéiert, esou dass een, wann ee sech am Beräich vun der Sprooch beweegt, sech ganz kloer am ideologesche Beräich beweegt.

Dat sinn treffend Wieder, déi eis deemoleg gréng Kolleegein bei der Diskussioun zum Aschreiw vum de Fraen op de Wielerlëschten an hirem eegenen Numm op dëser Tribün gesot huet, an ech wëll och weiderfuere mat enger Zititioun vun hir an där anerer Debatt, déi mat dëser ganz enk verbonnen ass,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...net well et déi beschtméiglech ass, aus engem Buch vum Luise Pusch, wat eng Sproochforscherin ass, mä virun allem och well ech gëschter Owend, wéi ech u menger Ried hei geschafft hunn, dat Buch selwer net méi erëmfonnt hunn.

Ech wëll lech awer dofir déi Zititioun aus där anerer Debatt hei net virenthalen. D'Renée Wagener sot 1995 also an dëser Debatt, d'Sproochenexpertin Luise Pusch seet: „Es ist für alle Menschen wichtig, von anderen wahrgenommen, beachtet und in ihrer Identität bestätigt zu werden. Das wissen wir alle aus Erfahrung. Wir sind irritiert bis verletzt, wenn wir von Leuten, die uns persönlich kennen, mit falschem Namen angesprochen werden. Wir vertragen es nicht, wenn man im Krankenhaus von ‚uns‘ als ‚dem Magengeschwür‘ auf Zimmer 217 spricht. Wir erleben oft den Zorn oder die Verzweiflung von Kindern, die von Erwachsenen nicht wahrgenommen werden. Identifiziert werden ist also die Voraussetzung zur Gewinnung einer Identität, die wiederum die Voraussetzung für psychisches, soziales und sogar biologisches Überleben ist.“

Deem wier eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleegeen a Kolleegeinnen, net méi vill derbäizefügen, ausser dass mer dann zum Gesetz, wat haut virläit, nach näischt gesot hätten. Duerfir hunn ech och nach wëlles, e bësselche virunzufuere an ze probéieren dat ewechzeloossen, wat de Rapporteur hei iwwert d'Gesetz selwer schonn erkläert huet, mä am Fong den Hannergrond an den Historique vun dësem Projet e weénege ausereneen ze huelen.

Den Numm an de Virnumm oder de Familljennumm an de Virnumm si wichtig Elementer, dat ass ganz kloer, vun der Individualisatioun vun de Leit, gradesou wéi Urieden, Titelen, Berufsbezeichnungen an Ähnlech. Et ass kengem hei-

banne sécherlech net opgefall, dass ech an dësem Kontext net vu Meederchersnimm schwätzen, well och op där anerer Säit et näischt gétt wéi e Männerchers- oder e Bouwennumm, well et ganz einfach nëmme e Virnumm an en Numm respektiv e Virnumm an e Familljennumm gétt.

Fir kuerz zur Bezeichnung prezis eppes ze soen, ass et net nëmme beim Numm wichtig, d'Kand beim Numm ze nennen – an dësem Fall och d'Kanner oder d'Fra beim Numm ze nennen –, mä och zur Bezeichnung vun de Fonctiounen déi korrekt Bezeichnung ze huelen, a mir hate bei dësem Rapport erëm wéi bei anere Rapporten dee leidege Problem mam Rapporteur, Rapportrice, etc.

Ech hunn dann der Ministesch deen ënnert dem Fraeministère ausgeschafften, wéi soll ech soen, „Dictionnaire des noms et titres“ erbäigeholl a mengem Feeling no richtig festgestallt, dass et net „Rapportrice“ misst heeschen, wat ech elo haut hei maachen, mä „Rapporteuse“, och wann dat ëmmer belächelt gétt, well gesot gétt, eng Rapporteuse wier nëmme eng Klap. Mä eng Rapporteuse ass, wa mir et wëllen, och een, deen iwwer e Projet de loi rapportéiert, an et ass sécherlech net par hasard wou da weiblech Forme vu männleche Berufstitelen oder Bezeichnungen lächerlech gemaach ginn, et ass eppes wat einfach énervéiert.

Duerfir mengen ech wier et wichtig, och op dee Sproochgebrauch an dësem Haus hei opzepassen, a vläicht eng Suggestioun: Wann déi nächst Oplag vun deem Dictionnaire kënnt, deen ech elo grad ugeschwat hunn, da wier et ganz schéi wann een d'Regelen derbäi hätt. Well wann een d'Regel hätt, da bräicht ee sech net bei all Wuert erëm frësch ze froen, wéi de Féminin gebilt gétt. Bei „Auteur“ beispillsweis geet et logescherweis mat engem „e“ duer. Et kënnt eventuell bei Rapporteur och mat engem „e“ hannen duergoen. Hei ass et elo mat engem „s“ a mat engem „e“.

Et wier interessant ze wëssen, an a Frankräich gétt et déi Regeln, u wat fir eng Regele mir eis dann hei halen. Well an der Schwäiz sinn d'Regelen, fir dee fransésche Féminin vu weibleche Bezeichnungen ze féieren, aneschtens wéi a Frankräich. Mir bräichten net onbedéngt eng drëtt Variant, mä et wier vläicht awer interessant einfach ze wësse firwat.

Zum Numm selwer, zum Familljennumm méi prezis, ass et kloer, dass d'Valeur vum Familljennumm am Laf vun der Zäit sech geännert huet, well mer zënter laangem am Zäitalter vun der Informatik sinn, wou et net méi esou enorm wichtig ass oder esou enorm heefeg ass, dass an der Administratioun d'Leit mat Numm a Virnumm designéiert ginn, well se eng Matricule hunn a well iwwert de Computer ëmmer, och wann Der an de Ministère urufft, no Ärer Matricule gefrot gétt, an net onbedéngt no Ärem Virnumm.

Den Numm huet also dee Moment eng ganz aner Valeur. Dat, wat fréier sécherlech eppes war, wat am Intérêt vum Ordre public war, fir d'Leit kënne korrekt ze bezeichnen, huet haut am Fong éischter eng privat Valeur, déi intern an innerhalb vun der Famill nach säi Wäert behält. Wa mer wëssen, dass déi Gesetzgebung, déi mir haut hunn, vum Code Napoléon kënnt, deen 1804 a Kraaft getratt war, deen also haut 200 Joer an eppes driwwer huet, dann ass et net erstaunlech, dass dee Code civil do eng aner Konzeptioun, net nëmme vun der Gesellschaft a vun der Famill, mä och eng aner Konzeptioun vum Numm erëmispigelt.

Eng Konzeptioun, déi sécherlech am Laf vun deenen 200 Joer largement dépasséiert ass, an déi ganz kloer am Kader vum Mariage op enger Hiérarchie des sexes ba-

séiert huet, wou et net contestabel war, dass de Mann d'Familljen-oberhaupt war, an dass déi aner an der Famill seng Untertane waren, an dass esouguer, wann et net am Code civil expressis verbis dra- stoung, dass d'Kand, wat vun en- gem Papp gebueren ass, dee mat der Mamm bestuet ass, den Numm vum Papp kritt, well – an an eisem Gesetz steet dat net dran – et war an dem Sënn vun där Zäit an an der Konzeptioun vun där Zäit net aneschtlers méiglech. Sou wäit zur Geschicht vum Numm.

Vläicht dräi Wieder och nach zur Geschicht vu menger Proposition de loi, déi am Januar 1994, dat heescht elo relativ genau virun zwielef Joer, deponéiert ginn ass. Et brauch een nëmmen dësen Zäit- abschnitt ze huelen, fir ze wëssen, dass dat keng evident Zäit war.

Fir lech just ze résuméieren, wéi meng Positioun sech an deenen zwielef Joer geännert huet: Ech hunn déi Proposition de loi ge- maach als Majoritéitsdeputéierten. Ech war duerno kuerz – mä ëm- merhin – an der Regierung. Ech war Oppositionsdeputéierten, et ass nach ëmmer näischt geschitt. Ech sinn elo erëm Majoritéitsdepu- téierten, an elo geschitt eppes, net well et deemools scho richtig war, mä well entre-temps d'Evolutioun esou ass, dass et einfach net méi tragbar ass, fir bei där Situatioun ze bleiwen, wou mer haut sinn – ech wäert lech et och erklären.

Zwielef Joer huet et gebraucht, ob- schonn – an dat wier jo am Fong e wonnerbaart Argument gewiescht – d'Ëmsetzung vun där Proposition de loi näischt kascht hätt. Dat ass jo och scho seele genuch.

Zweetens, et hätt nëmmen eppes geännert fir déi Leit, déi et wierk- lech wollten, well meng Proposition de loi hat net d'Präntioun eppes un der Situatioun vun deene Leit ze änneren, déi hir Décisioun scho geholl gehat hätten, obschonn och dem Gläichheitsprinzip 1994 dës Proposition de loi gutt zu Gesiicht gestoen hätt. Eis Engagementer, déi mer monter um internationale Plang geholl an ënnerschiwwen hunn, hu mer net respektéiert, mä iwwerall do, wou et néideg war, hu mer Reserve gemaach. Et hätt virun allem, denken ech, och 1994, méi wéi haut, eisem Image um in- ternationale Plang gehollef als déi, déi ëmmer a gesellschaftleche Froen „die ewig Gestrigen“ sinn, déi onverbesserlech Konservativ.

Fir net dervun ze schwätzen, dass mer endlech déi Reserven, déi be- sonnesch eis Fraeministescht all véier Joer zu New York spéistens ënnert d'Nues geriwwé kritt, hätte kënnen ophiewen.

Wa mer dee schéine Konsens, dee mer haut hei iwwert den Numm hunn, och iwwert d'Ierffolleg am selwechten Haus, just beim Noper kréien, da mengen ech, dann ass d'Fraeministescht vu ville Suergen enthuewen. Et sief dann, dass mer och hei am Haus nach den Artikel 11 endlech fäerdeg bréngen. Ech weess, dass den zoustännige Pre- sident déi Saach elo am Grëff huet, dass mer virun där nächster Kon- troll zu New York och déi Hürd pa- cken, un där mer elo scho Jorzéng- ten dokteren.

(Interruption)

D'Konklusioun ass: Lëtzebuerg wiert sech ganz oft géint eng nei Iddi, esou laang wéi et nëmmen iergendwéi méiglech ass. Ech iw- werloossen et jiddferengem vun lech eng Äntwert op déi rhetoresch Fro ze fannen. Haut ass op jidde Fall fir mech iergendwou e wichte- gen Dag, well et ass eng vun deen- nen Initiativen, fir déi ech vill belä- chelt gi sinn, wéi ech se gemaach hunn, a se iergendwou dann awer ëmgemat kënnen ginn. Ech erënnere mech och haut nach, no Dépôte vun Initiative vu menger Säit, un d'Titelen an der Zeitung, „unheil- volle Initiative“ oder Ähnlech. Mä och zu Lëtzebuerg kann ee sech schlussendlech net méi an alle Saachen, sief et Union libre, Eutha-

nasie oder wat och ëmmer, virun den Entwécklungen am Rescht vun der Welt d'Ae verbannen a maache wéi wann et eis näischt géif ugoen.

Mä doriwwer eraus ass dee Projet vun haut, dee laang gedauert huet, och speziell, wat seng interinstitu- tionell Charakteristiken ubelaangt. Ech wëll lech kuerz erkläre firwat. Wéi 1994 déi Proposition hei dé- poséiert ginn ass, du krut ech an deemselwechte Joer zwee Méint drop d'Geleeënheet dës Proposi- tion de loi an der Chamber virze- stellen. Dat steet an eisem Regle- ment. D'Regierung war net pre- sent, an d'Regierung huet zu men- ger Proposition de loi och bis haut nach keng Stellung geholl.

De Statsrot huet – wat speziell ass – a sengem Avis, deen en 2001 ge- holl huet, dat heescht nodeem d'Regierung d'Iddi vun der Propo- sitioun iwwerholl huet an en anere Gesetzestext hei proposéiert huet, en Avis gemaach, deen am Fong, wéi mäi Virriedner et richtig sot, eng eenzeg Opposition formelle war. Mä, wat speziell war, ouni kon- kret Ännerungsvirschléi. Well de Statsrot sot: Dat hei ass keng juris- tesch Fro. Dat hei ass eng Fro, déi gesellschaftspolitesch a politesch ze léisen ass, ier ee sech ka mam Detail vum Contenu mat der juriste- scher Technik ofginn. An och där Projeten, mengen ech, sinn et bis elo nach net vill ginn.

Anlässelech zu der Debat vum dem Androe vun de Fraen ënnert hirem Numm op de Wielerlëschten, huet de Jean Asselborn am Numm vun der sozialistescher Fraktioun op dëser Tribün vum Statsrot ge- schwat a gemengt: „De Statsrot, dee jo net den Nimbus hätt en avantgardistescht Gremium ze sinn.“ Eh ben, ech mengen, hei ass beispillsweis een Avis geschitt, wou ee kéint behaapten, dass déi prinzipiell Haltung vum Statsrot an dësem Dossier jiddefalls derzou gefouert huet, dass sech de Projet vun der Regierung substanzjiell geännert huet. A mengem Sënn op jidde Fall an déi richtig Richtung.

Et ass also op Basis vun dëse konstruktive Kritiken, déi ënnert der Weiderféierung vum Conseil d'État komm sinn, wou de Projet remode- léiert ginn ass. Mä wat awer och vergiess ginn ass bis elo, dat ass, dass iert de Statsrot en Avis ge- maach huet, louch en Avis vun de Femmes juristes luxembour- geoises vir, deen op bal alle Punk- ten datselwecht gesot a geschriw- wen huet, wéi dat, wat de Statsrot herno gréisstendeels iwwerholl huet. Mä contrairement zu aller Praxis, fënnt sech den Avis vun de Femmes juristes net als Document parlementaire erëm. Ech wëll duer- fir vun hei aus froen, dass deen Avis...

(Interruptions diverses)

Ech krut gëschter nach gesot... Zënter gëschter?

■ **Une voix.**- Jo.

■ **Mme Lydie Err** (LSAP), *au- teure.*- Ben, gëschter Mole war et nach net de Fall. Ech brauch also net méi weiderzefueren, fir ze froen, dass dat soll als offiziellen Document parlementaire gefouert ginn. Nodeems et an der Kommis- sioun gefrot ginn ass, ass et also geschitt. An ech mengen och, dass et richtig ass, dass Argu- menter, déi vun enger ASBL aus- gedréckt gi sinn an déi duerno net nëmme vum Statsrot mä och vun der Commission juridique iwwer- holl gi sinn, et wierklech verdéngen offiziell am Kader vun de gesetzge- bereschen Texter publizéiert ze ginn.

Am Résumé meng Proposition 3873:

Éischstens – an dat fënnt sech net an dësem Text erëm – war den éischten Artikel: De Mariage ännert näischt um Numm vun deene Leit, déi sech bestueden. Do kann ee soen: Dat ass souwisou esou. Mä do kann een awer och soen: «ce qui va sans dire, va mieux en le di-

sant». Et hätt een et eigentlech kënnen iwwerhuelen, awer et ass net Grond genuch fir géint dee Pro- jet ze sinn, dee mer elo hei virleien hunn, well den État d'esprit vun deem deeselwechten ass, wéi dee vu menger Proposition de loi.

Zweete Punkt aus menger Proposi- tioun: D'fräi Wiel vum Numm fir Kanner vun Elteren, déi matenee bestuet sinn, déi net matenee be- stuet sinn oder déi Kanner adop- téieren. Et ass kloer, dass meng Proposition net iwwert den duebel- len Numm gaangen ass, wéi mer am Fong ëmmer als Juristen age- trichtert kritt hunn, deen Numm, dee wier esou wichteg, dee misst fix sinn, do kéint een net drun än- nere goen, an alles wat onnéideg géif komplizéieren, wier nicht des Guten.

Wéi mer awer d'Argumentatioun vum Statsrot gelies hunn, dass mer souwisou schonn hei am Land esou vill Leit hunn, déi en duebelen Numm hunn, a wëssen, dass mer dat souwisou net kënnen évitéie- ren, duerfir wär et net normal, wa mer eisen eegene Leit déi Méig- lechkeet vum duebelen Numm net géife ginn, wa mer souwisou um in- ternationale Plang Leit mat aneren Nationalitéiten, deenen hiert natio- naalt Gesetz och zu Lëtzebuerg applicabel ass, dee Wonsch net kënnen ofloossen. Mir hunn eis also do och zur Egalitéit duerch- gekämpft. Egalitéit net zwëschent Mann a Fra dee Moment, mä Egalitéit zwëschent Lëtzebuerger an anere Leit, déi hei liewen.

Fir een duebelen Numm an am Cas vum Désaccord hat ech a menger Proposition de loi geschriwwen, géing de Würfel gehäit ginn, also en Tirage au sort gemaach ginn. Dat war am Fong déi Dispositioun, déi am meeschte belächelt ginn ass.

Et sinn e ganze Koup aner Méig- lechkeeten an d'A gefaasst ginn, notament déi, déi herno am Re- gierungstext war, nämlech d'alpha- betesch Reiefolleg ze befollegen. Mä d'alphabetesch Reiefolleg ass, Dir Dammen an Dir Hären, kee richtige Choix, well wann een Za- charias heescht an et ass ee mat engem Adelboden bestuet, dann huet et net vill wäert ze probéieren ze négociéieren, wann ee weess, dass ëmmer souwisou dee vir ass, deem säin Numm am ABC vir ass. Et wier also keng Basis gewiescht, fir eng richtig Négociatioun ze féieren, fir zu engem Accord ze kommen, während den Tirage au sort am Fong jiddferengem 50% Chancë gëtt, säin Numm oder säi Wëlle kënnen an der Praxis ëmze- setzen, esou dass dee méi richtig ass.

Eng aner Méiglechkeet hätt kënnen sinn: Mir hunn elo zënter Jorhon- nerten de Virrang ginn dem Papp sengem Numm, da gi mer elo wäh- rend zwee Jorhonnerten de Virrang der Mamm hirem Numm. Et hätt ee kënnen soen, dat wier de Prinzip vun der ausgläichender Gerech- tegkeet. Och dat – mengen ech – wier net am Sënn vum Egalitéits- prinzip gewiescht. Duerfir hunn ech mech och deemools fir eben deen Tirage au sort entscheet.

Ech wëll duerfir de Memberen an dëser Kommissioun Merci soen, dass si an där leschter Fro, déi nach opstoung, mech op deem Wee suivéiert hunn, net, well ech onbedéngt wëll Recht behalen, mä well ech mengen, dass et wierk- lech theoretesch dee beschtméig- lechen an deen am meeschten egalitéitsbewosste Virschlag ass.

De véierte Punkt aus menger Pro- positioun, dat ass, dass d'Déci- sioun iwwert den Numm vun de Kanner bei der Gebuert an net beim Mariage soll geholl ginn.

Awer dee fënnefte Punkt ass: All Kand aus darselwechter Famill, dat heescht mat deem nämlechte

Papp a mat där nämlechter Mamm, soll deeselwechte Familljennumm hunn.

Sechstens – fir bei sechs Punkten ze bleiwen -: Ech hunn eng normal Entrée en vigueur virgesinn, net, well ech net heemlech gehofft hätt, dass ee kéint eng Application im- médiata vun engem neie Gesetz maachen op Kanner, déi haut do sinn, mä well ech mer bewosst war, dass d'Chancë mat der Proposi- tioun weiderzekommen nach méi kleng wieren, wann ech eng „appli- cation directe dans le temps“ vun deem Gesetz do virgesinn hätt.

Contrairement zu deem, wat mer elo finalement fäerdeg bruecht hunn, sinn also meng Proposition- en net alleguerten duerchgaan- gen. Trotzdeem, mengen ech, kann ee behaapten, dass deen Text, deen elo am Konsensus eraus- komm ass, duerchaus akzeptabel ass, well d'Objektiver vun deem Gesetzestext elo déiselwecht si wéi déi vu menger Propos.

Dat war éischstens de Respekt vum Egalitéitsprinzip, net nëmmen zwë- schent Männer a Fraen, mä och Egalitéit zwëschent bestuetene Koppelen an net bestuetene Kop- pelen. Do musse mer iwwregens och nach nobesseren, fir de Proto- koll 12 vum Conseil de l'Europe un- zehuelen. Mir hunn do Punkten, wou d'Egalitéit net iwwerall duerch- gesat ass. Wa mer dee Protokoll 12 wëllen unhuelen, da musse mer nobesseren; dat hei ass eng vun deene Plazen, wou mer dat musse maachen.

Zweetens ass den Objektiv er- reecht, nämlech de Respekt vun ei- sen internationalen Engagementer, an zwar net nëmme vun der CE- DAW-Konventioun, mä och – wéi de Statsrot et a sengem Avis schreift – dem Protokoll 7 vum Conseil de l'Europe, wou mer och eng Reserv gemaach hunn, déi mer also kënnen ophiewen, wa mer déi heite Gesetzgebung iwwert d'Ronne komme loossen. Ech men- gen, dass och dat e gewënschten Nieweneffekt ass, deen eis d'Lie- wen um internationale Parkett eventuell dierft verbessern.

En Objectif secondaire ass och er- reecht ginn heimadder, ouni dass mer et wollten, an zwar dass mer mat dësem Gesetz et méiglech maachen, dass bei Familljen, déi keng männlech Nokommen hunn, net onbedéngt och den Numm ver- schwénnt. Dat heescht also, dass och Nimm kënnen iwwerliewen, déi ënnert där heiteger Gesetzgebung am Fong ausgestuerwe wieren. Ech denken, dass dat en Effet se- condaire ass, dee besonnesch d'Pappen heibanne gutt verstinn, déi selwer Meedercher hunn, an déi trotzdeem sech kéinte virstel- len, dass hiren Numm géing wei- dergoen.

De Projet vun der Regierung...

■ **Une voix.**- Dir denkt och un alles.

(Hilarité)

■ **Mme Lydie Err** (LSAP), *au- teure.*- Oh, et léiert een ni aus.

De Projet vun der Regierung, deen dann déposéiert ginn ass, huet verschidde Punkten. Ech wëll och erëm sechs Punkten ervirhiewe wéi bei menger Proposition, fir si dann herno ze vergläichen.

Éischstens hu mer am Projet och de Choix zwëschent engem Numm vum Papp oder vun der Mamm, dat ass also d'selwecht wéi bei mir.

Den zweete Punkt ass, dass d'Elte- ren, wa se bestuet sinn, hire Choix vum Numm vum Kand musse maa- chen de Moment vum Mariage, wat am Fong erëm eng Inegalitéit géif mat sech bréngen zwëschen Elte- ren, déi bestuet sinn, an Elteren, déi net bestuet sinn, well déi net bestuete brauche sech net virdru schonn de Kapp ze zerbréichen, wéi si hir Kanner géifen nennen. Dat ass also eng Differenz zwë- schent menger Proposition an dem Projet.

Drëttens, keen duebelen Numm – wat erëm d'selwecht ass – an en cas de désaccord geet et nom Ordre alphabétique. Ech hunn lech elo grad erkläert, firwat ech der Meenung sinn, dass meng Propo- sitioun besser war.

Erëm d'selwecht si mer, wa mer an allen zwou Versiounen deesel- wechten Numm fir all Kanner vun deeneselwechten Elteren zrëckbe- halen.

Eng Differenz oder eng Nuance war bei der Applikatioun vum Ge- setz an der Zäit an zwar iwwert d'Retroaktivitéit. Ech hunn do eng normal Applikatioun virgesinn, während d'Regierung d'Retroakti- vitéit formell ausgeschloss huet. Fi- nalement ass et ganz aneschtlers gaangen, well den Avis vum Stats- rot Kritiken ugewant huet, déi eis alleguerten heibannen oder jidde- falls déi aus der Commission juri- dique iwwerzeegt hunn.

Ech wëll nach eng Kéier dorop hi- weisen, dass déi Argumenter, déi de Statsrot bruecht huet, wéi ëm- mer fondéiert sinn, och wa si en- gem net an de Krom passen, mä praktesch déiselwecht ware wéi déi am Avis vun de Femmes ju- ristes. Ech mengen, et kann een och dofir am Fong elo sech dorop limitéieren, fir zwou, dräi Saachen ze motivéieren.

Firwat si mer finalement, obscho mer ausgaange si vun zwee Texter, an deenen am Fong keen duebel- len Numm virgesi war, op enger Duebelnumm-Méiglechkeet ge- lant? Dat ass weinst deenen Ursaa- chen, déi ech lech gesot hunn, déi mat den Auslänner zesummenhän- ken, déi hei zu Lëtzebuerg souwi- sou dat scho kënnen maachen, a well et net ka sinn, dass mer eng Inegalitéit zwëschent Männer a Fraen ophiewen an eng Inegalitéit zwëschent Auslänner a Lëtzebuer- ger géifen aféieren. Mir mussen also probéieren eis do konsequent ze bleiwen.

Wat d'Iwwerganksbestëmmungen ubelaangt, ass och nach ee Wuert

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen

um Kanal S 29

ze soen. Et ass fir mech essentiell, dass mer et méiglech maachen an deene leschten Artikelen, fir Kanner, déi haut den Numm vum Papp hunn, well si keen anere konnte kréien, eng Méiglechkeet opzemaachen, wann d'Elteren d'accord sinn, an engem gewëssenen Délai dat kënnen ëmzeänneren, aus e puer Ursachen: Well d'Egalitéit sech net andeele léisst an Egalitéit fir muer an Egalitéit fir gëschter, mä wann et ëm ee Prinzip geet, muss een de Prinzip flächendeckend, also och an der Zäit, kënnen uwenden. An, nëmmen et fir d'Zukunft uwenden, dat hätt de Risiko bedeit, dass mer eventuell déi Reserven op internationale Plang net hätte behiewe kënnen, wa mer déi, wéi se hei drasteet, certaine rétroactivité oder déi Application immédiate vun dësem Gesetz net ëmgësat hätten. Et huet also net nëmmen an der Praxis eng Bedeitung, et huet och an der Theorie um internationale Plang sécherlech eng Bedeitung.

Zum Schluss kommen ech da ganz kuerz op d'Resultat vun deem, wat haut virläit a wat de Rapporteur lech elo grad am Detail virgestallt huet – ech kommen net dorobber zrëck, ech loossen also déi Saachen ewech. Ech wëll awer net mësse Merci ze soen, all deene Leit, déi éischters hei hiren Avis ofginn hunn dozou, ob si gefrot gi sinn oder ob si net gefrot gi sinn, dat heescht also och deene vun der A.s.b.l. Femmes juristes luxembourgeoises.

Ech wëll virun allem awer och deene Leit Merci soen, déi net nëmmen am Kader vun dësem Gesetzestext, ëm deen et hei geet, um Geriicht gestriden hunn, mä déi scho gestriden hunn, fir dass den Numm vun de Fraen op de Wielerlëschte soll geännert ginn. Ech denken, dass, wann ee weess, dass déi lescht Affär an dëser Matière am leschte Joergespräch ginn ass, nodeem an éischer Instanz gewonnen, de Stat nach eng Kéier Appel gemaach huet. Déi Leit si bekannt, an ech mengen deen Numm, dee kann een och hei soen: De Liam Petry wäert sécherlech an d'Geschicht vun eiser Jurisprudenz, wat den Numm ugeet, agoen.

Ech erënneren lech, d'Affär ass op der Televisioun gewiescht a war och a villen Zeitungen. Et ass d'Geschicht vu Lëtzebuurger Elteren, déi an Däitschland gelieft hunn, déi ee Kand kritt hunn, déi hiert Kand ugemellt hunn ënnert dem Numm vun der Mamm, wat si no däitschem Gesetz hunn dierfen, a wéi si hei de Lëtzebuurger Pass ugefrot hunn, dunn hu si hir Pabeiere refuséiert kritt, an automatesch d'Pabeieren ausgestallt kritt op den Numm vum Papp, well eng aner Dispositioun contraire à l'ordre public luxembourgeois gewiescht wier.

Déi Leit hunn am Fong, fir hiert gutt Recht ze kréien, probéiert iwwert de gudden Wee ze goen, iwwer e Recours gracieux, deen net gaangen ass. Si hunn dann an enger éischer Instanz de Stat ugesicht. Si hu gewonnen an de Stat ass an Appel gaangen. E konnt net verhënnere, dass finalement déi Leit do Recht kritt hunn.

Et gëtt eng aner Geschicht vun engem „enfant naturel“, wat duerch de Mariage consécutif vu sengen Eltere legitiméiert ginn ass, a wou automatesch d'Autoritéiten duerch d'Legitimatioun deem Kand de Familljennumm vum Papp ginn hunn – dat heescht vum Mann vun der Fra –, während dat Eenzezt, wat eis Gesetzgebung bis dato hat, dat war e Gesetz, wou drasteet: «loi portant interdiction de porter aucun autre nom et prénom que celui indiqué dans l'acte de naissance».

Also kann ee soen, dass dat, wat mer do prezis am Numm haten, vun eisen eegenen Autoritéiten öfter net respektéiert ginn ass, mä dass Grâce zum Kampfesgeschicht vu verschiddene vun eise Bierger am Fong och zu Lëtzebuerg den

Trend net konnt opgehalen ginn, a mer elo Gott sei Dank vun engem Droit coutumier ewechkommen, fir op e preziist Gesetz hinzeschaffen, wat am internationale Verglach sécherlech d'Strooss hält, mä wat och gradesou sécherlech net méiglech gewiescht wier, wa mer net hätte kënnen op de gudden Wëlle vun deene Leit zielen, déi déi laangjäreg a sécherlech mat ville Käschte verbonne Prozesser gefouert hunn, an och vun deene Riichter, déi bereet waren e juristesche Problem juristesche ze léisen an net do mat politeschen Argumenter ze frëckelen.

Mir sinn also elo am internationale Verglach annehmbar ausstafféiert, besser souguer wéi Nopeschlänner, déi éischer aner Gesetzer hatten, mä déi net ëmmer déi nämlech Méiglechkeeten hu wéi mir, notament wat den duebelen Numm ubelaangt. Och an alle Länner waren déi lwwerganksbestimmungen net esou rasonnabel wéi se bei eis sinn. Esou dass ech denken, dass ee ka grosso modo mat dem Resultat vun dësem Text zefridde sinn.

Erstaunlech ass am Fong – da just nach Verschiddenes –, dass déi Oppositioun zu dësen Dispositiounen bis an d'Chamberblietchen, oder dat, wat mir jiddefalls heibanen ausgedeelet kréien, geet, well och do feele Saachen dran. Dir wësst, oder op jidde Fall déi Leit heibanne wëssen, dass mer ëmmer e Résumé vun de Projekte kréien: «Les grandes lignes du projet de loi sous rubrique». Do steet zwar dran, wat de Rapporteur, de Laurent Mosar, eis virdrun am Detail erkläert huet, ënner anem, «possibilité pour la mère de déclarer la naissance de son enfant». Mä et steet näischt dran iwwert d'lwwerganksbestimmungen, déi et elo erlaben, haut oder muer, während 18 Méint, kënnen en Numm, deen elo schonn den Numm vum Papp ass, eventuell ëmzeänneren. Et schéngt es, wéi wa wierklech déi Oppositiounen do géife bis zum batteren Enn goen, an trotzdeem net konnte verhënnere, dass mer et elo fäerdeg bruecht hunn e fortschrëttlechen Text hei virzeleeën.

Och e spezielle Merci dem Rapporteur, net nëmme fir säi Rapport an d'Qualitéit vun dësem Rapport, mä virun allem och fir seng Oppenheet a seng Capacitéit geleeëntlech iwwer säin eegene Schiet oder de Schiet vu senger Partei kënnen ze sprangen. Dat ass jo och net ëmmer jiddferengem...

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Gesitt Der, mir kënnen lech nach ëmmer iwwerraschen.

Mme Lydie Err (LSAP), auteure. - Et léiert een ëmmer zou. Ech soen den Ufank vum Saz elo net.

(Hilarité)

Mä et ass och schéin, dass et ëmmer emol nei Momenter gëtt, souguer där, déi ee sech net erwaart huet. Mä et soll net onernimmt bleiwen, dass och dat Resultat hei zustane komm ass, well mer op zwou Säite probéiert hu wierklech de Maximum erauszehuelen am Intérêt vun der Saach, an net jiddferen probéiert huet méiglechst no bei deem Text ze bleiwen, deen e selwer proposéiert hat, oder dee vu senger Partei proposéiert ginn ass.

Somme toute, wëll ech dann ofschléissen a begrëssen, dass och d'Fraeministesche hei op der Bänk setzt. Theoretisch huet si jo mat deem Projekt hei näischt ze dinn. Praktesch ass si déi, déi wahrscheinlech dee gréisste Benefiss dovunner huet. Duerfir denken ech, dass och hir Presenz heibanen haut wäert eng Incitatioun sinn, dass dat wat nach Rescht bleift, iwwert d'Ierffolleg beispillsweis an iwwert den Artikel 11 vun der Verfassung, och deemnächst esou gutt iwwert d'Ronne geet wéi dëst, an hoffentlech méi schnell.

Ech soen lech Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Err. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank!

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Härren, ech mengen no der Interventioun elo vun der Madame Err kann ee bal soen, datt de Projet, dee mer hei virleien hunn, de Projet 4843 iwwert den Numm vum Kand, ee bal mat enger klenger Revolutioun ka bezeichnen. Well no Jorhonnerte vu männlecher lwwerleeënheet an alle Beräicher: Wirtschaft, Politik a Gesellschaft, mä och an der Famill, stellt dee virleierende Gesetzestext e weidere Schrëtt duer a Richtung vu méi Gläichberechtigung tëschent Männer a Fraen.

Et ass Zäit ginn d'Regelung vum Numm, déi op deem virleierende Bild vun der Gesellschaft baséiert, ze änneren. Och wann d'Gläichberechtigung tëschent Fraen a Männer nach net formell an der Verfassung ageschriwwen ass, esou ass se e fundamentale Prinzip vun eiser Demokratie.

D'Gläichberechtigung résuméiert sech awer net nëmmen op de Rechtsprinzip. Eis Gesetzgebung soll jo den Zoustand vun enger Gesellschaft erëmfigelen. An enger Gesellschaft wou, zumindest an der Theorie a lues a lues awer och an der Praxis, d'Fraen déiselwecht Rechter an déiselwecht Flichten hu wéi d'Männer, datt se d'Méiglechkeet kréie studéieren ze goen an e Beruff auszeféieren, duerfir sollen och d'Fraen d'Méiglechkeet kréien hire Kanner hiren Numm kënnen ze ginn.

Déi aktuell Regel, déi op eng jorhonnertenal Traditioun berout, no där d'Kanner den Numm vum Papp kréien, ass iwwerlieft. De virleierenden Text dréit deem neie Gesellschaftsbild Rechnung. Et erlaabt och eisem Land als eent vun deene leschten EU-Länner, sech an déi europäesch Reformbewegung anzureien an an déiselwecht Richtung ze goen.

Mä gerechtegkeetshalber muss een awer soen, datt wa mir eis an dësem Dossier vill Zäit gelooss hunn, huele mer eis Verspéidung net nëmmen no, mä mir gi méi wäit wéi verschidde vun eisen Nopeschlänner a mir innovéieren op verschiddene Punkten. De Reporter huet dat ganz däitlech a sengem schrëftlechen a mündleche Rapport gemaach. Duerfir ginn ech net méi op d'Divergenzen an.

Dee virleierende Gesetzesprojekt huet nach ee Mérite. Mir kënnen endlech d'Reserv, déi d'Lëtzebuurger am Kader vun der CEDAW-Konventioun gemaach hunn, ophiewen. Ech erënneren an dësem Kontext, datt den Artikel 16.1 (g) vun der Konventioun virgesäit, datt d'Memberstaten den Elteren déiselwecht perséinlech Rechter garantéiere sollen, notament wat de Choix vum Numm vum Kand ugeet. No der Adoptioun vun dësem virleierende Gesetzestext, huet eis Reserv par rapport zum Artikel 16 kee Bestand méi, a mir kënnen endlech eis international Verpflichtung erfëllen, woumat eis Familljeministesche sécherlech ganz zefridden ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Gesetzesprojekt, dee mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn, ee weidere Schrëtt an d'Richtung Gläichberechtigung tëschent Fraen a Männer duerstellt, esou bleift awer nach villes ze maachen, fir eist ambitéiest Zil vun der Gläichberechtigung, notament am Kader vun der Famill, ze realiséieren. Ech schlësse mech hei dem Opruff vum Rapporteur un

d'Adress vun der Regierung un, sech par rapport zu de Gesetzespropositiounen iwwert d'Autorité parentale conjointe ze positionéieren. Dës Propositiounen, virun allem déi vum Här Mosar, sti fir eng gréisser Gerechtegkeet tëschent den Elteren.

Firwat engem Elterendeel méi Rechter unerkennen, wéi engem aneren? Béid Elteren, de Papp an d'Mamm, si fir hir Kanner verantwortlech. Allen zwee sollen se, egal wéi eng Situatioun datt se hunn, ob se bestuet oder net bestuet sinn, wa se déiselwecht Rechter hunn, dann awer och déiselwecht Flichten hunn. Dat ass am Sënn, net nëmme vun den Elteren, mä och vun de Kanner.

Da ginn ech ze bedenken, datt eis Gesetzgebung am Widdersproch mat der Kannerrechtskonventioun vun 1989 ass, déi ënner anerem virgesäit, datt all Kand d'Recht huet vu sengen zwee Elteren zesummen erzunn ze ginn. D'Autorité parentale gehéiert net nëmmen engem Elterendeel.

Mir kommen och net un der Reform vum Droit de la filiation laanscht. Et ass iwwerholl vun „enfant légitime“ an „enfant naturel“ ze schwätzen. Ech sinn dowéinst frou, datt mäi Fraktiounskolleg, de Laurent Mosar, eng Motioun abruucht huet, déi virgesäit d'Terminologie ze änneren an an Zukunft nëmmen nach vu Kanner ze schwätzen ouni ze kucken, ob hir Eltere bestuet oder net bestuet sinn. Den ORK huet iwwergens a sengem leschte Rapport och op dës Problematik opmierksam gemaach.

Ech si mer bewosst, datt et net duergoe wäert just d'Termen ze änneren. Den Droit de la filiation ass eng komplex Matière. D'Filiationsregeln, déi nach ëmmer zum Deel vun der Situatioun vun den Elteren ofhänken, dat heescht vun der Tatsaach, ob se bestuet sinn oder net, müssen ëmgeännert ginn. Dat setzt eng gréisser Reform viraus. Mä dës Reform ass noutwendeg, wa mir wëllen e modernt Famillrecht kréien.

Här President, ech wëlt meng Interventioun ofschléissen, andeems ech menger Zefriddenheet Ausdrock ginn, datt am virleierenden Text och d'Situatioun vun deenen dout gebuerene Kanner geregelt gëtt, an zwar am Sënn vun enger offizieller Unerkennung fir all Kand. Och fir déi dout gebuerene Kanner soll an Zukunft en offiziellen Akt redigéiert ginn. D'Eltere kënnen hirem Kand en Numm an e Virnumm ginn. Dës Moossmat ass eng Äntwert op d'Revendicatioun vu villen Elteren an Associatiounen. Engem dout gebuerene Kand en Numm an e Virnumm ze ginn, hëlleft sécher ville betroffenen Elteren, hir Trauerarbecht besser ze leeschten. Si hunn och d'Recht dorop, eng human Trauer kënnen ze liewen.

Da sinn ech frou, datt den Text sech net méi op déi contestéiert Notioun vun der Viabilitéit vum Kand bezieht. D'Commission juridique huet sech der Propositioun vum Statsrot ugeschloss. Entweder läit eng Attestation médicale vir, déi d'Gebuert vum Kand an den Doud vum Kand festhält – an dësem Fall gëtt en Acte de naissance an en Acte de décès redigéiert –, oder d'Kand ass dout op d'Welt komm, da gëtt en Acte sans vie ausgestallt.

Och wann den Text net méi vun der Viabilitéit schwätzt, bleift et, dass een awer dës Notioun an aneren Texter erëmfënnt. Ech deelen op dësem Punkt d'Vuë vum ORK, dee sech amplaz vun enger juristescher fir eng medezinesch Approche vun dëser Notioun ausschwätzt.

Ech free mech, ob et net opportun wier, d'Definitioun vun der OMS zrëckzebehalen. Viabel ass ee Kand, wat no der 22. Schwangerschaftswoch gebuer gëtt, respektiv ee Kand, wat d'Mindestgewicht vu 500 Gramm huet. Déi juristesche Definitioun, déi sech just op eng

Schwangerschaftsperiod vu sechs Méint bezieht, ass a mengen Aen iwwerholl.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschten.

Une voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Frank. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, wann d'Budgetsdiskussioun, déi mer gëschter ofgeschloss hunn, en Exempel war vu schlechtem parlamentaresche Stil – well mer si jo opgefuerdert gi vun der Majoritéit a vun der Regierung, e Budget ze stëmmen, vun deem schonn am Virfeld gesot gi war, e géng net esou applizéiert ginn, wat net der Konzeptioun entsprécht, déi ech mir vun der parlamentarescher Aarbecht maachen –, dann ass dat heite Gesetz, géng ech soen, e Beispill vu guddem parlamentaresche Stil, well d'Parlament wesentlech dozou bäigedroen huet, wéi dat Gesetz ausgesäit, wat elo vun dëser Chamber gestëmmt soll ginn.

Et ass ugaange mam Dépôt vun enger Proposition de loi vun der honorabelen Madame Lydie Err am Januar 1994, der Proposition 3873 iwwert déi fräi Wahl vum Nom patronymique, also vum Familljennumm vun de Kanner.

An ech wëll an dësem Zesammenhang der Madame Err Merci soen, se félicitéieren, éischters dass si déi Proposition de loi abruucht huet, déi jo duerno d'Regierung dozou gefouert huet, e Projet de loi anzeféieren. Ech wëll hir och Merci soe fir de Rapport, dee si am Numm vun der Commission juridique zu hirer Proposition de loi bruecht huet. Eng Proposition de loi, déi mer net brauche speziell ofzestëmmen, well déi wesentlech Bestëmmungen vun der Proposition de loi sech jo elo erëmfannen an deem Text, dee vun der Commission juridique proposéiert gëtt.

Da koum am September 2001 de Projet de loi 4843, och erëm iwwert den Nom patronymique des enfants, also iwwert de Familljennumm, an dann eng Proposition de loi vum honorabelen Här Mosar iwwert d'Virnumm vun de Kanner, eng Proposition de loi, déi hien am Mäerz 2003 déposéiert huet.

Déi dräi Texter sinn elo zu engem gemeinsamen Text zesummege-schmolz ginn. Ech fannen, dat ass och eng gutt Solutioun, well déi Problemer hunn all mateneen ze dunn. Et ass scho richtig, dass alles sech erëmfënnt an engem Projet de loi, an engem Gesetz.

Déi Diskussioun zu deene Proposition-de-loien an zu deem Projet de loi hunn zu engem ganz konstruktiven a kreativen Échange de vues tëschent engersäits Rapporteurs a Commission juridique, an anersäits Regierung a Conseil d'État gefouert, an aus deenen Diskussiounen ass dann deen Text entstanden, dee mer haut diskutéieren.

Ech wëll also deenen zwee Rapporteurinnen, der Madame Err, mä och ganz besonnesch dem Här Mosar Merci soe fir déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, a fir déi excellent Rapporten, souwuel schrëftlech wéi mündlech, déi hei virleien.

Ech mengen, et wär och net néideg am Detail op d'Dispositiounen vun deem Projet de loi anzegoen, well si jo ausféierlech an deene Rapportë presentéiert si ginn. Ech géng nëmme wëllen dorun erënnere, dass, wann ee wëllt d'Objektive vun deem Projet de loi, d'gesellschaftspolitesche Objektive vun deem Projet de loi zesumme-faassen, da géng ee soen, et geet engersäits iwwert de Renforcement vun der Gläichheet tëschent Mann

a Fra; et geet deelweis jiddefalls ëm eng Égalité de traitement vun den Enfants légitimes a vun den Enfants naturels an et geet ëm d'Liberté de choix vun den Elteren, wat den Numm vun hire Kanner betrëfft.

Zu de grouse Linne vum Projet därëf ech vläicht dach awer nach an Erënnerung bréngen, datt dat déi dräifach Optioun bei der Transmissioun vum Numm ass. Et kann e Kand den Numm vum Papp kréien, den Numm vun der Mamm, oder déi zwee Nimm accoléiert an där Reiefolleg, déi vun den Eltere gewënscht ass, étant entendu dass et nëmmen ëmmer een Numm ka ginn, deen accoléiert gëtt un een aneren.

Deen zweete Prinzip ass, dass, wann en Désaccord ass, den Numm dann attribuéiert gëtt par tirage au sort. D'Madame Err huet an hirer Presentatioun op dee Problem méi ausféierlech higewisen. An deen Tirage au sort gëtt gemaach duerch den Officier de l'état civil en présence vun der Persoun, déi d'Gebuert deklariéiere kënn.

Mat deem neie Gesetz wäerte mer wuel an onser Rechtsuerdnung e bëssen Duerchernee suscitëieren, mä den Duerchernee därëf net ze grouss sinn, a mer mussen dofir Suerg droen, dass an enger Famill d'Kanner vun darselwechter Famill deeselwechten Numm droen.

Dofir gëllt de Prinzip, dee menger Meinung no wichteg ass, dee virgesäit, dass fir all gemeinsam Kanner den Numm, deen dat éischt Kand kritt, ugewant gëtt op all déi Kanner, déi nokommen, fir dass do eng Unitéit an de Famillje besteet.

Da gëtt et eng Dispositioun, déi virgesäit, dass d'Mamm och kann d'Naissance vum Kand deklariéiere kommen op den État civil, wat bis elo net méiglech war. Dat ass eng Dispositioun, déi an der Praxis net oft wäert zum Droe kommen, mä de Fait, dass mer hei d'Gesetz änneren, schéngt mer wichteg am Zesummenhang vun der Gläichheet vum Traitement vu Mann a Fra. Och wann d'Geleeënheet net oft gebraucht gëtt, ass et awer wichteg, datt se virgesi gëtt.

Da kënnst ee Punkt, op deen d'Madame Frank och agaangen ass an dee menger Meinung no e wichtige Punkt ass, obscho bis elo net enorm vill an der öffentlecher Meinung dovun geschwat ginn ass, ausser vun deene Leit, déi selwer dovun betroff waren, an dat ass déi offiziell Unerkennung vu Kanner, entweder déi gestuerwe sinn, ier hir Gebuert konnt deklariéiert ginn, oder vun Enfants mort-nés.

Wéi mer wëssen, ass et elo esou, dass an deenen zwee Fäll den Officier de l'état civil einfach en Acte d'enfant sans vie dresséiert, deen an de Registre de décès agedroe gëtt. Deen Akt gesäit net vir, dass déi Kanner kënnen en Numm kréien. Déi vun ons, déi laut hire Gemengeverpflichtunge méi Kontakt hu mam État civil an hirer Gemeng, wëssen zu wat fir Schwieeregkeeten dat ka féieren, wa Leit kommen, déi wëllen eng Naissance deklariéiere vun engem Kand, wat entweder mort-né ass, oder wat gestuerwen ass, ier et konnt deklariéiert ginn. Do si mer Zeie vu wierkeleche perséinlechen Drame vu Leit, déi fannen, dass hiren Deuil net ganz zum Droe komme kann, well se net d'Méiglechkeet hunn deem verstuerwene Kand en Numm ze ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat Drama ass zum Beispill heefeg an enger Stad wéi der Stad Lëtzebuerg, wou méi wéi 50% vun onsen Awunner Ausländer sinn, déi oft aus Länner kommen, wou d'Possibilitéit besteet, dass eng Reconnaissance officielle virgesinn ass, dass déi Kanner kënnen en Numm kréien. Da gesi mer, zu wat fir schwieerege Situatiounen dat ëmmer erëm gefouert huet. Duerfir sinn ech ganz frou a ganz dankbar, dass an dësem Gesetz elo d'Ge-

leeënheet geschafe gëtt, dass an Zukunft bei Kanner, déi virun der Deklaratioun verstuerwe sinn, oder bei Enfants mort-nés Akte kënnen dresséiert ginn, déi engersäits offiziell déi Gebuert unerkennen, an anerersäits d'Méiglechkeet schafen deene Kanner en Numm an e Virnumm ze ginn.

Ech géing drop hiweisen, dass... Neen, do kommen ech vläicht duerno an den Iwwerganksbestëmmungen nach eng kéier drop ze schwätzen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass schonn am Joer 2005 – schonn an dësem Joer – d'Servicer vun den État-civilen an engem gewësse Mooss deene Modifikatioune Rechnung gedroen hunn, déi mer haut hei an dësem Gesetz stëmmen. De 16. März 2005 huet nämlech d'Tribunal vu Lëtzebuerg an engem Fall, wou Eltere Recours gemaach haten, well se bei engem gebuerene Kand, wat awer virun der Deklaratioun verstuerwe war, keng Possibilitéit haten, deem Kand een Numm ze ginn, e Jugement ausgesprach, wat gesot huet: Et soll een dat virgesinn.

Do huet de Procureur d'État de Services de l'état civil an de Gemengen d'Instruktioun ginn, schonn elo dëst Joer bei all Deklaratioun vun engem Kand, wat als viabel unerkannt géif ginn, en Acte de naissance wéi och en Acte de décès ze dresséieren. Also, mir si schonn en avance op deem spezifische Punkt, op déi Dispositiounen, déi mer haut hei duerchzéien. Dat ass ee Beispill méi, dass d'Société civile en avance war op d'Société légale, an dass et da gutt ass, wann d'Société légale deenen Iwwerleeungen an deene Modifikatioune Rechnung dréit.

D'Commission juridique proposéiert, dass mer sollen décidéieren, dass dat Gesetz den 1. Mee 2006 a Kraaft trëtt. D'Commission juridique proposéiert och, dass mer eng Période transitoire vun 18 Méint solle virgesinn, wou d'Eltere kënnen froen, fir déi Kanner, déi mineur sinn, zu deem Moment wou d'Gesetz a Kraaft trëtt, retroaktiv op déi Bestëmmungen zrëckzegräifen, déi mer elo fir d'Zukunft virgesinn. Dat heescht, dass se deeselwechte Choix hunn iwwert d'Evolutioun vum Numm, wéi dat an Zukunft soll de Fall sinn, an dass se dat kënnen retroaktiv applizéiere loosse.

D'Commission juridique, contrairement zum Conseil d'État, proposéiert, dass déiselwecht Possibilitéit och soll fir d'Enfants mort-nés gi ginn. Ech mengen, dat wär richtig, well mer missten deenen Elteren, déi ënnert der jëtzege Gesetzgebung dach gelidden hunn, d'Méiglechkeet gi fir nozezéien an hire Kanner en Numm nodréiglech ze ginn.

Et soll een awer drop hiweisen, dass déi transitoiresch Bestëmmung eigentlech nëmmen den Numm vun de Kanner betrëfft, an net de Virnumm. Dat heescht, et kann ee retroaktiv vun den Dispositiounen vun dësem Gesetz Gebrauch maache fir den Numm, mä net fir de Virnumm; mat der eenzege Ausnahm vun den Enfants mort-nés, wou een also déi zwou Possibilitéite muss virgesinn.

Ech si mer bewosst, dass déi Possibilitéit, déi mer do schafen – retroaktiv déi Méiglechkeeten opzemaachen –, dass dat fir d'Servicer vum État civil zu engem groussen Zousaz vun Aarbecht wäert féieren, notament an de Servicer vun där Gemeng, déi ech am beschte kennen.

(Interruption)

Dach, en Zousaz vun Aarbechten, souwuel am Domän vun de Mentions marginales wéi och am Domän vun den Neierstellung vun Identitéitspabeieren. Ech mengen, dat ass awer e Präis, dee mer misste bezuelen, fir eng Ännerung duerchzéien, déi am Intérêt vun de Leit ass, déi retroaktiv vun deene Bestëmmungen, déi mer

haut hei décidéieren, profitéiere wëllen.

Dat alles, Här President, fir ze soen, dass ons Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, d'accord ass mam Text vun dësem Gesetz, esou wéi d'Commission juridique en elo virgeluecht huet. Nach eng kéier: En Text, deen d'Dispositiounen och vun deenen zwou Propositions de loi iwwerhëlt.

Mir mengen, doduerjer dass mer haut dat Gesetz stëmmen, hätte mer e wichtige Schrëtt gemaach am Zesummenhang mat der Modernisatioun vun onser Législatioun an engem Beräich, deen d'Bierger wahrscheinlech am allernächste betrëfft, well et geet do ëm d'Mënschen an et geet do ëm d'Familljen.

Mir sinn ons awer och bewosst, Här President, dass déi nei Bestëmmung eng eigentlech Revolutioun am Domän vum État civil an onser Gesetzgebung bedeit. Duerfir begrësse mer, dass d'Conférence des Présidents décidéiert huet, dass d'Chamber soll eng Informatiounsbroschür publizéieren, fir der wäiter Öffentlechkeet bekannt ze maachen, wat elo hei décidéiert ginn ass, a wat dat soll bedeuten.

Mä onser Meinung no, Här President, geet dat nach net duer. Et ass sécherlech wichteg, mä et geet net duer. Ech géing duerfir e ganz pressanten Appel un de Justizminister an och un den Intérieursminister riichte wëllen: Duerfir ze suergen, dass d'Informatioun an d'Formation vun den Officiers de l'état civil esou an deem Délai, deen ons nach bleift, virgeholl gëtt, fir dass effektiv, wann d'Gesetz a Kraaft trëtt, do keng Schwieeregkeeten opdauchen.

Ech weess, dass d'Beamten am État civil sech bewosst sinn, wat op si duerkënnt, an dass se gewëllt sinn, dat am beschten Intérêt vun hire Matbiurger duerchzéien. Mä nach schéngt et mer, mussen se do eng gewëssen Ënnerstëtzung bei der Autorité supérieure fannen. Zum Beispill wa mer un den Artikel 57 denken, da wësse mer, dass déi zwee Elterendeeler den Numm an de Virnumm vum Kand wielen. Den Officier de l'État civil, deen d'Deklaratioun vun enger Gebuert kritt, dee kritt se entweder vum Papp, a méi seele vun der Mamm. Also schéngt et mir wichteg, dass e Formulaire soll virgesi sinn, wou den Accord vun béiden Elterendeeler kann dokumentéiert ginn.

Eng ähnlech Solutioun ass expressis verbis am Artikel 334-2 fir d'Enfants naturels virgesinn. Mä ech mengen, et misst een och e Formulaire virgesi fir d'Enfants légitimes. An déi Formulairé missten an de Maternitéen disponibel sinn.

Mir hunn do e ganz gutt Beispill: Ons portugisesch Matbiurger musse eng ähnlech Formalitéit bei hirem Consulat maachen, wa se eng Naissance deklariéieren. Do ginn et scho Formulairen, déi sinn an de Maternitéen disponibel. D'Leit kréien dat do an da kann d'Mamm do ënnerschreiwen. Da geet de Papp domadder op den État civil. Ech mengen, mir missten onbedéngt an Zukunft, Compte tenu vun den neien Dispositiounen, en ähnleche Formulaire virgesinn, deen an de Maternitéen disponibel ass, fir dass dat ouni Schwieeregkeeten iwwert d'Bühn goe kann.

Da kënnst déi Fro vum Tirage au sort. Et ass alles schéin a gutt, dass mir den Tirage au sort en présence de l'Officier de l'état civil virgesinn hunn. Nach muss ee soen, wéi dat soll viru sech goen. Et soll een den Officier de l'état civil net eleng loosse mat Elteren, déi vläicht do e Problem hunn. Also do misst ee Modalitéite virgesinn, wéi dat gemaach gëtt, an do sollten um

administrative Plang Instruktiounen un den Officier de l'état civil goen. Soll déi Démarche vum Tirage au sort bei der Deklaratioun aktéiert ginn? Soll déi Démarche vum Tirage au sort bei dem Acte de naissance aktéiert ginn? Also, dat ass eng Fro, déi sech stellt. Do misst de Justizministère Äntwerte proposéieren.

Fir d'Enfants mort-nés, do ass jo virgesinn am Artikel 79-1, Alinea 2, dass den Acte d'enfant sans vie bäibehale gëtt. Ech hunn hei esou een Akt viru mer leien. Dee kréien d'Gemenge vum Ministère – ech huelen un – de l'Intérieur, mä mat Mathëllef vun der Justice. Am Formulaire, dee mer haut hunn, ass keng Plaz virgesinn, fir den Numm an de Virnumm vum Kand. Also dee Formulaire muss och ofgeännert ginn, an do mussen déi néideg Instruktiounen an Informatiounen vun der Regierung kommen. Dat sinn nëmmen e puer Beispiller vun deene Schwieeregkeeten, déi sech den Officiers de l'état civil an de Gemenge stelle wäerten. Et sinn doudsécher nach anerer, un déi ech net geduecht hunn.

Ech mengen, de façon générale misst d'Circulaire «état civil et indigénat» à jour gesat ginn. Also, duerfir meng Demande un de Justizminister – an u säi Kolleg vum Intérieur –, dass en ons seet, wéi e sech dat virstellt, a wat fir engen Délai dat soll den Officiers de l'état civil matgedeelt ginn, an no wat fir enge Modalitéiten, dass déi Formation an déi Informatioun solle viru sech goen.

Här President, ech hunn elo eng ganz Partie Froe gestallt. Dat verënnert net – an ech wëll et nach eng kéier soen –, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei hiren Accord zum Projet de loi bréngt, esou wéi e virun ons läit. Nach eng kéier wëll ech deenen zwee Rapporteure Merci soen, fir déi excellent Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Ech wollt och scho soen, dass mir als Fraktioun selbstverständlech mat där Motioun d'accord sinn, déi den Här Mosar ugekënnegt hat, an déi elo verdeelt ginn ass. Mir hu se mat ënnerschrifwen. Selbstverständlech wäerte mer déi Motioun och mat stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Deen nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, wa mer haut zu dësem Gesetzestext relativ roueg a consensuel Diskussiounen féiere kënnen, da mengen ech, solle mer eis, éischstens, net doriwwer beschwéieren, an awer och vläicht net vergiessen, dass déi heiten Diskussiounen, wa se nach virun zéng Joer gefouert gi wieren, zu där Zäit, wou d'Madame Err hir Proposition de loi déposéiert huet, da wäeren et hei am Haus mat Sécherheet vill méi animéiert a vill méi widdersprénglech Debatte ginn, wéi dat haut de Fall war.

Doriwwer solle mer eis awer net beschwéieren. Mir solle frou sinn, dass et haut méiglech ass bei dëser gesellschaftspolitesch ganz relevanter Fro e Schrëtt no vir ze maachen, an zwar e Schrëtt no vir, deen eis fir eng Weilchen esouguer an de Spëtzepeloton vun der Gesetzgebung wäert bréngen. Wou mer dann net méi hannert dem Cortège lafen, mä effektiv eng Gesetzgebung hunn, déi mer och international mat aneren Engagementer, déi Lëtzebuerg geholl huet, kee Problem méi kréien ënnert een Hutt ze bréngen.

Wann ee vum Numm a vum Virnumm vun de Kanner schwätzt, da gëtt et do zwee Aspekter, déi beliicht musse ginn. Deen een Aspekt ass deen, dass den Numm e perséinlecht Recht ass. Et ass wuel

laang och eng administrativ Identifikatioun ginn, wat och d'Starrheet an der Transmissioun vum Numm diktéiert huet, mä awer haut mat den neien Technologien, ënner anerem, gëtt et keng seriö Begrënnung méi, fir un der Starrheet musse festzehalen, esou dass den Numm ëmmer méi och nees seng wesentlech Funktioun vum Perséinlechkeetsrecht kritt. Allerdéngs e Recht, wat ee bei der Gebuert net selwer kann ausüben an dohier Leit brauch, déi dat Recht fir ee selwer ausüben.

An eiser Praxis vun haut an och an eisem Gesetz vun haut, ass dat e Recht, wat een duerch déi Transmissioun bei der Gebuert net nëmmen eemol ofgeholl kritt, mä leider nach ëmmer definitiv ofgeholl kritt. Ech wëll duerno nach eng kéier op deen Aspekt do agoen, well et ass ee fir eis wesentlech Element, wat an dësem Gesetzestext net zrëckbehale ginn ass, a wat mer bedauern.

Deen zweeten Aspekt ass eben dee vun der Gläichheet tëschent Mann a Fra bei der Transmissioun vum Numm. Deen zweete Problem gëtt an dësem Gesetzestext ganz kloer geléist an och op eng Aart a Weis, wéi mir se fir richtig halen.

Dësen Text haut ass d'Resultat vu ganz vill Aarbecht, déi mir an der Commission juridique haten. En ass d'Resultat vun dräi Texter vun ënnerschiedlecher Qualitéit an och vun ënnerschiedlechem Inhalt. Et ass d'Resultat vum Regierungstext, en Text, dee mir ganz schlecht fonnt hunn. Eng Basis, déi mir, gradewéi de Statsrot, gäre vum Dësch gesinn hunn. D'Resultat och vun deenen zwee Gesetzesvirschléi, deen ee vun der Madame Err, déi virun enger Dose Joren en Text op den Dësch geluecht huet, deen haut a ganz wesentleche Punkten Afloss huet op déi final Redaktioun vun dësem Text, an natierlech och dee vum Här Mosar sengem Text, dee sech haaptsächlech mam Virnumm vum Kand beschäftegt huet, an awer och mat der Problematik vun den Enfants mort-nés.

Och wann déi Texter sech méi mat engem Deel vun Aspekter beschäftegt hunn – d'Proposition de loi vun der Madame Err zum Beispill haaptsächlech mat de bestuetene Leit –, esou ass et awer kloer, dass déi Logik, déi vu béiden Auteurs vun de Propositions de loi proposéiert ginn ass, déi ass, déi haut glécklecherweis an engem Text à portée plus générale drasteet, wat d'Transmissioun vum Numm ugeet, souwuel bei den «enfants légitimes» wéi bei den «enfants naturels» – fir déi Wieder nach eng kéier ze gebrauchen, an hoffentlech brauche mer déi net méi laang ze gebrauchen –, wéi awer och bei deenen dout gebuerene Kanner an och den adoptéierte Kanner, also eng uniform Regel vun der Transmissioun vum Numm kann assuréieren.

Deen Text raumt, wéi gesot, d'Diskriminatioun tëschent Mann a Fra aus dem Wee. Eng Diskriminatioun, déi ganz al ass. Den Droit familial huet awer glécklecherweis gewiesselt, och well d'Realitéit vun der Gesellschaft evoluéiert huet. Et gëtt ëmmer méi Divorcen. Et gëtt ëmmer méi Kanner, déi ausserhalb vum Mariage op d'Welt komme respektiv Fäll vum zweeten oder och drëtten Mariage.

Duerfir ass et och kloer, dass een, wann een do d'gesetzlech Kaderbedingungen aus de leschte Jorzéngten a souguer Jorhonnerte kuckt, da stellt ee fest, dass an deem Droit de famille och eigentlech ëmmer nëmmen déi klassesch Famill als Cellule akzeptéiert ginn ass. Dat war d'Basis vun all deem Recht. A wann ee seet „déi klassesch Famill“, dann ass och do ëmmer eng Hierarchie dra gewiescht tëschent der Roll vu Mann a Fra. Déi Hierarchie vun de Geschlechter, déi am Droit familial eng breet Plaz behapt, huet sech net nëmme beim Numm erëmgespigelt, mä och aner Stéchwierder,

wéi Contraceptioun oder Avortement – fir nëmmen déi ze nennen –, beleeeën deen dote Phenomeen.

Duerfir si mir als Gréng ganz frou, dass mer haut net nëmmen déi Entwécklung vun der Gesellschaft kënne feststellen, well mir sinn op deem Punkt do net neutral. Et kann ee soen, onofhängeg wéi een dozou steet, stellt een dat haut fest. Eis ass et net egal, dass déi Entwécklung esou stattfonnt huet. Mir fannen dat insgesamt eng positiv Entwécklung. Duerfir si mer och frou, wa mer haut bei der Fro vum Numm en éischt wierklech komplett Ewechschafe vun der Diskriminéierung tëschent Mann a Fra op deem dote Punkt kënne feststellen.

Lëtzebuerg huet och an de leschte Joren zum Deel e ganz schwéiere Stand gehat um internationalen Niveau. Obwuel mer scho méi laang e Fraeministère agefouert hunn, hat d'Madame Ministesch et sécherlech net ëmmer ganz liicht, wa se konfrontéiert ginn ass mat eiser Gesetzgebung vun der Transmissioun vum Numm. Do gëtt et international Texter, och d'Konventioun vun New York iwwert d'Chancëgläichheet vu Mann a Fra, wou Lëtzebuerg jo beim Artikel 16 Reserven ugemellt huet. Oder och Resolutiounen vum Conseil de l'Europe, wou souguer Lëtzebuerg net méi wäit dervun ewech war weinst Discrimination sexiste eigentlech ugeprangert ze ginn, well mer déi dote Modifikatiounen an eiser Gesetzgebung nach net gemaach haten. Dat si sécher Optrëtter, déi een um internationalen Niveau an Zukunft méi liicht ka wouerhuelen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Déi Léisung, déi mir elo an der Kommissioun fonnt hunn, ass eng, déi eis zefridde stellt, well se am Prinzip wierklech den Eltere vun de Kanner all Variante fräiléisst, wéi ee Virnumm, awer och virun allem wéi een Numm se dem Kand wëlle ginn. Ob dat den Numm vum Papp ass oder vun der Mamm oder vu béiden; och nach a wéi enger Reiefolleg, dass dat soll sinn, ass an Zukunft de Leit iwwerlooss.

Mä natierlech muss d'Gesetz och eng Issue festhalen, fir de Fall dass d'Eltere sech net géingen eens ginn. Dat ass eben en Tirage au sort, e Punkt fir dee mir eis an der Kommissioun als Gréng och ganz staark gemaach hunn, well de Virschlag vun der alphabetescher Reiefolleg trotzdem eng Zort vun Ordre préétabli duergestallt huet, an dat ass jo dat, wat mir mat deem Gesetz och wollten aus der Welt kréien, nämlech déi Zort Ordre établi. Duerfir hu mir och mat Insistenz dofir plädéiert, dass een op d'Lous zrëckgräift, well mer och gemengt hunn, dass et am Fall vun engem Désaccord awer trotzdem besser ass, datt d'Gesetz eng Issue huet, an zwar eng Issue, wou net vu virera feststeet, wien um laangen Hiewel sëtzt.

Do maachen ech eng kleng Klamer op. Mir ginn eigentlech jo awer alleguerten dovunner aus, dass dat éischer Ausnahme wäerte bliwen. Et gesäit ee jo och bei de Virnimm, dass do déi Fäll vun Désaccord éischer eng Raritéit duerstellen, mä et huet een am Gesetz dee Fall virgesinn, wann dee Fall sollt antrieden.

Wann een d'alphabetesch Reiefolleg am Gesetz soss festgeschriwwen hätt, da wéisst ee schonn, wann dee mam éischte Buschtaf aus dem Alphabet mat sengem Partner a Konflikt ass, dass dee weineg Intérêt huet op deem dote Punkt Flexibilitéit ze weisen, wat ënner Ëmstänn jo awer an där net onwesentlecher Fro vum Numm zu nach méi schwéiere Konflikter an Diskussiounen ka féieren.

Duerfir wollte mer wierklech eng Logik am Text hunn, déi éischer och do d'Issue opléisst, étant entendu dass et eng sécher Issue gëtt, déi d'Gesetz virgesäit. Mä d'Leit sollen awer alle béid – béid Partner – d'Gefill hunn, datt do

keen um laangen Hiewel sëtzt, datt se alle béid nach ëmmer eng Ursach hunn, fir ze probéieren, verstänneg dee Moment mat där Situatioun ëmzegoen, well an där Situatioun bestëmmt dat net deen eenzege Problem ass, deen déi Leit dann hunn, mä do sinn der schonn eng ganz Partie, déi virdrun och do waren.

Mir mengen och, dass et ganz positiv ass, dass déi Optioun, déi och emol am Text stoung, dass ee sech scho muss iwwert den Numm vun de Kanner eenegen am Moment vum Mariage, vum Dësch ass. Ënner anerem och, well dat nëmmen en Deel vun de Problemer, déi sech stellen, geléist hätt, well eng ganz Partie Kanner ausserhalb vum Mariage op d'Welt kommen, esou dass do och eng Ongläichheet gewiescht wär an der Behandlung vun deene Kanner. Mir fannen et ganz richtig, wéi et elo am Text steet, dass ee sech muss, wat de Familljennumm vum Kand betrëfft, och eréischt dann decidéieren, wann ee sech fir de Virnumm vum Kand decidéiert.

Et hätt eiser Meenung net vill Sënn gehat, fir do zwee verschidde Regimer wëllen ze hunn, ee fir de Virnumm an een anere fir de Familljennumm. Esou dass déi Regelung, déi elo am Pabeier ass, eiser Meenung no déi richtig duerstellt.

Zwee Problemer bleiwen awer nach ëmmer bestoen an deem Text, dee fir de Rescht ganz gutt ass. Éischstens emol ass et dee Problem, dass mer nach ëmmer eng Differenz maachen an enger Rei vu Gesetzter tëschent Enfant légitime an Enfant naturel. Mir haten an der Kommissioun ugesat, fir dat an deem Gesetz scho wëllen deelweis ze änneren, mä mir sinn awer relativ séier och zu engem Kompromiss komm, well et net vill Sënn gemaach hätt, fir nëmmen op engem Gesetz, op enger Plaz dat elo unzepassen, a parallell dozou nach an anere Gesetzter déi Terminologien ermëzefannen.

De Kompromiss, dee mer fonnt hunn, war, dass mer wuel an deem Text déi Terminologien nach géinge si loossen, déi mer – mengen ech – awer alleguerte fir iwwerlieft halen, wa mer parallell dozou eng gemeinsam Motioun, déi duerch de Rapportier presentéiert ginn ass, och an de Plenum géinge bréngen, mat enger klorer Opfuerderung un d'Regierung a sämtleche Gesetzestexter a mat enger héijer Diligence déi doten Terminologien aus de Lëtzebuurger Texter erauszekréien, well se eiser Meenung no näischt méi dra verluer hunn.

An en zweete Problem, dat ass eben deen, deen ech am Ufank schonn ugeschnidden hunn, an deen eiser Meenung no hei net geléist gëtt. Mir haten als Gréng Partei eng Präferenz dofir gehat, datt een de Kanner och nach mat 18 Joer d'Recht gëtt, sech nach eng kéier selwer iwwer hiren Numm ze prononcéieren. Ech hunn aganks gesot, datt den Numm e perséinlecht Recht ass vum Individuum, wat een awer bei der Gebuert net selwer kann exercéieren. Et kritt een dat duerch anerer exercéiert bei der Gebuert, an et huet ee mat 18 Joer net d'Méiglechkeet fir dee Choix, deen anerer fir ee getraff hunn, nach eng kéier ze bestätegen oder ze infirméieren.

Elo kann ee soen, dat ass eng Optioun, déi geholl ginn ass an dat ass fir all Kanner d'selwecht. A genau dat ass net de Fall! Et ass eben net fir all Kanner d'selwecht, well mir hunn och an deem Gesetz Fäll vum Consentement vum Kand dran, an do bewege mer eis dann an der Logik vun der Kannerrechtskonventioun, déi eben net d'Rechter vun de Kanner als Derivater vun de Rechter vun den Erwuessene considéiert, mä de Kanner eege Rechter conféréiert, onofhängeg vun der Approbatioun vun den Elteren oder aneren Erwuessenen.

A mir hu ganz zu Recht am Artikel 334-3 vum Code civil, deen duerch dëst Gesetz soll ofgeännert ginn, drastoen, dass am Fall, wou d'Filiatioun net simultan kann attribuéiert ginn, wou also fir de Papp oder fir d'Mamm d'Filiatioun eréischt an enger zweeter Phas attribuéiert gëtt, dass, wat d'Attributioun vum Numm betrëfft, d'Kanner, wa se da méi al wéi 13 Joer sinn, hire Consentement musse ginn; aus der Logik eraus vun der Kannerrechtskonventioun, datt déi Kanner d'Recht hunn, sech an deem Alter och ze äusseren. Mir hunn och eng Weilchen driwwer diskutéiert a sinn eis schlussendlech op den Alter vun 13 Joer eens ginn. Mä déi Kanner hunn also d'Recht mat 13 Joer sech selwer ze artikuléieren, an hir Meenung ass och decisiv.

Do hu mer also dann eng Kategorie vu Kanner, déi dat Recht a mat manner wéi 18 Joer scho kënne beanspruchen an tatsächlech och exercéieren – wat mir och richtig fannen. Aner Kanner hunn dat Recht net!

Et geet nach méi wäit, well déi Kanner, déi dat Recht kënnen an Usproch huelen, huelen déi Entscheedung fir hir Geschwëster mat, vu dass mer am Gesetz eng aner Dispositioun drastoen hunn, déi mer jo och alleguerten awer deelen, nämlech datt d'Kanner „issus d'un même couple“ alleguerten deeselwechte Familljennumm sollen hunn.

Dat féiert dann an der Praxis dozou, datt an enger Famill, wou deen dote Fall sech stellt, wou d'Filiatioun souguer vun zwee oder dräi Kanner eréischt méi spët etabléiert gëtt, also net simultan gemaach gëtt, a wou vun deenen dräi Kanner eent méi al wéi 13 ass an déi aner ënner 13 sinn, dat am Kloertext heescht, datt déi Décisioun vun deem Kand vun 13 Joer net nëmme fir sech eng Bedeitung huet, mä datt dat och nach d'Verantwortung muss assuméiere fir déi Kanner hannert him, fir seng méi jonk Geschwëster.

An elo stellt lech déi Situatioun vir an enger Famill: Ee Kand vun 13 Joer, en anert vun 12 an en anert vun 10, an déi schwätzen och nach iwwert déi dote Fro, wa se da gestallt ass, an déi gi sech net doriwwer eens an hunn dann ënnerschiddlech Meenungen. Stellt lech déi Laascht vir, déi op deem Kand vun 13 Joer läit, fir do fir seng kleng Geschwëster mat ze decidéieren.

Elo si mer och nach an der Hypothees vun enger intakter Famill, wou just d'Filiatioun ebe méi spët eréischt unerkannt gi wier. Mä elo huelt och nach d'Situatioun, déi an enger Famill géng antrieden, déi net méi intakt wär, wou och nach ënner Ëmstänn et géng drëms goen, wou d'Kanner ënnerbruecht ginn, bei der Mamm oder beim Papp. An där Situatioun engem Kand vun 13 Joer d'Verantwortung ze iwwerdroen, fir déi aner mat ze entscheeden, ass awer eng Verantwortung, déi definitiv ze wäit geet, well se och deenen anere Kanner hir Rechter empitéiert, well se deenen hir Rechter net méi schützt.

Elo kann een natierlech awenden: Mir hu jo awer eng ganz Rei vu prakteschen Ursachen dofir. D'accord, dofir maache mer d'Gesetz jo och esou. Mä et gëtt awer dann nëmmen eng Léisung, wann ee schlussendlech an um Enn aus där Situatioun wëll erauskommen, dat ass eben nun emol déi, datt ee seet, zumindest fir déi dote Kategorie vu Kanner misst ee bei der Majoritéit d'Recht virgesinn, fir ze soen: „Entschëllegt, deemools ass aus deene praktesche Grënn deen Numm mir attribuéiert ginn iwwer meng eeler Schwëster, mäin eelere Brudder, mä ech wëll awer haut mat 18 Joer selwer mech prononcéieren doriwwer, wéi ee Familljen-

numm ech droe wëll.“ A wann een dat mécht, da muss ee genausou kloer an eendeitig soen, da weide mer awer dat wann ech gelift op sämtlech Kanner aus.

An dat ass fir eis nach ëmmer, ech wëll net soen e Schéinheetsfeeler, well dat geet net duer, mä dat ass fir eis nach ëmmer de Schwaachpunkt vun eiser Gesetzgebung, déi fir de Rescht mat deem Vote, dee mer haut eestëmmeg hoffentlech wäerten huelen, eng ganz gutt Gesetzgebung gëtt.

Mir behalen ee Schwaachpunkt an der Gesetzgebung an deen hätte mer nëmme kënnen erauskréien, wa mer nach an der Logik vun de Kannerrechter, vun der Kannerrechtskonventioun schlussendlech och gesot hätten, mat 18 Joer d'äerft dann awer jiddfereen trotzdem sech nach eng kéier doriwwer prononcéieren, wéi een Numm hie gären hätt, bien entendu an där Limite vun den Nimm, déi d'Elteren him mat op de Wee ginn hunn.

Mir hunn op deem dote Punkt, wéi gesot, nach ëmmer eng Situatioun, déi mer onzefridde stellend fannen, a mat där mer och mengen, datt mer wäerte Schwierigkeete kréien. Sécher, quantitativ gëtt et der bestëmmt net ganz vill, mä fir déi Leit, déi et betrëfft, fir déi Leit, déi sech an där do Situatioun ermännen, fir déi a besonnesch fir déi Kanner wäert et awer eng Situatioun sinn, déi psychologesch ganz schwéier ze iwwerwanne wäert sinn: Mir mengen, dass mer och iergendwann eng kéier op deem dote Punkt nach eng Nobesserung musse maachen, ier mer wierklech kënne soen: Elo ass eis Gesetzgebung, wéi se soll sinn.

A mat deenen dote Remarquë wëll ech och ukënnegen, dass déi gréng Fraktioun net nëmmen den Text wäert stëmmen, mä och déi Motioun vu sämtleche Fraktiounen wäert stëmmen.

Ech soen nach eng kéier vun hei aus dem Rapportier Merci, net nëmme fir de Bericht, mä och fir déi Aarbecht, déi mer an der Kommissioun konnte maachen; och der Madame Err, obwuel se net Rapportrice hei vum Projet war, awer och an der Kommissioun an duerch hir viregt Proposition de loi och ganz vill Mériten un deem Text huet. Duerfir deenen nach eng kéier Merci an och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. Dee virleiende Gesetzesprojet war och eng schwéier Gebuert. Eng schwéier Gebuert weinstens, wat d'Dauer vu senger Realisatioun ugeet, well zënter iwwer 20 Joer, mengen ech, schonn am Europarot d'Iddi vun enger Ofschafung vun der Diskriminéierung bei de Familljennumm zrëckbehalen ginn ass. An enger UNO-Konventioun iwwert d'Eliminéierung vun den Diskriminéierung geint d'Fraen, CEDAW genannt, ass deeselwechte Prinzip och zrëckbehalen ginn. Bei ons huet et och laang Jore gedauert, bis datt e Gesetzesprojet virgeluecht ginn ass, bis datt de Statsrot säin Avis ofginn hat.

De Projet de loi, dee mer änneren, deen ännert den Nom patronymique vun de Kanner. Patronymique kënnt vum griicheschen „patronymikos“, no dem Papp genannt. Dat ass...

Une voix. - Dir hutt Latäin gemaach?

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech hunn och Latäin gemaach, mä e puer Wuert Griichesesch hunn ech awer nach matkruz. Ech wëll just nure soen, datt mer also hei eppes Wesentlech

änneren, wat der gesellschaftspolitescher Evolutioun an Europa an an der Welt an och hei zu Lëtzebuerg Rechnung dréit. Duerfir war ech och frou virdrun, wéi mer den Här Rapportier, den Här Laurent Mosar, an d'Madame Rapportrice, d'Madame Lydie Err, héieren hunn, datt mer op alle Parteien déi Aarbecht, déi vun den zwee Rapportier gemaach ginn ass, apprécieiert hunn, well si hu ganz vill dozou bäigedroen, dee schlechte Projet vun der Regierung besser ze maachen.

Datt et net esou einfach war, fir esou eng Reform duerchzezéien, kann ee gesinn un enger Enquête, déi gemaach ginn ass nodeem de Projet de loi déposéiert gi war, vun der Initiativ Liewensufank, eng Enquête vun enger Organisatioun, déi garantéiert net zu deenen Organisatiounen gehéiert, déi am feministesche sinn, mä déi folgend Resultater bruecht huet – et ass awer interessant, déi hei unzeféieren:

Op 100 Äntwerte ware 14% Mäner a 86% Fraen. 19% vun den Äntwerte vun de Leit ware fir den Numm vun der Mamm, 77% fir den Numm vum Papp a 4% fir den duebelen Numm. 60,5% vun de Frae ware fir eng gesetzlech Neiregelung, hunn also de Prinzip selwer vum Gesetzesprojet approvüiert, géigeniwwer nure 15,3% vun de Männer. 9,2% vun de Fraen an 23% vun de Männer ware géint all Ännerung vun der bestehender Léglisatioun.

Mä ech mengen, datt et awer néideg war, fir déi Reformen duerchzehuelen, a mir kënnen och duerfir onsen Accord zu deem Gesetzesprojet ginn. An ech si frou, datt eng Iddi aus dem initiale Gesetzesprojet vun der Regierung ewechgeholl ginn ass, dat ass, datt d'Eltere sech missten decidéiere virum Mariage. Dat hätt zwar vläicht eng Situatioun geléist vun de Leit, déi sech bestueden, mä net vun deenen, déi net bestuet sinn.

Wéi de Gesetzesprojet elo virläit, bleiwen awer nach dräi Problemer, déi ee muss unerkennen.

Éischt Schwierigkeet ass déi vum duebelen Numm. Mir hu versicht eng gutt Léisung ze sichen, an ech mengen, datt déi vum Lous, wat soll den Entschied bréngen, besser ass, wéi wann een do e Recours juridique virgesinn hätt, well wéi hätte sollen d'Gerichter dann decidéieren, wann dat eent Recht dat anert Recht absolut opweie, wann déi zwee Rechter gläichwäerteg sinn, esou datt dat heiten eng praktesch Léisung ass. Et muss ee sech och bewosst sinn, datt et Konsequenze wäert hunn, wann een en duebelen Numm huet, datt dat vläicht an der éischer Generatioun liicht ze bewerkstelliggen ass, mä an der zweeter Generatioun muss entscheed ginn.

Déi zweet Schwierigkeet, déi an den Hänn vun der Regierung läit, dat ass duerfir ze suergen, datt d'Regëstere vum État civil fiabel a stabil bliwen. Dat ass liicht gesot, mä vläicht méi schwéier gemaach, speziell wann esou Ännerungen kommen a speziell wann et eng relativ laang Iwwergangszeit gëtt. Dat wäert zu en etlechen Diskussiounen a praktesche Problemer féieren, an déi si jo och scho virdu vu menge Virriednerinnen a Virriedner an der Debatt hei ugefouert ginn.

Déi drëtt Schwierigkeet war déi vun der Iwwergangsperiod a vun der Dauer, déi mer do solle virgesinn. Ech mengen, datt déi Léisungen, déi an der Commission juridique zrëckbehalen gi sinn, fir déi Problemer unzegoen, fir och ze soen, datt d'Regierung misst dëst oder déi Initiativen huelen, de Fait selwer, datt mer wëllen eng Brochure d'information erausginn, positiv si fir justement déi nei Gesetzgebung méi biergerno ze maachen a méi positiv Resultater an der Populatioun duerchzekréien, fir datt et méi kloer ass, wat gewollt ass a wéi et soll realiséiert ginn.

Ech wëll nach eng kéier Merci soen dem Här Laurent Mosar als

Rapporteur an der Madame Lydie Err fir hir excellent mëndlech a schrëftlech Berichter. Dat gesot zum Projet de loi, wou mer also als ADR onsen Accord wëlle ginn, heescht et awer net elo bei de Reformen, bei de gesellschaftspolitesche Reforme stoe bleiwen. An duerfir hu mer och déi Motioun ënnerschriwwen, wou opgefuerdert gëtt, déi onsënneg Diskriminéierung zwëschent den Enfants légitimes an den Enfants naturels opzehiewen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eng aner Reform, déi ons wichtig schéngt, an déi mir perséinlech och wichtig schéngt, dat ass déi vun der Autorité parentale. Ech hunn an deem Sënn, grad ewéi den Här Laurent Mosar och, eng Proposition de loi déposiert, wou ech also och frou wier, wann d'Regierung géing dozou Stellung huelen, well och do muss een ëmdenken. Et gëtt ëmmer méi wichtig, dat déi zwee Elteren, souguer wa se sech trennen, sech awer nach responsabel spiere vis-à-vis vun hire Kanner. Dat ass oft de Fall, mä et ass awer och oft net de Fall. An do geet et drëm, fir déi Richter, déi Flichte vun den Elteren nei ze definéieren am Intérêt vun de Kanner a fir deen Ablack och gesellschaftspolitesch déi zwee Elterendeeler méi laang an d'Responsabilitéit ze huelen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden. Här Minister!

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Damen an Dir Hären Deputéierten, d'Regierung ass frou, dat dësse Projet de loi, deen ech am Joer 2001 als Justizminister vun där viregter Regierung an deem Parlament abruecht hunn, haut hei zur Ofstëmmung kënnt. Et ass virdru vun deem engen oder deem anere gesot ginn, dat dee Projet opgrond vun Avisë vum Statsrot a vun der Chamber ofgeännert ginn ass. Dat ass richtig. Dat ass normal.

Mä et ass ee wesentleche Punkt, d'Grondiddi vun dësem Projet de loi, net geännert ginn, an dat ass deen eenzegen op deen d'Regierung gehalen huet, an dat ass

deen, dat d'Kanner an Zukunft kënnen den Numm vum Papp oder vun der Mamm kréien. Iwwert déi aner Modalitéiten, do kann ee selbstverständlech ënnerschiddlecher Meenung sinn. D'Regierung ka ganz gutt mat deem Text liewen, wéi en herno erauskomm ass.

Wesentlech, mengen ech, ass, dat mer hei d'Zivilrecht adaptéieren u Grondprinzipien, déi mer an eiser Gesellschaft hunn, an dat ass nottament dee vun der Gläichheet vu Mann a Fra. Duerfir hu mer dësse Projet 2001 abruecht a mir si frou, wéi gesot, dat hie véier, fënnf Joer duerno, wat eng laang Zäit ass fir d'parlamentaresch Prozedur, hei awer zur Ofstëmmung kënnt.

D'Regierung hat an hirem initialen Text net – an dat ass vläicht en Ënnerscheid mat deem Text, deen haut ofgestëmmt gëtt – d'Méiglechkeet vum zesummegeatenen Numm agebaut. Net aus prinzipielle Grënn, mä virun allem aus administrativen an informatesche Grënn, a mir hoffen, dat déi, déi elo an der Exekutioun vun deem Gesetz zoustänneg sinn, net um politesche Plang, et och fäerdeg bréngen, déi laang Nimm, déi dat le cas échéant gëtt, op Kreditkaarten, op d'Carte-d'identitéen, op d'Kaarte vun der Sécurité sociale, op d'Formulaire vun den eenzelne Verwaltungen dropze kréien.

Dat war an der Vergaangenheet bei Leit, déi e laangen Numm haten, nottament bei portugisesche Matbierger, wa se composiert Nimm haten, e ganz grouesse Problem. D'Regierung huet ëmmer erëm op dee Problem higewisen. D'Chamber huet sech och fir de composierten Numm ausgeschwat. Wéi gesot, mir si prinzipiell domat d'accord. Ech hoffe just, dat d'Informatiker an déi, déi Formulaire maachen, och do richtig Solutiounen fannen.

Et ass fir eis selbstverständlech, dat mer den Innenminister bidden, eng Circulaire un d'Officiers d'état civil ze maachen. Ech mengen, dat dat e Complément gëtt zu eiser genereller Circulaire iwwert den État civil, well et ass ganz kloer, dat hei eng gréisser Ëmännerung an och vill Aarbecht – besonnesch och an där Iwwergankphas – op d'Gemengen zoukënnt, déi dat doten ëmsetze mussen. Mä mir sinn dovunner iwwerzeegt, vu d'Quali-

téit an d'Erfahrung vun deene Leit, dat déi dat awer uerdentlech iwwert d'Bühn kréien.

Mat där Motioun, déi hei abruecht ginn ass, ass d'Regierung selbstverständlech d'accord. An ech wëll hei eppes soen, an zwar dat ech e bëssen erstaunt sinn, dat keen dat ervirgehuewen huet, nämlech dat iwwert d'Autorité parentale conjointe.

Ech wëll Iech drop hiweisen, dat déi viregt Regierung e Projet de loi erabruecht huet iwwert den Divorce, deen ech als Justizminister vun där viregter Regierung erabruecht hunn, an do hu mer déi Autorité parentale conjointe proposéiert. An duerfir, wann Dir en Appel u mech riicht, da soen ech Iech, ech wär frou, wann an deenen nächste Méint dee Projet de loi endlech heibanne géif gestëmmt ginn, well do ass dat dran. Pour le reste sinn ech mat där Motioun integral d'accord.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister Frieden. D'Wuert huet d'Madame Familljeminister, d'Madame Marie-Josée Jacobs. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, ech si frou, haut a menger duebeler Qualitéit kënnen ze schwätzen.

Wann Dir mech uriet als Familljeministerin, da sinn ech virun allem frou, fir all deene Leit hei kënne Satisfaktioun ze ginn, déi eben net d'Chance haten, fir Kanner ze kréien, an déi bis elo och deene Kanner keen Numm konnte ginn – et ass vun deene verschiddene Riednerinnen a Riedner drop opmierksam gemaach ginn, wéi schwéier dat dat fir verschidde Familljen ebe war, well se hirem Kand, wat dout gebueren ass, keen Numm konnte ginn –, dass si also och elo déi Méiglechkeet kréien, dat dat Kand kann an d'Familljebuch ageschriwwen ginn an alles wat eben do derzou gehéiert. Dat zu deem Volet vun der Familljeministerin.

Ech sinn awer op där anerer Säit als Egalitéitsministerin vill méi frou, dann emol endlech no laange Joren an no ville penible Momenter, déi ee muss erliewen, wann ee vir an der Kommissioun zu New York

souz, fir deenen ze erklären, dat mir géingen zéng oder zwielef Joer Zäit brauchen, fir e Gesetz ze maachen, an ëmmer erëm gesot hunn, zu Lëtzebuerg ass all Mënsch wierklech de bonne composition a jiddferen wëllt dat eigentlech, an déi Kéier duerno – dräi, véier Joer duerno – stoung ech erëm do an ech hunn nach erkläert, mir sinn eigentlech nach ëmmer där Meenung, dat mer dat misste maachen a mir wäerten dat och maachen, weinstens kann ech elo dës Kéier dohinner goen – dat wäert normalerweis d'nächst Joer sinn – a soen, dee Problem hätte mer aus der Welt. Duerfir soll een ni verzeifelen, a vläicht ass jo d'Chrëschtzäit schéi fir dann och esou Kadoen ze kréien.

De Kado wier ëmsou méi schéin, wa mer och nach kënnen effektiv d'Reserv ophiewe wat d'Trounfolleg ubelaangt, well de Grand-Duc Jean och domadder d'accord war, fir dat ze änneren, an elo de Grand-Duc Henri domadder d'accord ass, fir dat ze maachen. Ech vertrauen och dem President vun der Constitutiounskommissioun, dat mer och do e Wee fannen, fir eis och deem kënnen unzepassen.

Wa mer gesinn, dat esou traditionell Monarchien, wéi déi a Japan, wéi déi a Spuenien op de Wee gi fir dat ze änneren, da mengen ech, wier och näischt verbrach, wa mer eis als Lëtzebuerger och géinge mat op deen Zuch do dropsetzen.

Da wiere mer selbstverständlech och frou, wann de Statsrot säi fënneften oder sechsten Avis géif ginn iwwert den Artikel 11, wou dann d'Egalitéit zwësche Männer a Fraen an d'Constitutioun kënnt ageschriwwen ginn, a wou ech dann effektiv mat deene Leit alleguerten, déi eppes domat ze dinn hunn a sech während laange Joren domadder geplot hunn, och Satisfaktioun kënnt heifir ginn, an eben op New York deene bei der UNO melde kënnt, dat mer net méi zu deene réckstännege Länner gehéieren, mä dat mer eis och do endlech conforméiert hunn. An duerfir géing ech och wëllen deene Leit all Merci soen, déi dozou bäigedroen hunn an déi a laange Joren ëmmer erëm do mat gehollef hu streiden.

Wann een héiert, dat d'Lydie Err ewell virun zwielef Joer déi Proposition de loi gemaach huet, wa mer

gesinn, dat nach e Regierungstext vun 2001 bis haut gedauert huet, da gesäit een, dat dat awer alles ganz laang Weeër sinn, déi hu misse gemaach ginn. Duerfir géing ech och wëllen der Madame Err Merci soen, och fir hire mëndleche Rapport, dee si gemaach huet zu hirer Proposition de loi, a selbstverständlech och dem Här Mosar zu deenen Ausféierungen, déi hie gemaach huet, an awer och all deenen aneren, dem Conseil d'État, jiddferengem, dee säint dozou bäigedroen huet, dat mer dat dann elo op deene richtege Schinnen hunn an och hoffen, dat eis État-civilen domadder dann och wäerten...

M. le Président. - Entschëllegt, Madame Ministerin, den Här Gira seet, hie géif näischt verstoen. Et ass verständlech, wann heibanen op alle Bänken iwwerall...

(Brouhaha général)

Si sollen der Madame Ministesch elo nolauschteren, dat den Här Gira och eppes versteet.

(Interruptions et hilarité)

Une voix. - Den Här Gira huet säin Ouerapparat haut net un.

M. le Président. - Madame Jacobs!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Dobäi ginn ech nach dovun aus, dat weinstens den Här Gira nach d'Maarnecher versteet, deen héiert vläicht net bis an den Eck, mä awer e versteet et weinstens.

(Interruptions)

Dofir géing ech och wëllen ofschléissen an och déi Recommandatioun mat op de Wee ginn, dat mer an deem nächste Guide iwwert d'Féminisation des noms et des titres, dee mer erausginn, dann och derbäischreiwen, iwwer wat fir eng Form dat dat do geschitt ass. Souwäit wéi ech dat héieren a gesot kritt hunn, hu mer eis inspiréiert am Larousse, mä awer och an där Schwäizer Aart a Weis, wéi geschriwwen gëtt, sou dat déi Leit, déi an deem Grupp do dra waren, haaptsächlech probéiert hunn, dat et vläicht net ze vill sollt ausgesi fir de Leit zur Hilaritéit ze verhëllefen, mä ech kënnt mer awer virstellen, dat mer e Wee

Chamber TV



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

géife fannen, fir dat och méi ze preziséieren.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci an ech ka mä Chrëschtkado also elo ënnert de Chrëschtbeemche siche goen.

Merci.

■ **M. le Président.**- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

(Interruption)

Ah pardon, den Här Braz freet d'Wuert nach.

■ **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*).- Just ganz kuerz. Den Här Frieden huet de Projet de loi vun der Coparentalité rappeléiert. Déi Motioun, déi mir maachen, déi geet jo iwwert dat eraus, well dee Projet betrëfft nëmmen d'Feld vum Divorce an eis Initiativ an der Kommissioun soll jo all d'Kanner englobéieren, dofir ass dee Verweis op Äert Gesetz nëmmen eng onkomplett Äntwert op eis Motioun. Si ass also domadder net sans objet.

■ **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*.- Ech hu gesot, ech wär mat där ganzer Motioun d'accord.

■ **M. le Président.**- Ass et gekläert?

(Assentiment)

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4843 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Shank, Marc Spautz (par Mme Marie-Josée Frank), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun, déi den honorabelen Här Mosar erabruecht huet. Kënne mer iwwert déi Motioun par main levée ofstëmmen?

■ **Plusieurs voix.**- Jo.

■ **M. le Président.**- Wie fir déi Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, d'Motioun 1 ass à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwé si bis elo: den Här Grethen, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

2. 5398 – Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Lucien Thiel** (*CSV*), *rapporteur*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, säit der viregter Regierung ass d'Affektatioun vun den Iwwerschëss aus de Konten zur Regel ginn. Do ass eng Traditioun begrënnt ginn, déi scho bal zur Routine ginn ass, déi awer haut riskéiert zu engem historesche Moment ze ginn.

Firwat? Mä ganz einfach, well et vläicht haut fir laang Zäit fir d'lescht ass – hoffentlech net fir laang Zäit –, dat mer nach esou Iwwerschëss kënnen affektéieren. Also deen historesche Moment, deen ergëtt sech ganz einfach aus engem luesen Ofruitsche vun den Iwwerschëss an e Lach, an en Defizit.

■ **Une voix.**- Geet et elo besser?

(Interruption)

■ **M. Lucien Thiel** (*CSV*), *rapporteur*.- Nom Sege vun 1999 hate mer nach en dräistelligen Iwwerschoss, 2000 hate mer och nach en dräistelligen Iwwerschoss, 2001 hate mer nach en dräistelligen Iwwerschoss, mä du koumen déi éischt Wolleken. 2002 war en nëmme méi zweestelleg, 59 Milliounen – dat waren natierlech déi béis Banken, déi hunn op eemol nëmme 680 Milliounen Steiere bezuelt amplaz 920 dat Joer virdrun –, an 2003 sinn et 79 Milliounen. Wéi et weidergeet, wësst Der. Dir hutt jo gëschter e Budget gestëmmt.

■ **Une voix.**- Neen, neen!

■ **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Mir net, Dir hutt e gestëmmt!

■ **M. Lucien Thiel** (*CSV*), *rapporteur*.- Dir hutt en net gestëmmt, bon. Dir wësst awer wéi et weidergeet.

■ **M. le Président.**- Deen ass ofgestëmmt ginn, huet den Här Thiel gemengt.

■ **M. Lucien Thiel** (*CSV*), *rapporteur*.- Ech huelen un, dat Dir en connaissance de cause gestëmmt hutt. 2004 hu mer e Lach vun 154 Milliounen, 2005 eent vun 107 Milliounen, an 2006, wann et sech da sollt esou erweisen, wéi de Budgetsminister et geplangt huet, da wären et 300 Milliounen. Ech wär frou, wann et keen historesche Moment haut géif ginn. Mä wéi gesot, dat kënnen mir net eleng hei décidéieren.

Wou si mer elo? Majo, ganz einfach, mir haten, oder Dir hat – well ech war deemools net dobäi – e Budget votéiert fir 2003, wou fir d'éischt en Iwwerschoss vu 542 Milliounen virgesi war, an duerno ass deen e bësse geschmolz, well de Service vum Ombudsmann nodréiglech dragesat ginn ass, do ware mer op 400 Milliounen ongeféier. Den definitive Budget war

awer du schonn e bësse méi kleng ginn, deen huet bal keng Hoffnunge méi op en Iwwerschoss gemaach, a finalement ass et awer esou, dat d'Konten et erweisen, dat en Iwwerschoss vun 79 Milliounen do ass.

Wou deen hierkënnt: Dir hutt dee Budget verfollegt, Dir hutt e gestëmmt gehat; ech mengen, ech brauch weider net op d'Detailer anzegoen. Et gesäit ee just, wann ee kuckt, wou de Plus a wou de Minus komm ass, dat et ëmmer nach ganz schwéier ass, d'Recettë wierklech prezis ze schätzen. Mä dat ass näisch Neies. Ech mengen, eise Budgetsminister kann eis och do e Liddchen dovun sangen. Et ass net virauszesoen, genee virauszesoen, wéi d'Recettë sech entwéckelen.

Also, wéi gesot, ënnert dem Stréch hu mer 79 Milliounen, ganz genau hu mer 79.330.493,57 Euro. Do huele mer dann d'Mënz ewech an déi gëtt an d'Keess geluecht. D'Mënz, dat sinn 330.493,57 Euro. Dat ass e bëssen de Fond de caisse, dat heescht an eisem Langage: Report de solde des recettes et des dépenses courantes et en capital. Bleiwen dann 79 Milliounen Euro genau. An déi ginn traditionsgeméis erëm eng Kéier an d'Fongen iwwerweisen, an d'Investitiounsfongen, déi mer jo och als Annex vum Budget hunn an déi souguer no Bréisseler Liesaart musse mat an d'Rechnung geholl ginn.

Elo huet een d'Méiglechkeet dat op méi Fongen ze verdeelen, an de Statsrot huet och drop higewisen, dat fréier do eng méi breet Verdeelung gemaach ginn ass, dat virun allem déi Fonge mat engem soziale Charakter Preferenz haten. Dës Kéier ass et esou, dat et net allze vill ass – 79 Milliounen sinn net allze vill –, an duerfir ass gemengt ginn, et soll een déi prioritär nëmmen op zwee Fonge verdeelen. Vun deenen zwee Fongen ass een de Fonds pour l'Emploi, wou een einfach muss duerfir suergen, dat en ëmmer genuch Ressourcen huet, fir de Chômage ofzedecken. Dir wësst, dat deen net zrëckgaangen ass. Duerfir géif dann een Deel an de Fonds pour l'Emploi goen, an deen aneren Deel an de Fong fir d'öffentlech Schold.

Firwat an de Fong fir d'öffentlech Schold? Mä d'öffentlech Schold huet nach e Rescht aus der Vergaangenheet, an dat sinn déi Engagementer, déi de Stat iwwert d'OLUXen agaangen ass. Dat war nach alles a Lëtzebuerger Frangen, an déi zwou lescht Tranchen dovunner, déi solle gedillegt ginn, an dofir bräicht den Trésor déi Suen, fir déi Schold dann definitiv ze dillegen.

Voilà, mir sinn also an der Situation elo, déi zwee Fongen zousätzlech ze dotéieren, wéi gesot, leider vläicht fir laang Zäit fir d'lescht, mä vu dat déi Affektatioun enger Nécessitéit entsprécht, vu dat se gutt verwennt wäert ginn, kann ech nëmmen deem Haus hei recommandéieren, dee Projet ze stëmmen.

Ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun, an ech kombinéieren dat mat der Hoffnung, dat mer iergendwann eng Kéier et erlieden, dat mer nach eng Kéier erëm Affektatiounen hei kënnen maachen. Här Budgetsminister, Dir hëlleft eis jo do derbäi.

Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. le Président.**- Merci, Här Thiel. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Henri Grethen** (*DP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten eng laang Diskussioun bei eis an der Fraktioun, wien zu dësem Projet soll schwätzen. An et ass duerno gemengt ginn, dass e fréiere Regierungsmitglied soll Stellung huelen zu deenen Altlasten, déi déi viregt Regierung dëser Chamber hannerléisst.

(Hilarité)

Dir verstitt, Här President – de Rapporteur, deem ech wëll fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren, huet vun engem historesche Moment geschwat –, dass ech dësen historesche Moment nach eng Kéier wëll op der Chambertribün genéissen, well zwëschen 1999 an 2004, wou meng Partei mat der Chrëschtlech-sozialer Vollekspartei an enger Koalitioun war, hu sämtlech Budgete mat engem Iwwerschoss ofgeschloss, an och an deene fënnef Joer huet keen eenzegen Emprunt brauchen opgeholl ze ginn.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Henri Grethen** (*DP*).- A mir haten eis virgeholl, Här President, wéi mer an déi Regierung eragaange si mat eisem deemolege Koalitionspartner, dass mer souwuel d'Recettë wéi d'Dépense méi virsichteg géifen aschätzen, wéi dat an deene Jore virdu war, dass mer géife versichen, esou no wéi méiglech bei d'Endresultat vun de Konten ze kommen. Ech mengen, dass eis dat am Laf vun de Joren ëmmer besser gelongen ass.

(Interruption)

Mir waren, Här President, och ëmmer ganz virsiichteg. Mir waren eng Kéier an engem grenzelosen Optimismus, wéi mer all deene gegleeft haten, déi gesot hunn: „The sky is the limit“, wou mer gemengt hunn, dass d'Beem géifen an den Himmel wuessen. Do hate mer Wirtschaftsprogressiounen, Progressiounen vun eisem Produit intérieur brut virgesinn, déi sech herno net realiséiert hunn. Duerno si mer awer méi virsiichteg ginn, an ech ka mech nach erënneren, wéi verschidden Oppositounssprecher fir de Budget 2003 hei den Däiwel un d'Mauer gemoolt hunn a gesot hunn, dass dat niddregt Wirtschaftswuesstum, wat mir ageschätzt hate fir d'Opstellung vum Budget, net géif anrieden, mä dass et nach drënner wier.

Ech sinn duerfir frou, dass déi Previsiounen, op deene mer dee Budget opgebaut haten, wäit iwwertraff gi sinn, an dass d'Joer 2003 ënner schwieriegsten Émstänn mat engem Wirtschaftswuesstum vun 2,9% ofgeschloss huet.

Dir verstitt also, Här President, meng Satisfaktioun, fir kënnen hei Stellung ze huelen zu deenen Zuelen.

Gläichzäiteg stellt sech awer eng Fro, déi de Rapporteur och opgeworf huet: Ass déi Affektatioun elo an déi zwee Fonge richteg oder net? Ech si mat där Affektatioun d'accord, engersäits fir de Fonds pour l'Emploi an op där anerer Säit, fir och eis Scholden zrëckzebezuelen.

Mä op där anerer Säit, wann ech dat gewosst hätt viru Wochen, wat ech zënter de Moie weess, wou den Transportminister eis an der Transportkommissioun Undeitunge gemaach huet, wat déi Eisebunnstripartite kascht, wann ech do héieren, dass eleng seng Iddien, fir eng Rei Immobilié vum der Eisebunn ofzekafen an an de Fonds du rail ze iwwerféieren, 120 Milliounen Euro minimum kascht; wann ech héieren, dass mer och nach sollen do a Material investéieren, wat scho kaaft ass, mä wat soll bezuelt ginn – Ordre de grandeur 30 Milliounen Euro -; a wann ech mer dann nach Gedanke maachen iwwert déi Méiglechkeeten, déi een der Eisebunn muss ginn, fir déi Méillaaschten ze droen, déi aus dem Ënnerscheed zwëschent deenen zukünftege Léin an deenen ale

Léin wäerten entstoën, da kann een domat rechnen, dass dat awer d'Grenz vun den 200 Milliounen iwwert déi nächst dräi Joer verdeelt wäit wäert iwwerschreiden.

A wann een dat weess, dann hätt ee sech eigentlech misse d'Fro stellen – mä well mer déi Affektatioun elo esou décidéiert hunn, stinn ech dozou –, ob et net besser gewiescht wär, déi Suen elo alleguer ze halen, fir se an d'Richtung vun de Resultater vun der Eisebunnstripartite unzeleeën, iwwert déi mer d'nächst Woch wäerte schwätzen. Wann et zu engem Ofschloss kënnt, wäerte mer jo dann och Zuelen heihinner kréien.

Well, de Minister Frieden huet gëschter, Här President, hei zu Recht ënnerstrach, dass déi viregt Koalitioun zwëschen 1999 an 2004 um Ofschloss vun hirer Mandatsperiod méi Suen an der Keess gelooss huet, wéi se der virfonnt hat, da fäerten ech, dass bei all deene Saachen, déi do op eis duerkommen, d'Keesen awer definitiv wäerten eidel sinn. Ech fäerten, Här President, dass et fir d'lescht fir laang Jore war, dass mer iwwer Iwwerschëss diskutéieren hei an der Chamber. Ech sinn awer iwwerzeegt, wann eng Kéier erëm d'Demokratesch Partei an d'Regierung kënnt,...

(Interruptions et hilarité)

...da wäerten och erëm Iwwerschëss an de Keese sinn.

Meng Partei, op alle Fall, Här President, wäert dëse Projet, deen zu eisen...

(Interruptions et hilarité)

Här President, am Intérêt vum Land wier et, well et wier esou séier wéi méiglech, léiwer haut wéi muer!

(Hilarité)

Mä awer, Här President, mir wäerten zu dësen Altlasten also mat ganz vill Satisfaktioun eis Zoustëmmung ginn.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. le Président.**- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot** (*LSAP*).- Här President, ech muss soen, ech bewonneren den Här Grethen...

(Hilarité)

...a sengem iwwerscheimenden Optimismus iwwert d'Gestioun vun där viregter Regierung.

■ **Une voix.**- Dat misst een nommaachen!

■ **M. le Président.**- Oh, si kommen nach duerhin.

■ **M. Ben Fayot** (*LSAP*).- Deen Optimismus ass ëmsou manner berechtigt, well wann een dee Corrigendum kuckt, dee mer zu dem Budgetsrapport dës Kéier iwwerreicht kritt hunn, da gesäit ee ganz kloer, dass 2003 de Budget no de Maastricht-Kritäre vun der Administration centrale ëm 1,7% am Defizit war. Also minus 1,7% am Joer 2003, esou dass et also, wann een d'siwent Aktualisatioun vum Pacte de stabilität kuckt, keng Ursaach gëtt, fir haut réckwierkend Hurra-Geschrei auszedrécken. Ech mengen, dat ass ee Punkt, deen ee soll am Kapp behalen.

Ech mengen och, dass et ganz kloer deemools 2003 ginn ass, dass déi Regierung probéiert huet, mat alle Mëttelen iwwert d'Distanz ze kommen, dass se mat alle Mëttele probéiert huet, déi Steierreckstänn, déi nach ausstoungen, anzedreiwen, fir hire Budget an den Equilibre ze bréngen, dee schlussendlech een Defizit war. An dofir mengen ech och, elo emol ofgesi vun där Affektatioun vun dësem Kont vun 2003, mat där mir d'accord sinn, dass ee vis-à-vis vun deem Kont vun 2003 äusserst kritesch muss sinn.

Ech muss och soen, dass ech perséinlech, wat déi Manéier wéi mer mat deene Saachen ëmginn hei betrëfft, net zefridde sinn. Dat dauert oft a mengen Aen ze vill laang, well mer dee Kont vun 2003 elo am Dezember 2005 kréien. Ech menge mir sollte probéieren, dat och méi schnell ze maachen.

Wéi gesot, mir sinn d'accord mat där Affektatioun, dofir stëmme mer dat hei och. Mir sinn natierlech net d'accord mat deem Budget vun 2003, a wa mä Kolleeg John Castegnaro zu deem Kont vun 2003 schwätzt, wäert hien och nach eng Partie Saachen dozou ze soen hunn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Fayot. Nächste Riedner ass den honorabelen Hâr Bausch. Hâr Bausch, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. François Bausch** (*DÉI GRÉNG*). - Hâr President, ech wëll mech net an dee Klengkrich, deem elo ausgebrach ass tëschent de gudden oder manner gudde Gestionnairë vun de Statsfinanzen, amëschen, ech wëll just soen, dass eis Fraktioun – wat iwwregens och net ëmmer de Fall ass – dës Kéier awer d'accord ass mat der Affektatioun vun de Plus-valuen, well se effektiv un zwee Fonge ginn, wou mir mengen, dass et immens Sënn mécht, dass ee se drasetzt.

Engersäits, de Fonds de l'Emploi weinst dem sécherlech usteigende Chômage, dee prognostizéiert gëtt an Zukunft a wou da méi Geld gebraucht gëtt, an natierlech de Fonds des Dettes, dat natierlech och aus deene bekannten Ursachen, déi mer am Kader vun dëse Budgetsdebatten diskutéiert hunn.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Bausch. Leschte Riedner ass den Hâr Gibéryen. Hâr Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Merci, Hâr President. Och vun eiser Säit Merci un de Rapporteur, den Hâr Lucien Thiel, fir säi Rapport, deem hien hei gemaach huet. Et ass richtig, dass mer dës Kéier wäerte fir d'lescht fir eng länger Zäit hei d'Chance hunn, fir Plus-valuen ze verdeelen. Et war eng Traditioun hei am Parlament ginn, a well et esou eng Traditioun war a well och an där Traditioun Joren derbäi waren, wou d'Plus-valuë wierklech enorm grouss waren, huet et och politesch laang gedauert, bis een et fäerdeg bruecht huet, och finanzpolitesch richtig ëmzedenken, wat eiser Meinung no am Abléck net richtig geschitt ass.

Et ass eng Traditioun gewiescht, an duerfir ass et, wéi et gesot ginn ass, haut quasi en histoiresche Moment. Et kann ee feieren oder et kann een trauern. Ech mengen, dacks wann eppes fir d'lescht ass, da feiert een. Ech géif awer mengen, dass et éischer ubruecht wier, fir ze trauern, well een elo net méi ka Plus-valuë verdeelen, hei an där Héicht dës Kéier nach eng Kéier vun 79 Milliounen Euro, déi mer op déi zwee Konte vum Fonds de l'Emploi a vun der Dette publique verdeelen.

Ech menge wann hei gesot ginn ass, dass dat Plus-valuë vun 2003 sinn, esou muss mer eis awer bewosst sinn, dass d'Joer 2003, wa mer et elo géife reng wirtschaftlech kucken, warscheinlech oder méi wéi sécher en Defizit war. A wa mer konnte Plus-valuen 2003 maachen, dann eben doduerjer, dass mer nach Retarde konnte méi akasséieren, dass mer konnte wierklech vun eise Verwaltungen deen Exercice duerchzéien.

Et ass duerfir schued, dass mer an eiser Kontabilitéit net erausfannen, wat an eise Budgeten op wat fir ee Budgetexercice gehéiert. Mir buche wat erakënnt a wat erausgeet, mä mir buchen net aus wat fir engem Joer dass et erakënnt an aus wat fir engem Joer dass et eraus-

geet. Wann een dat hei gemaach hätt 2003 an et hätt ee wierklech och pro Exercice an enger duebeler Kontabilitéit festgehalten, vu wat fir engen Exercicen dass déi Sue komm wieren, dann hätt een och gesinn, dass een 2003 eleng vun deem Exercice en defizitären Exercice gemaach hätt.

Mir hu gëschter hei bei de Budgetsdebatten, zum Beispill, geschwat vun engem Betrib, deen 300 Milliounen TVA rembourséiert kritt. Dat ass sécherlech d'TVA, déi an deenen dote Jore bezuelt ginn ass, déi awer elo 2004 oder 2005 oder vläicht 2006 – mir hunn dat nach net esou ganz prezis gesot kritt – rembourséiert gëtt, mä déi awer an Exercicer encaisséiert ginn ass, déi am Fong net dû waren, déi elo rembourséiert ginn.

Also wann ee géif wierklech eng Kontabilitéit maachen, wou d'Recetten an d'Dépenses niewent dem Budget och nach eng Kéier géife pro Exercice opgefouert ginn, wat eiser Meinung no wichteg wier, da kéint een och niewent deem normale Kont, dee mer hei och herno stëmmen oder net stëmmen, gesinn, wéi da wierklech d'Resultat pro Exercice wier.

Dofir wiere mir Demandeur. Et ass och schonn an der Finanzkommission doriwwer geschwat ginn, dass ee sollt eis Verwaltungen à même setzen, fir och kënnen eng Kontabilitéit ze maachen, déi sech pro Exercice souwuel op der Recetten-wéi op der Dépensesäit beleeft.

Mir kënnen mat deenen Transferten averstane sinn, déi mer elo hei maachen op déi zwee Konten, wëssend, dass egal op wat fir eng Fonge mer se am Fong elo nach géife setzen, souwisou an zwee Joer d'Fongen, méi oder weiniger, opgeschafft sinn. Dat hei sinn och déi zwee Fongen, déi am Budget, dee mer gëschter gestëmmt hunn, souwisou am Defizit sinn, duerfir ass d'Affektatioun schonn eiser Meinung no och richtig, dass se op déi zwee Fonge gesat ginn.

Ech bréngen och domadder vun eiser Säit, Hâr President, d'Zoustëmmung.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Gibéryen. Dann huet den Hâr Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Hâr President, ech géing gären dem Rapporteur an der Finanzkommission Merci soen. Ech mengen, et ass zimlech alles gesot. Ech stelle fest, esou wéi ech dat och gëschter gemaach hunn, dass dat hei d'Resultat ass vun enger kontinuëierlecher virsichteger Finanzpolitik. Ech soen duerfir och gär dem honorabelen Hâr Grethen, dass een d'Ried, déi d'DP gëschter gehalen huet oder d'lescht Woch, an déi, déi en haut gehalen huet, muss zesummendinn. Well gëschter ass gesot ginn, fir d'Finanzpolitik wär just een zoustänneg, oder zwee, de Finanzminister an de Budgetsminister.

Ech mengen, dass ëmmer eng ganz Regierung – elo wéi deemools – fir d'Resultater zoustänneg ass, dass et ee Kapitän gëtt an där Matière, mä et muss een all Woch dat nämlech soen: Wann dat hei e gutt Resultat ass, dann ass et och d'Resultat vun där Finanzpolitik, déi mer gemaach hunn, esou wéi mer deemools schonn och op déi Schwierigkeeten higewisen hunn. An dat huet näischt mat politeschem Rollespill ze dinn.

Duerfir soen ech och de Kollegee vun der sozialistischer Fraktioun, dass eng Kontinuitéit an enger Politik, wéi déi vun de Finanzen, ass, an dass déi Problemer, déi mer 2003 opgezeechent hunn, effektiv an deem Stabilitéitsprogramm reflektéiert sinn, nämlech dass mer och 2003, trotz dësen Iwwerschëss an der nationaler Kontabilitéit, no Maastricht en Defizit hunn.

Firwat hu mer no Maastricht en Defizit? Dat muss een ëmmer erëm

erklären: Well mer pro Joer méi Suen ausginn, wéi mer an deemselwechte Joer erakréien. Well mer no Maastricht, wat d'Dépenses ubelaangt, och d'Dépenses vun de Fonge kucken. Déi Dépenses 2003, esou wéi 2006, kënnen mer nach largement aus de Reserve bezuelen, mä 2008/2009 wäert dat net méi goen. Duerfir ass d'Problematik 2003 am Fong déiselwecht wéi 2006.

Duerfir hoffen ech, dass och all déi Parteie kënnen souwuel de Kont wéi deen heite Projet, deen am Fong e Préalable ass fir de Kont kënnen richtig ofzeschlëssen, stëmmen. Et wär dann, dat politesch Kategoriesdenken géing et net erlabe fir eng Partei, déi deemools net an der Regierung war, d'Konten ze stëmmen. Dat ass héchstwahrscheinlech esou am parteipolitesche Spill, wou awer d'Bierger dobauss meeschtens Schwierigkeeten hunn, fir et ze verstoen. Ech mengen, an ech si frou, dass hei schéngen déi meescht dëse Projet de loi wëlle stëmmen, well hei geet et ëm d'Affektatioun un zwee Fongen.

Fir d'éischt de Fonds pour l'Emploi, dee ganz vill Dépenses huet. Ech hunn an eiser Budgetsried gesot, dass de Fonds pour l'Emploi eleng d'nächst Joer fir voll indemniséiert Chômeuren 140 Milliounen Euro muss ausginn. Duerfir muss ee selbstverständlech och an deenen Diskussiounen, déi mer an deenen nächste Méint féieren, och iwwert d'Ausgabe vun deem Fong kucken – an dat op eng sozial gerecht Aart a Weis – an d'Effikassitéit vun all eenzel Ausgab iwwerpräifen. D'Regierung ass bereet a gewëllt dat ze maachen.

Zum Fonds de la Dette publique géing ech soen, dass ee muss wëssen, dass gëschter hei gesot ginn ass – ech mengen, et war vum Vertrieeder vum ADR –, et wär ganz schlëmm, dass d'nächst Joer de Fonds de la Dette géing an den negative Beräich kommen.

Ech hunn dat de Moien iwwerpräift. Mir sinn dat eenzegt Land an Europa, dat dank eiser virsichteger Finanzpolitik iwwerhaupt e Fonds de la Dette huet! An an deem Sënn ass et normal, dass ee fir d'éischt emol kuckt, dass mer dee Fong, dee mer op d'Säit gesat hunn, fir wa mer an engem Joer méi Ausgaben hunn, fir d'Schold zréckbezuelen, dotéieren, fir dass mer keng esou Ki an den Ausgabe bei der Budgetspolitik kréien.

Duerfir mengen ech, war et gutt, dass mer dee Fonds de la Dette gemaach hunn. Dat wat en d'nächst Joer uweist, ass einfach déi Situation, déi all d'Länner an Europa an an der Welt hunn, nämlech wann ee kee Fonds de la Dette méi huet – wat déi normal Situation ass an deenen anere 24 Länner –, da muss een déi Schold dee Moment duerch den normale Budget rembourséieren, an dat mécht een entweder andeem een déi Suen aus deem Budget hëlt, et hëlt een nei Schold op oder et refinanzéiert een déi.

Mä de Fonds de la Dette, dee mer constituéiert hunn, dee mer hei nach eng Kéier dotéieren, dat war am Fong eng exzeptionell Situation. Mir kommen also vum nächste Joer un an eng méi normal Situation, wéi déi aner Länner, déi iwwerhaupt kee Fonds de la Dette hunn.

Ech mengen et war gutt, dass mer dee viru Jore gemaach hunn. Wa mer nach eng Kéier Plus-valuë kréien, da solle mer déi och erëm an dee Fonds de la Dette ginn, an duerfir hu mer dat och 2003 gemaach. Et war déi richtig Politik, a wéi gesot, ech hoffen a sinn och dovun iwwerzeegt, dass mer an enger Rei vu Joren, wa mer déi strukturell an och déi konjunkturell Pro-

blemer geléist hunn, dann och vläicht erëm eng Kéier Iwwerschëss kréien – Iwwerschëss, wat am Fong méi ass wéi dat, wat mer eis erwaart hunn eranzekréien – an dass mer dann och erëm kënnen fir esou Situatiounen esou Fongen extra dotéieren.

Mir sinn op jidde Fall der Meinung, dass hei eng richtig Affektatioun gemaach gëtt, an ech si frou ze gesinn, dass d'Chamber dat large-mment deelt. Dat ass d'Resultat, wéi gesot, vun enger virsichteger an och zukunftsorientierter Budgets-a Finanzpolitik.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5398 ass eestëm-meg ugehall mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dass ass de Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwen sinn: den Hâr Castegnaro, den Hâr Bausch an den Hâr Mehlen. Den Hâr Clement als Rapporteur huet d'Wuert.

(Interruptions)

Madame Flesch, si hu mir lech hei net signaléiert gehat, mä Dir hutt selbstverständlech d'Wuert als Rapporteur.

■ **Mme Colette Flesch** (*DP*). - Jo, Hâr President, ech hätt gären dem Hâr Clement d'Wuert iwwerlooss.

■ **M. le Président.** - Madame Flesch, d'Kommission huet lech als Rapporteur genannt, maacht elo de Rapport, wann ech gelift.

3. 5350 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

■ **Mme Colette Flesch** (*DP*), *rapporteuse*. - Merci villmoos, Hâr President, a Merci der Kommission, dass si mer d'Éier gemaach huet, mech als Rapporteur ze be-zeechnen.

Hâr President, dës Chamber diskutéiert ëmmer d'Kont mat engem, zwee, dräi Joer Retard. Et ass awer net oninteressant ze kucken, wat geschitt ass. Ech wëll net op all déi Chifferen agoen, déi an alle schréffleche Rapporten, sief dat de Rapport général vun der Cour des Comptes, sief et den Avis vum Conseil d'État, sief et de Rapport vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, stinn. Ech mengen, et bréngt näischt, wann een hei an engem mëndleche Rapport ëmmer nach d'Chifferen nennt, déi am Fong jidderee kennt.

Ech wëllt vläicht awer drop hiweisen, dass d'Estimatiounen vun den Dépenses am Budget 2003 am Kont ëm 2,1% dépasséiert sinn an d'Estimatioun vun de Recetten ëm 3,4%; dass e bësse besser wéi 2002 – 2002 waren déi Chifferen 2,4% fir d'Dépenses an 3,7% fir d'Recetten. Och do géing ech soen, dass si warscheinlech Zäiten, déi mer an Zukunft net wäerten, nottamment bei de Recetten, an deem Mooss weiderhin erliewen.

Bei dësem Kont hu souwuel de Conseil d'État wéi och d'Commission parlementaire erëm eng Kéier drop higewisen – an ech mengen, dass ass e Wonsch, deen ëmmer erëm vun deenen zwou Instanzen virbruecht gëtt –, dass ee kéint erwaarden, dass dës Simulations budgétaires méi no un der Realitéit wäeren, wéi dat en définitive sech an de Konten ausdréckt. Duerfir den Appel, souwuel vum Conseil d'État wéi vun der parlamentarescher Kommission, un d'Regierung, dass en Effort soll gemaach ginn, fir d'Previsiounen, souwuel vun de Recettë wéi vun den Dépenses, bei de Budgete méi no un der Realitéit ze halen.

Perséinlech elo, Hâr President, net als Rapporteur, mä a mengem ganz perséinlechen Numm, géing ech drop hiweisen, dass et mir schéngt fir de Budget 2006, deen Appel un d'Vériditéit des chiffres, dee souwuel de Conseil d'État wéi och d'parlamentaresch Kommission bei de Konten 2003 erëm eng Kéier prononciéiert huet, dass dee Match schlecht ugesat schéngt ze sinn, compte tenu vun deenen Debatten, déi mer gëschter hei iwwert de Budget 2006 ofgeschloss hunn.

En effet huet d'Majoritéit – vum Premierminister iwwert de Finanzminister iwwert de President vun der CSV-Fraktioun iwwert de Budgets-rapporteur – ons gebieden, wat mer net gemaach hunn, e virtuelle Budget ze stëmmen, wou ons vu virera gesot gëtt: An der Exekutioun gëtt eppes anescht gemaach. Also den Appel un d'Vériditéit schéngt mer fir 2006 net gehéiert ginn ze sinn.

Dat, Hâr President, ass eng ganz perséinlech Remarque vu mir a mengem perséinlechen Numm an net als Rapporteur, mä ech konnt mech net enthalten, se ze maachen, vu d'Évenementer vun de leschten Deeg.

■ **M. le Président.** - Da kommt elo zum Projet zréck, Madame Flesch.

(Interruptions et hilarité)

■ **Une voix.** - Dir fänkt un e bës-sen nervös ze ginn.

■ **M. le Président.** - Neen, ech si guer net nervös.

Mme Colette Flesch (DP), rapportrice. - Ech kommen elo zum Projet zréck, Här President.

Här President, ech bréngen och duerno d'Positioun vun onser Fraktioun. Ech hunn also en duebelt Mandat, an déi Bemierkung, déi ech elo hei gemaach hunn, geet eleng op d'Kap vu menger Fraktioun.

Här President, elo zum Rapport an zu deenen Debatten, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn. Am Exercice budgétaire 2003 hunn d'Contrôleurs financiers 591 Refus de visa ausgesprach. Ech mengen, dat muss ee soen, dat ass eng Amélioratioun par rapport zum Joer virdrun. Am Joer virdru ware 744 Refus de visa.

Et schéngt mer also positiv, dass d'Ministère versichen, deene Remarqué vun der Cour des Comptes an och vun der Commission de l'exécution budgétaire hei am Parlement Rechnung ze droen an ze probéieren, sech esou ze organiséieren, datt se sech engem Refus de visa net exposéieren.

Wat awer vläicht am Joer 2003 méi inquiétant war, dat ass, dass vun 2002 op 2003 d'Refus de visa pour non-respect de la législation sur les marchés publics an d'Luucht gaange sinn, an zwar ganz kloer. Wann dat der 14,8% waren 2002, sinn et der am Joer 2003 21,2%. Also déi Zuel vu Refus de visa ass an d'Luucht gaangen, an ech mengen, de Respekt vun der Législation vun de Marchés publics ass awer esou eng wichteg Saach, dass een d'Administratioun soll dozou opruffen, sech deenen Texter ganz genee ze fügen.

Ech wëll awer hei direkt derbäisoen, dass den 1. September 2003 eng nei Législatioun a Kraaft komm ass iwwert d'Marchés publics, déi och de communautairen Definitioune Rechnung gedroen huet. Et kann ee sech also virstellen, dass déi Progressioun och kann eng Konsequenz vun der Tatsaach sinn, dass d'Verwaltung sech vis-à-vis vun enger neier Gesetzgebung fonnt hunn an am Fong nach keng Zäit haten, sech un déi nei Erausforderungen ze adaptéieren. Dat wäert also interessant sinn ze kucken, wat 2004 an 2005 geschitt ass, wa mer an engem Rythme de croisière sinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Wann een elo d'Dépensé méi genee kuckt, da gesäit een – wat och net nei ass –, dass d'Transferts de crédits an d'Dépassements de crédits non limitatifs bei dem Ministère des Travaux publics am ofstee virkommen. Dat ass weider net iwwerraschend, compte tenu vun der Envergure vum Budget vun deem Ministère, an anersäits vun der Gréisst vun de Projeten, déi dee Ministère muss gëreeieren.

D'Chamberskommissioun huet d'Hoffnung ausgedréckt, dass déi nei Prozeduren, déi mer ons ginn hunn an déi d'Regierung jo och ganz aktiv mat gefördert huet bei der Preparatioun vun de Projekte vu Grands travaux d'infrastructure, kënnen dozou féieren, dass déi Problemer, déi besonnesch beim Ministère des Travaux publics an der Vergaangenheet opgetruede sinn, an Zukunft net méi virkommen.

Här President, de Conseil d'État, d'Cour des Comptes an d'parlamentaresch Kommissioun hu sech dëst Joer mat e puer Problemer ofginn, déi an der Vergaangenheet net esou am Mëttelpunkt stoungen. Ech ginn also kuerz op déi an.

Fir d'alleréischte géng ech soen, dass de Contrôle intensifié vun der Cour des Comptes sech fir 2003 ganz besonnesch op déi Ausgaben dirigéiert huet, déi mat de Frais d'experts et d'études ze dinne hunn. Ech kommen duerno nach dorobber zréck.

Ech wëll och ee Wuert iwwert d'Comptables extraordinaires

soen. Dat ass jo och eng Debatt, déi ëmmer bei der Approbatioun vun de Konte gefouert gëtt. Et muss ee feststellen, dass d'Zuel vu Comptables extraordinaires erofgeet; dat ass eng gutt Saach. D'Kommissioun war awer der Meinung, dass se nach eng Kéier misst hir Demande renforcer à l'égard vun deene verschiddene Comptables, déi et nach gëtt, dass se hir Konten ouni gréisser Délaie virleeën.

Nun zu de Punkten, déi vläicht 2003 méi am Mëttelpunkt stoungen. De Conseil d'État huet d'Fro opgeworf, engersäits vun der Konformitéit vum Compte général mam Budget, an anersäits vun de Budgets pour ordre. Wat nun d'Concordance tëschent dem Budget an dem Compte général betrëfft, do muss ee feststellen, dass dat 2003 net ginn ass.

Dat ass jo bedauerlech, well an Applikatioun vum de Bestëmmunge vum Artikel 10 vum Gesetz vun 1999 iwwert de Budget missten d'Konten mam Budget identesch sinn. Or, dat ass 2003 net de Fall. Mä mir kruten awer dozou eng technesch Explikatioun. Et war eigentlech keen Ënnerschied an de Montanten, mä et war en Ënnerschied am Libellé vun de Budgetsartikelen.

D'Trésorerie de l'État huet och entre-temps déi néideg Korrektur virgeholl. Dat bréngt awer mat sech, Här Minister, dass, wann d'Gesetz iwwert d'Konten 2003 am Mémorial publizéiert gëtt, muss Suerg gedroe ginn, dass an deenen Tabellen, déi an den Annexé sinn, effektiv deene Korrektur vun der Trésorerie de l'État, déi op Wonsch vun der Cour des Comptes gemaach gi sinn, Rechnung gedroe gëtt. Dat heescht, dass déi Annexen net déi sinn, déi mir de Moment virleien hunn, mä dass et déi korrigéiert Annexé sinn, esou wéi et no Ofsprooch tëschent der Cour des Comptes an der Trésorerie de l'État geschitt ass.

Elo ass natierlech d'Fro gestallt ginn: Wéi kënnen mer virgoen, fir dass dat an der Zukunft net méi virkënn? Well et ass am Fong eng reng technesch Difficultéit, an et ass am Fong net néideg, dass ee sech domadder encombréiert. Ech mengen, do muss een, wéi d'Kommissioun et mécht, en Opruff un d'Regierung maachen, dass een an Zukunft absolut soll duerfir surgen, dass d'Fichieren openeen ofgestëmmt ginn. Dat heescht, dass dat, wat an de Fichiere beim Budget steet, sech duerno och an de Fichiere vun de Konten erëmfënnt. Well soss kënnt een op dee Genre Problemer, dee mer bei de Konten 2003 begéint hunn.

Zweet Bemierkung zu de Budgets pour ordre. Do missten och d'Recettes an d'Dépensé par définition déiselwech sinn. Or, dat ass an dese Konten net de Fall, esou wéi et an de Konte virdrun och net de Fall war. De Conseil d'État huet dorobberhi gesot: Mir gesinn an, dass sech do e praktesche Problem stellt. Entweder muss een d'Gesetz änneren oder et muss een eng Léisung fannen, fir deene Contrainten, déi am Gesetz ageschriwwen sinn, Rechnung ze droen.

Als Kommissioun, Här President, hu mir, éischstens, Akt dovun geholl, dass d'Trésorerie de l'État eng gewëssen Opération de nettoyage virgeholl huet, déi drop erausgeet, dass eng Partie vun de Problemer entre-temps geregelt sinn. Mir hunn och Akt dovun geholl, dass déi Diskordanz dorausere entsteet, well et an der Praxis net méiglech ass, d'Recettes, déi fir een Exercice virgesi sinn, an d'Dépensé wierklech virzehuelen. Entweder well d'Dépenses an de Versuch kommen, oder well d'Recettes – wann et sech ëm Recettes handelt, notament déi vun der Europäescher Unioun –, ebe méi spéit erakomm sinn. Si ginn zwar an de Budget ageschriwwen – loosse mer soen – fir d'Joer 2003, mä si kommen eréischt am Joer 2004 eran. Do

entsteet also an der Praxis eng Difficultéit.

Mir waren an der Kommissioun der Meinung, dass een net bräicht d'Gesetzgebung ze änneren, mä dass ee sech misst, wann eng nei Regelung eng Kéier proposéiert gëtt, deem Problem unhuelen an eng pragmatesch Léisung fannen, déi effektiv der Praxis, déi säit Jore besteet, dat heescht, dass en continu d'Recettes an d'Dépenses en considération gezu ginn, ka Rechnung droen.

Lescht Bemierkung, Här President, an ech hat virdru schonn drop higewisen: De Contrôle intensifié vun der Cour des Comptes hat sech besonnesch beschäftegt mat de Frais d'experts et d'études. An d'Cour des Comptes huet drop insistéiert, dass ee misst méi streng mat den Délais d'exécution ëmgoen. Dat heescht, wann d'Regierung e Kontrakt ofschléisst mat engem Expert oder fir Etüden, da soll se duerfir Suerg droen, dass d'Délais effektiv respektéiert ginn. An zweetens soll se duerfir Suerg droen, dass effektiv ka kontrolléiert ginn, ob d'Exekutioun och konform ass mam Kontrakt, deen ofgeschloss ginn ass.

De Conseil d'État schléisst sech där Recommandatioun un an huet proposéiert, et soll een ee Ministère oder eng Verwaltung mat där Kontroll chargéieren.

D'parlamentaresch Kommissioun war anerer Meinung. Mir hu gemengt, dass, wann ee géng eng nei Administratioun schafen oder e Ministère speziell chargéieren, dat ze maachen, dat net onbedéngt zu enger Simplifikatioun géng féieren, mä dass et géng duergoen, wann d'Regierung géng Lignes de conduite communes unhuelen a soen: Fir all d'Départements ministériels, fir all d'Verwaltungen ass d'Ligne de conduite elo, wann een e Kontrakt mat engem Expert oder fir eng Etüd ofschléisst, dass een esou an esou an esou virgeet, wat d'Délaie betrëfft, an dass déi an déi Konditiounen respektéiert ginn, wat d'Kontroll betrëfft. Also, mir hunn eng méi flexibel a méi pragmatesch Approche préconiséiert. Ech wär frou, wann de Minister ons do kënnt soen, dass d'Regierung ka mat op dee Wee goen.

Dat, Här President, waren déi puer Bemierkungen, déi vun der Kommissioun an deem Zusammenhang gemaach gi sinn. D'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes recommandéiert also der Chamber, dee Projet de loi ze adoptéieren, mat där Maassgab, op déi ech virdrun higewisen hunn. Dat heescht, dass an der Publikatioun am Mémorial d'Annexé korrigéiert gi sinn, esou wéi d'Cour des Comptes an d'Trésorerie de l'État et ofgemaach hunn, also dass déi korrigéiert Texter an de Mémorial kommen.

Här President, ech wëllt an deem Zusammenhang och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen. Merci, Här President.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Elo kënnt et un den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Exercice 2003 war vun deem Wirtschaftswuesstem vun 2,9% hei zu Lëtzebuerg charakteriséiert. Dat war méi wéi an deenen zwee Joer virdrun, zwee Exercice virdrun, mä awer bedeitend manner ënnert der Joresmoyenne vu 5,6%, déi tëschent 1985 an 2000 louch.

D'Madame Rapportrice an och mäi Virriedner vum Projet 5398 iwwert d'Affektioun vun de Plus-valuen hunn lech schonn eng ganz Rëtsch vu Budgetszuelen zum Budgetsjoer 2003 genannt. Ech wëll dofir och just eng Zuel erauspicken, an dat sinn d'Recettes an d'Dépenses.

Am Budget goufe 6,3 Milliounen fir Recetté virgesinn, am Endeffekt koume 6.504.000.000 eran, also bal 200 Milliounen méi, dat ass eng Plus-value gewiescht u Recetté vun 3,2%. Et ass feststellen – an d'Madame Flesch huet dat och scho positiv gesinn –, datt am Laf vun deene leschte Joren d'Prévisions, wat d'Recettes an och wat d'Dépenses ugeet, ëmmer méi no un d'Realitéit erubrecht gi sinn. Dat gesi mir als CSV-Fraktioun ganz positiv.

Och wat de Budget 2006 ugeet, Madame Flesch, wäerten et sécher Konte ginn. Ech ginn dovun aus, datt mer déi Konten da sollen diskutéieren wa se do sinn, an dat wäert dann 2007, Enn 2007, ufanks 2008 sinn.

Mme Colette Flesch (DP), rapportrice. - Dat wier nach fréi.

M. Lucien Clement (CSV). - Jo. Da kënnen mer kucken ob et positiv war oder negativ, dat wat Der haut gesot hutt.

Nach eppes aneschtens ass awer sécherlech och positiv ze bewäerten. An deene vergaangene Joren hate mer sécher e puer Reforme vun der staatlecher Kontabilitéit virgeholl. Dat huet ënner anerem och zum Zil, fir d'Statskonte vum vergaangene Budgetsjoer méi séier kënnen ofzeschleissen.

Fir d'Konten 2001, deen éischten Exercice nom neie Gesetz, hu mer nach, géif ech soen, vill Zäit gebraucht. Déposéiert goufen dës Konten zwar schonn 2002, mä d'Zuelen hu misse permanent ugepasst ginn, an eréischt an dëser Legislaturperiod konnte mer d'Aarbechten zu de Konten 2001 ofschleissen, prezis mam Vote vum 1. Dezember 2004.

Bei de Konten 2002 gong et awer scho wesentlech méi séier. Hei gouf de leschte Mäerz votéiert. Haut hu mer de 15. Dezember a mir sinn ewell bei de Konten 2003. An den Här Fayot huet et schonn ugedeit, esou lues awer sécher komme mer den Timingsvirgaben, déi mer eis an deem Kontabilitéitsgesetz ginn hunn, ëmmer méi no. Et gesäit een also, datt d'Startschwieregkeete vum neie Gesetz lues a lues awer der Vergaangenheet ugehéieren, an datt mer an Zukunft bei der Finanzanalys mat méi aktuellen Zuele schaffen kënnen. Dës Accélération a puncto Prozedur ass selbstverständlech och eng séier positiv Entwécklung.

Ech wëll op dëser Plaz awer och e Merci lassginn, nämlech un d'Cour des Comptes, fir hir excellent Aarbecht. Och fir den Exercice 2003 hat si sech e puer Schwéierpunkten herausgesicht, ënner anerem d'Expertsfräisen an d'Frais d'études. Grad an där aktuell méi schwiereger Finanzlag vum Stat ass et wichteg, datt ee sech och emol mat de sou genannte vermeintleche Peanuts ausernee setzt.

D'CSV-Fraktioun ka sech de Schlussfolgerunge vun der Budgets Kontrollkommissioun selbstverständlech och uschleissen. Och si mer der Meinung, datt ee bei Etüden e Stéchdatum sollt nennen, wéini se fäerdeg sollte sinn. Et ass de Ministère un d'Häerz ze leeën – an d'Madame Flesch huet dat och betount –, datt an de Kontrakter Sanktiounen bei verspéitenem Fäerdegstelle vun den Etüden och sollte virgesi sinn. All staatlech Services, Verwaltungen, sollten déi Etüden, déi se an Optrag ginn hunn, genee an esou no wéi méiglech suivéieren an och kontrolléieren kënnen. Heizou ziele ganz besonnesch d'Implikatioun vun den technesch Responsabele beim Aus-

schaffe vu Projeten, an zweetens eng gëeegent Software fir dës Opdrag och kënnen ze suivéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem schrëfflechen a mëndleche Rapport vun der Madame Rapportrice, där ech vun dëser Plaz aus awer wëll félicitéieren fir déi gutt Aarbecht, déi se gemaach huet, an och Merci soen, ass u sech näischt méi bäizeflecken. D'CSV-Fraktioun deelt selbstverständlech d'Konklusioun vum Rapport.

Dat gesot, Här President, ginn ech dann heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Merci, Här Clement. Nächste Riedner ass den honorablen Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro (LSAP). - Här President, Kollegeinnen a Kollegen, och ech wëll mech dem Merci uschleissen, deen hei un d'Adress vun der Rapporteuse gemaach ginn ass,...

(Hilarité)

...souwuel fir dee schrëffleche wéi fir dee mëndleche Rapport, an ech wëllt och aschleissen an dee Merci all déi aner Acteuren, déi op deene verschiddenste Plazen hiert dozou bäidroen, fir déi Konten opzestellen an dann och zum Ofschloss ze bréngen.

Och ech wëll eigentlech drop verzichten op d'Zuelen anzegoen, dat ass gemaach ginn, souwuel schrëfflech wéi zum Deel och a Bemierkungen, déi vun der honorablen Madame Flesch gemaach gi sinn am Numm vun der Kommissioun, déi ech deele kann. Erlaabt mer awer am Numm vu menger Fraktioun, e puer Bemierkungen trotz allem ze maachen.

D'CSV-DP-Regierung vun deemools huet ganz vill missen dokteren, fir de Budget 2003 no nationaler Berechnung an den Equiliber ze bréngen, an et ass scho bal e klengt Wonner geschitt, dass och nach en lwwerschoos derbäi erauskomm ass. An haut, no den Diskussiounen vun deene leschten zwee Deeg, de Bléck op de Budget 2006 gericht, kann ee feststellen, dass leider dat ageetratt ass, wat d'Sozialisten 2003 oder 2002 zu deem Budget ugemellt haten, dass mer um Wendepunkt ukomm wiere vun eise Statsfinanzen an dass mer um Wee an de Minusbereich wieren. Eng Tatsaach, déi leider esou ass, an duerfir muss een nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Konsequenzen, mat deene mer haut konfrontéiert ginn, déi sinn, déi deemools scho bemierkbar waren.

Mir wëssen, dass deemools d'Regierung sech huet misse ganz staark ustrengen, fir hire Projet de budget nei ze berechnen, opgrond vun deene méi niddrege Wuessensprognosen, déi da leider och ageetratt sinn, an dass viles zréckgeschrafft an amendéiert ginn ass. A wann och deemools behaupt gi wier, de Budget, deen da géng virleien, wier ënnert dem Stréch am Equiliber, da wësse mer, dass dat gestëmmt huet fir déi national Berechnung, mä fir déi Maastricht-Kritären, also déi europäesch Sproochregelung, ass et e Minus vun 1,7%, an den honorablen Deputéierte Ben Fayot huet dat éineschtens jo schonn ervirgestrach.

Et kann een eigentlech dann och soen, dass mer ab 2002/2003 ugefaangen hunn, an dësem Land um Apel fir den Duescht ze knabberen, an d'Sozialisten hunn – an dat bestätegt sech da leider erëm eng Kéier – drop higewisen, dass d'Ausmooss vun de wierkleche Problemer, deene finanziellen, spéitstens ab Budget 2005 respektiv 2006 esou richteg zum Droe géinge kommen, wat – wéi ech schonn e puermol gesot hunn – leider stëmmt. D'LSAP huet och deemools op eng ganz Rei vu Probleme

mer higewisen, och fundamentaler, déi leider net berücksichtegt gi sinn, déi awer dann erëm eng Kéier déi sinn, mat deene mer haut konfrontéiert sinn.

Kolleginnen a Kollegeen, ech wëll mech net méi laang a Kritiken a Bemierkunge verléieren. Den honorabelen Här Fayot huet bei der Budgetsdebatt eng ganz Rei prinzipiell Aussoen zu de Finanzen vum eise Stat gemaach. Hien huet dat éineschters och nach widderholl. Déi Bemierkungen hunn a behalen hir Richtegkeet. Erlaabt mer just ofschléissend awer eng Bemierkung opgrond vun der Debatte vu gëschter a virgëschter ze maachen.

Et ass interessant, dass d'DP an der Opposition elo ganz kritesch Téin uschléit, wou, wann een dat – an dat ass éineschters hei bemierkt ginn – vergläicht mat hirer Haltung zum Budget 2003 an anere Budgeten, wéi se an der Majoritéit waren, d'Iwwereestëmmung net klappt. Et freet mech fierchterlech,...

M. Henri Grethen (DP). - Et ass wéi bei lech.

(Interruptions diverses)

M. John Castegnaro (LSAP). - ...honorabele Frënd Henri Grethen, dass Der esou wéineg braucht, fir e glécklechen a froue Mënsch ze sinn, mä eleng dass et lech freet, freet mech als Kollege natierlech och.

(Interruptions et hilarité)

Mä ech menge wann d'DP deemools déi Wäitsicht an deen Duerchbléck gehat hätt, dee se elo virdemonstréiert, dann hätt ee vläicht éischter kënnen ëmschalten an aschalten an et wier een net vum richtege Wee erofkomm.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Castegnaro, erlaabt Der eng Zwëschebro vum Här Grethen?

M. John Castegnaro (LSAP). - Ech sinn direkt fäerdeg. Hie ka mer awer eng Zwëschebro stellen, et ass jo mäi Frënd.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, ech wollt net eng Zwëschebro stellen, mä ech wollt dem Här Castegnaro soen, wann de Budget 2006 géif iere mat 79 Milliounen Euro Iwwerschoss endegen, keng Emprunten an esou Tricken dran, da kéint ech ex post nach mäin Accord ginn.

M. John Castegnaro (LSAP). - Mä ech wëll mech elo net provozéiere loossen, well mer elo Äppel mat Bire vergläichen.

(Interruptions et hilarité)

Ech stelle fest, Är Aussoe vun der Mëtte par rapport zu deene vun deene leschten zwee Deeg zum Budget 2006, do hunn ech Problemer fir alles richteg ze verstoen, an ech soen, wann ee behaupt ëmmer den Duerchbléck an de Wäitbléck ze hunn, da misst ee sech eigentlech aneschters artikuléieren. A fir da vläicht méi gehässeg ze sinn: Wann d'DP dann deen Duerchbléck hätt, da wier et mat Sécherheet net zum Schlamassel am Déiferdenger Spidol komm, mat deem mer elo konfrontéiert sinn.

(Interruptions diverses)

Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun soen, dass d'LSAP sech enthält. Domat wäerte mer net deem Rollespill gerecht ginn, dat de Finanzminister oder de Budgetsminister éineschters opgewisen huet, well soss misste mer dergéint stëmmen. Mir enthalen eis, esou wéi mer dat an der Kommission och gemaach hunn. Mir hu mat der Technicitéit vun deem Budget keng Problemer, mä mat de politeschen Inhalter an Ausféierungen.

Trotz allem Merci fir d'Nolauschtenen.

M. le Président. - Merci, Här Castegnaro. Nächste Riedner ass den honorablen Här Bausch. Här François Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wëll dem Här Castegnaro soen, dass mir och deemools an der Opposition waren, wéi dee Budget hei décidéiert ginn ass, an dass mer et maache wéi déi Jore virdrun, dass mir eis net enthalte bei de Konten, mä derfir wäerte stëmmen, well mer effektiv där Meinung sinn, wéi de Budgetsminister och virdru gesot huet, dass eigentlech hei net méi befonnt gëtt iwwert den Inhalt vum Budget vun 2003, mä just nëmmen iwwert de Fait, ob de Budget richteg exekutéiert gi wär esou wéi e gestëmmt ginn ass.

Vu que dass effektiv d'Budgetskontrollkommission zënter e puer Joer exemplaresch fonctionnéiert, vu que dass mer do, souguer ofwiesselnd d'Majoritéit an d'Opposition, déi Rapporte maachen – des Kéier war et eng Damm aus der Opposition –, ass et jo och zimlech kloer, dass dee Contrôle do esou fonctionnéiert wéi e soll fonctionnéieren, a mir och kee Problem hunn, vu que dass näischt festgestallt ginn ass, wat konträr wär zu enger gudder Exekutioun vum Budget vun 2003, dat als Fraktioun hei ze stëmmen.

M. Alex Bodry (LSAP). - Da war dat en aneren Ziedel!

M. le Président. - Merci.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Wat sot Dir, Här Bodry?

M. Alex Bodry (LSAP). - Déi Gréng zu Diddeleng och dergéint.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Déi Gréng zu Diddeleng hu Responsabilitéit fir dat wat si zu Diddeleng maachen.

(Interruptions)

Ech sinn hei just responsabel, Här Bodry, fir d'Fraktioun hei am Parlament, dat geet mir völlechen duer.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner, den Här Mehlen, huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e bëssen Tradition, wa mer deen ee Budget ënnerdaach hunn, dass mer dann iwwert den Ofschloss vun engem anere Budget diskutéieren an dass den Intérêt, obschonn dass dat jo och wichtig Chiffere sinn, meeschens awer net esou grouss ass wéi dee bei der Opstellung vun engem

Budget, wat eigentlech méi eng hypothetesch Saach ass, wougéint d'Konte knallhaart Fakte sinn, déi een zwar zur Kenntnis huelen, awer net méi annere kann.

Wann een d'Zuele kuckt – an ech menge meng Virriedner hu sech ausgiebeg doriwwer geäussert –, da gesäit een, dass et e gutt Joer war, dass d'Recetten ëm 3,4% méi héich waren, wéi se ursprüngelech ageschat gi waren, mä dass och d'Dépenses ëm 2,1% méi héich waren, wéi se ursprüngelech ugesat gi waren. Trotz allem oder derfir ass en Excédent vun 79 Milliounen Euro erauskomm, dass entsprécht ronn 3,2 Milliarden där aler Frang, an deene mer nach ëmmer e bësse gewinnt sinn ze denken.

Wann een d'Recettë kuckt, da gesäit een, dass de Gros hierkënt vun Douanes et Accises, dass sinn 206 Milliounen, Impôts directs 58 Milliounen, an Impôts indirects, do sinn et nach Grimmelen, 1,7 Milliounen méi wéi se ursprüngelech ugesat gi waren.

Ech wëll dann och hei nach eng Kéier dat ernimmen, wat mäi Kollege Gast Gibéryen scho virdru gesot huet: Wann, besonnesch bei der TVA – an dass déi Fro, déi mer dem Finanzminister hei stellen – dat esou gehandhaabt gi wär 2003, wéi et hätt solle gehandhaabt ginn, wär et dann net esou gewiescht, dass mer mat der TVA ganz ferm ënnert den Erwaardungen bliwwen wären? Dat heescht, wann dat zrëckbezuelt gi wär, wat deemools normalerweis geschélt war, wat awer, wann een dat richteg interpretéiert, deemools net an den Délaie geschitt ass, besonnesch bei engem ganz grouse Contribuable, wär deen Exercice hei dann net anescht ausgaangen? Hätte mer dann net e Minus, wou mer eis haut am Fong geholl iwwer e Plus freeën?

Et muss een an deem Zesummenhang och soen, dass d'Informatiounen vun der Steierverwaltung nu schonn an där Zäit ugefaange ginn ass, d'Steierreckstänn verstärkt anzedriewen, a well d'Konte jo ëmmer déi materiell Faitë reflektéieren an net dat, wat an deem Exercice dū war, kann ee sech och d'Fro stellen, ob dann net d'Impôts directs, déi ëmmerhin nach eng Plus-value vun 58 Milliounen bruecht hunn, derfir méi héich sinn, well verstärkt agedriwwen ginn ass par rapport zu deene Jore virdrun. Insofern muss een déi Konten, sou wéi se elo virleien, och ëmmer mat enger gewëssener Reserv kucken.

Wann een d'Dépensë kuckt, da gesäit een, dass d'Dépenses courantes ëm 1,7% par rapport zum Budget iwwerschratt gi sinn. Elo kann ee soen, dass ass net vill, et kann een awer och soen, 1,7% bei den Dépenses courantes, bien entendu, dass ass vill.

Ech wëll drun erënneren, dass beim Budget, dee gëschter gestëmmt ginn ass, den Opruff un d'Regierung gemaach ginn ass, dee Budget net esou ze exekutéieren, wéi e gestëmmt ginn ass, dass heescht, esou wäit wéi et nëmmen iergendwéi méiglech ass an der lafender Exekutioun, an do gesinn ech awer virun allem d'Dépenses courantes, soss gi mer jo bei d'Investitiounen spuere, an dass ass jo net de Wëlle vun der Regierung, wann ech dat richteg matkritt hunn. Da muss op jidde Fall méi e groussen Effort gemaach ginn, wéi dat hei am Joer 2003 de Fall war, wou

déi Dépenses courantes, wéi gesot, ëm 1,7% iwwerschratt gi sinn.

Wa mer den Avis vum Conseil d'État kucken: De Conseil d'État kritiséiert och a relativ schaarf Wieder d'Tatsaach, dass bei der Aschätzung vun de Recetten an och bei der Exekutioun vum Budget dat net esou agehale ginn ass, oder dass et sech bei der Aschätzung vun den Einnahmen e bësse liicht gemaach ginn ass. Hie seet: «Un examen plus poussé du tableau comparatif des recettes budget 2003/compte 2003 montre que les données inscrites dans le budget ont reposé sur des estimations pour partie gravement erronées.» An e recommandéiert: «...invite le Gouvernement à revoir les mécanismes utilisés pour évaluer les prévisions de recettes budgétaires, alors que la situation actuelle relève de la pure gageure.»

Ech mengen, et kann een deen Appel vum Conseil d'État nëmmen un d'Regierung weiderreechen, well si soll sech och déi néideg Instrumenter ginn, do wou se feelen, fir dass déi Aschätzungen an Zukunft méi realistesch sinn.

Ech kommen op e Punkt ze schwätzen, deen d'Cour des Comptes ugeschnidden huet, déi Kritik wat d'Refus de visa ubelaangt, wou zwar eng positiv Entwécklung do ass, wou 591 Refusën duerch de Contrôleur financier do sinn.

Et ass awer interessant emol ze kucken, wat haaptsächlech d'Motiver vun deene Refusën waren: «Engagement ex post» 179, dass ass bal een Drëttel vun alle Refusën, dann «Erreur d'imputation budgétaire», dass sinn 12%, «Absence de base légale ou base légale non conforme», 103 Fäll, mat 17,4% vun alle Fäll, an «Pièces justificatives inexistantes, insuffisantes ou erronées», 13 Fäll oder 2,2%.

Och dass elo vläicht net esou schlëmm, mä et weist awer, dass an där ganzer Ofwécklung an Exekutioun vum Budget nach munches ze verbessern ass. Soss géingen déi Fäll do – «Absence de base légale», dass ass jo awer relativ hefteg, oder «Engagement ex post» – net virkommen. Jiddferee misst awer entre-temps wëssen, ëmmerhi fonctionnéiert dat Kontabilitéitsgesetz jo elo eng Rei Joren an der Praxis, u wat e sech ze halen hätt.

Dann dat Kapitel vun de Frais d'experts et d'études: Do sinn 167 Kontrakter examinéiert ginn. Dat mécht insgesamt 56% vun de gesamten Dépenses aus. An do gëtt jo kritiséiert, dass eng ganz Partie Kontrakte sief et einfach virulafen, oder dass zum Beispill bei de Contrats type études et informatique missten normalerweis Date-limitë virgesi sinn, fir d'Realisation vun engem Resultat, wat dës le départ muss definéiert sinn, soss ass dass jo einfach iergendwéi an d'Land era geschafft. Vun deenen 116 Kontrakten hunn der 51 keen Délai d'exécution gehat a 44% vun de Contrats d'experts et d'études hu keen Délai contraignant.

D'Cour seet, dass dat net richteg ass an dass se dat staark regrettéiert d'«absence quasi totale de dispositions contractuelles sanctionnant le non-respect du délai d'exécution». Här President, ech muss lech soen, dass eis dass schonn ëmmer gestéiert huet, wéi mat Etüden hott an har dohir verfuert gëtt, an et misst ee vläicht eng Kéier eng Motioun hei stëmmen,

d'Regierung sollt emol eng Etüd iwwer hir Etüde maache loossen, dass een eng Kéier duerch dee Bësch do gesäit.

Mir deelen op jidde Fall och d'Meenung, dass, zum Beispill am Ministère vun der Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, wou praktesch 80 Leit beschäftegt sinn, wou vu Joer zu Joer einfach de Kontrakt verlängert gëtt, dass eng Situatioun ass, wou de Numerus clausus einfach ëmgaange gëtt. Et ass, et kënnst ee bal soen, eng Situation illégale, an dass ass eppes wat net tolerabel ass. Ech menge wann do Leit gebraucht ginn, da muss ee ganz seriö doriwwer schwätzen, da muss déi Situatioun regulariséiert ginn. Et kann een net hinhuelen, dass iwwert dee Wee do einfach den Numerus clausus, dee jo duerch de Gesetzgeber fixéiert ass, ëmgaange gëtt.

Ee Wuert nach zu de Personalkäschten. Mir gesinn, dass déi vun 1,1 op 1,2 Milliarden, dass heescht ëm 5,3% eropgaange sinn. Mir wëssen, dass e ganz groussen Deel vun deene Personalkäschte Personalkäschte vum Enseignement sinn, besonnesch vum Enseignement secondaire a secondaire technique. Här President, mir hunn och en Avis spécial vun der Cour des Comptes do leien, an der COMEXBU, deen eis ganz däitlech drop hiweist, dass d'Basis fir d'Berechnung vun de Gehälter keng richteg Base légale huet.

D'Gesetz ass wuel gestëmmt, mä dee Règlement grand-ducal, wéi dat gehandhaabt gëtt – zum Beispill mat den Iwwerstonnen, wéi déi berechent ginn, wéi se bezuelt ginn an esou weider –, ass, zënter dass d'Gesetz gestëmmt ass, nach ëmmer net geschafen. Dass och eng Situatioun, déi intolerabel ass, wann ee weess, wat fir eng Montanten hei vum Stat engagéiert ginn, ausbezuelt ginn, ouni dass déi reglementaresch Basis existéiert.

Wann een de gesamte Chiffer hält, da sinn ech schonn der Meinung, dass mer eis hei souguer niewent der Constitution bewegen. Et wär op jidde Fall dréngend noutwendeg, dass d'Regierung do hir Hausaufgab géing maachen, an net op Basis vun iergendwellechen Décisiounen vum Conseil de Gouvernement géing operéieren, mä wierkelech de Règlement d'exécution, deen am Gesetz verlaangt gëtt oder virgesinn ass, géing huelen.

Här President, ech wollt ofschléissend e Wuert soen zum Rôle vun der Cour des Comptes, déi eng gutt Aarbecht mécht, mä déi eigentlech vun eiser Législatioun hier an hirem Exercice ageschränkt ass, eiser Meinung no ze vill ageschränkt ass. Ganz besonnesch virum Hannergrond vum Budget, dee mer elo gestëmmt hunn, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass, fir net esou vill Geld auszegi wéi am Budget steet, fanne mir, dass et dréngend noutwendeg wär, dass een der Cour des Comptes géing d'Mëttele ginn, och iwwert den normale Contrôle vun der Legalitéit a vun der Régularitéit vun den Dépenses, dass d'Cour des Comptes kéint méi wäit goen.

Ech weess, dass politesch Retizenzen do sinn an dass ëmmer gesot gëtt: Et ass net un der Cour des Comptes fir d'politesch Opportunitéit vun Dépenses ze jugéieren. Ech mengen d'politesch Opportunitéit, déi jugéiert d'Regierung, an



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

duerno d'Chamber doduerch, datt se Gesetzer stëmmt.

Mä ech géif soen, d'technesch an d'materiell Opportunitéit, wéi Dépensé gemaach ginn: Mir wësse ganz genau, datt wa mer duerch de ganze Budget ginn, sech op honnerttausend Plaze géing aspuere loossen, wann iwwerall esou en bon père de famille géing mat den öffentleche Gelder ëmgespronge ginn, wéi mir eis dat alleguer géinge wënschen. Wann do e Contrôle do wär, wéi mir en an anere Länner kennen, deen och emol géing méi wäit goen a wierklech kucken, ob déi eng oder aner Dépense an där Héicht justifiéiert war, fir den Objet, deen définéiert war, oder fir dat Zil, wat définéiert war, ze erreechen, da kënnste mer sécher queesch duerch de ganze Budget eng ganz Partie Sue spueren.

D'Cour des Comptes huet eis gesot, datt se a ganz virsiichtegem, limitéiertem Mooss an Zukunft wëllt och e bësselche méi wäit an d'Exekutioun vum Budget erakucken. Eiser Meenung no misst een higoen a wierklech och d'Gesetzgebung iwwert d'Cour des Comptes an deem Sënn ausweiden. Et géing näischt passéieren, eiser Meenung no, wann d'Cour des Comptes och eng Kéier géing higoen a se géing fannen, do wär awer eng Dépense, déi wär net néideg gewiescht, dann ass et ëmmer nach un der Politik fir ze soen: Lauschtert, dat do geet an de Beräich vun der Opportunité politique, déi Kritik do, déi weise mer zréck. Dann ass jo awer näischt geschitt.

Mä wann awer, fir iergendee Beispill ze huelen, op iergendenger Plaz – ech gesinn och konkret e Beispill virun Aen – eng Stützmauer gebaut gëtt, déi ee gradsou gutt mat schéinem Sichtbéton hätt kënne maachen, an do muss awer alles mat Hasténg gemaach ginn, wou et wierklech net néideg gewiescht wär, fannen ech, datt et och un enger Cour des Comptes kënnt si fir ze soen: Déi Exekutioun vun där Stützmauer do, déi zwar néideg war, ass ze deier gewiescht par rapport zu deem wat et hätt därfer kaschten. Dann ass et, wéi gesot, nach ëmmer erëm un der Politik fir ze soen: Dat do, dat geet elo an d'Opportunité politique, mir waren awer der Meenung, et misst esou sinn. Dann ass jo, wei gesot, näischt geschitt.

Domadder kéim ech zum Schluss, Här President. Mir soen net, datt dee Kont hei falsch wär – ech wollt dat och un d'Uspillung op dat wat den Här Bausch hei gesot huet, soen –, mir gleewe schonn, datt déi Chiffere richteg sinn, mä opgrond vun engem Deel vun de Remarquen, déi ech gemaach hunn, notamment wat d'Recetten ubelaangt, wou dat ganz sécher net déi ganz reell Situatioun erëmspigel, an och well mir dee Budget net gestëmmt haten a senger Ausrichtung, wärte mir eis bei dësem Vote enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Dann huet nach de Bud-

getsminister, den Här Luc Frieden, d'Wuert. Här Minister!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt de Budget vun 2003 e gudder Budget war. Dat wonnert lech net, well mer fir deen och d'Responsabilitéit haten. Ech mengen awer och, datt een objektiv ka soen, datt et e gudder Kont ass, dee mer virstellen. E Kont, dee beweist – an dorunner kann een notamment jugéieren, ob e gutt ass oder schlecht –, datt dee Budget vum Joer 2003 gutt a strikt exekutéiert ginn ass.

De Vertrieeder vum ADR huet elo grad gesot, d'Dépensé wäeren ëm 1,7% méi héich wéi dat wat am Budget voté stoung bei den Dépenses courantes. Ech muss lech soen, datt dat op engem Budget vu 5,6 Milliarden Euro eng Zomm ass vu 95 Milliounen, wat en extrem kleng Montant ass, wann ee kuckt, wat fir eng Ausgaben een an den Dépenses courantes huet, déi onméiglech mat enger ganz grousser Prezisioun ze fixéiere sinn. Kee Mënsch weess an engem Joer, wéi vill Dépenses ee ganz genoe un d'Sécurité sociale zum Beispill huet, well ee jo net weess, wéi vill Leit dat nächst Joer agestellt ginn. Kee ka mat ganz grousser Prezisioun zum Beispill soen, wéi vill d'nächst Joer d'Fleegeversécherung kascht, well et weess ee jo net, wéi vill Leit vun där Versécherung bénéficiéieren.

Do ginn Estimatiounen gemaach, an ech muss lech soen, wann e Budget an den Dépenses courantes ëm 1,7% méi héich läit wéi dat wat gestëmmt ginn ass, dann ass dat angesichts all deenen Ausgaben, déi ee muss tätegen an déi een – bei verschiddene sécherlech méi prezis, bei aneren net esou prezis – ka fixéieren, de Beweis vun enger gudder Exekutioun.

Zweet Observatioun – an do muss ech nach eng Kéier drop zréckkommen, fir dat awer ëmmer erëm ze ënnersträichen: Och wa mer hei en Iwwerschoss en fin de compte hunn, dann hate mer 2003 no Maastricht en Defizit, an et war dat zweet Joer hannereen, wou mer en Defizit haten.

Duerfir soen ech och nach all deenen, a besonnesch och dem honarabelen Här Castegnaro, datt mir deemools an eise Rieden, mä och an eise schrëftlechen Dokumenter, zum Beispill am Stabilitéitsprogramm an an deene successiven Notifikatiounen op Bréissel, och op deen Defizit higewisen hunn, mä selbstverständlech konnte mer deemools wéi och nach haut, mä net méi iwwermuer, deen Defizit decken duerch déi Reserven, duerch déi Suen, déi mer op d'Säit geluecht hunn, fir eng Rei Investitiounsangaben ze tätegen.

Drëtt Observatioun: Wat d'Recetten ubelaangt, esou géing ech hei wëlle preziséieren, datt déi Remarquen, déi den Här Mehlen gemaach huet, sech net op d'TVA bezéien an och net op d'Remboursementer vun der TVA, mä datt dee groussen Iwwerschoss an de Re-

cetten am Joer 2003 komm ass duerch Accisen, déi vill méi héich ware wéi d'TVA. Dee Phenomeen vu Remboursementer vun der TVA, deen huet net gespillt am Joer 2003, deen huet gespillt am Joer 2004 bis 2005.

Dozou wollt ech eng generell Remarque maachen. No deenen neisten europäesche Regele vum Eurostat muss een d'Steieren op dat Joer buchen, wou se ugefall sinn, wat allerdéngs eng enorm schwieereg Operatioun ass, souwuel wat d'Remboursementer wéi d'Encaissementer ubelaangt. Duerfir wäert och ëmmer an deenen nächste Joren, wou déi Regele méi strikt applizéiert ginn, eng Divergenz bestoe kënnen tëscht eisem Kont an deene Chifferen, déi mer op Bréissel mussen notifiéieren.

Mir mussen also kucken, fir dat esou schnell wéi méiglech kënnen un dat richtegt Joer ze affektéieren, wat net ëmmer ganz einfach ass. Well dat Joer, wou e Betrib Steiere bezilt, musse mir se no europäescher Regel awer buchen op deem Exercice wou se dû waren. An dat ass eng vun der Technik hir ganz schwieereg Geschicht.

Da géing ech nach wëllen eppes soen zu där ganz perséinlecher Remarque, wat awer en fait eng Remarque war am Numm vun hirer Fraktioun, déi déi honorabel Madame Flesch gemaach huet, wou se iwwert de Budget geschwat huet vum nächste Joer a vun der Ausféierung vum Budget.

Ech wëll hei nach eng Kéier preziséieren, datt e Budget ëmmer eng Autorisatioun ass fir d'Regierung an datt d'Exekutioun vum Budget innerhalb vun deem Rahmen, deen d'Chamber hir setzt, muss getätegt ginn. Dat ass e Plaffong, dee se der Regierung setzt, sauf do, wou se der Regierung erlaabt, iwwer Crédits non limitatifs iwwert dee Plaffong ewechzegoen. Mä duerfir, mengen ech, muss ee schonn de Budget an de Kont kucken; an duerfir ass och dat, wat gëschter gestëmmt ginn ass, eng Autorisatioun fir d'Regierung, wou se selbstverständlech d'Flicht huet, dat seriö a strikt ze exekutéieren.

Ech wëll der Madame Flesch souwéi deenen aneren Deputéierten, déi heizou geschwat hunn, mä besonnesch hir als Rapporterin vun dësem Projet, villmools Merci soen.

An Dir verstitt, datt ech net nëmmen hei deene Merci soen, déi dëse Projet stëmmen, mä och deenen, déi sech aus deem normale Rollespill vun deemoleger Opposition an heiteger Opposition erausbewegen.

Ech mengen, et ass gutt fir d'Crédibilitéit vun der Politik, wann een heiansdo iwwert säi Schiet spréngt. Duerfir soen ech deene Gréngen an de Sozialiste Merci fir hir Remarquen, wéi se hei gesot hunn, datt se, trotz hirer Oppositionsroll deemools respektiv haut, heizou hir Zoustëmmung kënne gi respektiv sech wëllen enthalen. Mä mäi Merci ass natierlech nach méi grouss un déi, déi dëse Kont ganz stëmmen, an duerfir och hinnen aus der Siicht vun der Regierung villmools Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5350 ass ugehall mat 42 Jo-Stëmmen, bei 18 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Gle-

Sommaire des séances publiques	
Communications	page 112
Ordre du jour	page 112
5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)	
	pages 112-143
4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants;	
5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants et	
3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants	
	pages 144-151
5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003	
	pages 151-152
5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003	
	pages 152-155
Ordre du jour	page 155

sener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sonnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes).

Se sont abstenus: MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun der nächster Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz de Moie Folgendes virgeschloen:

D'Chamber siégéiert d'nächst Woch en Dënschdeg um dräi Auer, e Mëttwoch de Moien um néng Auer an nomëttes um hallwer dräi, an en Donneschdeg um hallwer dräi, mat folgende Punkten:

- en Dënschdeg de Projet de loi iwwert d'Asylrecht an d'Presentatioun vun der Proposition vum Här Henckes, dat Ganzt nom Modell 2;

- e Mëttwoch de Moien de Projet iwwert d'Zënsbesteuerung;

- e Mëttwoch de Mëtten d'Konsultatiounsdebatt iwwert d'Eisebunns tripartite an duerno de Projet de loi 5465 iwwert den öffentlechen Transport.

Den Ordre du jour vun deem Nomëtteg gëtt evakuéiert, och wann d'Sitzung no hallwer siwe verlängert muss ginn.

En Donneschdeg hu mer éischstens eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert de Protokoll vu Kyoto; dann de Projet de loi iwwert d'Fleegeversécherung; duerno e Projet de loi iwwer eng Konventioun iwwert de Patrimoine culturel; an als leschte Punkt de Projet de loi iwwert de Statsbeamtestatut.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.47 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose
tous les vendredis à 19.00 heures
un résumé de l'activité
parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée
le même soir à 20.00, 21.00,
22.00 et 23.00 heures

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 5 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005		
0650	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Agence de transfert de technologie financière, Banque Centrale du Luxembourg, BCEE, Office du Ducroire, Société de développement Agora et CIE
Session ordinaire 2005-2006		
0666	M. Marcel Oberweis	Application du taux super réduit de TVA de 3% aux travaux de création et de rénovation dans le secteur de la construction
0695	M. Marc Spautz	Organisation de l'enseignement musical
0697	M. Paul-Henri Meyers	Déduction des cotisations sociales du revenu net
0708 cf. 0710	M. Henri Kox	Contrôle des transports d'animaux vivants
0709	M. Henri Kox	Infractions constatées lors du contrôle de transports de marchandises par route
0710 cf. 0708	M. Henri Kox	Infractions constatées lors de transports d'animaux vivants
0711	M. Jacques-Yves Henckes	Lutte contre les abus de la procédure des demandes d'asile
0723	M. Aly Jaerling	Vote obligatoire
0724	Mme Anne Brasseur	Priorités d'investissement du Gouvernement au niveau des bâtiments scolaires
0728	M. Aly Jaerling	Mesures de sécurité en cas d'agitations
0730	M. Laurent Mosar	Frais d'acquisition d'un immeuble
0733	M. Aly Jaerling	Établissement de certificats de maladie
0734	Mme Claudia Dall'Agnol	Avertissements sur les paquets de cigarettes
0735	M. Ben Fayot	Formation universitaire d'art thérapie
0736	M. Ben Fayot	Participation des douanes luxembourgeoises à l'opération «Fake» en mai 2005 (détection d'articles contrefaits)
0738	Mme Claudia Dall'Agnol	Décomptes de loyer établis pour le compte des locataires du Fonds de logement
0740	M. Xavier Bettel	Mariage des couples homosexuels
0741	M. Jean-Pierre Koepp	Sites luxembourgeois classés par l'UNESCO
0744	Mme Claudia Dall'Agnol	Missions à accorder au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP)
0747	M. Ben Fayot	Gérance des maisons relais pour enfants
0750	M. Alex Bodry	Congé politique pour les enseignants
0751	M. Marcel Oberweis	Conditions de travail des musiciens de l'Orchestre philharmonique de Luxembourg
0752	M. Claude Adam	Représentation de la pièce de théâtre „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?"
0754	M. Marcel Oberweis	Coordination de la recherche au niveau national
0757	Mme Marie-Josée Frank	Interprétation et application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
0761	M. Jean-Pierre Koepp	État d'avancement des études sur le transport en commun
0766	M. Aly Jaerling	Financement des caisses de pension
0771	M. Marcel Oberweis	Minière «Ellergronn» entre Rumelange et Esch-sur-Alzette
0773	Mme Marie-Josée Frank	Soins palliatifs
0777	M. Aly Jaerling	Curriculum vitae anonyme
0781	M. Robert Mehlen	Procédure judiciaire entamée contre l'ancien Président de la Chambre des Comptes
0787	M. Camille Gira	Chasse dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald
0789	M. Robert Mehlen	Affaire «Bommeleeër»
0792	M. Jean-Pierre Koepp	Résolution 337 sur une amélioration du financement commun des opérations de l'OTAN

Session ordinaire 2004-2005

Question 0650 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRENG*) concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Agence de transfert de technologie financière, Banque Centrale du Luxembourg, BCEE, Office du Ducroire, Société de développement Agora et Cie:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je sou-

haite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État – sous la tutelle du Ministère des Finances – dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les six sociétés suivantes: Agence de transfert de technologie financière, Banque Centrale du Luxembourg, BCEE, Office du Ducroire, Société de développement Agora, Société de développement Agora et Cie.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (13.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Par la présente, j'ai l'honneur de fournir à l'honorable Député Henri

Kox les informations détaillées demandées en relation avec les participations de l'État sous tutelle du Ministère des Finances:

1. Agence de transfert de technologie:

M. Jean Guill, Président, Ministère des Finances

Mme Isabelle Goubin, Ministère des Finances

M. Paul Emering, Chambre de Commerce

M. J.-P. Mossong, Université du Luxembourg

M. E. de Lhoneux, Banque Centrale du Luxembourg

M. Miguel Marques, Ministère des Finances

M. Werner Eckes, IFBL

M. Jean-Nicolas Schaus, CSSF

M. L. Thiel, ABBL

(M. J. Feyder, Ministère des Affaires étrangères)*

(M. Marc Thill, Ministère des Affaires étrangères)*

2. Banque Centrale du Luxembourg (BCL):

M. Yves Mersch, Président, BCL

Mme Andrée Billon, BCL

M. Serge Kolb, BCL

M. Jean Hamilius, secteur privé

M. Pit Hentgen, secteur privé

M. Mathias Hinterscheid, secteur privé

M. Nico Reyland, secteur privé

M. Michel Wurth, secteur privé

M. Patrice Pieretti, Université du Luxembourg

Commissaire du Gouvernement: M. Jean Guill, Ministère des Finances

3. Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE):

M. Victor Rod, Président, Commissariat aux Assurances

M. Gaston Reinesch, Ministère des Finances

M. Patrick Gillen, Ministère des Finances

M. Georges Schmit, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Patrick Nickels, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Paul Enschede, Directeur de la Chambre des Métiers

M. Fernand Speltz, Conseiller à la Chambre de Travail

M. Georges Dennewald, représentant du personnel

M. Jean Hames, représentant du personnel

Commissaire de surveillance: M. Jean Guill, Ministère des Finances

4. Office du Ducroire:

M. Etienne Reuter, Président, Ministère des Finances

M. Jean Guill, Ministère des Finances

M. Jean-Claude Knebel, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Nicolas Soisson, Fedil

M. Pierre Gramegna, Chambre de Commerce

M. Marc Thill, Ministère des Affaires étrangères

M. Claude Wirion, Membre de la Direction, Commissariat aux Assurances

M. Claude Witry, secteur privé

5. Société de développement Agora s.à.r.l.:

M. Etienne Reuter, Président, Ministère des Finances

M. Romain Diederich, Ministère de l'Aménagement du Territoire

* sur le point d'être remplacés par deux autres représentants du Ministère des Affaires étrangères

Mme Elisabeth Mannes-Kieffer, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Robert Schmit, Ministère de l'Environnement

6. Société de développement Agora s.à.r.l. et Cie, société en commandite simple:

La société de développement Agora s.à r.l. est le seul associé commandité.

7. Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI):

M. Gaston Reinesch, Président, Ministère des Finances

M. Georges Schmit, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Emmanuel Baumann, Ministère des Classes moyennes

Mme Arlette Conzemius, Ministère des Affaires étrangères

M. Pierre Gramegna, Chambre de Commerce

M. Jean-Claude Wirth, Chambre de Commerce

M. Paul Enschede, Chambre des Métiers

M. Théo Hollerich, Fiduciaire des P.M.E.

M. Alain Kinn, OGB-L

M. Robert Weber, LCGB

M. Paul Zimmer, CGFP

Session ordinaire 2005-2006

Question 0666 (17.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant l'**application du taux super-réduit de TVA de 3% aux travaux de création et de rénovation dans le secteur de la construction:**

La procédure de l'application directe du taux super-réduit de 3% peut être autorisée pour les travaux de création et de rénovation effectués par les corps de métier dans les limites et les conditions fixées par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives.

Selon la réglementation en vigueur, les travaux d'aménagement des alentours (travaux de plantation...) de nouvelles maisons ou maisons rénovées sont exclus du régime de faveur fiscale. En conséquence, les corps de métier regroupés dans la fédération horticole luxembourgeoise ne peuvent pas bénéficier pour les travaux en question du taux super-réduit de TVA, que ce soit au titre de remboursement ou au titre de l'application directe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pourquoi les travaux d'aménagement des alentours des maisons sont-ils exclus du champ d'application du taux super-réduit de TVA?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de modifier la réglementation afférente afin que les corps de métier du secteur horticole puissent également profiter de la faveur fiscale en matière de TVA?

Réponse (23.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Concernant la revendication de longue date, visant à étendre aux travaux d'aménagement des alentours le bénéfice du taux super-réduit prévu au règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 en matière de «TVA Logement», j'ai l'honneur de vous soumettre les précisions suivantes de ma part:

La réglementation afférente, en excluant de la faveur fiscale notamment les travaux d'aménagement des alentours autres que la réalisation de la voie d'accès direct au logement et au garage, est conçue de manière à ne faire bénéficier du taux super-réduit de TVA que les travaux indispensables à la création ou à la rénovation de logements, une telle limitation paraissant s'imposer, entre autres, pour des raisons tenant à la nécessité de respecter la législation communautaire afférente. Dans ce contexte je tiens à signaler que les travaux horticoles avaient été envisagés comme services à soumettre au taux réduit dans les négociations actuellement en cours au Conseil sur le champ d'application des taux réduits, mais que cette proposition a dû être retirée par la Présidence actuelle en vue de dégager un éventuel compromis des 25 États membres de l'UE.

Finalement je voudrais relever qu'une extension telle que revendiquée risquerait bien de créer d'importants problèmes de délimitation et de surveillance, qui impacteraient lourdement sur le coût d'une telle mesure.

Je ne vois partant pas d'élément nouveau qui puisse amener le Gouvernement à revenir sur ses décisions prises dans le présent dossier.

Question 0695 (27.10.2005) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**organisation de l'enseignement musical**:

Par la loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal, l'enseignement musical luxembourgeois a été doté d'un cadre juridique créant tant du point de vue pédagogique et culturel que du point de vue administratif et financier les bases pour permettre un développement décentralisé mais coordonné de la culture musicale en général de nos jeunes. Ceci dit que l'enseignement musical est organisé, d'une part, par les communes qui décident de s'engager dans un enseignement musical respectant le cadre tracé par la loi de 1998 et, d'autre part, par les conservatoires.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de Madame la Secrétaire d'État à la Culture comment s'effectue la coordination des programmes de cours tant au niveau des communes qu'au niveau des conservatoires.

- Quels sont les intervenants dans l'élaboration des programmes de cours?

- Existe-t-il des commissions de programmes, composées de représentants de l'enseignement musical communal et des conservatoires?

Réponse (19.12.2005) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

L'honorable Député pose la question de l'organisation des cours musicaux. En guise d'introduction, j'aimerais citer l'article 2 de la loi du 28 avril 1998 portant entre autres harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal qui précise que: «L'enseignement musical est organisé par les communes sous réserve de la tutelle à exercer par le Ministre de la Culture pour les aspects pédagogique et culturel et par le Ministre de l'In-

térieur pour les aspects administratif et financier.»

Eu égard aux éléments soulevés par la question de l'honorable Monsieur Spautz qui ont trait à des aspects de pédagogie, il résulte de ce qui précède que la réponse relève du Ministère de la Culture.

Pour tracer le cadre, je voudrais, d'autre part, commencer par énumérer et citer un certain nombre de passages du texte législatif mentionné ci-dessus dont découlent également certains éléments de réponse.

Ainsi l'article 4 de ladite loi stipule dans son 2^e alinéa que:

«Un règlement grand-ducal détermine les différentes branches enseignées, les modalités d'obtention, de délivrance et de la nomenclature des diplômes ainsi que les modalités de transition entre les différents ordres d'établissements et niveaux d'enseignement. L'avis de la commission nationale des programmes prévue à l'article 10 doit être demandé.»

Et l'article 10 de ladite loi de dire:

«La coordination pédagogique et culturelle est effectuée par une commission nationale des programmes(...).

La composition, le fonctionnement et la mission de la commission nationale des programmes sont déterminés par règlement grand-ducal.»

Par ailleurs le règlement grand-ducal du 3 août 1998 fixant la mission et la composition de la commission nationale des programmes de l'enseignement musical définit dans son article premier les missions de ladite commission nationale:

«... 2. La commission est chargée d'émettre des avis ou de faire des propositions quant aux objectifs, aux programmes, aux horaires, aux méthodes d'enseignement, aux manuels, au nombre et au genre des devoirs ainsi qu'aux critères d'évaluation et de cotation dans les différentes branches de l'enseignement musical.

3. La commission est en outre appelée à émettre des avis concernant la coordination de l'enseignement dans plusieurs types d'enseignement.»

Ensuite l'article 2 traite de la composition de la commission nationale.

«1. La commission se compose de membres effectifs et de membres suppléants. Les membres effectifs se répartissent comme suit: un représentant de chacun des conservatoires de musique, deux représentants des écoles de musique représentées par l'Association des Écoles de musique (AEM), un représentant du Syndicat intercommunal des Villes et Communes luxembourgeoises (Syvicol), un représentant de l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA).

4. Le Commissaire à l'enseignement musical assiste aux réunions de la commission avec voix consultative.

5. Sous l'approbation du Ministre de la Culture, la commission peut s'adjoindre des experts et déléguer des missions spéciales délimitées (...).»

Ladite commission nationale a été mise en place fin 1998 et a commencé ses travaux début 1999. En pratique elle siège chaque deuxième semaine et prépare toutes les décisions en relation avec les horaires et programmes de l'enseignement musical et elle est l'organe central le plus important en matière d'harmonisation de l'enseignement musical.

La commission reflète de par sa composition une image fidèle de la situation dans l'enseignement musical.

Au sein de la commission nationale des programmes, ont été créés dès 1999 des groupes de travail pour la grande majorité des

branches enseignées. Ces groupes de travail, qui sont composés d'experts et dont la composition respecte la parité des différentes institutions (ainsi chacun des trois conservatoires dispose d'une voix, tout comme l'UGDA, tandis que l'AEM dispose de deux voix), ont présenté entre-temps de nouveaux programmes d'études pour la plupart des branches musicales.

Ainsi de nouveaux programmes sont disponibles jusqu'au niveau du 1^{er} prix inclus pour la formation musicale – solfège, le violon, le violoncelle, la contrebasse, la guitare, le piano, l'orgue, la clarinette, la flûte traversière, les petits cuivres et le saxophone, ce qui représente 43 nouveaux programmes d'étude.

Des programmes de degrés intermédiaires, qui seront finalisés pour la plupart en 2006, sont disponibles pour l'éveil musical, le violon alto, la guitare électrique et basse, le clavecin, la harpe, le cor, le trombone et le trombone basse, le baryton, l'euphonium, le tuba basse, la flûte à bec, la percussion et le chant, ce qui représente 36 nouveaux programmes.

Des programmes pour la danse classique, la danse jazz, la danse contemporaine, la diction allemande, la diction française, la diction luxembourgeoise, le keyboard, le chant choral, l'harmonie, l'analyse musicale, etc. sont en élaboration.

En ce qui concerne la fixation desdits programmes par règlement grand-ducal, il a été convenu au niveau de la commission de procéder dans une première phase à une mise à l'épreuve des nouveaux programmes pendant quelques années avant de les fixer de façon plus durable.

Question 0697 (27.10.2005) de **M. Paul-Henri Meyers** (CSV) concernant la **déduction des cotisations sociales du revenu net**:

Aux termes de l'article 110 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, les cotisations versées par les salariés à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois sont déductibles du revenu net. Cette disposition fiscale constitue un avantage important pour les personnes qui, en vertu de l'article 174 du code des assurances sociales, procèdent à l'achat rétroactif des périodes d'assurances dans le régime contributif de l'assurance pension.

Aussi voudrais-je savoir de Monsieur le Ministre des Finances si les cotisations visées à l'article 110 précité sont déductibles dans leur intégralité et sans distinction de leur montant.

Réponse (13.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

La question parlementaire de l'honorable Député Paul-Henri Meyers traite de l'achat rétroactif de périodes d'assurances en vertu de l'article 174 du code des assurances sociales.

Monsieur le Député souhaite plus particulièrement savoir si les cotisations énumérées à l'article 110 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sont déductibles dans leur intégralité et sans distinction de leur montant.

J'ai l'honneur de confirmer à Monsieur le Député que les cotisations visées constituent, dans le chef de la personne procédant à l'achat rétroactif, des dépenses spéciales intégralement déductibles du total des revenus nets de l'année d'imposition concernée. Les dépenses

spéciales visées à l'article 110 L.I.R. ne pouvant, en vertu de l'article 108 L.I.R., être prises en considération que pour l'année d'imposition au cours de laquelle elles sont faites, leur déduction se limite, le cas échéant, au montant du total des revenus nets de l'année d'imposition en question.

Question 0708 (31.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉ GRENG*) concernant le **contrôle des transports d'animaux vivants**:

Le week-end dernier, les autorités luxembourgeoises ont intercepté un camion transportant des porcs néerlandais vers l'Italie, qui présentait un dépassement de 20% du poids de chargement autorisé. Cet incident me rappelle directement de nombreux cas semblables en 2000 et 2001. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que la surcharge de neuf tonnes, respectivement de 45 porcs, fut la seule infraction constatée dans le présent cas?

- Est-ce que ce même transporteur fut déjà concerné par des avertissements taxés ou des procès-verbaux (luxembourgeois)?

- Combien de transports d'animaux furent contrôlés le week-end dernier?

- Combien de camions transportant des animaux vivants furent contrôlés sur le réseau routier luxembourgeois en 2002, 2003, 2004 et 2005?

- Quelles infractions y furent constatées, notamment par rapport aux normes légales de protection et de bien-être des animaux, aux documents sanitaires/vétérinaires et au code de la route?

- Enfin, quel est l'impact de la peste porcine sur ces contrôles? Est-ce qu'il y a eu moins de transports d'animaux à travers le Luxembourg et/ou est-ce qu'il y a eu moins de contrôles du fait de la peste porcine?

Question 0710 (31.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉ GRENG*) concernant les **infractions constatées lors de transports d'animaux vivants**:

Le cas de surcharge d'un camion transportant des animaux vivants, constaté le week-end dernier, montre une analogie frappante avec les cas constatés en 2000 et 2001. Bien que le problème semblât résolu – du moins pour le Luxembourg – et que le Ministre de l'Agriculture eût annoncé une coopération accrue et des initiatives communes avec les autorités néerlandaises pour enrayer ces transports surchargés, aux conditions d'hygiène et de transport souvent plus que scandaleuses, en provenance des Pays-Bas, des cas analogues se reproduisent cinq ans plus tard. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles initiatives est-ce que le Gouvernement a prises ces dernières années pour améliorer les conditions de transport des animaux vivants, ou mieux encore, pour limiter ces transports?

- Quel est le bilan de la Présidence luxembourgeoise de l'UE dans ce domaine?

- Est-ce que le Ministre va relancer la coopération avec les autorités néerlandaises pour rendre impossibles ces transports non conformes dès le départ?

- Est-ce que le Gouvernement n'envisage pas de collaboration plus étroite avec nos pays voisins pour éviter que dans le cas de surcharge, les animaux déchargés à Luxembourg ne soient tout simplement rechargés dans le camion d'origine après avoir passé la frontière?

Réponse commune (23.12.2005) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural* et de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

L'honorable Député se réfère à un contrôle effectué récemment par les agents de l'Administration des Douanes et Accises sur un camion transportant des porcs en provenance des Pays-Bas pour poser deux questions parlementaires se rapportant l'une plus précisément au contrôle en question et l'autre au problème des transports d'animaux.

Compte tenu de la connexité des deux questions parlementaires, il est proposé de les traiter dans une seule et même réponse.

1. Lors du contrôle visé par l'honorable Député la surcharge de neuf tonnes représentant quelque 45 porcs a été la seule infraction constatée par les agents contrôleurs.

2. Dans le passé ce même transporteur a déjà fait l'objet de cinq procès-verbaux qui ont porté sur cinq infractions au code de la route (surcharge de véhicules) et sur quatre infractions aux dispositions du règlement grand-ducal du 22 juin 1998 relatif à la protection des animaux en cours de transport par route.

3. L'Administration des Douanes et Accises a procédé au contrôle de cinq transports d'animaux lors du week-end en question.

4. En 2002 et en 2003 les agents de l'Administration des Douanes ont procédé chaque fois à un contrôle. En 2004 aucun contrôle n'a été effectué. En 2005 le nombre des contrôles s'est élevé à trois. Le nombre très restreint de contrôles au cours de ces années s'explique par le fait qu'en raison de la peste porcine tout arrêt de camion transportant des porcs avait été interdit.

5. Les infractions constatées lors des contrôles ont porté sur l'absence sur les camions des panneaux portant l'inscription «Transport d'animaux» et sur le non-respect de normes légales en matière de protection du bien-être des animaux.

6. Étant donné que les contrôles effectués par l'Administration des Douanes et Accises ont révélé avant tout des infractions dues à la surcharge des véhicules du fait qu'au Grand-Duché de Luxembourg la charge maximale des transports sur route est de 40 tonnes alors que la réglementation néerlandaise autorise une charge totale de 50 tonnes, le Ministre de l'Agriculture luxembourgeois est intervenu à d'itératives reprises depuis 2001 auprès de son homologue néerlandais. S'y ajoutent des interventions auprès de la Commission européenne et des interventions de nos experts dans les différents groupes de travail. Ces interventions ont permis de réduire d'une manière conséquente les infractions constatées à intervalles réguliers.

7. Concernant le bilan de la Présidence luxembourgeoise de l'UE, il importe de souligner que l'amélioration du bien-être des animaux dans les transports constitue pour les responsables politiques du Ministère de l'Agriculture un souci permanent sous-jacent à toutes les discussions menées au niveau communautaire en matière de transports d'animaux. À cet égard et afin d'éviter des répétitions, il est renvoyé à la réponse fournie par Madame la Secrétaire d'État à la récente question parlementaire N°0657 de Monsieur le Député Robert Mehlen (*cf. compte rendu N° 3/2005-2006*). De plus, il est précisé que sous présidence luxembourgeoise les premières inscriptions au code de l'O.I.E. (Organisation Mondiale de la Santé Animale comprenant 167 États membres) ont eu lieu en matière de bien-être animal pendant le transport et que

dans le cadre du nouveau règlement sur le développement rural un accent particulier a été mis sur la promotion de la production régionale qui implique une réduction des transports d'animaux sur de longs trajets.

8. L'assistance mutuelle entre les États membres prévue par la nouvelle réglementation communautaire en matière de normes de bien-être animal au cours de transports contribuera certainement à une amélioration de la situation. Toujours est-il que les infractions constatées se rapportent essentiellement au tonnage des véhicules qui ne fait pas l'objet d'une harmonisation au niveau communautaire et dont la compétence ressort d'une autre Direction générale de la Commission européenne.

9. Afin d'éviter le transbordement en région frontalière des animaux déchargés au Grand-Duché de Luxembourg en raison d'une surcharge, l'Administration des Services vétérinaires procède, notamment, au plombage des véhicules et à l'inscription du numéro du sceau sur le nouveau document d'accompagnement avec l'inscription que seules les autorités vétérinaires du lieu de destination sont habilitées à enlever le sceau.

QUESTION 0708

Question 0709 (31.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRENG*) concernant les **infractions constatées lors de transports de marchandises par route**:

Vu que, d'une part, les avertissements taxés et les cautions en cas de procès-verbal ne représentent souvent qu'un montant dérisoire par rapport au gain à réaliser sur la cargaison ou sur la surcharge (dans le cas le plus récent: 500 euros pour 186 animaux = 2,7 euros/porc) et que, d'autre part, de nombreux PV sont souvent classés sans suite, il est logique que de nombreux transporteurs soient aisément prêts à prendre le risque d'être interceptés, d'autant plus qu'ils profitent en outre du carburant bon marché au Luxembourg. Par conséquent, notre catalogue actuel des sanctions de même que son application semblent inadaptes et rendent impossible une approche dissuasive, voire répressive vis-à-vis d'infractions assez fréquentes. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de procès-verbaux furent dressés respectivement rédigés en 2002, 2003, 2004 et 2005? Et combien de suites y furent données entre-temps?

- Est-ce que le Gouvernement projette de faciliter les possibilités de contrôle de même que l'application de sanctions véritablement dissuasives?

- Est-ce qu'il ne faudrait pas élaborer un catalogue européen de sanctions minimales pour les infractions et délits les plus graves et les plus répandus dans le secteur du transport international?

Réponse commune (19.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Depuis 2002, l'Administration des Douanes et Accises a rédigé 981 procès-verbaux en matière de transport de marchandises par route, se répartissant comme suit:

En 2002: 248 PV

En 2003: 259 PV

En 2004: 218 PV

En 2005: 250 PV (jusqu'au 15.11.2005)

Les procès-verbaux sont transmis au Parquet, qui sauf en cas de circonstances particulières et en application du principe de l'opportu-

rité des poursuites engage les poursuites judiciaires soit par voie d'ordonnance pénale, soit par citation devant le tribunal.

Au cas où le chauffeur et le propriétaire de camion habitent un pays de l'Union européenne, les faits sont dénoncés aux autorités judiciaires du pays en question. Des problèmes procéduraux se posent parfois pour engager des poursuites à l'égard de ressortissants de pays étrangers (problèmes de traduction de procès-verbaux et citations, délai de citations).

Quant aux deuxième et troisième volets de la question parlementaire, il y a lieu de rappeler qu'en matière de législation régissant le transport par route, la compétence de principe appartient au Ministre des Transports, y inclus le catalogue de sanctions.

Comme en d'autres domaines du droit pénal, nous estimons qu'un catalogue européen de sanctions constituerait certainement un outil utile pour réprimer de façon uniforme les infractions.

QUESTION 0710

Question 0711 (3.11.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*) concernant la **lutte contre les abus de la procédure des demandes d'asile**:

Mir ass aus Geriichts- a Polizeikreesser zougedroe ginn, datt an de leschte Joren ëmmer méi Verdachtsmomenter opkomm sinn, datt eng ganz Rei vun Asyldemandeuren op Lëtzebuerg eng Demande op Asyl stelle kommen, fir penale Poursuiten an engem aneren EU-Land ze entgoen.

Anscheinend waren esouguer offiziell Residenten aus aneren EU-Länner drënner, déi op Lëtzebuerg eng Asyldemande stelle komm sinn aus deem uewe genannte Grond.

De Problem ergëtt sech doraus, datt dës Demandeur keng Pabeieren hunn, déi hir Identitéit beleeë kënnen, an datt si ganz oft e falsch Hierkonftsland uginne an och e falschen Numm. Si kréien dann op dee fiktiven Numm provisoersch Pabeieren ausgestallt fir d'Dauer vun der Prozedur, wat hinnen et erlaabt eng nei Identitéit ze kréien. Esou Praktike schueden dem Ruff vun den echten Asyldemandeuren.

Am Kader vum Eurodac-System, wou zanter kuerzem kontrolléiert gëtt ob en Asyldemandeur net an engem aneren EU-Land schonns eng Asyldemande agereecht huet, gi schonns d'Fangerofdréck vum Asyldemandeur ofgeholl. Déiselwecht Fangerofdréck këinten, natierlech nëmme parallell dozou, gebraucht gi fir speziell bei Interpol nozekontrolléieren ob eng Person, déi keng Identitéitspabeieren huet, net stroferechtlech vun engem aneren EU-Land gesicht gëtt.

Aus onbekannte juristesche Grënn ginn dës Nofuerschunge verbuede respektiv net gemaach, wat sech zum Nodeel vun den éierlechen Asyldemandeuren auswierkt, déi mat an e schlecht Liicht geroden.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Gëtt bei den Asyldemandeuren d'office duerch d'Fangerofdréck, zum Beispill, bei Interpol, kontrolléiert ob se an engem aneren EU-Land eng Strofdod begaangen hunn a gerichtleche Poursuiten ausgesat sinn?

2. Well d'EU-Reglement (CE) N°343/2003 vum Conseil vum 18. Februar 2003 nëmmen d'Notzung vu Fangerofdréck am Kader vum Eurodac-System reglementéiert, wëll ech wëssen op wat fir eng Base légal sech d'Regierung be-
rifft fir zum Beispill bei Interpol pa-

rallell Nofuerschungen op Basis vu Fangerofdréck ze maache respektiv net ze maachen?

3. Wann et keng Base légal gëtt, déi esou Nofuerschunge verbitt, wëllt d'Regierung an Zukunft dës Nofuerschungen duerch d'Police duerchféiere loossen, speziell bei deenen Asyldemandeuren, déi keng Identitéitspabeiere virweisen?

Réponse commune (19.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Il est un fait que souvent les demandeurs d'asile se présentent sans papiers d'identité lors de leur demande d'asile. La loi du 3 avril 1996, modifiée par la loi du 18 mars 2000, dispose que l'attestation délivrée lorsque la demande d'asile est introduite «tient lieu de nouvelle pièce d'identité». Cette disposition a pu mener à un certain abus. Le projet de loi N°5437 actuellement déposé en matière d'asile redresse cette situation par le fait qu'il ne prévoit plus cette disposition et dispose par ailleurs qu'une personne qui ne coopère pas dans le cadre du traitement de sa demande d'asile peut être soumise à une procédure accélérée.

Le système Eurodac est utilisé depuis le 15 janvier 2003. Le règlement Eurodac interdit toute utilisation des données à une finalité autre que celle de la demande d'asile. Par ce fait il exclut la transmission d'office des empreintes digitales du fichier Eurodac à Interpol, ainsi que la possibilité de vérifier si une personne fait l'objet de poursuites judiciaires dans un autre pays.

Enfin en ce qui concerne l'échange d'informations avec Interpol il faut rappeler que cet échange est effectué dans le cadre de la coopération policière et judiciaire et qu'il en est fait usage dans le cadre des enquêtes judiciaires à l'encontre des auteurs d'infractions.

QUESTION 0721

Question 0723 (9.11.2005) de **M. Aly Jaerling** (*ADR*) concernant le **vote obligatoire**:

D'Gemengewahle sinn haut op den Dag ee Mount ëm.

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro a Saache Wahlpflicht (N°0541 vum 4. am Karschnatz 2005 – cf. *compte rendu N°1/2005-2006*) hat den Här Justizminister kloergemaach, datt d'Regierung weider hannert dem System vun der Wahlpflicht steet. Dëst virum Hannergrond vun enger wuessender Wahlabstention vum de Bierger.

An deem Kontext imposéiere sech folgend Froen:

1. Wéi vill Wieler ware landeswäit fir d'Gemengewahlen ageschriwwen?

2. Wéi vill vun dësen ageschriwwene Wieler sinn hirer Wahlpflicht net nokomm?

3. Wéi eng Evolutioun (prozentual) stellt dat par rapport zu de Gemengewahle vun 1999 duer?

4. Wéi vill vun dësen Netwieler hunn de Friddensrichter gebieden se ze excuséieren?

5. Wéi vill vun dësen Excuse-Ufroen goufen acceptéiert?

6. Wéi vill vun dëse Wieler, déi net viele waren oder deenen hir Excuse net unerkannt gouf, goufen antëscht schonns, wéi d'Gesetz et virgesäit, virun de Friddensrichter zitéiert?

7. Vu datt d'Regierung weiderhin hannert der Wahlpflicht steet, wäert oder huet de Justizminister dorop insistéiert, datt den Net-Respekt

vum Wahlgesetz och konsequent, wéi am Gesetz virgeschriwwen, poursuiviéiert gëtt – a wann net, firwat net?

Réponse (19.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Fir d'Gemengewahle vum 9. Oktober 2005 waren 241.807 Wieler ageschriwwen. Eppes méi ewéi 3.000 Entschëllegung goufen un d'Procureure vu Lëtzebuerg an Dikrech geriicht.

All dës Excusé goufen ugeholl, sou datt keng Poursuité géint dës Wieler ageleet goufen.

Déi Leit, déi keng Excuse ageschéckt hunn, hu sech strofbar gemaach an, ënner Respekt vun dem Prinzip vun der «opportunité des poursuites», déi beim Parquet läit, ass d'Regierung der Meinung, datt d'Strofbestëmmungen, déi am Wahlgesetz virgesi sinn, musse gëllen.

QUESTION 0724

Question 0724 (9.11.2005) de **Mme Anne Brasseur** (*DP*) concernant les **priorités d'investissement du Gouvernement au niveau des bâtiments scolaires**:

Lors de la présentation du projet de budget 2006, le Gouvernement a retenu parmi les priorités d'investissement plus particulièrement les bâtiments scolaires. Il y a quelques années, l'État a acquis des terrains de l'ancien cloître des Sœurs Dominicaines, sis à Luxembourg avenue Pasteur pour permettre un agrandissement des infrastructures collectives du Lycée technique du Centre (hall sportif, restauration et d'information).

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1. Si cette infrastructure figure parmi les projets prioritaires.

2. Si oui, quel est l'état d'avancement des travaux de préparation?

3. Quels sont les délais prévus pour la réalisation?

Réponse commune (13.12.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

1. L'agrandissement des infrastructures collectives du Lycée technique du Centre reste toujours une des priorités d'investissement du Gouvernement.

2. Les travaux de planification sont en cours.

Le délai de réalisation est difficilement prévisible. Le relogement du Lycée Vauban sur l'ancien cloître des Sœurs Dominicaines est provisoire de sorte que la structure mise en place pourra éventuellement servir lors de travaux de réaménagement et d'agrandissement du Lycée technique du Centre.

QUESTION 0725

Question 0728 (10.11.2005) de **M. Aly Jaerling** (*ADR*) concernant les **mesures de sécurité en cas d'agitations**:

D'Krawalle vu sozial ausgegrenzte Jugendlechen a Frankräich hate sech séier iwwert de ganze franséischen Territoire verbreet a souguer am europäeschen Ausland sou genannten «Nachahmer» oder «Trittbrettfahrer» fonnt.

Dëse Phenomeen muss also selbstverständlech och Lëtzebuerg, als direkten Noper vu Frankräich, interpelléieren a bei eis entsprechend Précautionsmesuren erviruffen.

Déi ufänglech Reaktioun vun de franséische Sécherheetskäften op déi sech ausbreedend Onroue gouf als ineffektiv jugéiert an hat misse radikal adapéiert ginn.

Duerfir dës Froen:

1. Gouf antëscht vun eise Sécherheetskäfte preventiv en entsprechenenden Interventionsplang fir de Fall vun ähnlech gelagerten Onrouen op d'Bee gestallt?

2. Besteet tëscht franséischen a lëtzebuergesche Sécherheetsautoritéiten e regelméissegem Informationsaustausch iwwert déi aktuell Krisensituatioun?

3. Ass fir potenziell „sensibel“ Quartieren eng verstärkt Policepresenz ugeuerdnet ginn – wann neen, firwat net?

4. Wat gouf gemaach, fir en lwwerschwappe vun dësen Onroue respektiv Nachahmereffekter ze évitéieren?

5. Wat kann de Bierger preventiv an dëser Saach maachen, besonnesch och wat d'Versécherung vu sengem Gefier ugeet?

6. Wie géing am Fall vun esou Onroue fir den erliddene Schued opkommen?

Réponse (15.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Och zu Lëtzebuerg gëtt et ee Sécherheetsplang fir op d'Onrouen an der öffentlecher Uerdnung ze reagéieren. Dësen Interventionsplang gesäit déi noutwendeg Mëttelen vir, fir déi öffentlech Uerdnung ze gewährleeschten a fir op déi jeeeweileg Situatioun ze reagéieren an d'Uerdnung nees hierstellen.

Bei de rezenten Onrouen a Frankräich hunn och déi Lëtzeburger Sécherheetsautoritéite vun Ufank u reagéiert an op verschiddene Pläng Preventivmoosnamen ergraff. Et goufen Ofsproche getraff mam Parquet, d'Personal vun der Police gouf op de Phenomeen a méiglech Risike fir Lëtzebuerg sensibiliséiert.

Während der ganzer Dauer vun deenen Onroue stoung d'Police a permanentem Kontakt mat der Gendarmerie an der Police nationale aus Frankräich. Iwwert de Centre d'Interventioun national vun der Police an eise gemeinsame Kooperationsbüro mat Frankräich, Däitschland a Belgien sinn dagdeeglech Informatiounen mat den Operationszentren vu Metz an Nanzeg ausgetosch ginn.

Glécklecherweis ass kee Schued zu Lëtzebuerg entstanden.

QUESTION 0729

Question 0730 (11.11.2005) de **M. Laurent Mosar** (*CSV*) concernant les **frais d'acquisition d'un immeuble**:

À propos des frais relatifs à l'acquisition d'un immeuble, toutes les instances publiques impliquées ont jusqu'à ce jour fait des concessions en faveur des acquéreurs potentiels, que ce soit à l'aide de subventions directes ou à l'aide d'incitations fiscales, là encore directes (le fameux crédit d'impôt de 20.000 euros) ou indirectes (en l'occurrence en incitant les propriétaires à vendre les terrains gardés à titre de valeur spéculative).

À ce sujet le rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement de la Chambre des Députés relatif au débat d'orientation sur le logement conclut que les honoraires de notaire sont fixés en pourcentage du prix d'acquisition. Etant donné l'explosion des prix des terrains, les notaires se voient gratifiés automatiquement d'une augmentation de leurs honoraires qui renchérissent substantiellement le coût de l'acquisition d'un immeuble pour les acquéreurs.¹

L'accord de coalition d'août 2004 stipule que le Gouvernement procédera à l'évaluation des critères déterminant les honoraires des no-

¹ Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, 25 février 2003, chapitre 5, 4.7.)

taires en matière de transactions immobilières. Ces critères, datant d'une époque où le marché de l'immobilier ne connaissait pas la surchauffe actuelle, devront être adaptés à la dynamique du marché.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Logement:

- Où en est l'examen, par le Gouvernement, de l'évaluation des critères déterminant les honoraires des notaires en matière de transactions immobilières?

- Quelles suites concrètes le Ministre entend-il donner à la réadaptation des honoraires à la situation actuelle sur le marché?

Réponse (19.12.2005) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**:

Le problème signalé par l'honorable Monsieur Laurent Mosar quant à une évaluation des critères déterminant les honoraires des notaires en matière de transactions immobilières fera l'objet d'un examen approfondi dans le cadre d'un groupe de travail interministériel aux travaux duquel sera associée la Chambre des Notaires.

Question 0733 (14.11.2005) de **M. Aly Jaerling (ADR)** concernant l'**établissement des certificats de maladie**:

Op der General- an Delegierteversammlung vun der „Fédération des Artisans“ huet den Här Gesondheetsminister behaapt, bei der Opstellung vu Verschreiungsprofiler erausfonnt ze hunn, datt „landesweit insgesamt 27 Ärzte 40% der Krankenscheine ausstellen“ (ze liesen am „d'Handwierk“ Nr.10/2005). Dës Dokteren huet den Här Gesondheetsminister och als „Krankeschäinsautomaten“ tituléiert.

Dës Doktore wéi och hir „Klienten stünden von jetzt an unter verschärfter Beobachtung“.

Dës ministeriell Aussoe froen no enger Rëtsch Explikationen:

1. Kann den Här Minister dat genau Datematerial, op dat hie seng Behauptunge stäipt, mat senger Äntwert matliwweren an och erklären, wéi eng Methodik ugewant gouf, fir zur genannter Statistik ze kommen?

2. Ass déi zitëiert Behauptung esou ze verstoen, datt et sech bei dëse 27 Dokteren ausschliesslech ëm Dokteren handelt, déi hei am Land etablëiert sinn – falls dat net esou ze verstoen ass, wéi verdeele sech dës 27 Dokteren op d'Etat vun eiser Groussregioun?

3. A wéi enger Regioun vum Land respektiv vun eise Nopeschlänner sinn déi meescht vun deene vum Här Minister viséierte Medeziner erausgefiltert ginn?

4. Wéi vill Généralisten a wéi vill Spezialiste befanne sech ënnert dësen Dokteren?

5. Ass, fir dës schwartz Lëscht vun Dokteren ze erstellen, och d'Gréisst vun der Klientell vun dëse Medeziner berücksichtegt ginn?

6. Ass och déi spezifesch Populatioun berücksichtegt ginn, déi d'Klientell vun de viséierte Medeziner ausmécht (en Dokter, deen haaptsächlech am Aarbechtermilieu praktizéiert, dierft normalerweis méi Krankeschäiner ausstelle wéi en Dokter, dee sech op eng manner physesche beusprocht Klientell konzentréiert)?

7. Ass bei der Opstellung vun dëser Lëscht och déi preferéiert Behandlungsmethodik vum betreffen Dokter berücksichtegt ginn – zum Beispill d'Präferenz fir alternativ oder méi douce Heelungsmethoden, déi forcément méi Zäit an Usproch huele wéi den allengegen Traitement mam Chemieshummer?

8. Wat versteet den Här Gesondheetsminister ënner enger „verschärfter Beobachtung“?

9. Wéi eng Sanktiounen schwiewen dem Här Gesondheetsminister vir, sollt effektiv ee „schwaarzt Schof“ mat Sécherheet détektéiert ginn?

10. Riskéiert een net mat sou pauschalen Aussoe wéi där zitëierter künfteg all Patient, deen e Krankeschäi fir seng Genesung braucht, engem Pauschalverdacht vu „sozialem Parasitentum“ aussetzen?

11. Riskéiert een net mat sou Aussoe vu Regierungssait de soziale Klima ze vergëften, net nëmme, wat d'Solidaritéit tëscht kranken a gesonde Matmënschen ugeet, mä och wat d'Bezéiung zum Stand vun de Medeziner an hirem Heelwëssen ugeet?

Réponse (8.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

Vu la complexité et la technicité de la réponse, j'espère que l'honorable Député admettra qu'elle soit rédigée en langue française.

À la base de l'établissement du «profil» des prescripteurs de certificats de maladie se trouve une méthodologie développée par les responsables de l'Union des Caisses de Maladie suite aux recommandations faites par le comité quadripartite en 2004 visant à établir une méthode de surveillance appropriée par l'établissement d'un indicateur permettant de quantifier le volume des prescriptions et de comparer la pratique des médecins à l'aide de cet indicateur.

La méthodologie a été décrite dans une note technique publiée au mois d'août 2005 et qui a été diffusée notamment aux délégués des partenaires sociaux, au Contrôle médical de la sécurité sociale ainsi qu'au groupement professionnel des médecins et médecins dentistes. Elle a également été présentée officiellement aux membres composant le comité quadripartite en octobre 2005.

La note technique jointe fait partie intégrante de la présente information (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Les premières évaluations tirées des statistiques établies suivant la méthodologie décrite ne concernent que des médecins établis au Luxembourg étant donné que les médecins prescripteurs des pays limitrophes échappent au système conventionnel national qui s'applique exclusivement aux médecins résidents.

La première extraction de données ne fait pas état des régions du pays où les médecins sont établis. Par ailleurs la notion de «région» n'étant pas définie dans ce contexte, ce critère distinctif semble aussi ne pas être important vu la mobilité des patients.

Il ne doit pas surprendre que la plus forte densité de prescriptions se retrouve auprès des médecins généralistes, alors qu'en règle générale, ceux-ci sont les premiers à être sollicités en cas de maladie aiguë.

Il est tout aussi naturel que de par leur nature, les traitements médicaux et thérapeutiques des diverses spécialités médicales entraînent des fréquences d'arrêt de travail et des durées très divergentes.

À titre d'exemple, la durée des arrêts de travail prescrite par des médecins orthopédistes est trois fois plus importante que celle des dermatologues et la fréquence des arrêts de travail par rapport aux nombres de séances délivrées est de huit fois plus importante chez les orthopédistes que chez les dermatologues. Cet exemple simple montre que l'existence de tels écarts peut être expliquée par la

diversité des champs d'activité médicaux et ne doit pas conduire à des conclusions erronées.

La méthodologie préconisée permet d'analyser les écarts constatés à l'intérieur de chaque spécialité en tenant compte notamment de la proportion de séances aboutissant à l'établissement d'un certificat, du nombre absolu de séances, du nombre de certificats délivrés, du nombre de jours couverts par un arrêt de travail ainsi que de la durée moyenne du certificat.

Les réponses aux questions détaillées posées par l'honorable Député se dégagent de la lecture de la note qui, en raison de sa technicité et de sa complexité, ne saurait être dissociée du contexte de sa présentation comportant de nombreux graphiques et statistiques ou être résumée dans le cadre de la présente information sous peine d'une intellection tronquée.

Il convient de préciser toutefois que la méthodologie appliquée ne tient pas compte de l'approche thérapeutique choisie par le médecin, qui d'autre part ne fait pas l'objet d'un quelconque recensement de la part de l'assurance maladie et n'apporterait guère de plus-value explicative.

Concernant la «surveillance accrue», il convient de préciser que les rapports d'activité individuels des médecins dont les scores obtenus sont les plus élevés peuvent, à l'avenir, faire l'objet d'une analyse poussée de la part du Contrôle médical de la sécurité sociale dans le cadre des dispositions légales existantes, complétées notamment par des dispositions spécifiques à intégrer dans la convention médicale en exécution des dispositions du Code des assurances sociales.

Concernant les sanctions à prévoir en cas de pratique médicale abusive, il convient de se référer à celles actuellement déjà prévues par le Code des assurances sociales, sans cependant exclure de réfléchir sur l'adéquation des sanctions existantes par rapport à la gravité des manquements susceptibles d'être constatés à l'avenir.

Concernant les «moutons noirs», il convient de préciser qu'au stade actuel des analyses, les résultats de l'évaluation sont encore dépersonnalisés et n'entraînent, en attendant la mise en place des dispositions conventionnelles nécessaires et la réalisation d'analyses individuelles plus poussées, pas encore de sanctions immédiates.

Il doit cependant être permis de caractériser par cette notion tous les praticiens qui un jour seront convaincus d'avoir abusé indûment à leur profit du système ou d'avoir cédé à des sollicitations abusives de la part d'assurés.

Dans cet ordre d'idées, cette caractérisation ne comporte aucun élément susceptible d'empoisonner le climat social, mais, au contraire, permet de mettre en évidence la bonne pratique de la grande majorité des médecins qui se tiennent scrupuleusement à l'écart de comportements condamnables.

Question 0734 (14.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant les **avertissements sur les paquets de cigarettes**:

Dans le cadre de la lutte antitabac David Byrne, Commissaire européen pour la santé, avait proposé de faire figurer sur les paquets de cigarettes des avertissements combinés de textes et de photos (par exemple des poumons affectés par une tumeur, des dents jaunes, etc.). Dans la convention

cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, signée par le Luxembourg, il est également prévu à l'article 11 que «chaque paquet ou cartouche de produits de tabac et toutes les formes de conditionnement et d'étiquetage extérieur de ces produits portent également des mises en garde sanitaires décrivant les effets nocifs de la consommation de tabac et peuvent inclure d'autres messages appropriés. Ces mises en garde et messages (...) peuvent se présenter sous la forme de dessins ou de pictogrammes ou inclure de tels dessins ou pictogrammes».

Depuis un certain temps ceci est déjà une réalité au Canada et en Australie. Une étude a permis de prouver que ces photos ont bel et bien eu effet: il semble qu'en Australie ces messages photos aient eu soixante fois plus d'effet que de simples messages écrits. Au Canada 44% des fumeurs se sont dits plus sensibilisés à un éventuel arrêt. Aussi une étude en Belgique, réalisée en 2003, a montré que 30% des fumeurs pensent que les messages photos sont les plus convaincants. Ainsi à partir de novembre 2006 ces messages avec photos seront introduits chez nos voisins belges.

Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre si de tels messages photos seraient envisageables également pour les paquets vendus au Luxembourg.

Réponse (15.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

Faisant état d'une proposition du Commissaire européen responsable pour la santé ainsi que d'une disposition de la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac l'honorable Parlementaire préconise d'imposer les avertissements sanitaires devant figurer sur les paquets de cigarettes sous forme de messages photos ou d'une combinaison de texte écrit et de messages photos.

En fait la directive communautaire 2001/37/CE du 5 juin 2001 en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac habilite les États membres, sans cependant le leur imposer, à exiger des avertissements complémentaires sous la forme «de photographies en couleurs ou d'autres illustrations montrant ou expliquant les conséquences du tabagisme sur la santé». Cette directive a été transposée au Luxembourg au moyen du règlement grand-ducal du 16 septembre 2003, mais sans qu'il ait été fait fruit de la prédite faculté.

La matière est complexe et le problème pourrait se poser en d'autres termes si effectivement la Belgique imposait fin 2006 les avertissements sanitaires sous forme de pictogrammes. Je me propose de réexaminer la question le moment venu.

Question 0735 (15.11.2005) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant la **formation universitaire d'art thérapie**:

Il me revient qu'une formation universitaire d'art thérapie est organisée depuis 1999 par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Luxembourg, en collaboration avec les universités de Paris-V et de Metz et gérée depuis septembre 2002 par le CRP-Santé. Le diplôme auquel aboutit cette formation est celui d'un Master of Science en Art thérapie. Les conditions d'admission sont le niveau bac+4 et/ou une expérience professionnelle ainsi qu'une pratique artistique personnelle. Les catégories professionnelles visées sont les psychologues, les médecins, les professionnels du secteur socio-éducatif, les professions de la

santé et des professionnels du secteur artistique. Les formateurs remplissent tous les critères pour l'enseignement et la recherche au niveau du master. Depuis que cette formation existe, deux promotions ont terminé leurs études en totalité ou en partie, une promotion est en cours, une quatrième est annoncée pour la fin de l'année 2005.

Cependant, malgré l'intérêt évident et le haut niveau scientifique de cette formation, le diplôme afférent n'a pas encore été créé ni formalisé par arrêté grand-ducal.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire comment il compte procéder pour assurer la sécurité juridique en matière de diplômes de ladite formation et la pérennité d'une formation du plus haut intérêt pour le secteur de la santé?

Réponse (21.12.2005) de **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**:

Ainsi que je l'avais indiqué dans ma réponse à la question parlementaire N°0448 de l'honorable Député (*cf. compte rendu N°13/2004-2005*), le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 relatif à l'obtention du grade de master de l'Université du Luxembourg permet à l'Université de délivrer un Master en Art thérapie. Conformément à la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, le grade de master sanctionne la réussite d'études de deuxième niveau.

Pour ce qui est de la pérennisation de ladite formation, cette décision est de la seule compétence de l'Université du Luxembourg.

Question 0736 (15.11.2005) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant la **participation des douanes luxembourgeoises à l'opération «Fake» en mai 2005 (détection d'articles contrefaits)**:

On rapporte que l'Office européen de Lutte Anti-Fraude (OLAF) et la direction générale «Fiscalité et union douanière» de la Commission ensemble avec les administrations douanières des États membres de l'Union européenne ont entrepris une opération conjointe des douanes des 25 États membres intitulée «Fake» en mai 2005.

Au cours de cette opération deux millions d'articles contrefaits en provenance de Chine ont été saisis en l'espace de dix jours. Parmi les produits, on note du textile, des habits, du matériel électrique et électronique, des médicaments, des cigarettes, des jouets, des produits alimentaires dont aussi du miel. Les douaniers ont découvert de fausses pièces détachées, des imitations illicites de produits alimentaires, des batteries de téléphone susceptibles d'exploser. Les produits découverts, d'un total de 485 tonnes, l'ont été dans des conteneurs, dans des ports et dans des colis dans les aéroports.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les douanes luxembourgeoises ont participé à cette opération et si l'Aéroport de Luxembourg, important centre de fret, en a été concerné?

Réponse (15.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances**:

L'Administration des Douanes et Accises du Luxembourg a participé à ladite «Opération Fake» organisée par les services OLAF et DG TAXUD de la Commission européenne du 17 au 27 juin 2005.

Seul le bureau des Douanes à Luxembourg-Aéroport a été concerné par l'opération en question, et quelque 30.000 articles contrefaits ont été retenus. Ces marchandises étaient exclusivement en provenance de la Chine et

destinées à l'Espagne et à plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest.

Question 0738 (16.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant les **dé-comptes de loyer établis pour le compte des locataires du Fonds de logement:**

Dans une lettre adressée aux membres de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement concernant les dé-comptes de loyer établis pour le compte des locataires du Fonds de logement, le Président du Fonds affirme que «le Fonds de logement n'accuse plus de retard en la matière, si ce n'est les quelques mois de décalage par rapport aux prescriptions légales, décalage dû au fait, justement, que les délais prescrits par la réglementation sont impossibles à respecter en pratique. Ceci a déjà été discuté et expliqué à maintes reprises et a d'ailleurs amené le comité directeur du Fonds à la conclusion qu'une révision de ladite réglementation était inévitable».

Le délai auquel Monsieur le Président du Fonds de logement se réfère dans sa lettre, à savoir le 1^{er} mai de l'année suivant l'année qui fait l'objet du décompte, est fixé à l'article 33 du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévues par la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

- Quelle est la position du Gouvernement face aux réflexions du comité directeur du Fonds de logement?

- Est-ce qu'une révision de la réglementation susmentionnée est envisagée? Dans l'affirmative, quelles seront les dispositions de la nouvelle réglementation et dans quels délais sera-t-elle applicable?

- Si une telle révision n'est pas jugée opportune par Monsieur le Ministre, quels autres moyens peuvent être mis en application pour faire respecter les délais en pratique?

Réponse (13.12.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Au niveau international, le Luxembourg est souvent félicité du fait que son parc de logements sociaux n'accuse guère de loge-ments qui ont fait l'objet d'un détournement du point de vue vocation sociale. En effet, chaque contrat est annuellement révisé dans le cadre des dispositions du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant notamment les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs. Sur base des revenus effectivement touchés, documentés par un certificat de revenu, il est opéré d'office un décompte annuel du loyer.

S'il est vrai que les employeurs publics et les caisses de la sécurité sociale fournissent annuellement à leurs bénéficiaires les certificats de revenu de l'année écoulée déjà au cours du mois de janvier, il n'en est pas de même pour les employeurs privés qui – très souvent – par le truchement de leur fiduciaire, mettent à la disposition de leurs employés les certificats en question seulement vers la fin du mois de février, sinon au cours du mois de mars. C'est pourquoi les promoteurs publics se retrouvent dans l'impossibilité de présenter tous les décomptes loyers pour le 1^{er} mai de chaque année. Dans ces conditions, le Ministre du Logement proposera au Gouvernement d'étendre ledit délai jusqu'au 15 juin de l'année qui suit l'année faisant l'objet du décompte.

Question 0740 (16.11.2005) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant le **mariage des couples homosexuels:**

Suite à la réponse du 16 novembre 2005 à ma question parlementaire 0516 du 19 juillet 2005 (*cf. ci-dessus*) concernant la reconnaissance des mariages de même sexe, je me dois de constater que Messieurs les Ministres m'informent du fait que la situation a changé avec la loi luxembourgeoise du 9 juillet 2004 relative aux partenariats «...de sorte que les partenariats étrangers de personnes du même sexe ne sont désormais plus contraires aux principes du droit civil luxembourgeois et peuvent donc être traités de la même façon sur le territoire luxembourgeois que les partenariats de droit luxembourgeois».

Cependant, dans un jugement du Tribunal administratif du 3 octobre 2005 (jugement ci-joint), il ressort clairement que le Gouvernement a en date du 21 février 2005 refusé de reconnaître un mariage homosexuel célébré en Belgique entre un ressortissant belge et un autre ressortissant malgache (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a demandé à cette personne de quitter le territoire national.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Messieurs les Ministres n'étaient-ils pas au courant du jugement du 3 octobre 2005 lors de la rédaction de leurs réponses à ma question parlementaire?

- Au vu de ce jugement et de la réponse à ma question parlementaire, quelles sont les instructions qui ont été données aux administrations concernées?

Réponse commune (23.11.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Les ministres étaient au courant du jugement cité et des instructions conformes à la réponse à la question parlementaire et à la jurisprudence ont été données.

Question 0741 (17.11.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp (ADR)** concernant les **sites luxembourgeois classés par l'UNESCO:**

Lëtzebuerg huet zwee Siten, déi vun der UNESCO als eenzegaar-teg Wierker vun der Weltkultur unerkannt sinn. Et sinn dëst d'Festungsmauern an der Stad Lëtzebuerg an d'Fotosammlung „The Family of Man“, déi ausgestellt ass zu Klierf am Schlass.

Am Ausland do weisen déi eenzel Stied oder Regione stolz op vill Manéieren op dës UNESCO-Auszeichnung hin, et ass dëst dach déi welthéchst Kulturauszeichnung.

Nu muss een awer feststellen, datt Lëtzebuerg sech dës dach héich Weltauszeichnung net genuch verkeeft respektiv vermaart. An der Ausweisung a Beschëlderung vun touristeschen Ziler gëtt zu Lëtzebuerg net genuch op d'UNESCO Klasséierung higewisen.

Am Ausland fällt engem eng deemtsprichend Stroossebeschëlderung op an des Weideren UNESCO-Publikatiounen an eng Internet-Presenz. Alles Saachen, déi net vill Geld kaschten, déi awer touristesch gesi vill kéinte bréngen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat sinn déi genee Grënn firwat Lëtzebuerg mat dësem UNESCO-Prädikat bis elo net méi Reklamme gemaach huet?

2) Ass d'Regierung bereet fir de Réckstand an der Reklamme vun dësem dach wichtegen UNESCO-Prädikat ze verbessere?

Wa jo, wéi gesäit dëst konkret aus?

Wann neen, wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheidung?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Députéierte Jean-Pierre Koepp hu mer d'Éierlech déi folgend Informatiounen ze ginn:

De 17. Dezember 1994 ass de Site: Stad Lëtzebuerg: «Vieux quartiers et fortifications» op d'Lëscht vum Patrimoine mondial vun der UNESCO agedroe ginn. D'Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO huet d'Leedung an d'Koordinatioun vum Projet an enker Zesummenaarbecht mam Service des Sites et Monuments nationaux an dem Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO iwwerholl.

Bei de Festivitéiten am Joer 1995, während deem Lëtzebuerg europäesch Kulturstad war, gouf eng Commemoratiounsplack vun der UNESCO op der Héicht vun der Corniche, a Presenz vum Generaldirekter vun der UNESCO, ageweit. Op dëser Plack steet an dräi Sproochen: «Les vieux quartiers et fortifications de la ville de Luxembourg ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en décembre 1994». Eng aner Plack ass no bei der Entrée vun de Kasematten um Bockfiels placéiert ginn, déi drun erënnert firwat Lëtzebuerg op der Lëscht vum Patrimoine mondial agedroe ginn ass: «Les vieux quartiers et les fortifications de la ville de Luxembourg montrent, dans un environnement naturel saisissant, des vestiges impressionnants de l'ancienne cité. Luxembourg, dont la fondation date de 963, a joué un rôle important dans l'histoire européenne des siècles durant.»

Während enger Reunion vum Président a vum Generalsekretär vun der Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO mam Här Paul Helminger, député-maire vun der Stad Lëtzebuerg, hunn d'Vertrieder vun der Commission nationale de Wonsch ausgedréckt, datt d'Stad Lëtzebuerg de Label vum Patrimoine mondial UNESCO besser soll valoriséieren.

Zwee grouss Strooseschëlde, déi de Site vum Patrimoine mondial UNESCO ukënnegen, sinn opgeriicht ginn: eent op der Montée de la Tour Jacob op der Héicht vun der Rhum, dat anert am Pafendall bei der Tour des Bons Malades an der Echer Puert.

Publikatiounen, Konferenzen a Sendungen um Radio an op der Televisioun, grad ewéi Ausstellungen hu Reklamme dofir gemaach. Ganz besonnesch ervirzeesträiche sinn eng Sendung um RTL-Culture iwwert de Patrimoine mondial, Ausstellungen (ënner anerem iwwer Angkor an Zesummenaarbecht mat der Nationalbibliothék) an 1997 d'Publikatioun vum Buch: «Luxembourg patrimoine mondial».

Anerersäits zwee kulturell Itinéraires (Wenzel a Vauban) gi queesch duerch de Site ville de Luxembourg: «Vieux quartiers et fortifications», deem op der Lëscht vum

Patrimoine mondial ageschriwwen ass, an droe vill zur Opwäertung vum Tourismus bäi.

Eng Commemoratiounsplack vun der UNESCO ass bei der Entrée vum Klierfer Schlass ubruecht ginn, wéi dem Edward Steichen seng „The Family of Man“ an de Regëschter «Mémoire du Monde» opgeholl ginn ass.

Dat huet eng gewësse Publicitéit bruecht an et ass kloer, datt een et nach besser kéint maachen.

D'Ponts et Chaussées hu schonn dru geduecht op den Autobunne grouss Panneeuen opzestellen, fir d'Automobilisten, déi aus Frankräich, der Belsch an Däitschland kommen, ze informéieren, datt d'Stad Lëtzebuerg e Site vum Patrimoine mondial ass.

Den ONT an den LCTO hu scho vill Efforte gemaach, doduerch datt se de Logo vun der UNESCO an d'Symbol vum Patrimoine mondial an hire Publikatiounen ënnerbruecht hunn.

De Ministère du Tourisme hält drop ze preziséieren, datt den Office National du Tourisme, als Member vun der Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO, sech ëm d'Promotioun vun deenen zwee vir genannte Sitë këmmert an datt déi als sollech an d'Publikatioun vum ONT (Sites et attractions, Fleurons de culture...) an an all hire gedréckte Sproocheditiounen oder am SNIRT (Système National d'Information et de Réserve Touristique) stinn.

Ëmmer erëm gi vum ONT Studie-reese fir auslännesch Journalisten, Redacteuren an Touristeguiden op déi zwee Siten organiséiert. Datselwecht geschitt mat grousser Regelméissegheet am Zesummenhang mat Begleedungsprogramme vu Kongresser a Seminairé fir déi genannte Siten. Am Kader vun der «Journée mondiale du Tourisme» huet den ONT méi wéi 970 jonk Leit mat den zwee Sitë vu Lëtzebuerg Stad a Klierf bekannt gemaach. Si waren och 2004 en Haaptattraktiounspunkt vun der Journée nationale de l'Incoming.

Zënter 2003 ginn d'UNESCO-Siten am Kader vu Reesforfaiten ugebueden.

An noer Zukunft ass eng enk Zesummenaarbecht, am Kader vun der Groussregioun, tëschent den Tourismusbureauen vun Tréier, Nanzeg, Lëtzebuerg, Völklingen a Léck virgesinn. Hei sollen op engem Kulturpad déi eenzel UNESCO-Siten zesumme virgestallt ginn. Dëse Projet ass schonns vun der Commission régionale approuvéiert.

Question 0744 (17.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant les **missions à accorder au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP):**

Dans un article paru récemment dans un quotidien luxembourgeois un responsable du Centre d'information et de prévention de la Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale soulève le problème du manque de structures d'accueil au Grand-Duché pour personnes souffrant simultanément de deux pathologies différentes: dépendance et psychose.

Apparemment, le Luxembourg ne dispose d'aucune structure spécifique pour ces patients, qui sont dirigés vers une structure médicale ou sociale en fonction du degré de leur toxicomanie ou de leur psychose. Or, comme seulement une des deux maladies va être soignée, ceci n'amène pas le patient à une guérison totale.

Dans ce contexte et suite aux réflexions formulées lors de la récente heure d'actualité sur la psychiatrie à la Chambre des Députés quant aux nouvelles missions à ac-

corder au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-il prévu de créer une telle structure au Grand-Duché?

- Pourrait-on envisager l'installation d'un service pour traiter ces doubles pathologies au sein d'une structure du CHNP?

Réponse (12.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est bien exact qu'un certain nombre de patients montrant des signes de dépendance à l'égard de substances psychotropes montrent en même temps des signes de pathologie psychotique. La prise en charge de ces deux pathologies fait partie du domaine spécialisé de la psychiatrie. Les psychiatres prennent actuellement en charge ces patients, qui demandent un traitement, et le volet thérapeutique prend en considération les deux composantes de la pathologie.

Contrairement à ce que l'honorable Députée s'attend de la thérapie, il faut rappeler que la maladie psychotique est une maladie chronique qui n'est pas vraiment guérissable. Cette maladie peut être prise en charge au point de permettre au malade une vie proche de la normale. Mais le risque d'une rechute ne peut jamais être exclu.

S'agissant de la prise en charge de cette double pathologie, les personnes concernées peuvent être traitées pendant la phase aiguë de leur maladie au service psychiatrique fermé de l'établissement hospitalier compétent en vertu de leur domicile, ceci dans le cadre de la décentralisation de la psychiatrie, qui est effective depuis le mois de juillet de l'année en cours.

Il n'est pas aisé de répondre à ce stade à la question de savoir s'il convient de créer une structure spécifique pour le traitement de ces personnes à double pathologie, une fois que la prise en charge aiguë est terminée. J'ai chargé le groupe de travail qui accompagne la réforme de la psychiatrie d'établir un inventaire des besoins en la matière, le nombre des personnes concernées n'étant pas très bien connu en ce moment.

Il est certain que le CHNP dispose d'ores et déjà des moyens requis pour prendre en charge les patients visés nécessitant un séjour prolongé en institution, cela d'autant plus que ses antennes à Manternach et à Useldange traitent les problèmes de la dépendance.

Quant à la création d'une structure hors-CHNP, il faut savoir que la population visée est assez souvent réfractaire à tout traitement. Son maintien en institution n'est dès lors pas toujours facile à imposer. Ceci vaut d'ailleurs aussi pour les antennes du type ouvert du CHNP à Useldange et à Manternach.

Dans le cadre de la réforme de la psychiatrie le groupe de travail dont question ci-dessus est appelé à examiner dans quelle mesure l'extension progressive des soins psychiatriques en milieu familial peut répondre aux besoins de la population concernée.

Le problème de la prise en charge des patients à double pathologie est très complexe et je me propose d'y revenir lorsque je disposerai des réflexions y relatives du groupe de travail dont question ci-dessus.

Question 0747 (21.11.2005) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant la **gérance des maisons relais pour enfants:**

Il ressort de l'exposé des motifs du projet de loi 5517 portant réglementation de l'activité d'assistance

parentale du 17 novembre 2005 qu'au cours des 30 dernières années, l'offre institutionnelle s'est développée et diversifiée au Luxembourg. Ainsi, selon ce texte, le Luxembourg dispose depuis début 2005 de 116 maisons relais pour enfants (accueil flexible, foyer scolaire, restauration scolaire, accueil pour l'accomplissement des devoirs à domicile, activités de loisir pendant les vacances).

- Or, sachant que le règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants ne date que d'août 2005, est-ce que Madame la Ministre peut me fournir des renseignements précis sur les 116 maisons relais existantes?

Réponse (19.12.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La dénomination «maison relais pour enfants» désigne la réorganisation des services d'accueil de jour offrant aux enfants scolarisés en dehors des heures de classes différentes prestations qui avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants sont tombées sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 20 décembre 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants. Ces prestations qui ont déjà été conventionnées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration avant la mise en place du concept «maison relais pour enfants» sont le foyer de jour, la restauration scolaire, l'aide aux devoirs, l'accueil temporaire et l'activité de vacances. Dorénavant ces prestations ne font plus l'objet d'un agrément respectivement d'une convention individuelle, mais elles font partie intégrante d'une seule entité désignée par le terme de «maison relais pour enfants».

La maison relais au sens du texte réglementaire précité présume un fonctionnement minimal pendant au moins 200 jours et 500 heures par année civile. Elle prévoit en outre différentes prestations dont certaines sont obligatoires telles que la restauration, l'accompagnement pour l'accomplissement des devoirs à domicile, les prestations d'animation et les activités à caractère socio-éducatif, tandis que d'autres peuvent être offertes sur décision de l'organisme gestionnaire. Un démarrage progressif des différentes prestations est possible pour une phase limitée au maximum à cinq ans.

En 2005, le nombre de structures d'accueil dites «maisons relais» bénéficiant d'une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration s'élève à 87 dont

- 18 sont gérées par des associations sans but lucratif,
- 4 sont gérées par des syndicats intercommunaux et
- 65 sont gérées par des administrations communales.

Conformément à l'article 15 du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 les prestations offertes telles que l'encadrement pédagogique, la restauration et/ou le nettoyage peuvent être assurées en régie propre ou bien être confiées à des prestataires externes. Les 87 maisons relais conventionnées comptent actuellement 177 unités qui se situent dans les communes suivantes:

Bascharage, Beaufort, Bech, Beckerich, Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Betzdorf, Bissen, Biver, Bous, Burmerange, Clemency, Colmar-Berg, Consdorf, Contern, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Erpeldange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Garnich, Grosbous, Hesperange, Hobscheid, Hosingen, Junglinster, Kayl, Keh-

len, Kopstal, Larochette, Lenningen, Leudelange, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Mamer, Mersch, Mertert, Mertzig, Mom-pach, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Niederanven, Petange, Préizerdaul, Rambrouch, Remich, Roesser, Rosport, Rumelange, Saeul, Sandweiler, Sanem, Schifflange, Schuttrange, Septfontaines, Stadtbredimus, Steinfort, Steinsel, Strassen, Tandel, Troisvierges, Tuntange, Useldange, Vichten, Wahl, Walferdange, Weiler-la-Tour, Wiltz.

Question 0750 (22.11.2005) de **M. Alex Bodry** (*LSAP*) concernant le **congé politique pour les enseignants**:

La loi communale du 13 décembre 1988 institue un congé politique pour les bourgmestres, échevins et conseillers communaux. Un règlement grand-ducal du 6 décembre 1989 fixe le nombre maximum de jours de travail ou de parties de jours par semaine qui sont considérés comme congé politique.

- Comme ni la loi, ni le règlement ne déterminent avec précision le mode de calcul du congé politique pour les enseignants, j'aimerais savoir de la part du Gouvernement de quelle façon doit être effectué le calcul du congé politique des instituteurs et professeurs dont la tâche exprimée en nombre de leçons est inférieure à 40 par semaine.

- Comme il semble que la réglementation du congé politique du personnel enseignant soit appliquée de façon disparate à travers le pays, le Ministre ne partage-t-il pas l'avis du soussigné que cette question devrait faire l'objet d'une circulaire à l'adresse des administrations communales?

Réponse (13.12.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le règlement grand-ducal du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux fixe le nombre maximum d'heures de travail par semaine auxquelles un élu local a droit pour exercer son mandat. Les membres du personnel enseignant qui bénéficient d'un congé politique pour l'exercice d'un mandat communal sont soumis aux mêmes dispositions.

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire intervient en tant que gestionnaire des demandes de remboursement du congé politique par le biais du FDC (Fonds des dépenses communales). Il instruit les formulaires et dossiers lui transmis et procède au remboursement sollicité par le patron de l'enseignant, que ce soit une commune, un syndicat de communes ou que ce soit l'État.

La manière selon laquelle le patron accorde le congé politique à son salarié relève exclusivement de la compétence de ce patron, à savoir une commune, un syndicat de communes ou l'État. La définition de la tâche et la fixation du nombre de leçons hebdomadaires à pres-ter par les enseignants des différents ordres d'enseignement relève de la compétence du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Voilà pourquoi j'estime que la question parlementaire N°0750 s'adresse plutôt à ce département qu'au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Question 0751 (22.11.2005) de **M. Ali Kaes** (*CSV*) concernant la **contamination des renards par l'Echinococcus multilocularis**:

La grippe aviaire, détectée à plusieurs endroits en Europe, peut re-

présenter un réel danger pour la santé humaine. Or, il existe au Luxembourg une maladie animale dont le risque d'infection est beaucoup plus élevé que pour la grippe aviaire et dont la contamination pour l'homme est habituellement mortelle: l'Echinococcus multilocularis (Fuchsbandwurm).

Il ressort d'un communiqué de l'Administration des Services vétérinaires qu'environ un renard sur quatre serait porteur du ver Echinococcus multilocularis dont les œufs, au cas où ils sont ingérés par l'homme, peuvent se développer dans le foie et être la cause d'une hépatite mortelle.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations de l'Administration des Services vétérinaires et le cas échéant me dire quelles régions du pays sont les plus touchées par cette maladie?

- Quelles sont les mesures de prévention qui ont été prises jusqu'à présent et ne serait-il pas recommandable d'avertir et de sensibiliser la population des risques de cette infection?

Réponse (5.12.2005) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

L'échinococcose alvéolaire est une maladie parasitaire qui se rencontre essentiellement chez les prédateurs des campagnols, en premier lieu chez le renard et dans une moindre proportion chez le chien et le chat.

Un monitoring en matière d'échinococcose de la population vulpine a été mis en place au Luxembourg à partir de 2001 par l'Administration des Services vétérinaires, en collaboration étroite avec le «Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken». La prévalence du parasite «Echinococcus alveolaris» mis en évidence à ce moment était de l'ordre de grandeur de 25%.

Le taux de dépistage positif était de 26% en 2002 et de 27,5% en 2003 où le nombre de renards analysés n'était que de 29 unités et donc peu représentatif au point de vue statistique.

Un monitoring plus intensif, effectué en cette année 2005 dans le cadre de la surveillance active de la rage chez les renards, a donné une incidence d'infectiosité de 23,4% des renards examinés. Ce chiffre est dans les grandes lignes représentatif pour tout le territoire de notre pays, étant donné que les renards analysés provenaient de toutes les régions du Grand-Duché de Luxembourg.

L'homme, hôte accidentel de l'échinococcose, se contamine soit par contact direct avec un renard, et dans une moindre mesure, avec un chien ou un chat infestés, soit par contact indirect, par ingestion d'eau ou d'aliments souillés par les déjections de ces animaux, tels que les fruits sauvages et les légumes, susceptibles d'être contaminés par les œufs du parasite jusqu'à une hauteur d'environ 25 cm du sol.

Parmi les mesures préventives à l'égard de l'échinococcose alvéolaire figure en premier lieu l'hygiène, à savoir une hygiène scrupuleuse des mains chez les personnes amenées à manipuler des renards ou leurs déjections, un lavage intensif à l'eau courante des fruits ou légumes potentiellement contaminés et une vermifugation régulière des chiens et chats.

Des communiqués périodiques de la part du Ministère de la Santé

sont un moyen mis en œuvre pour informer et sensibiliser la population à l'égard du risque d'infection par le parasite «Echinococcus alveolaris».

Question 0752 (22.11.2005) de **M. Claude Adam** (*DÉI GRENG*) concernant la **représentation de la pièce de théâtre „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?":**

Dans le cadre d'une sortie théâtre, certains élèves de l'enseignement secondaire ont pu assister à la représentation de „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?", pièce créée par la troupe de théâtre des jeunes «Namasté» et qui rend hommage à la résistance des Luxembourgeois tout en jetant un regard critique sur le comportement des responsables de l'époque.

Je tiens à féliciter le Ministère de l'Éducation nationale pour cette initiative et je suis sûr que de tels projets pédagogiques peuvent être bénéfiques pour les élèves participants.

Comme le Ministère de l'Éducation nationale a offert la possibilité de préparer ces sorties d'une manière adéquate (voir édition spéciale du Courrier de l'Éducation nationale), j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que le thème de la pièce a été discuté en classe avant la représentation afin de préparer les élèves?

- Quel a été le personnel d'encadrement de ces classes lors de ce déplacement?

- Est-ce que la pièce a été débattue avec les élèves après la représentation?

- Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale a prévu la moindre évaluation de cette sortie?

Réponse (19.12.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Voilà trois ans, le groupe de théâtre «Namasté» du Lycée Hubert Clement d'Esch-sur-Alzette crée une pièce sur l'occupation de notre pays durant la Deuxième Guerre mondiale, intitulée: „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?". Les représentations connurent un remarquable succès.

Cette année, la pièce fut reprise les 16, 17 et 18 novembre au Grand Théâtre de Luxembourg dans le cadre de la commémoration du 60^e anniversaire de la Libération et à la demande du Premier Ministre, du Ministre de l'Éducation nationale et du Comité pour le Souvenir de la Résistance. Les acteurs, qui pour la plupart ont entamé entre-temps des études universitaires à l'étranger, ont répondu à cette demande et ont repris les répétitions durant les week-ends.

Six représentations ont été organisées: trois en matinée et trois en soirée. Les matinées étaient réservées aux jeunes. Ainsi quelque 2.500 élèves des classes de 2^e de l'enseignement secondaire et des classes de 12^e de l'enseignement secondaire technique ont pu y assister. Les élèves intéressés des autres classes avaient été invités à assister gratuitement à l'une des représentations en soirée; une centaine d'élèves ont profité de cette offre.

1. En vue de préparer les élèves, une édition spéciale du courrier de l'Éducation nationale a été consacrée à la pièce et les événements de la Deuxième Guerre mondiale. J'en joins un exemplaire (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*). Cette brochure a été expédiée une quinzaine de jours avant les représentations aux élèves concernés et à leurs professeurs.

2. Les directeurs avaient été priés de veiller à ce que les élèves soient accompagnés par des enseignants. Quelque 150 enseignants ont accompagné leurs classes.

3. Il n'y a pas eu de directive ministérielle pour déterminer l'approche que choisissaient les enseignants dans leur cours par rapport à ce sujet.

4. Le sujet ne se prête pas à une évaluation quantitative. Les directeurs dresseront un bilan de cette sortie et de la réaction des élèves lors d'une réunion du Collège des Directeurs.

Question 0754 (23.11.2005) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant la **coordination de la recherche au niveau national**:

Au vu du nombre important d'acteurs intervenant dans le secteur de la recherche au Luxembourg, une bonne coordination se cristallise de plus en plus comme un facteur crucial pour la consolidation du secteur. Tel est d'ailleurs le credo du rapport de l'OCDE «Country Report of Luxembourg's Innovation Policy» plaidant en faveur d'un réseau innovant et performant.

La recherche et l'innovation comptent parmi les facteurs clés essentiels dans la Stratégie de Lisbonne pour développer la société de connaissance. L'Université du Luxembourg avec ses trois facultés est appelée à jouer un rôle prépondérant dans la coordination de la recherche et de la promotion de synergies entre les différents acteurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Recherche et à Madame la Secrétaire d'État à la Recherche:

- Quelle est la stratégie du Gouvernement en matière de coordination de la recherche au Luxembourg? Quel est le rôle à jouer par l'Université du Luxembourg dans ces efforts?

Réponse commune (21.12.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Considérant le rôle joué par la recherche et l'innovation dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne visant à développer la société de la connaissance, l'honorable Député s'enquiert dans sa question sur la stratégie du Gouvernement en matière de coordination de la recherche au Luxembourg et notamment sur le rôle à jouer par l'Université du Luxembourg.

La stratégie du Gouvernement en la matière se voit largement définie par le programme gouvernemental en vigueur. Cette stratégie repose en effet sur plusieurs éléments: la concentration de l'effort national de R&D sur un nombre limité de domaines de pointe, le regroupement d'activités au niveau du site de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, ainsi que les synergies réalisées entre l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics.

De l'avis du Gouvernement, l'efficacité et l'attrait des activités de l'Université et des centres de recherche publics dépendront de la concentration des moyens sur un nombre limité de domaines de pointe. En concertation avec le monde scientifique et économique, le Gouvernement visera donc la mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle de la R&D publique comportant la concentration de l'effort national de R&D sur un nombre limité de thèmes à potentiel évident de retombée nationale.

Dans le cadre d'une approche de partenariat public-privé, cette démarche est censée contribuer à l'établissement de véritables centres d'excellence scientifique et technologique.

La Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation que le Gouvernement prévoit d'aménager sur la terrasse des hauts-fourneaux de la friche Belval-Ouest constituera un autre élément coordinateur voire fédérateur de la recherche publique luxembourgeoise. Cette Cité regroupera les activités de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication ainsi que les activités de différents centres de recherche publics avec pour objectif la création d'un campus technologique sur le site des friches industrielles.

Les synergies que l'Université et les centres de recherche publics recherchent sur une base volontaire dans leurs activités constituent un autre facteur important de coordination. Ces synergies sont réalisées, d'une part, par la concertation au niveau des programmes de recherche et, d'autre part, par la mobilité du personnel enseignant et celle des activités des étudiants entre l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics. Les synergies en cours sur cette base comportent la mise en œuvre commune de projets de recherche, des cours à l'Université assurés par des collaborateurs des CRP ainsi que des actions conjointes de formation diplômante.

Par ailleurs, les conclusions de deux initiatives actuellement en cours de mise en œuvre sont censées fournir des éléments supplémentaires pour la structuration du dispositif de la recherche publique luxembourgeoise et son évolution future.

Il s'agit, d'une part, de l'étude-évaluation que le Gouvernement fait exécuter par l'OCDE et dont l'objet est de réaliser une évaluation compétente, externe et indépendante des forces et faiblesses du système national de RDI, comportant un accent particulier sur la recherche publique sans pour autant négliger le contexte global et les interactions avec le secteur privé. Cette étude est entreprise en vue de formuler des recommandations concrètes pour l'optimisation de la politique nationale de recherche publique et des instruments en la matière, en se basant sur les bonnes pratiques d'autres pays membres de l'OCDE.

Il s'agit, d'autre part, d'une étude à caractère prospectif, sur la période 2007-2015, que le Fonds national de la Recherche se propose de faire exécuter en vue de contribuer à la conception, la définition et la sélection des futurs programmes prioritaires nationaux de recherche.

Question 0757 (23.11.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant l'interprétation et application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles:

La note de l'Administration des Eaux et Forêts relative aux modalités pratiques d'application de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, qui interdit la réduction, la destruction ou le changement de biotopes, a suscité des interprétations diverses et de vives discussions et contestations dans les milieux concernés, en particulier dans le monde agricole.

Pour faire face aux craintes des agriculteurs dans la perspective d'une éventuelle application trop répressive de l'article 17 et tout en donnant aux forestiers une garan-

tie d'action sur le terrain, Monsieur le Ministre de l'Environnement a exprimé, lors de l'heure d'actualité du 23 mars 2005, son intention d'entamer une concertation entre les différents acteurs concernés et le Ministère de l'Agriculture afin de revoir l'interprétation dudit article. En plus, il a affirmé sa volonté d'aboutir à une application pragmatique de l'article susmentionné et de limiter au minimum les charges administratives.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Les réunions de concertation avec les parties concernées sont-elles déjà achevées?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions majeures qui ont été dégagées et le cas échéant vont-elles être communiquées aux acteurs concernés?

Réponse (19.12.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1) La phase de concertation est effectivement achevée. Le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts ont discuté la note concernant l'application de l'article 17 avec les administrations du Ministère de l'Agriculture, avec les organisations professionnelles de l'agriculture et avec les organisations de la protection de la nature. Celles-ci ont par la suite soumis des prises de position écrites. L'Administration des Eaux et Forêts a examiné les propositions introduites et est actuellement en train de finaliser le document.

Ad 2) Dans une première étape a été élaboré un projet de circulaire concernant la protection des haies, volet qui s'est avéré correspondre à la préoccupation prioritaire des milieux concernés. Le projet de circulaire tient compte des observations introduites lors de la phase de concertation, notamment au niveau de la lisibilité souhaitée de l'approche poursuivie par l'administration ainsi que de toute bureaucratie excessive supplémentaire qu'il convient d'éviter en l'occurrence. Il est actuellement soumis pour avis aux administrations du Ministère de l'Agriculture. Le texte comporte la liste positive revendiquée par le milieu agricole, c'est-à-dire une liste des interventions aux haies susceptibles d'être exécutées sans autorisation.

Dans une deuxième étape seront reformulés les autres chapitres de la note concernant l'application de l'article 17, de nouveau en tenant compte des propositions introduites lors de la phase de concertation.

Après promulgation de la circulaire et après acceptation du nouveau texte de la note, le contenu des deux documents sera présenté sous forme simplifiée dans une brochure de vulgarisation.

Question 0761 (24.11.2005) de **M. Jean-Pierre Koepf** (ADR) concernant l'état d'avancement des études sur le transport en commun:

Am Regierungsprogramm ass festgeschriwwen ginn, datt den Transportministère mat zwou Etüde chargéiert géif ginn. Dat war éischstens eng a Saachen Eisebunnnsinfrastrukturen. Do sollt «l'opportunité d'une nouvelle liaison vers Saarbrücken» studéiert ginn. Esou eng Bunn géint Lëtzebuerg mat Süd-Osteuropa verbannen. Zweetens sollt «en vue d'une simplification et d'une harmonisation accrue de la grille de tarification des différents prestataires de services de transport en commun» eng Etüd gemaach ginn. Dëst, fir dat vun der viregter Regierung fixéiert Zil vun engem „modal split“ vu 25% am Joer 2020 besser kënnen ze erreechen.

An deem Kontext stelle sech folgend Froen:

- Wou sinn déi genannten Etüden drun?

- Wéini sollen dës zwou Etüde jee-weils ofgeschloss ginn?

- Kann den Här Minister aus dësen Etüde schonns éischt Tëschekonklusiounen matdeelen?

Réponse (8.12.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Den Här Deputéierten Jemp Koepf wëllt sech beim Här Transportminister iwwert de Verlaf vun zwou Etüden informéieren, déi am Regierungsprogramm festgehalen sinn.

Déi éischt Etüd betrëfft eng eventuell Ubannung vu Saarbrécken un den nationalen Eisebunnréseau. Si wäert am Laf vum nächste Joer ugefaange ginn. Si gëtt an Zesummenaarbecht mat den CFL realiséiert.

Déi zweet Etüd dréit sech ëm eng Vereinfachung vun der Tarifikatioun am öffentlichen Transport. Och dës Etüd soll 2006 ugefaange ginn. Si gëtt ënnert der Verantwortung vun der zukünftiger «Communauté des Transports» duerchgefouert.

Question 0766 (25.11.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le financement des caisses de pension:

Am Laf vum nächste Mount sollen d'Vollektivvertrieder de Statsbudget fir 2006 stëmmen. Am Budgetsprojekt falen awer beonrouegend Ännerungen am Beräich vun der Finanzierung vun de Pensiounskeesen op, déi onbedéngt am Virfeld explizit gekläert musse ginn.

Fir 2006 ginn déi lafend Käschte vun de Pensiounskeesen a vum „Centre commun“ vun der „Sécurité sociale“ alleguerten op null gest. Bis elo huet de Stat awer ëmmer d'Halschent vun de Verwaltungskäschte vun dësen Institutione vun eisem Sozialstat finanziert. Als Erklärung steet do lapidar: «À partir de l'exercice 2006 il est prévu que les frais administratifs soient intégralement à charge des institutions sociales». A scho bal zynesch gëtt dat da gelueft als eng Stärkung vun der Autonomie vun de Gestionnaire vum dësen Etablissement, well se elo selwer décidéiere kéinten, wou se déi Suen hierhuelen (Säit 71 vum „Exposé introductif“)! Duerfir folgend Froen:

1. Mussen d'Pensiounskeesen effektiv ab 2006 selwer integral fir hir Personal- a Verwaltungskäschten opkommen?

2. Wat huet dës Décisioun motivéiert?

3. Wou sollen d'Pensiounskeesen, der Meenung vum Här Minister no, déi da feelend Gelder hierhuelen?

4. Wéi vill Milliounen Euro wëllt de Ministère vun der sozialer Sécherheet esou ab 2006 all Joers zu Laaschte vun de Pensiounskeesen aspueren?

Réponse (8.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Obwuel ech den Drénglechkeetscharakter vun där Fro net unerkennen, well se menger Usicht no an de Kader vun de Budgetsdiskusiounen gehéiert, wëll ech dach dem Här Deputéierten déi folgend Äntwerte ginn:

Et ass richtig, datt vum Exercice 2006 un d'Pensiounskeesen, de Centre commun awer och d'Unfallversécherung hir Verwaltungskäschte selwer bezuele mussen.

Mat dëser Mossnam kréie mer en eenheetleche System, wat dës Käschten ubelaangt, well da sämtlech Verwaltungen vum der Sozialversécherung gläichgestallt sinn. Elo nämlech bezuelen och schonn d'Union des Caisses de Maladie, sämtlech Krankekeesen an de Fonds de compensation hir Verwaltungskäschte selwer.

Et muss een awer bedenken, datt de Stat och weiderhin 8% oder een Drëttel vun de Beiträg vu sämtleche Léin bezilt, genausou wéi e weiderhin an der Krankeversécherung 37% vun de Beiträg fir Naturalleeschungen an 10% vun der ne fir d'Krankegeld bezilt.

Déi zousätzlech Käschte fir d'Pensiounskeesen, déi esou entstinn, kënnen aus dem jährlechen Lwwerschoss, dee sech fir d'Joer 2004 op 354,5 Milliounen Euro belaf huet, bezuelt ginn. Dës nei Regelung, déi mat dem Budgetgesetz an de Code des assurances sociales ageschriwwen gëtt, bleift och déi nächst Jore bestoen.

Question 0771 (1.12.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la minière «Ellergronn» entre Rumelange et Esch-sur-Alzette:

La minière «Ellergronn» entre Rumelange et Esch-sur-Alzette a fermé ses portes en mai 1971. Depuis lors, le site témoigne du passé industriel de la région du Bassin Minier, sans pour autant avoir subi de réels aménagements en vue d'un vrai site touristique. Or, le Musée des Mines à Rumelange ou le Fond-de-Gras à Rodange ne sont que deux réussites exemplaires démontrant l'intérêt de la population luxembourgeoise et des visiteurs étrangers à l'égard de la culture industrielle du Bassin Minier.

La mise en valeur des deux hauts-fourneaux sur les friches de Belval-Ouest et la création du Centre National de la Culture Industrielle sur le même site viennent d'être entamées et représenteront un cadre authentique pour honorer l'héritage industriel et sidérurgique du Sud de notre pays. Il va sans dire que l'intégralité de ce patrimoine est complémentaire aux sites comparables en Lorraine et en Sarre.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir du Ministre de la Culture et de la Secrétaire d'État à la Culture si le Gouvernement a déjà repéré le site du «Ellergronn» comme patrimoine à protéger et s'il dispose d'un concept global pour la mise en valeur de l'important patrimoine historique du Bassin Minier.

Réponse (19.12.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Le Service des Sites et Monuments n'a pas été saisi d'une demande de classement comme monument national du site en question.

À la fin des années 1980, les toitures des bâtiments de la minière «Ellergronn» avaient été refaites par l'Administration des Bâtiments publics.

D'autre part, l'État s'est chargé de l'enlèvement de styropor qui y avait été stocké. Une association privée «Hiel-Ellergronn» s'est constituée dans le but de revaloriser les lieux. Après un incendie, elle a entrepris la restauration intérieure des immeubles.

La mine Kazeberg au «Ellergronn» se trouve dans une réserve naturelle gérée par l'Administration des Eaux et Forêts du Ministère de l'Environnement.

L'État et les communes ont – dans le passé – déterminé plusieurs témoins de l'ère industrielle et sidérurgique dans la région du bassin minier luxembourgeois dignes d'être préservés d'une manière ou d'une autre. Le concept global poursuivi est celui de la création

d'un Centre National de la Culture Industrielle (CNCI), situé sur les friches à Esch/Belval. Ce nouveau centre aura notamment comme mission la création d'un réseau entre les différents acteurs de l'ère industrielle (et donc aussi sidérurgique). Le groupement responsable de l'exploitation culturelle de l'ancienne mine Kazeberg, le «Centre d'accueil Mine Kazeberg», est d'ailleurs un partenaire de la première heure du groupe de travail qui est en train de développer les missions futures du CNCI.

Si le Musée des Mines à Rumelange, subventionné par le Ministère du Tourisme (sans intervention du Service des Sites et Monuments nationaux), démontre l'exploitation minière, c'est au Fond-de-Gras que le côté transport est mis en évidence.

Question 0773 (1.12.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant les soins palliatifs:

En date du 12 mars 2003, la Chambre des Députés a adopté unanimement une motion invitant le Gouvernement «à créer le cadre juridique pour que le recours aux soins palliatifs et le traitement de la douleur soient reconnus comme un droit de chaque patient». Suite à cette motion, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale Carlo Wagner a déposé en date du 19 février 2004 le projet de loi 5303 relatif aux soins palliatifs et à l'accompagnement en fin de vie.

Lors de sa déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement du 12 octobre 2005, Monsieur le Premier Ministre a annoncé qu'un nouveau projet de loi relatif à l'accompagnement en fin de vie sera déposé au cours du mois de novembre 2005 qui remplacera le projet de loi 5303.

Or, je suis au regret de constater que, jusqu'à ce jour, un tel nouveau projet de loi n'a pas été adopté par le Conseil de Gouvernement et n'a pas été déposé à la Chambre des Députés. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Quand le nouveau projet de loi sera-t-il discuté et adopté dans le Conseil de Gouvernement?

2. Quand le dépôt du projet de loi aura-t-il probablement lieu?

Réponse (19.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le Conseil de Gouvernement a été saisi dès le 5 juillet 2005 par le soussigné d'une nouvelle version du projet de loi en matière de soins palliatifs, destinée à remplacer le projet de loi 5303 actuellement déposé à la Chambre.

À la demande de Madame la Ministre de la Famille, l'examen de ce projet nouveau a été tenu en suspens, afin de lui permettre d'y intégrer un chapitre relatif au congé pour l'accompagnement en fin de vie.

La nouvelle version, ensemble avec les dispositions relatives au congé d'accompagnement, se trouve reproduite à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Gouvernement du 23 décembre prochain.

Question 0777 (1.12.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le curriculum vitae anonyme:

Bei Astellungen ass de Liewenslaf oder CV (Curriculum vitae) e wesentlech Element fir eng éischt Selektioun vun de Bewerber virzehuelen. Gewëss gesellschaftlech oder

perséinlech Viruerteeler kënnen heibäi derzou féieren, datt d'Chancëgläichheet net esou respektéiert gëtt, wéi dat eigentlech vum Léigilateur gewënscht ass. Verschiddene Kategorië vun Aarbechtssichende kann esou vu vir-eran trotz gläichwäerteger oder besserer Qualifikatioun d'Chance op en éischt Virstellungsgespréich verwiert bleiwen – a sief et just weínt dem Familljennumm.

Dës Diskriminéierung – ob bewosst oder onbewosst – op Basis vun Nationalitéit, Alter, sozialer Hierkonft oder Relioun konnt verschidentlech schonns beluecht ginn.

A Frankräich si gutt Resultater géint esou eng Diskriminéierung erziilt ginn, andeems op CVen, déi de Betriber versuchsweis vun hirer ADEM (ANPE) zougestallt goufen, perséinlech a sozial Donnéeën, wéi Numm, Nationalitéit, Hierkommen an Alter, ewechgelooß goufen. Dowéint huet de fransésische Premier, am Kontext vun de sozialen Onrouen an den Immigrantequartieren, deklaréiert, «tout à fait favorable» fir weider Experimenten mam «CV anonyme» ze sinn. Weider sot hien: «Le procédé a des limites, mais si cela permet d'accéder à un entretien d'embauche, c'est très bien. Je ne suis pas sûr qu'il faille le rendre obligatoire mais l'encourager.»

Déi genannt Problematik besteet och am Lëtzebuurger Kontext, dowéint folgend Froen:

1) Wéi steet den Här Aarbechtsminister zur genannter franséischer Experienz? Wier et net sënnvoll och hei am Land, am Intérêt vun der Chancëgläichheet um Aarbechtsmaart, op d'mannst versuchsweis de Betriber anonymiséiert CVen zouzestellen?

2) Sinn dem Aarbechtsministère och hei um Aarbechtsmaart Opfälllegkeete bekannt, wat d'Astellungspolitik vu verschiddene Betriber ugeet, zum Beispill a Saache nationaler Präferenz?

Réponse (2.1.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Dem Aarbechtsamt leie keng Zuele vir déi géife beleeën, datt hei am Land eng Diskriminatioun op Basis vun Nationalitéit, sozialer Hierkonft, Numm oder Relioun géif bestoen.

Duerzou ass ze soen, datt kee Kandidat a sengem Lieweslaf seng sozial Hierkonft, seng Hautfaarf oder seng Relioun muss oder och nëmme soll ugin.

De Familljennumm erlaabt zu Lëtzebuerg kengem Patron op d'Nationalitéit hinzeschléissen, well am Laf vun de Jore Leit aus allen Häre Länner sech hei agebiert hunn an dohier och e „Lëtzebuurger“ méi en ausgefalenen Numm kann hunn.

Wat d'Diskriminatioun op Grond vun Alter ugeet, kann een déi wahrscheinlech och net mat Hëllef vun engem anonyme Lieweslaf ausschléissen, well de Kandidat jo seng berufflech Experienz muss ugin an e Patron sech sou liicht kann ausrechnen a wéi eng Alterskategorie de Betreffene fällt.

Esouguer wann ee géif dervun ausgoen, datt en anonyme Lieweslaf verschiddene Kandidaten éischer zu engem Virstellungsgespréich bei eenzelne Patrone géif verhélfen, géif dat dach e Patron, dee wierklech Diskriminatioun bedreift, net dervun ofhalen, spéitstens nom perséinleche Gespräch, op dës Leit als zukünfteg Mataarbechter ze verzichten.

Den Aarbechtsminister ass jo, speziell wat d'Diskriminatioun aus Altersgrënn ugeet, drëm beméit sech iwwer zwou Etüde vu CEPS an OCDE e geneet Bild iwwert d'Problemer zu Lëtzebuerg ze maachen an huet sech engagéiert, zesumme mat de Sozialpartner déi néideg Moosnamen ze huele fir d'Beschäftegung vun eelere Leit, ënner adaptéierte Konditiounen ze promouvieren ouni gläichzäiteg d'Beschäftegung vu Jonken ze gefäerden. Eng intergenerationell

Approche zum Emploi ass also néideg.

Leschtendlech weisen ech drop hin, datt an nächster Zäit déi europäesch Direktiven iwwert d'Diskriminatioun aus Grënn vun Alter, sexueller Orientatioun, Hautfaarf, Glawen oder Iwwerzeegungen a sou weider a Form vu Gesetz wäerten an der Chamber an nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Question 0781 (2.12.2005) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant la **procédure judiciaire entamée contre l'ancien Président de la Chambre des Comptes**:

De 16. November 1999 huet d'Lëtzebuurger Deputéiertechamber, op Demande vum Staatsminister, den deemolege President vun der Chambre des Comptes, Gérard Reuter, vu sengem Posten enthuewen. Deem war schonn den 18. Mee 1999 eng „Mise en disponibilité“ vum President vun der Chambre des Comptes duerch d'Chamber virausgaangen. Eng Statsaffär deemno, déi deemols héich Welle geschloen huet, duerno awer lues a lues an de Vergiess geroden ass.

Nieft enger extrem héijer perséinlecher Verschëldung, déi d'Onofhängegkeet vum President vun der Chambre des Comptes a Fro gestallt huet, sinn him geschäftlech Relatiounen mat zwielichtege Personne virgeworf ginn. An der Press war ze liesen, datt him reprochéiert géif, Member vun enger „Geldwäscher und Betrügerbande“ gewiescht ze sinn. De lëtzeburgergesche Parquet hätt duerfir och bei dem „leitenden Staatsanwalt“ zu Frankfurt ëm Mathëllef gebieden. Jiddefalls sollt no der Ofsetzung vum President Reuter d'Affär um gerichtleche Wee opgekläert a weider verfollegt ginn. Duerfir géif ech lech, Här Minister, sechs Joer nom Début vun dëser Affär, gären dës Froë stellen:

1. Kënnt Dir mir Informatiounen driwwer ginn, wat bis elo an dësem Dossier geschitt ass?

2. Ass en nach um Instanzewee, a wa jo, wou ass en an der Prozedur?

3. Wann e klasséiert ginn ass, wat sinn d'Motiver vum Klassement?

4. Wann en net klasséiert ass, wat ass an Zukunft an dëser Affär ze erwaarden?

5. Kënnt Dir garantéieren, datt an dëser Affär de konstitutionell verankerte Prinzip «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi» strikt respektéiert gëtt?

Réponse (21.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

1. Le Président de la Chambre des Comptes a été démis de ses fonctions en 1999 par la Chambre des Députés et par le Gouvernement, alors qu'un certain nombre de faits reconnus par l'ancien Président de la Chambre des Comptes étaient «de nature à ébranler la confiance que la Chambre des Députés lui avait accordée au moment de sa nomination» et que par ailleurs sa situation personnelle ne lui permettait «plus d'exercer ses fonctions en toute sérénité, indépendance et impartialité», selon les termes de la résolution adoptée par la Chambre des Députés.

2. Quant au volet judiciaire du dossier – indépendant des procédure et motivation parlementaires – l'instruction, qui relève de la seule autorité du juge d'instruction, n'est pas terminée, selon les informations qui nous ont été transmises par les autorités judiciaires.

3. Il est du devoir de la justice de traiter tous les dossiers selon les mêmes règles.

Question 0787 (8.12.2005) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **chasse dans la zone de protection à vocation récréative du Grünwald**:

Mercredi, 30 novembre 2005, une chasse battue aux chiens courants a été organisée par l'Administration des Eaux et Forêts dans la zone de protection à vocation récréative du Grünwald. Des chasseurs privés et des chasseurs agents et fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts y ont participé.

- Quel texte législatif autorise l'organisation de battues aux chiens courants dans la zone de protection à vocation récréative du Grünwald?

- Est-il exact que la zone à vocation récréative a été classée comme «réserve cynégétique» où le droit de chasser appartient à l'État? Si un tel classement existe, quand est-ce qu'il a été opéré et quel est le texte législatif exact de ce classement?

- Considérant le fait que la moitié des participants de cette battue était composée de fonctionnaires d'État et l'autre moitié de personnes privées, j'aimerais connaître la composition exacte des divers groupes de tireurs qui ont participé à la chasse organisée par l'État.

- Suivant quels critères les batteurs, les chasseurs privés et les chasseurs agents de l'Administration des Eaux et Forêts ont-ils été choisis?

- Sur quel article budgétaire les frais de cette chasse battue sont-ils imputés?

- Est-il exact que les batteurs ont été payés à la main?

- Quel est le montant total des frais d'organisation de cette chasse?

- Est-ce que cette battue était précédée d'un inventaire du gibier?

- Combien de chasses battues organisées par l'État ont lieu chaque année dans de soi-disant «réserves cynégétiques» (par exemple: parc de Hosingen, etc.)

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que l'organisation de chasses loisirs, par des agents et fonctionnaires de l'État, durant les heures de service devrait se limiter à des cas vraiment exceptionnels, urgents ou indispensables?

Réponse (2.1.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

- Conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 le mode de chasse au chien courant est autorisé pendant la période du 15 octobre au 28 février.

- Par arrêté ministériel du 4 janvier 1957 et sur base de l'article 2 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, les propriétés domaniales suivantes avec leurs dépendances, à savoir les maisons de retraite de Kopstal et de Dudelange, le champ de tir de Hoscheid et le camp militaire du Herrenberg, l'aéroport du Findel et la Radio-range à Mensdorf, le domaine de Mondorf-État, les domaines des Trois-Glands et du Grünwald, les cimetières militaires de Hamm et de Sandweiler, l'établissement piscicole de Lintgen et le domaine du lac de barrage de la Haute-Sûre, ont été exclus des lots de chasse.

En général, le droit de chasse est un accessoire du droit de propriété, il appartient par conséquent à l'État sur les surfaces domaniales. En particulier, l'article 1er de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts dispose que «L'Administration des Eaux et Forêts est chargée: (...) – de la

conservation et de l'amélioration des ressources cynégétiques, ainsi que de la surveillance et de la police de la chasse (...); l'article 2 dispose que: «(...) le service de la chasse est chargé: (...) – de la conservation et de l'amélioration des ressources cynégétiques, – de la création et de la gestion de réserves cynégétiques (...).».

- Les personnes, détentrices d'un permis de chasse valable, invitées à participer à la chasse en battue sont les suivantes:

- les fonctionnaires et employés du Ministère de l'Environnement;

- les fonctionnaires et employés de l'Administration des Eaux et Forêts;

- les membres du Conseil Supérieur de la Chasse;

- les chargés de cours de l'examen de chasse;

- les membres de la commission d'examen pour l'obtention du premier permis de chasse;

- les employés de l'administration des Biens de S.A.R. le Grand-Duc (service forestier);

- les adjudicataires des lots de chasse adjacents;

- les lauréats de l'examen de chasse (les premiers classés).

- Les frais directs de cette chasse sont supportés par les participants chasseurs («participation aux frais»). Les rabatteurs sont des élèves de l'école forestière, des personnes volontaires et quelques ouvriers forestiers des triages forestiers concernés, qui disposent d'une bonne connaissance des lieux.

Les recettes annuelles de la vente du gibier en provenance des «réserves cynégétiques» se chiffrent annuellement aux alentours de 5.000 euros (2004: 5.109,52 euros). Ces recettes sont recouvertes par le biais de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et sont versées sur l'article 64.7.28.020 du budget des recettes.

Il s'agit de prélèvements durables dont témoignent les tableaux de chasse réalisés pendant les dernières années. Selon l'avis d'experts étrangers, l'accroissement annuel du cheptel de chevreuils, sangliers et renards n'est même pas réalisé.

La pression du gibier sur la végétation ligneuse est sujette à des inventaires périodiques.

- Les chasses en battue organisées sur les diverses surfaces où le droit de chasse ainsi que l'exercice de ce droit appartient à l'État sont les suivantes:

deux chasses en battue et une petite chasse en poussée dans les domaines du Grünwald (884 ha + 250 ha);

une petite chasse en poussée sur le lot de chasse N°104 de Kaundorf, où le droit de chasse a été pris en location par l'État (284 ha);

une petite chasse en poussée d'une demi-journée dans l'ancien parc à gibier de Hosingen (144 ha).

Question 0789 (8.12.2005) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant l':

No deem leschte Reportage op RTL iwwert d'Bommeleeër-Affär, wou eng namentlech bekannte Persoun deklaréiert huet, am Dezember 1985 wären d'Cegedels-Poteauen an der Ëmgéigend vu Walfer souwuel vun der Arméi, wéi vun Agente vun enger privater Sécherheetsfirma systematesch bewaacht ginn, stelle sech nei Froen. Laut der Duerstellung vun dëser Persoun haten d'Agente vun där Firma nämlech gesot kritt, dës Bewaachtung géif iwwert d'Feierdeeg oprechterhale ginn. Zimlech onerwaart wär dës Iwwerwachungssaktioun awer den 23. Dezember 1985 opgehuewe ginn.

Duerfir dës Froen, vun deenen ech hoffen, datt d'Äntwerten drop net

géint d'Untersuchungsgeheimnis verstoussen:

1. Wat kënnt Dir zur Bewaachtung vun de Cegedels-Poteauen am Dezember 1985 soen?

2. Huet an dësem Zesammenhang e Kontrakt mat enger Privatfirma bestanen, an ass aus dem Dossier doriwwer ze gesinn, wéi dat deemools ofgelaf ass?

3. Stëmmt et, datt dës Bewaachtung kuerz viru Chrëschttag 1985 opgehuewe ginn ass?

4. Wa jo, wien huet deen Uerder dozou ginn, a wat war de Grond duerfir?

Réponse (23.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Ech ka mam beschte Wëllen zu de gestallte Froe keng Informatiounen ginn, well ech hunn als Justizminister keen Accès zu dësem Dossier, fir deen d'Gerichtsautoritéiten zoustänneg sinn; an de Justizministère war och ni zoustänneg fir déi genannte Poteauen.

Question 0792 (9.12.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** (*ADR*) concernant la **résolution 337 sur une amélioration du financement commun des opérations de l'OTAN**:

D'Resolutioun 337 vum 15. November 2005 vum NATO-Parlament fuerdert d'Memberregierungen op, sech solidareschen un de Käschte vun de sou genannten „Out-of-area“-Operatiounen ze bedeelegen. Dës Asätz gi geleeest vum der NRF, der NATO-Reaktionskraaft. D'NRF besteet aus Militärkontingenter, déi op fräiwëlleger Basis vun de Mernberstaten an no engem Rotatiounssystem gestallt ginn. Deementspriedend gëtt och d'Quasi-Integralitéit vun de jeeweilegen Operatiounen finanzéiert.

Déi genannte Resolutioun géng e radikale Changement an d'Wëeër leeden: Och déi Staten, déi sech net militäreschen u gewëssen Aktiounen bedeelegen, missten an Zukunft dës Interventiounen mat finanzéieren.

Gläichzäiteg befënnst sech eise Stat awer an enger finanziell schwieriger Situatioun a muss an deenen nächste Jore kucken un allen Ecker an Enner ze spueren.

Duerfir folgend Froen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dëser neier Entwécklung an der NATO?

2. Wéi vill un zousätzleche Militärausgabe géng dee genannte Politikwëssel an der NATO fir Lëtzebuerg matsechbréngen?

3. Sinn an där am Statsbudget fir 2006 virgesinnener Erhéijung vun de Militärausgaben och schonns déi genannt méiglech zousätzlech Ausgabe virgesinn?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*, *Ministre de la Défense*:

1. La position du Parlement de l'OTAN reflète celle de la plupart des gouvernements qui estiment que les questions de sécurité sont globales et qu'il y a dès lors lieu de les partager équitablement (par exemple en fonction du PIB des États) entre tous ceux qui bénéficient du résultat de ces opérations décidées en commun. Le Gouvernement luxembourgeois partage ce point de vue.

2. Dans la mesure où aucune clef de répartition n'a été convenue à ce jour, il est impossible de chiffrer l'impact éventuel d'une telle décision.

3. Le budget pour 2006 ne tient pas compte de décisions non encore prises au niveau international, mais reflète bien la volonté du Gouvernement de remplir ses obligations internationales en matière de sécurité au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, conformément aux lignes de conduite décrites dans la déclaration gouvernementale.